

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 8 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Nouvelles communes: «Helperknapp»	p. 298	Sommaire de la séance publique n°19	p. 309	19 ^e séance	Mercredi 24 février 2016
«Habscht»	p. 299	Rapport d'activité de la médiatrice	p. R1		
Marché du travail	p. 301	Sommaire des questions parlementaires	p. Q105		

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Parlement des jeunes: un échange sur les réfugiés

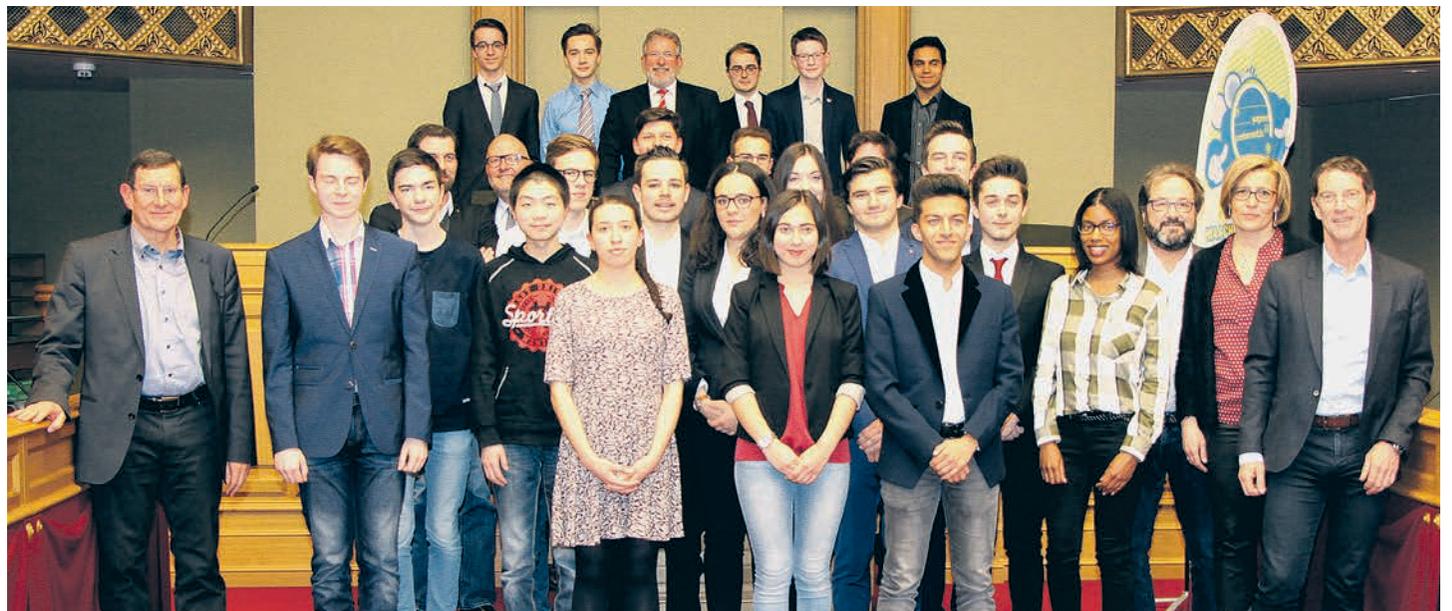
Une trentaine de membres du Parlement des jeunes ont échangé leurs vues le 25 mars 2016 avec les membres de la Conférence des Présidents et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur trois résolutions.

Ces textes avaient été adoptés lors d'une séance plénière du Parlement des jeunes le 20 février 2016 et portent sur différents volets de la crise des réfugiés. Les demandes des jeunes concernent à la fois la gestion du flux de demandeurs d'asile à l'échelle européenne et l'impact très concret sur le Luxembourg, en l'occurrence l'intégration à l'école des jeunes réfugiés, le logement ou encore l'instauration d'un quota.

Qu'est-ce que le Parlement des jeunes ?

Le Parlement des jeunes («Jugendparlament») est une plate-forme où chaque jeune âgé entre 14 et 24 ans et habitant au Luxembourg a l'occasion de discuter et débattre ensemble avec d'autres jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui touchent leur vie de tous les jours.

Le Parlement des jeunes a vu le jour dans la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008. Il a comme objectif principal de favoriser l'engagement des



Les membres du «Jugendparlament» ont exposé leurs doléances aux parlementaires.

jeunes dans notre société et de rapprocher les jeunes et le monde politique à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui seront transmis

aux acteurs politiques concernés. La Chambre des Députés est un des partenaires du Parlement des jeunes.



Les responsables du CET ont remis leur rapport annuel au Président de la Chambre.

Remise du rapport 2015 du CET

Promouvoir, analyser et surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, le sexe, la religion ou les convictions, un handicap et l'âge, tel est l'objet du Centre pour l'égalité de traitement (CET), créé par la loi du 28 novembre 2006.

Lors de la remise officielle du rapport annuel au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, les responsables du CET ont présenté les statistiques. En 2015, le CET a été saisi de 129 nouveaux cas. S'y ajoutent un dossier non clôturé de 2012 et 19 dossiers non clôturés de 2014.

Premier motif de discrimination: le handicap

Parmi les motifs de discrimination, le handicap arrive en premier lieu, l'appartenance ou la

non-appartenance, vraie ou supposée, à une race ou ethnique occupe la deuxième place des statistiques. Suivent ensuite le sexe, l'âge, la discrimination multiple, la religion ou les convictions et l'orientation sexuelle.

Les demandes sont majoritairement introduites par des hommes. La plupart des dossiers proviennent de Luxembourgeois.

Pour le CET, l'année 2015 a également été marquée par son projet de programme européen «progress» nommé «promotion de la diversité au Luxembourg». Pour l'avenir, le CET espère que ses recommandations seront davantage suivies par les instances publiques et privées. Les responsables souhaitent également que le centre ait plus de notoriété.

Le rapport 2015 peut être consulté sur www.cet.lu.

L'Ombudsman a présenté son rapport annuel

Les litiges qui opposent les citoyens à l'administration publique étaient au cœur de la présentation du rapport d'activité 2015 de l'Ombudsman le jeudi 24 mars à la Chambre des Députés. La médiatrice, Mme Lydie Err, a fait son exposé à l'ensemble des députés réunis en salle plénière.

L'Ombudsman a reçu 743 réclamations en 2015 soit 8% de plus par rapport à 2014. Le plus grand nombre de dossiers a concerné la sécurité sociale avant la fiscalité et l'immigration. 483 dossiers ont été clôturés.

Mme Lydie Err a mis l'accent de sa présentation sur la communication entre les administrations et le citoyen. Elle a formulé sept suggestions pratiques qui pourraient aider les administrations à communiquer de manière plus compréhensible et à mieux collaborer entre elles pour traiter les requêtes des citoyens et pour les transférer au bon endroit.

Mis en place par la loi du 22 août 2003, l'Ombudsman dépend de la Chambre des Députés. Le médiateur joue un rôle de conseiller et d'interlocuteur des citoyens lors d'un différend avec une administration étatique ou communale ou encore un établissement public relevant de l'État ou des communes. Lorsqu'il estime qu'une demande d'un particulier est fondée, il peut recommander à l'administration de revenir sur ses décisions et même d'améliorer son mode de fonctionnement pour tenir compte des critiques émises.

En 2011, il a été chargé de la surveillance des lieux privés de liberté et en 2012 de la



Mme Lydie Err lors de la présentation de son rapport d'activité.

promotion et de la protection des droits des personnes à besoins spécifiques.

L'intégralité du rapport d'activité peut être consultée aux pages R1 à R7 de ce compte rendu.

Programme-cadre du «Karlspreis 2016»

Plaidoyer pour les valeurs européennes

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, était, avec le Président du Bundestag allemand, Prof. Dr. Norbert Lammert, un des deux orateurs de la séance d'ouverture, le 6 avril, du programme-cadre 2016 de la Fondation internationale «Karlspreis» à Aix-la-Chapelle. La conférence a eu lieu dans les locaux de la Handwerkskammer Aachen.

Le fait de savoir ce que signifient les valeurs européennes figurait parmi les principales thématiques des deux interventions.

Le Président de la Chambre des Députés a souligné que l'intégration européenne est une valeur en soi et que des valeurs et des principes comme la paix, les libertés - y inclus la liberté d'expression -, la dignité humaine, l'égalité, la solidarité, le bien-être, la sécurité sociale ou encore le dialogue entre les États et les citoyens européens, la démocratie et l'État de droit y sont associés.

Jamais auparavant, l'Union européenne n'a été bouleversée par tant de crises. Les citoyens s'attendent à des réponses et à une détermination collective à résoudre les problèmes. Pour éviter une déconstruction de l'Europe, il faut prendre ces valeurs au sérieux. Un renforcement du rôle des Parlements nationaux, qui se distinguent par leur proximité au citoyen, est essentiel.

La Déclaration de Rome, lancée par les présidents des parlements de quatre pays fondateurs de l'Union européenne, dont le Luxembourg, et revendiquant une Europe plus forte, a jusqu'ici été signée par 16 assemblées. Un des meilleurs atouts est l'équilibre entre l'économie et le volet social. M. Di Bartolomeo a aussi souligné que les valeurs sollicitées par les citoyens de l'UE doivent également être appliquées lorsqu'il s'agit de résoudre la crise migratoire.

Pour sa part, le Président du Bundestag allemand, M. Norbert Lammert, a mis l'accent sur le fait qu'après la Deuxième Guerre mondiale un processus d'intégration a été entamé en Europe, mettant fin, pour la première fois dans l'histoire, à la rivalité entre États. À son avis, le processus d'intégration constitue encore aujourd'hui la réponse la plus exigeante et la plus intelligente à la globalisation. Le fait de partager la souveraineté nationale pour résoudre ensemble les problèmes, que les pays ne sauraient maîtriser à eux seuls, a fait de l'Europe un projet unique qui n'a pas manqué d'attirer, dans les décennies passées, de nouveaux États membres.

Deux pôles guident aujourd'hui la politique: le recours aux valeurs, d'une part, et l'intérêt de maintenir la richesse acquise, de l'autre. Ce n'est qu'en trouvant le bon équilibre entre ces deux éléments que les



M. Mars Di Bartolomeo et M. Norbert Lammert (2^e et 3^e de droite) sont intervenus lors de la conférence à Aix-la-Chapelle.

crises actuelles pourront être résolues.

En marge de la conférence, le Président de la Chambre des Députés a

eu un entretien personnel avec son homologue allemand. Les deux Présidents ont évoqué des sujets d'actualité et ont partagé l'incompréhension

envers les attitudes nationalistes de refuser l'idée de résoudre la crise migratoire de façon coordonnée.



MM. Eugène Berger et Henri Kox (à droite).

Réunion de travail sino-luxembourgeoise

Rapprocher le Luxembourg et la Chine par le tourisme

Les relations économiques entre le Luxembourg et la Chine sont au beau fixe. À l'avenir, l'objectif est de développer davantage le tourisme entre les deux pays en sachant que les voyages de touristes chinois au Grand-Duché ont déjà pris de l'ampleur ces dernières années: le nombre de nuitées a triplé entre 2009 et 2014, pour atteindre 61.000 nuitées en 2014, et a dépassé le nombre de nuitées passées par des touristes américains au Luxembourg.

L'idée est de faire avancer le projet qui consiste à créer des vols passagers directs entre Luxembourg-Findel et la province du Henan, région qui collabore déjà étroitement avec le Luxembourg par l'intermédiaire de Cargolux.

Le tourisme peut également jouer un rôle important pour rapprocher davantage les cultures chinoise et luxembourgeoise. C'est un des constats partagés lors d'une réunion de travail qui a eu lieu le 8 avril 2016 entre une délégation chinoise présidée par M. Zhang Jianguo, directeur général Europe du Département international du Parti communiste chinois, et une dizaine de députés lu-

xembourgeois dont le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

«Un échange franc» sur les droits de l'Homme et la peine de mort

Outre le tourisme, l'échange entre les deux délégations a porté sur des sujets politiques, économiques et sociétaux variés. Un accent a été mis sur les questions des droits de l'Homme et de la peine de mort en Chine. Le Président de la Chambre des Députés s'est félicité d'«un échange franc qui laisse de la place aux explications et aux nuances» sur les sujets où les positions des deux interlocuteurs divergent, un niveau d'échange que le Parti communiste chinois voudrait développer davantage en créant des relations plus étroites avec tous les partis modérés au Luxembourg.

La Chine préoccupée par les crises en Europe

Selon M. Zhang Jianguo, les dirigeants chinois sont préoccupés par les multiples crises qui touchent actuellement l'Europe, comme le terrorisme, la crise migratoire et la mon-

Lutte internationale contre le terrorisme

Après avoir vivement condamné les attentats de Bruxelles, véritable attaque contre la démocratie et les valeurs humaines fondamentales, l'Union interparlementaire (UIP) a appelé à agir sur plusieurs fronts pour endiguer la menace croissante que fait peser le terrorisme sur le monde.

Dans une résolution sur la paix et la sécurité internationale adoptée à l'issue de la 134^e Assemblée de l'UIP qui s'est tenue du 19 au 23 mars 2016 à Lusaka (Zambie), les membres de l'UIP ont proposé d'adopter une démarche multidimensionnelle pour démanteler les réseaux terroristes, lutter contre la

haine et contrer la propagande terroriste.

La résolution souligne l'«absolue nécessité» de renforcer la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme. Parmi la trentaine de mesures préconisées, la résolution exhorte les parlements à légiférer pour lutter contre les sites web qui font l'apologie du terrorisme et à ériger en infraction pénale certains actes comme le fait de se rendre à l'étranger pour y commettre un acte de terrorisme, le recrutement et la formation de terroristes ou le financement du terrorisme.

Les membres de l'UIP ont également appelé à agir pour éradiquer le risque extrémiste qui prend racine dans nos sociétés en luttant contre la pauvreté, la discrimination et le chômage, tout en favorisant le dialogue, l'éducation et l'autonomisation des jeunes.

La 134^e Assemblée de l'UIP, organisée conjointement avec le Parlement zambien, a réuni près de 640 parlementaires de 126 pays, dont 79 présidents et vice-présidents de parlement.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Henri Kox, Vice-Président, et Eugène Berger.



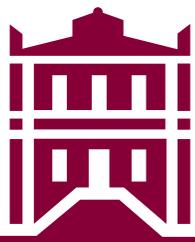
Échange de vues de députés avec une délégation chinoise

tée du nationalisme dans bon nombre de pays. «Nous avons besoin d'une Europe forte et capable d'exécuter des décisions», a-t-il souligné.

Le haut fonctionnaire chinois a également exposé aux députés cer-

taines pistes de développement qui témoignent d'une nouvelle orientation de la politique chinoise. Après des années où la Chine favorisait la croissance économique à tout prix, le Parti communiste souhaite désormais

mettre l'accent sur le développement durable, la création d'un système de sécurité sociale et sur l'innovation. Pour y arriver la Chine table sur un taux de croissance d'au moins 6,5% par an d'ici 2020.



Grivèlerie d'essence

6641 - Projet de loi portant modification de l'article 491 du Code pénal

L'article 491 du Code pénal sur l'abus de confiance prévoit dans son alinéa 2 actuel, datant d'une loi du 2 juillet 1980, entre autres le cas particulier de la grivèlerie d'essence.

Selon l'exposé des motifs, cette incrimination spécifique a une origine historique alors que la jurisprudence considérait jadis que la filouterie ne constituait ni un vol ou une escroquerie, ni un abus de confiance.

Or, la jurisprudence en la matière a évolué, l'appropriation de carburant dans une station d'essence, sans paiement, étant considérée aujourd'hui comme un vol.

De plus, l'application de la disposition sur la grivèlerie d'essence suscite de nombreux pro-

blèmes dans la mise en œuvre des poursuites. Ceci est notamment le cas en relation avec la disposition qui prévoit que l'action publique est éteinte par le paiement de la dette qui peut intervenir même en cours de la procédure judiciaire.

Pour ces différentes raisons, le projet de loi vise à modifier l'article 491, alinéa 2 en enlevant l'hypothèse de la grivèlerie d'essence et en supprimant la dernière phrase de l'alinéa 2 actuel sur l'extinction de l'action publique. Il est spécifié que la grivèlerie d'essence demeure couverte par les articles du Code pénal sur le vol à l'étalage.

Le champ d'application de l'article 491 sera dès lors limité aux hôtels et autres prestataires de logement, aux restaurants et cafés, aux taxis et bus. Dorénavant l'action publique ne pourra être éteinte.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.03.2015

Rapporteuse: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Frank Engel):

03.02.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2016

...et l'Albanie en matière de sécurité sociale

6802 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Albanie, signée à Luxembourg, le 27 octobre 2014

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Albanie, qui a été signée à Luxembourg en date du 27 octobre 2014.

L'initiative de cette Convention s'explique par le constat qu'il existe une large communauté albanaise au Luxembourg, qui, en l'absence d'un instrument juridique international applicable, est dans une incertitude juridique concernant les droits en matière de sécurité sociale internationale de ses travailleurs ou résidents au Luxembourg.

Étant donné qu'il s'agit du premier instrument international entre le Luxembourg et l'Albanie en la matière, la Convention comblera un vide juridique et garantira aux personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants la reconnaissance de leurs droits dans le domaine de la sécurité sociale.

Dans une large mesure, la Convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement (CE) 883/2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Cependant, le champ d'application matériel de la Convention est plus limité, puisqu'elle s'applique exclusivement aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 15.04.2015

Rapporteuse: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Frank Engel):

03.02.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2016

Conventions avec la Belgique,...

6833 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur la coopération et l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 5 février 2015

Le projet de loi 6833 a pour objet d'approuver la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur la coopération et l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 5 février 2015. Celle-ci vise à compléter les dispositions communautaires ou bilatérales exist-

tantes, qui sont insuffisamment développées pour la mise en place d'une coopération renforcée, concrète et directe entre les organismes de sécurité sociale des deux États. En effet, elles prévoient seulement un échange d'informations sur des dossiers individuels et non pas ni la transmission de fichiers à des fins de rapprochement ni les échanges à l'occasion de contrôles effectués sur le territoire de l'un des deux États.

En outre, la Convention étend et modernise la coopération bilatérale, en particulier en vue de renforcer la lutte contre les fraudes, les erreurs et les abus dans le domaine de la sécurité sociale. Par ailleurs, elle renforce les moyens d'action dans le domaine du contrôle des incapacités de travail.

Registres communaux des personnes physiques

6807 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;

2. la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Le projet de loi a pour objet principal de modifier les dispositions relatives aux registres communaux des personnes physiques. Ces dispositions figurent actuellement aux articles 17 à 34 de la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques et entreront en vigueur le 1^{er} avril 2016, date à laquelle les registres communaux des personnes physiques remplaceront les registres de la population dans les communes luxembourgeoises.

La modification législative s'est avérée nécessaire d'abord en raison des difficultés de l'application en pratique des registres d'attente et ensuite en raison du fait que la loi précitée du 19 juin 2013 ne prend pas en considération l'historique des données figurant actuellement dans les registres de la population.

L'entrée en vigueur initiale des dispositions concernées au 1^{er} juillet 2014 a été reportée

pour tenir compte des revendications et doléances du secteur communal. La subdivision des registres national et communal en un registre principal et un registre d'attente est maintenue, mais les inscriptions sur le registre d'attente sont limitées aux cas où une inscription sur le registre principal n'est pas possible à cause du statut des personnes concernées ou à cause du lieu de leur résidence. Par ailleurs, l'inscription sur le registre d'attente n'est pas effectuée automatiquement en cas de pièce justificative manquante. En effet, l'information qu'une donnée a été introduite ou non sur base d'une pièce justificative ne saurait constituer un critère pour l'inscription sur le registre principal ou d'attente.

Une autre modification consiste à abolir les conditions d'âge et de statut professionnel en matière de tenue des registres communaux. Le bourgmestre pourra désormais déléguer la tenue du registre à un ou plusieurs agents communaux, notion par laquelle il faut entendre un fonctionnaire ou employé communal ou un salarié à tâche principalement intellectuelle au service de la commune.

En outre, le projet de loi procède à quelques modifications mineures ayant trait à la carte d'identité.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06.07.2015

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

07.12.2015 Désignation d'un rapporteur

11.01.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2016

...le Japon...

6786 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon, signée à Tokyo le 10 octobre 2014

Le projet de loi 6786 vise à porter approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Luxembourg et le Japon, signée à Tokyo le 10 octobre 2014. Ce premier instrument international réglant les relations en matière de sécurité sociale entre le Japon et le Luxembourg a pu être paraphé au terme de cinq rondes de négociations.

À noter que le texte officiel de la Convention, qui a été signé et qui sera ratifié par les parle-

ments des deux pays, est en anglais. Il fait foi pour les deux parties en cause. Néanmoins pour faciliter la tâche dans l'application pratique de la Convention au Luxembourg, une traduction officieuse en français est jointe.

L'objectif principal de cette Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon est de sécuriser les droits et obligations en la matière et de parvenir à un instrument juridique international moderne et adéquat.

La Convention retient les principes traditionnels de droit international de sécurité sociale, à savoir l'égalité de traitement, la totalisation des périodes d'assurance, l'exportation des prestations et le principe d'unicité de législation applicable (lex loci laboris avec son corollaire, le détachement).



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.04.2015
Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

15.10.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.01.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.02.2016 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
18.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport
09.03.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 25.02.2016 (annulé le 10.03.2016)
Vote en séance publique: 10.03.2016

Convention de Grenade

6817 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe ouverte à signature le 3 octobre 1985 à Grenade

Le présent projet de loi consiste à approuver la Convention dite de Grenade qui vise à renforcer une coopération européenne intergouvernementale en vue de sauvegarder un patrimoine historique commun à tous et situé sur le sol de l'Europe.

Le patrimoine architectural de l'Europe témoigne d'une immense richesse et d'une diversité impressionnante qu'il s'agit de préserver. En effet, dans le rapport explicatif du Conseil de l'Europe, il est souligné que la conservation du patrimoine répond non seulement à une finalité culturelle, mais qu'elle constitue en outre un facteur de développement économique. Les meilleures chances d'avenir du patrimoine résident dans son utilisation. Si la conservation des biens constitue une charge, elle est aussi source de revenus et créatrice d'emplois.

Dans cette perspective, la Convention poursuit un double objectif qui est à la fois de renforcer

et de promouvoir les politiques de sauvegarde et d'affirmer une solidarité européenne autour de la conservation du patrimoine.

La Convention sous rubrique comporte deux parties principales:

- Une première partie se rapporte au mécanisme de protection et aux politiques de conservation à mettre en œuvre, telle l'obligation pour les États membres d'établir un inventaire, de prévoir un régime de protection et d'autorisation au préalable et des sanctions. L'objectif consiste à lier davantage la protection du patrimoine architectural à l'aménagement du territoire.

- Une seconde partie insiste sur l'échange d'informations au niveau européen et la sensibilisation du public au patrimoine architectural et cela depuis l'âge scolaire.

Plus précisément, la Convention traite les sujets suivants, à savoir: «Définition du patrimoine architectural», «identification des biens à protéger», «procédures légales de protection», «mesures complémentaires», «sanctions», «politiques de conservation», «participation et associations», «information et formation».

Dépôt par Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, le 13.05.2015
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture
(Président: M. André Bauler):

15.12.2015 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.01.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.02.2016

Commission internationale pour les personnes disparues

6819 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut et les fonctions de la Commission internationale pour les personnes disparues, fait à Bruxelles, le 15 décembre 2014

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'accord-cadre attribuant le statut d'Organisation internationale à la Commission internationale pour les personnes disparues, signé le 15 décembre 2014 à Bruxelles par les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni, la Belgique et le Luxembourg.

La Commission internationale pour les personnes disparues (International Commission on Missing Persons - ICMP) a été créée en 1997 dans la foulée des accords de Dayton sur l'ex-Yougoslavie. Sa mission était d'identifier et de sauvegarder les dépouilles mortelles trouvées lors du conflit en Bosnie-Herzégovine et de fournir des preuves lors de procès pénaux. Cette mission étant presque achevée, il s'agissait de sauvegarder le savoir-faire et les ressources humaines accumulées au cours des 18 années de son existence. C'est dans ce but que l'accord-cadre a été signé en 2014. Par la signature de l'accord-cadre, le Luxembourg montre son rattachement aux droits fondamentaux et, notamment, au droit des familles de connaître le sort de leurs proches.

Le mandat avait déjà été étendu à d'autres conflits armés, au crime organisé, ainsi qu'aux catastrophes naturelles telles que l'Hurricane Katarina et le Tsunami aux Philippines. En coopération avec des partenaires comme la

Croix-Rouge ou l'Organisation internationale pour les Migrations, la Commission travaille également sur l'établissement de normes et standards internationaux en médecine légale, respectivement des méthodes pour la localisation de personnes disparues à cause des flux migratoires. Son avantage par rapport à la Croix-Rouge par exemple est de disposer d'un cadre fixe de collaborateurs qui sont experts en médecine légale, tandis que la Croix-Rouge rassemble des équipes ad hoc dont les membres doivent être reconnus. La Commission a élaboré une base de données en ligne, contenant toutes les informations relatives à 150.000 personnes disparues.

La Commission étant actuellement localisée à Sarajevo, l'Accord transfère son siège à La Haye.

Il prévoit que l'entrée en vigueur a lieu trente jours après que deux États ont déposé leurs instruments de ratification auprès du gouvernement des Pays-Bas. Trois des cinq pays fondateurs (le Royaume-Uni, la Suède et les Pays-Bas) ont déjà ratifié l'Accord, de sorte qu'il est entré en vigueur. Une première réunion des États parties a eu lieu fin octobre 2015 à La Haye. L'Accord était ouvert à la signature de tous les États jusqu'au 16 décembre 2015. En novembre 2015, il a été signé par le Salvador et en décembre 2015 par le Chili et la République de Chypre. Désormais, les États souhaitant rejoindre cette organisation internationale doivent procéder par une adhésion.

La Commission fonctionne sur la base de contributions volontaires et ne nécessite aucun engagement financier ou juridique supplémentaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.05.2015
Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

07.12.2015 Désignation d'un rapporteur
11.01.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
01.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2016

Fabriques des églises

6824 - Projet de loi portant modification du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

Le programme gouvernemental prévoit dans son chapitre relatif aux cultes que:

«Les réalités sociétales requièrent une remise en cause des relations actuelles entre l'État et les cultes. Les partis de la coalition gouvernementale affirment le principe du respect de la liberté de pensée, de la neutralité de l'État à l'égard de toutes les confessions religieuses ainsi que de l'autodétermination des citoyens.

Le Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négociations avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes. La législation relative aux fabriques d'église sera remplacée par une réglementation qui garantira la transparence au niveau du patrimoine et des ressources des Églises.»

Le projet de loi fait suite aux engagements et aux négociations récentes entre le Gouvernement et les cultes en général, et l'Église catholique en particulier. Il a pour objet de libérer, à court terme, les communes d'une partie de leurs charges relatives au culte catholique. Un acte législatif similaire qui concernerait les autres cultes ne s'impose pas puisque ce type d'obligations pour les communes n'existe que pour le culte catholique.

À plus long terme, il est également projeté de créer par la voie législative et au plus tard au 1^{er} avril 2017 un Fonds de la gestion des édifices religieux du culte catholique, objet qui ne fait cependant pas partie du présent projet de loi. Ce Fonds reprendra les charges et les fonctions actuellement assumées par les fabriques des églises et veillera à l'avenir, à lui seul, à la conservation et à l'entretien des édifices appartenant et affectés au culte catholique.

En attendant la création de ce Fonds, le projet de loi vise à modifier le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 27.05.2015
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Président: M. Claude Haagen):

07.01.2016 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.01.2016 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
04.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.02.2016
Loi du 17 mars 2016
Mémorial A: 2016, n°42, page 866

Accords de transport aérien

6835 - Projet de loi portant approbation de

- l'Accord sur le transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres et le Canada, signé à Bruxelles, le 17 décembre 2009;

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles le 2 décembre 2010;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 15 décembre 2010;

- l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- l'Accord annexe entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, l'Islande, deuxièmement, et le Royaume de Norvège, troisièmement, concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, premièrement, les États-Unis d'Amérique, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011

- l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne

et ses États membres et la République de Moldavie, signé à Bruxelles le 26 juin 2012;

- l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le gouvernement de l'État d'Israël, d'autre part, signé à Luxembourg le 10 juin 2013

Le projet de loi a pour objet l'approbation de sept accords de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et plusieurs États tiers, d'autre part. Il s'agit des accords suivants:

- un accord avec le Canada, signé à Bruxelles le 17 décembre 2009;

- un accord avec la Géorgie, signé à Bruxelles le 2 décembre 2010;

- un accord euro-méditerranéen avec la Jordanie, signé à Bruxelles le 15 décembre 2010;

- un accord avec les États-Unis d'Amérique, l'Islande et le Royaume de Norvège, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- un accord annexe avec l'Islande et le Royaume de Norvège concernant l'application de l'Accord de transport aérien entre l'Union européenne et ses États membres et les États-Unis d'Amérique, l'Islande et le Royaume de Norvège, signé à Luxembourg et Oslo les 16 et 21 juin 2011;

- un accord avec la République de Moldavie signé à Bruxelles le 26 juin 2012;

- un accord euro-méditerranéen avec l'État d'Israël, signé à Luxembourg le 10 juin 2013.

Ces accords ont tous pour objet d'intensifier les relations économiques entre l'Union européenne et ses États membres avec les différents États tiers pré-nommés et de faire en sorte que



ces mêmes États tiers reprennent l'acquis communautaire en matière des règles applicables à

l'aviation civile, notamment les règles de sûreté et de sécurité aériennes.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09.07.2015

Rapportrice: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

07.01.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.01.2016 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.02.2016

Accord de sécurité avec la Pologne

6839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Pologne concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Varsovie le 12 mai 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'accord de sécurité concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées conclus avec la Pologne, signé le 12 mai 2015 à Varsovie. Les premiers contacts concernant les négociations sur l'accord avaient été entamés en 2005. L'accord avec la Pologne est particulièrement important en vue de la coopération dans la recherche de matières de sécurité entre l'Université du Luxembourg et l'Université technique de Varsovie dans le cadre du programme Crypto qui a débuté en 2011. Par ailleurs, l'accord facilitera le traitement des de-

mandes de clearance concernant des ressortissants polonais au Luxembourg.

L'accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le Gouvernement de la République de Pologne concernant la protection réciproque d'informations classifiées s'inscrit dans le cadre de la liste des accords de sécurité déjà approuvés et de toute une série de projets bilatéraux que le Gouvernement se propose de conclure et dont la trame est identique.

Les accords de sécurité se limitent généralement à énoncer quelques principes de base qui ont traditionnellement cours en la matière ainsi que quelques règles d'ordre procédural, et renvoient expressément aux législations nationales respectives des États parties relatives à la protection des informations classifiées. Jusqu'à présent, le Luxembourg a conclu des accords bilatéraux similaires avec la France, l'Allemagne, la Lettonie, le Portugal, l'Espagne, la Belgique, la République tchèque, la Suède, la Slovaquie, la Finlande, la Slovaquie, l'Estonie, la Géorgie, la Norvège, l'Autriche et la Croatie.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 31.07.2015

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

07.12.2015 Désignation d'un rapporteur

11.01.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2016

Association UE-Liban

6840 - Projet de loi portant approbation du Protocole à l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque, signé à Bruxelles, le 1^{er} avril 2015

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver un Protocole à l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, de l'autre. Ce Protocole, conclu conformément à l'article 6, paragraphe 2, de l'acte d'adhésion des nou-

veaux États membres à l'Union européenne, a pour but de tenir compte de l'adhésion de dix nouveaux États membres à l'Union européenne. Le traité relatif à l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de l'Estonie, de Chypre, de la Lettonie, de Lituanie, de la Hongrie, de Malte, de la Pologne, de la Slovaquie et de la Slovaquie, signé à Athènes le 16 avril 2003, est entré en vigueur le 1^{er} mai 2004.

L'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, a été signé le 17 juin 2002. Cet accord a été ratifié par la Chambre des Députés dans le cadre de la loi du 18 avril 2004.

Les négociations pour le Protocole ont été menées par la Commission européenne au nom de l'Union européenne et de ses États membres sur la base du mandat accordé par le Conseil du 10 février 2004. Des protocoles similaires seront négociés pour tenir compte de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007, respectivement de la Croatie en 2013.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 31.07.2015

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

07.12.2015 Désignation d'un rapporteur

11.01.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2016

Administration de l'Environnement

6865 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de l'Environnement

Le projet de loi a pour objet de réorganiser l'Administration de l'Environnement. Il abroge et remplace la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement, dont la version initiale a été modifiée à maintes reprises. Il met en place une nouvelle structure qui permettra d'organiser le travail de l'Administration de l'Environnement de manière plus efficace, lui conférant ainsi une plus grande flexibilité afin de pouvoir intégrer de nouveaux domaines environnementaux et lui offrant une plus grande visibilité vers l'extérieur.

Plusieurs considérations rendent aujourd'hui nécessaire une réorganisation de l'Administration de l'Environnement:

- l'Administration de l'Environnement s'est vu confier, au fil des ans, davantage de responsabilités, issues principalement du cadre législatif et réglementaire européen, complexifiant ainsi la tâche de ses agents dans la réalisation de leurs missions;

- afin de pouvoir intégrer de nouvelles missions, la structuration actuelle de l'administration dans les trois divisions «air/bruit», «dé-

chets» et «établissements classés» doit être adaptée pour tenir compte au niveau organisationnel des évolutions dans le domaine de l'environnement;

- les différentes divisions effectuent un certain nombre de travaux similaires tels que par exemple la collecte de données et l'établissement de rapports et d'inventaires, la réalisation de contrôles et d'inspections, la communication et l'information.

Dans la nouvelle organisation qui est proposée, les travaux de nature identique sont regroupés dans une même entité organisationnelle, indépendamment du domaine environnemental concerné. Dans un premier temps, six unités différentes seront créées alors que la structure définitive et les détails de l'organisation seront arrêtés par voie d'organigramme par le directeur. Le projet veille donc à assouplir le cadre législatif au niveau organisationnel en ne spécifiant plus dans la loi les missions précises incombant aux différentes unités et services de l'Administration. Les éléments relatifs à la réorganisation de l'administration ne sont donc pas repris de manière directe dans le projet et il appartient au directeur d'établir les détails de l'organisation par le biais de l'organigramme tel que prévu par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et détermine les modalités de fonctionnement de l'Administration. Cet organigramme déterminera les différentes unités et les travaux respectifs dont chaque unité est chargée.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 03.09.2015

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Henri Kox):

28.10.2015 Désignation d'un rapporteur

03.02.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

17.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

03.02.2016 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

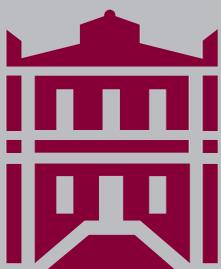
Vote en séance publique: 25.02.2016

Nouvelle commune 1: «Helperknapp»

6879 - Projet de loi portant fusion des communes de Boevange-sur-Attert et de Tuntange

Le projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes de Boevange-sur-Attert et de Tuntange en une nouvelle commune dénommée „Helperknapp“. Les conseils communaux des communes de Boevange-sur-Attert et de Tuntange ont entamé dès l'été 2009 des discussions concrètes en vue d'une éven-

tuelle fusion. La fusion devra permettre la création d'un service public de proximité amélioré par la création d'infrastructures communales de qualité et par la mise en place d'un service administratif performant. Par leurs délibérations respectives du 24 février 2014, les conseils communaux de Boevange-sur-Attert et de Tuntange ont décidé de soumettre le projet de fusion au référendum et ont formulé la question à soumettre aux électeurs. Un document de présentation du projet de fusion a été élaboré et communiqué aux habitants en mars 2014. Suite aux réunions d'information et au référendum en mai 2014, dont le résultat était



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





positif, les conseils communaux des communes de Tuntange et de Boevange-sur-Attert se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales à partir du 1^{er} janvier 2018 par des délibérations concordantes en date des 10 et 11 juin 2014.

Le lieu-dit „Helperknapp“ constitue le point culminant de la future commune et il a connu au fil du temps un rayonnement allant au-delà des limites communales. De nombreuses légendes l'entourent et les premières traces d'activité humaine datent de l'époque des Celtes, qui lui ont donné son nom en référence aux vertus supposées thérapeutiques de la source qui s'y trouve. Le nom „Helpert“ provient probablement du mot „Heelbuer“ ou „Heilborn“, qui signifie „source qui guérit“. Le „Helperknapp“ doit également sa renommée au „Helpermaart“, le grand marché agricole dont les seigneurs de Hollenfels avaient la supervision.

L'aide financière étatique s'élèvera à 7.552.000 euros et contribuera au financement des projets énumérés à l'article 6, paragraphe 2 du projet de loi, à savoir:

- la construction d'un centre scolaire et sportif à Brouch;
- l'amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau potable;
- la valorisation du site Helperknapp classé monument national;
- la création et l'exploitation d'un «Centre de documentation historique» du patrimoine local et
- la création et l'exploitation d'une structure de «Foyer-logement» dans l'intérêt de personnes du troisième âge.

blèmes d'intérêts communs en matière de prévention, de prévention, d'évaluation et de gestion de situations d'urgence;

- l'échange d'experts et de spécialistes, ainsi que des échanges d'informations et de documentation concernant la sécurité civile;
- les conditions de mise en œuvre de l'assistance mutuelle en cas de situation d'urgence (forme de l'assistance - expertise technique ou renfort en sauveteurs, modalités de la demande d'assistance, modalités d'utilisation des aéro-

nefs, direction des opérations de secours, formalités de franchissement des frontières, conditions d'importation des matériels de secours, prise en charge des frais d'assistance, responsabilité en cas de dommages et règlement des dommages);

- les modalités d'information mutuelle des parties concernant les administrations compétentes pour la mise en œuvre de l'accord, notamment la mise en place d'une commission mixte de protection et de sécurité civile.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.11.2015

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

14.01.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2016

Fonction publique

6910 - Projet de loi modifiant:

- la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé;

- la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

- la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois;

- la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État;

- la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dans le cadre de la réforme de la Fonction publique, les textes visés par le présent projet de loi avaient été réformés. Le projet de loi a pour objet de rectifier des erreurs matérielles et des incohérences qui ont été constatées depuis lors.

Les modifications proposées contribuent à clarifier les textes en question et à purger des inégalités de traitement qui ont surgi avec leur application dans la pratique.

Plus particulièrement, le projet procède au redressement d'une différence de traitement entre les fonctionnaires et les employés de l'État concernant le niveau d'études requis pour l'accès à la carrière C1.

Une autre modification concerne les données personnelles médicales qui seront mieux protégées dans la mesure où la commission des pensions ne siègera plus en audience publique. Le projet simplifie en outre les dispositions qui concernent l'organisation et le fonctionnement de la commission des pensions.

Les amendements gouvernementaux du 26 janvier 2016 visent à rétablir formellement la base légale pour l'allocation d'une indemnité de représentation aux membres du Gouvernement, à l'exception de la fonction de commissaire général qui n'existe plus. Cette base légale avait été supprimée par mégarde lors de la réforme dans la fonction publique.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 19.11.2015

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

04.02.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

18.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.02.2016

Loi du 17 mars 2016

Mémorial A: 2016, n°43, page 868

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.09.2015

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

14.01.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2016

Nouvelle commune 2: «Habscht»

6880 - Projet de loi portant fusion des communes de Hobscheid et de Septfontaines

Le projet de loi a pour objet la fusion des communes de Hobscheid et de Septfontaines en une nouvelle commune dénommée „Habscht“. Persuadés de la nécessité de procéder à la fusion de leurs communes afin de constituer une entité locale dotée des ressources humaines et financières indispensables pour faire face au développement futur des missions communales, les conseils communaux des communes de Hobscheid et de Septfontaines ont entamé au cours de l'année 2012 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion. La fusion des communes devra permettre la création d'un service public de proximité amélioré par la création d'infrastructures communales de qualité et par la mise en place d'un service administratif performant.

Les communes de Hobscheid et de Septfontaines collaborent déjà au niveau de certains syndicats de communes. Par des délibérations concordantes du 13 septembre 2013, les con-

seils communaux des communes de Hobscheid et de Septfontaines ont déclaré leur intention de fusionner. Suite aux différentes étapes de la procédure, le référendum sur la fusion a eu lieu dans la commune de Septfontaines simultanément avec les élections au Parlement européen le 25 mai 2014, tandis que les électeurs de la commune de Hobscheid ont été consultés par référendum le 9 novembre 2014. Le résultat des deux référendums ayant été positif, les conseils communaux des communes de Hobscheid et de Septfontaines se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales à partir du 1^{er} janvier 2018 par des délibérations concordantes en date du 19 décembre 2014.

L'aide financière de l'État s'élèvera à 8.307.500 euros. Elle contribuera au financement des projets énumérés à l'article 6, paragraphe 2 du projet de loi, à savoir:

- l'extension de l'École fondamentale située à Septfontaines;
- le réaménagement de la traversée de Hobscheid (CR 106);
- la mise en place à Eischen d'une structure pour personnes âgées de type «logement encadré».

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.09.2015

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

14.01.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.02.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2016

Sécurité civile: accord Luxembourg-France

6896 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile, signé à Paris le 26 mai 2015

Désireux de faciliter et de garantir l'assistance mutuelle et l'envoi rapide de secours en cas de catastrophes ou d'accidents graves en des lieux voisins de la frontière entre le Luxembourg et la France, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Ré-

publique française ont décidé de conclure le présent accord qui remplacera celui sur l'assistance mutuelle signé à Paris le 10 décembre 1962, modifié par l'avenant sous forme d'échange de lettres signé à Luxembourg le 12 septembre 1988.

L'assistance mutuelle entre les services d'incendie et de secours luxembourgeois et français est une réalité depuis déjà plus de cinquante ans.

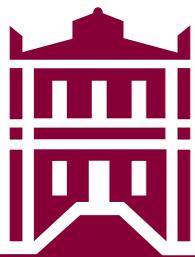
L'accord s'articule autour de quatre parties dont les stipulations déterminent en particulier:

- les actions de coopération en matière de prévention et d'assistance, notamment l'aide et le conseil pour l'organisation des services, l'élaboration des plans de secours, l'étude des pro-

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.

L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Discours de M. le Président

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

- M. Eugène Berger

3. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Serge Urbany

- M. Serge Urbany

4. Heure de questions au Gouvernement

Question n°163 du 19 février 2016 de M. Gusty Graas relative à l'échéancier de paiement des primes dans le secteur agricole, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Gusty Graas - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°164 du 24 février 2016 de Mme Nancy Arendt relative à la promotion des cours de premier secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- Mme Nancy Arendt - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

Question n°165 du 24 février 2016 de M. Roger Negri relative à l'arrêt du réacteur de Tihange 1, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- M. Roger Negri - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

Question n°166 du 24 février 2016 de M. David Wagner relative à la tranche indiciaire d'avance, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. David Wagner - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n°167 du 24 février 2016 de M. Gérard Anzia relative à la durée de validité des chèques-cadeaux vendus dans les commerces luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Gérard Anzia - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n°168 du 24 février 2016 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

- M. Marco Schank - M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure

Question n°169 du 22 février 2016 de M. André Bauler relative à l'accueil de grandes quantités de courrier aux centres de distribution, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. André Bauler - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n°170 du 24 février 2016 de Mme Diane Adehm relative au subventionnement d'accumulateurs électriques permettant de stocker l'énergie électrique issue d'installations photovoltaïques, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Mme Diane Adehm - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n°171 du 23 février 2016 de M. Max Hahn relative au recrutement pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

- M. Max Hahn - M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure

Question n°172 du 24 février 2016 de M. Laurent Zeimet relative à l'évacuation des avis concernant l'ampleur et la précision des rapports sur les incidences environnementales dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement général par le Ministère de l'Environnement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- M. Laurent Zeimet - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Question n°173 du 24 février 2016 de M. Edy Mertens relative à la substance HBCD dans le matériel isolant, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

- M. Edy Mertens - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

5. Question élargie n°10 de Mme Nancy Arendt relative au Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg

- Mme Nancy Arendt - M. Romain Schneider, Ministre des Sports

6. 6819 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut et les fonctions de la Commission internationale pour les personnes disparues, fait à Bruxelles, le 15 décembre 2014

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Pologne concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Varsovie le 12 mai 2015

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Alex Bodry, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert et M. Roy Reding), Mme Claudia Dall'Agnol (intervention de M. Gast Gibéryen), Mme Anne Brasseur

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6840 - Projet de loi portant approbation du Protocole à l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque, signé à Bruxelles, le 1^{er} avril 2015

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'amélioration des relations avec la Russie en œuvrant au sein de l'Union européenne et des instances internationales en ce sens et relative à la levée des sanctions contre la Russie

- Exposé: M. Fernand Kartheiser

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Marc Angel, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- M. Fernand Kartheiser (fait personnel)

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

10. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

11. 6786 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon, signée à Tokyo le 10 octobre 2014 et

6802 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Albanie, signée à Luxembourg le 27 octobre 2014

- Rapports de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Mme Taina Bofferding

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

- Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

12. 6833 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur la coopération et l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 5 février 2015

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel

- Discussion générale: M. Félix Eischen

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. 6879 - Projet de loi portant fusion des communes de Boevange-sur-Attert et de Tuntange

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten

- Discussion générale: M. Marc Lies, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

14. 6880 - Projet de loi portant fusion des communes de Hobscheid et de Septfontaines

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Yves Cruchten

- Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

15. 6896 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile, signé à Paris le 26 mai 2015

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Frank Arndt

- Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Max Hahn, M. Roberto Traversini

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

16. Interpellation de M. Marc Spautz sur le marché du travail

- Exposé: M. Marc Spautz (interventions de M. Marc Angel, M. Claude Haagen et M. Frank Arndt)

- Débat: M. Georges Engel, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Gast Gibéryen

- Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Nicolas Schmit, Romain Schneider, Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op a stellen der Regierung déi traditionell Fro: Huet se eng Matdeelung?

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Dat ass net de Fall.

2. Discours de M. le Président

Ech wollt da vun eiser Sëtzung vun haut profitieren, fir enger vun eise Kolleginnen en häerzleche Merci ze soen an hir an eiser aller Numm eis Unerkennung auszudrücken fir déi remarquable Aarbecht, déi si an deene leschten zwee Joer un der Spëtzt vun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe geleesch huet: d'Madamm Anne Brasseur. Iwwerengs eng vun den Explikatiounen, firwat dass si méi oft am Ausland a Missioun war wéi hei zu Lëtzebuerg.

Alleguer d'Beobachter vun hirer Aarbecht hunn hir an deene leschten zwee Joer eng ganz exzellente Aarbecht bescheinigt. Si ass mat ganz vill Courage, Engagement, Kompetenz a Fingerspitzengefühl un hir Aufgaben erugaangen an huet sech och net gescheit, vis-à-vis vun deene Groussen d'Kand beim Numm ze nennen.

Si huet sech ganz staark engagéiert fir eis Grondwäerter an eis Grondfräiheeten. Merci hir an der ganzer Delegation fir déi awer ganz aarbechträich Zäit, déi heiansdo hei zu Lëtzebuerg net mat darselwechter Importenz gesi gëtt wéi awer vun auslännesche Commentairen.

Dat gesot, nach eng Kéier: Merci, Anne Brasseur! A si huet eis gewarnt, dass den Engagement wäert weidergoen a si nach wie vor vill an offizieller auslännescher Missioun wäert sinn.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Berger.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Jo, Merci, Här President. Och Merci fir déi léif Wieder. Ech wëll effektiv d'Anne Brasseur entschëllegen, datt et haut net kann hei sinn. Als Expresidentin vun der Assemblée parlementaire huet et nach verschidde Missioune kritt an et ass dës Woch an engem Krisegebitt ennerwee, fir do awer och am Interêt vum Conseil de l'Europe eng Aarbecht ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci.

(Interruption)

Jo, zu...?

► **M. Serge Urbany** (*déi Léik*).- Ech froe mer d'Wuert, Här President, fir eng Proposition de révision.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ah, jo, selbstverständlech, Här Urbany.

3. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Serge Urbany

► **M. Serge Urbany** (*déi Léik*).- Här President, ech hunn effektiv déi grouss Eier, lech de Mëtten d'Resultat vun enger laanger kollektiver Aarbecht ze iwwerreechen, déi déi Léik virun enger Zäit decidéiert an duerno och fir d'Éischt effentlech zur Diskussioun gestallt hunn an elo déposéiere wëllen als Proposition fir eng nei Verfassung.

(Interruption)

Neen, et ass net e Plagiat vun engem ännelechen Text, dee vun enger Majoritéit an der Verfassungs- an Institutiuonskommissioun ennerstëtzt gëtt, deen de Moment virum Statsrot ass an dee soll engem éischte Vott heibannen an duerno engem verfassungsgebende Referendum virun den nächste Wahlen 2018 presentéiert ginn. Eisen Text huet sech erginn, net onbedéngt aus grousser Schaffwut, mä aus der absoluter Onzufriedenheet mat deem virleien- den Text.

Wat sinn d'Lignes de force vun eiser alternativer Constitutioun, déi 203 Artikelen emgréift?

Éischtens, de Stat gëtt definéiert als en demokrateschen, sozialen a laizistesche Rechtsstat, deen och an anere Punkten, wéi eng Friddenspolitik oder eng demokratesch a sozial Verdéiwung vun der Europäescher Unioun, fir e gewëssene Choix de société steet.

Zweetens ginn d'Grondrechter vill méi developediert wéi am Majoritéitstext. An engem laange Kapitel iwwer d'méischlech Rechter verbanne mer besonnesch déi sougenannt soziokulturell Rechter vun der zweeter Generatioun mat deene klassesche Fräiheeten. Mir gesinn och Ëmweltrechter an Déiererechter vir.

Et ass vill kritiséiert ginn, dass dës zwee Deeler am Majoritéitstext ennerentwéckelt sinn. Deem gëtt vu sengen Auteure gären entgéintgehalen, et wier net d'Aufgab vun enger Verfassung, fir detailléiert an aklobar Rechter opzezielen. Eng Verfassung misst neutral sinn. An eise Exposé des motifs soe mir dogéint, dass och d'Menscherechtsdeklaratiounen an den USA an a Frankräich um Enn vum 18. Jorhonnert ëmmer och eng Bewegung erëmgespigelt hunn, déi och viles antizipéiert huet, wat och dee Moment nach guer net realiséiert war, wéi zum Beispill d'Ofschaffung deemoos vum der Sklaverei.

Eng wierklech emanzipatoresch an antizipatoresch Verfassung, déi och nach an honnert Joer soll inspiréieren, muss méi wäit goen, eiser Meinung no, wéi einfach nëmme e schwache Reflet vun der Realitéit ze sinn. Weider Lignes de force vun eiser Proposition de loi sinn: eng Verdéiwung vun der Demokratie op deene verschidde Niveaue; eng nei Definitioun vun der Citoyennetéit, déi net méi eleng un d'Nationalitéit gebonnen ass; eng Verstärkung vum Pouvoir vun Parlament par rapport zur Regierung; eng Elementer vun der participativer an direkter Demokratie, dorënner an der Verfassung selwer eng definéiert Prozedur vu legislativer Initiativ duerch eng Partie vu Wielerinnen a Wieler; eng ausgebaute Verfassungskontroll an eng Reform vum Statsrot; an natierlech, Dir hutt jo drop gewaart, eng Ersetzung vum monarchisteschen Prinzip bei der Exekutiv duerch eng vun der Chamber gewielte Presidentin, an alternativ e President, mat ageschranke Pouvoiren.

Zum Schluss wëll ech nach betounen, à tout seigneur tout honneur, dass den Haaptverdingescht bei der Entwécklung a redaktioneller Emsetzung vun den Iddie fir dës Verfassung, besonnesch an deem staark développéierten Deel iwwer d'Grondrechter, eise fréiere Kolleg a Philosophieprofessor André Hoffmann zoukënt.

Här President, ech iwwerreechen lech heimat dat Dokument, vun deem ech hoffen, dass et geschwënn an déi legislativ Prozedur kënt, zesumme mam majoritären Text, bei deem mer eis jo eens sinn, dass e fir d'Diskussioun an der Effentlechkeet nach weider soll opleiwen. Abee, dat hei ass en Element sécher an där Diskussioun, dat mir als déi Léik wëllen hei erabréngen. Wann ech gelift, Här President.

6956 - Proposition de révision portant instauration d'une nouvelle Constitution

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Urbany. A mir ginn dat selbstverständlech direkt weider.

A mir kommen dann elo zu eise normalen Ordre du jour, ugefaange mat enger Froestonn. Dir wësst, d'Reiefolleg ass ofwiesselnd Majoritéit-Oppositioun. De Froesteller huet zwou Minutten an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten. Well mer vill Froen hunn, wëll ech lech direkt drop opmierksam maachen, dass ech genee op d'An- hale vun der Zäit wäert oppassen.

Déi éischt Fro kënt vum Här Gusty Graas, riicht sech un de Landwirtschaftsminister an dréit sech ëm d'Primmen am Agrarsecteur. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°163 du 19 février 2016 de M. Gusty Graas relative à l'échéancier de paiement des primes dans le secteur agricole, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **M. Gusty Graas** (*DP*).- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Här Minister, et ass jo en oppent Geheimnis, datt d'Landwirtschaft de Moment leider an enger grousser Kris ass. Mir schaffe jo och ganz intensiv um Agrargesetz an do kréie mer vill Eechoen aus dem Secteur. Besonnesch de Fleisch- an de Mëllechmarkt sinn an deene leschte Méint agebrach. Dat gesäit een och virun allem un deenen niddrege Präisser, wat d'Mëllech an och wat d'Schwäin ubelaangt. An dat ass och um Niveau vun der EU jo schonn erkannt ginn.

An eng ganz Rei Baurebetreiber hunn de Moment akut Liquiditéitsproblemer. Si hunn och souguer zum Deel Schwierregkeiten, fir hir Prëten ze rembourséieren. Et geet souguer esou wäit, datt och lafend Rechnungen net kënnen bezuelt ginn. An duerfir menge mer, datt et awer opportoun ass, d'Fro ze stellen, inwiefern datt de Stat awer kann an esou enger schwierere Situatioun hëllefen.

Ech wollt dowéinst de Minister froen, ob net kéinte vläicht d'Ausbezuellung vu verschidde Primme méi séier geschéien, virgezu ginn, respektiv ob net och vläicht kéinten Avancé garantéiert ginn. An ech wëll spezifesch och op d'Landschaftsfleegerprimme hiweisen, wou jo u sech och nach en Ausbezuellung vum leschte Joer aussteet. A wéi gesot, duerfir d'Fro un de Minister, inwiefern datt e gewëllt ass, awer hei an där schwierere Situatioun eise Baurebetreiber esou wäit wéi méiglech entgéintzekommen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet direkt den Här Landwirtschaftsminister.

► **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt emol dem Kolleg Gusty Graas Merci soe fir déi Fro. Effektiv ass et esou, datt déi niddrege Präisser op de landwirtschaftleche Mäert dem Bauer kee Spill méi loosse, fir käschtedeckend ze produzéieren. Jo, vill vun hinne riskéieren, hire Prët net méi rembourséiert an déi lafend Rechnungen net méi bezuelt ze kréien.

Dofir hu mer schonn d'lescht Joer probéiert, a regelméisseg Ofstänn Primmen ausbezuellen. Esou hu mer eng Avance vu 70%, insgesamt iwwer 22 Milliounen Euro, vun der Basisprimm a vum Greening am Mount Oktober, genau déi drëtt Woch Oktober, iwwerwisen. Dëst war jo eng Mesure vum Krisepak, dee mer enner eiser Présidence d'lescht Joer duerdrechen konnten. Du goufe 85% vun der Indemnité compensatoire, 12,5 Milliounen Euro, an der zweeter Woch Dezember ausbezuelt. Normalerweise gëtt dës Primm jo eréischt am März iwwerwisen.

Déi staatlech Participatioun un de Sozialeschen, déi mer am nationale Krisepak zougestanen hunn, ass den 11. Dezember ausbezuelt gi fir d'Méint Januar bis August 2015. Dat ware ronn 2,5 Milliounen. De Rescht misst Enn Abrëll, ufanks Mee kënnen iwwerwise ginn. Dat sinn dann nach eng Kéier ronn 1,2 Milliounen fir d'Méint September bis Dezember 2015.

Déi zweemol 700.000 aus dem europäesche Krisepak - wéi gesot, mir hunn d'Méiglechkeet do genotzt, fir de Montant aus dem Brüsseler Dëppe mat nationale Moyennen ze verduebelen - ass den 12. Januar dëst Joer ausbezuelt ginn. D'Drëchepremm an Héicht vun 9 Milliounen Euro ass dunn den 3. Februar vun dësem Joer ausbezuelt ginn.

Enn März kënt de Rescht vun der Indemnité compensatoire, 15% vu plus/minus 15 Milliounen, dat heescht 2,25 Milliounen. Enn Abrëll kënt dann de Rescht vum Paiement de base. Dat sinn nach eng Kéier knapps 6,5 Milliounen. Och Enn Abrëll kommen d'Légumineuseprimm, dat sinn insgesamt 160.000 Euro, an de Jongbauerenzuschlag vu 5.000 Euro pro Betrib.

Da wëlle mer bei der Landschaftsfleegerprimm, déi vun Joer 2015, eng Avance ausbezuellen, och Enn Abrëll. Do ginn et da 50 Euro pro Hektar fir d'Akerland a 85 Euro pro Hektar fir d'Gréngland. Dat géifen dann och iwwer 7 Milliounen Euro ginn. De Rescht um Gréngland - mir kënnen jo am Kader vun der Landschaftsfleegerprimm „plus“ bis 160 Euro pro Hektar do ginn; Zuele kënnen mer elo nach keng ginn - kënt da wéi de Greening, iwwer 3 Milliounen, Enn Juni. Heibäi hunn ech elo nach d'Agrarëmweltmoosnamen net gerechent.

Dat heescht, eis Bauere kréien elo bal all Mount regelméisseg Paiementer bis an de Summer eran. Da misst deen neie System stoen an da kënnen mer wéi gewinnt ausbezuellen. D'Landschaftsfleegerprimm 2016 misst da wéi übblech am Dezember kënnen ausbezuelt ginn. Dëst Joer ginn et also zwou Landschaftsfleegerprimmen, mä dofir hate mer jo d'Ausgleichszoulag virgezunn, fir datt net ze vill Ongläichgewichter entstinn.

Ech wëll awer hei och vun der Geleeenheet profitieren, fir ze soen, datt kee Land an Europa seng Landwirtschaft esou massiv ennerstëtzt, wéi dat dës Regierung mécht! Kee Land an Europa huet an deem Ausmooss national Bähëllef als Top-up an dëse Krisenzäite ginn. A kee Land an Europa huet esou e finanziell ambitios ausstafféiert Programm de développement rural virgeluecht wéi de Lëtzeburger Landwirtschaftsministère.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Landwirtschaftsminister. Déi nächst Fro kënt vun der Madamm Nancy Arendt, riicht sech un den Innenminister a geet ëm d'Promotioun vun den Éischt-Hëllef-Coursen. Madamm Arendt, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°164 du 24 février 2016 de Mme Nancy Arendt relative à la promotion des cours de premier secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur**

► **Mme Nancy Arendt** (*CSV*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 11. Februar ass zum Dag vum Europäeschen Nout- ruff ausgewielt ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Kolleginnen a Kollegen, just d'Madamm Arendt huet d'Wuert.

► **Mme Nancy Arendt** (*CSV*).- Merci, Här President. D'Wichtigkeet vum Éischt-Hëllef- Cours ass erëm an d'Actualitéit geruff an et ass drop higeweise ginn, datt d'Patienten an enger Urgence dacks dës Éischt Hëllef brauchen, ier d'Secouristen op der Plaz sinn.

Et sinn déi Minutten no engem Accident, déi oft décisiv sinn. Zu Lëtzebuerg fält all Dag e Mësch mat engem plötzlechen Häerzstëll- stand ëm, an nëmme all 20. Dag gëtt esou eng Persoun erëm reaniméiert. Wann awer esou eng Persoun an den éischte bis eng oder zwou Minutte reaniméiert gëtt, klëmmt d'Iwwerlieweschance ëm 70% bis 80%. Déi wéin- egst Leit wëssen awer, wéi et geet. Hir Formatioun ass laang hier oder si traue sech net. Déi éischt a richtig Gesté kënnen awer den Ennerscheed maachen tëschent Liewen an Doud.

Déi meescht Accidenter geschéien am Haus- halt, an der Fräizäit, an der Schoul, op der Aar- becht. Dat heescht, an 80% vun de Fäll sinn et Mënschen aus engem sengem direkten Ëmfeld, aus engem senger Famill oder dem enke Frënd- deskrees. Et ass also wichteg, datt jiddweree weess, wat am Eeschtfall ze maachen ass.

Déi Éischt-Hëllef-Coursé sinn awer hei zu Lëtze- buerg net obligatoresch. Dowéinst meng Fro un den Här Minister: Wat wëllt den Här Minister maachen, fir méi Leit ze motivéieren, dës Formatiounen ze maachen oder hir Kenntniser erëm frësch opzefrëschen? Wat hält de Minister vun der Iddi, fir esou eng Formatioun obliga- toresch an de Schoulsystem ze integréieren, zum Beispill am Kader vun der Biologie? An Amerika kritt een zum Beispill kee Schoul- floss, wann een net CPR, en Equivalent zum Éischt-Hëllef-Cours, beherrscht.

Oder wär et net eng Méiglechkeet, den Éischt- Hëllef-Cours verpflichtend fir de Führerschäin ze maachen, esou wéi dat an Däitschland de Fall ass? Misst een net méi eng grouss Sensibili- séierung zesumme mat der Press maachen, mat realen Eerliefnisse oder realitéitsnoe Ge- schichten, wéi wichteg esou eng Formatioun wär a wéi schéin et wär, wann ee kéint ee Liewe retten?

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madamm Arendt. An d'Wuert huet direkt den Innenminister, den Här Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Merci, Här President. Merci och fir d'Fro un d'Madamm Arendt, well se mer d'Geleeenheet gëtt, engersäits dat ervirzesträchen, wat si an hirer Fro och scho gemaach huet, wéi wichteg et effektiv ka sinn, dass wann en Noutfall ass, Éischt Hëllef geleesch gëtt. An dat erlaabt mer och, drop anzegoen an e grouse Merci ausze- spriechen un allegeruente déi Leit, déi sech an eiser Éischt-Hëllef-Schulung engagéieren. An esou wéi dat virun hei schonn ugeklongen ass, leeft dat zum groussen Deel och um fräiwëllegen Niveau of. Dofir e ganz, ganz grouse Merci un déi Leit, déi als Instrukter fir Éischt- Hëllef-Coursé figuréieren!

Et erlaabt mer awer anerersäits och, eng Rich- tegstellung ze maache par rapport zu Aussoen, déi viru Kuerzem op RTL gemaach gi sinn. Ech wëll vläicht fir d'Éischt erklären, wéi d'Leit sen- sibiliséiert ginn, fir un deenen Éischt-Hëllef- Coursen deelzehuelen. Dofir hu mer eng Rei vun Instrumenter, déi sech an der Vergaangen- heet och scho bewäert hunn: selbstverständ- lech eis Press; dann awer och den Internetsite www.112.lu; de Bulletin communal, déi Ge- mengegen, déi mat eis déi Coursen organiséieren, verëffentlechen dat an hiren normale Bulletinen; an dann awer och Flyeren, déi an eiser staatlecher Dréckerei gedréckt gi vun de Pompjeën a vun der Protex, déi d'Leit ebe sensibiliséieren, un esou Coursen deelzehuelen.

Ech wëll och soen, dass déi Coursen e grouse Reservoir si fir eis Rettungsdéngschter selwer, well mer selbstverständlech ëmmer vun der Geleeenheet profitéieren, fir d'Leit ze motivéieren, nom éischte Schrétt dann och den zwee- ten ze maachen a sech an de Fräiwëllegen- déngschter, sief et d'Protex, sief et d'Pom-

pjeeën, ze engagéieren. Doriwwer eraus si Stänn vun deenen eenzelne Pompjeescorpsen organiséiert ginn op Braderien, Porte-ouvertes, Journées de santé an esou weider, fir d'Leit eben ze sensibiliséieren, un deenen Eischt-Hëllef-Coursen deelzehuelen.

Contrairement zu deem - wéi ech virdu gesot hunn -, wat viru Kuerzem op RTL Radio gesot ginn ass, ass et och esou, dass d'Participatioun 2014-2015 ganz gutt war. Si ass souguer drastesch eropgaangen, an net, wéi een do ee Moment héieren huet, erofgaangen.

Mir hate 631 Coursen an där Sessioun mat 10.235 Participanten. Dat heescht also, mir haten 39,29% méi Coursé wéi dat Joer virdrun a 35,94% méi Participanten. Dat ass also e ganz zefriddestellende Chiffer. Mä dat soll eis - an do hutt Der recht, Madamm Arendt - net dervun ofhalen, eis nach weider Gedanken ze maachen, wéi mer éischtens déi Coursen nach kënnen méi attraktiv maachen a wéi mer se zweetens och nach méi engem grouse Publikum kënnen zouféieren.

Ee Mëttel, fir dat ze erreechen, an dat gëtt och am Kader vun der Reform vun de Rettungsdéngschter ganz monter diskutéiert, ass selbstverständlech, eng Professionalisierung unzestriewen, wat den Instruktorsystem ugeet - nient deene Leit, déi dat am Fräiwëllegendéngscht maachen, och professionell Instruktoren anzestellen -, an op där anerer Säit och ze kucken, eise Cours och un international Normen unzepaspen.

Et ass esou, dass eise Cours elo ronn 28 bis 30 Stonnen - dat hänkt dervun of - dauert. Am Ausland ass en international 16 Stonnen. Mir probéieren also, do engersäits dat, wat wierklech gebraucht gëtt, méi kompriméiert vläicht ze bréngen, an op där anerer Säit, déi Saachen, déi net esou wichteg sinn, ewechfallen ze looseren, fir och iwwert d'Reduktioun vun de Stonnen de Cours méi attraktiv ze maachen.

Dann dat, wat ugeschwat ginn ass: an de Schoulen. Selbstverständlech probéiere mer och do, e gudd Kontakt ze fleggen. D'ASS organiséiert zesumme mat deenen Établissements-scolaires, déi se froen, och déi Coursé fir hir Schüler an awer och fir hiert Léierpersonal. Och dat leeft schonn am Moment.

Ech wollt awer eppes soen zu der Fro vun der Verflüchtung, ob een dat muss verflüchtend maachen, sief et bei engem Führerschäin, sief et fir en Enseignant. Ech mengen, dass dat net onbedéngt de Wee ass, dee mer zu diesem Moment kënnen goen, einfach och, well mer müssen dervun ausgoen, dass mer net genuch Instruktoren hunn, déi dat professionell kënnen maachen.

An et war ëmmer d'Iddi, dass mer deene Leit, déi dat heiten och am Fräiwëllegendéngscht maachen, also als Instruktoren operéieren, dass mer déi net wëlle konfrontéieren mat Leit, déi derzou verflücht ginn, fir eppes ze maachen, well mer mengen, dass d'Motivatioun bei deene Leit net onbedéngt déi nämlech ass wéi bei deenen, déi dat fräiwëlleg maachen.

Dat gesot, nach eng Kéier Merci fir d'Fro. Et ass richtig, wat Der gesot hutt: Et muss weider Ustrengunge gemaach ginn. A mir schaffen drun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Innenminister. Déi nächst Fro kennt vum Roger Negri, riicht sech un d'Madamm Gesondheitsministesch an dréit em dat neit Ofschalt vum Reakter Tihange 1. Här Negri, wann ech gliift.

- **Question n°165 du 24 février 2016 de M. Roger Negri relative à l'arrêt du réacteur de Tihange 1, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Déi belsch Atomzentral Tihange, déi jo net méi wäit wéi 70 Kilometer vun eiser Lëtzebuerger Grenz ewech ass, mécht ëmmer erëm mat schlechten Noriichte vu sech schwätzen. Esou ass gëschter gemellt gi vun der Noriichtenagentur Belga, dass des Kéier de Reakter 1 vum Netz geholl ginn ass. Am Dezember 2015 war dat och scho geschitt weinst engem Feier, dat do stattfonnt huet. Mir wëssen, dass de Reakter 2 am März 2014 aus Sécherheitsgrënn vum Netz geholl ginn ass an am Dezember 2015 erëm a Betrib gaangen ass, trotz deene festgestallten Hoerress, wou mer och schonn hei jo doriwwer en Débat an der Chamber haten.

Mir ware jo och als Delegatioun vun der Chamber mam Statssekretär Camille Gira bei déi belsch Regierung, wou mer am Endeffekt jo

versicht hunn, d'Belsch dovunner ofzebréngen. An och wann déi belsch Émweltministesch an hirem leschte Saz gesot huet, d'Madamm Marie-Christine Marghem, dass och si besuergt wäire fir d'Sécherheet vun hirer Populatioun, esou huet dat eis fir eis Lëtzebuerger Populatioun awer net berouegt.

A well mer dann och elo dono héieren hunn, no där Visitt, dass déi Stied vun Oochen a Maastricht eventuell wëlles hunn, géint déi Remise en service vum Reakter 2 ze kloen, esou wollt ech eis Émweltministesch (veuillez lire: Gesondheitsministesch) froen, wéi mir weider virgesinn, an deem Dossier do virzegoen. An ech mengen och, vu dass jo d'Zivilgesellschaft souwuel bei Cattenom an och bei Tihange amgang ass, sech do mat ze implizéieren an eng Reunion, déi net méi spéit wéi mar stattfënn, wollt ech eis Ministesch froen, wéi d'Regierung gedenkt, an deem Dossier do virunzegoen.

Merci fir Är Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Negri. Dir hutt jo d'Madamm Gesondheitsministesch gemengt, well Dir hat just gesot d'Émweltministesch?

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Déi belsch.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah, okay! Okay, okay.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci villmools. D'Gesondheitsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch, huet d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Bon, d'Émweltministesch ass jo effektiv och concernéiert, mä Dir hutt awer d'Fro u mech gestallt. An ech sinn och frou, dass Der déi Fro gestallt hutt. Ech wëll fir d'Eischt op dee Voleé agoen vun deem Incident, op deen Der lech elo bezunn hutt. An dann och vläicht d'Suite vun där Entrevue, déi Der elo ugesprach hutt.

Effektiv, an der Nuecht vun de Méinden op en Dënschden ass de Reakter Nummer 1 vun Tihange ofgeschalt gi weinst Problemer op enger Pompel. Laut den Informatiounen, déi mer vun de belschen Autoritéite kritt hunn, ass bei enger vun de Pompelen de Rotor gebrach. Et handelt sech em eng Pompel, déi d'Waasser an och d'Chemikalien an de Primärcircuit vum Reakter aspeist.

Et gëtt dräi vun deene Pompelen. Dovunner müssen der zwou permanent disponibel sinn, fir de Reakter kënnen ze bedriewen. Dee Reakter ass ausgeschalt ginn, fir ze kucken, ob et en äänleche Problem och bei deenen aneren zwou Pompele ka ginn. A bis dat gekläert ass, bleift de Reakter aus.

Ech wëll och betounen, an Dir hat och schonn eng deementspriechend Kloerstellung gemaach, dass Tihange 1 dee Reakter ass, deen op eng Lafzäit vu 50 Joer bis 2025 verlängert ginn ass. An dee mat de Rëss, dat ass Tihange 2.

Dann, wat d'Suite vun där Reunion ugeet, déi Der grad ugesprach hutt, esou ass d'Commission belgo-luxembourgeoise déi, déi jo am Kader vun eisem bilateralen Accord vun 2013 an d'Liewe geruff ginn ass. An déi hat den 18. Januar hiert dréit järelech Treffen. Dat si ganz wichteg Treffen, och fir eis als Land. Des Reunion huet eis et näamlech erlaabt, der Entrevue vum Här Gira mat de belsche Ministere Jambon a Marghem eng Suite ze ginn. Deemo ass eng eischt Participatioun vu Lëtzebuerger Säit bei enger Inspektioun zu Tihange fir Abrëll oder Mee virgesinn. Dat ass wierklech eng Première.

Meng Leit stinn do am intensive Kontakt mat den däitschen Autoritéiten, fir dese Rendez-vous ideal virzebereeden. Donieft hu mer eis mat der belscher Säit iwwert déi konkret Émsetzung vun engem verbesserten Informatiounsaustausch geeenegt. Mir wäerten dat un den Accord vun 2004 iwwert den Informatiounsaustausch am Fall vun engem Accident unhänken. Dobäi wäerte mer och d'Recommandatiounen vun de Konklusiounen, déi mer hei an der Chamber beim leschten Débat mat op de Wee geholl hunn.

Dir gesitt also, mir hunn d'Hänn elo net an de Schouss geluecht, mä direkt mat der Émsetzung vun deene verschiddeenen Elementer ugefaangen an och mat deenen interessante Recommendatiounen, déi mer hei an der Chamber beim leschten Débat mat op de Wee geholl hunn.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Gesondheitsministesch. Déi nächst Fro kennt vum Här David Wagner an dréit sech em d'Virschoss-Indextranche.

- **Question n°166 du 24 février 2016 de M. David Wagner relative à la tranche indiciaire d'avance, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

► **M. David Wagner (déi Lékn).** - Genau. Merci, Här President. Am Joer 1971 gouf dat gegrennt, wat een de Virschoss-Index nennt oder d'Virschoss-Indextranche nennt. Dat heescht, et krut een eng Indextranche vun 1,5% an net vun 2,5. Déi konnt ausbezuelt ginn, ier fir d'Inflatioun den Taux déclencheur vun 2,5 errecht gouf. Dat hat den Avantage, fir gewëssen Déséquilibren innerhalb vum Wuerekerf beim Consommateur ze kompenséieren.

'82 gouf dese Mechanismus du vun der deemoleger CSV-DP-Regierung erëm ofgeschafft. '84 koom et dann erëm zu enger neier Legislatioun ënnert der CSV-LSAP-Regierung, wou den Index erëm - zwar erëm anescht moduliert, mä trotzdem - agefouert gouf, wéi mer e bis viru Kuerzem nach kann hunn, mä d'Virschossstranche awer net.

Virun e puer Deeg hat de Konsumenteschutz d'Regierung opgefuerdert, dese Mechanismus erëm anzeféieren. An dat ass och eng Fuerderung gewiescht vun der Salariatskummer, déi gedroe gouf deslescht och vun hirem President, dem Jean-Claude Reding, op dem Neijoerspatt am Januar vun der Salariatskummer.

Et ass eng Fuerderung, déi net vum Himmel gefall ass. Mir wëssen, dass zurzäit zu Lëtzebuerg och déi global Inflatioun net esou héich ass, wat derzou féiert, dass d'Indextranchen ëmmer no hannen an d'Ausbezueltung no hanne geréckelt ginn. Dat huet natierlech staark domadder ze dinn, dass d'Pétrolspräisser historesch déif sinn. Mä anerersäits hu mer och eng Situatioun, wou aner Artikelen awer eng gewësse relativ staark Inflatioun erlieft hunn.

Laut Statec war et esou, datt och lesswuere, Botzmëttele, Ameublement an och d'Horesca bis bei 3,79% fir d'lescht Joer eropgaange sinn. Dofir wollt ech vum Wirtschaftsminister wëssen, ob d'Regierung géif gedenken, dese Mechanismus erëm anzeféieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. Et sief vläicht nach eng Kéier drun erënnert, dass et besser ass, d'Fro direkt am Ufank ze stellen. An d'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Bon. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Eischt emol wëll ech den honorabelen Här Wagner drop opmierksam maachen, dass den Indexmechanismus jo eigentlech agefouert ginn ass, fir de Kafkraaftverloscht duerch d'Inflatioun auszegläichen, an net fir d'Kafkraaft generell ze verbesseren.

Et ass esou, dass mer de Moment effektiv an enger Situatioun vun extrem niddreger oder quasi inexisterter Inflatioun sinn. Dat heescht net, dass d'Präisser net op verschidde Plazen an d'Luucht ginn, well et gëtt eng ganz Rei Präisser, déi selbstverständlech an deene leschte Joren och an d'Luucht gaange sinn. Mä et ass awer esou, dass mer jo e Wuerekerf hunn, wou eng ganz Rei Produiten dra sinn, déi gekuckt ginn, an eréischt, wa fir d'Gesamtheit vun deene Produiten an der Moyenne eben d'Präisser 2,5% an d'Luucht gaange sinn, da gëtt eng Indextranche déclenchéiert.

Vu dass an deem Wuerekerf, deen eisen Index definéiert, d'Pétrolsproduiten eng ganz staark Roll anhuelen, ass et esou, dass eben duerch de Pétrolspräisserfall déi Indextranche eigentlech elo a leschter Zäit ni déclenchéiert ginn ass. Et muss ee jo soen an der Analys, dass fir d'Leit wuel verschidde Präisser an hirem deegleche Liewe méi héich gi sinn, mä dass awer alles, wat mat Pétrolsproduiten ze dinn huet, dramatesch gefall ass.

Ech denken do just un alleréischer Plaz un den Diesel an de Bensinn. Wann Der haut en Tank vollmaacht, kascht en lech bedeitend manner, wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war. Mir hate virun dräi Joer nach Pétrolspräisser vun 147 Dollar de Barrel, haut leie mer bei enner 30 Dollar de Barrel. Dat huet natierlech eng direkt Inflatioun (veuillez lire: Influenz) op d'Benzinpräisser, op d'Dieselspräisser, op d'Masuttpräisser, op d'Gaspräisser. Dat heescht, och d'Hëtzes ass fir d'Stéit méi bëlleg ginn, awer och aner Produiten, déi derivéiert si vu Pétrolsproduiten. An ech denken zum Beispill och un d'Reesen, un d'Vollen, un d'Fligere, un den éffentlechen Transport an un all aner Produiten, déi op Basis vu Pétrolsproduite produzéiert ginn.

Dat heescht, do ass ënnert dem Stréich, esou wéi eisen Indexmechanismus fonctionnéiert, esou wéi eise Wuerekerf fonctionnéiert, nun emol keng Präisdeierrecht do, déi et géif erlaben, eng Indextranche de Moment ze déclenchéieren.

A fir op d'Fro ze äntwerten awer, ass et och esou, dass d'Regierung net gedenkt, elo erëm e Virschoss-Index anzeféieren, wéi en 1981 ofgeschafft ginn ass. Ech mengen, dat, wat d'Regierung elo mécht a wat se och deemnächst eng Kéier wäert presentéieren, dat ass eng Steierreform, an där d'Haupaugenmerk dorobber läit, fir ebe just d'Kafkraaft vun de Bierger dobaussen ze verbesseren, an dat speziell an den enneschten an an de mëttleren Akommesschichten. An do wäert Der gesinn, dass d'Regierung deemnächst kloer Propositione wäert maachen, wéi mer iwwert deen dote Wee d'Kafkraaft vun de Bierger wëlle verbesseren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister.

Déi nächst Fro kennt vum Här Gérard Anzia, riicht sech un deeslechtem Wirtschaftsminister an dréit sech em d'Validitéit, d'Geltgkeetsdauer vun de Chèques-cadeaux.

- **Question n°167 du 24 février 2016 de M. Gérard Anzia relative à la durée de validité des chèques-cadeaux vendus dans les commerces luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Économie**

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Jo, eng ganz kuerz Fro wëllt ech hei stellen - Merci, Här President -, an zwar, Dir léif Leit, Dir sidd sécherlech alleguerete scho beschenkt ginn. Dat eent geschitt direkt en nature, dat anert ass en différent. Dat ass u sech e Versprechen, wat ee mécht fir deen, deen ee wëllt beschenke mat engem kleng Chèque-cadeau, deen u sech da validéiert ass, deen eng Validatioun huet oder eng Durée huet, bis wéini e kann an engem Geschäft ageléist ginn.

Meng Fro geet u sech ganz kloer dodrëm: Deen, dee mech beschenkt, deen huet jo dann eng Kéier en Akt gemaach vis-à-vis vun engem Geschäftsmann, also Suen ausginn en vue vun engem Service, deen eng Kéier gebuede gëtt. An dee Service, dat ass deen, dee beschenkt gëtt, dee kann deen dann zu engem gewëssene Moment zéien. Mir geet et perséinlech - an anere Leit och - ëmmer erëm esou, dass dee Kaddo gëtt gemengt ass an et ass ee frou driwwer. Mä da läit en do, a wann ech dorun denken, leider ass dann dacks d'Durée iwwerschratt.

Dofir meng Fro: Awéifern ass déi Durée do gesetzlech verankert? Awéifern kann een nach zu sengem Recht kommen no der Durée, déi op deem Chèque-cadeau do dropsteet?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Anzia. An direkt de Wee fräi fir de Wirtschaftsminister.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Jo. Merci, Här President. Den honorabelen Här Anzia huet eng Fro gestallt, wou ech kann drop äntwerten, dass et keng Reglementatioun zu Lëtzebuerg gëtt, wat d'Durée de validité vun esou Geschenkbongen ugeet. Et gi selbstverständlech Länner och ronderëm eis, wou dat gesetzlech verankert ass. Bei eis ass et esou, dass de Commerçant selwer d'Fräiheet huet, ze decidéieren, wéi laang seng Validitéit vun deem Chèque-cadeau ass an ob en iwwerhaupt eng Validitéit op säi Chèque-cadeau drop-schreift.

Ech muss soen, dass mir am Ministère bis elo keng Plainten oder Reklamatiounen kruten, wat dee System do ugeet, deen awer de Commerçanten eng gewësse Flexibilitéit léisst. Déi eenzeg Konditioun, déi mir ganz kloer stellen an déi muss erfüllt sinn, dat ass déi, dass, wann eng Limitt vun enger Validitéit vun Commerçant gefrot gëtt, da muss déi kloer a visibel mentionnéiert sinn um Chèque-cadeau. Dat ass, mengen ech, de Prinzip, no deem mer fonctionnéieren an, wéi gesot, fir dee mer bis elo keng Reklamatiounen kritt hunn an dee mer och dofir net gedenken ze änneren.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister.

D'nächst Fro kennt vum Här Marco Schank, riicht sech un de Minister fir déi bannenzeg Sécherheet, deen direkt bei eis ka bleiwen, an dréit sech em d'Schafung vun enger Spezialunitéit vun der Police fir den éffentlechen Transport.

- **Question n°168 du 24 février 2016 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure**

► **M. Marco Schank (CSV).** - Yes! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Vergaangenheet hunn d'Transportgewerkschafte ganz dacks op d'Gewalt an d'Iwwergrëff an

den Zich, an de Busser, awer och op de Garen higewisen. Virun allem déi éischt Méint vum leschte Joer war dat e grouss Thema hei am Land. An doropshin huet den zoustännege Minister François Bausch och sech agesat fir d'Kreatioun vun enger spezieller Unitéit vun der Police fir den öffentliche Transport.

Dëst huet de François Bausch no enger Reunion den 22. Juli d'lescht Joer gesot, déi e convoquéiert hat, fir mat den Akteuren, also der Police, der Gewerkschaft a virun allem mat den CFL, iwwert d'Sécherheitsproblemer an de Bussen an an den Zich ze diskutéieren.

Besonnenesch ee Fall hat deemools fir Opmierksamkeit gesuergt. Dat war och déiselwecht Zäit, wéi eng Zuchbegleiterin zu Ettelbréck vun engem jonke Mann brutal, e puermol brutal mat der Fauscht an d'Gesicht geschloe ginn ass, e Fall, deen och elo virgëschter vum Dikrecher Gericht traitéiert gouf.

No där Reunion vum 22. Juli huet de Minister Bausch de Gewerkschaft gesot, en hätt sengem Kolleg Minister fir d'bannescht Sécherheet, dem Étienne Schneider, e Bréif geschriwwen en vue vun enger gemeinsamer Reunion, fir dann e Projet pilote an d'Liewen ze ruffe fir eben d'Schafe vun enger spezieller Police-unitéit. An deemools huet de Minister Bausch och gesot gehat, datt et a sengen Ae kee Sënn géif maachen, fir esou eng Unitéit mat dem Personal vun den CFL ze maachen, mä esou eng Responsabilitéit géif an d'Hänn vun der Police gehéieren an och géif dat dozou bäidroen, fir d'Gewaltbereitschaft am Kär am öffentliche Transport ze erstécken.

Ech denken, datt déi zwee Ministerkolleege sech an Zwéschenzäit och dozou gesinn hunn an driwwer geschwat hunn. Meng Fro un den Här Étienne Schneider: Wat huet d'Regierung wëlles? Kënn esou eng speziell Unitéit vun der Police? Respektiv wéini, wann et dann eng soll ginn, wéini wäert dat de Fall sinn, Här Minister?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An d'Wuert huet dann den Här Minister, dee fir eis Sécherheet zoustänneg ass.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Merci, Här President. An op d'Fro vum honorablen Deputéierte Marco Schank géif ech fir d'Éischt emol eng positiv Saach wëllen äntweren oder informéieren. Dat heescht, dass d'Gewalt, déi gemellt gëtt bei der Police an den Zich, dass déi awer an de leschte Joren ofgehall huet. Wa mer 2012 nach 220 Fäll vu Gewalt an den Zich haten, da waren et 2013 nach 161 Fäll, 2014 153 an 2015 115 Fäll. Dat ass, mengen ech, emol eng gutt Evolutioun, wou ee gesäit, dass dat awer schéngt erfroze.

Dann ass awer eng Fro, déi sech noutgedronge stellt. Wann den Här Schank freet: „Maache mer dat doten elo an den Zich?“, da muss ee sech konsequenterweis froen, ob een dat, wann een dat da géif maachen, net och misst bei alle Busse maachen, respektiv generell am öffentliche Transport a muer och nach am Tram, wann en da bis rullt. A wann een dat da kuckt, wivill Zich a wivill Busse mer hunn a wivill Linne mer hunn, da misst dat jo eng Unité spéciale sinn, fir effikass ze sinn, déi enorm géif ginn!

Dir kennt allegueren de Problem - an ech wäert herno nach an e puer Minuten d'Freed houn, op eng Fro vum honorablen Här Hahn kënnen ze äntweren -, wat d'Effektiver vun der Police ugeet. Mä Dir kennt et aus der Diskussioun, dass mer e grouse Mangel hu vu Polizisten an dass mer händeringend probéieren, mat deene Leit eens ze ginn, déi mer hunn, an och eis Strukturen ze verbesseren, fir kënnen besser ze schaffen. Dofir mengen ech, wann een d'Envergure kuckt vun deem ganzen öffentliche Transport, dass et de Moment esou, wéi d'Situatioun ass, onméiglech wäert sinn, eng Unité spéciale anzeféieren, déi permanent dann an all deenen Zich, an all deene Busse wäert ënnerwee sinn, fir do fir méi Sécherheet ze suergen.

Wat mer awer maachen, dat ass, dass mer eng ganz Rei Actions coup de poing wäerte maachen. Déi wäerte mer och systematesch maachen. Déi sinn och amgaang. Do sinn der schonn eng ganz Rei gemaach ginn, och mat Drogenhënn ënner anerem, wou Kontrollen an den Zich gemaach ginn. Mir sinn och amgaang ze kucken, wéi mer eventuell kënnen eng Formatioun ubidde fir d'Agente vun den CFL, wéi se sech solle verhalten a Fäll vun Aggressiounen, wéi se domadder ëmginn. An ech muss soen, dass d'Kooperatioun tëschent der Police an den CFL op deem dote Punkt entretemps exzellent fonctionnéiert.

Wéi gesot, nach eng Kéier, ech géif gäre jo op Är Fro äntweren, mä mat deem Mangel u Leit, dee mer hunn, ass et mer carrément onméiglech, fir elo nach eng Unité spéciale op d'Been ze stellen, déi sech just dorëmmer këmmert an

déi dann a sämtlichem öffentliche Transport ënnerwee ass. Mä dofir siche mer eben de Wee, fir punktuell op Garen, an Zich, op Quaien déi doten Interventiounen ze maachen, an enger Planifikatioun zesumme mat den CFL.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister. Jo?

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Ass et erlaabt, dem Här Minister eng Fro ze stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Normalerweise an enger Froestonn net.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- A wann ech e froen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen.

► **Une voix.**- En ass jo och schonn eraus.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Normalerweise, à moins dass mer eist Reglement änneren innerhalb vun deenen nächsten 30 Sekonnen, geet et net. Et deet mer leed.

Den Här Minister kann direkt heibleiwen, well déi nächst Fro kënn erëm un de Wirtschaftsminister an dréit sech ëm grouss Quantitéite vu Courrier, déi an eis Verdeelungszentren erakommen. Si kënn vum Här Bauler.

- Question n°169 du 22 février 2016 de M. André Bauler relative à l'accueil de grandes quantités de courrier aux centres de distribution, adressée à M. le Ministre de l'Économie

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Wirtschaftsminister, dee jo och zoustänneg ass fir d'Post, eng Fro stellen. Mir ass zu Ouere komm aus dem Éislek, datt grouss Quantitéiten u Courrier, déi ee soss ouni Weideres an engem Centre de distribution vun der Post konnt ofginn, fir se duerno iwwer Beetebuerg op nationalem Plang verdeelt ze kréien, net méi ugeholl ginn an een da gebiede gëtt, se direkt op Beetebuerg ze féieren. Fir Betriber an Associatiounen aus dem Éislek, déi iwwert d'Joer gekuckt gréisser Envoie mussen virhuelen an déi dese Courrier ouni Weideres an ouni vill Gedeessems an de regionale Centres de distribution zu Fëschbech respektiv zu Angelduerf ofgehall kruten, ass dat elo net méi méiglech.

Ech denken do zum Beispill un de Maarnecher Festival, deen iwwer 14.000 Broschüren alljärelech verdeele léisst. Këschte mat Broschüren a soss Publicitéit müssen dann elo vun de Leit aus dem Éislek bis ënnen an de Minett op Beetebuerg gefouert ginn, fir dann erëm zréck an d'Centres de distribution ze kommen, vu wou se dann nees am Éislek verdeelt ginn. Dat kascht Zäit a Geld an ass och ekologescher Siicht, ouni awer elo wëlle polemesch ze ginn, kaum ze verstoen.

Dofir wollt ech den Här Minister Folgendes froen: Ass dem Här Minister déi Situatioun bekannt? Ass den Här Minister gewëllt, ze intervenéieren, datt déi Centres de distribution esou équipéiert ginn, datt de Service fir d'Betriber an Associatiounen iwwerall deeselwechten ass? An ass den Här Minister der Meenung, datt et Sënn mécht, 20.000 oder souguer méi Envoie bis op Beetebuerg ze féieren an duerno erëm op Fëschbech respektiv Angelduerf ze bréngen, fir dann am Norden d'Verdeelung ze maachen?

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An d'Wuert huet den Här Etienne Schneider, Wirtschaftsminister, dee fir d'Post zoustänneg ass.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Merci villmoools, Här President. An och op d'Fro vum honorablen Deputéierten André Bauler géif ech äntweren, dass mir déi Situatioun ganz wuel bekannt ass, dass et awer och eng Politik war vun der Post, fir ebe just sech zu Beetebuerg e Centre de tri national ze ginn, deen eben d'Capacitéiten huet, fir déi grouss Quantitéite vu Courriere kënnen ze bewältegen.

Wann Der mat den Experte schwätzt, da wësst Der, dass Der fir déi Courrieren, wann et do ëm Dausenden an Dausende vun Envoie geet, fir déi kënnen ze bewältegen, braucht Der eng spezifesche Infrastruktur an Dir braucht virun allem emol Quai-de-chargeementen, Dir braucht Outils de manutention, fir dat dote kënnen hinzukréien. An dofir ass deemools decidéiert ginn, dass de Centre de tri zu Beetebuerg d'Uliwwerplaz gëtt fir déi dote Courrieren.

Wann ech bedenken, ëm wivill Courrieren dass et hei geet - hei schwätze mer wierklech vun Zegzëndausende vun Envoien -, da mengen ech, dass den Opwand, fir déi bis op Beetebuerg ze féieren, net esou enorm ass. An dat Ganzt ass jo just, fir ebe just ze garantéieren, dass de Service, dee vun do un da ka geleescht ginn, perfekt ass an dass deen och schnell ass.

Et ass esou, dass se vu Beetebuerg, vum Centre de tri aus da verdeelt ginn op déi Regiounen, wou se mussen hiokomme respektiv bei déi Facteuren, déi se mussen verdeelen.

Et ass awer och nach de Moment esou, an dat wäert och esou bleiwen, just mat enger klenger Annerung, dass méi, ech soen elo emol „moyenne Quantitéiten“, wat schonn der vill wäerte sinn, mä elo net an deem dote Mooss, dass déi ëmmer nach kënnen am regionalen Zenter op der Stater Gare hei ofgi ginn. Mä och dat wäerte mer lichte änneren, andeem dass mer Ufank 2017 dee Service wäerte verlagere op d'Cloche d'Or, aus deem einfache Grond, well et do op der Gare net praktesch fir d'Leit respektiv fir d'Entreprises ass, fir mat hirer Camionette mat de Courriere bäizekommen. Dofir wäert dat dann ab 2017 op der Cloche d'Or passéieren.

Mä nach eng Kéier: Alles dat do ass an der Zäit decidéiert ginn, esou ze maachen, fir de Service um Client am Endeffekt ze verbesseren an d'Distributioun an engem effikassen a schnellen Zäitraum kënnen ze assuréieren.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Minister, dee fir d'Post zoustänneg ass.

Déi nächst Fro riicht sech un deeselwechte Wirtschaftsminister, deen och fir d'Energie zoustänneg ass. D'Fro kënn vun der Madamm Diane Aدهم an dréit sech ronderëm Elektrospäichere fir Energie, déi aus der Fotovoltaik oder der Solarenergie kënnen. Madamm Aدهم, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°170 du 24 février 2016 de Mme Diane Aدهم relative au subventionnement d'accumulateurs électriques permettant de stocker l'énergie électrique issue d'installations photovoltaïques, adressée à M. le Ministre de l'Économie

► **Mme Diane Aدهم (CSV).**- Merci, Här President. Wéi déi éischt Fotovoltaiksanlagen op de Maart komm sinn, huet sécherlech nach keen un d'Späichere vum Elektresche geduecht. De produzierte Strom gëtt haut gréisstendeels verkaaft an an dat besteend Stromnetz agespeist. De Maart vun de Stromspäicheren, deem seng Urspréng iwwregens op den Henri Tudor zréckginn, huet sech a leschter Zäit enorm weiterentwéckelt. D'Fuerschung am Beräich vun de Batterien huet et erméiglecht, dass haut méi leeschungsstaark, méi kompakt a méi präiswäert Stromspäichere produziéiert kënnen ginn.

Dëst huet mat sech bruecht, dass bei de Leit ëmmer méi d'Iddi opkënn, fir de produzierte Strom vun der eegener Fotovoltaiksanlag selwer ze verbrauchen. Wat gëtt et nämlech méi Logesches, wéi produzierte Strom ze späicheren an en duerno selwer ze gebrauchen, sief et am Haushalt, sief et am Kader vun der Elektromobilitéit, zum Beispill fir d'Opluede vu sengem Elektroauto oder sengem Elektrovélo? Leider ass d'Uschafe vun esou engem Stromspäicher fir d'Fotovoltaiksanlagen, trotz dem Präisverfall, nach ëmmer immens käschtenintensiv.

Duerfir wollt ech d'Regierung froen, ob se net wëlles huet, ännlech wéi et schonns haut an Däitschland de Fall ass, esou eng Investitioun am Kader vun der Reglementatioun iwwert d'Förderung vun erneierbaren Energie finanziell ze ënnerstëtzen. D'Leit géifen domadder méi onofhängeg gi vun der öffentliche Stromversuergung. Mir géifen ausserdeem konkret eppes fir de Klimaschutz maachen an zu gudder Lescht kéint och d'Elektromobilitéit, déi d'Regierung jo massiv ausbauen a férdere wëllt, weider gestärkt ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Aدهم. An d'Wuert huet den Här Wirtschaftsminister, dee fir d'Energie zoustänneg ass.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Merci, Här President. Ech wëll soen, dass déi Fro vun der honorablen Deputéierter Diane Aدهم eng ganz berechtigt Fro ass. Wann ee kuckt, wéi d'Evolutioun ass, eleng - Dir hutt d'Fotovoltaik ugeschwat - hate mer 2010 eng Produktioun vun 21 Gigawattstonne Fotovoltaikstrom hei zu Lëtzebuerg; 2014, also véier Joer duerno, waren et scho 95 Gigawattstonnen. Dat si ronn 10,4% vum Haushaltsstromverbrauch zu Lëtzebuerg. Dir gesitt, dass eng enorm Evolutioun do ass.

Et geet och ëmmer méi - an dat net nëmme zu Lëtzebuerg, mä generell - a Richtung vun enger dezentralisierter Stromversuergung. D'Fro vun der Autoconsummatioun, wat d'erneierbar Energien ugeet, dat heescht, ech produziere se bei mir um Daach an ech benotze se direkt bei mir, stellt awer eng Rei Problemer, déi allerdéngs mussen eng Léisung fannen.

Zum engen ass et de Problem vum Aspeisetariff. De Moment fonctionnéiert de System vun den erneierbaren Energien esou, dass Dir eppes produziéiert, Dir speist dat an d'öffentlech Netz an, an doduerch, dass Der et aspeist, hutt Der eng Indemnitéit zegutt, déi jo dann iwwert de Fonds de compensation finanziert gëtt. Wann een also net méi aspeist, da muss ee kucken, en anere Wee ze fannen, wéi een eens gëtt, fir déi Kompensatiounspäichender do kënnen ze maachen. Dat ass dat eent.

En anere Volet, deen awer méi komplizéiert ass oder méi Problemer wäert schafen, dat ass dee vum Finanzement vun de Stromnetzer. Am Moment ass et jo esou, dass eis Stromnetzer, déi iwwert d'ganz Land verdeelt sinn, doduerjer finanziert ginn, dass fir all Kilowattstonn, déi derduerchfléisst, en Obolus ze bezuelen ass, also am Fong eng Maut op deene Stromnetzer.

Wa muer en décken Deel vun der Stromconsummatioun ewechfält, déi net méi iwwert déi Autobunnen, iwwert déi Netzer fiert, da gëtt natierlech dee Käschtpunkt, deen awer besteet, well mir brauchen déi Stromnetzer jo trotzdeem, dee muss dann ëmverdeelt ginn op manner Konsumenten. Dat heescht, d'Stromnetzer fir deen Eenzelen ginn doduerjer e gudder Krack méi deier. Do mussen mer also eng kloer Léisung fannen.

Mir hunn de Moment schonn, ech soen net de Problem, mä mir hunn de Moment schonn d'Situatioun, dass an nei Citéen, déi erschloss ginn, wou haut generell awer Passivhausstandard gebaut gëtt, dass do d'Distributoren vu Gas net méi bereet sinn, e Gasnetz hileeën ze goen. Firwat? Majo, well an engem Passivhaus quasi keng Energie méi verbraucht gëtt, kee Gas méi verbraucht gëtt an dat deen héijen Invest vun engem Réseau, dee muss verluecht ginn, net méi rechtfertigt.

D'autant plus, wou déi Reschtenergie, déi haut nach an engem Stot, an engem Passivhaus gebraucht gëtt, duerchass kann ebe muer, och haut scho gedeckt ginn iwwer erneierbar Energien, iwwer erneierbare Strom. Dat heescht, och do hu mer schonn eng Situatioun, déi an déi dote Richtung geet, a mir riskéieren, dass mer eng ännlech Situatioun kréien, wat d'elektresch Réseauen ugeet.

Da kënn nach e Problem oder nach eng Fro, déi sech wäert stellen, dat ass nämlech déi vun de Steieren um Strom! De Moment bezuelt Der jo Steieren op Är Stromconsummatioun. Wann Dir en natierlech selwer produziéiert a selwer benotzt, da fält natierlech herno fir de Statsbudget e Pak vu Steieren ewech. Och dorobber muss een eng Léisung fannen.

Ech ginn Iech d'Beispill an deem Kontext zum Beispill vun der Elektromobilitéit. Haut kascht e Kilometer fuere mat engem Elektroauto 25% an der Moyenne par rapport zu engem Kilometer fuere mat engem Diesel oder mat engem Bensinner. Firwat? Majo, well keng Akzisen op deem Strom sinn, mat deem Der fuert! Dat ass de Moment fir déi meescht, oder fir all d'Regierungen nach kee Problem, well den Uddel vun der Elektromobilitéit nach kleng ass. Mä iergendwa gëtt den Abroch an den Akzisen awer esou héich, dass een och do sech muss iwwerleeën, wéi een dee Problem ugeet.

Mä allegueren - an da sinn ech bei der Äntwert op Är Fro; ech hunn nëmme méi fënnf Sekonnen -, all déi dote Sujete si mer amgaang ze diskutéieren am Kader vun der drëtter industrieller Revolutioun, am Kader vum Projet mam Jeremy Rifkin, wou eben och déi Batterien, déi Dir ugeschwat hutt, e ganz wichtege Maillon ginn, fir déi dezentral Energieproduktioun kënnen ze assuréieren, fir net nëmme op der Plaz ze produziéieren, mä och op der Plaz ze stockéieren. An do wäerte mer an deenen doten Débaten, déi mer jo op enger ganz breeder Bande diskutéieren, misse Léisungssätz fanne fir déi do Problematik.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister. Déi Kulanz bei der Riedezäit ass doduerch ze erklären, dass Der eis ëmmer de Wee hin an hier gespuert hutt an duerfir Zäit agespuert hutt.

(Hilarité)

Déi nächst Fro riicht sech un deeselwechten Här Etienne Schneider a senger Eegenschaft als Minister fir déi bannenzeg - oh, e schrecklech Wuert! - Sécherheet an dréit ronderëm de Rekrutement vun neie Polizisten. An de Froesteller ass keen anere wéi den Här Max Hahn.

**- Question n°171 du 23 février 2016 de M. Max Hahn relative au recrutement pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure**

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. Jo, de Minister Etienne Schneider ass de Mëtte gefrot, dat hei ass seng sechste Fro um Stéck. Dës Käier a senger Funktioun als Policeminister géif ech em gären eng Fro stellen. De Minister gétt net midd ze widerhuelen, dass et e Personalangel bei der Police gétt. Dat ass e Constat, deen ech deelen. En huet rezent an enger Question parlementaire och eng konkret Zuel genannt, an zwar, dass e bis 2018 wëllt 346 zousätzlech Polizisten rekrutieren.

An deem Zusammenhang wëllt ech e Froen, ob dee Chiffer nach ëmmer d'actualité ass, a virun allem och, wéi e gedenkt, deen ze realisieren.

Ech denken dorun, dass gekuckt ginn ass, fir den Effectif, deen an der Policeschoul ugeholl gétt, vu 60 op 80 eropzesetzen, wat sécherlech ze begräissen ass. Wann een awer weess, dass iwwert déi lescht Joren eigentlech dräi Véirels vun de Leit, just d'Wierk vun de Polizisten, just vereedegt gi sinn, déi uganks an der Policeschoul ugefaangen hunn, also en Taux d'échéec vu bal engem Véirels, da kann ee sech liicht ausrechnen, dass vun deenen 80 Polizisten - also vun deene Stagiairen, déi wëlle Polizist ginn - der just 60 op de Marché herno kommen, also bei der Police wäerten agestallt ginn.

A wa mer wëssen, dass 45 bis 50 Poliziste wäerte pro Joer a Pensiouen goen, da wësse mer, dass den Effectif bei der Police eigentlech just duerch de Rekrutement iwwert d'Policeschoul ëm 10 bis 15 Polizisten d'Joer wäert an d'Luucht goen. Dat ass net vill.

An ech wollt einfach de Minister froen, ob et vläicht eng Iddi wier, fir de Chiffer vun deenen 80 Polizisten pro Joer an d'Luucht ze setzen.

Vläicht ass et awer och esou, dass d'Infrastruktur vun der Policeschoul et net erlaben, dass méi wéi 80 Poliziste gläichzäiteg kënnen ausgebild ginn. Oder ass et och vläicht einfach, dass d'Formateure selwer an der Policeschoul kee méi en héije Staff packe wéi 80 Stagiairen?

Eppes, wat ech an deem Zusammenhang nach ganz kuerz wëll begräissen, dat ass, dass déi 50 Ziviliste sollen agestallt ginn. Do wollt ech de Minister och nach froen, ob et bei deene 50 Zivilisten géif bleiwen oder ob och doriwwer no-geduecht gétt, fir dee Chiffer an d'Luucht ze setzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure.** - Merci villmoos, Här President. Op déi Fro vun honorabelen Deputéierten Max Hahn géif ech wëllen e puer Äntwerte ginn. Fir d'Éischt emol déi: Viru menger Zäit si bei der Police am Schnétt tëschent 50 a 65 Kandidaten zougelooss ginn, fir d'Formation zum Polizist unzuhuelen. An, wéi Der richteg bemierkt hutt, falen der en cours de route natierlech ëmmer eng Rei ewech oder et sinn der, déi et herno net packen, soudass am Schnétt am Joer tëschent 30 a 45 Polizisten agestallt konnte ginn.

Wann een awer bedenkt, wivill Leit dass all Joers an d'Pensiouen gi bei engem Corps, deen awer ronn 1.600 Inspekteren zielt, dann ass meeschtens dat, wat mer all Joers agestallt hunn, just duergaangen, fir déi ze ersetzen, déi an d'Pensiouen gaange sinn.

Dofir hu mer als Regierung decidéiert, dass mer géifen e Maximum vu Kandidaten unhuelen. Wann ech elo theoretesch just kucken, da kënnen bis Enn 2017, vun elo aus gekuckt, 111 Inspekteren an d'Pensiouen goen. Gott sei Dank weess ech awer, dass se net all dat wäerten direkt maachen, wa se d'Méiglechkeet hunn, et ze maachen, mä nonobstant wäerten der eng ganz Rei och an deenen nächste Joren erëm an d'Pensiouen goen.

Mir hunn dofir decidéiert, d'Unzuel vun de Kandidaten, déi zougelooss gi fir d'Formation, esou héich ze maachen, wéi mer Kandidaten hunn. A mir hunn d'lescht Joer dat gemaach. Mir haten 320 Leit, déi sech fir d'Exame gemellt hunn. 106 hunn den Exame gepackt. A mir hunn déi 106 allegueren ugeholl. Déi hunn allerdingen elo dann d'Instruction de base vun dräi Méint gemaach. An du sinn, no der Instruction de base, der nach 79 iwwreg bliwwen. Elo mussen déi natierlech hir zwee Joer Formation fäerdeg maachen, an da mussen mer kucken, wivill der dann herno hannen erauskommen.

Dat heescht, mir gesinn, all Efforten, déi mer elo maachen, hunn eréischt e Resultat an zwee Joer, wann déi Formationen duerchgelaf sinn. An da wësse mer nach ëmmer net, wivill der et da packen. Mä de gudde Wëlle vun eis ass natierlech do, jiddwereen ze huelen, deen et wëllt maachen an dee wëllt deen Effort do op sech huelen.

Fir awer elo kuerzfristeg och e Resultat ze errechen, hu mer näamlech och nach rezent decidéiert, dass mer 45 Zivilisten, déi d'ächst Joer an d'Pensiouen ginn, dass mer déi ersetze wäerten..., pardon, 45 Polizisten, déi awer administrativ Aarbechte maachen, déi elo an d'Pensiouen ginn d'ächst Joer, dass mer déi wäerten ersetzen duerch Zivilisten. Dat heescht, déi nei, déi hannen elo bäikommen all Joer, déi mussen mer net emol direkt huelen, fir Polizisten ze ersetzen, déi iergendwou um Büro sinn, déi iergendwou administrativ Aarbechte maachen, mä mir setzen do nei Posten hin, also Zivilisten.

Mir kënnen also déi Polizisten, déi elo fäerdeg ginn, ab elo quasi integral huelen, fir d'Police do ze verstärken, wou mer dat fir néideg gesinn. An där Plaze gétt et der eng ganz Rei!

Allerdéngs hëlleft och dat net aus, fir de Mangel u Personal kënnen auszegläichen. An dofir hu mer jo am Kader vun der Reform vun der Police d'Iddi, fir eng Rei Saachen ze restrukturieren, also d'ganz Police ze restrukturieren. Dat geet u bei de Regiounen, wou mer vu sechs op véier erofginn, fir d'Waasserkäpp esou gutt wéi méiglech ze limitieren a fir doduerjer méi Leit op den Terrain ze kréien.

Datselwecht géllt an där, jo, kontroversierter Diskussioun iwwert d'Zesummeleev vu Kommisariater, fir méi effikass ze sinn, fir net Kommisariater ze hunn, déi effektiv mat dräi oder dräi an engem hallwe Poste mussen eens ginn, déi also ni wierkech Präsenz kënnen weisen um Büro an um Terrain. Dofir gi mer an d'Richtung, fir Kommisariater zesummenzeleeen, fir méi grouss Entitéiten ze hunn, fir doduerjer och ze erlaben, och wann een am Congé ass, och wann een am Congé parental ass, och wann ee krank ass, och wann een a Formation ass, dass mer ëmmer nach an all deene Kommisariater genuch Leit hunn, fir kënnen anstänneg ze funktionieren, an zwar op mindestens zwou, wann net dräi Schichten. Dat heescht, dass d'Büroen ëmmer besat sinn an dass permanent och Leit op de Patrullen ënnerwee sinn.

D'Zil ass also méi Präsenz an de Büroen, méi Präsenz um Terrain a méi Sécherheet fir de Bierger.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister, deen elo emol virleefeg kann eng Paus maachen.

An da komme mer zu der nächster Fro. Déi kennt vum Här Laurent Zeimet an dréit sech ronderëm d'strategesch Ëmweltprüfung am Rame vun der Opstellung vun de Plans d'aménagement général a riicht sech un d'Ëmweltministesch.

- Question n°172 du 24 février 2016 de M. Laurent Zeimet relative à l'évacuation des avis concernant l'ampleur et la précision des rapports sur les incidences environnementales dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement général par le Ministère de l'Environnement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi nei Bebauungspläng vun de Gemenge sinn e wesentlech Instrument vun der Landesplanung an och d'Viraussetzung, fir Wunraum kënnen ze schafen. Bis 2018 sollen d'Gemengen hir nei Bebauungspläng hunn. An eng Rei vu Mustergemengen hunn d'Prozedur jo schon hannert sech, mä déi meescht sinn awer nach um Wee. An am Kader vun den neie Bebauungspläng muss och eng strategesch Ëmweltprüfung duerchgefouert ginn.

D'ächst gétt dann am Virfeld vum Ëmweltministère eng éischte Käier aviséiert, fir ze kucken a feststellen, ob verschidden Terrainen, déi virgesi sinn, an de Bebauungspläng opgeholl ze ginn, vläicht méi genau nach mussen examiniert ginn, méi genau mussen ënnert d'Lupp geholl ginn. Dat brauch dann erëm Zäit. An esou laang kennt d'Prozedur an de Gemengen dann och net virun.

Dofir hätt ech eng Rei vu Froen un d'Ëmweltministerin, näamlech wollt ech wëssen, wéi vill Gemengen am Moment esou en Dossier fir Avis, en éischten Avis un de Ministère weidergeleet hunn an a wéi engem Délai dës Dossiere kënnen evakuiert ginn, a schlisslech, ob et eng Prioritéitlescht gétt, wéi déi Dossieren examiniert gi vum Ministère.

Villmoos Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Zeimet. An d'Wuert huet geschwënn d'Madamm Ëmweltministeresch.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Ech soen dem honorabelen Deputéierten Laurent Zeimet e grouse Merci fir dës Froen. Ech mengen, et ass wichtig, dass een och d'Bedeutung vun deene strategesch Ëmweltprüfungen eng Käier ervirhieft. Et geet drëm, dass mer hei déi Prüfung maache fir déi grouss Pläng, déi mer hunn, ënner anerem d'PAGen, an dass mer am Virfeld Problemer, déi këinten entstoen, vermeide kënnen, dass mer d'Liewensqualität fir eis Leit garantéieren kënnen. Schlussendlech ass se baséiert och op enger Direktiv vun 2011.

Wa mer soen „Problemer vermeiden“, da geet et och drëm, ze präwien: Hu mer genuch Drénkwaasser, komme mer net an en Ëmweltkonflikt a kréie mer kee Konflikt tëschent zum Beispill Wunnegebit an Industrie?

Et ass wouer, dass déi SUPen en Effort bedeiten. An dofir si mer frou, dass schon 59 Dossiere bei eis fäerdeg gemaach gi si momentan. An dat beäntwert dann déi éischt Fro vum Här Zeimet. Et sinn der 20 dobannen. Et ass och wouer, dass mer relativ laang Délaien hunn. Am Moment leie mer do bei zwielef Méint. Dat ass eng ganz Zäit.

Wéi mer an de Ministère komm sinn, hate mer an deem Service, deen déi strategesch Ëmweltprüfung betreit, dräi Leit. Mir hunn de Contraté Rechnung gedroen an hunn dofir d'lescht Joer dese Service ëm dräi Leit erweidert, well mer ebe wëssen, dass all Gemengen déi strategesch Ëmweltprüfung mussen maachen an dass all Gemengen amgaange sinn, un hire PAGen ze schaffen. Deem hu mer Rechnung gedroen a mir hoffen, dass mer och nach kënnen weider deem Rechnung droen an deementsprechend Leit an dee Service erakreien, fir dass dat méiglechst schnell kann evakuiert ginn, well mir wëllen, dass mer hei am Land weiderkommen.

Ech hoffen, ech hu gutt op Är Froe geäntwert. Vläicht nach en Detail: Niewent de strategesch Ëmweltprüfung gétt et jo och d'Modification-ponctuellen. Do versiche mer, ganz schnell ze sinn. Do si mer fäerdeg innerhalb vun dräi Méint.

An dann hat Der no enger Reiefolleg gefrot. Neen, déi SUPen, déi ginn een nom aneren traitéiert. Et ass natierlech esou, dass fir deen zweeten Deel, deen Der och ugeschwat hutt, do hu mer Délaien. Do si mer zäitlech a Contrainten. Dofir kann deen zweeten Deel deelweis virgeholl ginn. Et ass awer esou, dass insgesamt bei dem Avis 6.3 vun de SUPen een no deem aneren druegholl gétt.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Ëmweltministeresch, déi, mengen ech, och direkt ka bleiwen, well déi nächst Fro kennt vum Här Edy Mertens, geet un d'Madamm Ëmweltminister an dréit ronderëm déi Substanz HBCD, déi am Isolierungsmaterial ass. A fir déi, déi et interesséiert: Deen HBCD heescht Hexabromcyclododecan an ass e Flammschutzmittel.

(Hilarité)

Här Mertens, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°173 du 24 février 2016 de M. Edy Mertens relative à la substance HBCD dans le matériel isolant, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

► **M. Edy Mertens (DP).** - Ganz gutt, Här President! Merci fir d'Wuert. Et gétt nach méi komplizéiert Formelen: Cyclopentanoperhydrophenanthren-Ring, dat ass d'Basis vum Cholesterin a vun deene meeschte weiblichen Hormonen.

Här President, ech wollt effektiv eng Fro stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Mertens, et ass bal wéi Fixodiffsaures, Fixodoof-zolmof...

(Hilarité générale)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An esou weider, an esou weider!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir sidd besser!

(Hilarité et brouhaha)

► **M. Edy Mertens (DP).** - Jo, ech wollt déi Fro un d'Ëmweltministeresch stellen. An Däitschland ass de 15. August 2015 e Verbuert vun deem HBCD elo definitiv a Kraaft. Wat ass et? Den Här President huet et gesot: Et ass Hexabromcyclododecan, e Flammschutzmittel, dat ewell zanter Jore verschaffett. Et fént een et virun allem am Dämmstoffmaterial aus EPS, dat ass Styropor, also en expandéierende Polystyrol, deen heefeg bei der Fassadendämmung

agesat gétt. Ewell 2011 ass bekannt ginn, dass d'Produktioun an de Verkauf vun deem Flammschutzmittel HBCD komplett verbuere sollt ginn. Grond dofir ass virun allem d'Tat-saach, dass déi Substanz an der Ëmwelt schlecht ofgebaut ka ginn.

Bei deem HBCD handelt et sech, dem UN-Ëmweltprogramm an der Stockholmer Konvention no, ëm een an der Ëmwelt schwéier biologesch ofzebauende Schuedstoff, dee sech souguer an de Liewewiese kann uräicheren. Ech mengen, esou eng äänlech Fro ass och gestallt ginn ewell eng Käier schréfflech vun de Kolleegen Hahn a Bauler. Egal.

(Brouhaha)

Niewebäi sief och nach gesot, dass dës Form vu Fassadendämmung bei ale Gebaier aus denkmolschützerescher Perspektiv eng eenzeg Katastroph ass. Dofir meng Fro un d'Ëmweltministeresch: Wéi gesäit et de Moment hei zu Lëtzebuerg aus? Wou a wéi gétt déi Substanz verschafft? Subventionéiert de Stat den Asaz vun HBCD indirekt duerch Subventionéierung vun deem sougenannte Wärmedämmverbundsystem, dem WDVS?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Mertens. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Ëmweltministeresch.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo, och mengersäits e Merci un den Här Mertens fir dës Froen. Natierlech ass dat eng Fro, déi eis vill beschäftegt, well et hei wierkech ëm e Material geet, wat zu laaschte vun Ëmwelt, vu Waasserorganismen ass a wat schlecht ofbaubar ass. Dofir ass et wichtig ze soen, dass ass ënnert der REACH-Legislatioun drënnergefall. An et ass richtig, den Här Mertens huet et gesot, et ass säit 2015 verbuuden, net nëmmen an Däitschland. Et ass eng europäesch Legislatioun, déi dat dote regelt. An et ass leedeglech am Dämmstoff, wou et elo nach zougelooss ass bis 2017.

No eisem Wëssensstand gétt et hei zu Lëtzebuerg keng Entreprise, déi offiziell ugefrot hätt, hei eng Produktioun mat deem Stoff ze maachen. Et ass och esou, dass d'Fraunhofer-Institut Enn 2014 eng Etüd gemaach huet, wou se dat dote kontrolléiert hunn: Wivill gétt dat nach ugewannt? Déi meescht si méttlerweil vun deem Méttel, wat awer wierkech net gesond ass, erfokomm an hunn dat ausgetosch. An ech sinn och frou, lech kënnen ze soen, dass an där neier PRIME House, déi jo och mat der Nohaltegkeetszertifizéierung ze doen huet, dat dote als een Ausschlosskritär géllt. Dat wëlle mer natierlech net an eise Materialien dran hunn. An dofir wäert dat och do ee vun de Kritäre sinn.

Dir wësst, mir sinn amgaangen, dat Reglement ze iwwerschaffen, nohalteg Kritäre mat dranze maachen. An da gétt et ab 2017 hei eng PRIME House, déi eben och ekologesche Bedenke Rechnung dréit.

Villmoos Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Ëmweltministeresch.

Mir sinn um Enn vun eiser Froestonn ukomm a mir géifen zum nächste Punkt iwwergoen. Dat ass eng erweidert Fro, kennt vun der Madamm Nancy Arendt, riicht sech un de Sportsminister an dréit ronderëm en integréiert Sportskonzept.

5. Question élargie n°10 de Mme Nancy Arendt relative au Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am September 2014 ass an der Sportskommissioun dat neit integréiert Sportskonzept vum Comité Olympique virgestallt ginn. Do stoung dran, dass de Sport net nëmmen e sozialen, globalen a komplexe Phänomeen ass, mat ville Qualitéiten a mat grousem Impakt op d'Promotioun vun eiser Gesondheet, der Educatioun vun de Wäerter, der kognitiver Entwécklung, e férdert den Intellekt an d'Integratioun a misst eigentlech als ekonomesche Partner considéiert ginn, wéi just als Destinataire vu Subsidien.

An deem Konzept ass lech um Plateau, oder ass eis um Plateau zerweiert ginn, wou d'Schwaachpunkten hei zu Lëtzebuerg leien a wou ee genau misst usetzen, fir datt net nëmmen d'Mentalitéit sech vis-à-vis vum Sport géif änneren, mä fir datt virun allem méi Leit sech alldeeglech...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - ...bewegen, fir eiser Gesondheet nohalteg ze déngen.

Ech ginn hei bewosst net op den Héichleeschtungssport an, mä et geet eis hei virun allem ëm déi physisch Aktivitéiten, déi eng positiv Entwécklung op d'Mënschen hunn an déi an der Preventioun vu Krankheeten, vu klengstem Kandsalter bis an deen héchste Rentenalter, déngen.

Am Sportskonzept steet dran, ech zitieren: «Afin de réduire de façon sensible les risques de santé, l'OMS préconise un style de vie actif avec un minimum d'activité physique de 60 minutes par jour pour les enfants et les jeunes et 30 minutes par jour pour les adultes. Au Luxembourg, seulement 12% de la population atteignent ce minimum!»

Dat ass e Resultat aus dem Eurobarometer 2014. Kee Changement par rapport zu 2009! An et ass zimlech katastrophal.

Wou mer allerdéngs ganz vill vir am Ranking sinn, ass am stonnelaange Sätzen! Leit, déi iwwer aacht an eng hallef Stonn den Dag setzen, do si mer an den Top 5.

Fakt ass, dass hei am Land déi aldeegleche Bewegung net genuch a Valeur gesat gëtt. An enger Zäit, wou eis Kanner manner dobausse spillen, mir manner physisch aktiv Beruffer hunn, gëtt den Ausgleich duerch kierperlech Efforten ëmmer méi wichteg. A wa mer net ëmdenken an eiser Gesellschaft, wäerte Krankheete wéi Obesitéit, Diabetes Typ 2, Häerz-kreislaffkrankheeten, verschidde Kriibserkrankungen Etüden aus dem Ausland no enorm héich Nofolgekäsche vum enger onaktiver Gesellschaft mat sech bréngen. En Ëmdenken ass also onëmgängelech.

De Sport férdert net nëmmen déi reng physisch Gesondheet, mä Leit, déi méi Sport maachen, si schlussendlech méi zefridde mat sech selwer, well se eppes fir sech an hire Kierper gemaach hunn, a leiden doduerch manner un Depressionen. Dofir dës Question élargie, déi eigentlech a ville Ministère gläichzäiteg misst ugepaakt ginn, also kee Silosdenken zouléissen.

Wou si mer dru bei der Ëmsetzung vum deemem Sportskonzept? Et geet net duer, e Colloque ze organiséieren während der EU-Présidence, fir iwwer d'Wichtigkeet vum der Bewegung bei de Kanner am fréisten Alter ze schwätzen an dat als Formation continue unzerechnen, et muss een och wëssen, wat een de Kanner an all Alter ubitt, an et muss selbsterständlech op nationalem Niveau gläichméisseg ëmgengesat ginn. Vakanzenaktivitéite sinn elo emol ugekënnegt. Déi missten eiser Meenung no flächendeckend vum all Gemeng offeréiert ginn an net just als vereenzelt Pilotprojeten an de Gemengen.

Betreuungsinfrastrukturen, wou d'Bewegung a Sport eng Roll spillen, begrësse mir natierlech immens, dass immens wichteg. Wéi gesäit et allerdéngs mat der Ausbildung vum Personal, fir Sport a Bewegung richtig ze vermëttelen, aus? Zousätzlech Formatiounen am Sport fir d'Éducateuren, d'Moniteuren, awer och Schoulmeeschteren a Chargéen, wat eigentlech méi wichteg ass wéi d'Infrastrukturen!

Misst een net méi Sportsstonden hunn an hinne vill méi en héije Stellwäert ginn an eiser Schoul, wa mer wierklech e Mentalitéitswiessel wëllen? Well et ass jo genau do, wou mer alleguer d'Kanner erreechen. A ville Schoulen ass et awer ouni Konsequenz, ob een eng Datz am Sport kritt oder net oder ob een iwwerhaupt net matmécht.

Wéi wär et mat engem nationale Preventiounsplang mat konkreten Ëmsetzungen, wou de Sport eng wesentlech Roll matspillt? Well gutt Virsätz an Etüden hu mer eigentlech genuch.

Wat haalt Der vum däitsche rezente Gesetz iwwer d'Preventioun? Wéini kréie mer eng reglementéiert Unerkennung fir d'Fitnesszentren an hiert Personal, déi den aktuelle Fuerderunge gerecht ginn an eng qualitativ héichwärtig Betreuung ubidde sollen? A wéini schafe mer eng Equivalenz fir déi sellechen net ëmmer héichwärtig Formatiounen, déi aus dem Ausland kommen?

Kéint een net Fitnesszentren, Sportsveräiner a Preventiounsprogrammer matabannen, souwäit se Personal hunn, déi deene festgeluechte Standarden entsprechen? Wéi hutt Der wëllen, d'Ästellung vum Lëtzebuurger vis-à-vis vum Sport ze änneren? A wat fir eng Ureizer wëllt Der ginn, fir dass d'Leit sech méi a Bewegung setzen?

Et kéint ee jo de Leit, déi regelméisseg Sport driewen, eng Belounung ginn, wéi zum Beispill iwwer de Wee vu manner Krankeesscotisatiounen oder Gesondheetskeesscotisatiounen - den Numm hu mer jo scho geännert; domadder geet et awer net duer - oder vum enger finanzieller Ënnerstützung vum hirem Abonnement oder hirer Lizenz.

An enger Äntwert op eng Question parlemantaire am Joer 2014 gëtt d'Madamm Gesondheetsministesch sech zefridde mam aktuelle Bilan vum der Fettleiwegkeet an eiser Populatioun. Et kann dach net eescht gemengt sinn, dass Dir et als e Quasisuccès verkaaft, wa bei de Jugendlechen e Status quo ass an all zénge Jugendlechen ze déck ass! All fënneft Kand huet lwwergewicht! Maacht Der lech keng Suergen iwwer den Taux vum der Fettleiwegkeet bei den Erwuessenen, dee vu 16% op 23% eropkomm ass an nëmme zwielef Joer?

An ech kommen zum Schluss, Här President. Mir sinn der Meenung, dass de Wäert vum Sport mat all senge positiven Aspekte am dagdeegleche Liewe misst konsequent integriéiert ginn a gelieft ginn, well en eng wichteg Voraussetzung ass, wann ee gesond al wëllt ginn, an de Sport eigentlech zum Alldag muss gehéieren, esou wéi d'Zännwäschen.

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Arendt. Dat war eng Question très élargie.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Ech weess, dass de Sport lech um Häerz läit.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den Här Sportsminister huet direkt d'Wuert.

► **M. Romain Schneider, Ministre des Sports.** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, eng Question „très élargie“, dat ass richtig, mä ech mengen, genau wéi der Madamm Arendt läit och der Gesondheetsministesch a mir selwer de Sport um Häerz. Ech schwätzen an eiser beider Numm, soudatt mer och kënnen déi zéng Minuten, déi mer zegutt hunn, esou notzen, dass mer effektiv och an der Breet kënnen op déi eenzel Punkten esou wäit wéi méiglech agoe respektiv och Piste weisen, wéi mer an Zukunft wëlle virun un dëssem Problematik schaffen.

Selbsterständlech ass fir de Sportsminister an och fir d'Gesondheetsministesch Sport méi wéi nëmme bewegen, wéi Kompetitioun. Mä Sport huet eng ganz Rei vu Wäerter, op déi ee kann zielen, sief dat Disziplinn, sief dat Hygiène de vie, sief dat Equipageesch, sief dat Fairness a sief dat virun allem och een Deal dervun, fir ganz einfach méi gesond ze liewen a virun allem seng Gesondheet och ze schouwen, säi Kierper ze schouwen. Dat ass awer net nëmme de Sport, dass ass d'nerneiert selbsterständlech och de Volet vum der gesonder Ernährung, dee matspillt.

Ech mengen, Dir hutt geschwat zu Recht vum Concept intégré pour le sport, dass vum COSL ausgeschafft gouf an Zesummenarbecht mat eiser techneschen Niveau, mam Sportsministère, a wat eng ganz Rei vu Facetten effektiv beinhalt, wou mer hei jo ee kleng Volet eraus-huelen. An ech mengen, bei all deene Facett gëtt virun allem och drop higewisen, dass mer hei fir d'Ëmsetzung vum deem Konzept eng ganz grouss Responsabilitéit hunn, awer déi net nëmme op enger Schëller ka leien.

Mir sinn eis bewosst, ech si mer och bewosst selwer an huelen och déi Verantwortung, dass d'Politik selbsterständlech eng wichteg Roll ze spillen huet, mä och de Sportsmouvement muss seng Aktiounen maachen. Dat ass esou virgesinn an deem Konzept. An och eis Gesellschaft muss eng Hand mat upaken, wa mer dat dote wëllen ëmsetzen.

Ech géif dann awer vläicht mech haut bei Ärer Fro konzentréieren op de Volet vum deem Konzept „sport-santé“, wéi effektiv d'Situatioun dobaussen ass. An ech mengen, Dir hutt recht, déi Zuelen, déi mer ëmmer erëm gesinn an déi mer och am Bilan erëmfannen, déi si selbsterständlech net esou, dass ee sech als Politik kann zréckleeën a soen: „Déi sinn an der Rei.“ Neen, do muss een all Dag, mengen ech, probéieren, um Terrain respektiv och a verschidde Aktiounen a Programm zesumme mat enger ganzer Rei vun Akteuren a Partner dobaussen dergéint virzegoen.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

An deem Plang, dee mer jo 2006 schon opgestallt hunn, dat ënnert der viregter Regierung, deen duerno 2011 verlängert gouf, am Ufank e Plan d'action national - dat ass dee Plang jo e bëssen, deen Der gefrot hutt, an ech kommen herno zum Schluss drop zréck, wat mer mat deem Plang gemaach hunn a wat mer an Zukunft och sollen nach méi domadder maachen -, dass e Plang, dee jo entwéckelt gi war, Plan d'action national „Gesond iessen - méi bewegen“, vu véier Ministère initiéiert, dem Sport, der Santé, der Éducation an der Famille, a wou eng ganz Rei vun Aktiounen waren. A wou mer gesinn hunn, genau wéi Dir et och gesot hutt, dass een dee Plang nach méi breet muss gesinn an dass ee virun allem all d'Akteuren aus der Politik muss eriwuerhuelen.

An dofir stoung souwuel am viregte Regierungsprogramm wéi och an deem ganz kloer

festgehalten, dass dese Programm muss méi breet gesi ginn an dass all Akteure, all politesche Partner och hei, och Ministère a Verwaltung, muss seng Responsabilitéiten huelen, fir virunzuekommen.

Mä et muss een awer och festhalten: Wa mer eis verglachen op europäeschem Niveau, gesi mer awer och, dass dee Plang eenzegaartege an Europa ass! Et gëtt kee Land an Europa, dass esou en Aktiounsplang huet wéi mir hei zu Lëtzebuerg! An et muss een och festhalten, dass eng ganz Rei vun Aktiounen an deem Plang awer geschitt sinn!

An ech mengen, dank virun allem och dem Asaz vum de Mataarbechter souwuel vum der Santé wéi vum enger Rei anere Ministère, a virun allem, mengen ech, och vum Sportsministère hu mer et awer fäerdegbuecht, zesumme mam Sportsmouvement a mat ganz ville Bénévolle dobaussen um Terrain effektiv Sensibilisatioun an Informatioun ze maachen, dass virun allem och zesumme mat enger ganzer Rei vu Gemengen, déi eis e wichtige Partner an deem Beräich sinn.

An ech mengen, wann ech dobausse kucken, an ech wëll sécher d'Situatioun net schéischreiwwe, muss ech awer soen, wann ech de Mouvement dobausse gesinn, deen een awer erëm-fënnt, sief dat indoor oder outdoor, vum Aktivitéiten am Sport, déi gemaach ginn a virun allem, do hutt Der recht, vum Adulten awer a leschter Zäit ëmmer méi gemaach ginn, och d'Participatioun un deenen einzelne Volleksleef, un deenen einzelne Saachen, déi am Sport-loisir organiséiert ginn, och am Kompetitionsberäich an och d'Entwécklung an eise Veräiner, do gesäit een, dass de Message awer an deem Beräich ukomm ass.

Richtig ass et, dass mer muss vum ennen ufänken, eigentlech deen Eventement nach méi ze stärke. An dofir hu mer grad och während eiser Présidence, an Dir hutt et ugeschwat, virun allem am Kader vum Sport, vum eiser Ministère, vum eiser Conseil vum Sport d'Prioritéit Nummer eent op d'Aktivitéit bei Jugendleche vum 0 bis 5 Joer geluecht.

An Dir waart, mengen ech, selwer derbei bei deem flotte Colloque, dee mer haten, wou mer wierklech de Sall voll vu Leit haten a wou mer ganz flott am Prinzip Best Practices gewise kruten, wéi ee ka konkret drop agoen. A mir hunn eis zesummesat am Ministère selwer - fir déi Présidence elo no baussen an enger grousser Pressekonferenz virzustellen, neen, dass maache mer net -, mir hunn eis intern zesummesat, fir ze kucken: Wat huet dës Présidence eis mat all dese Groupe-de-travaillen, déi waren, mat all dese Groupe-d'experten, déi waren, mat all dese Colloque bruecht?

Mir hunn et analyséiert. Mir hunn och dëst no enger éischerer Analys vum eise Servicer dem Conseil supérieur des Sports presentéiert, dee sech elo wäert domadder auserneeetzen. Derneiert wäerte mer och eng Entrevue mam COSL hunn, fir och hinne ze weisen, wat effektiv am Kader vum der Présidence d'Erkenntniser och vu bausse waren, awer och vum bannen, a wéi mer kënnen an Zukunft dese Plan d'action nach méi an der Praxis ëmsetzen.

An hei wësse mer, dass natierlech och, mengen ech, d'Gesellschaft evoluéiert ass. Mir wëssen, dass mer nei Organisatiounen kruten am Beräich vum der Kannerbetreuung. Mir wëssen, dass d'Schoul nei ugepaakt gëtt, dass mer vill méi eng no Verkettung kréien tëschent Crèche, tëschent Maison relais a Schoul. A grad dës Plagen, déi do entstinn, déi muss genotzt ginn, fir d'Bewegung an de Schoulen ze férdere.

Verbonnen domadder: selbsterständlech och mat deem néidege qualifizéiert Personal, op allen Niveaunen, muss ech lech soen! Dat ass net nëmme qualifizéiert Personal, wann ech schwätze vu brevetéiert Leit aus dem Sport, déi kommen, mä och selwer Moniteuren, och selwer Leit, déi eng Basisformatioun kréien, fir eng Hand mat unzepaken, dass e wichtige Truc.

An da virun allem och kucken: Wéi bréngen ech dee Message virun un d'Eltere selwer? Well ech mengen, d'Eltere sinn déi, déi d'Kanner nach am meeschte gesinn. Niewent der Schoul, wou mer se selbsterständlech alleguerte gesinn, muss een och hei de Schnéiball-effekt eriwuerbréngen, fir och dee Message eriwuerzebréngen.

An deem Kader sinn ech amgang, zesumme mat menge Kollegen aus der Regierung a virun allem och dem Minister zoustänneg fir d'Éducation an d'Petite enfance e Programm opzustellen. Ech muss soen, dass mer an de Käpp an och um Pabeier eng ganz Rei vu flotte Iddien hunn, déi mer an Zukunft och wäerten ëmsetzen.

An ech mengen, d'Iddi ass déi, dass mer vum Plan d'action GIMB, deen 2006, wéi gesot, geschafte gouf, wou mer elo zéng Joer wäerte

feieren, grad dann e Bilan wäerte maache vum deem, wat gutt gelaf ass. An ech muss soen, dass virun allem de Sportsministère seng Hausaufgaben, mengen ech, largement gemaach huet, genau wéi eng Rei vum anere Ministère. An da muss mer kucken, nach méi ze sensibiliséieren, dass se nach méi op de Wee ginn, fir effektiv och dat doten ze erreechen.

Ech sinn awer gutt gewëllt, well wann Der de Regierungsprogramm liest, wat jo d'Basis ass a wat eis alles erlaabt ze maachen, wou mer eis kënnen dra bewegen, do si genau déi doten Zilrichtungen, Ausrichtung beschriwwen. Déi muss mer an der Praxis effektiv och elo konkret ëmsetzen.

Ech muss awer vläicht drop hiweisen, op déi lescht Fro, déi Der gesot hutt, déi vum der Preventioun. An do ginn ech lech zu 300 Prozent recht, dass dat bëllest Mëttel, fir preventiv virzegoen engersäits eng gesond Ernährung ass a Sport, Sport bedreiven! Sport kascht zwar heiansdo eppes, wann een a Veräiner ass, wann ee Cotisatioun bezilt, wéi Der zu recht gesot hutt, mä generell, wann ee sech beweegt ganz einfach, wann een eng Aktivitéit mécht, dann ass een engersäits net nëmme méi kloer am Kapp, mä et ass och eppes, wat ee fir seng Fitness mécht, fir säi Kierper mécht.

An hei muss mer effektiv kucken: Wéi kréie mer an Zukunft eng Rei vu Voleten och reglementéiert? Dir hutt dee ganze Volet vum de Métiers du sport ugeschwat. Do ass bei eis och en Aarbechtsgrupp amgang drun ze schaffen, zesumme mat och deenen anere Partner aus deenen anere Ministère, fir d'Métiers du sport ze regléieren, fir effektiv och alles dat ofzedecken, an hannendrun, wéi ech scho gesot hunn, och d'Formatioun bei den Educateuren an och beim Corps enseignant viruzeféieren, och d'Formation continue virun allem viruzeféieren. Och do kann een net stoebleiwen.

An dat si wichtig Chantieren, déi eis an deenen nächste Joren erwaarden. Mä ech mengen, dass mer eng Rei gutt Basissen hunn, fir dat ze maachen. Mir kréien eng ganz flott Synthèse aus deem, wat mer an der Présidence vu flotte Informatiounen kruten. An doropshi wäerte mer dann och deen neie Plan d'action zesumme mat alle Partner erstellen.

Mir hoffen och, dass mer all Partner mat erunzéien. An ech soen, dass net nëmme d'Politik, dass sinn och all déi aner Partner, déi eng Hand do muss mat upaken. Ech spieren dobaussen, dass eng grouss Bereitschaft ass, fir dat an Zukunft ze maachen. An ech mengen, ech sinn och ganz, ganz positiv gestëmmt, wann ech all Kéiers souwuel am Parlament hei wéi an der Kommissioun d'Bereitschaft gesinn, fir an Zukunft de Sport nach méi ze ënnerstëtzen.

Well effektiv, wéi Der richtig gesot hutt, an et ass jo och dat e bëssen, wat aus deem ganze Volet erausgeet vum Concept intégré, dass een och déi ganz Volet vum dem wirtschaftlechen Impakt vum Sport muss gesinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

De wirtschaftlechen Impakt, mä par rapport natierlech och zu deem, wat een zum Beispill an enger Gesondheetskeess kann aspieren, wann ee verschidde Aktivitéite mécht, wou een net Krankheeten an deem Moment kritt respektiv och net fréizäiteg invalid fält, alles dat spillt mat. Et spillt mat am Beruff, et spillt mat am Liewen dobaussen, et spillt mat an all deem, wat mer maachen.

An deem Sënn, mengen ech, sinn ech selbsterständlech bereet, dee Bilan ze maachen. Ech mengen, et ass vill geschitt, mä et muss nach vill geschéien. An ech mengen, kommt, mir ginn op de Wee, dass mer dat zesumme realiséieren! Kommt, mir maachen et iwwer dee Plan d'action, deen nach méi aktiv gëtt, deen nach méi direkt um Terrain ëmgéngt! Well, ech mengen, dass ass de Problem, dass viles leeft, mä viles net um Terrain de Moment gesi gëtt, dass et ëmgéngt gëtt.

Ech soe Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Sportsminister. Bei der erweiderter Fro ass et esou, dass d'Frostellerin nach eng Kéier kann nohaken.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Jo, Merci, Här Minister. Merci fir dës Erklärung. Ech mengen, mir sinn eis eens, wéi wichtige de Sport an d'Bewegung am Aldeegleche sinn. Ech soen och Merci, dass Der gesot hutt, dass d'Iddien an de Käpp an och um Pabeier schon existéieren an dass et elo nach misst an d'Praxis ëmgéngt.

sat ginn. Ech wäert dat da mat Argusaage sui-
véieren an ëmmer erëm frësch drop opmierksam
maachen, wann dat dann net de Fall ass.

Villmools Merci.

► **Une voix.**- Huelte lech an Uecht!

► **Une autre voix.**- Mir hunn lech am An!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, wann Der nach eppes wëllt soen zu den Argusaen?

(Hilarité)

► **M. Romain Schneider, Ministre des Sports.**- Ech hu mech hannert de fréiere Sports-
minister gestallt a mir zwee wäerten dat och
maachen...

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann ass den heite Punkt ofgeschloss a
mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre
du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 6819, en
Accord iwwert d'Statuten an d'Funktioun vum
der Commission internationale pour les per-
sonnes disparues. An d'Rapportesch, d'Ma-
damm Claudia Dall'Agnol, ass scho prett.

6. 6819 - Projet de loi portant ap- probation de l'Accord sur le statut et les fonctions de la Commission in- ternationale pour les personnes disparues, fait à Bruxelles, le 15 dé- cembre 2014

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rappor-
trice.**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi
Der ganz richteg sot, beim Projet de loi, dee
mer elo gläich hoffentlech dann och unanime
wäerte stëmmen, do geet et em d'Kommissi-
on, déi sech em verschwonne Persounen
këmmert an em en nei Statut. D'Mission vum
dëser Commission war ursprönglech déi, fir
Läichen aus dem Bosnien-Herzegowina-Krich
ze identifizéieren. An et goufen ëmmerhi
27.000 vu 40.000 Persounen, déi während dem
Konflikt an Ex-Jugoslawien verschwonne
waren, duerch dës Commission lokalisiert
an identifizéiert.

D'Kommission, déi gouf deemools mat den
Accorde vum Dayton gegrënt. Fir eiser aller
Erënnerung vläicht e bëssen opzefrëschen,
e puer Wuert iwwer Dayton a wat Dayton war.
Vum 1. bis den 21. November 1995 hunn op
der Airbase Wright-Patterson, no bei der Stad
Dayton eben am US-Bundesstat Ohio, Négo-
ciatiounen stattfont gehat, fir dass dee véier
Joer laang dauernde ganz bluddege Krich an
der fréierer Republik vu Jugoslawien endlech
sollt en Enn kréien. An an deemselwechten
Otemzuch ass dann eben déi Commission,
vun där ech elo hei schwätzen, gegrënt ginn.

Spéider ass dunn awer d'Mandat vum där
Kommission ausgeweit ginn, an zwar zum
Beispill op aner arméiert Konflikter, op organiséiert
Kriminalitéit, mä och zum Beispill op Naturkata-
strophe wéi zum Beispill den Hurrikan Katrina
oder och den Tsunami op de Philippinen.

Dës Commission, déi schafft haut op alle
Kontinenter u Projeten zur Identifikatioun
vu verschwonnene Persounen. An am Moment
konzentriert sech hir Aarbecht drop, déi
Persounen erëmzefanne respektiv ze identifizierte-
ren, déi beim Fall vum Gaddafi-Regime a Li-
byen verschwonne sinn.

An erlaabt mer do vläicht, eng kleng
Klammer opzemaachen: Ech hat d'Chance,
d'lescht Woch de Buergermeeschter vu Bengasi
an de Schäfte vum Tripolis kennenzéieren. A
wann een deenen nogelasscht huet, da weess
een, dass déi Commission an deem Land nach
ganz vill Aarbecht wäert hunn.

Déi Commission, déi dréit dann, wéi gesot,
dozou bäi, dass d'Justiz hir Aarbecht ka
maachen, well se enner anerem Preuvë
bréngt, déi bei Penalprozesser kënnen
gebraucht ginn. D'Kommission, déi huet
awer och eng Datebank online mat
Informatiounen vum 150.000 verschwonne-
nen Persounen. An d'Kommission besteet
aus engem Conseil vu Kommissären,
engem Generaldirekter an natierlech dem
Personal.

Dës Commission, déi war effektiv
ogeschafft ginn, nodeems se hir
Aarbecht a Bosnien-Herzegowina
ogeschloss hat, mä nodeems se
18 Joer gutt a mat vill Succès
geschafft huet, goung et och
drëms, dat Wëssen, dat se
ugesammelt hat, ze erhalen. Dofir
gouf dunn de 15. Dezember 2014 zu
Bréssel en Accord-cadre, em
deen et dann elo hei geet, signéiert,
an zwar vun Holland, Schweden,
Groussbritannien, der Belsch a Lëtzebuerg.

nien, der Belsch a Lëtzebuerg. Iwwregens
war eist Land vun den Initiateuren,
näamlech Holland a Groussbritannien,
gefrot ginn, fir als Membre
fondateur vum Ufank un hei derbäi
sollen ze sinn.

Dës Accord soll e Cadre juridique
kreieren, wat de Statut an d'Funktioun
vum der Commission ubelaangt,
mä soll awer och verschidde
Privilegien an d'Prioritéit d'Immunitéit
fir hir Membere festschreiwene,
fir dass déi hir Aarbecht um Terrain
och kënnen professionell an och
onofhängeg maachen.

Am Moment ass de Sëtz vum
der Commission nach zu Sarajevo,
der Hauptstadt vu Bosnien an
Herzegowina, mä dee gëtt duerch
den Accord op Den Haag an
Holland transferéiert, wou jo
schon eng ganz Rei aner
wichtig Institutiounen hire
Sëtz hunn, déi sech och mat
der Matière vum internationale
Recht auserreesetzen.

Wat awer nach wichtig ass ze
bemierken, ass och, dass d'
Kommission vu volontäre
Kontributiounen leeft an dass
also kee weidere finanziellen
oder juristeschen Effort vum
Grand-Duché virzugesinn ass.

Op d'mannst all dräi Joer soll
eng Konferenz vun alle Länner,
déi den Accord ënnerschriewene
hunn, stattfannen. Eng
éischt Reunions huet am Oktober
zu Den Haag stattfont an hei
goufen dann och d'Prioritéit
vum der Commission bis 2018
diskutiert. Nieft verschidde
Konferenze soll virun allem
d'Entwécklung vum de
wëssenschaftliche Methode
fir d'Identifikatioun vum
deene verschwonnene
Persounen weiderentwéckelt
ginn.

Bis de 16. Dezember d'lescht
Joer konnten nach nei Länner
dësen Accord ënnerschreiwene.
Dëst gouf du vun Zypern,
Chile a Serbien gemaach.
All Land, wat dono wëllt
matmaachen, muss dat via
eng Adhësiounsprozedur
maachen. Groussbritannien,
Schweden an Holland hunn
hir Ratifikatiounen schon
deposéiert an domat ass
dësen Accord och schon a
Kraaft getrueden. Hei geet
et also drëms, dass och
Lëtzebuerg dësen Accord
elo hei ratifizéiert.

Dofir dann elo direkt zum
Administrativen. Eisen
Ausseminister, de Jean
Asselborn, huet de Projet
de loi den 18. Mee d'lescht
Joer hei an der Chamber
deposéiert. Ech gouf dunn
an der Reunions vum der
aussepolitische Commission
vum 7. Dezember d'lescht
Joer zur Rapportrice
genannt. Mir kruten de
Projet natierlech och virgese-
tallt a mir hunn den Avis
vum Conseil d'État analyséiert,
an dono gouf du mäi
schréffleche Rapport an
eiser Reunions vum 1.
Februar ugehol.

De Conseil d'État, dee gëtt
och säi Feu vert fir dese
Gesetzesprojet. E fënn
d'Aarbecht vum der
Commission immens
wichtig, dat och nach
ëmmer vu och dat
aktuellt geopolitescht
Emfeld, wat jo net
méi einfach ginn ass.
D'Aarbecht vum der
Commission huet et
erméiglecht, d'Erënnerung
un déi dach zum Deal
brutal embruchte
Mënschen a
Konfliktregiounen ze
erhalen.

Dir Dammen an Dir Hären,
léif Kolleeginnen a
Kolleegen, wa mer
also dësen Accord
elo hoffentlech
unanimen stëmmen,
da weisen mer als
Lëtzebuerg Land,
dass mer de
fundamentale
Rechter verbonne
sinn, a virun
allem, dass
mer wellen,
dass jiddweree
weess, wat mat
senge Léifste
geschitt ass.

An deem Sënn
bieden ech lech
natierlech
allegueren,
dësen Accord
ze stëmmen.
An ech
profitéieren
och dovunner,
fir den Accord
vu menger
Fraktioun,
de Sozialisten,
zu dësem
Projet ze
ginn. An
ech soen
lech Merci
fir Aert
Nolaschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci
och der Madamm Rapportrice.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Här
President, kann ech d'Wuert
hunn?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Ech
soen der
Rapportrice
villmools
Merci fir
hire
Rapport
an ech
bréngen
den Accord
vum der
CSV-
Fraktioun
zu dësem
Projet
de loi.
Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**-
Merci. Soss nach Wuert
meldungen? Här Gusty
Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Jo, Här
President,
Dir Dammen
an Dir Hären,
ech mengen,
dës
Commission
huet
ouni
Zweifel
en
héijen
humanitäre
Charakter.
Mir
sinn
och
frou,
datt
se
elo
méi
eng
professionell
Struktur
kritt,
datt
et
u
sech
och
elo
eng
Organisatioun
vun
internationalen
Statut
gëtt.
A
mir
sinn
och
der
Meenung,
datt
et
wichtig
ass,
datt
ee
virun
allem
fir
déi
Leit,
déi
als
verschollen,
als
verschwon-
ne
gëllen,
do
e
Maximum
mécht,
fir
awer
och
hiert
Schicksal
kënnen
opzeklären.

Et ass evident,
datt mer als
Demokratesch
Partei
och
hannert
deem
Projet
hei
stinn.
An
ech

profitéieren
och nach
vun der
Geleeënheet,
fir
der
Madamm
Dall'Agnol
Merci
ze
soe
fir
hire
Rapport.
Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**-
Merci
dem
Här
Graas.
Den
Här
Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Jo,
Här
President.
Ech
wollt
och
der
Madamm
Dall'Agnol
Merci
soe
fir
hiren
ausféierleche
mëndlechen
a
schréffleche
Rapport.
Si
huet
ganz
gutt
erkläert
an
eis
drop
higewisen,
wéi
wichtig
déi
Aarbecht
vun
der
Commission
international
pour
les
personnes
disparues
ass.
Ech
si
frou
an
och
e
bëssen
houfreg
drop,
datt
mir
Matinitiator
waren,
fir
deen
Accord
hei
ze
stannen
ze
kréien.
An
dofir
bréngen
ech
och
gären
den
Accord
vun
der
grénger
Fraktioun
zu
dësem
Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**-
Merci
och
dem
Här
Adam.
An
d'Wuert
huet
elo
den
Här
Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**-
Villmools
Merci,
Här
President.
Dir
Dammen
an
Dir
Hären,
och
vun
eiser
Säit
aus
fir
d'Éischt
e
Merci
un
d'Madamm
Dall'Agnol.
Et
ass
e
gutt
Beispill
vu
Lëtzebuerg
Bausepolitik,
fir
deen
heite
Genre
vun
internationaler
Zesummenaarbecht
ze
ënnerstetzen.
Mir
hunn
hei
derzou
bäigedroen,
fir
et
vläicht
esou
ze
formuléieren,
datt
eng
Kommission
net
verschwennt,
déi
op
jidd
Fall
hir
Plaz
hui
het
an
eng
nätzlechen
Aarbecht
mécht.

Fir eis stellt sech
just vläicht d'Fro
an deem
Kontext,
wéi mir
an
Zukunft
mat
dëser
Institution
kënnen
zesummeschaffen.

Dat Éischt
ass, datt
mer
natierlech
d'Fro
hu
vun
enger
eventueller
finanzieller
Kontributioun.
Wa
mer
den
Accord
liesen,
dann
denke
mer,
datt
mer
den
Ausseministere
sollten
encouragéieren,
wann
en
déi
Aarbecht
wëllt
ënnerstetzen,
op
de
Wee
vu
fräiwëlleger
Kontributiounen
ze
goen,
net
vun
obligatoreschen
Kontributiounen,
well
de
Finanzcomité
vun
dëser
Institution
mat
Majoritéitsprinzip
fonctionnéiert.
Deen
Abléck
hätte
mer
natierlech
da
keen
Afloss
méi
oder
net
esou
vill
Afloss
op
d'Vewendung
vun
eise
Suen.
Duerfir
géife
mir,
wann
dee
Wonsch
géif
bestoen,
dat
ze
ënnerstetzen,
dat
iwert
de
Wee
vu
fräiwëlleger
Kontributiounen
maachen.

Dat Zweet
ass, datt
mer
et
natierlech
och
géife
begrëssen,
wa
mer
eisen
Ambassadeur
zu
La
Haye
do
géife
koakkreditéieren.

Dat Drëtt
ass, datt
mer
och
géife
mengen,
datt
mer
sollten
d'Méiglechkeete
vun
enger
bilateraler
Zesummenaarbecht
exploréieren.
Wa
mer
schon
esou
eng
Institution
wéi
déi
heite
mat
kreieren
a
wellen
ënnerstetzen,
wat
e
richtege
Wee
ass,
da
solle
mer
och
kucken,
ob
mer
Méiglechkeete
vun
enger
aktiver
Zesummenaarbecht
kënnen
definéieren,
déi
jo
gläichzäitig
der
Organisation
géif
hëllefen
an
och
eis
Visibilitéit
géif
verstärken.

Firwat
mer
awer
och
eigentlech
d'Wuert
elo
hei
gefrot
hunn
am
Kontext
vun
dëser
Ratifizéierung,
datt
ass
deen
Appell,
deen
de
Statsrot
gemaach
huet
un
d'Regierung,
fir
den
Engagement
ze
huelen,
datt
elo
keng
Ännerung
méi
hei
am
Kader
vun
dësem
Traité
geholl
ginn,
déi
a
Kraaft
géifen
trieden,
ouni
datt
d'Chamber
virdu
saiséiert
gi
wä, dat
am
Respekt
vum
Artikel
37
vun
der
Constitution.

Mir
wollten
als
ADR
genau
dee
Punkt
awer
hei
opwerfen,
datt
mer
net
déi
Diskussion
hei
hunn
a
séier
ofschléissen,
ouni
deen
Engagement
vun
der
Regierung
gëntiwwer
der
Chamber
ze
kréien,
deen
de
Statsrot
hei
mat
Recht
freet,
näamlech
de
volle
Respekt
vum
Artikel
37
vun
der
Constitution.
Et
ass
dat,
wat
mer
hof-
fen,
vum
Här
Ausseminister
ze
héieren.

Ech
soen
lech
Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**-
Merci
och
dem
Här
Kartheiser.
Ech
ginn
dervun
aus,
dass
mer
um
Enn
vun
der
allgemenger
Diskussion
sinn.
An
den
Här
Ausseminister
huet
d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires
étrangères et européennes.**- Ech
wollt
fir
d'Éischt
soen,
dass...
Geet
dat
heiten?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**-
Dir
musst
op
de
Knäppchen
drécken.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires
étrangères et européennes.**- Et
geet
elo.

(Interruptions diverses)

Ah,
deen
do,
okay.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**-
Dir
dréckt
op
dee
falsche
Knäppchen.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires
étrangères et européennes.**-
Entschëllegt.
Ech
sinn
net
dacks
hei.

Sou,
ech
wollt
lech
just
soen,
dass
et
de
William
Hague
war
an
och
de
Frans
Timmermans,
déi

mech
gefrot
haten,
fir
matzemaachen.
An
d'Madamm
Dall'Agnol
huet
déi
ganz
Geschicht
hei
opgeworf
an
och
d'Substanz
opgeworf,
a
si
huet
dat
och,
mengen
ech,
an
e
Pak
an
hirem
Rapport
gemaach,
wou
keng
Faille
dran
ass.

Déi
Froen,
déi
den
Här
Kartheiser
mer
gestallt
huet,
ech
mengen,
dat
ass
jo
dann
am
Nimm
vun
der
Chamber,
wann
ech
dat
richteg
héieren
hunn.
Mir
maachen
als
Regierung
natierlech
alles,
fir
dass
hei
éischtens
emol
déi
Implementatioun,
also
déi
Akraaftriedung
vun
der
Konvention
klappt.
An
natierlech,
wa
mer
kënnen
mathëllefen,
maache
mer
dat.

Ech
mengen,
mir
si
jo
net
nëmme
Grënnungs-
member
giewesch,
just
fir
derbäi
ze
sinn,
mä
fir
dass
dat
och
effektiv
eng
Folleg
kritt.
An
Dir
wësst,
dass
ganz,
ganz
vill
Misär
do
nach
opzeschaffen
ass
an
dass
selbstverständlech
fir
déi
Leit,
déi
Familje
vun
deenen,
déi
concernéiert
sinn,
dat
trotzdeem
en
Trouscht
ass,
wa
se
wëssen
effektiv,
wat
mat
deene
Verstuerwene
geschitt
ass.

Ech
géif
och
mengen,
dass
mer
an
där
Form
vun
där
Konvention,
wéi
se
fixéiert
ginn
ass,
als
Chamber
an
als
Regierung
elo
net
sollen
iergendwéi
Stoppches
do
spillen.
All
Ännerungen,
déi
kommen,
déi
gi
mer
hei
an
d'Chamber
eran
an
da
maache
mer
dat,
wéi
erwuesse
Leit
dat
matenaner
maachen.

Mä
ech
wëll
nach
eng
Kéier
soen,
ech
sinn
och
frou,
dass
d'Chamber
esou
séier
reagéiert
huet,
an
et
ass
eng
Konvention,
déi
vläicht
net
de
grouse
Public
do
erreecht,
mä
dass
mer
awer
do
effikass
geschafft
hunn,
och
am
Sënn
vun
e
wéineg
méi
Mënschlechkeet
bei
all
deenen
Dramen,
déi
sech
an
der
Welt
zoudroen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**-
Merci
och
dem
Här
Ausseminister.
A
mir
géifen
dann
zur
Ofstëmmung
iwert
de
Projet
de
loi
6819
iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6819 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung
fänkt
un.
Fir
d'Éischt
déi
perséinlech
Stëmmen.
D'Procuratiounen.
An
d'Ofstëmmung
ass
elo
ogeschloss.

De
Projet
ass
unanime
ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An
et
bleift
mer
just
nach
d'Fro
ze
stellen,
ob
mer
d'Dispens
vum
zweete
Vote
ginn.

(Assentiment)

Dann
ass
dat
esou
déciéiert.

A
mir
kommen
zum
nächste
Projet
de
loi,
de
Projet
de
loi
6839,
en
Accord
zweesche
Lëtzebuerg
a
Polen
iwert
de
géigesäitige
Schutz
vu
klassifiziertem
Material.
An
d'Wuert
huet
d'Rapportesch,
d'Madamm
Claudia
Dall'Agnol.

7. 6839 - Projet de loi portant ap- probation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand- Duché de Luxembourg et le Gou- vernement de la République de Po- logne concernant la protection réci- proque d'informations classifiées, si- gné à Varsovie le 12 mai 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rappor-
trice.**- Jo. Merci erëm eng Kéier,
Här President.



Dir gitt mech net esou séier lass haut, gesitt Der.

A bei dësem Projet de loi geet et, wéi Der och schonn erëm eng Kéier richteg an Ärer Einleitung sot, ëm en Accord zwëscheneisem Land, op där enger Säit, a Polen, op där anerer Säit, iwwert den Échange an ëm d'Protektioun vu klassifizéierten Informatiounen, wéi mer der an der Vergaangenheet hei schonn eng ganz Rei gestëmmt hunn. An ënner anerem datéiert dee leschte Vott vum 14. Oktober, wou mer esou Accorde mat Kroatien an Eisträich gestëmmt hunn. Och dësen Accord schaaft e rechtliche Kader, deen den Austausch an de Schutz vu klassifiziertem Material vun de Vertragspartei regelt.

Fréier, ech géif soen, bis nom Enn vum Kale Krich, gouf d'Notioun vun „protection des informations classifiées“ eisichter an engem militäreschen Zesummenhang gebraucht. Haut ass dat e bësse méi differenziéiert, och well mer verstärkt mat neien, och vläicht manner visibele Menacë konfrontéiert ginn, zum Beispill Menacen am Beräich vun der Sécherheet. Do wären dat den Terrorismus, d'Proliferatioun vu Massevernichtungswaffen, regional Konflikter an der Welt, mä awer och d'organiséiert Kriminalitéit.

Den zweeten Typ vu Menacen, dat sinn déi, wou et ëm eise Patrimoine économique et financier an och scientifique geet. An do handelt et sech dann ëm Industrie- oder och Technologiespionage.

Mir wëssen an deem Zesummenhang, dass mer haut um europäeschen Niveau vill Programmer am Beräich vun der „haute technologie“ hunn. An all déi Programmer sinn natierlech mat ganz ville sensibelen Informatiounen verbonden. Wann een als Land also wëllt un esou Programmer deelhuelen, da muss een de Partnerlänner och kenne garantéieren, dass hir sensibel Informatiounen zu Lëtzebuerg genau sou gutt protegéiert an opgehuewe sinn, wéi dat an hirem respektive Land de Fall ass.

D'Basis vun dësem bilateralen Accord ass gелеucht ginn duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité. Duerch dëst Gesetz huet Lëtzebuerg sech e juristesche Kader gi fir d'Klassifizierung vu sensibelen Informatiounen. Zum Beispill: Wéini muss en Dokument klassifizéiert ginn? Wéi eng Geheimhaltungsstufe ginn et? Wien dierf eng Klassifizierung virhuelen? A wien huet och Zougrëff op d'Material? Dës Froe sinn an deem juristesche Kader definéiert.

Et ass vläicht och nach wichteg darbäi ze bemerken, dass et net nëmmeën tëschestaatlech Ofkommense fir de Schutz an den Échange vu klassifizéierte Piècen an Informatiounen gëtt, mä et gëtt och multinational (veuillez lire: multilateral) Protektiounsregimenter, zum Beispill am Kader vun der NATO, der ESA oder awer och der Europäescher Unioun.

Wat elo déi tëschestaatlech Ofkommense ubelaangt, esou sief och nach erwänt, dass mer, wéi gesot, schonn eng ganz Rei Accorde mat Drëttstater hunn, zum Beispill mat eisen Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an der Belsch, mä awer och mat Lettland, Portugal, Spuenien, mat der Tschechescher Republik, Schweden, der Slowakei, Finnland, Slowenien, Estland a Georgien. An iwwert déi zwee lescht vum esou Accorden, dat waren, wéi gesot, den Accord mat Kroatien an Eisträich, hu mer dann de 14. Oktober 2015 - Dir kënnt lech sécher all nach dorun erënneren - an dësem héijen Haus ofgestëmmt.

Dës Accorden, déi ech elo opgezielt hunn, déi hu praktesch ëmmer deen nämlechten Opbau, an dofir ginn ech dann elo net op all eenzelen Detail dovunner an. Wesentlech bei deenen Accorden ass awer, dass all Vertragsstat déi néideg Mesuren hält, fir d'Protektioun vun de klassifizéierten Informatiounen, déi échangéiert ginn, eben ze garantéieren.

Eng klassifizéiert Informatioun, déi ee vun engem anere Stat kritt an déi engem bestëmmten Niveau de sécurité entsprécht, kritt dann och deeselwechte Protektiounsniveau wéi déi eege klassifizéiert Informatiounen an deem bestëmmten Niveau de sécurité. Fir dass dat an der Praxis och geschéie kann, enthält den Accord en Tableau d'équivalence vun de véier Niveaux de sécurité: très secret, secret, confidentiel a restreint.

Zum Administrativen: De Statsrot huet de Projet de loi den 20. Oktober aviséiert. De 7. Dezember du gouf ech zur Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt. Mäi schrëftleche Rapport gouf den 1. Februar dunn an der aussepolitescher Kommissioun ugeholl.

Änlech Accords de sécurité hu mer, wéi gesot, bis elo mat 16 Staten ofgeschloss. Dëst ass also nach e weideren Accord, wéi gesot, mat Polen. An och den Accord de sécurité mat der Organisation conjointe de coopération en matière

d'armement, ofgekierzt OCCAR, hu mer de 14. Oktober d'lescht Joer dann och hei scho gestëmmt.

Dat gesot, ass meng Aarbecht als Rapportrice domat emol fir dëse Projet gemaach. Ech soen lech och Merci erëm eng Kéier fir d'Nolauscheren an Är Gedold. An ech ginn och erëm eng Kéier den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hunn e puer Wuertmeldungen, fir den Accord ze ginn.

Kann ech dovunner ausgoen, dass den Accord ginn ass?

(Assentiment)

Ah, ausser dem Här Kartheiser, dee méi laang wëllt schwätzen.

(Discussion générale)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Kann ech d'Wuert eng Kéier kréien?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ma Här Kartheiser, wéi kéint ech lech dat refuséieren?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Vill ze gentil, Här President. Villmoos Merci.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och e Merci fir d'Madamm Dall'Agnol fir déi Erklärungen zu dësem Projet. Ech mengen, et sinn zwou Saachen, déi mer wëlle soen.

Dat Éischt ass, dass mer am Kader vun esou Gesetz mir déi deem heite mussen drop uecht ginn, dass mer fir déi auslännesch Partner effektiv en zuverlässige Partner sinn, fir Geheimnisser och ze schützen. Mir hunn heiansdo Zweifel. Mir kréien elo hei d'Diskussioun ronderëm d'Archive vum Geheimdénsgsch, wou mer Historiker zouloossen, déi keng Clearance hunn. Dat ass eng Entwecklung, déi eis och ka Suerge maachen. Ech mengen, dat ass wichteg. Virun allem wann et drëm geet, fir géintwärt den auslännesche Staten ze weisen, dass mer ganz escht mat de Geheimnisser ëmginn, déi dëst Land huet, ass dat vläicht net e gutt Zeechen. Mir sollte wierklech derfir suergen, dass mer ëmmer héich Standarden do uleëen.

Dat Zweet ass, dass mer bausepolitesch gesinn et begreissen, dass mer elo en Accord mat der Republik Polen ofschleissen, well déi bilateral Beziéung mat Polen a leschter Zäit gelidde hunn. Mir haten e Regierungswissel a Polen an eisen Här Ausseminister huet Polen op eng ganz staark Manéier kritiséiert, nodeem déi nei Regierung verschidde Moosnamen ugekënnegt hat. Do war eng Kritik iwwer verschidde Reformen am Verfassungsgeriicht, déi den Här Minister do gesot huet. An en huet och eng zweet Kritik ubruecht iwwert d'Fräiheet vun der Press.

Elo muss ee wëssen, dass ee kann iwwert de Fong vun esou Kritik selbsterständlech diskutéieren, och wann zum Beispill déi Dispositiounen iwwert d'Press, wéi se elo a Polen gëlen, a Frankräich an äänlecher Form applizéiert ginn, et kann een och iwwer Verfassungsgeriichter schwätzen, iwwer Quoren a Verfassungsgeriichter, prozedural Froen. Och am Bundesverfassungsgeriicht an anere Verfassungsgeriichter, déi mer gutt kennen, gëtt et äänlech Regeln. Et kann een also iwwert de Fong schwätzen.

D'Form war awer sécher iwwerdrinnen: Fir vu furchterregenden Evolutiounen ze schwätzen, fir déi nei Regierung direkt mat engem diktatorische Regimenter ze vergläichen, dat geet relativ wäit, zemoos wa mer awer als klengt Land sollen drop beduecht sinn, fir och mat der Republik Polen gutt bilateral Beziéungen ze hunn.

Mir woren och vläicht als Lëtzebuerg net déi Bescht, fir als Éischt mat esou Kriticken ze kommen oder an esou enger staarker Form mat esou Kriticken ze kommen. Mir héieren aus Polen berechtigt Kriticken. Mir sinn dach déi - net mir als ADR, mä véier Parteien, déi hei an der Chamber vertraude sinn -, déi e Lëtzebuergesch Verfassungsgeriicht an där neier Verfassung wëllen ofschafen! Hei besteet eng Tendenz, fir d'Verfassungsgeriicht zu Lëtzebuerg ganz ofzeschaffen. Eng Tendenz, déi mir als ADR net guttheeschen! Mä dann ass et ausge-rechent e Land, wat d'Verfassungsgeriicht ofschafe wëllt an duerch en anere System ersetze wëllt, dee wahrscheinlech d'Konstitutionaliteit vun de Gesetzgeber manner gutt...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Wëllt den Här Bodry mer eng Fro stellen, Här President? Oder e soll mech schwätze loosse!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hunn déi Impressioun. Här Bodry?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...Här Kartheiser, déi doten Theesen, déi komme mer bekannt vir. Déi Theesen,...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ma dat ass gutt!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...déi Dir sot, déi entspreche praktesch eent zu eent deenen Theesen, déi de polneschen Ambassadeur a polneschen Zeitunge gesot huet.

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech froe mech, wou déi komplett Identitéit vun de Vuen do hierkënn. Éischt Feststellung! Dir sollt emol vläicht doriwwer nodenken!

Déi zweet Feststellung ass déi, ob Der net der Meinung sidd, dass, wann ee géif an e System goen, wou all Riichter kann iwwert d'Verfassungsméissegkeet vu Gesetzgeber jugéieren, dat e Plus wär par rapport zu politesch nominéierte Verfassungsgeriichter.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, Här President, ech si verwonnert doriwwer, dass den Här Bodry mir Froe stellt iwwert d'Analyse vum polneschen Ambassadeur, deen déi a Polen publizéiert. Ech mengen, e soll déi Froe vläicht un de polneschen Ambassadeur adresséieren. Mir maachen hei eis Analys, an déi bréngen ech hei grad vir an aller Transparenz. An Dir hutt jo och vun der Geleëenheet profitéiert, fir dat...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Majo, dann hänkt dat vläicht domat zesummen, dass de polneschen Ambassadeur d'Realiteit vun dësem Land ganz gutt kennt an eng intelligent Analys mécht vun deem, wat hei geschitt!

(Brouhaha)

Dat... Mä wann ech därer weiderschwätzen?

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Erlaabt Dir, dass den Här Paul-Henri Meyers lech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Selbsterständlech, selbsterständlech!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här Kartheiser, wësst Dir, dass mer an der Verfassungsreform en Artikel virgesinn hunn, dee virgesäit, dass d'Urteeler vum Verfassungsgeriicht en Effet hunn op déi Dispositiounen, déi net verfassungskonform sinn, an dass virgesinn ass, dass déi Dispositiounen ausser Kraaft gesat ginn? Hutt Der dat matkritt? Dir kënnt et an der Verfassungsproposition noliessen. Dir kënnt jo och, wann Der hei schwätzt... Dir schwätzt esou, wéi wann Dir hei déi Meinung géift vertrieiden!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ma ech soen lech och villmoos Merci fir déi Fro. Dir gitt mer d'Geleëenheet, lech emol eng aner Fro ze stellen, Här Meyers.

(Protestations)

Dir hutt nämlech... Dir hutt hei am Land... Och déi Zäit, wou d'CSV an der Regierung war, huet d'Verfassungsgeriicht eng Rei Dispositiounen aus dem Code civil fir net verfassungskonform deklaréiert. Kee Minister vun der CSV oder vun der LSAP oder vun der aktueller Regierung huet bis elo dat geännert, wat eist Verfassungsgeriicht viru Joren als net verfassungskonform festgehale huet!

Da kommt Dir heihinner an Dir froet mech, ob ech Saache matkréien an den Entwecklungen. Jo! D'Antwort ass Jo, ech kréien et mat, well ech dat genau verfollegen. Mä firwat, wou Dir et verfollegt a wou Dir déi Urteeler jo ganz sécher kann hutt, firwat hutt Dir dat net gemaach, fir net verfassungskonform Dispositiounen an eise Gesetzgeber ze änneren, nodeem d'Verfassungsgeriicht zu engem Uerteel komm ass? Dat ass déi Verantwortung, déi lech gestallt ass an Dir hutt se net wouergéhol, wou Der nach um Pouvoir waart!

(Brouhaha général)

Ech géif elo soen, ech stelle vläicht dem Här Minister d'Fro virun, well dofir sinn ech eigentlech heihikomm. An déi aner Froen, wa mer zu enger Verfassungsdiskussioun zu Lëtzebuerg kommen an zu engem Referendum, da wäert Der sécher sinn, dass d'Stëmm vun der ADR och gehéiert gëtt!

Här President, ech komme vläicht zréck elo op déi Diskussioun, déi mer elo haten.

(Interruptions diverses)

Sou, ech mengen, ech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, den...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Den Här Paul-Henri Meyers wëllt erëm eng Fro stellen.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà, ech ginn dem Här Paul-Henri Meyers d'Wuert.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Ech hätt gären d'Wuert...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hat eigentlech geduecht, dass d'Froestonn virun enger hallwer Stonn eriwwer gewiescht wär, mä...

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Neen, den Här Kartheiser huet mech hei perséinlech ugeschwat an dofir hätt ech jār d'Wuert!

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Wann ech gelift! Wann ech gelift! Just den Här Paul-Henri Meyers huet elo d'Wuert an dann den Här Kartheiser.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här Kartheiser, déi Feststellung, déi Der gemaach hutt, ass net falsch.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Net fir all Uerteeler, mä fir eng ganz Rei. An et ass just aus där Ursaach, dass d'Verfassungs-kommissioun déi Dispositioun, déi ech virdu genannt hunn, als Propos an d'Verfassungsreform gesat huet.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Voilà!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ma ass dat dann eng Antwort?! Natierlech, Dir ännert d'Verfassung,...

(Exclamations)

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Mir hunn dach d'Konklussioun gezunn aus där Feststellung do!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Meyers, Dir sot mir hei, „mir änneren d'Verfassung“, wou mer virun eng Situations-haten, wou e legal etabliert konstitutionell Verfassungsgericht eng Feststellung gemaach huet an d'Politik sech net ëm dat Uerteel gekëmmert huet! An da kommt Dir heihinner an da Der sot: „Ma dann änneren mer d'Verfassung!“ Ma firwat ännert Der d'Gesetz net?!

► **M. Roy Reding (ADR).** - An da Polen kritiséieren!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An nach Polen kritiséieren, wéi den Här Reding richteg seet!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, an elo...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech mengen, mir kommen elo zréck vläicht...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà! Voilà!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Elo adresséiert de Riedner sech erëm un d'Chamber a mir loosse en zum Schluss kommen! Ech ginn em eng zousätzlech Minutt, well dat den Ennerbriechungen entsprécht.

(Exclamations)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - E bësse méi, Här President, well ech hu mer...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, hei, da schwätzt emoll! Ech jugéieren dann.

(Hilarité et interruptions)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, ech komme mer elo vir wéi a Polen virun der Revolutioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, Här Kartheiser, ech hunn ëmmer gemengt, Dir hätt Humor.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, Merci, Här President, dat éiert mech. Also ech wollt elo zréckkommen op de Sujet Polen.

Et ass also eng Fro vun der Form, wéi déi Kritik virbruecht gëtt. An déi huet net de Regele vun der Diplomatie entsprach. An et ass eng Fro vum Fong, wou mir eben, wéi gesot, selwer e Verfassungsgericht wëllen ofschafen an dann anerer weinst Modalitéite kritiséieren.

An och an deem zweeten Dossier vun der Fräiheet vun der Press! Ech erënneren drun, dass hei de Conseil de Presse zweemol protestéiert huet géint e Gesetz, wat d'CSV abruecht hat hei, dat berümt Gesetz vun der Madamm Hetto, an deem de Contenu vun eiser Press ka beaflosst ginn. Mir si wahrscheinlech dat eenzegt oder eent vun deene ganz sielenen europäesche Länner, wou et e Gesetz gëtt, wat géint den Avis répété vun der Press ugeholl ginn ass a wat an d'Pressefräiheet agräift!

Si mir dann déi, déi als Éischt beruff sinn, fir d'Pressefräiheet an anere Länner ze kritiséieren? Solle mer net fir d'Éischt kucken, dat ze redresséieren, wat hei falsch gemaach ginn ass, an d'Pressefräiheet zu Lëtzebuerg voll ze rétabléieren?

ren? Zemools, well mer och nach an anere Punkten eng Pressefräiheet hunn, déi diskutabel ass! Kuckt den 100,7 a wéi dee géieret gëtt! Kuckt, datt den 100,7 e Bäitrag, deem em net geneem war, aus dem Archiv erausgeholl huet!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ass dat e Beispill vu Pressefräiheet?

► **Une voix.**- Neen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech mengen, mir sollten hei kucken an Lëtzebuerg, zesummen als Lëtzebuerg Politiker, datt mer d'Pressefräiheet hei am Land stäerken, a mir sollten, ier mer de Splitter am A vun eisen Nopere gesinn, de Balken an eisen eegenen Aen emol eraushuelen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien! Très bien!

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Domat ass den allgemengen Débat... Ah, d'Madamm Dall'Agnol als Rapportrice.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Ech wollt just nach eng Kéier drop hiweisen, datt ech e Rapport zu engem Projet de loi gemaach hunn an datt dovunner net ganz vill elo am Här Kartheiser senger Ried koum. An ech mengen, datt mir hei iwwert dee Projet de loi sollen ofstëmmen an net iwwert dat, wat de polnesche Botschafter gesot huet oder iwwert d'Pressefräiheet a Polen! Merci!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Setzt Der eis och elo nach gären e Maulkerf heibannen op, sot?!

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir soen hei nach ëmmer, wat mir wëllen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift! Sou, wann ech gelift, et freet sech elo jiddwereen d'Wuert hei! Jiddwereen!

An d'Madamm Brasseur huet sech d'Wuert gefrot.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Mir haten net wëllen, an dësen Débat anzegräifen. Mä nodeem ech dem Här Kartheiser nogelasschert hunn, mengen ech, misst een awer e puer Prezisiounen soen. Ech sinn entsat iwwert dat, wat den Här Kartheiser seet, dass en den Ausseminister kritiséiert, well dee ganz offen a senger Sprooch wor vis-à-vis vun deem, wat a Polen geschitt! Mir hunn an Europa eng Tendenz an et huet ugefaangen an Ungarn an et geet elo a Polen. Et gesäit een an anere Länner och Tendenzen, dass mer wierklech de Rechtsstat aushiewelen an dass mer och d'Pressefräiheet aschränken. An dat si ganz, ganz geféierlech Tendenzen!

Ech hu vun der „Orbanisation“ vun der Politik geschwat, an do muss mer ganz, ganz vigilant sinn. An da sinn ech wierklech entsat, Här President, wann ech e Kolleg heibannen héieren onsen Ausseminister ze kritiséieren, andeem e sot, dat wier keng diplomatesch Sprooch gewiescht, déi e gehat hätt. Et muss een heiansdo wëssen, wéini diplomatesch Sprooch muss en Enn hunn a wéini ee muss wierklech wëssen, firwat mer do sinn!

An ech wëll e kleng Rappel maachen: Polen ass Member vum Conseil de l'Europe a Polen huet domat d'Convention des droits de l'Homme mat ënnerschrivven. An do gehéiert och d'Pressefräiheet dozou an och de Respekt virum Rechtsstat. A wa mer net oppassen, da kréie mer e Glissement an onse Staten, an dat ass eng Attack op ons Demokratie. Also, et gëtt Zäit, dass mer haart soen, wat mer lues denken, an net hei sech hannert der Diplomatie ze verstopen, well et geet em ons Grondfräiheeten a -wäerter.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun. An den Här Ausseminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Jo, ech wëll fir d'Éischt emol soen, dass d'Regierung zu hirem Projet de loi steet, deem d'Madamm Dall'Agnol explizéiert huet. Ech wëll och soen, dass d'Regierung steet zu där Kritik, déi mer ubruecht hunn zur Entwécklung a Polen, souwuel an der

Form wéi och um Fong. An d'Regierung hofft, dass déi Gesinnungsbridder vum Här Kaczyński hei zu Lëtzebuerg ëmmer eng Minoritéit bleiwen, eng kleng Minoritéit bleiwen. Soss géif et Lëtzebuerg schlecht goen.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen iwwert de Projet 6839 a mir stëmmen elo of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6839 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6839 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

A mir kommen zum nächste Projet, dem Projet de loi 6840, e Protokoll zum Euromed-Accord tëschent der Europäescher Communautéit an enger Rei vu Länner. An d'Wuert huet erëm eis attréiert Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

8. 6840 - Projet de loi portant approbation du Protocole à l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie, signé à Bruxelles, le 1^{er} avril 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, duerno sidd Der mech dann awer definitiv fir de Mëtte lass, vu datt dat mäi leschte Rapport zu engem Projet de loi fir haut ass.

Et geet, wéi de President alt erëm eng Kéier richteg sot, em eng Approbatioun vun engem Protokoll zum Euro-Mëttelmier-Associéierungs-Ofkommens, mat d'EU mam Libanon ënnerschrivven huet, fir der EU-Erweiderung vun 2004 Rechnung ze droen. Dëse Protokoll, dat ass eng procédural Nécessitéit, fir dës Länner - et sinn dat d'Tschechei, Estland, Zypern, Lettland, Litauen, Ungarn, Malta, Polen, Slowenien an d'Slowakei - formal an dat Associéierungs-Ofkommens mam Libanon anzebannen.

Mat dëser Zort vu Projet wäerte mer eis an Zukunft nach weinstens zweemol beschäftegt mussen, fir dann och dem Bäitritt vu Bulgarien a Rumänien an herno nach vu Kroatien 2013 Rechnung ze droen.

D'Ofkommens gouf de 17. Juni 2002 tëschent der EU an dem Libanon ënnerschrivven. Den 23. März 2004 ass et vun der Chamber hei ratifizéiert ginn. An den 1. Abrëll 2006 ass deem Accord dunn EU-wäit a Kraaft getrueden.

Dës Associéierungsaccorde sinn op zwee grouss Ziler ausgerichtet. Et geet dorëms, den Handel ze liberaliséieren an ze féerden, souwuel tëschent der EU an hire Partnerlänner am Mëttelmierraum wéi och de regionalen Handel tëschent deene Staten.

Da geet et awer och em de politeschen Dialog, em Demokratie an em d'Mënscherechter. Dës Accorde sollen dat géigesäitegt Versteesdemech, d'Zesummenaarbecht an och gemeinsam Initiative féerden. Am Endeffekt sti Fridde a Stabilitéit am Vierdergrond, soudatt e Land wéi de Libanon zu méi Prosperitéit ka kommen.

D'Situatioun am Libanon, wéi mer all wëssen, ass am Moment äusserst schwierig. Dëst Land, dat ronn 4,6 Milliounen Awunner huet, beherrschert haut 1,2 Milliounen syresch Flüchtlingen! D'Regierung vun deem Villvelkerstat, wou Chrëschten a Moslemme säit Jorhonnerten, meeschtens zumindest, friddelech matenee liewen, huet et trotz gestigener Aarbechtslosigkeit an der Verschlechterung vum Statsdefizit fäerdegbruecht, Toleranz, wat déi extrem vill Flüchtlingen ubelaant, ze behalen. Et gëtt no libaneeseschen Angabe geschat, datt d'Flüchtlingkris säit 2011 hire Stat, de libaneesesche Stat also, 7,5 Milliarden Dollar kascht huet. Fir syresche Kanner den Zougang zur Bildung ze erméiglechen, muss d'libaneesescht Léierpersonal oft duebel Schichte schaffen. An dach packt dat relativ klengt Land dës enorm Hürden!

Virum Hannergrond vun dëser Situatioun hunn d'EU an de Libanon am Dezember 2014 en Dialog iwwert d'Migratioun, Mobilitéit a Sécherheet ugefaangen, fir hinne ganz geziilt bei der Bewältigung vu Migratiounsfroen ze hëllefen. Ausserdeem huet d'EU bis haut 200 Milliounen Euro un humanitärer Ennerstëtzung fir de Libanon bereitgestallt. Dësen Engagement muss och weidergefoert ginn, fir dës Leit nach besser kënnen ze hëllefen.

Mä ech wëll awer och nach op déi aner Prioritéiten am Kader vun deem Accord mam Libanon agoen. Dës betreffe Reformen am Statswiesen, fir d'Demokratie weider ze stäerken, am Justizwiesen, fir dës méi effizient ze gestalten, Mënscherechter, virum allem vu Minoritéiten a vu Fraen, besser ze schützen, am Handel, fir d'Wirtschaft ze stäerken, an der Energiepolitik, fir d'Sécherheet ze garantéieren an erneierbar Energien ze féerden, a schlussendlech dann och am Gesondheets-, Bildungs- a Sozialwiesen, fir datt allegueren d'Bierger an de Genoss vun enger gudder schoulescher Ausbildung an awer och vun enger effikasser Gesondheetsversuergung kënnen kommen.

Et ass wichtig, datt mer och weiderhin dës Reformen ennerstëtzen a se och begleeden.

Dann zum Schluss erëm eng Kéier zu deem méi administrativen Deel och vun dësem Projet de loi. De Projet gouf den 31. Juli 2015 vun eise Ausseminister an der aussepolitescher Kommission déposéiert. De positiven Avis vum Statsrot koum den 20. Oktober d'lescht Joer. Ech sinn de 7. Dezember dunn als Rapportrice genannt ginn an ech hoffen, nodeem ech dann elo mäi schréffleche Rapport an dann och hei mäi mündleche Rapport gemaach hunn, datt mer dës Projet de loi och kënnen mat der gréisstméiglecher Majoritéit stëmmen.

Dat gesot, ginn ech dann och nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun, vun de Sozialisten, zum Projet de loi an ech soen lech Merci, datt Der mer dräimol nogelasschert hutt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Rapportrice. Ech ginn dovun aus, dass hei de Rapport esou kloer war, dass mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm sinn. Wann net den Ausseminister anerer Meinung ass?

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Neen, neen, neen, ech ralliéiere mech Ärer Wäisheet an ech soen der Madamm Dall'Agnol Merci och do. An ech géif d'Chamber invitéieren, dat ze stëmmen. Merci!

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6840 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6840 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

(Interruption par M. Marc Angel)

Jo?

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ech hu grad e Problem hei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, ech hunn awer 60 Stëmmen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Et ass an der Rei. Et ass alles an der Rei!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ah, dann ass et gudd, okay.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Et huet een d'Procuratioun matgeholl.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dann huet ee mech matgeholl, maja.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et war wahrscheinlech...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat kréie mer nach geregelt, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Also, de Projet de loi 6840 ass mat 58 Stëmmen, bei 2 Enthaltungen ugeholl. Kuckt d'Ofstëmmungseresultat! Wann eppes net an der Rei wär, Dir waart jo heibannen.

Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

An et bleift mer d'Fro no der Dispens ze stellen.

(Assentiment)

D'accord. Merci, dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen elo zur Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Verbesserung vun de Relationen mat Russland iwwergoen. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **Une voix.**- Eh voilà!

9. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'amélioration des relations avec la Russie en œuvrant au sein de l'Union européenne et des instances internationales en ce sens et relative à la levée des sanctions contre la Russie

(Motion déposée en séance publique n°6 du 1^{er} décembre 2015 - à consulter au compte rendu n°3/2015-2016 en page 94)

Exposé

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sanktiounen géint Russland, déi fannen an Europa net vill Unhänger bei der éffentlecher Meinung. Et ass esou, datt natierlech an de politesche Sphären dat ganz staark vertruede gëtt. Et ass och esou, datt et an de Medien zu engem Deel verdeedegt gëtt, awer och ëmmer méi an d'Kritik kënn. Mä ech mengen, et ass elo eng Geleeënheet, fir ze kucken, ob déi Sanktiounen wierklech Effektivitéit gewisen hunn a wat hir Effete sinn an ob mer se solle bäibehalen.

Si si vum 31. Juli 2014 a se sinn u sech mat zwee Argumenter ageféiert ginn. Dat eent, dat war eng Invasioun an eng Ännexioun vun der Krim. An dat Zweet, dat war eng russesch Verantwortung am Verloscht vum Vol MH17, dee jo iwwert der Ukrain duerch eng Explosioun erfogeschoss gouf.

Et ass elo esou, datt een... Ech wëll hei Abstraktioun maache vun deene geostrategeschen Interessen an der Region, mä mech just em d'Fro vun de Sanktiounen do këmmen. D'Ursaachen, déi ech elo genannt hu fir déi Sank-

tiounen, déi sinn net onëmstridden! Wann een d'Diskussioun ronderëm d'Krim genau verfollegt, dann ass déi eng Theorie vun der Annexioun oder Invasioun-Annexioun net esou iwwerzeegend, well et aner Prinzipie gétt am Droit international public, déi an dëser Diskussioun net genuch belicht ginn.

Et ass nämlech ëmmer d'Méiglechkeet vun der Sezessioun a vum Bättréit! Mir haten déiselwecht Diskussioun am Fall vum Kosovo a mir hunn op der Krim a ronderëm d'Krim eng ganz Rei Akteuren, déi drop insistieren, dass dat net eng Invasioun oder eng Annexioun war, mä eng Sezessioun an e Bättréit zur Russescher Federatioun.

Mir sollten also kucken, dass mer déi Debatt méi objektiv féieren, dass mer all Argumenter héieren. An ech mengen, et wär derwäert, dass dat ze maachen.

Dat Zweet ass: Dat Argument vum MH17, vun deem Vol, kann och net iwwerzeegen, well mer haut eppes hunn, wat mer deemools net hatten, wéi d'Sanktioun verschäerft goufen, nämlech den ofschléissende Rapport vun der hollännescher Ennersuchungskommissioun, déi zum Resultat komm ass, dass se net ka feststellen, wou d'Verantwortung fir de Verloscht vun deem Vol läit.

Elo ass also d'Argumentatioun iwwert d'Sanktiounen, iwwert d'Legitimitatioun vun de Sanktiounen verlagert ginn, well jo gewosst ass, dass déi zwee éischt Argumenter net esou iwwerzeegend sinn. An elo geet et ëm d'Implementatioun vum Accord vu Minsk II. Ënner anerem ass do ebe gewünscht, dass d'Ukrain eng Kontroll iwwert d'Ostgrenze vun der Ukrain soll zréckkréien, wat awer, net wéinst dem russeschen Afloss, mä och einfach wéinst der Situatioun op der Plaz, extrem schwierig ass, vläicht souguer onwahrscheinlech. Ech mengen, mir verfollegen all déi Diskussiounen, déi dorëm sinn.

D'Konsequenze vun de russesche Sanktiounen, dat ass emol éischtens, dass mer erëm... oder vun der Situatioun ëm d'Ukrain inklusiv de Sanktiounen géint Russland an de Géigesanktiounen, déi Russland geholl huet, dat ass emol éischtens, dass Europa an eng Atmosphär vun engem neie Kale Krich erageroden ass, vun där kee profitéiert.

Dat Zweet ass, dass natierlech eis westlech Ekonomie dorënn leit, zu Lëtzebuerg besonnesch d'Bauern duerch de Verfall vun de Mëllechpräisser an de Verloscht vun russesche Maart, an och eis Ekonomie allgemeng. Ech wëll ausdrécklech soen - et ass jo net meng Gewunnecht, des Regierung ze luewen -, mä ech fanne et ausdrécklech gutt, dass de Minister Schneider elo un där Commission mixte UE/BL zu Moskau deelgeholl huet - anescht wéi d'Belsch! -, wat e positive Geste war, mä et geet net duer!

A mir hunn an Europa och en Directoire elo vun Däitschland a Frankräich an deem Normandie-Format, dee vun eisem Minister matgedroe gëtt, amplaz en ze kritisieren! Well mir hunn eis jorelaang als Lëtzebuerg mat Recht géint esou Directoire gewiert: Elo hu mer een!

D'Analys vun der aktueller Situatioun ass och déi, dass eng eesäitig Sanktioun géintwärt Russland net kredibel ass. Déi ukrainesch Regierung zu Kiev ass eng, déi selwer enorm Defiziter huet, souwuel wat d'Menscherechter ugeet. Si ass korrupt. Si schafft zesumme mat rietsextrême Kreesser, Faschisten, dem Asow-Bataillon, de Prawy Sektor. An ech mengen, mir kënnen net mat esou Leit wierklech kredibel zesummeschaffen, wa mer all déi Prinzipien, déi den Ausseminister jo och verdeedeg wëllt, wa mer déi eescht huelen.

Mir hu Spannungen an der Europäescher Unioun! Mir haten am Dezember gesinn, wéi Italien een Abléck wollt just diskutieren iwwert de Prinzip vun der Verlängerung vun de Sanktiounen, wat deen Abléck fir e politeschen Drock op den Här Renzi opgebaut gouf, fir dass Italien net emol sollt diskutieren am Conseil iwwert déi do Saach! Mir haten och e Besuch vun der Madamm Merkel viru Kuerzem a Finnland, wou d'Madamm Merkel gemengt huet, si misst Finnland warne virun enger eesäitiger Lockerung oder enger Diskussioun iwwert d'Lockerung vun de Sanktiounen.

Alles dat geet net! Mir stellen awer fest, dass an Europa ëmmer méi Länner der Meenung sinn, dass déi Sanktiounen net solle prolongéiert ginn.

Mir mussen bedenken, dass mer gutt Relatiounen mat Russland brauchen, wéinst enger ganzer Rei vu baussepolitische Fäll, wou mer zesummeschaffen, ënner anerem Syrien an d'Lutte géint den Terrorismus.

Mir mussen och eis all selwer eescht huelen! D'Europaparlament hat eng Resolutioun geholl den 13. Dezember 2012, an där d'Europaparlament - ech maachen et kuerz, Här President,

well ech gesinn, dass meng Zäit eriwwer ass -, an där d'Europaparlament dat ukrainesch Parlament opgefuerdert hat, keng Koalitionsbildungen mat rietsextrême Parteien ze maachen. Mä genau dat ass geschitt! An trotzdem huet d'Europäescher Unioun mat der Regierung zu Kiev zesummege schafft! Trotz der Participatioun vu rietsradikale Kräften!

Mir mussen also eis drop besännen, dass Lëtzebuerg e Land ass, wat soll Brécke bauen, dass déi extremistesche Positionen net soll matdroen, dass mer sollen eis beméien ëm eng Normaliséierung vun de Beziungen zu Russland, mat allen diplomatesche Mëttele, déi eis zur Verfügung stinn. An ee Mëtzel wär, sech ze opposéieren géint d'Verlängerung vun de Sanktiounen géint Russland, déi sech an der Saach net justifiéieren. An dat wär elo spéitstens am Juli dëst Joer.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Ech hunn d'Wuertmeldung vun Här Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir begréissen natierlech ëmmer, wann e Kolleg de Sujet vun dem Dialog tëschent Russland a Lëtzebuerg, der Europäescher Unioun thematiséiert. Duerfir begréisse mer och, dass den Här Kartheiser d'Initiativ geholl huet. Mir soen awer direkt, dass mer géint des Motioun wäerte stënnen, well an där Motioun eng Rei Elementer dra sinn, mat deene mir net averstane sinn.

Ech wëll och direkt soen, wann een d'Considérenten hei liest, dann ass dat net ganz richtig, wat den Här Kartheiser hei développéiert. E stellt dat nämlech duer, wéi wann d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Russland sech eréischt détérioréiert hätten, nodeem d'Sanktiounen geholl gi sinn. Här Kartheiser, mat allem gudden Willen, dat ass awer falsch! Ech mengen, Dir wësst selwer, firwat déi Relatiounen sech détérioréiert hunn. Dat ass duerch d' Afalen op der Krim, duerch d' Afalen an der Ostukrain. Dorobberhi sinn eng Rei vu Sanktiounen geholl ginn. An dat huet alles zesummen zu effektiv enger Détérioratioun vun de Relatiounen gefouert. Duerfir muss een awer ëmmer bei de Fakte bliewen.

Mir sinn och net d' accord mat enger Rei vun Invitten, déi hei gefrot ginn, notament justement wat de Statut vun der Krim betrëfft. Duerfir wäerte mir och géint déi Motioun stënnen.

Ech soen awer och, dass et fir eis extrême wäert ass, dass den Dialog mat Russland virugeféiert gëtt. An ech weess, dass des Regierung an dësen Ausseminister dat och proaktiv maachen. Mir wëssen och, dass si net déi sinn, déi mam Fändel virlaf, fir d'Sanktiounen ëmmer oprechtzuerhalen. An ech mengen, mir sinn allegueren d' accord, dass déi Sanktiounen der Europäescher Unioun, och Lëtzebuerg, net onbedéngt profitéieren.

Duerfir ass et scho richtig, dass ee versicht, op eng méttelfristeg Levée vun deene Sanktiounen ze kommen. Allerdéngs muss et awer och kloer sinn, dass Russland op senger Säit derfir suert, dass endlech déi Accorde vu Minsk respektéiert an ëmgesat ginn. A gläichzäitig och an deem Syrien-Konflikt, wann een och mat der Interventioun ka prinzipiell d' accord sinn, et kann een net domat d' accord sinn, dass hei d'Zivillbevölkerung an onschëlleg Leit bombardéiert ginn! Och do, mengen ech, ass et wäert, dass Russland gewëssen international Prinzipien respektéiert.

Duerfir encouragéiere mir d'Regierung, weider an darselwechter Richtung ze goen, a mir wäerten also net des Motioun matstënnen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. D'Wuert huet sech gefrot den Här Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech kann direkt of ufänken a soen, dass d'LSAP-Fraktioun des Motioun och wäert ofleenen, well mer och der Meenung sinn, dass an de Considérenten an an den Invitte Saache stinn, déi mer net kënnen matdroen. Ech kommen awer nach méi am Detail dorop zréck.

Déi Motioun ass den 1. Dezember vum Här Kartheiser, wéi gesot, hei am Plenum déposiert ginn a si ass dunn an d'aussepolitische Kommissioun verwise ginn, mat der Bitt, dass all Fraktioun kéint Annerungen erabringen. Ech hu se dunn op den Ordre du jour vun der aussepolitische Kommissioun am Dezember nach gesot. An den Ausseminister en personne war och do a mir hunn dat Thema dunn och ugeschwat, an de Minister huet eis och de-

mools erkläert, firwat et net opportun wär, déi Motioun unzehuelen, schon eleng, well gefrot gëtt, mir sollten de façon unilatérale déi Sanktiounen ophiewen. An dat geet jo guer net. Mir si jo an enger Solidargemeinschaft an der Europäescher Unioun. Dat eleng ass ee Grond, firwat mer dat net sollen a kënnen maachen.

De Jean Asselborn huet eis stänneg au courant gehale säit dem Ufank vun der Ukrain-Kris iwwert d'Entwécklungen do. Mir haten de Minister ganz oft an der Reunioun. An aus sengen Erklärungen hu mer ëmmer héieren, dass de Jean Asselborn an dass Lëtzebuerg sech beméien, den Dialog mat Russland stänneg oprechtzuerhalen. An dat ass, mengen ech, och richtig an och wäert, well d'Relatiounen tëschent Russland an der Europäescher Unioun interdépendant sinn. Mir hänken ee vun deem aneren of.

Recht huet de Jean Asselborn och, wann en ëmmer erëm drun erënnert huet, dass Russland an Europa, d'Europäescher Unioun Nopere sinn! Mir deelen eis ee Kontinent. Mir mussen also zesummen op deem Kontinent wunnen. A wann e seet, mir deelen eis dee Kontinent, dann ass dat net wéi fréier am Kale Krich, wou dee Kontinent an Influenzzonen agedeelt war, mä mir liewen zesummen op deem Kontinent.

Ech wëll och drun erënneren, dass et duerch déi Sanktiounen net zum totale Stillstand komm ass an de Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Russland. Op ville Gebidder, a ville multilaterale Fore gëtt nach zesummege schafft, fir fir déi grouss Défien, deene mer hei an der Welt ausgat ginn, Léisungen ze fannen. An dat ass net nëmmen de Kampf géint den Terrorismus, wéi den Här Kartheiser gesot huet, mä och de Changement climatique, d'Migratioun, alles dat si Felder, wou mat Russland zesummege schafft gëtt.

An ech fannen, well a Syrien d'Russen do och sech agesat hunn an dem Kampf géint den IS... Si hu vläicht eng aner Definitiv - leider - vun Terrorismus wéi mir se hunn a gesinn och moderat Oppositionsleit a Syrien, déi net mam President Assad sinn, och vläicht als Terroristen un. Mä bon, hiren Asaz a Syrien soll net eng Entschëllegung sinn, dass ee kann en A zoudrécken a soen: „Well mer elo do soi-disant e gemeinsame Kampf hunn, da vergiesse mer dat, wat an der Ukrain geschitt ass.“

Mir wëssen, dass d'Sanktiounen gekoppelt sinn un de Minsker Prozess. An do ass vun der russescher Säit net genuch geliwert ginn. Et ass och richtig, dass an der Ukrain net alles richtig leeft, dass do och nach mussen Efforte gemaach ginn. Mä ech mengen, et sinn och vill Stëmmen an der Europäescher Unioun, och hei zu Lëtzebuerg, déi permanent drun erënneren - a wann ech a Fore sinn, wou ech mat ukrainesche Kollegen zesumme sinn, gi se permanent drun erënnert -, dass se Hausaufgaben ze maachen hunn an dass se do net genuch liwweren.

Zur Motioun, wéi gesot, hunn ech erkläert, dass mir déi net matdroe kënnen. Et ass interessant, den Här Kartheiser huet och eng Question parlementaire gestallt gehat iwwert den ekonomeschen Impakt fir Lëtzebuerg vun deene Sanktiounen. An do ass et interessant ze liesen, dass dat awer relativ ganz, ganz niddreg ass. Wann ech kucken, d'russesche Investitiounen hei am Land, do gëtt gesot, do ass keen Abroch festgestallt ginn. Wann ech kucken, wéi entwéckele sech d'Resultater vun der Finanzplaz mat Russland, do muss ee soen, Russland ass, wat den Export vu Finanzdengschtleeschungen ubelaangt, ongeféier op der 40. Plaz mat engem relativ klengen Undeel vun ëm 0,0025%. Also et ass natierlech en Impakt do, mä en ass relativ geréng.

Mir hoffen awer all, dass et tëschent der EU a Russland (veuillez lire: dass et tëschent der EU a Russland besser gëtt) an dass Russland seng Efforte mécht, seng Hausaufgabe mécht, wat de Minsk-Prozess ubelaangt, an dass deen Dialog, dee jo ni ofgebrach ginn ass, dass dee virugeet an dass et déi nächst kéier, wann iwwert d'Sanktiounen nogeduecht gëtt, do zu enger Lockerung ka kommen. Well déi Sanktiounen si jo ëmmer sechs Méint op sechs Méint. An ech sinn iwwerzeegt - et sinn nach e puer Méint Zäit -, dass et zu enger positiver Entwécklung doranner kënt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Angel. Den Här Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des Motioun weist effektiv op e kruziale Problem vun der internationaler Politik de Moment hin, nämlech déi Tensiounen, déi engersäits tëschent USA an Europäescher Unioun an anersäits Russland bestinn. D'ADR fuerdert hei, dass u sech déi Sanktiounen solle rückgängig gemaach ginn, déi wiere kontraproduktiv. Et dierf een awer net

vergiesen, wat d'Ursaache si vun deene Sanktiounen.

Ech wëll nach eng kéier drop hiweisen: Et huet sech hei ëm eng Annexioun gehandelt vun der Krim, an et ëm eng Sezessioun, dat ass e fundamentalen Ennerscheid. Dat war e regelrechte Verstouss géint elementaart Völkerrecht. An d'Europäescher Unioun ass nun awer e Verteideger vun elementare Mänscherechter an d'Europäescher Unioun huet och d'Flicht, sech als de Firspracher vun deene wäertvolle Mänscherechter an der Effentlechkeet duerstellen.

Da wëll ech awer och drun erënneren, dass de Conseil de l'Europe jo dunn och d'Stëmmrecht Russland entzunn hat, wat allerdéngs net geheescht hätt, dass Russland sech misst zréckzéien aus dem Conseil de l'Europe. Déi hunn dat allerdéngs gemaach, obwuel och d'Madamm Brasseur...

► **Une voix.** - Aus der Assemblée, aus der Assemblée!

► **M. Gusty Graas (DP).** - ...aus der Assemblée sech zréckgezunn hunn. Obwuel d'Madamm Brasseur als deemoleg Presidentin och déi Initiativ geholl huet, fir den Dialog hierzustellen, ass u sech do keng Suite komm. Och dat léisst jo awer trotzdem déif blécken!

Da sinn eng Rei Fuerderungen, déi hei an där Motioun gestallt ginn, déi mussen zum Deel hannerfrot ginn. Ech wëll awer drop hiweisen, den Här Kartheiser seet hei, den Term „Kale Krich“ soll net benotzt ginn. Mä wien huet dann deen Term viru 14 Deeg benotzt zu München op der Sécherheetskonferenz? Dat war kee Geréngere wéi den Här Medwedew, dee jo awer senges Zeechens och nach Premier vu Russland ass.

Da muss een awer och nach drop hiweisen, dass déi momentan Politik vun der russescher Spëtz jo awer a verschiddene Punkte muss och hannerfrot ginn. Et ass jo awer en offensiv Geheimnis, dass Moskau de Moment och eng Rei Parteien, europäesche Parteien ënnerstëtz, déi awer alles anescht wéi frou mat der Europäescher Unioun sinn, déi jo awer och rietslasteg Gedankegutt hunn. An et spiert ee jo awer och, dass Moskau versicht, eng gewësse Zizanie an der Europäescher Unioun ze séien, virun allem och, wat de Konflikt a Syrien ubelaangt.

A vläicht och nach e Punkt dozou. Ech mengen, och do huet déi russesche Interventioun alles anescht wéi derzou bägedroen, dass de Fridensprozess konnt weidergefouert ginn. An ech beruffe mech hei zum Beispill op Quelle vun der UNO, déi gesot huet, dass de 15. Februar op d'mannst 50 Leit bei Bombardementer vu russesche Fligere ëm d'Liewe komm sinn.

Da muss een an deem Kontext awer och nach op d'Resolutioun 2254 vum UNO-Sécherheetsrot, also vun der UNO hiweisen, déi den 18. Dezember 2015 geholl gi war a wou ganz kloer festgehal ginn, dass u sech d'Bombardementer op Zivilisten direkt sollen agestallt ginn a Syrien. Dat géllt mat Sécherheet an éischter Linn och fir Russland.

An deem Kontext muss een natierlech soen, dass et positiv ass, dass elo Gesprécher lafen. Den Här Obama huet mam Här Putin telefonéiert. An et soll jo den nächste Samschen dann och e Waffestellstand a Kraaft treden, dee jo tëschent dem Här Kerry an dem Här Lawrow ausgehandelt ginn ass. Da loosse mer eis emol iwwerraschen, ob sech do jiddwereen drun hält!

Natierlech ass et evident, et wier falsch, dass een elo soll all diplomatesch an all ekonomesch Relatiounen mat Russland ofbriechen. Dat wier dee falsche Wee. Och mir wëssen, dass mer Russland brauche fir de Weltfridden. Ech wëll och an deem Kontext drop hiweisen, dass et och wäert ass, dass d'Relatiounen tëschent Russland an der NATO och muss viragedriwwen ginn. Et gëtt jo och dee sougenannte Russland-NATO-Rot, dee jo 2002 zu Roum geschaf ginn ass.

An op där anerer Säit huet den Här Kartheiser jo zu Recht drop higewisen, dass den Här Schneider jo elo den 18. Februar zu Moskau war un der Spëtz vun enger Wirtschaftsmissioun. Dat ass och richtig. Mir gesinn dat als DP esou, och op deem Wee muss ee weiderfueren, mä zu deemem Zeitpunkt ass et ganz kloer, dass mir esou eng Motioun wéi déi hei net ënnerstëtze kënnen a mir wäerten eis och do dergéint aussprechen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Jo, déi gréng sinn och der Meinung, dass Lëtzebuerg sech soll EU-wäit an an internationale Gremien derfir asetzen, dass mer gutt Relatiounen mat Russland hunn a behalen. Jo, och mir wünschene eis, dass d'Rhetorik vum Kale Krich der Vergaangenheet uegehéiert an dass mer net méi sollen dorobber zrëckgräifen. Et ass schonn erwänt ginn, dass effektiv vu russescher Säit, och well se d'Gefill hunn, dass et eng onfrëndschaflech an eng geschlossenen Haltung vun der NATO vis-à-vis vun hirem Land gëtt, dass si sech duerfir an den oder nei an e Kale Krich zrëckversat fillen. Dat ass alles net glécklech an dat ass eppes, wou mer eis och géife freeën, wann déi Relatiounen mat Russland géifen erëm besser ginn. A Lëtzebuerg soll säi Bäitrag dozou bréngen.

Déi Motioun hei kënne mer als gréng Fraktioun allerdéngs net matdroen, aus enger ganzer Rei Ursaachen. Ech ginn net op se alleguerten an. Mir hu jo och nach a 14 Deeg en aussepolitischen Débat, do kënne mer nach op eng ganz Rei Aspekter agoen. Ech wëll just zwee Punkten hei opgräifen.

Firwat? Majo, mir haten zum Beispill de 4. Dezember 2015 eng Entrevue hei an der Chamber mat enger Delegatioun vu russeschen Journalisten. Dat waren der an déi 20. An dat war jo e puer Deeg, nodeems déi Motioun hei déposéiert gi war. An do hat den Auteur vun där Motioun ënner anerem och déi Punkten opgeworf, zum Beispill d'Gläichsetze vun der Krim mam Kosovo, an en ass vun engem russeschen Journalist awer kritesch erëmgeholl ginn am Fong geholl, dee gesot huet: „Et gëtt fundamental Ennerscheeder tëschent deem, wat am Kosovo geschitt ass, an deem, wat op der Krim geschitt ass.“

Effektiv, den NATO-Asaz ass och ouni Beschloss vum UN-Sécherheitsrot geschitt. Dat ass kritikal an dat gëtt jo och nach bis op den heitegen Dag vun enger Rei Länner kritiséiert. Dat ass awer dann déi eenzeg Gemeinsamkeet. Ech mengen, déi ganz Entwécklung am Kosovo war eng Reaktioun op dat, wat a Serbien, am bosneschen Serbien geschitt ass, wat zu Srebrenica geschitt ass. An et ass och ni drëm gaangen, dass de Weste wollt sech e Land einverleiben oder an en aner Land et abréngen.

An en zweete Punkt, deen do och opgeworf ginn ass, dat war, dass mer Russland géife brauche bei der Hëllef am Kampf géint den Terrorismus. An do huet de russesche Journalist och gesot: „Majo, sidd Der da sécher, dass Russland wierklech an där...“ - mir sinn hei beim 4. Dezember, an ech mengen, d'Entwécklung huet do och gewisen, dass seng kritesch Fro net falsch war - „Sidd Der da wierklech sécher, dass Russland sech do mat areit an deeselwechte Kampf géint deeselwechten Terrorismus? Oder kann et net duerchass sinn, dass och Russland hei eegen Interessien am A huet an déi verfollegt?“

Soudatt ech mengen, natierlech brauche mer Russland am Kampf géint den Terrorismus, mä dat ass keng Ursaach, fir iergendeng Sanktioun opzehiewen. An et ass och net glécklech, wann ee Sanktiounen, déi verhaange gi si weinst der Ukrain, mat eppes anescht verbënnt.

Ech wier iwwerengs och interesséiert, Här President, vläicht misst een emol nofroen, ob déi russesche Delegatioun vu Journalisten gutt ukomm ass an ob se och nach haut alleguerte wuel a fräi a gesond sinn. Dat géif mech wierklech och interesséieren, well déi Äusserung, déi war a mengen Ae ganz staark.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech géif gären nach iwwert d'Ukrain schwätzen, mä dat loosse ech da fir den aussepolitischen Débat, dee mer geschwënt hunn. Mir wäerten also déi Motioun hei net matstëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, nodeems ech hei e puer Interventiounen och héieren hunn, déi deem engen oder deem aneren an haapt-sächlech deem engen d'Schold zouweisen, muss een ni aus den Ae verléieren, dass déi richteg Konflikter tëschent den Oligarchie sinn: der russescher Oligarchie géint hiert eegent Vollek, der ukrainescher oder den ukraineschen Oligarchie géint hiert eegent Vollek, den US-Oligarchie géint hiert eegent Vollek an den EU-Oligarchie géint hiert eegent Vollek. An dat alles kristalliséiert sech natierlech och an der Ukrain. Et ass kee Kampf tëschent Vëlker!

An déi, déi eng Kale-Krich-Rhetorik sech erëm erbäiseenen: Den Här Medwedew huet dat viru Kuerzem gemaach; en äntwert nëmmen dorobber, och op seng Quasispiegelbiller am Westen an och déi aner Säit vum Atlantik.

Mir waren ëmmer géint Sanktiounen als Lénk, well mer et wierklech net agesinn, a mir wousten, a jiddwereen, dee bis zwee ziele konnt, dee wouste, dass se éischens näischt géife bréngen an dass se d'Situatioun nach just géife verschärfen! An dat mer elo zu Kiev eng ganz komesch Regierung tëschent Gangsteren, muss een awer soen - Oligarchen, Mafiosi a Rietextremer -, sëtzen hunn a plus ou moins datselwecht zu Moskau och, an dass d'Situatioun a Russland sech ëmmer méi verschlechtert! Et gi souguer Leit leider och am Westen, déi mengen, dass den Här Putin de groussen Held vum Vollek wier. Ech muss soen, dass mir als Lénk dat guer net esou gesinn. En ass och de Copain vun den Oligarchen dohannen. An dat ass d'Situatioun, an där mir elo sinn. Dat hätt een alles kënne verhënnere.

Elo si mer natierlech an enger Situatioun, dass ee kéint soen, dass déi heite Motioun encouragéiert, fir géint d'Sanktiounen ze goen. Mir wäerten déi Motioun awer net ënnerstëtzen, well e puer Considérenten dra sinn, mat deene mer guer net averstane sinn.

Natierlech gëtt och op d'Interesse vun der Finanzplaz higewisen. Dat wier och interessant ze gesinn, wat fir eng Liene ganz genau eis Finanzplaz mat russeschen, „lupenreinen“ Leit huet. Et ass weiderhin eng Kale-Krich-Rhetorik och an deser Motioun.

An ech géif gärne wëssen, wat een ënner „moderéiert Kräften“ versteet. Am Balkankrich krute mer erzielt, de Karadžić ass de Moderéierten an de Milošević ass den Nazi. Duerno, e puer Méint drop, war de Milošević (veuillez lire: de Karadžić) den Nazi.

Mir kruten och vum Här Fabius erkläert, dass a Syrien d'Al-Nusra, dat wiere Moderéierter. Op eemol ass et d'ISIS, Daech. Also, iergendeng Kéier muss een dat och e bëssen erklären! Ech mengen, déi, déi un der Muecht sinn, souwiso an der Ukrain an a Russland, do ass kee moderéiert!

Ech soenlech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir sinn domat um Enn vun der allgemenger Diskussioun iwwert d'Motioun. An d'Wuert huet den Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President, ech wollt awer just soen, mat allem Respekt, ech mengen, IS ass awer nach ni unerkannt ginn als déi Moderéiert, vu kengem! Gutt.

(Interruption)

Mä, Här President, ech wollt och der Chamber recommandéieren - an ech mengen, mir si jo um gudden Wee, ech brauch keen ze iwwerzeegen -, dass een déi Motioun do net soll stëmmen. Also ech mengen, vill Leit heibanne sinn awer mat mer d'accord, dass Lëtzebuerg, an net nëmmen am Problem mat der Ukrain oder der Krim, ëmmer op där Säit war, fir ze probéieren, eng aussepolitisch, eng diplomatesch Balance ze halen. Respekt virum internationale Recht: Ech mengen, e klengt Land wéi Lëtzebuerg muss sech dat ganz héich als Prioritéit dohinnerstellen!

An dat Zweet, dat ass, déi diplomatesch an déi politesch Kanäl mat Russland net ze kappen.

Internationaalt Recht: Ech mengen, mir hunn eis Debatt. Mä ech wëll awer hei soen, nodeems ech jiddwerengem nogelasschert hunn, och deem éischte Riedner, dass d'Krim zënter den Zäite vum Chruschtschow zur Ukrain gehéiert huet an dass op eemol, ech mengen, et war den 1. Mäerz 2014, d'Krim aus Kremli-Siicht Deel vu Russland wier. Ech wëll hei just soen, dass et vun 193 Länner op der Welt der nëmme fennef gëtt, déi net unerkannt hunn, mä déi eng Deklaratioun gemaach hunn, dass se kéinten op dee Wee goen; dat ass Syrien, et ass Nordkorea, et ass Nicaragua, Afghanistan a Venezuela.

Bon, den Här Kartheiser freet, dass d'Regierung sech soll Gedanke maachen iwwert de Statut vun der Krim. Also, wann een net grad d'Qualitéit huet, Här President, vun engem Duebelagent, dann, mengen ech, weess een,...

(Brouhaha)

...wat Sezessioun ass a wat Annexioun ass. Ech mengen net, dass een do grouss Philosophien an Theaterstécker misst schreiwen. Dat ass kloer.

Ech wëll och hei soen, den Här Gusty Graas... an och elo, ech mengen, et ass nach eng Kéier och ugeschwat ginn, e Kale Krich, dat ass effektiv, ech war zu München, et war zwar en Zweifel, et war e klengen Doute do, mä den Här

Medwedew huet als Premierminister selwer gesot e gewëssene Moment - op jidde Fall esou ass et iwwersat ginn -, mir wieren erëm am Kale Krich. Ech mengen, dat musse mer natierlech verhënnere. An do gëtt et awer nach Hoffnung allerdéngs, mengen ech, an der Europäescher Unioun, dass mer do net eleng sinn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo net op déi Debatt agoen. Ech mengen, mir haten déi elo iwwert d'Ukrain. Ech hu festgestallt, dass heibanne jiddweree seng Zweifel huet iwwert déi Sanktiounen an déi relativéiert. Dat ass u sech eng positiv Entwécklung.

Neen, ech hunn d'Wuert nach eng Kéier gefrot, well den Här Ausseminister a sengen Ausféierungen et net konnt loosse, fir drop unze spillen, ech wär en Duebelagent. Ech weess net, firwat en dat gemaach huet. Wollt e meng Kredibilitéit a Fro stellen? Dofir wollt ech en nach eng Kéier eppes ganz kloer un d'Häerz leeën: Jo, ech wor Duebelagent am Kale Krich. Ech hunn dat gemaach, well deemools d'Sowjetunioun probéiert huet, mech als Agent ze rekrutéieren. Si sinn et, déi u mech erugetruede sinn, fir mech als Agent fir d'Sowjetunioun ze rekrutéieren.

Ech hunn dat deemools gemaach,...

(Interruptions)

...ech hunn dat deemools gemaach an ech hunn et direkt gemellt gehat. Deen Abléck, wou d'Sowjetunioun mech kontaktéiert hat, hunn ech nach deeselwechten Dag dem Lëtzebuerg Geheimdéngscht gemellt, dass dat geschitt wär. De Lëtzebuergesche Geheimdéngscht huet sech mat der CIA a Verbindung gesat. De Lëtzebuergesche Geheimdéngscht zesumme mat der CIA hu mech gebieden, esou ze maachen, als géif ech mech vun der Sowjetunioun rekrutéiere loosse a fir si schaffen. Dat hunn ech gemaach am Kale Krich! Ech hunn dat e puer Joer laang gemaach.

Ech hunn näischt gemaach, wat eng Onéier gewiescht wär fir d'est Land. Ech hunn näischt gemaach, wat eng Onéier fir mech wär. An ech géif mer erwaarde vun engem Member vun der Regierung haut, fir ze honoréieren, dass och deemools an haut et nach Leit gëtt, déi sech fir déi Idealer asetzen, wéi ech et deemools gemaach hunn, fir déi Fräiheet, déi ech haut verdeedegen!

(Interruption)

Eppes, wat ech deemools net geduecht hunn an haut nach net denken, an eppes, wat ech deemools ni gemaach hunn an och haut net denken: Ech hunn nimools géint Russland oder géint d'Russe geduecht oder geschafft! Ech hu géint e Regimm geschafft, deen eng Oppressioun duergestallt huet, eng Diktatur, déi Russland ënnerdréckt huet ënnert dem kommunistesche Fändel! Dat wor de Géigner an der Sowjetunioun am Kale Krich!

Ech schomme mech net fir dat, wat ech gemaach hunn! Ech hunn deemools meng Pflicht gemaach. An dat Dir haut als Lëtzebuerg Minister dohikommt a probéiert, meng Kredibilitéit ze diskreditéieren,...

(Exclamations)

...dat ass...

(Brouhaha)

Dat ass éischens historesch onfair.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass net fir ze laachen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass och net fir ze laachen. Et ass e Mangel u Maturitéit, fir doriwier ze laachen. Fir d'Éischt kommt Der...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Fir d'Éischt kommt Der a probéiert mech do duerch ze diskreditéieren an da sidd Der emol net capabel, fir ze soen: „Hei, et deet mer leed, ech hunn do e falsche Geste gemaach!“ Neen, dat hutt Der net gemaach!

(Interruption)

Ech fannen, et ass un der Zäit, Här Minister, dass och Dir fir lech ofkläert, wéi Dir zu der Vergaangenheet vum Kale Krich stitt. Et gëtt Leit, déi kloer eng Décisioun geholl haten, fir eise System géint de Warschauer Pakt ze schaffen. Zu deenen hunn ech gehéiert. Ech weess net, ob d'Sozialistesche Partei deemools ëmmer déiselwecht Décisioun geholl hätt!

Ech soenlech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

(Interruption et brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat wär de Fait personnel évaküiert. An ech géif och mengen, dass, wann een e Fait personnel évoquéiert, een dann och net selwer soll attackéieren. Merci villmoos.

A mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

(Interruption)

Jo, Merci. Mir notéieren dat.

Dat heescht, d'Motioun ass mat 57 Nee-Stëmmen an 3 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Nigri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Merci.

10. Ordre du jour

Da géife mer zum nächste Punkt oder zu deenen nächste Punkte vum Ordre du jour iwwergoen. Dat sinn d'Projete 6786 an 6802, ëmmer Ratifikatiounen vu Konventiounen, wat d'Sécurité sociale ugeet, mat Albanien a mat Japan. An d'Rapportrice ass d'Madamm Taina Bofferding, déi déi zwee Rapporte matenee wäert maachen. Mir diskutéiere se och herno zesummen a mir stëmmen da separat of.

11. 6786 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon, signée à Tokyo le 10 octobre 2014

6802 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Albanie, signée à Luxembourg le 27 octobre 2014

Rapports de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **Mme Taina Bofferding (LSAP), rapportrice.** - Gutt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir fueren dann elo weider mat enger Rëtsch Konventiounen, déi musse gestëmmt ginn. Et sinn, dat muss een agestoen, net grad déi brisantst politesch Gesetze, déi dobaussen d'Masse bewegen, allerdéngs sinn esou Konventiounen wéi déi heiten am Beräich vun der sozialer Sécherheet awer ganz wichteg.

Et gëtt e sozialen Aspekt, deen ënner anerem d'Pensionsrechtler vun de schaffende Leit regelt, an och e wichtegen ekonomeschen Aspekt fir d'Betribler, fir Kloeerheet ze kréien, wéi d'Cotisatioun geregelt sinn. Och dat ass en Atout, deen een net vun der Hand soll weisen, fir dass d'Entreprises an engem juristeschen séchere Kontext kënnen operéieren.

Dat heiten ass déi éischt Konventioun tëschent Lëtzebuerg a Japan a si entsprécht allgemeng dem Modell vun de bilaterale Konventiounen, déi eist Land och mat anere Staaten ofschléisst. De Champ d'application vun der sozialer Sécherheet viséiert allerdéngs ausschliesslech d'Assurance pension de vieillesse, d'invalidité an d'Surviv. Virgesinn ass d'Méiglechkeet, fir am Beräich Maladie eng Assurance volontaire ofzuschléissen. Fir de Rescht ass d'Assurance maladie aus deser Konventioun ausgeschloss, grad wéi d'Assurance accident, Prestatiounen am Chômage an d'Familjeleschtungen.

D'Konvention baséiert op deene generelle Prinzipien, déi an deem Beräich gellen, nämlech der Egalité de traitement an der Exportation vum de Prestatiounen. Weider regelt d'Konvention de Prinzip vum Détachement. Et ass virgesinn, dass den Travailleur détaché d'ar Legislatioun vum Pays d'origine ennerläit. Dat heescht, dass d'Legislatioun vum deem Land applikabel ass, wou déi Persoun normalerweis hir beruflech Aktivitéit ausüübt. Et ass och virgesinn, dass den Détachement fir eng Period vu 60 Méint accordéiert ka ginn, mat Verlängerung, falls d'Emstänn dat verlaangen.

Eng aner Derogatioun betrëfft d'Salariée vum de Fluchtransportgesellschaften. Déi bleiwen d'ar Legislatioun vum deem Land ennerworfen, an deem d'Entreprise hire Siège huet. An d'Séleit ennerleien d'ar Legislatioun vum deem Land, wou si hire Wunnsätz hunn. Dës Optioun, déi d'OIT, also d'Organisation Internationale du Travail, ennerstëtzt, gouf och schonns an anere Konventionen, wéi mat Indien, Argentinien oder och Moldawien, zréckbehalen.

Interessant ass och nach ze wëssen, dass d'Konvention d'Totalitéit vum den Assurancéjoren als Prinzip unerkent. Dat géllt och am Zesammenhang mat de Babyjoren, déi jo ugerechent ginn am Kader vum der Pensiounsversicherung, virausgesat déi concernéiert Persoun war fir d'Lescht der Lëtzebuerger Pensiounsversicherung ennerstallt.

A sengem Avis huet de Statsrot eng Remarque gemaach iwwert den Artikel 10, dee seet, dass d'Partei kënnen Ausname virgesi par rapport zu den Artikelen 6 bis 9, dat op Demande vum engem Salarié, engem Employeur oder och op Demande vum engem Netsalarié. De Statsrot betount, dass Accorden iwwer esou Ausname misste vum Parlament approvüert ginn.

Wat d'Arrangements administratifs ugeet, déi am Artikel 22 virgesi sinn, do fënn den Statsrot, dass eng Publikatioun am Mémorial géif duergoen, esou wéi dat och schonns bei verschidene fréiere Konventionen de Fall war.

Weider hate mir och an engem vum eise Kommissiounssitzungen eng ganz interessant Diskussioun iwwert d'Sprooch vum offiziellen Text. Oft ass et esou, dass deen an zwou Sproochen verfaasst gëtt, eng kéier op Franséisch an dann och an där Sprooch vum deem Land, mat deem verhandelt gouf. Bei dëser Konvention mat Japan gouf sech op Englesch geeent, fir sech kënnen ze verstännegen, woubäi beim Projet eng franséisch Traduktioun annexéiert gouf. D'Fro gouf opgeworf, wéi een Dokument, also den offiziellen Text op Englesch oder déi offiziell Traduktioun op Franséisch, am nationale Recht ugewannt gëtt. Vu dass d'Konvention op Englesch ausgehandelt an ennerschriwwen gouf, ass den engleschen Text schlussendlech deen, deen zielt.

Zur legislativer Prozedur vum deemem Projet ass ze soen, dass deen vum Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, den 2. März 2015 déposéiert gouf. De Statsrot war ganz fläisseg. Direkt eng Woch duerno, den 11. März, gouf de Projet schonns aviséiert. An der Reunion vum 3. Februar dëst Joer gouf an der zoustänneger Chamberskommissioun de Projet presentéiert, zesumme mam Avis vum Statsrot, woubäi och dann och als Rapportrice nominéiert gouf. Den 22. Februar gouf da mäi schréffleche Rapport uegeholl.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

A wéi den Här President schonns ugekënnegt huet, wäert och dann direkt weiderfuere mat dem Rapport vum nächste Projet, well hei handelt et sech och ëm eng Konvention, déi d'ar heiter mat Japan ganz staark änel. Et geet ëm d'Konvention, déi mer mat Albanien wellen ofschléissen.

De Projet de loi 6802 gouf nach eng kéier vum Ausseminister, dem Jean Asselborn, de 15. Abrëll 2015 hei an der Chamber deponéiert. Den Avis vum Statsrot koum den 19. März d'lescht Joer. An der Sitzung vum der zoustänneger Chamberskommissioun den 22. Februar gouf mäi schréffleche Rapport uegeholl an och wéi bei der viregter Konvention ass dat heiten och déi éischt, déi Lëtzebuerg mat Albanien ageet, fir och esou déi sozial Rechter vun de schaffende Leit unzëerkennen.

Allerdéngs sinn hei d'Beräicher vun der Applikatioun limitéiert. Couvéiert sinn deemno just d'Assurance pension de vieillesse, d'invalité an déi vun der Survie. Ausgeschloss sinn de Volet vum der Assistance sociale an d'Prestatiounen fir d'Krichsaffer. Och d'Assurance maladie ass net concernéiert, an dat op Wonsch vum Albanien weinst dem Käschtepunkt, well dat bedeit hätt, fir am Fall vum enger Behandlung zu Lëtzebuerg déi reell Fraise missen ze rembourser.

Wéi och fir déi aner Konventionen am Beräich vun der sozialer Sécherheet gellen déi fundamental Prinzipien vun der Egalité de traitement, der Exportation vum de Prestatiounen, d'Totali-

lisatioun vun den Assurancéperiode grad wéi d'Méiglechkeet, fir eng Assurance volontaire am Beräich vun der Maladie ofzeschléissen.

Am Prinzip géllt fir den Travailleur déi Legislatioun vum Land, wou e seng beruflech Aktivitéit ausüübt. An d'Séleit ennerleien hei awer d'ar Legislatioun vum deem Land, enner deem sengem Fändel d'Schéff fiert.

Wat den Détachement ubetrëfft, esou gesäit d'Konvention vir, dass während 24 Méint den Travailleur d'ar Legislatioun ennerläit, wou hien normalerweis drënnerfält. Déi Period kann awer och hei verlängert ginn, wann en Accord zwéischen deenen zwou concernéierte Länner besteet.

Eng aner Derogatioun viséiert d'Salariée vun den Transportgesellschaften. Déi bleiwen och d'ar Legislatioun ennerworfen, wou d'Gesellschaft hire Siège huet, ausser d'Transportgesellschaft huet nach eng Néierloosung an deem betrafene Land.

Dann nach zum Avis vum Statsrot. Dee mécht virun allem Remarquen zu dem Artikel 13 an dem Artikel 18. Den Artikel 13 betrëfft grad wéi am viregte Projet Excepiounen, dëst zu den Artikelen 9 bis 12. An déi misste vum Parlament approvüert ginn. Wat par contre déi administrativ Arrangements am Artikel 18 ugeet, déi just d'Emsetzung vum engem Traité betreffen, do wier dat net néideg, seet de Statsrot.

Weider insistéiert hien dofir awer, dass dës Arrangements müssen am Mémorial publizéiert ginn, esou wéi den Artikel 37 vun eiser Verfassung et virgesäit. Am Moment gëtt dat effektiv net esou gemaach, och wann de Statsrot ëmmer nees a sengen Avisen drop hiweist. D'Vertreider vum deemem concernéierte Ministère hunn awer verséichert, dass si kucken, fir an Zukunft am Mémorial dëst ze verëffentlechen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dëst war da ganz kuerz dat Wichtigst aus deenen zwou Konventionen. Ech ginn domadder och direkt den Accord vum der LSAP-Fraktioun an invitéieren lech, dat Nämlecht ze maachen, dës zwou Konventionen zouzestëmme, a soen lech Merci fir d'Nolauschte-

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Ech wollt d'Fro stellen, ob d'Interventionen sech op den Accord limitéieren.

(Assentiment)

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Wann dat de Fall ass, wollt ech de Minister froen, ob en dozou wëllt Stellung huelen.

Den Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

► M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.- Jo, Merci, Här President, ganz kuerz. Ech mengen, ech wollt fir d'Éischt awer vun der Geleechenheet profitéieren, fir souwuel der Rapportrice e grouse Merci ze soe fir hire schréfflechen a virun allem och mëndleche Rapport vun de Mëtteg, awer och virun allem der Kommissioun, déi ganz schnell, mengen ech, dës Konvention analyséiert huet an eigentlech an där Diskussioun, déi mer an der Kommissioun haten, déi richtig Fro gestallt huet an, ech mengen, och déi richtig Äntwert kritt huet.

Ech mengen, mir haten d'Diskussioun iwwert d'Sprooch vun den Texten, déi mer hei géife verabschieden. Alles dat konnt gekläert ginn an der parlamentarescher Aarbecht. An ech mengen, et ass elo gutt, dass mer dës Konvention mat Japan a mat Albanien hei Approbation ginn, well och an deene Parlamenten engersäits am September respektiv am Oktober och do d'Approbation scho komm ass, soudatt dës Konventionen da kënnen a Kraaft treden.

Merci un d'Kommissioun. Merci un d'Rapportrice. An ech si frou, dass dës Konventionen kënnen gestëmmt ginn. Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6786 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6786 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 direkt an indirekt Participatiounen um Vott. 59-mol Jo, also Unanimitéit. De Projet ass domat uegeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Félix Eischen), Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes

Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Aehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, MM. Lex Delles, Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An d'Fro no der Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

D'accord. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen direkt zum Vott dann iwwergoen iwwert d'Konvention mat Albanien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6802 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Erëm eng kéier 59 Participatiounen. 59-mol Jo, also Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Diane Aehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Jo, dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 6833, eng Konvention erëm eng kéier am Beräich vun der Sécurité sociale an dës kéier tëscht Lëtzebuerg an der Belsch. An de Rapporteur, den Här Georges Engel, huet d'Wuert.

12. 6833 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur la coopération et l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 5 février 2015

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei ëm eng Konvention, déi sech areit an eng ganz Rei vu Konventionen, déi mer scho mat der Belsch hunn. Den Dépôt vum Projet gouf de 6. Juli 2015 gemaach, den Avis vum Conseil d'État ass vum 10. November 2015 an de Rapport hu mer dunn den 22. Februar 2016 an der Chamberskommissioun uegeholl.

Et geet ëm eng Konvention tëscht Lëtzebuerg an der Belsch iwwert d'Kooperatioun an déi administrativ Hëllef bei der Sécurité sociale.

Si komplettéiert, wéi gesot, déi besteeend Kooperatioun a gesäit en Échange d'informations vun individuellen Dossiere vir. Dat ass net ze verwiessele mat enger Transmissioun vu Fichier. Si moderniséiert a baut och déi besteeend Kooperatioun aus.

Et geet hei haaptsächlech drëm - dat dierft eis alleguerten och interesséieren -, fir géint d'Fraude virzegoen, fir géint Feeler oder Abuse bei der Sécurité sociale virzegoen. Et renforcéiert dobäi dann och d'Moyenen, fir d'Kontroll ze maache bei enger Incapacité de travail. Och dat ass eng gutt Saach. An et soll jo och kee vun dem System abuséieren. Déi Leit, déi e Recht drop hunn, sollen e Recht drop hunn, mä déi, déi abuséieren, sollen dann och besser kontrolléiert ginn, fir datt mer déi Abuse kënnen ofstellen.

Bei engem Land, wat a Regiounen agedelt ass, ass dat net ëmmer esou einfach. Mir maachen hei eng Kooperatioun mat dem Land an net mat de Regiounen. An dat stellt an der Praxis awer e reelle Problem duer. Duerfir, zum Beispill d'Prestations familiales, déi goufen hei och net considéiert, well soss hätt ee missen déi véier Regiounen passéieren an dat wär eng ganz laang a schwiereg Saach ginn. Duerfir ass dat hei net mat derbäi.

Änlech Kooperatiounen wéi déi heite mat der Belsch hu mer och mat Frankräich. Mir hunn hei en Accord à l'unanimité an der Kommissioun gehat.

Ech ginn heimadder och den Accord vum der LSAP-Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci dem Här Engel. Kann ech dervun ausgoen, dass bei deemem Projet...?

(Interruption)

Den Här Eischen.

Discussion générale

► M. Félix Eischen (CSV).- Merci, Här President. Jo, mat dem Gesetzesprojet 6833 - an och mat de Projete 6786 an 6802 - intensivéiert Lëtzebuerg effektiv säin automateschen Informatiouns Austausch vun den individuellen Dossieren an der Sécurité sociale, ebe mat der Belsch, wéi mer elo grad héieren hunn, an och mat Japan a mat Albanien. Esou Konventionen hëllef, déi bilateral Kooperatioun an der Sécurité sociale, déi Lëtzebuerg mat deene Länner huet, ze verstärken.

Opgrund vum eise ville belsche Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, mengen ech, sollt een dat och ennersträchen. Do ass virun allem d'Konvention ebe mat der Belsch e wichteg Instrument, fir den automateschen Informatiouns Austausch um administrativen Niveau ze vereinfachen an ze moderniséieren, fir och allgemeng verstärkt géint de Beduch an d'Abusen an der Sécurité sociale esou kënnen virzegoen.

Aus deene Grënn, enner anorem, gëtt d'CSV-Fraktioun den Accord zu deenen dräi Projeten eran. Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci dem Här Eischen.

Weider Wuermeldungen? Dat ass net de Fall. Den Här Minister wann ech gelift.

Prise de position du Gouvernement

► M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.- Jo, ech wollt dann hei och profitéieren, fir engersäits dem Rapporteur Merci ze soe fir säi mëndlechen a schréffleche Rapport, och der Kommissioun, déi dës Konvention, déi mer hei erstallt hunn, relativ schnell och duerchgekuckt huet, soudatt mer och haut kënnen zum Vott kommen.

Ech mengen, hei ass et richtig, hei ass eng Konvention souzesoen, déi d'Entraide administrative zwéischen zwou Länner regelt, verbessert. Do muss ech soen, et ass eigentlech déi, déi sech ureit un esou eng, wéi mer se och, wéi scho gesot, mat Frankräich hunn. An ech mengen, bei eise villen Transfrontalieren, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, ass dat och e wichteg an e gutt Instrument, fir an deem ganze Kader vun effektiv de Kontrollen an de Frauen an den Abusen och kënnen déi néideg Kontrollen an déi néideg Échangen ze maachen.

An ech mengen, et ass ee Saz gefall vum Rapporteur, dee gesot huet, eis sozial Systemer wieren opgebaut, wéi mer all wëssen, op Solidaritéit. An eis Systemer si gutt! An ech mengen, déi, déi Abuse vun esou Systemer bedreien, déi maachen och Abus, mä net nëmmen Abus financier, mä déi maache virun allem och Abus de solidarité. An ech mengen, dofir



sinn och esou Konventionen wichteg, fir datt se kënnen a Kraaft trieden.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6833 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6833 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo direkt ofgeschloss.

60 Participatiounen, 60-mol Jo, Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Octavie Modert), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. Merci.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Fusionsprojet zwëschen de Gemenge Béiwen un der Atert an Tënten. De Rapporteur, den honorabelen Yves Cruchten, huet d'Wuert.

13. 6879 - Projet de loi portant fusion des communes de Boevange-sur-Attert et de Tuntange

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Villmools Merci, Här President. Nodeems mer dann elo e groussen Exkurs an d'Weltpolitik gemaach hate bis op Moskau a Japan, Albanien, elo zréckkomm sinn op Bréissel, komme mer dann elo definitiv zréck an dat gutt aalt Lëtzebuerger Land, méi genee an de Weste vun eisem Land, oder an den Nordweste vun eisem Land. Haut stëmme mer zwee Gesetzer, déi d'Fusioun vum insgesamt véier Gemenge betreffen.

Ufänken doe mer, wéi de President elo grad gesot huet, mat der Fusioun tëschent de Gemenge Béiwen un der Atert an Tënten. Wat fir eis Deputéiert éischter no enger Formalitéit ausgesäit, ass awer fir déi betraffe Gemengen, hir Awunner, d'Gemengepersonal an och d'Loikalpolitiker e ganz wichtigen Akt. Haut gëtt souzesoen e groussen Deel vun der Aarbecht vu villen aus de leschte Joren ofgeschloss. Och wann heimbader d'Fusioun officialiséiert gëtt, esou bleift awer och muer nach Aarbecht, fir d'Gelänge vun der Fusioun ze garantéieren.

Et ass e wichteg Schratt, deen déi zwou Gemenge maachen, e Schratt op engem Wee, dee se elo zesumme wäerte goen. Aus de Gemenge Béiwen un der Atert an Tënten gëtt fir den 1. Januar 2018 d'Gemeng Helperknapp. Esou hunn et d'Gemengeréit, awer virun allem d'Bierger aus deenen zwou Gemenge bei engem Referendum decidéiert.

Op eis Gemenge kommen ëmmer méi Aufgaben duer. Mir sinn haut wäit ewech vun deenen ursprüngeleche Gemengemissionen aus dem Dekret vu 1789, wou sech d'Gemengen nach sollten eenzeg an eleng ëm d'Propretéit, d'Salubritéit an d'Rou an hiren Dierfer këmmern. Schoul, Kannerbetreiwung, Natur- an Ëmweltschutz, Waasserversuergung an Of-

entsuergung, Sport, Kultur a Fräizäit, Stroossen- a Wunnungsbau: Dat sinn haut alles Aufgaben vun de Gemengen. An där Aufgabe gëtt et der ëmmer méi, wat et schwéier mécht fir kleng Gemenge mat wéineg Akommes, dat alles ze bewältegen.

Aus deser Iwwerleung eraus hunn d'Gemenge Béiwen an Tënten decidéiert ze fusionéieren an déi Erausforderungen an Zukunft zesummen unzegoen. Dat ass net nëmme e couragéierte Schratt fir d'Bierger an d'Politiker, mä et ass dee richteg Schratt. Mat ronn 3.800 Awunner ass déi Gemeng gutt opgestallt fir d'Zukunft. De Stat encouragéiert d'Gemengen zesammenzeschaffen, entweder a Syndikater oder eben, wéi hei, duerch Fusiounen. An de Stat ënnerstëtz Fusiounen och mat engem aussergewöhnleche Subsid.

Déi nei Gemeng Helperknapp wäert esou an deenen nächsten zéng Joren eng 7,5 Milliounen Euro kréien, fir eng Rëtsch Projeten ze finanzéieren, déi fir hir Gemeng an hir Awunner gebraucht ginn. Esou soll zu Bruch e Schoul- a Sportkomplex entsto. D'Drénkwaasserversuergung soll verbessert ginn. Den historiesche Site vum Helperknapp soll valoriséiert ginn. E Centre de documentation historique soll gebaut ginn an et soll och Wunraum fir den drëtten Alter entsto.

Ech wëll op deser Plaz ervirsträchen, datt d'Regierung am Joer 2010 decidéiert hat, dese Subsid fir d'Gemengen ze kierzen. D'Gemenge Béiwen an Tënten waren du schon amgang mat éischte Gespréicher. Si hunn nawell decidéiert ze fusionéieren, obwuel dese Subsid fir si elo méi kleng ausfällt. Dat ënnersträicht nach eemol, datt et de Gemengen net eleng ëm d'Sue geet bei enger Fusioun, mä datt et hinne un éischter Stell ëm d'Wuel vun hiren Awunner geet.

Här President, als Chamberskommissioun hate mer net vill Aarbecht mat dësem Projet de loi, well déi eigentlech Aarbecht, déi gouf an de Gemenge gemaach, vun de Gemengenarbechter iwwert d'Beamten an d'Politiker bis an d'Veräiner eran, dat alles begleet vun der Cellule indépendante fusions communales an dem Innenministère mat senger Servicer. Et ass haut vläicht eng gutt Geleeechheet, all deene Merci ze soen, déi un deser Fusioun matgeschafft hunn.

An eiser Sitzung vum 4. Februar gouf de Projet de rapport fir d'Fusioun vun de Gemenge Béiwen un der Atert an Tënten eestëmmege uegell. Am Numm vu menger Partei invitéieren ech lech, datselwecht och haut an der Plénière ze maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet elo direkt den Här Marc Lies.

Discussion générale

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Dir Damm, Dir Hären, am Projet de loi 6879 geet et ëm d'Fusioun vun de Gemenge Béiwen un der Atert an Tënten. Zanter dem Summer 2009 gëtt tëscht deenen zwee Gemengeréit scho konkret un deser Fusioun geschafft.

An dësen zwou Gemengen ass de Wëlle vun der Landespolitik do, fir Synergien ënnereneen ze schafen an doduerch och méi performant ze ginn, wat den Déngscht um Bierger ueget. Déi zwee viereg Innenministere hunn an dësem Sënn d'Gemenge sensibiliséiert an den Terrain preparéiert, fir d'Unzuel vun dese kënnen ze reduzéieren. Den Ufank vun dësem Fusionswëllen hunn am Joer 2006 d'Gemenge Fuere a Baastenduerf gemaach mat der heiteger Gemeng Tandel.

Déi nei Gemeng gëtt bei deser Fusioun op den Numm Helperknapp gedeelt an de Siège soll zu Tënten sinn.

Och bei deser Fusioun huet am Virus missen Iwwerzeegungsaarbecht gelescht ginn, fir d'Bierger vun de Virdeeler ze iwwerzeegen. Net ze vergiesse sinn d'Beamten an d'Arbechter, déi an dese Gemenge schaffen, fir hinne d'Angscht virun deem Neien ze huelen a si positiv op eng gemeinsam Zukunft anzeschwieren.

Et bleift bei deser Fusioun ervirzehiewen, datt couragéiert Kommunalpolitiker de Bléck no vir geriicht hunn an d'Allgemengwuel vun hire Bierger an de Vierdergrond gestallt hunn. Esou Décisiounen si sécherlech net einfach, well dat laang agesiesse Gewunnechten, wat de Fonctionnement ueget, domat ännere geet.

Et ass sécherlech awer dee richteg Wee, fir senger Bierger dëselwecht Déngschtleeschungen kënnen unzibidden, wéi et an aneren, méi grouse Gemenge schon de Fall ass. Heimat wëll ech d'Leeschung vun deem Personal, dat an zwou verschiddeenen, méi klenge Strukturen geschafft huet, awer sécherlech net

schmäleren, just au contraire. Hei wor den Opwand a spezifesche Funktiounen sécherlech méi héich, wéi dat an Zukunft de Fall däerft sinn.

Ab dem Zäitpunkt, wou d'Servicer zesummegeleucht ginn, kënnen Synergie geschafft ginn an et gëtt Méiglechkeete vu Back-uppen, wat heesche wëllt, datt nach eng zweet Persoun do ass, fir eng Hand mat unzepak. Esou kann eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten an och de Congéizäiten erbäigefouert ginn, wat e Motivatiounsschub fir d'Personal soll duerstellen. De Bierger dierft ënnert dësem Emstand och vun enger Erweiderung vun den Déngschtleeschungen profitéieren.

Well eng Fusioun och mat neien Investissementer an Infrastrukturen ze dinn huet, soll an deenen nächste Joren en neie Schoulkomplex zu Bruch gebaut ginn an et soll an eng Verbesserung vun de Waasserréseauen investéiert ginn. Den Helperknapp gëtt mat der Grënnung vum Centre de documentation historique valoriséiert. Mat dem Bau vun engem Foyer-logement gëtt och un d'Leit aus dem drëtten Alter geduecht.

Mat enger Awunnerzuel vun 3.776 Awunner op den 1. Januar 2015 huet déi nei Gemeng och eng speziell Hëllef vum Stat vun 2.000 Euro pro Kapp zegutt, wat e Montant vu 7.552.000 Euro ausmécht.

Ech wënschen deenen zukünftege Gemengeréit, dem Gemengepersonal an natierlech deenen 3.776 Bierger vun där neier Gemeng Helperknapp eng erfollegräich a gutt Zukunft, wou d'Liewensqualitéit an déi erbruechten Déngschtleeschungen am Interessi vum Bierger sollen am Méttelpunkt stoen. Den Innenminister wëllt och encouragéieren, d'Zil vun enger moderner an effizienter Landesplanung net aus den Aen ze verléieren.

Ech soen lech heimat Merci fir Äert Nolauschteren, wëllt awer och dem Rapporteur Yves Cruchten Merci soe fir säin ausféierleche Rapport a ginn heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Lies. D'Wuert huet elo den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, dëst Gesetz ass déi lescht Etapp, fir dass d'Fusioun vun deenen zwou Gemenge Béiwen un der Atert an Tënten Realitéit gëtt, an déi wäerten ab dem 1. Januar 2018 dann den Numm „Commune de Helperknapp“ droen.

Fir déi Leit, déi an deem Eck net esou kënneg sinn: Den Helperknapp, dat ass den héchste Punkt vun deenen zwou Gemenge mat 393 Meter. Ganz uewen um Bierg ass d'Willibrordus-Kapell, wou dann och eng Quell entspringt.

Um Helperknapp war fréier e grouse Maart, den Helpermaart, wou Händler vu Paräis bis dem Elsass Wuere ugebueden hunn. Säit 1989 gëllt dës al Tradition erëm an d'Entente Helpermaart huet dës Tradition weidergefouert.

Op Päischtméinden, dem Virowend vun der lechternacher Sprangpressessioun, ass haut nach all Joers eng Pressessioun op den Helperknapp. Wéinst all deem ass den Helperknapp och zanter dem 20. Januar 1939 op der Lëscht vun de Monuments classés. Dofir fannen ech et och gutt, dass ënnert de Projeten, déi déi nei Gemeng Helperknapp wëllt realiséieren, och d'Opwärtung vum Helperknapp geplangt ass.

Här President, d'Gemenge sinn e Service de proximité fir de Bierger. An de Bierger gëtt ëmmer méi usprochsvoll, well de Bierger wëllt vun deenen beschtméigleche Servicer profitéieren, an d'Gemenge sollen déi och ubidden. Dofir brauch ee selbstverständlech Moyenen. An d'Fusioun ass eng Méiglechkeet, fir dass déi Moyenen an de Gemengen an d'Lucht ginn. Eng Fusioun ass d'Geleeechheet, Synergien ze schafen, selbstverständlech do, wou Synergien och Sënn maachen. Dat reduzéiert d'Käschte fir d'Gemeng, awer erhéicht och zäitgläich d'Qualitéit an de Service um Bierger.

Regional Kooperatiounen um Gemengenniveau kënnen awer gradesou sënnavoll si wéi Fusiounen, wann dat net vum Bierger matgedroe géif ginn. Fusiounen mussen vum ënnen erop wuessen an net vun uewen erof diktiert ginn. Dofir ass d'DP fir de Prinzip vun de Gemengefusiounen, awer just verbonne mat engem Referendum. Dese Referendum hunn d'Gemengen Tënten a Béiwen un der Atert dann och zäitgläich mat den Europawahlen de 25. Mee 2014 organiséiert. Beim Referendum koum e Resultat eraus vu 64% zu Tënten a vu 70% zu Béiwen un der Atert, all Kéiers fir eng Fusioun, soudass d'Bevëlkerung an deenen zwou Gemengen därelech hannert dem Fusionskonzept steet.

Dës nei Gemeng wäert dann iwwer 3.800 Awunner zielen a setzt sech zesummen aus néng Uertschaften: an zwar Tënten, Aansbuerg, Bur, Huelmes, Béiwen un der Atert, Bill, Bruch, Bëschdref a Gréiwknapp.

Dëst gesot, e grouse Merci un de Rapporteur, den Yves Cruchten, fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech géif heimat dann och den Accord gi vun der Fraktioun vun der DP an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Président. - Merci och. An d'Wuert huet direkt den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech weess och elo genau, wou déi Uertschaften leien. Mäin Noper huet mer dat ganz gutt erkläert, uewen, do wäere vill all Kiferen an e sandege Buedem. An ech mengen, net nëmme dowéinst, mä am Fong geholl fannen ech et richteg, wann d'Gemenge sech esou zesummen, datt een dat soll och hei esou unhuele.

Dem Yves Cruchten villmools Merci fir de Rapport. An ech bréngen natierlech den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. Ech hunn elo keng weider Wuertmeldungen. Dann hätt den Innenminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Jo, Här President, effektiv, esou wéi den Här Traversini et gesot huet, dat meescht ass gesot ginn duerch en exzellente Rapport, nach flott ergänzt duerch dat, wat den Här Hahn hei gesot huet.

Ech wëllt just zwou Saache soen zu dësem Projet an och deem, deen elo hannendrukënt. Mir sinn am Fong hei an engem Prozess, deen 2004 ugefaangen huet. Hei ass elo déi zéngt Gemengefusioun, déi mer op de Wee bréngen. Ech mengen, dass et e partiwwergräifende Konsens gëtt, dass d'Fusiounen u sech eng gutt Saach sinn, dass mer, esou wéi et virun hei gesot ginn ass, méi Servicer a méi Qualitéit fir de Bierger kënnen kreéieren, méi effikass kënnen schaffen an deenen einzelne Gemengen, Synergie kënnen maachen, och Economie-d'échellé kënnen realiséieren.

Manner Delegatioun vun de Servicer un d'Gemengesyndikater, och dat ass e ganz wichteg Element. Mir wëssen, dass ganz vill Décisiounen am Gemengesektor an de Syndikater ewell lafen, wat awer e gewëssene Problem vun Demokratie mat sech bréngt. Méi Transparenz, méi Demokratie, déi dat heiten also mat sech bréngt, déi Fusiounen. An dofir steet d'Regierung och nach wie vor hannert där Fusionswell, déi sech am Lëtzebuerger Land entwéckelt huet. Och Synergie mam Stat an Zukunft si méiglech, an natierlech, an dat ass och gesot ginn: De Stat subventionéiert dat heite jo och mat engem ganz notabele Subsid.

Ech wëllt nach soen, dass d'Regierung an hirem Regierungsprogramm ganz kloer war, dass se de Fusionsprozess wëllt weiderdriewen, dass de Subsidiaritätsprinzip muss respektéiert ginn, dass och de Prinzip vun der Gemengenautonomie muss respektéiert ginn an dass virun allem och muss gekuckt ginn, dass an alle Gemengen, déi wëlle fusionéieren, e Referendum ofgehele gëtt, an dass d'Regierung sech och wäert un d'Resultater vun deene Referenden halen.

Dir wësst, dass mer niewent zwee positive Referenden, oder dräi positive Referenden a verschidde Gemengen, déi wollte fusionéieren, och an enger Situatioun waren, wou et zu engem negativen Entschloss vun de Bierger komm ass. Deem hu mer eis och gebeugt. An déi Fusioun huet leider zu deem Moment dann och op Äis musse geluecht ginn.

Hei si mer an engem aneren Zeenario. Hei hunn d'Bierger d'Virdeeler vun der Fusioun erkannt. An dofir si mer frou, dass mer haut kënnen dese Projet presentéieren.

Et si ganz vill Mercien hei och ausgeschwat gi vis-à-vis vun deene Leit, déi un dësem Projet bedeelegt waren, aus de Gemenge selbstverständlech, och d'Bierger, déi sech domat ausenanergesat hunn. Ech wëll dee Merci, wann Der erlaabt, och erweideren un déi Leit aus dem Ministère an och aus der Cellule, déi ganz vill heirunner geschafft hunn. An dofir kënnen mer dese Projet haut och zur Ofstëmmung bréngen.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An dat maache mer dann och direkt!

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6879 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6879 ass mat 60 Stëmmen unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

An da komme mer zum nächste Fusionsprojet, d'Fusion tëschent de Gemengen Habscht a Simmer, an deeselwechte Rapporteur Yves Cruchten huet d'Wuert.

14. 6880 - Projet de loi portant fusion des communes de Hobscheid et de Septfontaines

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Wa mer schonn amgaange sinn, da maache mer direkt nach eng Fusioun perfekt. An u sech kéint ech jo hei bal meng Ried vu virdu widderhuelen, mä dat géif awer de Gemengen Habscht a Simmer an och där ganzer Méi, déi sech an deenen zwou Gemenge gemaach gouf an deene leschte Joren, net gerecht ginn. Dofir probéieren ech, meng Ried och e bëssen ofzewisselen.

D'Gemeng Habscht, mat den Uertschaften Habscht, Äischen an de Lieux-dits Gäichel an d'Kräizerbuch, zielt haut eng 3.400 Awunner. D'Gemeng Simmer, mat den Uertschaften Simmer, Simmerfarm, Simmerschmelz, Gräisch, Rued a Léisbech kéint op gutt 800 Awunner. Zesummen zielt déi nei, fusionéiert Gemeng Habscht also eng 4.200 Awunner an ass soumadder déi drëttgréisst Gemeng aus dem Kantonal Capellen.

Aus der Iwwerleeung eraus, dat Beschit fir hir Awunner ze maachen, sinn d'Gemengeresponsabel vun Habscht a vu Simmer uneneen eruetrueden, fir ze fusionéieren. Datt een zesumme méi effizient a besser d'Erausfuerrunge vun enger Gemeng am 21. Jorhonnt ka meeschteren, ass wuel dat wichtegst Argument gewiescht. Et kann ee sech och administrativ besser opstellen, méi diversifizéiert, respektiv qualitativ méi héichwäerteg Déngschter ubidden, well een d'Personal anescht asetze kann.

Allegueren d'Awunner vun eisem Land hunn e Recht op vergläichbar a qualitativ gutt Gemengendéngschtleeschungen, u sech egal wou se wunnen. Elo läit et awer op der Hand, datt dat méi schwéier ze realiséieren ass an enger Gemeng mat 800 Awunner ewéi an enger Gemeng mat 5.000 Awunner oder méi. D'Fusioun ass do déi richteg Äntwert op déi Problematik.

Et ass keen einfache Schrëtt, deen déi zwou Gemenge maachen. Et ass e couragéiert Schrëtt. Mä virun allem ass et och hei dee richtige Schrëtt. Och an deenen zwou Gemenge gouf déi Fusioun vun de Gemengepolitiker gutt vübereet an esou wéi et an der Chartre européenne de l'autonomie locale vun 1985 virgesinn ass, dem Wëlle vun den Awunner via Referendum ënnerbreet. Bei dësem Referendum gouf et eng breet Zoustëmmung, fir ze fusionéieren.

De Stat leet bei dëser Fusioun eng 8.300.000 Euro bäi. Et kann een d'Gemengepo-

litiker vun Habscht a vu Simmer félicitéieren, datt si sech entscheet hunn, déi Suen an noutwendeg Projeten ze investéieren. Esou wäert d'Grondschoul zu Simmer ausgebaut ginn, zesumme mat enger Maison relais fir d'Kanner aus der Gemeng Simmer, de Chemin repris 106, deen duerch Habscht geet, gëtt erneiert an zu Äischen soll e Projet fir betreit Wunne fir den Drëttten Alter entstoen. Et ginn also keng Prestigebauten oder iwwerdimensionéiert Infrastrukture gebaut, mä et si wichteg, jo, noutwendeg Projeten, déi och direkt den Awunner aus den zwou Gemengen zeguttkomme wäerten.

Mat der Ofstëmmung vun haut entsteet elo offiziell den 1. Januar 2018 déi nei Gemeng Habscht. Mat dëser Ofstëmmung ass d'Aarbecht allerdéngs nach net geden. Bis dohi müssen d'Gemengeservicer nei organiséiert ginn, d'Reglementer openeen ofgestëmmt ginn, an d'Awunner wéi och d'Veräiner müssen dës Bestriewunge begleeden.

Wann dann am Oktober 2017 en neie Gemengerot gewielt gëtt, da besteet deen aus véier Gemengeréit aus der aler Gemeng Simmer an 11 Réit aus der aler Gemeng Habscht. Bei de Wahlen drop am Joer 2023 gëtt dann eng éischte Kéier zesumme gewielt an d'Zuel vun de Gemengeréit dem Gemengesetz no ugepasst. Bis dohin ass nach vill ze dinn an et ass alle Concernéierten ze wënschen, datt se mat deemselwechten Engagement virufuere wéi bis elo.

Ech wëll mech jo hei net widderhuelen, mä dee Luef, deen d'Chamberskommission dem Gemengepersonal an de Gemengepolitiker bei där anerer Fusioun ausgesprach huet, dee géilt an zielt natierlech och fir déi vu Simmer a vun Habscht.

Dee Projet de loi hei ass nëmmen ee vu ville Punkten op eisem Ordre du jour vun haut, mä et ass ee ganz wichtigen Ament fir d'Awunner vun deenen zwou Gemengen. An dofir ginn ech och hei d'Zoustëmmung vu menger Partei.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci dem Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Félix Eischen.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Merci, Här President. Erlaabt mer direkt, dem honorablen Deputéierten Yves Cruchten e grouse Merci ze soe fir säin ausféierlechen a prezise Rapport.

De Wee awer fir dës Gemengefusioun, dee war net ëmmer ganz einfach, aus Grënn, op déi ech elo op dëser Plaz awer net méi wëilt agoen, dëst och aus Respekt virum de Meenungen.

Hunn déi Käercher Bierger sengerzäit am Referendum vum Oktober 2010 géint eng Fusioun mat Simmer gestëmmt, hunn d'Memberen aus dem Schaffen- a Gemengerot vu Simmer sech doduerch awer dunn net demotivéiere gelooss an no engem neie Fusionspartner gesicht an och ee fonnt. Dat war mat der Gemeng Habscht du séier de Fall. An no intensive Berodunge gouf am September 2013 de Fusionsprojet offiziell vun deenen zwee Gemengeréit guttgeheesch. Am Mee 2014 hunn d'Bierger aus der Gemeng Simmer mat ronn 58% fir d'Fusioun gestëmmt. An doropshin huet Habscht och e Referendum gemaach, wou e gläich héicht Resultat vun och ronn 60% bal fir d'Fusioun erauskomm ass.

De Gesetzesprojet muss also haut nach an der Chamber gestëmmt ginn an dann dierfe mer eis dann, de Rapporteur huet et gesot, fir den 1. Januar 2018 op déi nei Gemeng Habscht freeën. Op weider Detailler vun dësem Projet de loi wëll ech awer elo net weider agoen, de Rapporteur huet dat jo am Detail gemaach.

Sécherlech hunn déi staatelech Finanzhëllefe fir déi dräi Fusionsprojeten, den Ausbau vun der Simmer Schoul, eng Struktur fir betreit Wunnen zu Äischen an de Réaménagement vun der Haaptstrooss duerch Habscht och zum Erfolleg vum Referendum bäigedroen.

De Gesetzesprojet gesäit vir, dass Avancé vun deenen Hëllefe virum Akraafttriede vun der Fusioun, also nach virum Januar 2018, kënnen ausbezuel ginn. Ech weess, dass och scho ganz konkret un deenen dräi Projete geschaff gëtt. Dat ass och gutt esou. Deemo kéinten déi zwou Gemenge schonn an den nächste Méint op déi versprochen Avancen zrëckgräifen an esou ouni Emprunten dës wichteg Projete weiderféieren.

Mä dat Finanziell ass awer bei Wäitem net dat eenzegst Element. Dir wësst, vill Elementer müssen hei zesummekommen, fir dass eng Fusioun reüsséiert. Virun allem muss se e gemeinsam Zil hu fir déi nei Gemeng. Doriwier eraus géillt et awer och, d'Bevölkerung vun den Avantagén vun där neier Fusionsgemeng ze iwwerzeegen an och op eventuell Problemer anzegoen a gläichzäiteg eben zesumme besser Léisungen ze proposéieren.

Et ass ganz vill, wat dës fusionéiert Gemenge matenee verbënnt. Si gi matenee fusionéiert, dat ass richtig, awer do hannendru läit dat Wesentlech, dat Eigentlech, wat d'Fusioun jo ausmécht, wat wichteg ass a wat de primären an eigentlechen Hannergrond vun der Fusioun duerstellt: D'Zesummeliewe soll ganz einfach méi einfach ginn!

Et ass dofir, firwat d'CSV och zu de Fusioune vun de Gemenge steet. D'Fusioune si jo kee Selbstzweck. Si hu villméi zum Zil, eng Gemenglandschaft ze erméiglechen an opzebauen, déi am Endeffekt eng méi staark, eng méi leeschtungsfäeg Gemeng mat performante Servicer eben am Interessi vum Bierger garantéiere soll.

Här President, ech sinn iwwerzeegt, dass en Deel vum Succès vun dëser Fusioun och op der Hëllef vu bause baséiert. Besonnesch am Ufank vun hiren Demarché konnten déi zwou Gemengen op d'Ennerstützung vun der Cellule indépendante fusions communales zrëckgräifen. Dës Cellule war ënnert dem viregten Innenminister Jean-Marie Halsdorf an d'Liewe geruff ginn, fir alle Gemengen ze hëllefen, déi un enger Fusioun interesséiert waren.

Dës Kommission hat dee grouse Virdeel, dass se fir all déi Bedeelegt indépendant war. Well hir Membere vill Erfahrung gesammelt haten, déi se bei anere Gemengefusioune ebe schonn erageholl haten, konnte si mat enger ganzer Rei vu professionelle Rotschleier zur Säit stoen. Besonnesch an der Kommunikatioun ass dat enorm wichteg, wann et drëm geet, wéi ee sech soll uleeën, wouobber een oppasse muss, wéi eng Weeër am Aarbechtsgrupp fonctionnéieren a wéi eng eben net.

Ech muss lech soen, ech fannen et eigentlech schued, dass et dës Ennerstützung zanter dem Summer 2015 net méi esou gëtt. Ech zweifelen awer ganz bestëmmt net drun, dass d'Beamten am Intérieur all Gemeng, déi fusionéiere wëllt, souwuel eng administrativ wéi och eng juristesche Hëllefstellung wäerte ginn.

Ech froe mech awer, ob dat eleng duergeet. D'Cellule hat näämlech och nach e bëssen en aneren Optrag. Hir Roll war et, éischstens, d'Gemengeresponsabel fir d'Fusioun ze motivéieren, zweetens, hinnen ze hëllefen, déi éischt politesch Schrëtt an d'Weeër ze leeden, zum Beispill de richtige Fusionspartner iwwerhaupt emol ze identifizéieren, drëttens awer och, se duerch déi verschidden Etappe vun der Fusioun ze coachen. Dat war och am Fong hir wichtigst Roll. Si konnt hinnen näämlech punktuell zur Säit stoen, wann dann eventuell Schwierigkeeten entstane sinn.

Dës Zort vu Begleitung, dat hunn ech vun e puer Säiten héieren, kann awer ganz entscheidend sinn! Ech géif dofir un de Minister appelléieren ze probéieren, eventuell ënner enger anerer Form weiderhin de Gemengen esou eng Ennerstützung unzebidden, fir dass och an Zukunft nach eng Partie staark a gutt opgestallte Gemengen duerch Fusioune esou kéinten entstoen.

Här President, et freet mech, dass meng Nopeschgemeng dës Wee geet an domadder e gudd Strapp wiisst. Et wënschen hinnen dobäi e ganz groussen Erfolleg!

Selbstverständlech wäert d'CSV-Fraktioun dës Projet de loi och stëmmen, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci och. An d'Wuert huet elo direkt den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn** (DP).- Här President, obwuel ech et virun e puer Minutten op dëser Plaz scho gesot hunn, widderhuelen ech et awer nach eng Kéier:...

► **Une voix.**- Aah!

► **M. Max Hahn** (DP).- ...Fir d'DP ass et enorm wichteg, dass d'Fusioune vun ënnen erop wuessen an net vun uewen erof diktéiert ginn. Bei Gemengefusioune müssen zwou Konditioune erfëllt ginn: Dat ass zum enge, dass déi verschidde Gemengeresponsabel sech eens sinn, an zum aneren, dass d'Bevölkerung, also d'Bierger aus deenen eenzelne Gemenge sech och eens sinn an em hir Meenung gefrot ginn.

Deemo: Ass eng Gemengefusioun eng Selbstverständlechkeet? Neen, net wierklech. Et brauch ee kee ganz laange Verhalt ze hunn, fir ze wëssen, dass et 2012 (veillez lire: 2010) schonn zu engem Referendum koom, wou iwwer eng méiglech Fusioun vun de Gemenge Simmer a Käerch ofgestëmmt gouf. Déi deemo geplangte Fusioun vun de Gemenge Simmer a Käerch war näämlech net nëmmen de Wonsch vun de Gemengeverantwortleche vun deenen zwou Gemengen, mä och dee vun de Simmer Bierger, déi sech an engem Referendum majoritär fir dës Fusioun ausgeschwat haten.

Dass et ni zu dëser Fusioun kumm ass, läit dorun, dass d'Awunner aus der Gemeng Käerch mat 56% géint dës Fusioun gestëmmt läit. Simmer mat senge knapp 800 Awunner war sech awer bewusst, dass si als kleng Gemeng et schwéier wäerten hunn, fir an Zukunft hire Bierger déi Servicer unzebidden, déi hautdesdaags verlaangt ginn. Dofir hunn déi Gemengeverantwortlech hir Beméiunge weidergefuert an hu sech nom negative Resultat aus dem Referendum iwwert d'Fusioun mat der Gemeng Käerch no engem alternative Fusionspartner emgekuckt. A si sinn och mat der Gemeng Habscht fündeg ginn.

Bal 60% aus der 800 Awunner staarker Gemeng Simmer hu sech de 25. Mee 2014, also zäitgläich mat den Europawahlen, fir eng Fusioun mat der Gemeng Habscht ausgeschwat. En halleft Joer méi spéit hu sech d'Awunner vun der Gemeng Habscht mat bal identschem Resultat fir eng Fusioun ausgeschwat. D'Bierger aus deenen zwou Gemenge stinn also zu dëser Fusioun.

Här President, mat dem heitege Vott ass et vollbruecht: Et steet der Fusioun vun de Gemengen Habscht a Simmer näischt méi am Wee. D'Fusioun gëtt ab dem 1. Januar 2018 Realitéit. An d'Fusionsgemeng wäert den Numm „Commune de Habscht“ droen an aus de fënef Uertschaften Habscht, Äischen, Simmer, Gräisch a Rued bestoen a 4.200 Awunner zielen.

Dëst gesot, soen ech dem Rapporteur Yves Cruchten nach eng Kéier Merci, dës Kéier fir de Rapport vum Gesetz zur Fusioun vun de Gemenge Simmer an Habscht, fir säin exzellente schrëftlechen a mündlechen Rapport. An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Ech gi selbstverständlech den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci och dem Här Hahn. An nach en Déjà-vu!

► **M. Roberto Traversini** (déi gréng).- Här President, ech wäert mech dann och widderhuelen. Et ass alles gesot. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- An den Här Gibéryen gëtt weider un den Innenminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur.*- Hunn ech d'Wuert, Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Wann Dir den Innenminister sidd, jo.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur.*- Et gesäit emol esou aus.

(Hilarité)

Gutt. Fir d'Éischt wëll ech emol Merci soe fir dee Vott vu virdu, och wann dat net üüblech ass. Mä et gesäit een, dass mer hei mat enger grousser Eenegkeet dës Fusionsprozess kënnen weiderdreiven. Ech hoffen, dass et bei dësem Projet net vill aneschtens wäert sinn.

Ech wëllt just da vläicht eng Zousatzklärung ginn zu deem, wat den Här Eischen gesot huet, wat d'Cellule indépendante fusions communales ugeet. Ech mengen, et war vun Ufank un ugeduecht, wéi se kreéiert ginn ass - an hire Kreateur sätzt hei -, dass déi Cellule an der Zäit géif begrenzt ginn. An et war och esou, dass se zrëckgegraff huet op eng Rei vu Mataarbechter, déi souwisou och nach aner Beruffer ausüben, soudass also net d'Iddi hannendru stoung, fir déi Cellule op éiweg weiderfunktionéieren ze loosse. Ech hunn awer, well ech weess, dass do eng ganz gutt Aarbecht geleescht ginn ass, soubal wéi ech dohinne komm sinn, de Mandat vun där Cellule verlängert bis de Juli 2014, fir dass se hir Aarbecht kéint ofschléissen.

An ech wëll och hei soen, dass se e ganz gudde Ofschlusssrapport presentéiert huet, deen och fir jiddwereen aseebär ass. Et ass kee Geheimnis. Et ass keen Dokument, wat an den Tiräng vum Ministère verschwonnen wär, mä dat ass en öffentlech Dokument, wat jiddweree kann noliesse, deen dorunner interesséiert ass, zumindest d'Chamberskommission kéint dat maachen, wann Intérêt besteet.

A selbstverständlech, dat, wat Der mer mat op de Wee ginn hutt, ech mengen, dorunner schaffe mer, dass mer déi Gemengen, déi wëllen an e Fusionsprozess treden, weiderhi wäerte gutt beroden. Ech mengen, dat lescht

Beispill, dat hu mer, ech kann dat hei soen: Et sinn zwou Gemengen, déi scho ganz wäit an de Viraarbechte fir eng weider Fusioun getruede (veuillez lire: virukomm) sinn. Dat sinn d'Gemeng Rouspert an d'Gemeng Mompech. An déi gi ganz direkt am Intérieur betreit, esou wéi dat bei den anere Gemenge virdrun och zum Deel geregelt ginn ass.

Also, ech kann lech berouegen, Här Eischen, mir schaffen dorunner, fir déi Gemenge weiderhin esou gutt ze ënnerstetzen, wéi dat och an der Vergaangenheet de Fall war.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Innenminister. A mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6880 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6880 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Prokuratiounsvoten. An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwuer.

An de Fusionsprojet ass uegoll mat 60 Stëmmen, also unanime.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An da géife mer zum nächste Projet iwwergoen, de Projet 6896, en Accord erëm eng Kéier am Beräich vun der Sécurité sociale, des Kéier mat Frankräich...

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Sécurité sociale?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, Sécurité civile! Entschëllegt!

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hunn lech gesinn an dunn hunn ech direkt un dat Sozialt geduecht.

15. 6896 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile, signé à Paris le 26 mai 2015

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.** - Dat ass léif, dat do, vun Ärer Sait.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber ass de Mëtte gefrot, fir engem Accord tëschent Lëtzebuerg a Frankräich zouzestëmme, deen dat grenziewerscheidend Rettungswiese betrëfft. De Projet de loi gouf de 4. November d'lescht Joer vum Ausseminister déposéiert an un d'Intérieurskommissioun iwwerwisen.

De Statsrot huet säi positiven Avis den 1. Dezember 2015 zoukomme gelooss. An d'Chamberskommissioun huet de Projet an den Avis vum Statsrot an hirer Reunioun vum 14. Januar 2016 analyséiert. An darselwechter Sitzung

sinn ech als Rapporteur vum dem Projet de loi genannt ginn. D'Chamberskommissioun huet de Projet de 4. Februar 2016 uegoll. An zum Projet selwer ass ze soen, dass Lëtzebuerg eng ganz laang Traditioun vun Zesummenaarbecht am Beräich vun de Rettungsdéngschter mat eise franséischen Noperen huet.

Här President, deen Accord iwwer eng géigesäitig Hëllefstellung, deen am Moment besteet, gouf schon den 10. Dezember 1962 tëschent Lëtzebuerg a Frankräich ënnerschriwwen. Verännert gouf den Accord fir d'lescht 1988 duerch en Avenant. De 26. Mee 2015 hu béid Länner zu Paräis een neien Accord ënnerschriwwen, deen den Text vun 1962 sollt ersetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, Hëllef ënner Noperen ass ee Muss. A bei eis am Land funktionéiert dat beschte, ob dat um Niveau vun den Dierfer, de Stied oder vu Gemengen ass, oder eben, wann et iwwert d'Landesgrenzen eraus geet. Wéi mer wëssen, ass Hëllef iwwert d'Grenze scho ganz laang bei eis selbstverständlech, ob et laanscht d'Sauer, d'Our, d'Musel oder laanscht d'Grenze vun der Belsch a Frankräich ass, do kennen d'Pompjeeën an d'Protex keng Grenzen. An et ass och gutt esou, dass si ouni Grenze kënnen schaffen a matenee kënnen schaffen.

Dir Dammen an Dir Hären, mä och de Kader muss passen, op deem zesumme geschafft gëtt. An d'Zil vun deem Projet de loi ass et, fir eng géigesäitig Ennerstëtzung méi schnell an einfach ze erméiglechen, fir sécherzestellen, dass am Grenzgebitt am Fall vun enger Katastroph oder engem schweieren Accident ganz schnell Hëllef op der Plaz ka sinn. Deen neien Accord ass ee wichtege Schrëtt, fir déi Zesummenaarbecht, déi zanter méi wéi 50 Joer besteet, nach méi effikass ze maachen.

Här President, deen Accord behandelt véier verschidde Beräicher.

Éischstens geet et ëm eng géigesäitig Hëllef a Berodung, wat d'Organisatioun vun de Services, d'Ausschaffe vu Rettungspläng an Etüden zu Sécherheetsfroer maache bedeit, déi fir béid Säite wichteg sinn an d'Evaluatioun vum Émgang mat Noutsituatioune betrëfft.

Zweetens, et soll en Austausch vun Experten a Spezialiste stattfannen, an en Échange vun Informatiounen an Dokumenter iwwert d'Rettungsdéngschter.

Drëttens ginn d'Konditiounen an d'Modalitéite festgeluecht, ënner deene grenziewerscheidend Asätz kënnen stattfannen. Do geet et zum Beispill iwwert d'Formaliteiten, déi musse fir d'Iwwerschréide vun de Grenzen erfëllt ginn. Et gëtt festgeluecht, wien a firwat a wéi enger Form Hëllef kann uferuderen, wat fir ee Material ka matbruecht ginn a wien d'Käschte vun deem Asaz iwwerhëlt.

Véiertens enthält den Accord Bestëmmungen, wéi sech déi verschidde Akteuren ënnereneen informéieren, fir datt jiddweree weess, wien d'Usprécherpartner sinn a wat fir eng Administratioun am Partnerland woufir zoustänneg ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Zäitpunkt fir deen neien Accord ass och ganz gutt gewielt, well mir hei zu Lëtzebuerg jo amgaange sinn, eng allgemeng Reform vun de Rettungsdéngschter ze maachen. Engersäits hu mir eis bei der Reform zum Deel un der franséischer Legislatioun inspiréiert, an anersäits gëtt de Verännerungen, déi ustinn, an deem neien Accord elo scho Rechnung gedroen. Deen Échange vun Experte kënn eis zu Lëtzebuerg besonnesch zegutt am Kader vun eiser Reform, wou jo och d'Formatioun am Beräich vun de Rettungsdéngschter soll verbessert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, insgesamt gëtt déi gutt Kooperatioun, déi mir elo scho laang hunn, mat deem Accord verstärkt a se gëtt eis am Fall vun engem gréisseren Accident d'Garantie, dass schnell an effikass ka gehandelt ginn an datt d'Rettungsaarbechten net duerch national an ënnerschiddelech strukturiéiert Services behënnert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als LSAP ënnerstëtze mir deen Accord selbstverständlech. An ech ginn heimat am Numm vu menger Fraktioun d'Zoustëmmung zu deem Projet a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Laurent Zeimet.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, villmoos Merci dem Rapporteur, dem Här Arndt, fir de mëndlechen an de schrëftleche Bericht zu deem Gesetzesprojet. Mir droen deen Accord och mat, well och mir halen et fir ganz besonnesch wichteg, och am Grenzraum d'enk Zesummenaarbecht vun de Rettungsdéngschter

ze intensivéieren a professionell och opzestellen, och am Kader vun der Reform, déi mer jo zesummen ustriewen, u sech, mä natierlech ass dat keng Fantasie, deen Accord.

Wa mer just zéng Joer zréckdenken un den Zuchaccident zu Zoufftgen, dee genau op der Grenz war, wou deen een Deel zu Lëtzebuerg accidentéiert war an deen aneren Deel a Frankräich, da weess een, dass dat hei ganz séier am Alldag, a vläicht méi séier, wéi ee sech dat wënscht, ka Realitéit ginn, a muss an d'Praxis ëmgasat ginn. Deemoos hunn d'Rettungsdéngschter gutt zesummegechafft, op där enger wéi op där anerer Sait, mä wann een e Kader huet, wann alles vu Virerand definéiert ass, mengen ech, mécht et och d'Arbecht op der Plaz deen Dag selwer, wou ee sécherlech och enner Schock an enner Panik muss reagéieren, da méi einfach.

Op där anerer Sait denken ech, an ech denken aner Kollegen och, natierlech un eng Situatioun, wéi mer se zu Beetebuerg virun zwee Joer haten, wou eng Bréck op d'Eisebunn gefall ass a wou mer alleguerter mat ganz vill Chance duerch eng ganz gruelech Katastroph komm sinn a wou ee sech dann natierlech d'Fro stellt: Wat wär geschitt, wann...? Wäre mer esou opgestallt gewiescht, dass mer effikass a schnell hätte kënnen reagéieren?

An ech mengen, et ass och kee Geheimnis, dass mer eis am Land besser kéinten opstellen, fir op esou Situatioune preparéiert ze sinn. An et ass jo och dat, wat mer duerch eng Reform vun de Rettungsdéngschter wëllen errechen.

An natierlech hëllef och esou en Accord, dass mer déi grenziewerscheidend Zesummenaarbecht direkt kënnen mat bedenken. Wa mer wëssen, wéi schweier et ass, Rettungsdéngschter am Land zesummenzebréngen, da kann ee sech virstellen, dass et, wann et iwwert d'Grenze geet, net méi einfach gëtt. Do komme jo och nach verschidde Sproochen derbäi, verschidde Kommandoer vläicht a verschidde Material, wat muss beduecht ginn.

Schliesslech denke mer natierlech, wa mer mat der Republik Frankräich iwwer esou Saachen diskutéieren, och u Cattenom. Net méi spéit wéi gescht ass jo och de Bilan gezu ginn. Et ass drun erënnert ginn, dass eleng 2015 fënf Zwëschefäll am Reaktor virkomm sinn. An d'Fro stellt sech natierlech och hei. An am Accord ass jo och en extraen Artikel virgesinn, fir op nuklear Tëscheffäll an Urgencen zesumme kënnen ze reagéieren, wéi dat an der Praxis wäert iwwert d'Bühn goen, wann dee Fall sech dann eng Kéier géif stellen, wat mer natierlech alleguerter hoffen, wat ni soll de Fall sinn.

Mir hu jo e Plan Cattenom opgestallt. Et ass gutt, dass mer deen um Pabeier hunn an dass mer alleguerter elo wëssen, dass et e gëtt, mä wéi géife mer dee wirklech an der Realitéit ëmgasat kréien? Ass dat elo mat beduecht? Wéi eng Inzidenzen hätt deen Accord sollen hunn op de Plan Cattenom?, wär nach esou eng Fro, déi mer eis géife stellen; iwwerhaupt, wéi deen Accord soll an den Alldag agräifen, och vun de Rettungsdéngschter haut op der Plaz, déi zum Deel schonn zesummeschaffen, mä wou eng Verbesserung sécher ubruucht wier.

An deem Sënn nach eng Kéier eisen Accord fir deen Accord. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An dann huet den Här Max Hahn d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Solidaritéit. D'Solidaritéit ass e Wuert, wat am Rettungswiese ganz groussgeschriwwen gëtt. D'Leit, déi sech am Rettungswiesen engagéieren, ob fräiwëlleg oder haaptberufflech, ob bei de Pompjeeën oder bei der Protex, si hunn eppes all gemeinsam: de Wonsch, de Leit an Nout ze hëllefen. Dese Wonsch hält net op de Lännergrenzen op, net op der däitscher, net op der franséischer an och net op der belscher Grenz. Eng Persoun, déi Hëllef brauch, där ass et selbstverständlech och egal, ob d'Hëllef, déi se kritt, Hëllef aus hirem Land oder aus dem Nopeschland ass. Haaptsaach, et kënn Hëllef.

Grad am Rettungswiesen, wou et op all Sekonn ukënn, dærf Länner keng künstlech Bremse sinn. An der Praxis klappt d'länneriwewergräifend Zesummenaarbecht scho jorelaang relativ gutt. Och wann dat net jiddwerengem bekannt ass, ginn et elo scho Gemengenaccorden, déi länneriwewergräifend sinn an déi derfir suergen, dass am Asazfall souguer länneriwewergräifend allertéiert gëtt, dass gemeinsam grenziewerscheidend Übungen duerchgefouert ginn an dass och um Niveau vun de Jugendpompjeeën beispillsweis zesummen a gemeinsam Aktivitéiten organiséiert ginn.

Mir stëmmen haut iwwer en Accord mat eise franséischen Noperen of, dee bei Katastrophen a gréisseren Accidenter am Grenzraum fir eng besser Zesummenaarbecht soll suergen. D'Ze-

summenaarbecht vun eise Rettungsdéngschter mat de Rettungsdéngschter vun eise franséischen Noperen besteet schonn iwwer 50 Joer. D'Ennerschreiw vum neien Accord ennermauert de politesche Wëllen, des Zesummenaarbecht ze stäerken, dës fir de Leit an Nout schnellst- a beschtméiglech Hëllef zoukommen ze loosson, an dat onofhängeg vu Lännergrenzen.

D'Rettungswiesen zu Lëtzebuerg wäert no der Reform vun Rettungswiese ganz no beim franséische System leien. Dat wäert sécherlech och derzou bäidroen, dass mer och hei eng ganz gutt Zesummenaarbecht kënnen sécherstellen.

Här President, wa mir déi Dausende Fraen a Männer net hätten, déi sech Dag fir Dag am Rettungswiesen engagéieren, da kéinte mir nach esou vill Accorden hei ënnerschreiw. A genau dofir wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir, an ech mengen, ech maachen dat am Numm vun eis alleguerter, deene Leit op deser Plaz e grouse Merci auszeschwätzen.

D'est gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei. Ech soen dem Rapporteur Frank Arndt e grouse Merci fir säi schrëftlechen a mëndlechen Rapport a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet dann, wéi gewinnt, den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi grëng).** - Merci, Här President. Selbstverständlech gi mer den Accord.

Ech hu just eng kleng Bemierkung beim Artikel 14 - ech liesen deen och vir an ech erklären dann och, firwat -: «En cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique ayant des conséquences transfrontières, quel qu'en soit le pays d'origine, chaque Partie fournit l'assistance demandée par l'autre Partie dans la mesure de ses capacités et dans la limite de ses disponibilités budgétaires.» Nach alles schéin. Zweetens: «Cette assistance comprend également l'accueil des personnes affectées ou menacées. Les modalités de l'accueil font l'objet d'une concertation immédiate entre les autorités responsables des deux pays.» Dat ass och nach gutt. «Les deux Parties prennent en concertation toutes les mesures nécessaires pour faciliter le franchissement de la frontière aux personnes visées (...).»

Ech hoffen net, dass eppes geschitt. A wann, hoffen ech net, dass eis Kollege Fransousen da just 30.000 Lëtzebuurger géifen ophuelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Traversini. An ech mengen, et ass keng aner Wuermeldung do. Dann huet den Innenminister d'Wuert, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Jo, ech mengen, Här President, hei ass et net aneschters wéi an deenen Dossiere virdrun. Ech stellen eng grouse Eenegkeet an der Chamber fest fir en Accord, deen ee wirklech kann als Meilesteen och fir d'Rettungsdéngschter hei zu Lëtzebuerg bezechnen.

Et war e Virgängeraccord do. Deen hu mer wesentlech nogebessert. Ech ginn och dervun aus, dass och a Frankräich den Accord ganz séier wäert ratifizéiert ginn. An dann hu mer eng Basis do, fir eng ganz Rei vun Zousazaccorden nach ze ënnerschreiw, déi och an der dagdeeglecher Praxis eise Rettungsdéngschter zeguttkommen.

Dofir nach eng Kéier Merci fir deen exzellente Rapport an och fir déi ganz konstruktiv Diskussioun, déi mer elo hei haten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An da kéinte mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6896 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6896 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

59 Participatiounen um Vott. 59-mol Jo. Unanimitéit. De Projet ass also uegoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

M. David Wagner.

An ech froen lech nach eng leschte Kéier, ob Der d'Dispens vum zweete Vott gitt.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen dann zum leschte Punkt vun eise Ordre du jour kommen, d'Interpellatioun vum Här Marc Spautz iwwert déi allgemeng Situatioun um Aarbechtsmaart. Wann Der den Här Spautz erausloost, dann huet en och direkt d'Wuert.

(Interruption)

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Et ass nach viru sechs, Här Spautz.

► **Une voix.** - Solle mer net eng Stonn Paus maachen?

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Dir provoziert en. Provoziert den Interpellateur net, well ech kennen en!

(Hilarité)

16. Interpellation de M. Marc Spautz sur le marché du travail

Exposé

► **M. Marc Spautz** (CSV), *interpellateur.* - Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischt wëll ech dem Minister Nicolas Schmit villmools Merci soen, dass en déi Interpellatioun, déi ech gestallt hunn, uegoll huet. An ech hunn och Verständnis gehat, dass e se deemools net direkt konnt unhuelen, wéi ech se den 11. November gestallt hunn, well dunn nach aner Punkten an der Aktualitéit waren.

Wa mer elo schwätzen hei, ginn ech op verschidden Zuelen an. An dat ganz Zuelematerial, wat ech elo hei zesummedroen hunn, ass net méi op dem Stand vun deem, wat den Här Schmit haut de Moien am Comité de conjuncture konnt presentéieren, mä ech sinn nach all Kéiers beim Mount vu virun. Dat sinn Zuelen, déi ech vum Statec hunn, vun der OECD a vun Eurostat respektiv och aus 38 Question-parlementairen, déi un den Här Schmit, un den Här Etienne respektiv un den Här Romain Schneider gaange sinn, wou mer déi Chifferen an deene leschten zwielef, fir net ze soen 18 Méint all Kéiers gefrot hunn, ëmmer an engem anere Kontext, fir dann och d'Méiglechkeet ze hunn, am Besëtz vun deene Chifferen ze sinn.

Mir wëssen, dass d'Aarbechtsmaartpolitik sech net nëmme op den Aarbechtsministère limitéiert, och wann dat heiandsdo gar esou duergestallt gëtt, mä dat mam Chômage a mat den Aarbechtskonditiounen, och wann d'Gérance, fir et elo emol esou auszedrécken, ënner der Tutelle vum Aarbechtsminister ass, esou ass dat awer nach laang net nëmme den Aarbechtsministère, deen derfir zoustänneg ass.

Chômage bedeit awer och, Prékaritéit bei deene Betreffenen, bei hire Familljen, an dat mécht och Problemer an der sozialer Unerkennung. An och finanziell si vill Leit vun deenen dann net gutt drun, wann ee vun der Famill am Chômage ass. Eng gelongen Aarbechtsmaartpolitik verlaangt e reibungslos Zesummespill tëschent villen Akteuren, vu ville Ministère: Aarbecht a Beschäftegung, Wirtschaft aus sens large an Educatioun.

Och wësse mir, dass mir als klengt oppent Land natierlech op positiv wirtschaftlech Entwécklungen am Ausland ugewise sinn. Mä wéi ech dat schonn ëfters hei gesot hunn: Dat ass keng Fatalitéit, dat ass eng Chance fir eist Land. Mir mussen nei Entwécklung frézäitge erkennen, eis net scheien, gewësse Risiken anzegoen, och wann heiandsdo bei verschiddene Saache ge-laacht gëtt. A grad am Beräich vun der Aarbechtsmaartpolitik ass et och wichteg, dass mer eis mat der Digitaliséierung ausenansetzen an dass mer déi och offensiv ugin. A mir solle mat Zouversicht déi Dossieren upaken, well dat ass eng Entwécklung, déi am Intérêt vum Mënsch an och am Intérêt vum Aarbechtsmaart ka sinn. Mir hunn och schonn aner vermeintlech Revolutiounen gemeeschtert. Firwat also hei kapituléieren?

ler ech mech mat deenen neie Phenomeener awer beschäftegen an op déi Punkten agoen,

wollt ech awer och nach eng Kéier kucken, wou mer de Moment dru sinn.

Den Emploi u sech ass am Allgemenge positiv. An absoluten Zuelen ausgedréckt, ass de Wuesstum hei zu Lëtzebuerg, wat den Aarbeitsmaart ubelaangt, ganz grous. Virun zéng Joer hate mer en Emploi total vun 288.092 Unitéiten. Deen ass an zéng Joer op 381.390 ugewuess. Dat ass eng Hausse vun 93.298 Unitéiten oder 32,3% vum Emploi total; wou et net vill Plazen op der Welt gëtt, déi op esou eppes kënnen zréckkucken.

Am Beräich vun der Industrie hu mir haut méi Beschäftegter - 36.491 -, wéi et nach am drëtten Trimester 1995 de Fall war. Trotzdeem komme mer net méi un déi méi wéi 38.000 erun, déi mer 2008 haten. 2008, dat Joer, wou d'Kris ugaangen ass. 1995 ass den Emploi am Industrieberäich hei am Land bei 17,6% geleeen. An dat war nach e relativ héije Chiffer, well Enn 2015 waren et nach knapps 9,6%. An anere Wierder: An dem Beräich vun der Industrie si mer staark réckleefeg.

An engem anere Secteur, dee vun der Konstruktions, hate mer 1995 12% vum Emploi total. Haut sinn et der bal 13. Se sinn also stagnéiert an de Prozenter, se sinn awer an absoluten Zuelen grous am d'Luucht gaangen.

De Secteur vum Handel, Transport, Hébergement, Restauratioun koum 1995 op 25% vun der Gesamtbeschäftegung. Dat waren der deemools 51.560. Haut si mir bei ronn 23% mat insgesamt 88.000 Beschäftegten.

Am Beräich vum ICT ware mer 1995 bei ronn 4.300 Beschäftegten; ronn 2% vum Gesamt-emploi. Haut si mir bei iwwer 4,5%, bei 17.427 Beschäftegten.

An am Finanzberäich hu mer eis quasi verduebelt: vun 1995 22.000 Posten op haut 45.000.

An den Aktivitéiten vun de Services sinn et der 56.000 haut, an et waren der 16.000 virun 20 Joer.

Déi öffentlech Verwaltungen: 1995 waren der 33.000, haut sinn et der 77.998.

All déi Aktivitéiten, dat gesi mer also, sinn alleguerten an d'Luucht gaangen; déi eng Secteur emol méi, déi aner Secteuren emol manner. Op déi lescht 20 Joer gekuckt, ass den Emploi total op 91% geklommen. En huet sech also quasi verduebelt, woubäi een awer muss ënnersträchen, dass d'Beräicher ICT, spezialiséiert Aktivitéiten a Finanzen mat Ofstand déi gréisste Progressioun kannt hunn. Den Handel, de Commerce, den Transport an d'Horesca hu sech och ganz positiv entwéckelt. Hannendrun hânt awer eigentlech d'Industrie.

Firwat soen ech dat mat deenen eenzelne Secteuren? Well et och wichteg ass, fir ze wëssen, firwat mer hei zu Lëtzebuerg de Problem mam Chômage op eng aner Aart a Weis hunn, wéi vill aner Länner. Secteuren, wou héich qualifizéiert Personal gebraucht gëtt, leie bei eis daillech vill méi héich an hu vill méi Personal, wéi dat an deenen anere Länner de Fall ass. Wat och eng Kéier alt nees d'Wichtigkeet vun de Betriber awer och ënnersträcht, déi an der Konstruktions an am Commerce an an der Industrie kënnen schaffen, well dat sinn der, déi och kënnen Personal mat manner Qualifikatioun ophuelen. An nëmme si kënnen eis hëlfe, dat an de Grëff ze kréien.

Nieft deenen éischte positiven Entwécklung stelle sech awer och Froen am Zesammenhang mat der Qualitéit vun der Aarbecht an enger Welt, wou een ëmmer disponibel ass: eng Montée vum Stress a psychosozial Krankheits-biller; woumat mer eis och schonn oft heibanne beschäftegt hunn.

D'Qualitéit vun der Aarbecht ass och e grouss Punkt, wou et och wichteg ass, do eng Kéier d'Parameteren ze kucken.

D'Gewerkschafte stellen zum engem fest, dass et eng substanzuell Hausse ginn ass vun der Deelzäitarbecht. Eppes, wou een nach kéint drop zréckféieren, dass et mat enger Hausse vum Taux d'emploi vun de Fraen zesummenhânt. Eppes, wat mech awer beonrouegt, ass awer grad déi Proportioun vun deene Persounen, déi net fräiwëllig Deelzäitarbecht verriichten.

Do hu mir laut Eurostat e Peak gehat 2012. An 2014 leie mer elo bei 12,9% vun de Leit, déi deemools gesot kritt hunn, si missten an eng Deelzäitarbecht eragoen. Et muss een ëmmer e groussen Ennerscheid maachen, ob een Deelzäitarbecht fräiwëllig mécht oder ob dat drop zréckzeféieren ass, dass dat déi eenzeg Méiglechkeet ass, déi besteet.

Dobäi muss een och kucken, dass et net nëmme am Deelzäitarbecht ass. Et ass och, dass et ëmmer manner Leit gëtt, am Verhältnis gekuckt, déi eng Feststellung hunn, en CDI, mä dass der ëmmer méi am CDD voire am Interim sinn. Dës Zuele sinn ënnerhalb vun zéng Joer vu manner wéi 10.000 op 18.000 an d'Luucht

gaangen. Och wann een elo behaapte kéint, dat wier der Hausse vum Emploi geschëllt, esou ass dat, ausgeholl vun de Service-publicken, awer anescht, well en ass eleng am Interimsberäich ëm 80% an d'Luucht gaangen.

Dat sinn alles Evolutiounen, déi ee genee am A behale muss. Wann den Interim voire den CDD zu enger Feststellung féiert, ass dat jo net onbedéngt negativ. Sollt dat awer net de Fall sinn a sech bei béiden Zorte vun Engagementer dat abiergeren, fir Leit net brauchen definitiv anstellen, wou déi Leit dann och doduerch Problemer kréien um Aarbechtsmaart (veuillez lire: Wunnensmaart), well wann s de kee festen Aarbechtsvertrag hues, dann ass et och schwieereg, e Prêt ze kréie bei enger Bank, an dann ass et och schwieereg, en Haus ze kafen. An all déi Weeër hânt den hannendrun. Dofir soll een dat am A behalen. Wann et dozou féiert, fir definitiv agestallt ze ginn, ass et eng gutt Saach. Wann et aner Ursachen huet, da wier dat net gutt an net am Intérêt vun all deene betraffene Leit.

De Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi, den Observatoire, de RETEL genannt, dee schreift an engem Tableau de bord vum Oktober 2015, dass den Travail intérimaire ronn e Fënneftel vun alle Mouvementer um Aarbechtsmaart ausmécht. Ech wier dofir frou, eng Aschtzung dozou vum Aarbechtsminister ze héieren.

Mä net nëmme d'Typologie vun den Aarbechtsvertrag kann een Hiweis sinn op d'Qualitéit vun der Aarbecht, och aner Parameteren spillen do mat dran. D'OECD huet och versicht, unhand vun dräi Parameteren d'Jobqualitéit ze ermëttelen. Mä ausser der OECD sinn et och nach aner Institut, déi sech domat beschäftegen.

Wa mer och an deene meeschten OECD-Etuden ëmmer ganz gutt leien, opgrond vun der Héicht vun eise Salären an dem Aarbechtsrecht, dass een do ganz vill Aarbechtsvertrag huet, déi eng gewësse Garantie versprechen, esou ginn et awer och aner Tableaux vun der OECD, wou et drëm geet: Wéi ass et mat der Feelbelaaschtung, wéi ass et mat de Krankheeten? An an där Etüd läit Lëtzebuerg am OECD-Vergläch direkt hanner Griichenland an der Türkei an zimlech wäit ewech vun der OECD-Moyenne. Wou ee sech do muss d'Fro stellen, wéi dat ze erklären ass, dass dat grad hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

D'Chambre des Salariés huet dofir och 2011 e Projet, näamlech den „Quality of work index“ uegoll an huet do, zesumme mat der Uni Lëtzebuerg, verschidden Etude gemaach an huet och dat verdéift a verlaangt, dass do Analyse géife gemaach ginn, fir ze kucken, wat do alles hei am Land lass ass. An do fest et ënner anere déi sechs Indicen, déi se festgehalten hunn, dat sinn d'Conditions de travail, d'Intensitéit an d'Complexité du travail, de Bien-être au travail, Revenu et formation, d'Marges de manoeuvre dans le travail an d'Perspective de l'emploi. Dës sechs Indicë sinn nach eng Kéier a 16 Enner-Indicen ënnerdeelt.

Déi éischt Resultater goufen an engem finale Rapport de 24. Oktober 2013 presentéiert an et wier wichteg, eng Evaluatioun vun der Aarbechtsqualitéit ze maachen. Deen Zustand vun deemools, wéi ass dat haut? Den Här Minister vun deemools ass nach deeselweche wéi haut. Dofir wier et och do interessant, vum Minister ze wëssen, wéi hien déi Entwécklung gesäit, wéi et bei där leschter Regierung war respektiv wéi et elo bei dieser Regierungsperiod ass.

Et wier och wichteg, d'Patronen an deesem Beräich ze sensibiliséieren. An och an deem ganze Kontext huet d'ITM eng net ganz onwichtig Roll ze spillen. Laut eise Code du Travail besteet d'Missioun vun der ITM dodran, de «contribuer au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de conditions de travail». An an dee ganze Pak vun de Conditions de travail spillt natierlech och d'Hygiène an d'Santé mat eran. An domadder wier ech bei mengem Stéckpunkt ITM. Ech kéint elo mam Här Minister hei nach eng Kéier virufuere wéi virun engem Mount, mä ech géif dat emol de Moment ausklamieren a mech heidrop konzentréieren. Ech hunn awer kee Problem, herno nach dorop zréckzekommen.

D'ITM ass awer an deem ganze Pak „Gesondheet a Sécherheet op der Aarbechtsplaz“ net den Alleinherrscher. Si agéieren do am Zesummenspiel mat anere staatlechen Akteuren, wéi zum Beispill d'Division de la santé au travail. An och do muss ee sech d'Fro stellen, ob net awer déi ganz Gewerbeinspektioun aneschters misst opgestallt ginn, well jo do, obwuel d'Reform 2007 gestëmmt ginn ass, de Règlement grand-ducal nach ëmmer net do ass. Mä do wäert de Minister eis herno jo och sécher drop äntworten.

En anert Stéckhuert zu der Gesondheet op der Aarbecht, dat ass och d'Anti-Mobbing-Gesetz. Mir hunn eis 2013 als CSV an eise Wahlpro-

gramm fir esou e Gesetz staarkgemaach. De Minister huet a senger Antwort op eng parlamentaresch Ufro mengersäits op eng Evaluatioun vun aktueller Reglementer duerch d'Sozialpartner verwisen. Wou ass déi Evaluatioun drun? Kënn do e Gesetz? Wa jo, wéini?

Wa mir eis zu Lëtzebuerg widerhin iwwert d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplaze freeë kënnen, solle mir déi aner Parameteren net aus den Ae verléieren. Ech hunn der eng Rei opgezählt. Méi Emploi bedeit awer natierlech och méi Mobilitéit, méi héich Investissementer an d'Infrastrukturen. Ech ginn elo net weider op déi Problematik an. Ech wëll mech hei haaptsächlech op den Emploi fokusséieren.

An do bleiwen déi manner qualifizéiert Leit leider vill ze vill oft op der Streck. Och d'Ukënnung vum Här Schneider, fir d'Betriber, déi sech nei zu Lëtzebuerg implantéieren, méi staark an d'Flicht ze huelen, schéngen awer nëmme bedéngt gefrucht ze hunn. Vun 61 industrielle Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg tëschent 2011 an 2013 implantéiert hunn an déi och Aarbechtsplaze geschafen hunn, näamlech 464, goufen der nëmme 32 iwwert d'ADEM rekrutiert, dovun 19 mat engem Niveau inférieur bis Niveau moyen-inférieur. An op eng Question parlementaire vum 15. September 2014, wou mer d'Fro gestallt hunn, hu mer geäntwert kritt vum Minister Schmit, dass vun deenen 32, déi do iwwert d'ADEM vermëttelt gi sinn, nëmme néng fest agestallt gi sinn an der 11 erëm zréck um d'ADEM gefall sinn. Wou déi aner 12 hikomm sinn, kann ech lech net soen, dat stoung an der Äntwert net dran.

Hei wollt ech och vum Minister wëssen, wéi een do kann d'Zesummenaarbecht verbessere, dass et méiglech gëtt - dass, wa 464 Plaze geschaf ginn an et der nëmme 32 sinn, déi iwwert d'ADEM rekrutiert ginn -, fir dat an d'Luucht ze kréien.

Da wéilt ech och nach eng Kéier drun erënnere, mir haten hei schonn en Débat an der viregter Legislaturperiod, wou den Här Negri an den Här Bauler en Débat d'orientation iwwert d'Politique de l'emploi gemaach hunn, wou deemools och Resolutiounen komm sinn, wou deemools och Iddie komm sinn a wou och festgehale ginn ass, dass mer och do Strategie missten entwéckelen, souwuel bei der ADEM, mä wou et och wichtig wier, dass mer eng Strategie iwwert d'Kompetenzen vun de Leit géife maachen. Dat war ee vun de Bestanddeeler vum Rapport vum Här Bauler a vum Här Negri, deen 2013, also laang virun deene leschten, net laang, mä kuerz virun deene leschte Wahlen gemaach ginn ass, wou scho Constate gemaach gi sinn.

An do wéilt ech vum Minister wëssen, ob déi Saachen, déi mer 2013 festgehalten hunn hei als Chamber mat grousser Majoritéit, och an Zwëschenzäit ëmgat gi sinn.

Zum Chômage en général. A leschter Zäit gouf sech vill doriwwer gefreet, dass d'Chômagezuele sech no ënne géife bewegen, och nach déi lescht Deeg. Dat läit an den Ae vum Observateur. Dat hânt dovun of och, wéi (veuillez lire: wéi eng Zuelen) ee consultéiert a wat fir eng Verglächsbasis een hält. Mä ech muss op alle Fall soen, och mir si frou, dass d'Zuel net weider an d'Luucht gaangen ass.

18.368 Leit sinn am Januar 2016 ouni Aarbecht gewiescht. Zum Verglach: 2013, do waren et der „nëmme“ - entre guillemets - och nach vill ze vill, 17.408. An anere Wierder sinn an absoluten Zuelen nach ëmmer ronn 1.000 Leit méi bei der ADEM ageschriwwen, wéi dat nach uganks 2013 de Fall war! D'ADEM schreift haut och an hirem Communiqué, dass de Chômage, op ee Joer gekuckt, ëm 5,7% zréckgaangen ass an dass dat déi gréisste Baisse ass zanter 2008. Wat och richteg ass, méi eng grous Baisse hate mer an deem Joer nach net.

A wann ech dann awer en Twitter-Account liesen, net vum Aarbechtsminister, mä vun engem anere Regierungsmitglied, dass dat eng enorm Zuel wier, dass elo déi gréisste Baisse wier säit 2008, dat wier hire Mérite. Do muss ech soen, wann een dann d'Chômagezuele kuckt vun 2008, fir déi awer nach eng Kéier ze vergläichen, wa mer vun enger Baisse schwätzen: Am Januar 2008 waren hei zu Lëtzebuerg 11.149 Persounen bei der ADEM ageschriwwen. Wann een dann an absolute Chifferen kuckt, dass mer der haut 18.000 hunn, deemools 11.000, da muss ee vläicht seng Wierder e bësse méi douce behandelen.

Wann een och nach aner Chifferen dobäi kuckt: Laut Eurostat, déi schwätze vun November 2014 op November 2015, dass de Chômage ëm 6,1% zréckgaange wier an dass... Wa mer déi aner Saache kucken, dass et



do net schlecht wier, wa verschidde Leit, an ech betounen do extra, et ass net den Aarbechtmembers, deen do esou Tweete ron-derëmschéckt, mä et sinn zwee aner Regierungsmembere. Hei ass och nach een, dee seet: „De Chômage geet erof. Mérite vun dëser Regierung. An elo weider...“ Och dat war net den Här Aarbechtmembers, mä dat war d'Familljeminstesch, déi sech esou op Twitter ausgedrückt huet.

Ech fannen dat op alle Fall komesch a meng Félicitatioun un den Här Schmit, dee jo soss och bei den Tweeten oft derbäi ass, dass hien do méi zréckhalend ass, well en och weess, wéi déi real Situatioun um Aarbechtmembers ass, wat verschidden aner Leit vläicht net esou wëssen.

Wann een awer och kuckt de Statec, do wëllt ech och eng Kéier op seng Note de conjoncture Nummer 2/2015 agoen, wou drasteet, dass no sechs Méint vu Stagnatioun den Taux de chômage zu Lëtzebuerg amgaang wier zréckgezoen. A wann een dat géif analyséieren op Enn 2014, géife mer feststellen, dass dat 6,7% wieren.

Do géif een, éischtens, ënnersträchen, dass dat och mat Effets extra-conjoncturels ze dinn hat, ënner anerem mat der Reform vum Reklassement, wou dann och an deemselwechte Statec-Bulletin nach eng Kéier geschriwwen gëtt, dass een do muss drun erënnere, dass de 25. Juli 2002 hei bei dem ADEMs-Gesetz och iwwert déi Servicer geschwat ginn ass, fir méi Employabilitéit ze maache bei deene Leit, déi Schwierigkeiten hunn. A wann een do all déi Chiffere kuckt, da stellt ee fest, op déi lescht Jore gekuckt, dass d'Evolution ëmmer an d'Luucht gaangen ass.

An ech wëllt och dann nach eng Kéier déi dräi lescht Jore just kucken. Am Januar 2014 waren dat der 4.560, am Januar 2015 5.225 an am Januar 2016 5.406, dass ee gesäit, dass dat vill Leit sinn, déi awer och do am Reklassement ageschriwwen ginn.

A wann een dat alles kuckt, mat den Invalidepeniounen, dann ass et och do, wou ee sech d'Fro muss stellen, ob och net en Deel vun de Verbesserung vum Zuele beim Chômage dorop zréckzeféiere sinn, dass do och verschidde Leit, fir net ze soe relativ vill, an d'Pensioun elo geschéckt gi sinn. Ech wëll et net nëmme dorobber zréckféieren. Den Här Minister huet dozou och schon heibannen an och an der Kommissioun eng Kéier geschwat gehat, dass do méi Leit, wéi dat déi Jore virdru waren, an de Reklassement eriwweergeange sinn, an d'Pensiounen. An do misst een dann och kucken, wéi vill dat der genau sinn. Do kéint de Minister eis och vläicht zousätzlech Zuele ginn.

De Minister kéint eis och vläicht zousätzlech Zuele ginn zu de Laangzäitichomeuren a wéi vill der vun deene méttlerweil an d'Pensioun geschéckt goufen, am Detail, mä och am Allgemengen, dass een emol kuckt, wéi et mat de Laangzäitichomeuren hei zu Lëtzebuerg ass. An do hunn ech en interessant Dokument fonnt vun den dräi Gewerkschaften, dat se dem Minister zougestallt hunn am Kontext vun europäesche Semester 2016, wou se eng Analys gemaach hunn, wéi et vun 2006 un do mam Chômage ass. Dass virun 2006 manner wéi 30% vun de Chômeuren, déi bei der ADEM ageschriwwen waren, méi wéi zwielef Méint do ageschriwwen waren. Dat sinn der an Zwëschenzäit 40%!

A wat awer nach méi inquietant ass, dass déi Leit, déi méi wéi 24 Méint ageschriwwen sinn, dass déi vun 10% op 30% an d'Luucht gaange sinn, wat eng Hausse ass an zéng Joer, déi awer net vu schlechten Elteren ass. Et misst een och do kucken, wéi et méiglech ass, wéi een deene Leit kann hëllef, dass et virun allem Leit sinn iwwer 50 Joer, dass een do bei deene Leit kann eng Hand upaken, fir dass déi net zwielef oder 24 Méint am Chômage bliwwen.

Da muss een eng aner Fro stellen, dat ass déi vun der Qualifikatioun vun deene Leit, déi am Chômage sinn. Mir hunn insgesamt bei deene Chifferen, déi eis virleien, 7.198 Leit, déi nëmme d'Scolarité obligatoire hunn. Et sinn der 1.897, déi eng Dixième, Onzième oder eng Quatrième, Troisième haten, 4.262 eng Douzième oder eng Quatorzième. An da kënt awer e Chiffer, wou vill Leit heibannen an och vill Leit dobausse sech weider ni bewusst waren, Leit mat Postsecondaire oder supérieur: 2.941. Dat ass eng Zuel, fir ze soen: „Wann s de en Diplôm hues, hues de sécher eng Plaz!“, dass dat net méi de Fall ass! Mä dass een och do muss kucken an dat am A behalen, ob een do net misst verschidden Hëllef ubidden.

Mir haten an eisem Wahlprogramm fir 2013 geschriwwen, dass ee misst eng méi intensiv

Betreiung maache vun deene Chômeurs de longue durée. Mir hu gesot, et misst e Bilan des compétences an e Coaching gemaach ginn, fir deene Leit kënnen ze hëllef. Et ass och deemools an eiser Propos gewiescht oder am Wahlprogramm gewiescht, dass een do misst d'Fro stellen, ob dat nach soll innerhalb vun der ADEM geschéien. Well déi Leit, déi sech bei der ADEM ëm d'Organisatioun vum Aarbechtmembers oder vun de Chômeure bekëmmere, ob een déi net kéint entlaschten doduerch, dass een dee Service anerwärts ariichte géif, wann ee méi laang wéi zwielef oder 24 Méint am Chômage ass, fir deene Leit eng aner Betreiung kënnen ze ginn.

An da misst een och nach eng Kéier kontrolléiere wéi et ass mat der Effektivitéit vun der Aide à l'embauche de chômeurs de longue durée, ob dat nach ëmmer interessant ass, ob et wichteg wär, dat ofzeschaffen, unzepassen oder nach méi héich an d'Luucht ze setzen. An et misst och gekuckt ginn, wat fir eng aner Hëllef een do nach kéint maachen. An do wier ebe just meng Fro un de Minister - dat waren déi Proposen, déi mir als CSV deemools gemaach hunn -: Wat fir eng Iddie leien do bei der Regierung vir? A wat huet de Minister do wëlles ze maachen?

En anert Thema, op dat ech da kommen, dat ass dat vum Jugendchômage. Wat de Jugendchômage ubelaangt, esou gouf am Juni 2014 eng Recommandatioun vun Conseil vun der Europäescher Unioun ëmgasat, dat ass nämlech d'Garantie pour la jeunesse. An och heiwier gouf regelméisseg kommunizéiert.

An déi lescht Fro, déi ech fonnt hunn, dat ass déi, déi den honorabelen André Bauler gestallt huet un de Minister, wou nach eng Kéier gefrot ginn ass, wéi vill Leit do dra wieren. Do ass gesot ginn, dass vun 2014 bis 2015 6.300 Leit an deem Programm gewiescht wieren. 21% vun deene Leit wieren éischer erausgaangen. A vun deene 4.900, déi dra gewiescht wieren, wieren der méi wéi véier Méint bliwwen an da wiere se no de Prozentsätz erausgaangen. Et ass eng ganz interessant Antwort, déi een do liest, wou een och gesäit, dass een do nach méi an aner Efforte muss maachen, fir déi Jugendlech ze begleeden. Do muss een Efforte maache bei deene Jugendlechen.

Mä et muss een awer och do dierfen de Projet a Fro stellen, d'autant plus, well et do och verschidden, a mengen Aen, Ongereimtheete gëtt, wat d'Chifferen ubelaangt, well dat, wat de Ministère de la Jeunesse seet a schreift, an dat, wat bei der ADEM respektiv beim Statec ass, déi Nummere stëmmen iergendwéi net iwwereneen. Ech wëll do kengem e Virwurf maachen, dat ass heiansdo vläicht eng aner Liesaart, mä do wier et net schlecht, wann een do géif kucken, fir een Dénominateur commun ze fannen, an net, dass do mat verschiddene Chifferen operéiert gëtt.

Ech hat mer erlaabt, am Virfeld vun dëser Debat mat verschiddene Jugendlechen ze schwätzen, déi och an der Garantie pour la jeunesse waren. An do hunn ech och verschidde Modeller a verschidde Fäll vun deene Leit geschéckt kritt. An ech wëll déi hei och op den Dësch leeën, well et mer wichteg schéngt, dass ee sech och domat beschäftegt. Ech weess, och wann ech hei keen Numm nennen, dass de Minister an d'Madamm Direktesch vun der ADEM, eleng wann ech de Fall hei soen, innerhalb vu véier Computerklicke wëssen, wien déi Leit sinn, mä ech mengen, et ass net dorëm, wou et geet, et geet mir just drëm, fir eng Kéier ze weisen, wat kann de Problem sinn.

An enger gréisserer...

► **Une voix.** - ...och déi positiv...

► **M. Marc Spautz** (CSV), *interpellateur.* - An enger gréisserer Südgemeng huet e Jong Elektriker geléiert an huet do dräi Joer seng Léier gemaach. Duerno, wéi e seng Léier ofgeschloss hat, konnt d'Gemeng en net halen an en ass an de Privatsektor eriwweergewiesst. Do huet e sechs Méint geschafft bei engem gréisseren Lëtzeburger Elektriker. Deen huet en no sechs Méint entlooss, well e gesot huet, en hätt net d'Kompetenz, fir eng Equipe ze féieren an dofir kéint hien en op deem Posten net gebrauchen.

Dee Mann ass dunn an eng Mesure komm, als OTI bei der Police. E war zwielef Méint als OTI bei der Police. Während d'Zäit huet e sech och dräimol op Plaze gemellt, déi bei der Police fräi gi sinn, ënner anerem och dee Posten, deen e bekleet huet. Do sinn aner Leit ageballt ginn. Dee Mann ass säit dem 1. Februar net méi bei der Police, net méi am OTI a kritt och kee Chômage méi, well d'Mesuren ofgelaf sinn.

Domadder wëll ech soen, et geet net duer, dass mer d'Leit an d'Mesurë setzen. Mir mussen och duerno, oder schon dertëscht, se betrieien, dass mer se no sechs Méint mussen mat der Hand huelen, fir dass se net mengen, op déi zwielef Méint sech kënnen auszerouen

an nach ëmmer d'Hoffnung hunn, no deenen zwielef Méint: „Oh, déi traue sech dat souwieso net, an ech kann dann awer dobleiwen.“ Et ass dorëm, wou et mer geet.

Hei ass et net, fir e Virwurf ze maachen un d'Mesure u sech, mä et geet mer drëm, fir ze soen, dass een eng aner Aart vu Betreiung muss kréien. An ech wëllt och där Südgemeng näischt ënnerstellen. Mä schon déi dräi Joer, wéi deen do an der Léier war - mir wësse jo awer alleguerten, wéi do dann heiansdo geschwat gëtt -, do huet en och ëmmer gesot kritt: „Och wann s du elo gesot kritt hues, du gëss ni iwwerholl, et ass ëmmer eng Plaz a mir wäerten dech och kënnen halen.“ No dräi Joer war et net de Fall.

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Déi Zäite sinn eriwwer.

► **M. Marc Spautz** (CSV), *interpellateur.* - An et ass awer dofir, wou et wichteg ass... Ech ginn lech recht, Här Angel, déi Zäite sinn eriwwer. Mä da muss een d'Leit aneschtens mobiliséieren an aneschtens mat ophuelen.

Ech huelen en anert Beispill.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- D'Gemenge solle keng méi huelen.

► **M. Marc Spautz** (CSV), *interpellateur.* - Ech hunn en anert Beispill, dat ass dat... Dir sot elo, Här Haagen, d'Gemenge solle keng méi huelen. Ma ech ka mech erënnere, virun zéng Joer, wou et ganz vill Problemer gi sinn, fir Stagen ze fannen, wann do net den Aarbechtmembers an den Innenminister deemools de Gemenge geschriwwen hätten, fir Leit ze huelen, och fir Stagen ze maachen, dann hätten déi Leit ni dee Stage pratique kritt, dee virgesi war!

An dofir sinn ech der Meenung, och wann een heiansdo d'Saach muss hannerfroen, ob et gutt ass, wann d'ëffentlech Hand selwer ausbild, dass et awer gutt ass, dass d'ëffentlech Hand nach ëmmer do ass, fir awer kënnen auszegläichen, wann et op eemol net méi méiglech ass, dass d'Leit déi praktesch Stagë kënnen ëmsetzen. Dat wier ouni d'Gemengen deemools net méiglech gewiescht! An dofir hunn ech och heiansdo, weess ech...

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Mä dat gëtt keng Garantie d'emploi, dat Der herno engagiert gitt!

► **M. Marc Spautz** (CSV), *interpellateur.* - Neen, dat ass...

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Da sot dat awer och hannendrun!

► **M. Marc Spautz** (CSV), *interpellateur.* - Do sinn ech och mat lech d'accord, well wa mer se alleguer missten astellen, déi am Stage gewiescht sinn - mein lieber Schwan! -, da wieren d'Gemengen nach méi opgeblosen,...

(*Interruption*)

...wéi et elo schon ass.

Dann ass awer nach en anere Problem, mä och, wa mer dat als Gemenge wëssen, da mussen mer awer vläicht eng Betreiung ginn...

► **Une voix.** - Dat ass richtig.

► **M. Marc Spautz** (CSV), *interpellateur.* - ...deene Leit, déi mer do mat eranhuelen. Dat geet a verschiddene Gemengen. Dat geet awer a verschiddene Gemengen net. Well et muss wichteg sinn, dass déi Leit wëssen, dass se sech net kënnen op deen Emploi an op dee Poste verlossen, dass si dee kréien. Wat awer oft bei de Kanner wéi awer och bei hiren Elteren oder Erziebungsberechtigten an de Käpp ass: „Dat kréie mir schon hin.“ Also, ech wëll hei net nëmme soen, dass d'Verantwortung op enger Säit läit.

(*Interruption*)

En anert Beispill, wat ech kritt hunn, dat ass vun engem Meedchen, wat d'Schoul ofgebrach huet. Dunn ass et sech bei d'ADEM melle gaangen. Et huet eng Onzième. Et huet 742 Demandé geschéckt, fir dorëmmer ugeholl ze ginn. Et huet ëmmer geschriwwen kritt, wat all Mënsch geschriwwen kritt, entweder „Et ass keng fräi“ oder „Du hues keng Expérience“. Et ware souguer der derbäi bei „keng Expérience“, et war nämlech drëm gaangen, fir Këschtchen ze tässelen, do stoung drop: „Keng Expérience.“

Also ech versti jo, dass een och bei enger Logistikfirma muss Expérience hunn, mä wann een awer als eng gréisser Kafchaïne eppes ausschreift, et bräicht een ee fir Gefaacher ze fëllen, dass een dann och neierdengs muss Expérience hunn, mengen ech, dass dat awer och schwierig wäert ginn, fir dass d'Leit dann eng Kéier awer och kënnen Expérience kréien.

Dat Meedchen huet, wéi gesot, iwwer 700 Demandé gemaach. Et huet iwwerall Ofleenuge kritt. Et huet sech elo selwer erëm op d'Féiss gesat an et kann elo erëm zréck an d'Schoul goen. An et geet och elo erëm zréck an d'Schoul. Et ass awer elo verwonnert, et huet

elo e Brëf kritt vun der ADEM, et soll sech an e Virstellungsgespräch weise kommen. Do huet et gesot: „Ma ech hu mech awer gemellt virun engem Mount, dass ech erëm zréck an d'Schoul wier“, an do huet et geëntwert kritt: „Et ass awer besser, du këns laanscht, well wann eng Kéier an engem Dossier steet, dass du en Datum ratéiert hues, an du fäls duerno eng Kéier zréck, da wierkt dat sech negativ aus.“

Ob dat richtig ass oder net, mä och dat sinn Diskussiounen, déi lafen. An och do ass et mer wichteg, dass mer eis zesammen eens sinn, dass mer déi Leit aneschtens mussen betrieien. An ech weess, dass dat net d'ADEM eleng ka maachen. Ech weess, dass dat de Ministère ka maachen an d'Gemeng. Do sinn d'Eltere mat gefuerdert. An do mussen mer e Wee fannen.

Ech weess do d'Léisung och net. Ech soen dat, dass mer eng Sensibiliséierung maache bei den Elteren, fir och den Elteren ze soen, dass si och do eng gewësse Responsabilitéit hunn.

Da wëll ech nach op en anere Punkt agoen. Dat ass dee vun de Frontalieren, déi mer jo net an eise Chifferen erëmfannen. Dat ass awer net nei. Dat ass scho säit zéng, dat ass scho säit 20 Joer esou. Ech ka mech erënnere, mir hunn eng Kéier op der Féiz eng gréisser Firma zouge- maach, mat iwwer 700 Leit. Do waren dräi Gemengen, déi hate sech gemellt, si géife Leit iwwerhuelen, déi aus hirer Gemeng do waren. Jo, et waren nëmme 13 Lëtzeburger do, déi aner sinn zréckgefouert ginn a Frankräich. An och haut, deemno a wat fir engem Secteur, wou Der et hutt, wann do eng Faillite ass, oder et gëtt e Sozialplang ausgehandelt vu 50 Leit, ginn der 40 zréck an d'Ausland, an et sinn der nach zéng, déi hei bei eis waren.

Do haten den Här Bauler an den Här Negri den 8. Mee 2013 e ganz interessante Passage an hirem Rapport, wou se gesot hunn, dass et jo awer och vum 1. Mee 2014 u méiglech wier, dass d'Chômeuren aus dem Ausland sech hei als Demandeur d'emploi géifen aschreiwen.

An da gesäit ee jo och do d'Entwécklung mat indemnisé an non indemnisé. De Chiffer vun haut de Moien, do paken ech elo Holz un, ob dat deen definitiv leschten ass, dat wieren der ab haut de Moien 470 Non-résidenten disponibel opgrond vum Accord 883; 2.258 Non-résidenten dispo, déi direkt kënnen ufänken, an 347 géifen eng Indemnitéit kréien. Dat ass dat...

(*Interruption par M. Nicolas Schmit*)

Jo, Merci. Bon, jo, mä dat sinn awer och Frontalieren, déi an deem Fall vu Reklassement...

(*Interruption par M. Nicolas Schmit*)

Neen, mä si hunn awer eng Indemnitéit hei. An och de Reklassement, Här Minister, ass och eng Aart Chômage, well de Reklassement externe ass agefouert ginn, well déi Leit jo dann net entlooss gi sinn, mä si sinn inapte fir dee Posten, dee se bis dee Moment mat ausgeübt hunn. An da komme se an de Reklassement a si ginn dann och dee Moment äänlech géréiert wéi eis Kollegen, déi am Chômage sinn. Dat ass awer d'Realitéit!

Da wëll ech nach eng Kéier, ausser deem Chiffer, och op déi aner Aarbechtmembersnamen zréckkommen, déi et gëtt, dat sinn déi vum CAE a vum CIE, wou et och do wichteg ass, eng Kéier eng Analys ze maachen. An do geet virun allem meng Fro drëm, den Här Minister hat eng Kéier gesot, et misst ee kucken, fir dat alles méi ze personaliséieren. Dat war no der Geschicht, wou zu Waasserbëlleg, Déifferdeng an Diddeleng d'Büroen opgaange sinn, dass ee misst kucken, fir och do aner Betrieungsméiglechkeete kënnen ze hunn, ob dat nach weiderhin ausgebaut gëtt. Wëllt de Minister op deene Plazen d'ADEM nach weider opstocken?

Da wëll ech och drop hiweisen op dat, wat vun der Cour des Comptes gesot ginn ass an hirem Rapport, wou d'Cour des Comptes jo och nach eng Kéier gefrot huet, wéi et ass mat de Personalkäschten, a wou si och gefrot hunn, wéi et ass mat CAE a CIE. Do wier et och interessant, gewuer ze ginn, wéi Der wëlles hutt, do un deen Dossier erunzegoen.

Dozou huet och mäi Kolleg, de Serge Wilmes, lech eng Question parlementaire gestallt gehat. Dofir wier ech och frou, wann Der do vläicht nach eng Kéier méi detailléiert kéint soen, wéi Der d'Evolution vun deenen Aarbechtmembersnamen wëllt maachen, wéi d'Aarbechtmembersnamen insgesamt evoluéiert hunn, wat d'Resultater vun deenen Evolutionen sinn a wat d'Resultater sinn, wéi Der mat de deemools festgehalte ginn ass, an och am Beräich, an dat stoung am Extrait vum Rapport Bauler/Negri vum 8. Mee 2013, wou och do drastoung, et misst ee sech mat der Aide au réemploi beschäftegen, et misst ee sech domat beschäftegen mat all deenen Abusen, déi do sech géifen entwéckelen.



An do war meng Fro: Wéi wäit sidd Der do? Wat sinn Är Constaten, déi do gemaach ginn?

Déi aner Mesuren, déi och nach eng Kéier missten iwwerpréift ginn, sinn d'Aide à la mobilité géographique, de Remboursement vun de Charge-socialen, d'Aide à la création d'entreprise, de Stage de réinsertion professionnelle, d'Prime d'encouragement. Dat waren all déi Moosnamen, all déi Moosnamen, déi 2013 diskutéiert gi sinn. Do sinn der derbäi, déi ofgeschafft gi sinn. Do sinn der awer och derbäi, wou nach näischt geschitt ass.

An do ass d'Fro: Wat huet d'Regierung do wëlles? Wat wëllt se do amplatze fir dat, wat se ofgeschafft huet? A wat wëllt se Neies bréngen, fir dass et do och méiglech ass, nach méi kënnen de Leit déi Énnerstëtzung ze ginn, déi se brauchen?

Dann ass et och wichteg, wa mer dovun schwätzen, wann een all déi Donnéeën kuckt, déi et um Aarbechtsmaart gëtt, dass et och wichteg ass, dass mer den Employeuren, do ass de Service vun den Employeuren gegrënt ginn, wou d'Employeuren d'Méiglechkeet hunn, drop zrëckzegräifen, wat mer do nach zousätzlech kënnen maachen. Mä do ginn ech dovun aus, dass den Här Minister eis elo herno am Detail och erkläert, wéi dat elo ass mat där neier Cellule, wat do schon d'Resultater sinn. Well ech hunn héiere gehat vun enger Gewerkschaft, do géif iwwerhaupt näischt passéieren. Ech hat awer duerno héieren, wéi d'Patronat reagiert huet, dat wier net richtig, do wiere schonn Erfolge, et wier net esou séier ugaange wéi geplangt. Dofir wier ech och frou, do d'Zuele vum Minister ze kréien.

Dann ass et och erëm eng Kéier drëm gaangen, d'ADEM géif sech Indicateurs de performance ginn, fir quantitativ a qualitativ Bewäertungen ze maachen. Ass dat geschitt? Kënn dat bei e weidere Package vu Moosnamen, déi solle kommen, oder wou si mer an deem Dossier drun?

Wa mer schwätze vu Chômage, komme mer net derlaanscht, fir vu Formatioun ze schwätzen. Do muss een och bei der Éducatiounspolitik kucken, wéi et ass mat der Reform vun der Berufsausbildung, der Reform vun der Berufsausbildung, déi elo scho laang soll kommen an déi iergendwéi an d'Stocke geroden ass, sou dass et net virugeet, dass mer nach erëm méi op dat zrëckkommen, wat jo och eis däitsch Kollegen hunn, dat ass dat mat der dualer Ausbildung, wat mir jo och hei zu Lëtzebuerg a verschidde Beruffer kennen, awer net iwwerall.

Och do wëll ech nach eng Kéier op dat zrëckkommen, wat d'Kollegen Negri a Bauler an hirem Rapport vun 2013 bruecht hunn, wou si ennerstrach hunn, dass do Reforme mussen kommen. Menges Wëssens ass bei der Berufsausbildung awer nach näischt geschitt säit 2013 bis dohinneer.

Da misst een awer och sech d'Fro stellen, wéi et mat enger trialer Ausbildung ass. Eng trial Ausbildung, dat ass dat, wat et an Däitschland scho méi laang gëtt. Da bass de op der Universitéit. An an Däitschland, déi kennen de Problem, dass se oft keng Studioplazen hunn, da ginn déi Leit dertëscht och nach an eng Formatioun eran.

Kënnen mir net och driwwer nodenken, fir eng trial Ausbildung ze maachen, dass se hiert Handwierk léiere souwuel am Beruf wéi an der Theorie a gläichzäitig och op der Universitéit kënnen ageschriwwen sinn? Dann hätte se näamlech ganz aner Viraussetzungen, fir herno och kënnen Chef d'entreprise ze ginn. An dat ass eppes, wou ech weess, dass een do vill Doubten huet an deenen enge Länner, mä et gesäit een awer an Däitschland an och virun allem an der Schwäiz, dass do grousse Erfolge domat kommen sinn. Ass dat eppes, wat och hei zu Lëtzebuerg ugeduecht ka ginn oder net?

Da wollt ech mech nach beschäftege mat deene Leit, déi am Chômage si mat Bac oder enger Treizième, enger Quatorzième, dat hänkt dovun of. Och do ass dat amgaangen, ëmmer méi an d'Luucht ze goen. 4.245 sinn et der. Wéi kënnen mer deenen hëlfe? Gëtt do och dru geduecht, deene Leit eng aner Orientatiounsméiglechkeet ze ginn, dass se dann nach aner Diplomer maache wéi déi, déi se hunn, well deen Diplom net zu enger Aarbecht gefouert huet?

Ech ka mech erënneren, dem Här Minister säi Virgänger huet eng Kéier hei op der Tribün gesot: „Ech ka jo kengem verbidden, wann e gär Hochseetaucher wëllt ginn, mä ech kann em awer da garantéieren, dass en hei zu Lëtzebuerg keng Plaz fënnt.“ An dofir just meng Fro: Ass do och gekuckt ginn, wéi och verschidde Leit, déi hei zu Lëtzebuerg awer Formatiounen maachen, hir Perspektive sinn, fir hei duerno op den Aarbechtsmaart ze kommen? An hu mer keng Problemer mat der Orientatioun hei zu Lëtzebuerg, fir d'Leit ze orientéieren? Och

dat ass e Bestanddeel vum Rapport vum Här Bauler a vum Här Negri, wou mer dat als Recommandatiounen 2013 hei an der Chamber - de Mee 2013 - uegholl hunn a wou et och interessant wier ze wëssen, wat vun all deem a vun all deene Recommandatiounen dann och schonn ëmgasat gi wier.

Da sinn och nach aner Punkten, déi do mat eraspillen. Do geet et enner anerem ëm d'Protektioun vun den Aarbechter am Allgemengen. Wat kënnen mer do maachen, fir d'Aarbechter nach besser ze schützen? Do mengen ech net, dass dat eleng d'Aufgab vum Stat ass, mä dass et awer och vläicht um Stat ass, ze kucken, wat mer nach do vun zousätzleche Formatiounen kënnen ubidden.

Meng Kolleegin, d'Nancy Arendt, huet haut de Mëtten d'Beispill gi vun engem Eischthëllefscours,...

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

...ob et net och méiglech misst sinn, ob een net och bei verschidde Accidenter, déi et soss gëtt, do eppes kéint maachen. Wa Leit ouni Beschäftegung sinn, dass ee seet: Da muss se dat emol maachen, dat emol léieren. An da wier dat och eng Méiglechkeet herno, wa se an d'Beruffsliewen zrëckginn, dass et da besser geet.

Da geet et fir mech drëm: Wat ass d'Flexibilitéit fir Betriber a Familjen? Wéi ass et mat der Proximitéit tëschent schaffen, wunnen, liewen a Mobilitéit? Well och dat ass e Problem. Soulaang mir alleguerte mengen, mir misste moies um nacht ufänken an owes um sechs heemgoen, da muss ech lech soen, da kënnen mer eng drëtt, eng véiert, eng fënneft Spur bauen, da geet et einfach net besser. Dofir muss mer och kucken, wéi mer et do méiglech maachen, vläicht eng aner Aarbechtszäitorganisatioun...

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - D'Interpellatiounen méi zu gewëssenen Zäiten.

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Jo. Här Haagen, elo stëppelt Der. Elo stëppelt Der.

(Interruptions)

Da ginn ech de Rescht nach sichen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Spautz, bleift op der Strooss!

(Hilarité)

► **Une voix.** - Bleift op der Spur!

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Wann een eng aner Aarbechtszäitflexibilitéit oder -organisatioun kritt, dann hëllef dat sécherlech och der Mobilitéit.

Et muss een och gläichzäitig kucken, wat mer mat den Aarbechtsterraine kënnen maachen. Ech ginn do d'Beispill vun deem, wat op der ARBÉD Schëffleng geschitt ass, wou ech frou sinn, wéi ech héieren hunn, dass do elo d'Regierung seet, fir nei Iddien ze huelen, fir do Betriber unzesidelen. Mä ech denken awer och un den Terrain vun ARBÉD Diddeleng, wou zwar 2005 eng Décisioun geholl ginn ass, iergend-eppes do ze maachen, mä dass mer och do de Leit d'Méiglechkeet ginn, dass sech do kënnen méi Betriber usidelen. Well nëmme wa mer méi Betriber hunn, hu mer och duerno d'Méiglechkeet, Aarbechtsplazen do ze schafen.

Da wollt ech an deem ganze Kontext och drop agoen, wann ee vu Liewensarbeitszäit schwätzt - dat däerf ee jo och net vergiessen -, da muss een och d'Fro stellen: Wéi ass et mat engem Compte épargne-temps? Do sinn emol Diskussiounen gelaf gewiescht am Conseil économique et social. Do waren zwee Projet-de-loien do, ee fir de Privatsécteur an ee fir den effentleche Secteur. Dat ass schonn e bësse méi laang hier.

Duerno sinn déi Projeten zrëckgezu ginn. Wéi sinn do d'Vehandlungen tëschent de Sozialpartner an der Regierung, dass mer do mam Compte épargne-temps virukommen? Wéi ass et mat deenen neien Aarbechtsformen? Ech denken do un den Télétravail. Wéi ass et do? Do sinn et Accorde ginn tëschent Patronat a Saliariat. Ass d'Regierung do um Punkt, fir ze soen: Mir muss legiférieren, fir do aner Méiglechkeeten ze hunn?

An dann, virun allem e leschte Punkt, deen ech awer do wëll uschneiden, dat ass och dee mat der Referenzperiod. Dat ass dee mat dem Plan d'organisation du travail an dem Horaire mobile. Ech weess, dass de Minister do amgaangen ass, Verhandlungen ze féieren. An ech mengen, dass et och do wichteg ass, dass do iergendwéi Konklusiounen a Resultater erauskommen.

Mir hunn hei uegekënnegt kritt, et géif méi e flexibele Projet komme beim Congé parental, wou et méiglech ass, deelaant an op aner Aart a Formen op dee Congé parental zrëckzegräifen. Da mussen awer och um Aarbechtsmaart déi Bedéngunge bestoen, dass een och do kann op Deelzäitarbecht zrëckzegräifen, dass een do eng

aner Aarbechtsorganisatioun kann hunn. Et kann ee jo net an deem enge Projet soen: „Mir maache méi Flexibilitéit“, an op där anerer Säit kënn een net virun.

Mir kéinten eis als CSV virstellen, dass een eng Referenzperiod hätt vun dräi Méint, an all Betriber hei zu Lëtzebuerg, deen e Kollektivvertrag huet, dass do d'Referenzperiod op dräi Méint ausgebaut gëtt. Wuel wëssend, ech hu gesot - fir dass do kee Mëssverständnis opkënn - , a Betriber, wou e Kollektivvertrag ass, dass do d'Méiglechkeet besteet, dat ze maachen. Dass, wann ee seet, an deene Betriber, wou et da sektoriell ass, dass déi Accorden, wéi d'Detailer da sinn, och verhandelt ginn um Betribsniveau, wou Secteurskollektivvertrag sinn, well all Betriber, och do, wou e sektorielle Kollektivvertrag ass, huet aner Bedéngungen. An dass et do wichteg ass...

(Interruption par M. Frank Arndt)

Ech mengen, den Här Arndt wëllt mer eng Fro stellen.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Den Här Arndt wollt eng Fro stellen.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Jo, Här Spautz. Also, wann ech richtig verstanen hunn: ausbauen dräi Méint, awer kollektiv...

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Gitt mer eng Chance! Ech soen alles, an da kënn Der dann d'Fro stellen. Ech mengen, ech weess, wou Der hiwëllt.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Jo, okay.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Sou, Här Spautz, da fuert virun, wann ech gelif!

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Wou ee seet, dass een do d'Méiglechkeet gëtt vun dräi Méint, dass een dann awer an deene Betriber, wou e Kollektivvertrag ass, an dat ass dann op Betribsbasis, wann e Betribskollektivvertrag do ass, innerhalb vum Betriber den Accord muss fonnt ginn tëschent dem Personal an dem Betriber. An do, wou e sektorielle Kollektivvertrag ass, dann och bei all Secteur - och an engem sektorielle Kollektivvertrag gëtt et ëmmer aner gelagert Problemer; déi eng si grousse Betriber, déi aner si kleng Betriber; déi eng hunn eng aner Aarbechtsopdeeling wéi déi aner -, dass een och do da muss eng Kommissioun schafen, dass och do d'Méiglechkeet besteet, dass dann awer um Betribsniveau, awer ëmmer enner Kontroll an enner Respekt vum Kollektivvertrag, do eng aner Aarbechtszäitorganisatioun hikkënn.

Et ass wichteg, dass ee gläichzäitig do ganz kloer definéiert, wat mat Iwwerstonne geschitt - Iwwerstonnen, déi previsibel sinn, an Iwwerstonnen déi imprevisibel sinn, well dat sinn zwee verschidde Voleten -, dass een och dee Punkt am Kader mat deenen dräi Méint ka klären, an dass dann och e Kontrollmechanismus do ass. E Kontrollmechanismus, dee méi flexibel ass wéi déi Kontrollen, déi mer de Moment kennen, dass een do muss kënnen drop zrëckgräifen, wann d'Gefill besteet, dass do net am Kader vum Gesetz respektiv vum Kollektivvertrag gehandelt gëtt, dass dat net ëmmer déi laang Mille muss sinn. Wann ee bis bei d'ITM geschriwwen huet - ouni engem wëllen ze no ze trieden -, bis d'Kontroll gemaach gëtt, dat kann heiansdo laang daueren. Mä dass do och eng aner Méiglechkeet muss geschafte gi fir de Kontrollmechanismus. Dass déi Informatioun vill méi kloer muss sinn, souwuel fir d'Betriber wéi och fir d'Saliariéen, wat do déi Punkte sinn.

Sou, Här Arndt, dat war et. Wann Der elo wëllt d'Fro stellen?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Arndt, et ass un lech.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Neen, bon, et ass vläicht just, datt ech et net richtig verstanen hunn. Et ass jo esou ze verstoen: Dräi Méint ass d'Virstellung vun der CSV elo, a wann e Kollektivvertrag do ass, da kann een iwwert déi dräi Méint erausgoen. Hunn ech dat elo richtig verstanen? Neen?

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Neen. Bei deenen dräi Méint ass et festgeschriwwen, an am Kollektivvertrag gitt Dir lech eens, esou wéi Der dat jo och ëmmer an der Zäit gemaach hutt,...

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Richtig.

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - ...mam Patron op deem jeeweilege Betriber, a wat fir eng Richtung Der hiwëllt a wéi Der dat organiséiert. An dann, wann dat awer och méi e grouse Betriber ass oder et méi e sektorielle Kollektivvertrag ass, dann decidéiert d'Delegatioun dat zesumme mam Patron am Secteur an deem Betriber.

Mir hu jo en neit Delegatiounsgesetz kritt, iwwert dat ech net frou war. Dat hunn ech heibannen ni verstoppt. Mä mat all deenen zousätzleche Matbestëmmungen, déi

een deene Leit wëllt ginn, kéint ee jo dann och do Vertrauen an déi Leit hunn, dass déi och d'Méiglechkeet hunn, do iwwer hir Aarbechtsbedéngungen am Kader vum deem Gesetz selwer mam Patron dann ze verhandelen, wann de Prinzip u sech am sektorielle Kollektivvertrag erhalen ass.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Arndt, ass dat okay?

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Jo. Nach eng Zwëschefro trotzdeem.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Okay.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Dat heescht, fir mäi Versteesdemech, datt een awer och kéint op sechs Méint goen, wann am Kollektivvertrag...

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Jo, am Gesetz steet jo och haut schonn, dass Der eng Méiglechkeet hutt souguer...

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Jo.

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - ...bis op zwielef Méint ze goen.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Okay. Dann...

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Also, et ass net, fir déi elo vun zwielef Méint ewechzehuelen.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Zrëckzegoen op dräi.

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Neen.

► **M. Frank Arndt (LSAP).** - Neen, et ass gutt. Dann hunn ech et verstanen.

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Okay.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Okay. Här Spautz, un lech!

► **M. Marc Spautz (CSV), interpellateur.** - Dann hat ech awer bal richtig verstanen, a wat fir eng Richtung den Här Arndt wollt goen.

Firwat soe mer dat? Ma wa mer gären hätten, dass d'Aarbecht an d'Famill méi no beienee passen a wann dat soll wouer sinn, wat hei ëmmer vu Regierungssäit gesot gëtt, och beim Congé parental... Do hätte se gär, dass d'Aarbecht an d'Famill méi no beieneegefouert ginn. A fir dass dee Projet, deen zwar elo eréischt e Projet de loi ass a wou meng Kolleegin Françoise Hetto le moment venu wäert d'Positioun vun der CSV duerleeën, wann een dat wëllt ëmsetzen a wann een dat wëllt maachen, da muss een awer och a Contrepartie an de Betriber déi Méiglechkeet hunn, fir dat kënnen ze organiséieren, soss kritt een dat net hin.

An dat ass datselwecht, d'Diskussioun iwwert den Horaire mobile. Och den Horaire mobile spillt an deem Kader eng ganz wichteg Roll, wéi een d'Organisatioun vum Horaire mobile mécht. An och do muss een, wann ee feststellt tëschent de Sozialpartner, dass et do Schwierigkeete gëtt, vläicht verschidde aner legislativ Moosnamen huelen, fir dat och kënnen besser openeen ofzestëmme.

Dat sinn déi Punkten, mengen ech, wou et wichteg ass, wou de Minister jo och amgaangen ass. En hat nach virgëschter Gesprächer. Wa meng Informatiounen richtig sinn, huet en och nach eng Kéier muer bilateral Gesprächer, wou ech em hei, ouni dass dat soll falsch klengen, wierklech bonne Chance wënschen! Well wa mer et net fäerdgebréngen, eng aner Aarbechtszäitorganisatioun hinze kréien, a wa mer et net fäerdgebréngen, dass de Sozialdialog op deem Punkt fonctionnéiert, da schwätze mer de Moment vu Schwierigkeeten, déi mer beim Chômage wäerten hunn, mä da wäerten awer och nach aner Schwierigkeeten nokommen.

An dofir mengen ech, dass et wichteg ass, dass et do zu engem Accord kënn, an dass et och dofir wichteg ass - ech soen et nach eng Kéier: Ech war deemools net waarm fir dat Delegatiounsgesetz -, dass een dann all déi Méiglechkeeten, déi een an deem Delegatiounsgesetz geschafen huet - well dat anert ass elo, fir mech leider, fir lech Gott sei Dank, net méi do -, och ausléist, well soss hat et jo kee Wäert, dass een dann déi Reforme gemaach huet, déi een do gemaach huet.

Dat si meng Froen. Ech weess, et sinn der vläicht e bësse vill, mä ech wier awer trotzdeem frou, eng Antwort vum Minister ze kréien, well ech sinn awer och interesséiert, wéi déi aner Kollegeen et gesinn.

Villmools Merci.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Spautz. Als éischte

Riedner hunn ech hei den Här Georges Engel ageschriwwen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

Debat

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegen, déi Debatt zu deem Sujet fällt zu engem ganz gudden Zäitpunkt. Als LSAP, als Lëtzebuurger Sozialistesch Aarbechterpartei, freeë mer eis ganz vill iwwert déi Interpellatioun vum éierewäerte Kollege Marc Spautz iwwert den Aarbechtsmaart, dass mer hei d'Geleeënheet kënnen kréien, fir eis am grouse Kader, hei an der Plénière, mat deem wicthegen Thema ze befaassen. D'Formuléierung vun der Demande d'interpellation weist schonn, wéi vast a wéi komplex de Sujet ass.

Zur Form weilt ech vläicht soen, dass et vläicht méi sinnvoll gewiescht wär, wann ee fir esou eng Diskussioun, wat jo e ganz vasten a ganz komplexe Sujet ass, eng Preparatioun an der Chamberskommissioun gemaach hätt, fir zum Beispill e kloeren an e kompletten État des lieux ze maachen, ier mer he grous Iddie formulieren an diskutieren.

Esou gouf an der Reunion tëschent Regierung a Patronat och iwwert d'Evolution um Aarbechtsmaart a vum Chômage geschwat, dat virum Hannergrond vum Engagement vum Patronat, fir sech méi staark am Beräich ze engagieren an da bannent dräi Joer 5.000 Chômeuren eng nei Perspektiv ze ginn. Wéi mer héieren, gëtt et do jo positiv Entwicklungen, déi och op déi verbessert Zesummenaarbecht tëschent Patronat an ADEM a méi generell op d'Reform an de bessere Fonctionnement vun der ADEM zrëckzefiere sinn.

Mir dierfen de Chômage op kee Fall als Fatalitéit hinwelen. Et ass mer ganz wictheg, dat hei ze betounen, well Leit, déi am Chômage sinn, kënnen, wéi den Här Spautz et gesot huet, ganz liicht an d'Prekaritéit falen, verliesen och ganz séier Courage, den Estime de soi. An dat ass alles net ganz gesond. Mä et muss ee sech awer och bewusst sinn, op där anerer Säit, dass et keng einfach Rezept geint de Chômage gëtt.

Den Aarbechtsmaart an de Chômage sinn extrem komplex a si froen no komplexen a ganz verschidde Mesuren an Initiativen. Et gëtt Mesuren, déi gräife besser wéi anerer. Dat ass e Fakt. Et muss ee sech dat och net schéieren, mä et muss ee sech awer och vun deem Constat net ausbremen loosse. Mir mussen en A op déi verschidde Mesuren halen, se ënnersichen, se evaluieren a se analysieren an dann, wann et muss sinn, se och adaptieren.

Lëtzebuerg hat schonn ëmmer eng speziell Situatioun. All d'Zuele weisen ëmmer erëm, dass d'Création d'emploi an d'Luucht geet, mä mir hunn et an der Vergaangenheet net gepack, fir de Chômage ze absorbieren. Haut si mer an der glécklecher Situatioun, dass d'Chômagezuelen eng gutt positiv Tendenz opweisen. Am Januar waren 18.368 Persounen op der Sich no enger Aarbecht. Op e Joer gekuckt, representéiert dat dann eng Baisse vun 1.100 Persounen, dat heescht 5,7%. Dat ass déi héchste Baisse zanter Mäerz 2008. An net vergiesse muss een hei och, dass 2008 u sech déi europä- voire weltwäit Kris ugaangen ass, wat jo bestëmmt net zu enger Verbesserung vum Aarbechtsmaart bäigedroen huet.

De Chômagezuelen läit elo bei 6,5%. Dat ass e Recul vun 0,2 Punkten am Verglach mam Dezember 2015 a vun 0,5 Punkten am Verglach zum Januar 2015. Déi Zuelen do si positiv, déi ginn an déi richteg Richtung, mä de Match ass nach laang net gewonnen.

Positiv ervirzehiewen ass, dass d'Employeuren am Januar 2.907 fräi Plaze bei der ADEM deklaréiert hunn. Eng Hausse vu 5,1% par rapport zum Januar 2015. Eng positiv Evolution gëtt et och bei de Mesures pour l'emploi, vun deenen ëmmer méi Demandeure profitieren. Iwwregens sinn elo am Januar do zwou nei ciblée Moossnamen a Kraaft getrueden, déi sech méi speziell u méi fragiliséiert - wann ech dat esou dierf nennen - Persounen richten a sollen hëllefen, si nees an d'Aarbechtswelt ze integréieren. Méi spéit duerno kommen ech nach eng Kéier dorobber zrëck.

All dës Zuele si sécher nach net esou, dass ee kéint zefriede sinn an d'Hänn an de Schouss leeën, wéi dat leider jorelaang a vill ze laang, virun enger ganz langer Zäit, de Fall war. Mä op alle Fall ass dat eng Evolution, déi drop hiweist, dass breet gefächert a konsequent Efforten och en Effet hunn, an dass een dorobber kann opbauen an domadder ka weider schaffen.

Et gëllt an deem Sënn weider ze kucken, dass d'Demande d'emploi, also de Profil vun deene

Leit, déi eng Aarbecht sichen, besser op d'Offer vun de fräie Plazen an enner anerem den nei geschafene Plazen ugepasst gëtt. Zum Deel huet et do an der Vergaangenheet och un der Zesummenaarbecht tëschent der ADEM an dem Patronat gehaakt.

Et gesäit also derno aus, wéi wann d'Reform vun der ADEM gewierkt hätt an d'Verbetterungen um Terrain, déi dat mat sech bruecht huet, zesumme mat dem gudden Wëlle vun de Patronen scho villes bruecht hätt. Dozou huet sécherlech och déi nei Directrice vun der ADEM mat hiren engagéierte Mataarbechter en Deel bäigedroen.

Positiv spillt an deem Sënn och de Parcours personnalisé an de Bilan des compétences, vun deenen d'Demandeurs d'emploi kënnen profitieren. Dat erlaabt et, ze kucken, wou deen eenzelne Chômeur steet, wat seng Stärken, wat seng Schwächen sinn, wou a wéi e seng Capacitéit kann ausbilden oder entwëckelen, dat zu sengem Virdeel. A wann et zu sengem Virdeel ass, dann ass et och zum Virdeel vu sengem potenzielle Patron.

D'Regierung huet hei e Choix gemaach, fir net an de Chômage ze investieren, mä geziilt an d'Reaktivatioun. D'Reformen an deem Zesummenhang sinn an deem Sënn amgaangen, lues a lues ze gräifen. Nieft der Reform vun der ADEM an alles, wat dorunner hänkt, wier do d'Garantie pour la jeunesse ze ernimmen; iwwregens eng EU-Initiativ. D'EU, wou ëmmer gesot gëtt: Wat bréngt déi eis iwwerhaupt? Firwat ass déi iwwerhaupt do? Ma dat hei war eng EU-Initiativ an déi ass och ganz gutt. Déi fängt un, hir Friichten ze droen.

Déi lescht Zuele vun der OECD weisen, dass Lëtzebuerg dat Land ass, wat déi mannste Jonk tëschent 15 an 29 Joer huet, déi weder eng Aarbecht hunn nach an der Schoul oder soss an enger Formation sinn. Déi nennt een u sech déi sougenannten „NEET“: „Not in Education, Employment or Training“. Zu Lëtzebuerg ass den Taux vun den NEET da bei 6,5% par rapport zu 16,5% an der Moyenne an der OECD.

Déi méi intensiv a multidisziplinär Betreuung vun de Jonken an déi enk Zesummenaarbecht mat de Strukture vum Éducatiounsministère, déi jo och fir déi Jonk zoustänneg sinn, sinn do besonnesch ervirzehiewen. Zanter dem Lancement vun der Garantie hu sech méi wéi 6.500 Jonker an dee Programm ageschriwwen. Dat ass schonn eleng en Erfolleg. Vun deene Jonken, déi op d'mannst véier Méint um Programm deelgeholl hunn, kruten 82% eng Offer entweder fir eng Aarbecht, eng Léier, eng Beschäftigungsmesure, oder si konnten zrëck an d'Schoul orientéiert ginn, fir eng weider Formation ze kréien; wat u sech och dee beschte Wee ass.

An deem Beräich dierfen d'Efforten och an Zukunft net noloossen. D'Entwëcklung weist, dass et an Zukunft ëmmer manner net qualifizéiert Aarbechtsplaze wäerte ginn. An deem Sënn muss mer de Jonke vun haut op den Aarbechtsmaart vu muer viberreed. An all concernéiert Stelle mussen do an deem Sënn och zesummeschaffen.

D'Éducatioun muss an deem Kontext derfuer suergen, dass d'Formation, déi si ubitt, och den Ufuerderunge vum Aarbechtsmaart gerecht gëtt. Dat ass eppes, wat net statesch ass. Dat muss evolutiv sinn an et muss sech also un d'Evolution vun der Économie, der Technologie an der Wëssenschaft permanent upassen an och weiterentwëckelen. Duerfir muss een en enke Kontakt tëschent der Éducatioun an der Aarbechtswelt oprechterhalen, fir dass een den Uschloss un déi Entwëcklung do net verpasst.

Dann e puer Wuert zur Formation continue, déi och aus de genannte Grënn eng ëmmer méi grous Roll spillt. E rezente Presseartikel beriff sech op eng Konferenz zum Thema Formation continue a geet op d'Propose vun der Chambre des Salariés an, déi a mengen Aen derwärt sinn, dass ee se he diskutéiert.

Hei gëtt enner anerem proposéiert, fir d'Betriber méi staark an de Finanzement vun der Formation continue anzubannen, well si et jo sinn, déi dovunner profitieren. Eng weider Propos dréit ëm d'Schafung vun engem individuelle Recht vum Salarié op Weiterbildung. Bannent de Betriber kéint d'Personaldelegatioun an den Entscheidungsprozess iwwert d'Formation continue matagebonne ginn, an d'Zuel vun de Stonne fir d'Weiterbildung sollt och an d'Luucht gesat ginn. Eng weider Iddi wier d'Schafung vun engem nationale Gremium, deen déi betribelech Weiterbildung iwwerwaacht an evaluéiert.

Wat déi eeler Demandeurs d'emploi ugeet - an ech sot lech, ech géif nach eng Kéier drop zrëckkommen - gëtt och méi op d'Aktivatioun gesat. Nach am Dezember hu mer hei e Gesetz gestëmmt, dat zwou spezifesch Mesuren - de Stage de professionnalisation an de Contrat de

réinsertion-emploi - méi prezis op d'Demandeurs d'emploi vun iwwer 45 Joer, d'Salariés a capacité de travail réduite an d'Salariés handicapés cibléiert.

An ech stelle fest, och wa se elo net méi alleguer heibanne sinn, dass net nëmmer ech selwer, mä och nach e gudden Deel vun lech, Kollegeinnen a Kollegen, heibannen dorënnerfällt, net alleguer, mä awer den absolute Gros. Et ass, wann ech dat esou dierf soen, awer scho bedenklech, dass een haut schonn ab 45 Joer, wann ee seng Aarbecht verléiert, ugesi gëtt als problematesch, fir dann an den Aarbechtsmarché nees integréiert ze ginn.

Virun deem Hannergrond muss een och soen, dass an deem Beräich och d'Patronen hir Verantwortung ze droen hunn. Et geet net duer, fir ëmmer nees ze betounen, dass et wictheg wier, fir d'Leit méi laang an der Aarbecht ze halen, well mer jo doranner net grad Champion sinn a waren, wat den Taux d'emploi vun den Travailleurs âgés ugeet.

Eng ganz Partie vu Programmer a Mesuren an deem Beräich ginn ausgeschafft oder leie schonns vir a sinn zum Deel och scho gestëmmt. De Projet de loi iwwert d'Politique des âges ass an der Prozedur a wäert, eventuell mat enger Partie Adaptatiounen, och hëllefen, de Potenzial, deen déi eeler Salarié fir d'Entreprise, fir hir Patronen, mä awer och fir d'Gesellschaft, ech wëll dat net vergiessen, duerstellen, besser ze valorisieren. Mir wäerten an Zukunft Geleeënheet kréien, fir an der Kommissioun an och hei am Plenum nach méi am Detail iwwert dës Problematik ze schwätzen.

Och de Reklassement, dee jo ganz rezent reforméiert gouf an deen och an Zukunft méi staark op eng Reaktivatioun vun de reklassierte Salariéens ofziilt, gehéiert zu de Mesuren, déi hëllefen, de Chômage ze bekämpfen. Ma och an deem Beräich gëtt et keng einfach Léisungen. Duerfir gouf d'Legislatioun am Laf vun de Joren ëmmer nees evaluéiert an adaptéiert. An dat wäert och an Zukunft misse gemaach ginn.

D'Chamber ass de Moment befasst mat engem Projet de loi iwwert d'Ofschafung vun der Préretraite-solidarité. Ech weess, dass dës Measure op ville Säite kritesch gekuckt gëtt. An ech weess och, dass do ronderëm vill Mëssverständnis gesot goufen. Duerfir, ouni wëllen der Diskussioun iwwert de Projet de loi 6844 virzegräifen, muss ee vläicht eng Kéier ganz kloer soen, dass hei net de Pensionssystem ofgeännert gëtt. Hei gëtt et net d'Pension anticipée ofgeschaaft an et ginn och net all Zorte vu Préretraite ofgeschaaft. Ofgeschaaft gëtt just déi spezifesch Préretraite-solidarité, vun där am Joer 2014 grad 343 Persounen profitéiert hunn an déi kaum zur Schafung vun Aarbechtsplaze bäigedroen huet.

Déi Moyenen, wat awer ëmmerhin 19 Milliounen Euro an der Moyenne pro Joer an deene leschten dräi Joer waren, déi an dës Measure da gefloss sinn, sinn op anere Plaze mat Sécherheet besser investéiert, zum Beispill fir d'Formation oder d'Formation continue.

Wictheg ass och ze soen, dass am selwechte Projet de loi déi aner Zorte vu Préretraite, d'Préretraite fir den Travail posté an den Travail de nuit grad wéi d'Préretraite progressive reforméiert ginn, andeems enner anerem d'Konditione fir d'Salarié verbessert ginn. Och d'Préretraite-ajustement bleift bestoen. Also kee Grund, fir hei grous Panik ze maachen.

Dee leschte Volet, deen de Kollege Marc Spautz a senger Demande d'interpellation ugeschwat huet, betrëfft d'Organisation du temps de travail dans le temps et dans l'espace. Och do gesäit een, dass et e ganz vaste Beräich ass, deen net eréischt zënter haut a geschter diskutéiert gëtt. „Espace“ huet awer näischt mat Star Wars ze dinn.

Am Kader vun den Diskussiounen vun de Sozialpartner ëm d'PAN-Gesetz, d'Problematik vun der Referenzperiod an de POT, de Plan d'organisation du travail, héiere mer vu ganz schwiege Verhandlungen an Diskussiounen opgrond vu ganz entgéintgesatene, zum Deel extreme Positionen.

Och wann een déi Übung do kennt, dat ass wéi beim Seelzéien, an och wann ee Verständnis kann hu fir déi verschidde Parteien oder Partien, op där enger Säit d'Patronat an op där anerer Säit dann d'Gewerkschaften, déi hei allen zwee absolut an hirer Roll sinn, well se probieren, dat meesch erauszulesen, esou kann ee sech awer froen, ob een där Problematik net eppes méi Positives kéint ofgewannen. Ech soen hei d'Stéchwuert Flexicurity. Flexicurity, awer - awer! -, an dat soen ech hei ganz haart, awer à la luxembourgeoise!

► **Plusieurs voix.** - Ah!

(Interruptions)

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Well mir bleiwen hei gär beim Prinzip vun de festen Aarbechtskontrakter a bei engem héije Kënneschutz.

Flexibilitéit viséiert an deem Sënn d'Aarbechtszäitorganisatioun, ënnert der Kondition, dass se am Dialog mat de Sozialpartner an am Respekt vum Aarbechtsrecht geschitt. Ech sinn der Opfaassung, dass eng équilibréiert Léisung a Saachen Aarbechtszäitorganisatioun kann hëllefen, souwuel op där enger Säit Aarbechtsplazen ofzesécheren, andeems se de Betriber et erlaabt, méi séier, méi einfach a méi flexibel op bestëmmt Situatiounen ze reagieren, an op där anerer Säit de Salarié et ze erlaben, hiert Berufsliewen an hiert Privatliewe besser openeen ofzestëmmen.

An deem Sënn kéint eng équilibréiert Flexibilitéit, also am Konsens tëschent de Sozialpartner etabléiert gëtt, Virdeeler fir jiddereen hunn. Duerfir soll een dat Wuert „Flexibilitéit“ vläicht net esou verdäiwelen, wann et ka Virdeeler op där enger an op där anerer Säit hunn, wann et ka Virdeeler hu fir de Patron an awer och Virdeeler fir de Salarié, deen eng Vereinbarkeet tëschent Famill a Beruff wëllt kréien. Et soll een dat also net esou béis ëmmer gesinn.

An deem Kontext wëll ech och déi aktuell Diskussioun ronderëm d'Reform vum PAN-Gesetz gesinn, grad wéi d'Referenzperiod an de POT, de Plan d'organisation du travail. An deem Sënn hoffen ech dann och, dass d'Sozialpartner d'Kéier kréien, fir mateneen ze diskutieren a virun allem openeen zouzougoen.

Och de Congé parental soll jo flexibiliséiert ginn a finanziell méi interessant ginn, grad wéi de Congé pour raisons familiales. Och dat ass eng Flexibilitéit, déi mir absolut begrëissen. Si kéint direkt de Salarié zegutt, de Kanner natierlech, mä an engem gewëssene Sënn och dem Patron. Net nëmmer, well d'Käschten duerfir net vum Patron musse gedroe ginn, mä och a virun allem, well Salarié, déi e krank Kand doheem a keng aner Méiglechkeet hunn, wéi dass si selwer oder de Partner sech ëm d'Kand këmmen, bréngen dem Betrib an där Zäit, wou d'Kand krank ass, och net ganz vill. An ech wëll souguer behaupten, dass dat och iwwert déi Zäit erausgeet, wou d'Kand krank ass, well dat zu Onzefriedenheet an zu Frust féiert.

Iwwregens hunn dat lescht Joer méi wéi 22.000 Eltere vun deem Congé pour raisons familiales profitéiert, wat ennersträicht, dass dat eng ganz wictheg Measure ass.

Salarié, déi wëssen, dass se am Noutfall d'Méiglechkeet hunn, bei hirem Kand ze sinn, wann et krank ass, an dobäi net vun hirem Patron enner Drock gesat ginn, sinn de Rescht vun der Zäit méi zefrieden an éischer bereet, fir sech méi fir hire Betrib anzesetzen, an déi wiere vläicht da souguer en échange prett, fir wann ee Kand krank ass, nach vun doheem fräiwëllig, wann et da méiglech ass, dat eent oder anert ze maachen. Et ass dat och eng Saach vu Vertrauen a vun Identifikatioun mat der Entreprise. Ech kennen der do eng ganz Partie, déi dat gäre maachen an dat och fräiwëllig maachen, ouni dass de Patron se dozou zwéngt oder dat vun hinne verlaangt. An dat soll och esou sinn, dass dat an Zukunft net dierft de Fall sinn.

Am Kader vun där Diskussioun oder virun deem Hannergrond sollt eiser Meenung no och e Recht op Deelzäitaaarbecht kënnen diskutéiert a verhandelt ginn, grad wéi och d'Liewensaarbechtszäitkonten an och den Télétravail.

Eng Klamer op: D'Digitaliséierung vun der Aarbecht wäert eis viru ganz grous Défie stellen an deenen nächste Joren, wat d'Aarbechtsrecht, wat d'Aarbechtskonditionen, wat d'Ofsécherung vun den eenzelne Leit, déi doranner schaffen, wäert ugoen. An do muss mer ganz wachsam sinn a ganz gutt oppassen, dass mer do matzäiten och déi richteg Mesuren treffen, déi noutwendeg sinn, fir dass déi Leit net an eng Prekaritéit kommen, andeems se eng Aarbechtsplaz hunn an awer net ofgeséichert sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Zrëck dann awer zum POT. Mir sinn der Meenung, dass dat e wictheg Element ass. Eng Etüd vum CEPS huet 2012 gewisen, dass duerch de POT 68% manner lwwerstonne gemaach ginn, dass d'Kompetitivitéit vum Betrib ëm 50% konnt eropgesat ginn, dass et erméiglecht huet, fir 18% méi Personal anzustellen, a 14% Entloosung konnte verhënnert ginn. Also e ganz wicthegen Outil! Déi Zuelen do, déi schwätzen nämmlech fir sech. Mä och hei ass d'Kondition, dass d'Instrument vum POT richteg, esou wéi et geduecht ass, ugewannt gëtt, wat anscheinend awer net ëmmer de Fall wier.

Beim Respekt vun de Bestëmmungen iwwert de POT, mä och bei der Kontroll vum Respekt vum Aarbechtsrecht generell an der Lutte géint de Sozialdumping kennt der ITM, der Inspektion du travail et des mines, eng Schlüsselroll zou. D'ITM brauch méi Moyenen, méi Leit mat méi Formation an der entsprecherender Forma-

tion continue. D'Reform, esou wéi se ugeduecht ass a wéi mer se an der Kommissioun och zum Deel virgestallt kruten, geet op e richtege Wee. Et geet och elo dréms, dass se emgesat gëtt. An déi éischt Mesurë goufe jo geholl, dass d'ITM elo méi Beamten, méi Leit krutt, fir do ze hëllef, dass déi och hir Aarbecht a bonne et due forme kënnen maachen.

Wat méi besonnesch d'Lutte géint de Sozialdumping ugeet, do huet den „Sozialbadge“ ganz villes bruecht, well en erlaabt, méi séier méi effizient Kontrollen duerchzeféieren. Ech denken awer och, dass mir eis zu Lëtzebuerg am Kader vun eiser nationaler Legislatioun mussen d'Mëttele ginn, fir am Besonnesche bei öffentlechen Ausschreibungen méi vigilant a méi konsequent kënnen ze sinn, fir de Sozialdumping ze bekämpfen. Dat heescht, wa bei engem Chantier, deen opgrond vun enger öffentlecher Ausschreibung vergi gouf, e Verstooss géint d'Lëtzebuerg oder EU-Recht gestallt gëtt, da muss et méiglech sinn, déi Fraudeuren auszuschléissen aus den öffentlechen Ausschreibungen.

Dobäi soll d'Regel gëllen, dass déi Entreprise, déi den Zouschlag krut, och da responsabel ass fir dat, wat duerno um Chantier leeft, och wann d'Aarbeitsrecht net agehale gëtt, an egal wivill Sous-traitanten nach mat am Spill sinn. Vlächicht kéint jo an deem Kader eng läneriwegergräifend, eng EU-, eng europäesch ITM an deem Kontext eppes bréngen. Och dat sollt ee sech vlächicht virun Aen halen.

Ech wéilt hei nach eng Käier Merci soe fir déi Debatt, Merci dem Kolleg Marc Spautz, deen déi Debatt hei gefrot huet. An déi Debatt hei war gutt oder déi ass gutt, an déi sollt ee vlächicht och méi oft hei féieren. Il y a du pain sur la planche. Et gëtt also nach vill Mesuren ze huelen. Et ass och nach vill ze dinn. Déi Mesurë mussen wéi an engem Auerwierk zesummegräifen, eenzel kënnen se net alles bewirken. Mä menger Meenung no leeft d'Auer awer. Et ass och scho vill geschitt, d'Mesurë gräifen a mir sinn och hei um richtege Wee, mä fir dass se méi optimal sinn, muss nach dat eent oder anert Zännrad bäikommen.

Dat soll geschéien am Kader oder, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, am Lëtzebuerg Modell, mam Sozialdialog, mat der Tripartite, esou wéi et richtege och bis elo weidergefouert ginn ass. A wann do jiddweree responsabel handelt, da komme mer och do e Stéck virun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci dem Här Engel. Als nächste Riedner huet sech ageschriwwen den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleegeinnen a Kollegen, ech soe fir d'Éischt emol dem honorabele Kolleg Marc Spautz Merci fir d'Geleeenheet, am Kader vun deser Interpellatioun iwwert déi aktuell Situatioun op eise Aarbeitsmaart kënnen ze schwätzen.

Merci och, dass hien drun erënnert huet, dass mer an deem Héijen Haus am Fréiwoer 2013 en Débat d'orientation mat Rapport haten, deen eis och iwwer Méint beschäftigt huet. Et ass erfreuelech, dass d'Situatioun vun haut par rapport zu deemoos eng wesentlech besser ass. Par rapport zum 31. Januar 2015 hu mir ronn 1.100 Inskriptiounen manner bei der ADEM, eng Baisse vu 5,7%. Den Taux de chômage géif elo bei 6,5% leien. Dat ass déi gréisste Baisse, wann een enger Meldung bei RTL wéilt gleeuwen, zënter März 2008.

Nodeems an de leschte Joren eng Rekordzuel u Chômeuren no där anerer verzeecht gouf, schéngt mer e Wee aus der Kris fonnt ze hunn. An dee Wee ass kengesfalls nei. Mir sinn eis alleguer eens, wat d'Problemer sinn, déi fir de Chômage zu Lëtzebuerg responsabel sinn. Et gëllt elo d'Politik, déi och mir als DP zënter Laangem fuerderen an déi elo emgesat gëtt, konsequent weiderzeféieren.

Zënter Joren hu mir als Demokratesch Partei drop higewisen, dass aus der ADEM eng Aarbeits- a Weiterbildungsgesellschaft soll ginn, wou den Haaptakzent op der Weiterbildung, der Formation continue, an op der gezielter Orientéierung, Begleedung vun Chômeur läit. An zënter Jore gi mer net midd ze ënnersträichen, dass d'ADEM, fir all desen Erausfuerderunge wierksam begéien ze kënnen, flexibel an hirer Begleedung muss sinn.

Mir sinn zudéifst dovunner iwwerzeegt, dass et net eng Verwaltung am klasesche Sënn konnt sinn a ka sinn, déi de Problem vun der Aarbeitslosigkeit ka bekämpfen, mä eng proaktiv Struktur, déi op den eenzelne Chômeur mat senger spezifesche schouleschen, beruflechen a perséinleche Problemer beziéungsweis sengem Hannergrond anzegoe versteet. Mir brauche

keng administrativ Gestiou vum Chômage, mä eng Aktivéierung vun de Chômeuren. Chômeuren, dat si keng plakeg Zuelen an och keng stereotyp Dossier, et si Mënschen, déi eng aktiv Begleedung an Hëlleflechschung brauchen. Dat hu mer allegueren heibannen erkannt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Et ass och déi Politik, déi zurzäit gemaach gëtt. Duerfir mussen déi Leit, déi op der ADEM Plaz vermëttelen, déi erfuerdert Mëttele, d'Ausbildung an d'Zäit hunn, fir en Netz vu Kontakten mat den Entrepreneuren a virun allem deenen hire Personalservicen auszubauen. Och dat ass eng Fuerderung, déi d'DP virun de Wahlen formuliert hat an hannert där se nach ëmmer steet.

Mir brauchen, et ass elo d'éinescht ugeklongen, eng nei Kultur an der Begleedung vun Chômeur, deen, soubal e sech ageschriwwen huet, gefuerdert a geförder muss ginn an deem seng Begleeder à la fois Beroder, Coach a Vermittler sinn.

Zënter Joren huet d'DP all dëst gesot, an et gouf leider ganz laang, vlächicht ze laang, net dorobber gelauscht. Mir sinn duerfir frou, dass d'Reform an d'Restrukturéierung vun der ADEM, esou wéi mir eis se virstellen, ufänken, hir Friichten ze droen. Natierlech ass dee Prozess nach net ofgeschloss an et bleiwen nach eng ganz Partie Schrauwen, an deenen natierlech muss gedrëit ginn. An ech sinn zouversichtlech, dass d'Madamm Schlessen, där ech op deser Plaz wierklech wéll Merci soe fir all hir Efforten, hiren Engagement, dat och maache wäert.

E weidere grousse Problem am Joer 2013 war de Jugendchômage. Och haut nach dinn déi Jonk sech dacks schwéier, souguer, wa se en Diplom hunn - meng Virriedner hunn dat och nach eng Käier ënnerstrach -, sech zurechtzufinden, wa si sech schon no der Schoul op d'Sich no enger Aarbeitsplaz maachen. Si gessinn dann dacks vu lauter Beamten Bësch mä a si iwwersinn d'Chancen, d'Opportunitäten, op déi se net opmierksam gemaach goufen.

Dat léiert eis, wéi wichteg d'Roll vun Aarbeitsplazvermittler ass a wéi flexibel an engagéiert een an där Roll muss sinn. Et léiert een och, wéi wichteg de perséinleche Bezug zu deem jonke Mënsch muss sinn an dass een e perséinlech begleeden, jo souguer coache muss, fir en op déi richtege Pisten ze setzen.

Et léiert mech doriwuer eraus och, dass vill Betriber sech guer net un d'ADEM rüchten a léiwer selwer iwwert divers Kontakt Leit fir oppe Plaze sichen. Do spillen da Relatiounen, perséinlech Relatiounen dacks eng net onwesentlech Roll. An deen, deen ee kennt, deen ee kennt, deen huet meeschtens déi beschten Trëmp an der Hand! Dat ass net ëmmer ganz gerecht, mä et ass eng Wierklechkeet um Lëtzebuerg Aarbeitsmaart.

All dat do weist eis, wéi wichteg d'Reform vun der ADEM war an ass. De Minister huet éischt wichteg Akzenter gesat, andeems en d'Personal opgostockt a Leit engagiert huet, déi sech mat Kompetenz an Dynamik um de Problem erumaache sollen. D'Zukunft wäert weisen, ob des reng Personalopstockungen eleng déi gewünschten Effeten hunn.

D'Jugendarbeitslosigkeit huet Froen iwwer eise Schoulsystem an iwwer eis Gesellschaft am Allgemengen opgeworf. Mir hu festgestallt, dass nach ganz vill - den Här Spautz huet et och gesot - bei der beruflecher Orientéierung an eise Lycéëen ze maachen ass. Déi professionell Orientéierung muss méi fréi an eise Schoulen ufänken, si muss an déi pädagogesch Logik a souguer an den Unterrecht respektiv an den Alldag vun den Enseignantent affléissen. Et muss souzesoen e Reflex ginn.

E grousse Problem ass nach ëmmer d'Zuel vun den Décrocheurs scolaires, mir wëssen dat, déi onni nennenswäert Qualifikatiounen op den Aarbeitsmaart kommen an dann am beschte Fall an enger Beschäftigungsmaassnahme landen.

Eppes klenges iwwer 2.000 jonk Leit ënner 25 Joer hu fir de Moment hei am Land keng Schaff. Dat sinn der 2.000 ze vill! An duerfir ass et a bleift et e wichtige Message, ze soen, dass d'Bekämpfung vun Jugendchômage eng vun de Prioritéiten muss bleiwen. Et ass och eng Prioritéit vu menger Fraktioun.

Ech sinn duerfir ganz zefridden, dass d'Regierung an den Éducatiounsminister Claude Meisch déi richtege Jalone gesat hunn a weider öffentlech Gelder an d'Bildungswiesen investieren, dem Bildungswiesen zur Verfügung stellen.

Bei de Schoulinfrastrukturen, déi esou batter néideg fir e gudde Fonctionnement vun eisem System sinn, deet sech endlech eppes. An der Period 2015-2018 si bal 500 Milliounen Euro

ageplangt, fir besteeënd Gebaier ze renovieren an neier ze bauen. Sou ass zum Beispill dat lescht Joer de Lënster Lycée ageweit ginn. Weider Lycéëen zu Clief, Gilsdref an Déifferdeng gi geplangt a gebaut.

Mat der qualitativ héichwäerteger Kannerbeiereung, déi de Minister Claude Meisch a mat him déi ganz Regierung upeilen an op de Wee bréngen wäerten, gëtt dann ee vun de gréisste Virdeeler vum Standuert Lëtzebuerg, nämlich d'Draisprochegeket, weider opgewäert. Gläichzäit ginn d'Ongläichheiten, déi dacks am jéngsten Alter vun de Kanner ufänken, aus der Welt geschaaft, soudatt all Kand déi nämlecht Startchancë fir seng Schoul- a Berufscarrière kriit. D'Schoulaonomie gëtt vum Éducatiounsminister weider gestärkt.

De Claude Meisch huet kierzlech an engem Interview gesot, dass mir méi eng grous Diversitéit u Schoulmodeller brauchen, déi den ënnerschiddleche Bedürfnisse vun der heterogener Schülerschaft Rechnung droen. An en huet recht domat! Vill ze laang hu mer esou gemaach, wéi wann et een Allheezepot fir d'Schoul géif ginn. Dat ass awer net esou, well eben net all d'Schüler d'nämlecht sinn.

All Schüler huet Stärkten, an deenen e geförder muss ginn, a Schwächten, bei deenen e gehollef muss krieten. Net all Schüler gëtt am nämlechte System eens. An duerfir gëtt et Zäit, eise Kanner déi Preparatioun fir d'Liewen unzebidden, déi et hinnen am meeschten an am beschten erlaabt, fir si fir d'Zukunft an op d'Berufsliewe virzubereeden.

Och op der Uni Lëtzebuerg mussen weider Efforte gemaach ginn, fir déi Filiären unzebidden, déi eisem Aarbeitsmaart ugepasst sinn. Ech denken hei virun allem un déi héich spezialiséiert Servicier am ICT-Bereich an op der Finanzplaz. Hei spillt virun allem och déi richtege Orientatioun an d'Filiären eng wichteg Roll.

Eng rezent däitsch Studie huet gewisen, dass iwwer en Drëttel vun de Studente sech seriö Froe stellen, ob si iwwerhaupt dat Richteg studieren. Ech meen behapten ze kënnen, dass dat bei de Lëtzebuerg Studente net wesentlech aneschtters ass. D'Zuel vun de Studente, déi am éischen oder zweete Joer hiert Fach wiessele respektiv d'Studium komplett ofbriechen, ënnermauert dat!

Et muss dann awer och gesot ginn, dass et e Lëtzebuerg Klischee ass, dass ee muss studiert hunn, fir am Berufsliewen Erfolleg ze hunn. Et muss a soll net jiddwereen no der Schoul op eng Uni goen. Eng Uni féiert net onweigerlech zu perséinlechem a beruflechem Gléck, oder nenne mer et Satisfaktioun, wann een net derfir gemaach ass. An dat muss och eng Käier kloer gesot ginn an och de Schüler respektiv de Studente vermëttelt ginn.

Duerfir muss mer et zum Beispill fäerdegréngen, de Modell Abitur, also d'Première plus Handwerk nach besser ze promoten, duerchgeënd Passerellé vun engem Schoulsystem an deen aneren opzebauen. A firwat net och d'Duerchlässegkeet vun der Formation professionnelle bis zu enger Formation professionnelle supérieure erméiglechen? Eng ausgestallte Meeschterkaart bedeit net nëmmen eng Beschäftigungsgarantie fir hire Besëtzer, mä féiert och ganz dacks zur Schafung vu Betriber, also weideren Aarbeitsplazen.

Ech begrëssen an deem Kontext och ganz ausdrecklech d'Beméiunge vum Éducatiounsminister, deen amgang ass, d'Berufsausbildung schrittweis ze adaptieren. Den Här Spautz hat dat a senger Ried opgegraff. Ech denken, dass de Minister an den nächste Woche wäert communiquéieren an deem dote Kontext. Sécher ass jiddedalls, dass intensiv dru geschaff gëtt.

An, Här Spautz - ech wollt elo kucken, d'Madamm Hansen ass elo net méi hei -, mä och d'Madamm Hansen weess dat, et ass e ganz komplizéiert Feld, wou vill Partner um Wierk sinn an do réselt een eng Reform net einfach esou aus dem Aarm. Dat wësse mer alleguer. Duerfir denken ech, dass mer an den nächste Wochen och dozou weider Informatiounen krieten iwwert déi weider Etappen an deem dote Kontext.

D'Schoule spillen eng Schlüsselroll an der Bekämpfung vun der Aarbeitslosigkeit, an d'DP wéllt net einfach nokucken, wann ee Schüler säi Léierparcours ofbrécht. Mir wëllen net waarden, bis d'Kand am Pétz läit. Mir wëllen, dass de Schüler sech fréi mat senger Schwächen a Stärkten, ech hunn et d'éinescht gesot, auseruesetzt. Am Kader vun engem Tutorat, wéi dat och schon a verschidene Lycéë gutt fonctionnéiert, heescht et erauszefinden, wat dann elo d'Potenzialer vun deene jonke Leit sinn, fir se esou besser ze orientieren - fir dat an engem méi moderne Jargon ze soen -, fir déi schoulesch Orientéierung ze optimiséieren.

Duerfir brauche mer an eise Lycéëen eng kreativ, eng proaktiv Orientatioun vun deene Ju-

gendlechen. Ech hunn ëmmer gesot, dass d'Orientatioun an eise Schoulen eigentlech muss e Reflex sinn. E Reflex, dee sech net nëmmen op verschidene Etappe limitéiert, mä dee sech an ee Prozess abaut. Et geet jo net nëmmen drëm, fir d'Orientéierung un de perséinleche Wënsch vun deene Jonke festzemaachen, mä si méi systematesch op déi Beruff virzubereeden, déi effektiv och a grad op eisem Aarbeitsmaart gesicht ginn.

Viru Kuerzem huet eng jonk Fra, déi als Hëllefskraft an engem Commerce schafft, mech gefrot, ob ech net wéisst, wou si eng aner Plaz kéint fannen, déi se méi erausfuerdere géif, déi hir méi Satisfaktioun géif ginn an déi och méi sécher wier. Si sot mer, dass se no der Neuvième eng Coiffeuse-Léier ugefaangen hat, déi se awer dunn ofgebrach huet. Déi Beruff, déi si sech no deem Décrochage scolaire virgestallt huet, hunn alleguer bestëmmte Qualifikatiounen verlaangt. Fir weiderzokommen, bleift deser Fra näischt anescht iwwer, fir des Léier nozemaachen oder fir eng nei ofzeschlüssen an esou nees an e méi stabilen a motivierende Beruff eranzeklammen. An ech hunn elo viru Kuerzem nach de Minister héieren, dee bei deem dote Sujet gesot huet, dass dat dacks dee beschte Wee wier.

Am Universitätsbereich gëtt et och Entwécklungen, déi engem Suerge maachen. De Marc Spautz huet dat och ugeschwat gehat. Hei sinn effektiv e puer Honnert Studenten, fir e Beispill ze nennen - et ass scho méi en aalt Beispill, mä ech denken, et bleift leider nach ëmmer e Beispill -, an der Geschicht ënnerwee, an der Psycho wieren et souguer wäit iwwer 600 Studenten! Des zwee Beispiller weisen, dass mer zënter Joren e kloren Informatiouns-, Formatiouns- an Orientatiounsproblem hunn.

Duerfir félicitéieren ech am Numm vun eiser Fraktioun dem Claude Meisch fir seng Reform vun der Maison de l'orientation, déi mer an den nächste Wochen hei am Haus stëmmen sollen. Hir Direktioun gëtt verstärkt a mat den noutwendegen Ressourcen ausgestattet, soudatt d'Zusammenarbecht tëschent Schoul an ADEM nohalte verbessert gëtt.

Vun deene ronn 2.000 jonke Leit ënner 25 Joer, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, huet d'Halschent just den ënneschten Zyklus gepackt. D'Garantie pour la jeunesse ass do sécherlech ee Mëttele, fir Jonker ze aktivéieren an an eng nei Ausbildung ze krieten oder fir an eng nei Schaff ze kommen.

Mir als DP wëllen awer, dass et guer net esou wäit kënn. Tutorat, Ausbildung, Informatioun an Orientatioun si Schlésselwierder, wann et ëm d'Preventioun vun Jugendchômage geet. Et geet der DP drëm, fir d'Ausbildung méi no un d'Praxis ze bréngen an derfir ze suergen, dass net laansch den Aarbeitsmaart ausgebildete orientiert gëtt, wa mer d'Jugendarbeitslosigkeit dann effektiv dauerhaft reduziere wëllen. Dat ass, esou schéngt et mer, esou schéngt et eis, eng Condition nécessaire.

Wa mir op där enger Säit gutt ausgebildete Leit brauchen, déi den Erwaardungen an eise Betriber gerecht ginn, därer een op där anerer Säit och net vergiessen, den Entrepreneursgescht ze féieren. Eise Schoulsystem muss innovativ Käpp erkennen an un d'Hand huelen. E muss hinne genuch Fräiheeten offéieren, fir dass si hir Kreativitéit kënnen ausliewen.

Beim Versuch, e Betrib ze grënnen, muss de rechtlechen Encadrement stëmmen. Hei spillen d'Simplification administrative an d'Förderer vu Start-up-Entrepreneuren eng net onwesentlech Roll. Et gëllt och de sozialen Dumping ze verhënnere, deen nach ëmmer virun allem am Bausecteur virkomme kann an zukünftig Aarbeitsplaze verhënnert an aktueller zerstéiert. Mir brauchen also eng performant ITM.

A mir haten do eng interessant Entrevue, et si schon eng Rei Méint hier, an der Aarbeitskommissioun mat dem Chef, mat dem aktuellen Dirigent vun der ITM, dem Här Boly. Och hei wéilt ech dem Här Boly fir seng grous Efforte Merci soen an him wierklech vill Courage wënschen - mir hunn hie wierklech op eng ganz couragéiert an engagiert Manéier erlieft -, fir dass hien et fäerdegréngt, d'Restrukturatioun innerhalb vun der ITM esou virunzedreien, wéi se noutwendeg ass.

Schlieslech wéilt ech nach zwee Wierder zur Flexibiliséierung vun den Aarbeitszäiten soen. Ouni wëllen de Resultater vun der Tripartite virzegräifen, mengen ech awer, dass et am Kader vun eisem Débat haut wichteg ass, drun ze erënneren oder ze ernimmen, wéi ofhängeg eng Partie Betriber, y compris déi betreffend Aarbeitsplazen, wéi ofhängeg se si vu gewesse Fräiraum, wat d'Aarbeitszäiten ubee-

laangt. Besonnesch Betriber, déi saisonal schaffen, siefen hei ernimmt. Et ass nun eemol esou, datt bei verschiddenen Entrepreneuren d'Opträg nëmme ganz onregelméisseg erakommen an deementspreechend den Aarbechtsvolumen heiansdo ganz grouss an heiansdo ganz kleng ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wéilt ech d'Positiounen vun der Demokratescher Partei nach eng kéier kuerz resüméieren. D'Émwendung vun der ADEM an eng Job- a Weiterbildungsgesellschaft ass eng noutwendeg Konditioun gewiescht, fir méi Dynamik an der Verwaltung ze bréngen. E besseren Encadrement vun deenen einzelnen Demandeur d'emploi verbessert seng Chancen, fir an en neien Job nees eranzeklammen. Eng verstärkte Kooperatioun vun der ADEM mat den Entrepreneuren, esou wéi se zurzäit och lancéiert ass, dat ass ee Must!

Eng verbessert Formatioun fir den Job vum Placéur ass déi logesch Konsequenz fir e verbesserte Service an der ADEM. Eng aktivéierend Aarbechtsmaartpolitik, déi fir deenen Einzelne mat Rechter, awer och mat Flichte verbonnen ass, muss eist Zil sinn a bleiwen.

Eng méi gezielte Orientéierung vun deenen Jonke soll duerch eng Neioptstellung vun der Maison de l'orientation méiglech ginn. D'Stärkung vun privaten Initiativen an der Aarbechtsvermittlung ass e wichtige Complément an deem Kontext. Mir hu scho méi dacks héieren, datt dat en Tremplin ka sinn, en Trampolin, fir eng definitiv Aarbechtsplaz an engem bestëmmte Beräich ze kréien.

An zu gudder Lescht: Eng regelméisseg Analys vun de Beschäftigungsinitiativen, déi jo mat staatleche Gelder funktionéieren, ass noutwendeg, fir hiren Encadrement de Bedürfnissen unzupassen.

Mir als DP stinn och weiderhi fir eng aktivéierend Aarbechtsmaartpolitik. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi als Zil huet, deenen einzelnen Demandeur d'emploi besser ze begleeden an ze beroden. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi vun enger Aarbechts- a Weiterbildungsgesellschaft proaktiv, jo och kreativ gefouert gëtt. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi derfir suergt, datt déi Jonk esou séier wéi méiglech an de Betriber den Trëtt fannen an och do bestoe kënnen. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi op eng regelméisseg a konstruktiv Zesummenarbeit mat de Betriber setzt. Dat ass net alles, mä ouni dës prezis Zilsetzung wier alles émsoss!

Ech soen lech Merci. Ech hu meng ganz Zäit souguer net gebraucht. Besonnesch soen ech awer Merci dem Kolleeg Marc Spautz fir seng Initiativ, awer och lech alleguer, datt Der mer esou opmierksam nogelasscht hutt.

Merci!

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci und dem Här Bauler. An d'Wuert huet direkt den Här Gérard Anzia.

► M. Gérard Anzia (déi gréng). - Här President, Dir kennt mir och vläicht nach déi puer Minutte guttschreien, déi mäi Virriedner net gebraucht huet, well ech elo net esou genau weess, wou ech wäert landen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Merci un den Här Spautz fir seng Initiativ fir dës Interpellatioun, déi mir als Gréng absolut ënnerstëtzen an och begrëssen.

18.368. 18.368 Leit am Chômage, dat sinn net nëmmen Zuelen, mä fir mech sinn dat och 18.368 Schicksaler fir déi eenzel Leit, fir Familjen, an deelweis mat dramateschen Zoustänn am Alltag a mat grousser Onzufriedenheet an och mat Frustratiounen!

De Marché du travail ass u sech den Objet vun dëser Interpellatioun. Ganz vill Zuele si scho genannt ginn, an ech géif och elo net op déi aktuell Wäerter am Detail agoen, dat hu meng Virriedner gemaach. Ech probéieren, esou mann wéi méiglech mech ze widderhuele mat deem, wat d'Kolleeg scho gesot hunn. De Gesamtpackage vun der Interpellatioun, dee soll herno no bausse seng Wierkung weisen an duerfir probéieren ech ze ergänzen, esou gutt dat nëmme geet.

Gëschter op der Pressekonferenz vun der ADEM ass awer eppes gesot ginn, wat ech ganz interessant fannen. Ech schaffen do e bésse mat Prozenten. Do si véier Gruppe vu Leit, déi sinn erausgestrach ginn, déi ongeféier équilibréiert dodran erëmzefanne sinn, déi am Chômage sinn. Dat si Leit ënner 30 Joer mat knapp engem Véirel, déi Tranche vun 30 bis 40, vu 40 bis 50 an déi vun iwwer 50, déi mat 27% doran erëmzefanne sinn. An et ass ganz

sécher ze kucken, wéi mer deene verschiddene Gruppe vu Leit, deene méi jonken an och deene méi alen, eng Léisung kënnen ubidden, fir aus dem Chômage, aus deem Däiwelskreies erauszekommen.

Eng zweet Saach aus der Pressekonferenz, déi ech ganz interessant fannen a wat een och intuitiv schonn ëmmer geduecht huet: Natierlech fenne mer 42% vun de Leit am Chômage erëm, déi ebe keng Ausbildung oder souguer... Also eng ganz niddreg Ausbildung hunn, mat 42%. Leider fenne mer och am Chômage erëm Leit, déi schonn iwwer ee Joer ouni Aarbecht sinn, an zwar zu bal der Halschent, 45%. A leider fenne mer och an de Chômagezuelen, déi genannt gi si vun der ADEM, erëm, dass 24% vun de Salariéen, déi am Chômage sinn, de Statut vum Salarié handicapé hunn oder à capacité de travail réduite.

Wat fir Mesurë mussen also elo gezielt op déi verschiddene Gruppe vu Leit am Chômage ofgestëmmt ginn, ergraff ginn? Wat fir Chancen gëtt et hei zu Lëtzebuerg, fir zu enger Vollbeschäftigung ze kommen? Dat wier jo jiddwerengem säi Wonsch. Wat fir Aarbechtsberäicher ginn zu Lëtzebuerg net genuch ofgedeckt oder kënnen nach ausgebaut ginn oder mussen nach nei geschafe ginn?

Ech wéll duerfir hei e puer Pisten, e puer Iddien, e puer Beräicher oudenken, an dat a verschiddene Sparten. Ech ginn elo net am Detail op Aarbechtsrecht an op Mesuren, déi schonn ergraff gi sinn, an. Dat hunn d'Virriedner gemaach an déi wäert och den Här Minister sécherlech herno nach eng kéier belichten. Ech gesinn awer do Beräicher, déi do wieren: de Bësch - eis Forstwirtschaft -, kreativ Beräicher, d'Économie circulaire, den Tourismus, och eis Gemengen, de Geméisubau, d'Flüchtlingskris - dorop ginn ech an - a last but not least natierlech d'Handwerk zu Lëtzebuerg.

Bon, e puer Zuelen, ech maachen et léiwer e bëssen a Prozenten, dat dréckt u sech de Malaise aus, dee mer hunn. D'Offeren oder de Stock vun den Offres d'emploi, déi an der ADEM deklaréiert sinn, déi leien zu 47% am Beräich vum Support à l'entreprise, also Informatik, Marketing, Kommunikatioun, Kontabilität an Ähnlech. Wann een elo eng kéier kuckt, de Wonsch vun de Chômeure mat Formation inférieure passt awer net op déi Offer, déi u sech bei der ADEM gemellt ass. Do hunn zirkä 34% vun dësen Leit de Wonsch, fir an de Services à la personne oder à la collectivité ze schaffen. Dat wier also de Beräich vun de psychosoziale Beruffer, éducativ Beruffer, Nettoyage an esou weider an esou fort.

Mir hunn also do schonn een éischte Problem, dass d'Offer net op de Wonsch vun de Leit passt, vun der Formatioun net ze schwätzen.

Wann Der elo nach eng kéier de Beruffswonsch kuckt vun deene Leit mat Formation supérieure, déi am Chômage sinn, dann ass do zu 46% de Wonsch ausgedréckt, fir an deem Beräich Support à l'entreprise ze schaffen, also deem Beräich, wou och déi gréissten Offer läit. Do géif ee jo mengen, dat misst passen, an trotzdem sinn 18% vun de Leit mat enger Formation supérieure am Chômage gemellt.

Ech géif duerfir elo op verschiddene Pisten agoen, wou och verschidden Niveaue vun Aarbechtsplazen nach vläicht ze schafe sinn, wou mer nach net genuch gemaach hunn a wou mer op verschiddene Momenter kënnen do wannen.

Dat Éischt wär de Bësch. Eise Bësch ass krank, dat war gëschter an der Press ze liesen. Wat mussen mir elo maachen? Ma, mir mussen am Bësch schaffen. Mir mussen doru schaffen, dass de Bësch méi gesond gëtt. An dat Schaffen, dat wäert och Aarbechtsplaze kréieren. De Bësch oder de schlechten Zoustand vum Bësch, dee muss eis alarméieren. Fir eis steet de Bësch awer am Prinzip, an do wäerte mer nach am Débat iwwer de Code forestier an den nächste Wochen am Detail drop agoen, dee steet fir Erhaltung, dee steet awer och fir Aarbecht, fir Rohstoff, fir Energie, fir e Liewensraum, fir Flora a Fauna, fir e Späicher vun CO₂, Luftfilter, Waasserfilter, Sauerstoffproduzent, awer och Erhaltung fir de Mënsch, an déi Lëscht geet nach weider.

De Bësch muss nohalte bewirtschaft ginn. An och dat wäert keng Limitt sinn, fir keng Aarbechtsplazen ze schafen. Nëmme 40% ginn am Moment vum Zouwuess exploitéiert, awer véier Fënneftel vun deem gehaenen Holz ginn exportéiert. An do ass eng Diskrepanz zu dem Import vun Holz, dee mer hei hunn, an zwar ass dat méi wéi dat Duebelt vun deem Holz, wat mir zu Lëtzebuerg haen, wat mer als Import hunn, deenen do dergéintsteet. A bei deem Export, dee mer hunn, hu mer leider eng Plus-value, déi mer net schafen hei am Land.

An do ass eiser Meenung no nach vill ze maachen an Aarbechtsplazen, u Kreatioun vun Entrepreneuren a vun engem Méiwäert, wou och Aarbechtsplaze kënnen geschafft ginn, wou man-

ner Formatioun erfuerdert ass a wou mer och déi Leit, déi am Chômage elo sinn, kënnen zum Deel beschäftegen.

Och elo schaffe schonn iwwer 650 Leit zu Lëtzebuerg am Bësch. Ech mengen, dass do eben nach vill Potenzial ass, an ech wäert och do nach eng kéier an deem Débat zum Code forestier am Detail drop agoen.

En zweete Volet, dat ass dee vum Tourismus. Och am Tourismus hu mer nach wesentlech Moyenen, fir eis hei zu Lëtzebuerg ze verbessern. Vakanz doheem an der Regioun, dat ass in. Mam Vëlo duerch d'Géigend fueren, ze Fouss trëppelen, do hu mer zu Lëtzebuerg och mat eiser Bësch, deenen och e flott Erhuelungsgebeit ass, vill ze bidden.

An duerfir begrësse mer och ausdrécklech déi Schafung vun deenen ORT fir de Centre/Ouest, fir u sech och dee Beräich ofzedecken, fir am Tourismus eis nach besser opzestellen. Och elo schonn hu mer méi wéi 20.000 Aarbechtsplazen, déi direkt oder indirekt mam Tourismus ze dinn hunn. An den Tourismus dréit och zu iwwer 6% zu eiser PIB bäi. Dat solle mer ënnerstëtzen an do ass och nach Plaz fir Leit, an do kënnen mer och Leit, déi elo am Chômage sinn, sécherlech nach ënnerkréien.

Een anere Volet ass d'Économie circulaire. Als Gréng vertriebe mer natierlech de Leitsaz vun der Économie circulaire. Mir mussen ewechkomme vun deem Schema „huelen, maachen, konsuméieren an ewechgeheien“. Eis Ressourcë si begrenzt, mir mussen se vill méi effizient notzen. Och elo scho fonctionnéiert een Deel vun eiser wirtschaftlecher Aktivitéit, vun eiser Industrie no dëser Iddi. An et hänken och zirkä - dat si Wäerter, déi aus dem Ekonomiesministerium kommen, dat ass net ëmmer esou ganz genau festzemaachen - tëschent 7.000 bis 15.000 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg dodrun.

Eng Etüd vun 2014, déi ergëtt awer ee Potenzial vun zousätzlechen Aarbechtsplazen am Beräich vun iwwer 2.000, déi mer hei kënnen zu Lëtzebuerg schafen. Dobäi ass den duebele Gewinn fir d'Entreprise d'Reduzierung vun de Produktionskäschten, vun den Approvisionnementkäschten, déi gedréckt ginn, a gläichzäitig ginn eben Aarbechtsplazen och geschafft, an dat souwuel am Beräich, am Secteur vun der Konstruktioon, voire Mobilitéit, Industrie, Finanzen an esou weider. An och fir Leit mat klengem a mëttlerem Formationsniveau.

Hei soll Wolz jo en Hotspot gi vun der Économie circulaire, duerfir Gratulationen u d'Stad Wolz an och u de Buergermeeschter Frank Arndt, deenen hei ass. An och am Kanton Réiden si mer amgang, an esou engem Konzept ze schaffen. Bei der Erweiterung vun eiser Zone industrielle, do schaffe mer an denke mer intensiv driwwer no, fir dat Konzept do ze applizéieren.

Een anere Volet. Een anere Volet, dat ass de Geméisbau. De Geméisbau hei zu Lëtzebuerg, ass dat eng Utopie? Emmer méi Bauere sichen no Alternativen zu där traditioneller Lëtzebuerger Landwirtschaft, déi virun allem op zwee Piliere setzt, dat sinn d'Mëllech- an d'Fleischproduktioun. Do sinn ënner anerem d'Ewechfale vu Mëllechquoten, den Embargo, dee mer och hu vu Russland, d'Fleisch, wat net genotzt gëtt, awer och d'lessgewunnechte vun de Leit, déi änneren.

Bon, och do wäert ech am Kader vum Agrargesetz nach eng kéier am Detail dorop agoen, wou do Piste kënnen sinn. Mir hunn zu Lëtzebuerg u sech e Geméiskonsum, dee läit iergendwou, theoretesch op jidde Fall, iwwer 20.000 Tonnen d'Joer. Dat sinn dann 100 g Geméis op de Kapp. Dat ass net ze vill. Wa mer elo d'Gesundheitsministesch hei hätten, déi géif eis soen, dass dat laang net géif duergoen, an den Här President, Exgesundheitsminister, wäert eis soen, dass dat sécherlech net duergeet.

Also, mir schafen awer zu Lëtzebuerg hei nëmmen een Zéngtel vun deem Geméisubau, dee mer hei zu Lëtzebuerg produzéieren. Do ass also nach ee grousst Potenzial. Regional Produkter feieren och e Comeback. An natierlech ass ëmmer d'Diskussioun déi vun de Lounkäschten. Och elo hu mer scho vill saisonal Aarbechter, déi zwar aus dem EU-Raum kommen, awer fir wéineg Geld hei zu Lëtzebuerg mussen schaffen. Mä dann ass et awer och esou, dat regionalt Produkt, dat en héije Qualitätsstandard huet, sief et elo Biogeméis, sief et och Geméis mat engem anere Kritär, dat eben nohalte gebaut gëtt, do sinn d'Leit och bereit elo schonn, méi an hirem dagdeeglechen Akafskuerf auszeginn, fir esou Produkter ze kafen an domat och hir Gesondheet ze ënnerstëtzen.

Dat ass eng Pist, dat Potenzial ass enorm, a mir sollen dat agoen. Mir sollen dach net deenen aneren Entrepreneuren aus dem Ausland dee Maart iwwerloossen! An duerfir mengen ech, dass natierlech dat ee Secteur ass, deenen immens aar-

bechtsintensiv ass. Do gëtt et Méiglechkeeten, wou och Leit mat méi niddregem Qualifikatiounskéinte schaffen, wann de Präis stëmmt. Ech weess, dat ass net einfach. Doru mussen mer schaffen.

Et gëtt awer eng ganz Partie Aarbechtsinitiativen, wéi Co-labor - ech nenne se hoffentlech bal all, mä ech nennen der eng Partie -, Calendula oder de Forum pour l'Emploi. Déi maache Projekte mat Geméisgäert, wou se och aarbechtslos Leit an enger Beschäftigungsmesure hunn, an déi eben och dacks a Bioqualitéit Geméis op de Maart bréngen an dann et, sief et an de Maison-relais oder um Wocheaart, och verkaufen.

Mir mussen awer och zu Lëtzebuerg der Vermaartung, der Veraarbechtung eng aner Plaz ginn. Mir mussen do déi Strukturen kreéieren, fir dass dëse Secteur, den Ubau, also Aarbechtsplaze ka schaffen.

Een anere Volet. Et ass scho méi dacks hei ugeschwat ginn. D'Flüchtlingskris, ass dat elo fir Lëtzebuerg - ganz sécher ass et eng Erausforderung - net vläicht awer och eng Chance fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart?

Demografesch hu mer zu Lëtzebuerg ee Problem net, dee mer an Däitschland hunn, an zwar ass dat, dass mer schnell alteren. Firwat? Well mer e ganz groussen Zouwuess hunn a ganz dacks vu Leit, déi relativ jonk sinn, an domat u sech eis Alterspyramid vun ennen opstrecken duerch eng grouss, eng héich Awanerungsquot.

Eis Économie, dat wësse mer, brauch gutt ausgebildete Leit. Mä si bréngt mat sech Aarbechtsplazen, wou och manner qualifizéiert Leit kënnen eng Ustellung fannen. En Deel vun de Flüchtlingen hunn héich Ausbildungen, an déi wäerte mer, déi solle mer hei onbedéngt notzen. Dat ass eng Chance fir Lëtzebuerg.

Vill Jonker, déi elo hei erakommen, wäerten och hei an d'Schoul goen, wäerten och hei op d'Uni goen. A mir solle profitéieren vun deene Leit, déi hei ausgebild ginn. Mir sollten eis hei zu Lëtzebuerg awer Moyene ginn, déi am Géigesaz vun Däitschland och erméiglechen, dass déi Leit hei kënnen schaffen, dass eng Integratioun iwwer d'Aarbecht och ka geschéien.

Een anere Volet - d'Zäit, déi schéngt nawell nach iergendwou hinzekommen -, dat sinn d'Gemengen. Hunn d'Gemengen och eng Responsabilitéit an deem Dossier? Dat ass schonn ugeschwat ginn. Jo, ech si ganz staark iwwerzeegt, d'Gemengen hunn eng. A ganz vill Gemengen iwwerhuelen och déi Responsabilitéit, andeem dass se derfir suergen, dass d'Ausbildung vu jonke Leit séchergestallt gëtt. Si stellen also Leit an hiren Administratioun an, fir déi Leit ze begleeden, fir se ze forméieren, fir se zu enger Qualifikatioun ze féieren.

Dass dat awer net all kéieren zu enger Ustellung féiert, dat ass scho virduer diskutéiert an thematiséiert ginn, an dat ass nu leider esou. Mä et ass awer eng Hëllefstellung, dass déi Leit iwwerhaapt zu enger Ausbildung kommen, well et felt zu Lëtzebuerg, an dat ass och scho méi dacks hei an deem Haus gesot ginn, un Ausbildungsplazen.

► Une voix. - Très bien!

► M. Gérard Anzia (déi gréng). - Et gëtt awer och aner regional Initiativen, wéi zum Beispill Youth4Work, dat ass e Pilotprojet, deenen am Kanton Réiden ugestouss ginn ass an deenen awer ausgedeeent ginn ass op d'Nordkantonen, op d'Kantone Wolz, Clief, Dikrech a Veianen, wou Jugendlecher am Alter vu 16 bis 24 Joer gehollef gëtt, déi u sech keng Orientéierung hunn, déi keng Motivatioun hunn, déi vläicht keng Ausbildung hunn, fir hinnen eng nei Pist opzeweisen, fir se aus dëser Sakgaass erauszuelen.

An duerfir e Merci un den Ministère du Travail, deenen dës Initiativ ënnerstëtzt, Merci awer och un d'Ariane Toepfer vun dëser Plaz aus fir déi gutt Aarbecht, déi an de vergaangene Joren am Kanton Réiden geleescht ginn ass, a fir déi gutt Aarbecht, déi se och an deenen aneren Nordkantonen am Moment maachen.

Dëse Jugendcoaching ass also wéi gesot an dëse Kantonen am Norden erëmzefannen an e wichtegt Element, mengen ech, fir der Jugendarbeitslosigkeit entgéintzewirken.

De Projet 1535 (veuillez lire: 1535°C), dat ass elo kee Projet de loi, deenen Der hei wäert erëmfannen, dat ass de Projet Kreativfabrik Atelier vun Déifferdeng. Dat war och elo gëschter nach eng kéier op der Antenn vun RTL thematiséiert ginn. Do ass e kleng Bilan gemaach ginn. Eng Visioun vun enger Gemeng aus dem Süden, se ass 2013 gestart ginn op Initiativ vun der Gemeng Déifferdeng an och vun hir finanziéiert ginn: e Merci un d'Gemeng, e Merci un de Buergermeeschter Roberto Traversini, deenen hei am Parlament sëtzt!

Dir kennt de Projet. Et sinn 42 Betriber, déi hei ënnerkomm sinn op enger Surface vu



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

16.000 m², wou iwwer 250 Leit eng Aarbecht fonnt hunn a ganz diverse Beräicher: Design a Grafik, Fotografen, Filmproduzenten, Architekten, Kënschtler, Leit vun enger Zeitung an och vum Radio. Zirk 15 Milliounen Pai ginn do ausbezuecht. Et ass sécherlech e Gewënn fir d'Stad a fir d'Gemeng. A bis 2020 sollen nach weider Sitten do a Betrib geholl ginn. D'Waardelëscht, fir dohinnerzoukommen, ass nawell laang.

Et ass eng flott a kreativ Iddi, fir nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg ze schafen, fir Start-up-Firmen eng Chance ze ginn, fir Fouss ze faassen. An och a menger Gemeng ass dat op fruchtbar Buedem gefall a mer wäerte wärscheinlech am Laf vun deem Joer am Kader vun enger Ëmgestaltung vu Gebaier - ech wäert zum Schluss kommen, Här President, ech hunn et héieren - eng Pépinière d'entreprises an d'Liewe rufen, fir dese Secteur ofzedecken.

Ech erfasse mech a kommen elo zum Schluss, muss awer ee Wuert zum Handwierk soen, wann Der erlaabt, dass ech eng Minutt géif iwwerzéien.

► **Plusieurs voix.** - Jo!

(Interruption)

► **M. Gérard Anzia** (déi gréng). - Da géif ech lech Merci soen. D'Handwierk zu Lëtzebuerg ass ganz kloer den Jobmonitor (veuillez lire: Jobmotor). 21% vun den Aarbechtsplaze leien hei verankert. Dat si 6.600 Betriber, déi iwwer 80.000 Leit beschäftegen an déi och bereet sinn, mat op de Wee ze goe mat der ADEM zesammen, fir an Zukunft Aarbechtsplazen ze schafen.

D'Pressekonferenz war d'lescht Joer, wou se gesot hunn: „5.000 Plaze wëlle mer innerhalb vun dräi Joer schafen.“ Dat ass de richtige Wee: eng Kooperatioun ADEM mat de Betriber, fir Leit eng Chance ze ginn. D'Palett vun deene Betriber oder vun de Beruffer ass immens grouss, vum Bäcker bis zum Coiffeur, an ech mengen, an domat schlëssen ech och, d'Erausfuerrung fir d'Zukunft ass grouss, och am Beräich vun den erneierbaren Energien, och am Beräich vun der Energieeffizienz.

D'COP21 zu Paräis huet och eppes mat hei bruecht op Lëtzebuerg, dat ass: Mir mussen eppes maache fir d'Ëmwelt. Mir mussen awer eppes maachen, wat och eiser Wirtschaft kann zegutkommen a wat Aarbechtsplaze schafft. Ech mengen, do si mer um richtige Wee, fir eis nei Gebaier ganz effizient ze bauen, an domat si vill Aarbechtsplaze verbonnen - zu Lëtzebuerg gëtt vill gebaut -, awer och fir eis Haiser ze renovéieren, och domat si vill Aarbechtsplaze verbonnen.

Ech soen lech villmools Merci, dass ech hei konnt iwwerzéien. Dee Beräich ass esou vast, dass mer sécherlech eis eng Kéier sollen iwwerleeën, ob fir verschidde Fraktiounen de Modell kéint e puer Minute méi laang sinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren zur spéider Stonn.

► **Une voix.** - Merci.

► **Une autre voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Anzia. Do gesitt Der, wéi fein d'Kollege mat lech sinn. An ech ginn d'Wuert dann direkt weider un den Här Gast Gibéryen, deen haut méi wéi ee Saz seet.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci, Här President. Ech mengen, de Kollege Anzia huet elo grad gesot, dass mer eis vläicht eng Kéier sollte méi Zäit huelen. Ech mengen, et ass eng Debatt, déi mer regelméissig heibanne féieren. An et ass och wichteg, dass mer se féieren, an et ass vläicht schued, dass mer se grad owes hei féieren an hir keng besser Plaz an eiser Organisatioun hei an der Chamber ginn.

Ech wëll duerfir awer vun eiser Säit och dem Marc Spautz Merci soe fir dës Interpellatioun, déi eis erëm eng weider Kéier d'Méiglechkeet gëtt,...

(Interruption)

...fir iwwer déi verschidde Problematiken hei ze diskutéieren. Mir sinn elo scho gutt zwou an eng hallef Stonnen amgaangen, an et fänkt esou lues un, schwéier ze ginn, fir nach iergendwéi eppes Neies ze fannen, fir an déi Diskussioun hei eranzekommen oder fir net dem Risiko ausgesetzt ze sinn, dat nach eng Kéier ze soen, wat zumindest schonn eng Kéier gesot ginn ass.

Ech wëll duerfir e puer méi allgemeng Iwwerleeunge maache fir déi zéng Minuten, déi mir hei zur Verfügung stinn, andeems dass ech am Fong wëll soen, dass déi Debatt hei beweist, an och déi Diskussioun, déi mer zënter Joren heibanne féieren, dass am Fong kee vun eis an och keng Partei e Patentrezept huet, vun deem ee ka soen: „Dat hei ass d'Léisung, fir dass mer de Chômageproblem hei zu Lëtzebuerg geléist kréien.“

Et ass e Puzzle vu ganz ville Moosnamen, wou déi eng Moosname méi effikass sinn, méi bréngen an anerer net esou vill bréngen. Mä all Moosnam, déi eis Leit an den Aarbechtsmaart erabrénge, och wann et der nëmmen e puer sinn, ass eng gutt Moosnam. Duerfir hu mir am Prinzip och als ADR all deene Reformen ëmmer zugestëmmt, well mer gesot hunn: „Et ass ëmmer derwäert, fir erëm eng nei Reform ze maachen, fir erëm nei Iddien ze lancéieren, auszeprobéieren. Dat féiert dach awer sécherlech zu engem Succès.“

An ech huelen eng Reform, déi vun der ADEM, ech mengen, déi vill diskutéiert ginn ass, där mer awer och zugestëmmt hunn. An haut muss ee soen, wa mer emol zrëckdenken, da war hei an där Debatt am Fong d'Kritik vis-à-vis vun der ADEM eng vun den Haaptursachen, wa mer hei diskutéiert hunn, firwat dass mer de Problem vum Chômage net geléist kréien.

Da muss mer haut och esou fair sinn a soen: „Haut muss mer e Luef aussprieche, dass mer déi Reform gemaach hunn, a mer mussen der ADEM och e Luef ausschwätzen, a virun allem der Direktioun, fir déi gutt Aarbecht, déi an deene leschte Méint a Jore gemaach gëtt an déi sech nach weiderentwéckelt.“ An dat héiert een net nëmmen heibannen, mä et héiert een dat och am Land, wann ee mat de Leit schwätzt, déi dohinnerginn, an et héiert een et och vun den Entrepreneuren, déi haut léiw a besser mat der ADEM zesummeschaffen, wéi dat fréier de Fall war.

Ee weidere Punkt, wou mer elo erëm virdrustinn, dat ass d'Bipartite oder d'Tripartite, wéi mer se wëllen nennen. Dat ass eben hei zu Lëtzebuerg an et ass iwwerall esou, dass et verschidde Usichte sinn, ob een op der Säit vum Patron ass oder op der Säit vum Gewerkschaftler ass. A jiddwereen huet natierlech aus senger Siicht recht! An ech mengen, hei wënsche mer der Regierung eng glécklech Hand.

Wa se deen Accord net fënnt, muss d'Regierung eng Décisioun huelen. Et ass vläicht keen zefridden. Et gëtt wahrscheinlech eng Léisung, wéi mer se dann ëmmer maachen: Deen ee kritt e bësse recht an deen anere kritt e bësse recht. Deen ee kritt e bësse méi Flexibilitatioun a senger Organisatioun vun der Aarbecht an d'Gewerkschaften kréien och e bësse méi Flexibilitatioun. An da fuere mer alt erëm virun, a sécherlech ass dann erëm e Schratt awer realiséiert an deem, wéi et dann ass.

Wa mer d'Zuelen diskutéieren vum Chômage - ech brauch se net méi ze ernimmen, se sinn de Mëtze schonn dacks genuch heibannen ernimmt ginn - a mer soen, et wier em 1.000 Leit zrëckgaangen, dann ass dat einfach positiv. Elo

kann een natierlech driwwer streiden, wem säi Mérite dat ass.

Sécherlech hu mer méi Leit an d'Invalidensioun geschéckt, a sécherlech muss een och soen, dass mer bal 200 Leit méi a Beschäftigungsinitiativen hunn, déi dann op där anerer Säit ewechfalen. A sécherlech ass och d'Konjunktur, déi sech positiv entwéckelt huet an de leschte Méint, dorunner schold. Mä ech hunn awer och kee Problem dermat, fir ze soen: Et ass een Deel Mérite och vun der Regierung derbäi! Well wann et ëmgedréit ass, de Chômage geet an d'Luucht, da soe mer jo och, et wier d'Schold vun der Regierung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - A wa mer eis e bësse konsequent wëlle bleiwen, da muss mer hir awer e kleng Mérite hei mat an d'Diskussioun eraginn.

Ech wollt nach een anere Sujet mat uschneiden. Dat ass déi Diskussioun, déi momentan am Kader vun der Tripartite oder Bipartite leeft, wou am Fong tëschen der Regierung an dem Patronat en Accord getraff ginn ass, dass an deenen nächste Joer 5.000 Leit zousätzlech vun der ADEM sollen agestallt ginn. Dat ass natierlech eng gutt Nouvelle. Et stelle sech awer eng Rei Froen.

Déi éischt Fro, déi ech mer gestallt hunn: Wéi sou geet dann elo d'Patronat hin an et seet: „Mir stellen elo 5.000 Leit zousätzlech an“? Huet et déi an der Vergaangenheet net vun der ADEM agestallt? An da muss ech d'Fro stellen: Firwat huet et déi net agestallt? War d'ADEM net à même, fir se ze liwweren? Oder war einfach eng Politik och vläicht vun den Entrepreneuren, fir d'ADEM ze déviieren an direkt op den Aarbechtsmaart ze goen a souguer vläicht éischer an d'Grenzregioun ze goen? Oder? Well et ass jo kee Betrib, deen elo seet: „Mir stellen elo méi Leit a wéi virun, eleng fir de Chômageproblem ze léisen“, well et ass kee Betrib, dee Leit astellt, wann e keng Beschäftigung fir déi Leit huet.

Da muss mer also soen, dass do e positivt Ëndenken ass, an et ass ze wënschen, dass d'Patronat och dovunner Gebrauch mécht, well et muss sécherlech sinn. Well wa mer och hei zu Lëtzebuerg Dausenden oder Zéngtausende vun Aarbechtsplazen an der Moyenne schafen, a parallel dozou de Chômage an deene leschten zéng Joer, wou mer 100.000 Aarbechtsplaze geschaaft hunn, awer och em e puer Dausend an d'Luucht gaangen ass, da kann een net soen: „Ma déi 20.000 Leit - wa mer d'Beschäftigungsinitiativen derbäihuelen, si mer iwwer 20.000 - ënnert deenen 100.000 Aarbechtsplazen oder 10.000 pro Joer, déi mer schafen, fanne mer net genuch Leit hei bei der ADEM.“

Datt mer se net all fannen, d'accord! Mä sécherlech, wann e gudden Wëllen do ass, muss mer méi Leit kënne vun der ADEM hei an eisen Entrepreneuren beschäftegen. Et huet sécherlech och domat ze dinn, an ech mengen, och do soll d'Regierung mat dem Patronat schwätzen, well mer hei am Fong, wa mer an de Betrib erakucken, bei de Personalcheffen, keng, ech wëll net soe Lëtzebuerg, mä ech géif soe keng Résidenté méi fannen an dass mer ganz vill Entrepreneuren hunn, déi Personalcheffen hunn, déi aus der Grenzregioun kommen, a jiddwereen vun eis kennt där Fall, déi dann natierlech gutt eraus sinn.

Ech kennen zum Beispill een aus der Belsch, deem säi Papp ass Buergermeeschter sengerzäit an där Gemeng gewiescht, an deen huet sengem Papp seng Wahlcampagne am Fong an där Gemeng gemaach an der Belsch, well en d'Leit all aus där Gemeng a Betriber am Norde vum Land agestallt huet.

Sécherlech gëtt et der och nach, déi aner Intérëten drun hunn. Mä ech mengen, et misst een och mat den Entrepreneuren an deem Kontext schwätzen, dass mer d'Chef-de-service mussen och dozou kréien, dass se fir d'Éischt hei op d'ADEM ginn a mat der ADEM wierklech kucken, ob mer net déi Plaze kënne mat Résidenté besetzen, ier mer an d'Grenzregioun ginn.

Well dat ass deen nächste Problem, deen op eis zoukomme wäert. An ech hunn e virun enger gewëssener Zäit am Kader vun menger Interpellatioun hei ugeschnitten: Dat ass d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Wa mer haut 180.000 Frontalieren hunn a mer gesinn, wéi rapid déi wuessen, wäert dat och fir de Lëtzebuerg Aarbechtsmaart, wa mer mengen, mir misste weider esou wuessen, en zousätzlech Problem schafen.

Engersäits muss mer ëmmer méi wäit Leit siche goen. Gläichzäitig gi mer och Leit mat ëmmer méi héije Qualifikatiounen an d'Grenzregiounen sichen. A mer wëssen, dass all déi Leit all Dag elo geschwänn zwou, dräi Stonnen am Stau stinn, fir op d'Aarbecht ze kommen an heemzekommen. Och do wäerte lues a lues

Leit sech, well mer eben net déi Mobilitéit fäerdegbréngen, an et ass de Mëtten a verschidde Varianten hei ugeschwat ginn, da wäerten och ëmmer lues a lues sech ëmmer méi Leit, deemno wou se wunnen, iwwerleeën, am Zesammenhang mat hirer Liewensqualität, déi se hunn, ob se net besser hätten, op e bësse Gehalt ze verzichten, virausgesat se fannen eng Plaz do, wou se wunnen, a se hunn dann zwou oder dräi Stonnen den Dag weider fräi, wéi se elo hunn.

An dat dierft menger Meinung no ee vun den nächste Problemer sinn, an et ass och vläicht dat ee vun de Problemer, soudatt d'Entreprise vläicht elo éischer awer soen: „Kommt, mer kucken emol, ob mer net een zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmaart fannen, bei der ADEM fannen“, ier se an d'Grenzregioun ginn, fir eben do Leit ze rekrutéieren, déi sécherlech och do ëmmer méi schwéier ze rekrutéieren wäerte sinn.

Ech gesinn, Här President, Dir hutt mer schonn 20 Sekonne méi zougestanen, wéi ech zegutt hat. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Ma gär geschitt. An domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet direkt den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

(Concertation interne)

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Här Aarbechtsminister!

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - ... léif Deputéierten, ech wëll emol fir d'Éischt och dem Här Spautz Merci soe fir déi Debatt hei. Ech bedauern e bëssen, ech soen dat elo, ech hunn eigentlech nâischt domat ze dinn, wéi Dir Är Aarbechten organiséiert, mä ech soen dat awer, dass et vläicht e bësse schued ass, dass do esou enger spéider Stonn ze maachen.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Mä bon, Dir sidd souverän dorivver. Ech wëll mech net doran amëschen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Här Minister, et gëtt vill Leit, déi och nach haut Nuechtsschicht hunn.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Jo, jo, ech maachen dat och ganz gär. Mä ech denken un all déi, déi vläicht en Intérêt hunn, fir ons nozelauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Majo, déi sinn elo an der Zwëschenzäit doheim.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Voilà, okay.

(Brouhaha)

An ech soen also dem Här Spautz an ech soen alle Riedner Merci fir déi Kontributiounen, déi Suggestiounen, déi Iddien, déi Analysen, déi mer héieren hunn.

Et ass also scho ganz viles gesot, wou ech net muss onbedéngt ganz op all déi Froen zrëckkommen. Den Här Spautz huet eng laang Lëscht opgefouert, an déi ass komplettéiert gi vun deem engen a vun deem anerem. An ech muss mech wierklech froen, ech sinn elo scho sechs Joer, méi wéi sechs Joer Aarbechtsminister, wou mer effektiv an där Zäit eng ganz Rei Saache riichtgebéit hunn, reforméiert hunn, adaptéiert hunn, an ech hu jo och dat mat grousem Intérêt héieren, wat elo iwwer d'ADEM gesot ginn ass; ech weess net, ob ech muss zéng Joer Aarbechtsminister bleiwen oder vläicht 18 Joer, wéi anerer, fir dat alles ze realisieren, wat den Här Spautz vu mer verlaangt. Mä ech garantéieren him, dass mer wierklech all Efforte maachen, an engem Sënn, géif ech soen, och vun Dialog mat jiddwereen. An ech mengen, dat, wat haut déi Regierung mécht, ass jo net grondverschiede vun deem, wat déi Regierung virdru gemaach huet, well den Aarbechtsminister ass jo deen nämlechte bliwwen.

(Interruption)

Voilà! An ech wëll och trotz allem drun erënnere, ouni wëllen elo an all déi Chifferen ze goen, dass mer effektiv laang Zäit schonn hei zu Lëtzebuerg e Problem hu vun engem Chômage, deen an d'Luucht geet. Et ass net just de Produkt vun der Kris vun 2007/2008.



Ech hu mer déi Chifferen ugekuckt. A wann een zréckgeet op 2001 an et kuckt een 2001 bis 2009, Här Spautz, da gëtt et an där Period kee Joer - kee Joer! -, wou de Chômage zréckgaangen ass. An trotz allem war dat eng Period, wou d' Croissance relativ staark war, wou den Emploi, d' Création d'emplois staark war, an trotz allem hu mer deen Trend gehat no uewe vum Chômage. An dat weist jo, dass mer, wat ech nennen an anerer och, dee Lëtzebuerger Paradox hunn, dass mer op där enger Säit eng dynamesch Wirtschaft hunn, en dynameschen Aarbechtsmaart hunn an et net fäerdegbréngen, méi staark de Chômage zréckzedrängen.

Duerfir gëtt et eng ganz Rei Ursachen. Verschiddener si mentionnéiert ginn. Mir hunn eng Wirtschaft, déi sech wandelt. Mir hunn awer Demandeurs d'emploi, déi sech net genuch a séier och deem upassen oder upasse kënnen. A mir hunn natierlech och eng Attraktivitéit op onsem Aarbechtsmaart, déi natierlech kolossal ass. An déi Attraktivitéit, déi spillt natierlech an d' Groussregioun eran. An et muss ee jo och eemol kucken, wat d' Differenze sinn, wat zum Beispill d' Léin ubelaangt, an der Groussregioun an zu Lëtzebuerg.

Mir hunn also wierklech do eng Attraktivitéit op ons Nopeschregiounen, déi grouss ass an déi vill Leit op Lëtzebuerg zitt. Ganz oft, net ëmmer - ech mengen, et ass och falsch, ze soen, d' Frontaliere sinn all déi bescht Qualifizéiert an d' Résidenten, déi sinn et manner, dat ass simplistes, op esou eppes géif ech net reagéieren -, mä et ass ganz kloer, dass eng Rei Leit mat relativ gudden Qualifikatiounen op Lëtzebuerg kommen an och da bereet sinn, zu de Lëtzebuerger Léin ze schaffen.

Wann ech elo, an ech mengen, dat freet ons jo allegueren, all positiv Evoluitioun um Aarbechtsmaart ass eppes, wou jiddweree sech muss driwwer freeën, well dat heescht jo, dass eng ganz Rei Leit en Job fonnt hunn. An dat ass jo déi Aarbecht, déi mer alleguerte wëllen. An all d' Efforten, déi mer maachen, déi viséiere jo eigentlech, dass d' Leit manner laang am Chômage bleiwen, schnell, wa se emol an de Chômage falen, erëm aus dem Chômage kommen an en Job fannen.

An duerfir wëll ech elo hei net triumphéieren a soen, de Problem, deen ass elo amgaang geléist ze ginn. Neen, de Problem, deen ass net amgaang geléist ze ginn. Mir hunn eng ganz Rei Léisungen, wou ech mengen, dass mer an déi richteg Richtung schaffen, wou och ganz kloer Zeeche sinn, dass mer an déi richteg Richtung evoluéieren. Mir sinn elo am 13. Mount hannereneen, wou de Chômage zréckgeet. Ech weess, allegueren... Sinn nach e puer Dammen hei? Neen, eng. Dach, dach, et sinn der nach e puer hei...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Dir Dammen an Dir Hären, ech weess...

(Brouhaha)

Dir Dammen an Dir Hären, ech weess très bien...

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Mir brauche méi Aendokteren an dësem Land!

► **M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Ech weess ganz genau, dass deen Taux de chômage ze héich ass, mä ech freee mech, dass mer elo erëm nettement ënner 7% sinn. Deen Taux vu 6,9%, vu 7% war en Taux, dee mer vill Suerge gemaach huet. Ech mengen, hei hu mer eng Spëtzt gebrach a mir sinn elo op en Taux vu 6,5% zréckkomm, an dat no enger lueser Reduktioun vum Chômage iwwert déi lescht 13 Méint.

A wann ech kucken: Wat ass geschitt? Do ass net nëmmer den Taux de chômage, deen zielt, mä et muss ee kucken: Wat ass mat deenen eenzelne Kategorië vu Chômeure geschitt? An da freet et mech trotz allem, an och do sprangen ech net an d' Luucht, dass mer, wat de Chômage vun deene Jonken ubelaangt, manifestement réusséiert hunn, d' Courbe definitiv no ënnen ze dréien.

Ech bedauern natierlech, dass et nach eng Rei Jonker gëtt, déi méi wéi véier Méint am Chômage sinn. Ech kommen och nach dorop zréck. Mä wann ech gesinn, dass elo, vun engem Joer op dat aner, dass heescht vu Januar 2016 op Januar 2015, mer 9,8% manner jonk Leit, bis 30 Joer, am Chômage hunn, dann ass dat eppes wierklech Positives, wou jiddweree säin Undeel huet, natierlech d' ADEM e groussen Undeel huet, natierlech d' Entreprises, déi deene Jonken eng Chance ginn hunn.

A wat mech nach freet an deem Kontext, dass ass, wann ech gesinn - do kéint Der all soen: Majo, Dir hutt esou vill méi Mesurë gemaach, Dir hutt de Leit all ClEe ginn an déi sinn elo an engem Job fir ee Joer an duerno komme se erëm -, neen, d' Zuel vun de ClEen ass wärend där Zäit och drastesch zréckgaang: minus 9,1%! An dat weist, dass mer et fäerdegbréngen, jonk Leit esou opzestellen, dass se eng Embauche kréien, ouni nécessairement eng Mesure hannendrun ze hunn. Dass se also en direkte Kontrakt kréien, ouni dass d' Patronat, d' Employeuren iwwer eng Mesure fueren.

Mä och déi aner Kategorië sinn éischter positiv: 30 bis 39 Joer si mer bei minus 5,7; 40-49 si mer bei minus 6,4. 50 Joer, an dat ass onst gréisstent Suergekand, mä gréisstent, hu mer e klengen Infléchissement, mir hunn do minus 1,2. An dorop muss mer natierlech vill Energie verwenden, fir och deene Leit erëm eng Chance ze ginn.

Ech wëll net op dat zréckkommen, wat mer um Enn vum leschte Joer gestëmmt hunn, wou mer eng besser Prise en charge vun de Chômeuren ab 45 gestëmmt hunn, wou mer eng nei Mesure, déi wierklech op déi Leit achséiert ass, den „stage de professionnalisation plus le contrat de réinsertion dans l'emploi“ adoptéiert hunn an deen, an där kuerzer Zäit, wou e schonn elo en place ass, wou mer, mengen ech, eng 40 där Kontrakter schonn ënnerschriwwen hunn!

Do läit e groussen Effort, dee mer mussen maachen. Deen Effort läit an de Mesuren, deen Effort läit an engem gudden Accompagnement bei der ADEM, deen Effort muss natierlech och e bësse bei den Employeuren leien, fir net deene Leit d' Dier zum Emploi absolutt zouzemaachen.

Ech kommen elo zu deem Punkt vun deene berüumte 5.000. Fir dat nach eemol kloerzemaachen, mir hunn ni gesot: Mir stellen elo 5.000 Leit an, just fir de Pleséier oder als Geste, fir 5.000 Chômeure méi an den Aarbechtsprozess ze kréien. Neen! De But war, an ech mengen, dass mer eng vun deene Bilateralen, déi mer mat der UEL haten, fir ze soen: Dir hutt grouss Efforte gemaach, wat d' Reform vun der ADEM ubelaangt. Dir hutt an d' ADEM investéiert. Dir hutt d' ADEM moderniséiert.

An dee Prozess, ech mengen, dee war penibel, dee war laang, dee war schwéier a mir si vun enger Katastroph ausgaang. A mir hunn haut eng ADEM, déi souguer vun den Employeuren, vun de Leit vun de Ressources humaines als déi beschten Entreprise publique gewielt gëtt!

Also ech mengen, besonnesch déi Leit, déi an der ADEM schaffen, déi kënnen dorop absolutt stolz sinn, op dat, wat mer an enger kuerzer Zäit, well dat ass eng kuerzer Zäit - déi Däitsch hunn zéng Joer gebraucht, fir d' Agentur für Arbeit ze moderniséieren -, mir si bei manner wéi fënnf Joer! An ech mengen, haut funktionéiert d' ADEM. An den Här Spautz géif dat net contestéieren. D' ADEM vun haut ass net erëm zéerkerne vun där ADEM, déi ech iwwerholl hunn, wéi ech 2009 Aarbechtsminister gi sinn.

Mä mir sinn nach net um Enn, mir hunn nach villen ze dinn. An déi 5.000, déi heeschen, dass d' ADEM an dräi Joer 5.000 Leit probéiert méi an d' Aarbecht ze bréngen iwwert d' ADEM. Iwwert d' ADEM, déi dat 2014 gemaach huet. A wou sti mer do? Jiddweree freet sech: Wou si se dann elo drun, erreche se dat?

Mir hunn dat gekuckt a mir wëssen, dass d' ADEM à peu près 11.000 Leit 2014, wou mer novollzéien iwwert d' Sécurité sociale, wou mer gekuckt hunn, wéi vill Leit sinn an d' Aarbecht komm a wéi vill Leit sinn och nach e puer Méint an der Aarbecht. Et geet elo net just drëm, e klengen Passage, 14 Deeg mat engem CDD ze maachen, neen, fir wierklech och ze kucken, ob déi Leit eng Rei Méint duerno an der Aarbecht sinn.

A mir hunn ons d' Zil gesat, dass mer müssen 12.660 Leit an en Job bréngen all Joer. 12.660! Ech hoffen, dass et der méi sinn. An d' Joer 2015 - wat mer jo nach net ofgeschloss hunn, well mir hu jo elo nach net kënnen kontrolléieren, ob deen, deen en Job am Dezember fonnt huet, ob deen och nach am Mäerz an engem Job ass -, gi mer dovun aus, dass mer à peu près 12.750 Leit placéiert hunn. Dat heescht, mir leie bei deenen à peu près 1.700 Leit méi an e Placement, leie mer an deem Pad, dee mer eis gezeecht hunn, fir op déi 5.000 ze kommen.

Sécher mussen mer do nach Efforte maachen a mir wäerten déi och maachen! A mir wäerten och weider ganz aktiv un der ADEM schaffen. D' nächst Woch oder d' iwwernächst Woch wäerte mer den JobBoard vun der ADEM virstellen. Och dat kënn endlech, wou ech soen, dass gëtt et an alle Länner schonn. Mir ware meilawäit dovun ewech viru fënnf Joer, well d' Informatik an der ADEM, dass war eng Informatik à peu près aus dem Steinzeitalter!

Dovun si mer also elo fort a mir kréien eng e ADEM. Dat heescht, net nëmmer, wou d' Leit hir eege Profiller bei der ADEM op e Site kënnen setzen, den JobBoard, mä wou och d' Employeuren hir Offere kënnen dropsetzen a wou et en direkte Matching iwwert d' Informatik gëtt, wou jiddweree ka kucke goen: Gëtt et Jobben, déi mech interesséieren, oder gëtt et Profiller, déi mech interesséieren? A wann eng Persoun dat wëllt, ka se natierlech - mat alle Garantien, wat d' Protection des données ubelaangt - hire CV och op dee Site setzen, fir dass den Employeur sech kann eng Iddi maachen, wat déi Persoun gemaach huet a wat se kann.

Dat ass eng wichteg nei Etapp - mir sinn hannendran, mir hu vill Zäit verluer -, mä déi kënn elo. Déi ass do an déi wäert ons och hëllef, d' Aarbecht vun der ADEM nach ze verbesseren.

An ech huelen dat gären op, wat den Här Spautz gesot huet. Hien huet jo gesot, dass wier an hirem Programm. Très bien! Dass ass an Arem Programm. Mä den Accompagnement personnalisé, dass ass dat, wat elo an der ADEM d' Regel ass. Mir brauchen also net elo Arem Programm ëmzesetzen, well d' Regel vun der ADEM ass elo de Programm oder den Accompagnement personnalisé.

Elo soen ech lech, natierlech si mer nach net do, dass jiddweree dee kritt. Dass ass wouer. Jiddweree kritt en nach net. Nëmmer alleguer déi, déi haut oder gëschter oder virgëschter an d' ADEM kommen, kréien en.

Mir hunn eng Rei Chômeuren, déi scho laang dra sinn, déi en net genügend hunn, an dat läit natierlech dorun och zum Deel, well mer en immense Backlog haten, wat d' Leit, wat d' Ressources humaines bei der ADEM ugeet. An ech soen lech, wéi vill Leit ech an deene leschte fënnf Joer bei der ADEM agestallt hunn. Ech hunn haut bei der ADEM iwwer 400 Leit, déi an der ADEM schaffen. Ech hunn iwwer 100 Leit an deene véier, fënnf Joer an der ADEM agestallt. An dës Joer hu mer 21 nei Leit, déi mer wäerten an der ADEM astellen.

An ech soen lech, Här Spautz, wann ee wëllt e Suivi oder en Accompagnement - oder wéi een et och ëmmer wëllt nennen - personnalisé hunn, da muss een zwou Saache maachen: Éischtens brauch ee Leit, fir dat ze maachen. Well dat geet net anescht. Wann ee 500 Klienten oder Demandeurs d'emploi op ee Conseiller professionnel huet oder ee Placeur, wéi mer e fréier genannt hunn, da kann ee kengem Chômeur e Suivi personnalisé ginn. Deen huet emol net d' Zäit, fir säin Numm an de Computer ze ginn! Ben, dass ass d' Situatioun, déi mer haten. Haut si mer am Duerchschnitt gefall bei à peu près 250, 260, dass hänt elo vun deenen neie Conseilieren of, déi mer dës Joer elo an deenen nächste Méint oder Wochen astellen.

Mä elo ass net e Chômeur e Chômeur. Et gëtt Leit, déi mussen sech an d' ADEM aschreien, well se gär Chômage hätten a well dat och absolutt eng Necessitéit ass, sech an d' ADEM anzuschreien, fir och eng ganz Rei Services ze kréien. Mä déi Leit, déi débrouilléiere sech relativ gutt. Déi gi selwer sichen, déi ginn op d' Sitte kucken, souwuel deen vun der ADEM wéi och op déi vun alle méiglechen anere Beschäftigungssitten, déi et gëtt. An déi brauchen net onbedéngt all Stonn oder all Woch e Rendez-vous bei hirem Placeur, loosse mer dat esou soen.

Mä et gëtt besonnesch déi Leit, déi Laangzäit-chômeur sinn, déi problematesch Chômeure sinn, déi Formatioun brauchen. Déi brauchen dat, wat Dir fuerdert, an dat, wat mir amgaang sinn ze maachen: den Accompagnement personnalisé. An do hu mer e spezielle Service opgebaut. An deen huet net 200 Chômeuren ze betriegen, deen huet der nach 60 oder eppes iwwer 60 ze betriegen. An dat ass nach héich. An dat wëllt mer nach drécken. Duerfir wäerte mer och dës Joer nach e puer Leit astellen, déi grad och d' Kompetenzen hunn, fir déi dote Chômeure richteg ze betriegen. Dass also dat, wat Dir frot. An dat ass dat, wat mir amgaang si scho säit enger Zäit absolutt ze maachen.

Elo e Wuert iwwer, fir mech, eng vun deene Cléen, fir de Chômage hei zu Lëtzebuerg ze bekämpfen. An ech si mat lech all d' accord: Ech mengen, Dir hutt et gesot, et gëtt keng Léisung unique. Keen huet se! Natierlech brauch een eng Wirtschaft, déi och dréit, well eng Wirtschaft, déi net dréit, do ass et ganz schwéier, de Chômage ofzesetzen. Dass ass evident. Duerfir ass net all Mérite beim Aarbechtsminister, wéi awer och net all Feeler, wann de Chômage an d' Luucht geet, beim Aarbechtsminister ass. Ech mengen, Dir hutt et gutt expriméiert.

Mä dat, wat mer amgaang sinn opzebauen, dass ass d' Clé - an ouni dat wäerte mer et net fäerdegbréngen, nach méi Leit méi schnell an en Job ze kréien -, an dat ass d' Formatioun. Ech mengen, et ass gesot gi virdru vum Här Bauler. Wéi nennt Der dass ëmmer esou schéin? D' ADEM ass e Formatioun...

► **M. André Bauler (DP).** - Eng Weiderbildungsagentur.

► **M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Bon. Ech mengen, do ware mer wäit dovun ewech. Do sidd Der d' accord, well ech mengen, Dir hutt lech jo scho mat der ADEM beschäftigt, ier ech jee d' Iddi hat, fir Aarbechtsminister ze ginn. An do si mer wierklech amgaang, drun ze schaffen. Ganz aktiv!

Fir déi Jonk. Éischtens, mir hunn e Programm lancéiert fir schwaach forméiert, ausgebildete Jonker, Jonker, déi wierklech just de Minimum, wat d' schoulesch Ausbildung ubelaangt, hunn. De Programm heescht „Jobelo!“. Mir hunn dee säit 2013 lancéiert. Do si bis ewell méi wéi 500 Jonker derduerchgaangen. Deen ass natierlech och am Kontext vun der Garantie pour la jeunesse. A mir stelle fest, dass 75% vun deene Jonken, déi duerch dee Programm ginn, déi kréien herno e Kontrakt, e CDI, heiansdo och nëmmer e CDD, oder ginn an en Apprentissage pour adultes.

An dat, wat mer iwwert dee Programm do fäerdegbruecht hunn, dass ass, dass deen Employeur, deen esou e Jonker hält, net nëmmer e Jonker hält, fir dass deen natierlech an deem Betrib schafft, mä e sech muss engagéieren, deem Jonken Zäit ze ginn, fir dass e ka seng schoulesch Ausbildung complétéieren. Well vill vun deene Jonken, déi hu keng Neuvième, déi hu keng Dixième, déi sinn emol net capabel, an e richtegen Apprentissage adulte ze goen, well hinnen déi Jore feelen.

An dat do ass e Programm, dee mer wierklech aktiv widerdriegen, dee grad achséiert ass op schwaach Jonker, déi wierklech net déi schoulesch Erfuerdnerisser bréngen an deene mer hëllef iwwert dee Wee, à la fois an der Aarbecht ze sinn, wat fundamental ass, mä awer och tëschtent Aarbecht a Formatioun e staarke Lien ze maachen.

An ech soen hei vun dëser Tribün aus deenen Entreprisë Merci, déi deene Jonken eng Chance ginn! Mir hunn elo, wann ech mech net iren, 264 Entreprisë gehat, déi an deem Programm matmaachen, déi Jonker esou eng Chance ginn. An ech soen all eenzel Entreprise, déi déi Chance engem Jonke gëtt, Merci. An ech hoffen, dass aus deenen 264 ganz schnell eng Rei méi Entreprises nach ginn.

Mä domat geet et net duer. Mir sinn amgaang, d' ganz Offer vun de Formatiounen bei der ADEM ze erweideren. Dass ass dat Wichtigst! An d' ADEM selwer kann net all d' Formatiounen organiséieren a maachen. Duerfir hu mer elo, mat der Chambre de Commerce, 200 Demanden organiséiert vu Formatiounen. Mir hu mat der Chambre des Salariés eréischt elo ugefaang, wou eng Rei Demandé scho funktionéiere vu Formatiounen mat der Chambre des Salariés, a mir hu säit kuerzem och en Accord mat der Chambre des Métiers, wou schonn eng ganz Rei Formatiounen lafen.

An duerfir ass d' Zil natierlech, nach méi Chômeuren a gezielte Formatiounen ze kréien. An ech weess, dass d' Formatioun keen Job kréiert. Et ass net, well ech eng Formatioun maachen, dass ech automatesch en Job hunn. D' Formatioun mécht nëmmer da Sënn, wa se koordinéiert ass, wa se organiséiert ass a wa se och vum Gehalt hier natierlech cibléiert ass op dat, wat effektiv déi Persoun herno kann als Aarbecht kréien. An duerfir versiche mer natierlech intensiv, mat den Entreprises, mat de Chambres professionnelles, mat de Federatiounen a mat den Entreprisë Formatiounen tailor-made ze organiséieren, déi maachen, dass deen, deen eng Formatioun kritt, natierlech och herno en Job kritt.

A wann et esou ass, an Dir hutt mer déi Chifferen zitéiert vun Entreprises, déi effektiv do net genuch rekrutéiert hunn, dann checken ech dat. Da war vläicht do e Problem vu Kommunikatioun, vun Organisatioun, vu Formatiounen, déi net stattfonnt hunn. Heiansdo geet et och schif, wéssst Der, dass ass leider esou. Mir hu fir gewëssen Entreprisë Formatiounen... Ech zielen lech elo keng Anekdoten, Dir hutt Der eng Rei gezielt, ech kéint lech e ganzen Owend ënnerhale mat Anekdoten, mä ech mengen, dass wëllt Der net.

Ech soen lech, heiansdo geet et schif. Mir hu fir Entreprisë Leit forméiert, absolutt, a mir hu leider festgestallt, dass no sechs Méint wéineg Leit nach bei där Entreprise waren. Dass ass en Échec. Et ass net en Échec vun der ADEM. Et ass och net en Échec vun der Entreprise. Do war iergendeppe, wat net gepasst huet. An dat muss een och akzeptéieren, dass dat heiansdo virkënn.

Fir lech ze äntwerten iwwert déi „green jobs“. Net méi spéit wéi virgëschter war ech zesumme mat der Madamm Dieschbourg a mam Här Gira, fir eng ganz Rei vu Programmen a Projeten auszeschaffen, genau an deene Beräicher, déi Dir zitéiert hutt. Ech mengen, do hu mer effektiv fir eng ganz Rei Leit, déi net onbe-



déngt qualifizéiert sinn, awer d'Méiglechkeet, a mir maachen dat jo schonn och mat Initiativen sociales, fir nei Projeten ze dévloppéieren.

A mir stelle jo fest, an dat ass jo och eng ganz positiv Entwécklung, datt mer am Land eng Rei nei Entrepreneuren hunn, datt d'Leit sech lancéieren an nei Forme vun Agrikultur an Uebstbau oder an aner Jobben, déi eppes mat der grénger Ëmwelt ze dinn hunn. A grad do mussen mer usetzen, fir Leit dohin ze bréngen. Mir bauen zum Beispill eng ganz Rei Drêchmaueren op der Musel nei, mat Chômeuren. Dat si Projeten, wou Leit occupéiert ginn, beschäftegt ginn a wou et och direkt e Wäert fir ons Gesellschaft gëtt.

Ech wëll elo net op all Detail agoen. Ech wëll awer op ee wichtege Aspekt och agoen, deen ass och mentionnéiert ginn, an dat sinn d'Changementer, déi mer wäerten op onsem Aarbechtsmaart nach erliwien. Dir hutt et ugeschneiden, Här Spautz, a vlächet huet deen een oder deen aneren et och ugeschneiden, dat ass d'Digitaliséierung. Mir wëssen haut nach net, wat dat genau heescht fir den Emploi, wat dat heescht fir d'Formation, wat dat heescht fir onsen Droit du travail an ons Sécurité sociale respektiv ons Fiskalitéit.

Mir sinn hei e Spëtzeland. An Dir hutt d'Chiffre genannt, ech ka se just e bëssen no uewe korrigéieren: Mir sinn dat drëtt Land, wat d'Zuel ubelaangt, prozentual zum Emploi total vun de Leit aus dem digitale Beräich. 5,1% vun onsem Emploi total si Leit, déi am digitale Beräich schaffen. Nëmme just Schweden a Finnland si virun ons. Däitschland ass wäit hannerun ons. Mir sinn also do op engem Wee, dee wichteg ass fir ons Wirtschaft, well mir sinn e klengt Land. Et ass en Domän, dee wäert extrem explodéieren.

All Experte soen, datt an deenen nächste fënnef Joer 35% vun allen Jobbe wäerte changéieren duerch d'Digitaliséierung. Dat heescht, wa mer et net fäerdegbréngen, eng ganz Rei Leit nei opstellen, nei ze forméieren, hinnen déi Cléen ze ginn, déi Schlüsselen ze ginn, fir datt se an deem neien digitalen Aarbechtsmaart kënne bestoen, da kréie mer e strukturelle Problem vu Chômage.

Wat maache mer? Do gëtt et nëmmen eng Antwort. Jo, et kann ee soen: „Da loosse mer an d'Grande Région kucke goen, ob der do net sinn“, mä do sinn der och net ganz vill. Mir kënnen och an Indien goen, Verschiedener maachen dat. Mir müssen also Leit ausbilden an deenen Domänen. A mir maachen dat. Mir hunn a sechs Méint eng Schoul op d'Beue bruecht, Privatinitiativ, déi heescht Fit4coding, wou elo eng éischt Klass vun 18 Leit, Chômeuren, déi am Chômage waren, ausgebild ginn als Programmeur, an dat zwar während enger Durée vu véier Méint.

Mir hunn eng Schoul iwwerhol, also e Modell vu Schoul, deen et a Frankräich gëtt, deen do funktionéiert mat grousem Succès. A mir wäerten dee System weider ausbauen. Ech begrëssen och an deem Kontext, datt notament d'Chambre des Métiers och wëllt op en äänleche Wee goen. A mir kucken natierlech, all déi Initiativen zesammenzibréngen, fir e Maximum vu Leit an deene Secteuren auszubilden.

A wann Der kommt - an Dir hutt absolutt recht - an Dir sot: „Mir hunn eng ganz Rei Leit, déi hunn e Bac.“ Mir hu Leit, déi hunn en Universitätsdiplom, wou vill vun hinnen zwar als Universitär dostinn, mä vill vun hinnen awer och net onbedéngt en Diplôme universitaire hunn. Wann ech ee Joer oder zwee Joer hunn, soen ech, ech wär Universitär, mä en fait hunn ech ni en Diplom krit. Dat muss een also e bësse schonn och relativéieren. Mä dat sinn awer Leit, déi absolutt d'Kompetenz an d'Capacités hunn, fir esou Formationen ze maachen. A mir hunn Honnerten, ech soen lech et, Honnerten vun Jobs an deem Digitalen, an där Économie numérique hei zu Lëtzebuerg, déi opstinn, déi net besat ginn, wou d'Entreprisé gären esou Leit hätten.

Mir müssen also hei e formidablen Effort maachen, fir Leit auszubilden. Mir müssen natierlech deen Effort maachen an der Schoul. Mir müssen natierlech och deen Effort bei der Orientatioun maachen. An duerfir ass et natierlech wichteg, datt mer déi Maison de l'orientation elo un d'Goe kréien, datt mer elo dat Gesetz stëmme. Ech mengen, mir sinn elo derbäi, oder mir hunn dat schonn elo gemaach, datt mer do e Coordinateur an déi Maison de l'orientation setzen, fir datt all Jugendliche eng seriö Orientatioun kriit. Do ass Nachholbedarf bei der Formation vun den Orienteuren, do ass Nachholbedarf, wat d'Präsenz vun der Orientatioun an der Schoul ass. An ech mengen, wa mer dat hirkéien, da kréie mer och méi Jonk an déi Sparten eranorientéiert, déi wierklech d'Zukunft vun Aarbechtsmaart maachen.

Ech kann, Här Spautz, 100 Strategien entwéckelen, wat d'Kompetenze vun iwwermuer

sinn. Ech mengen kee genau, och déi beschte Spezialisten net, wëssen dat mat Genauigkeit. Mä ech weess awer, datt dat doten ee Volet ass, ouni Zweifel, deen ons Wirtschaft largelement wäert determinéieren. Mir müssen also de Leit do eng Grondausbildung ginn an der Informatik, fir datt se capabel sinn, déi Jobben och kënnen ze akzeptéieren an ze huelen an och an deenen Jobben eng Carrière kënnen ze maachen.

Bon, soss kann ech e Wuert iwwert d'Reklaséiert soen. Jo, natierlech, ech freeë mech, wann eng Persoun, déi all Mount op d'ADEM geruff gëtt a gesot kritt: „Mä et deet ons leed, du kanns net méi schaffe goen. Mir fanne keen Job fir dech, fir schaffen ze goen“, wa mer där Persoun eng Pension d'invalidité ginn. Dat ass gutt fir d'ADEM, dat ass gutt fir déi Persoun, dat ass gutt fir ons alleguer.

Firwat solle mer déi Persoun ploen, fir nach dauernd all Mount müssen zrëckzekommen, obwuel mer wëssen, datt mer se néierens méi an en Job kréien? Mä soulaang wéi mer eng Hoffnung hunn, fir se an en Job ze kréien, an duerfir hu mer dat Gesetz jo iwwert de Reklassement gestëmmt, maache mer natierlech all Zort vun Effort, fir där Persoun eng nei Méiglechkeet ze ginn.

An och do gëtt ons dat nei Gesetz eng ganz nei Méiglechkeet. Mir hunn elo d'Méiglechkeet, där Persoun eppes ze offeréieren, dat heescht eppes wéi eng OTI, dat heescht, si ka beim Stat, bei enger Gemeng oder bei enger gemeinnützege Associatioun en Job kréien, wou se bezuelt gëtt, wou se also e Salaire kriit, deen de Mindestloun ass plus nach eppes, dat, wat all OTI kriit, a wou déi Leit de Wee erëm an eng Aarbecht fannen, ouni awer hire Statut als Reclaséiert ze verléieren.

Well firwat si vill Leit am Reclassement externe net schaffe gaangen? Majo, well se geduecht hunn: „Wann ech elo schaffe ginn an et geet net, well ech awer net fit sinn, fir deen Job ze maachen, da verléieren ech mäin Job, dat ass eng Saach, mä da verléieren ech besonnesch mäin Statut als Reclaséiert.“ Dat hu mer korrigéiert. A mir wäerten also och mat deenen neie Mesurë mam Contrat de réinsertion-emploi Effort maachen, fir dat ze kréien.

Meng lescht, Här President, Wieder gellen dann all deenen anere Problemer um Aarbechtsmaart. An ech sinn d'accord, datt mer ons ganz seriö mussen beschäftege mat den Aarbechtskrankheeten. Mir sinn nach net do, wou ech gär hätt, datt mer wieren. An ech denken un déi Persoun, déi gëschter verscheet ass duerch en Aarbechtsaccident. Mir sinn nach bei den Aarbechtsaccidenter net do, wou mer misste sinn. An duerfir ass et héich Zäit, d'ITM wierklech wakreg ze rüttelen. An dat geet heiansdo eben och, andeem ee rëselt. Duerfir mussen mer dat elo maachen.

A mir müssen der ITM net e Règlement grand-ducal ginn, Här Spautz. E Règlement grand-ducal, dat ass alt gutt fir d'Tiräng, dat ass net gutt fir d'Chantieren. Dat ass net d'Léisung. Mir brauche Leit, mir brauche kloer eng Organisation du travail a mir brauche gutt forméiert Leit. A mir brauchen eng richteg Direktioun, déi weess, wou se d'Leit asetzt.

Dat si mer amgaang ze maachen. Gitt ons nach e bëssen Zäit! Ech brauch duerfir keng zéng Joer, da wäert d'ITM funktionéieren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - An, jo, an duerfir mengen ech, datt dee Problem vun de Krankheeten, Burnout, Stress, déi 52. Woch, déi mer nach net geléist hunn, déi läit mer déck um Mo - déck um Mo, soen ech ganz kloer -, déi wäerte mer an deenen nächste Woche misse léisen.

An do, kommt, mä lescht Wuert gëllt dann där ganzer Négociatioun, déi mer mat de Sozialpartner hunn. Jo, dat ass eng schwierig Diskussioun iwwert d'Flexibilitéit an déi zwou Richtungen. Dat heescht Flexibilitéit natierlech fir de Betrib, well d'Betrib schaffen haut an neien Ëmfelder. Mir wëllen awer d'Leit net duerch d'Flexibilitéit krank maachen, well soss huet kee gewonnen, weder d'Leit nach de Betrib. Mir wëllen also och eng Flexibilitéit fir d'Leit hunn. Et ass virdu vum Congé parental geschwat ginn. Ech sinn en Adept, Dir hutt dat mentionnéiert, vum Partiel choisi, dem Droit au partiel; deen hu mer an engem Gesetz, wat mer nach net gestëmmt hunn hei iwwert d'Politique des âges.

Ech wëll en Droit au partiel kréiere fir déi, déi e wierklech wëllen. E richtegen Droit, esou wéi et en an anere Länner gëtt. Ech hunn d'Sozialpartner gefrot, déi hate schonn eng Diskussioun doriwuer - déi ass leider ënnerbrach gi viru längerer Zäit, ech mengen, scho viru menger Zäit -, fir déi Diskussioun erëm opzehuelen an eng wierklech Négociatioun ze féieren iwwer en Droit au partiel. Wann dat ge-

Sommaire de la séance publique n°19

19^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 287
Discours de M. le Président	p. 287
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Serge Urbany	p. 287
Heure de questions au Gouvernement	
Question n°163 du 19 février 2016 de M. Gusty Graas relative à l'échéancier de paiement des primes dans le secteur agricole, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 287
Question n°164 du 24 février 2016 de Mme Nancy Arendt relative à la promotion des cours de premier secours, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur	p. 287-288
Question n°165 du 24 février 2016 de M. Roger Negri relative à l'arrêt du réacteur de Tihange 1, adressée à Mme la Ministre de la Santé	p. 288
Question n°166 du 24 février 2016 de M. David Wagner relative à la tranche indiciaire d'avance, adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 288
Question n°167 du 24 février 2016 de M. Gérard Anzia relative à la durée de validité des chèques-cadeaux vendus dans les commerces luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 288
Question n°168 du 24 février 2016 de M. Marco Schank relative à la création d'une unité spéciale de la police pour les transports publics, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure	p. 288-289
Question n°169 du 22 février 2016 de M. André Bauler relative à l'accueil de grandes quantités de courrier aux centres de distribution, adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 289
Question n°170 du 24 février 2016 de Mme Diane Adehm relative au subventionnement d'accumulateurs électriques permettant de stocker l'énergie électrique issue d'installations photovoltaïques, adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 289
Question n°171 du 23 février 2016 de M. Max Hahn relative au recrutement pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure	p. 290
Question n°172 du 24 février 2016 de M. Laurent Zeimet relative à l'évacuation des avis concernant l'ampleur et la précision des rapports sur les incidences environnementales dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement général par le Ministère de l'Environnement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 290
Question n°173 du 24 février 2016 de M. Edy Mertens relative à la substance HBCD dans le matériel isolant, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 290
Question élargie n°10 de Mme Nancy Arendt relative au Concept intégré pour le sport au Grand-Duché de Luxembourg	p. 290-292
6819 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut et les fonctions de la Commission internationale pour les personnes disparues, fait à Bruxelles, le 15 décembre 2014	p. 292
6839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Pologne concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Varsovie le 12 mai 2015	p. 292-294
6840 - Projet de loi portant approbation du Protocole à l'Accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque, signé à Bruxelles, le 1 ^{er} avril 2015	p. 294
Motion de M. Fernand Kartheiser relative à l'amélioration des relations avec la Russie en œuvrant au sein de l'Union européenne et des instances internationales en ce sens et relative à la levée des sanctions contre la Russie	p. 294-296
Ordre du jour	p. 296
6786 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon, signée à Tokyo le 10 octobre 2014	
et	
6802 - Projet de loi portant approbation de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Albanie, signée à Luxembourg le 27 octobre 2014	p. 296-297
6833 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur la coopération et l'entraide administrative en matière de sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 5 février 2015	p. 297-298
6879 - Projet de loi portant fusion des communes de Boevange-sur-Attert et de Tuntange	p. 298-299
6880 - Projet de loi portant fusion des communes de Hobscheid et de Septfontaines	p. 299-300
6896 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile, signé à Paris le 26 mai 2015	p. 300-301
Interpellation de M. Marc Spautz sur le marché du travail	p. 301-309

schitt an engem Joer, très bien. Geschitt dat net an engem Joer, da wäert den Aarbechtsminister seng Responsabilitéit huelen an e Projet de loi presentéieren.

De Compte épargne-temps ass déi nämlech Saach. Och fir de Compte épargne-temps hat mäi Virgänger, glécklecherweis, e Projet gemaach. Mä en hat vergiess, e mat de Sozialpartner ofzeschwätzen. Wat ech net wosst! An dee Projet de loi, deen ech jo wollt op den Instanzewee ginn, ass souwuel vum Patronat wéi vun de Gewerkschafte rejetéiert ginn. Ech hunn elo déi zwou Säite gefrot, fir eng Négociatioun ze maachen iwwer e Compte épargne-temps. An déi nämlech Method: Ee Joer, an dann, wann et net zu Resultater féiert, da mussen mer probéieren, dee Problem anescht ze léisen. Dat ass, mengen ech, global gesinn, déi richteg Manéier och fir de Sozialdialog.

An ech begrëssen och dat, wat Der gesot hutt iwwer Är eegen Iddien, wéi ee kann dee ganze Problem vun der Organisation du temps de travail organiséieren. Ech mengen, viles vun deem, wat Der do gesot hutt, deelen ech absolutt an ass och um Dësch, dat wësst Der jo. Dir wäert jo och iergendwéi Kanal hunn, fir informéiert ze ginn,...

(Interruption)

...wat do diskutéiert gëtt. An duerfir probéiere mer, ganz kloer an engem équilibréierten Sënn, am Sënn vun engem Sozialdialog an de Betriber - Dir sot zwar ëmmer, Dir wäert géint dat Gesetz, mä en fait weess ech, datt Der, ausser engem Punkt, dat Gesetz ganz gutt fannt, well ech hunn dat jo gemaach an enger anerer Regierung, ausser engem Punkt -, mer wäerte probéieren, och iwwert dee Wee de Sozialdialog an de Betriber nei unzekerbelen.

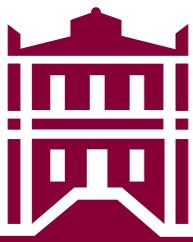
Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Merci lech all fir d'Disziplin an déi gutt Diskussioun. Ech schlëissen dann heimat d'Sëtzung fir den Owend of a ginn eis alleguer Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer. A wéi gewinnt: Kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 20.24 heures)



Rapport d'activité 2015 de la médiatrice

«Le langage doit s'adapter aux faits
et non l'inverse.»

Ludwig Wittgenstein,
philosophe britannique
d'origine autrichienne

Préface

De la communication des administrations publiques

L'administration d'un État démocratique doit se faire comprendre par tous ses usagers, nationaux ou étrangers, résidents ou frontaliers, demandeurs d'asile ou immigrants.

En pratique, les administrations gouvernementales et communales ainsi que les établissements publics doivent donc communiquer dans un langage compréhensible pour tous les usagers, quelle que soit leur origine ou leur niveau d'éducation.

Qu'entend-on par la notion de «communication» et quel est son but?

Dans notre contexte, il s'agit de l'action de communiquer, d'entrer en relation avec autrui pour lui transmettre une information.

Une des missions essentielles de l'administration est celle de transmettre aux usagers des informations administratives écrites ou orales.

Pour faciliter une bonne compréhension de l'information transmise, l'administration doit donc adapter son langage oral ou écrit à l'utilisateur plutôt que de demander à l'utilisateur de s'adapter au langage de l'administration.

La prise de contact, qu'elle soit écrite ou orale, est essentielle car elle est la première étape du processus de communication. C'est elle qui donnera le ton de la relation entre l'utilisateur et l'administration et qui décidera du degré de confiance réciproque.

Compte tenu du vocabulaire spécifique utilisé par l'administration et des références légales ou réglementaires contenues dans ses communications, les informations transmises peuvent être difficiles à comprendre.

Il existe au Luxembourg trois langues administratives officielles: le luxembourgeois, l'allemand et le français. L'administration est obligée de répondre à l'utilisateur dans la même langue que celle dans laquelle elle a été saisie.

Selon un sondage réalisé par l'institut TNS ILReS en 2015, le français serait la langue de communication usuelle des administrations, bien qu'une partie de la population, comprenant près de 170 nationalités différentes, ne maîtrise pas l'une des trois langues officielles.

Pour quelque raison que ce soit, certains usagers ne comprennent donc pas ou mal les informations qui leur sont transmises par l'administration.

Il faudrait pourtant que les courriers des administrations soient clairs, compréhensibles et sans aucune ambiguïté afin d'être accessibles à tous.

Une communication non comprise est inefficace, entraîne des problèmes de compréhension et fait perdre du temps à chacun.

La clarté du langage est donc LA condition première d'une bonne compréhension par l'utilisateur du langage administratif.

Au-delà de la compréhension, le langage est une question de crédibilité de l'administration. Pour le dire avec les mots de Monsieur le Prof. Dr A. Brenninkmeijer, ancien Ombudsman des Pays-Bas: «Une bonne communication publique est décisive pour la crédibilité de nos administrations, d'où la nécessité d'un langage clair, car le confort des administrés en dépend.»

D'après le sondage TNS ILReS précité, 80% des gens interrogés seraient satisfaits de la qualité des services publics, des heures d'ouverture ainsi que de la qualité des informations fournies.

Ce résultat du sondage ne correspond pas forcément à la perception que peut en avoir

l'Ombudsman, ce qui peut s'expliquer par le fait que seuls les usagers mécontents du service public recourent à ses services.

En tout état de cause, même un tel pourcentage de satisfaction des usagers n'exclut pas la nécessité d'améliorer la communication.

L'Ombudsman est à l'écoute des usagers afin de garantir à chacun d'entre eux le droit à une bonne administration, tel que prévu par l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

L'Ombudsman participe ainsi au processus démocratique où l'intérêt de chacun se confond dans l'intérêt de tous.

Le rapport entre les problèmes de communication des administrations et le guide de bonnes pratiques

Comme les problèmes de communication entre l'administration et l'utilisateur sont récurrents, le présent rapport annuel traite essentiellement de cette problématique.

Dans sa partie centrale, ce rapport ne reprend donc que des réclamations individuelles dans lesquelles la problématique particulière de la communication était déterminante.

Le présent rapport revient en outre sur la recommandation n°49 de l'Ombudsman, relative à l'adoption par l'administration d'un guide de bonnes pratiques dans ses relations avec les usagers alors que les deux sujets sont étroitement liés.

Ce guide contient dans son introduction les principes de la bonne administration et constitue un outil d'évaluation de la qualité de la communication administrative.

Bien que certains principes de bonne administration soient déjà reconnus et appliqués par l'administration, d'autres restent insuffisamment développés, à savoir:

- la confiance légitime et la sécurité juridique;
- les informations actives et passives, voire pro-actives;
- le principe du raisonnable et de la proportionnalité;
- la motivation adéquate;
- le droit d'être entendu avant toute décision;
- l'accès et l'accueil facile et approprié aux locaux;
- la responsabilité impliquant la reconnaissance d'une erreur et la réparation du dommage qui en résulte.

L'objectif du guide de bonnes pratiques est la promotion d'une culture de service qui relève plutôt de l'éthique que du droit formel. Comme il pourrait être adapté par un vote en conseil de Gouvernement ou au parlement, il est regrettable et incompréhensible qu'il ne soit toujours pas en vigueur.

La qualité des relations de l'administration avec ses usagers dépend essentiellement de sa manière de communiquer qui, comme on l'a déjà dit, doit être simple, claire et facile à comprendre pour favoriser l'établissement d'une relation de confiance.

Souvent la mission de l'Ombudsman consiste à expliquer le contenu des courriers reçus de l'administration et ceci avant même de procéder à la vérification de la recevabilité et du bien-fondé de la réclamation.

Une bonne administration s'apprécie à l'aune de la qualité de sa communication.

Les éléments déterminants de la bonne communication

Dans une communication orale, en présence des parties concernées, le transfert d'une information se fait tant par le verbal, c'est-à-dire la parole, que par le non verbal, c'est-à-dire les gestes et le langage corporel. Une conversation téléphonique constitue une communication orale particulière qui prive les deux parties des composantes non verbales de son interlocuteur. De ce fait le risque d'incompréhension ou de malentendu augmente entre les différents interlocuteurs en communication téléphonique.

Par ailleurs, un entretien oral ou une discussion par téléphone entre un usager et une administration présente également l'inconvénient de ne pas laisser de trace écrite d'un fait ou d'une information, ce qui peut rendre l'intervention de l'Ombudsman plus délicate.

Dans une communication écrite, l'utilisateur est également privé du langage non verbal de son

interlocuteur. L'information écrite est transmise par le texte seul. Par analogie à la communication orale, le verbal correspondrait au texte et le non-verbal à sa structure, sa présentation et sa mise en page.

À l'écrit comme à l'oral, le vocabulaire utilisé est déterminant. Il sera le garant d'une bonne communication ou la preuve de son inadaptation.

Pour s'exprimer d'une façon claire, l'administration devrait, limiter les lettres types, les formulations générales et les références légales ou réglementaires sans autres explications propres à la situation de l'utilisateur concerné.

Les usagers n'ont en effet besoin de comprendre clairement que la partie de la loi qui s'applique à leur cas particulier.

Les règles de base d'une lettre simple

En règle générale, une lettre doit être courte et aussi simple que possible; la présentation doit être aérée et la structure ordonnée. Il est recommandé de:

- commencer par la décision ou la demande concrète;
- terminer en précisant que l'utilisateur peut contacter un agent ou fonctionnaire précis avec l'indication de son nom, adresse e-mail, numéro de téléphone ainsi que des heures auxquelles il est joignable.

Les bonnes pratiques d'ailleurs à adopter

Des pays comme le Canada, la France et la Belgique ont entrepris d'énormes efforts pour rendre le courrier administratif plus facile à comprendre par leurs usagers.

Ainsi les fonctionnaires et agents des administrations disposent d'un lexique des termes administratifs pour faciliter l'identification des mots et expressions qui risquent de poser un problème de compréhension.

Ce lexique propose des synonymes plus simples ou des explications des termes compliqués. Régulièrement mis à jour, il constitue un outil précieux qui pourrait être mis à disposition des fonctionnaires luxembourgeois.

Une collaboration franco-québécoise a établi les principes et les recommandations pour une langue administrative de qualité, repris en 2006 dans un document intitulé «*Rédiger... simplement*» dont un résumé succinct est annexé à cette préface.

La seule lecture dudit document donne un aperçu des idées essentielles, une telle démarche devra s'accompagner d'une formation à la simplification du langage.

L'application pratique du langage simple quant à elle exige une formation spécifique que l'INAP est prêt à proposer. La soussignée profite de l'occasion pour remercier l'INAP de son ouverture d'esprit et de nouvelles formations telles que la médiation ou l'interculturalité.

Les membres du secrétariat de l'Ombudsman ont participé à une première formation au langage clair en janvier 2016 et se sont rendu compte que le langage clair et simple est assez complexe.

De la collaboration des administrations avec l'Ombudsman

«L'action de l'Ombudsman doit refléter son indépendance et son impartialité tant envers les usagers qu'envers les administrations mais le succès de l'action de l'Ombudsman dépend aussi de l'attitude des administrations à son égard.» Citation de Georges Krieger dans l'ouvrage «Les autorisations de construire», (page 364).

Sauf exception, l'attitude des administrations est constructive et la collaboration permet d'aboutir à des solutions satisfaisantes pour chacun.

Dans certains cas, le rôle de l'Ombudsman semble cependant être mal compris. Il en est ainsi pour certaines administrations communales qui, fortes de leur autonomie, résistent à une collaboration constructive en répondant tardivement, de façon sommaire et incomplète voire pas du tout aux courriers de l'Ombudsman ou aux propositions d'entrevue.

Pour essayer de pallier à ces difficultés, l'Ombudsman a convenu avec le Ministre de la Fonction publique et le Président du Syvicol d'organiser des réunions régionales pour expliquer aux responsables communaux la mission de l'Ombudsman et surtout pour faire passer le message que l'Ombudsman n'est pas l'avocat de l'utilisateur, mais le promoteur de la bonne administration, un facilitateur de communication entre l'utilisateur et l'administration.

Les dangers du tout-informatique

L'instauration d'une bonne communication n'est pas seulement une question de bonne volonté ou de comportement des agents publics. Le problème est beaucoup plus profond et requiert parfois une révision des procédures administratives. Je voudrais conclure cette préface par une réclamation qui a mis en évidence la problématique que le tout-informatique révèle le danger de la déshumanisation des relations entre l'administration et ses usagers, danger mis en évidence lors d'une rencontre en médiation.

Au lieu de procéder à un recouvrement forcé, les administrations accordent souvent des échelonnements pour permettre aux débiteurs d'apurer leur dette au moyen d'acomptes mensuels au paiement desquels ils s'engagent fermement. En cas de nouveau défaut de paiement cependant, l'échelonnement sera annulé et il sera procédé de suite à un recouvrement forcé.

La vérification du respect des termes de l'échelonnement par les débiteurs se fait par ordinateur qui dresse automatiquement une liste des mauvais payeurs et imprime le dossier qui sera ensuite adressé à un huissier de justice en vue du recouvrement forcé.

Une réclamante avait commis une erreur en payant une mensualité de 2.500 euros au lieu de 2.648 euros. L'huissier est venu à charge sans que la réclamante ne comprenne la raison de cette exécution forcée. Les frais d'huissier dépassaient de plus de deux fois le montant restant à payer.

L'Ombudsman avait proposé une entrevue avec la réclamante et les responsables de l'administration concernée.

Lors de cette rencontre, l'administration expliquait que par le passé, le nombre de dossiers à traiter a augmenté considérablement sans que les effectifs n'aient été adaptés. Afin de pouvoir continuer à gérer leurs dossiers efficacement, l'administration a eu recours à l'informatique qui permet l'automatisation des processus administratifs. Une telle rationalisation par traitement informatique remplace donc de plus en plus le contact direct et personnel entre l'administration et l'utilisateur, fait regrettable.

Il est important que l'administration y remédie dans toute la mesure du possible, car il y va de la légitime confiance des usagers dans l'administration.

La rencontre n'a certes pas résolu le problème, elle a cependant permis à chacun de comprendre le point de vue de l'autre et de pacifier les relations. Elle a aussi rendu attentif au fait que le traitement informatique du dossier, pour essentiel qu'il soit, doit être limité au strict nécessaire sans jamais remplacer les contacts humains si on veut éviter une administration déshumanisée.

Lydie Err

Références

«Initiation à la justice administrative et au langage clair», Conseil des tribunaux administratifs canadiens, Faculté de droit, Université Ottawa, Canada.

«Le lexique des termes administratifs», dernière édition, Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'État, réalisé sous l'autorité du Comité d'Orientation pour la Simplification du Langage Administratif (COSLA), par les Dictionnaires Le Robert.

«Le bureau langage facile, structure claire qui aide les personnes avec handicap dans la vie quotidienne», Luxembourg.

«Rédiger... simplement, principes et recommandations pour une langue administrative de qualité», Gouvernement du Québec, 2006.

«Guide de la dématérialisation des formulaires», Direction générale de la Modernisation de l'État, France.

«Les autorisations du bourgmestre - La réclamation adressée à l'Ombudsman», Georges Krieger, page 364, Luxembourg

«La protection de l'administré dans le cadre de la procédure administrative», par Paul Schmit, Luxembourg, page 52.



Résumé d'un texte canadien «Rédiger... simplement»

Que signifie le langage **clair**?

- Éviter les mots techniques difficiles à comprendre pour les personnes:

- qui lisent avec difficulté;
- dont la première langue n'est pas le français.
- Éviter des **malentendus** voire des **erreurs** qui font perdre du temps à tous.

- Se demander:

- quel est le **public** auquel on s'adresse;
- quels sont les **besoins** et les capacités du public;
- quel est le **message** que l'on veut faire passer?

- Privilégier la forme **active**.

- Utiliser la forme affirmative.

- Éviter les acronymes seuls (p. ex.: CNS au lieu de Caisse nationale de Santé).

- Expliquer les mots difficiles.

- Bien organiser le texte visuellement, en utilisant:

- des marges ou des notes de bas de page et un relevé des définitions;
- une numérotation bien structurée et des titres;
- énumération des conditions.

- Relever les points importants par des caractères gras.

- Alléger la structure par des espaces.

- Aller au-devant des besoins de l'utilisateur:

- préciser le contexte d'une loi nouvelle ou modifiée;
- vérifier si son entrée en vigueur change certains délais ou restrictions;
- préciser la situation de l'utilisateur (demandeur d'emploi, retraité...).

- Expliquer le contexte général d'une loi par rapport aux faits concrets d'un dossier.

- Préciser la règle applicable.

- Formuler clairement ce qui est attendu de l'utilisateur.

- Indiquer les documents à fournir et la date limite éventuelle.

- Informer l'utilisateur des conséquences voire des sanctions possibles si son dossier n'est pas complet.

Partie 1

Statistiques

Nombre de réclamations par mois

janvier 2015	52
février 2015	60
mars 2015	95
avril 2015	82
mai 2015	54
juin 2015	63
juillet 2015	66
août 2015	48
septembre 2015	49
octobre 2015	60
novembre 2015	65
décembre 2015	49

Relevé global - du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres médiateurs, des affaires que la Ombudsman a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

→ taux de correction: 80,86%

Ventilation par suites réservées à la réclamation

Nombre de réclamations 743

Dossiers en cours	260
(y compris 16 dossiers clôturés provisoirement)	
Dossiers clôturés	483
Transmis à un autre médiateur	1
Réclamations non fondées	135
Désistement du réclamant	41
Pas de correction obtenue	41
Correction partielle obtenue	45
Correction totale obtenue	141
Demandes irrecevables	36
Refus d'examiner	43

Ventilation détaillée

<u>Demandes irrecevables</u>	36
Jugements coulés en force de chose jugée	7
Incompétence razione materiae	24
Incompétence razione loci	2
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	3
<u>Refus d'examiner</u>	43
Demandes prématurées	26
Demandes manifestement non fondées	12
Absence de démarches préalables	2
Actio popularis	2
Obscurum libellum	1

Légende:

dossiers clôturés: les dossiers dont l'instruction est clôturée

réclamations irrecevables: les réclamations dont l'objet n'est pas dans la compétence de l'Ombudsman, il s'agit notamment de réclamations qui ne sont pas dirigées contre un organisme public

refus d'examiner: il s'agit dans l'essentiel de réclamations qui n'ont pas fait l'objet de démarches préalables, anonymes, de réclamations à libellé obscur ou de réclamations qui ne concernent pas directement les réclamants

désistement des réclamants: les réclamations dont l'instruction a été arrêtée sur demande du réclamant

clôtures provisoires: il s'agit plus particulièrement de dossiers mis en attente sur demande du réclamant

1. Affaires relevant de l'État

1.1. Immigration, visas, passeports

Nombre d'affaires	78
Affaires clôturées	40
Affaires en cours	38
(y compris 2 clôturées provisoirement)	

En cours	38
Correction totale/partielle	16
Pas de correction	3
Réclamations non fondées	3
Refus d'examiner	12
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	6
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction:	84,21%

1.2. Logement et Classes moyennes

Nombre d'affaires	28
Affaires clôturées	20
Affaires en cours	8
(y compris 1 clôture provisoire)	

En cours	8
Correction totale/partielle	12
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	2
Refus d'examiner	1
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	4
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction:	92,31%

1.3. Fiscalité (ACD, AED, Administration des douanes et accises)

Nombre d'affaires	86
Affaires clôturées	68

Affaires en cours 18
(y compris 2 clôtures provisoires)

En cours	18
Correction totale/partielle	28
Pas de correction	6
Réclamations non fondées	26
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	5
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction:	82,35%

2. Affaires relevant des communes

2.1. Urbanisme

Nombre d'affaires	24
Affaires clôturées	8
Affaires en cours	6

En cours	6
Correction totale/partielle	2
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	2
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	1
Désistement du réclamant	2
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction:	66,66%

2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires	71
Affaires clôturées	38
Affaires en cours	33
(y compris 2 clôtures provisoires)	

En cours	33
Correction totale/partielle	17
Pas de correction	6
Réclamations non fondées	5
Refus d'examiner	8
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	0
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction:	73,91%

3. Affaires concernant les établissements publics relevant de l'État ou des communes (y compris l'ADEM, la CNPF et le FNS)

3.1. Affaires de sécurité sociale

Nombre d'affaires	131
Affaires clôturées	86
Affaires en cours	45

En cours	45
Correction totale/partielle	37
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	38
Refus d'examiner	2
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	6
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction:	97,36%

3.2. Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)

Nombre d'affaires	53
Affaires clôturées	35
Affaires en cours	18

En cours	18
Correction totale/partielle	10
Pas de correction	6
Réclamations non fondées	8
Refus d'examiner	3
Demandes irrecevables	3
Désistement du réclamant	3
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction:	47,61%

3.3. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Nombre d'affaires	41
Affaires clôturées	35
Affaires en cours	6

En cours	6
Correction totale/partielle	16
Pas de correction	4
Réclamations non fondées	11
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	3
Désistement du réclamant	1
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction:	80%

3.4. Fonds national de solidarité (FNS)

Nombre d'affaires	36
Affaires clôturées	27
Affaires en cours	9

En cours	9
Correction totale/partielle	9
Pas de correction	4
Réclamations non fondées	9
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	3
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction:	69,23%

Partie 2

Les cas pratiques

Sécurité sociale

Quand l'informatique remplace la relation personnelle

La propriétaire d'une entreprise familiale s'est adressée à la médiatrice en raison de la procédure de recouvrement forcée par huissier de justice dont elle a fait l'objet de la part du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), bien qu'à ses dires, elle ait respecté les modalités de l'échelonnement de sa dette de cotisations sociales.

Lors d'une réunion de médiation, il s'est avéré que la réclamante avait payé régulièrement ses acomptes, mais que par erreur, elle n'avait pas payé l'intégralité d'une mensualité de 2.648 euros, mais seulement 2.500 euros. Selon les pratiques du CCSS, le non-respect d'un échelonnement entraîne automatiquement le recours à l'exécution forcée. L'ordinateur du CCSS ayant enregistré un défaut de paiement, le dossier fut transmis automatiquement à l'huissier pour exécution forcée, ce qui a engendré des frais élevés.

Vu les effectifs réduits du CCSS par rapport au grand nombre des affiliés et au nombre considérable de dossiers, il est pratiquement impossible d'établir une communication directe et personnelle avec les assurés en défaut de paiement.

Les contraintes auxquelles l'administration est soumise font que les relations entre l'administration et les assurés sociaux font l'objet d'une automatisation croissante dans laquelle les relations humaines ne trouvent plus leur place. Cette absence totale de communication interpersonnelle donne lieu à des incidents regrettables de ce genre.

L'automatisation de l'administration publique au moyen de l'outil informatique recèle de graves dangers au niveau de la communication entre l'administration et l'administré.

D'un côté, l'informatisation facilite le travail de l'administration et permet d'améliorer l'accessibilité des services publics et d'une certaine façon les relations entre les usagers et l'administration. D'un autre côté, un véritable contact implique toujours un interlocuteur en chair et en os. Il n'est pas possible de dialoguer avec une machine. La révolution numérique risque de se faire au détriment de l'utilisateur.

Un réclamant se heurte à un mur malgré beaucoup d'efforts de communication

Un réclamant homosexuel marié en Belgique avait adopté une petite fille ensemble avec son conjoint. Au début du mois de janvier 2015, le réclamant a introduit auprès de la Caisse nationale de Santé (CNS) une demande d'allocation de congé d'accueil. Avant d'introduire sa demande, il se fit confirmer par la CNS son droit à ladite allocation. Or, après cinq mois, le dos-



sier traînait toujours. Malgré plusieurs démarches, le réclamant ne parvint pas à le débloquent. Il aurait même été informé que le traitement du dossier pourrait encore prendre plusieurs mois, voire des années. Suite à l'intervention de la médiatrice, l'affaire a pu être réglée en dix jours.

Défaut de communication entre administrations

Il arrive aussi qu'un défaut de communication entre deux administrations soit à l'origine d'un problème que des réclamants ne parviennent pas à résoudre.

Un réclamant s'est adressé à la médiatrice suite au refus de la CNS de prendre en charge ses frais de maladie au motif qu'il n'existerait en sa faveur aucune affiliation depuis le 21 mars 2015. Or, le réclamant bénéficiait d'une pension de vieillesse anticipée depuis le 1^{er} mars 2014.

Le réclamant contacta la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) par courrier afin qu'elle fasse les démarches nécessaires à son affiliation en tant que pensionné. La CNAP lui aurait fait savoir oralement qu'elle avait accompli toutes les démarches à cet effet. La CNS lui disait pourtant le contraire. Ne parvenant pas à résoudre son problème d'affiliation malgré d'itératives interventions auprès des deux administrations, l'intéressé s'est adressé à la médiatrice. Celle-ci a entrepris des démarches auprès du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS). La médiatrice prit contact avec la CNAP et détecta un dysfonctionnement informatique au niveau de la transmission des données du fichier de l'intéressé de la CNAP vers le CCSS. Une prise de contact rapide d'une des deux administrations directement concernées avec le CCSS aurait pu résoudre immédiatement ce problème sans perte de temps inutile et sans retards de paiement.

Défaut de communication entre administrations

Un réclamant s'est adressé à la médiatrice du fait qu'il ne pouvait obtenir le remboursement d'un traitement dentaire effectué auprès d'un dentiste établi en Allemagne. Le réclamant a été informé par la CNS que son dossier resterait en suspens jusqu'à ce qu'il fournisse des radiographies dentaires avec les implants.

Le dossier était bloqué, car le réclamant refusait, de se déplacer à nouveau à Heidelberg auprès de son dentiste uniquement pour effectuer de nouvelles radiographies, alors que son traitement était terminé et que de nouvelles radiographies ne se justifiaient pas d'un point de vue médical.

La médiatrice s'est renseignée auprès du Contrôle médical de la Sécurité sociale pour savoir si de nouvelles radiographies sont effectivement nécessaires en vue d'une vérification des factures du dentiste allemand. Selon le médecin-conseil, la réalisation de nouvelles radiographies n'est pas nécessaire et à défaut d'imagerie médicale des implants, un avis peut être établi suite à un examen dentaire. Apparemment le Contrôle médical n'avait jamais donné à la CNS la consigne d'exiger toujours des radiographies des implants.

Une meilleure communication entre les deux administrations concernées aurait pu éviter ce problème.

Demande non motivée de rembourser une indemnité de maternité

Dans le cadre d'une réclamation concernant des indemnités pécuniaires de maternité, une réclamante se plaignait d'une demande de remboursement de la part de la CNS. Or, les

raisons de cette demande et le calcul du montant réclamé n'étaient pas clairs.

La situation était un peu particulière dans la mesure où la dame était affiliée en tant qu'indépendante du 1^{er} janvier 2011 au 1^{er} février 2012, puis comme salariée du 1^{er} février 2012 au 28 juin 2012 et de nouveau comme indépendante après cette date.

La réclamante a bénéficié des indemnités pécuniaires de maternité à partir de juillet 2012. Neuf mois plus tard, elle a reçu une lettre de la CNS lui réclamant le remboursement d'une somme de 17.635,37 euros en raison d'un recalcul de ses indemnités pécuniaires de maternité. Après plusieurs démarches et réclamations de la part de la dame, la somme réclamée a été modifiée plusieurs fois.

Lors de ses entretiens avec des agents de la CNS et du CCSS en vue de clarifier la situation, elle aurait reçu des explications divergentes. Elle aurait toutefois été rassurée plusieurs fois que le problème allait être résolu. Or, la CNS a maintenu sa demande de restitution et avait entre-temps demandé à la Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF) de retenir une partie des allocations familiales. En guise de réponse à ses demandes d'explications, la CNS a envoyé une copie de certains articles du Code de la sécurité sociale, sans autres explications, à la réclamante.

La médiatrice a ainsi demandé des explications concernant le calcul des indemnités pécuniaires de maternité et de la somme réclamée.

Suite à cette intervention, la CNS a expliqué comment ses indemnités avaient été calculées et a affirmé que la dame allait recevoir une lettre explicative. Or, il a fallu une nouvelle intervention de la part de la médiatrice pour que la dame reçoive effectivement des explications et que la situation soit définitivement clarifiée.

À l'heure actuelle, il subsiste encore un problème de nature fiscale, à savoir que la réclamante a été imposée sur l'indemnité pécuniaire de maternité initialement perçue.

Il est particulièrement regrettable que le montant du remboursement réclamé à la dame ait été modifié à plusieurs reprises, sans explications précises. Ainsi la réclamante n'était jamais sûre que le nouveau montant réclamé était juste et elle craignait devoir encore s'attendre à des changements. Cette manière de procéder a créé un sentiment d'insécurité auprès de la réclamante.

Un placement impromptu et sous pression en maison de soins sans consultation de la famille

Un réclamant s'est plaint d'un centre de rééducation gériatrique qui avait mis fin à la rééducation de sa sœur sans aucune consultation, discussion ou information préalable avec la famille pour la placer de suite dans la maison de soins faisant partie de l'établissement. Il reprochait au centre d'avoir exercé une forte pression sur le mari de la patiente pour qu'il signe immédiatement un contrat d'hébergement.

Il s'est avéré que le réclamant avait en plus expressément demandé au centre d'être informé du suivi médical de sa sœur et des décisions administratives à prendre.

Normalement, la famille doit être informée de l'état de santé d'un patient, des résultats de la rééducation et d'une date à laquelle il est envisagé de mettre fin à celle-ci. Par la suite, si un retour au domicile s'avère impossible, les différentes possibilités d'hébergement en maison de santé sont envisagées et discutées, afin de permettre un choix judicieux et en connais-

sance de cause avant qu'un contrat d'hébergement ne soit signé avec une maison de soins.

Selon la famille, le mari de la patiente n'était pas en pleine possession de ses moyens au moment de signer le contrat d'hébergement. Elle le décrivait comme dépressif, très affecté par l'état de santé de son épouse et surtout épuisé par les longs trajets quotidiens en train et en bus de deux heures par jour pour rendre visite à son épouse. Ledit centre avait connaissance de l'état dans lequel se trouvait le mari de la patiente étant donné qu'une assistante d'hygiène sociale avait précisé dans un courriel qu'il serait *très difficile* pour celui-ci de prendre une décision.

Immédiatement après la signature malencontreuse du contrat par le mari, la famille a essayé de faire comprendre au centre que seul un hébergement dans la maison de soins située dans la même ville où habitait le couple et à 5 minutes à pied de leur domicile pouvait entrer en ligne de compte et qu'une place dans cette maison de soins était disponible. Malgré l'intervention de la médiatrice, le centre n'a pas accepté de prendre en considération l'erreur évidente commise par le mari de la patiente respectivement la pression exercée sur ce dernier lors de la signature du contrat d'hébergement. Elle insista pour obtenir paiement du prix d'hébergement de presque un mois supplémentaire de préavis, alors que la patiente était déjà partie.

Renseignements erronés et paiement tardif dans un dossier relatif à une retraite

La médiatrice a été saisie par une dame qui a pris sa retraite en juillet 2014. Elle s'était renseignée bien à l'avance auprès de la CNAP afin que son dossier soit complet le moment venu et qu'elle puisse obtenir sa pension rapidement.

Elle affirme que la CNAP lui aurait dit qu'il n'y avait pas de problème et que son dossier était en ordre.

Son employeur l'a désaffiliée au 31 août 2014. La réclamante aurait demandé des nouvelles de son dossier à plusieurs reprises. Elle aurait été informée que tout était en ordre et qu'il ne fallait reprendre contact avec la CNAP que si elle n'avait pas encore sa pension en décembre. N'ayant toujours pas reçu de pension fin décembre, elle a contacté la CNAP début janvier 2015. À ce moment-là, son interlocuteur à la CNAP n'a trouvé aucune trace de son dossier. Quelques jours plus tard, elle a été informée que la fiche d'impôt manquait dans son dossier.

La réclamante a finalement reçu les arriérés fin janvier 2015, suite à l'intervention de la médiatrice. Une lettre concernant le détail du calcul et le montant de sa pension mensuelle ne lui est parvenue qu'environ deux semaines plus tard, là encore, à la demande de la médiatrice.

Il est regrettable que malgré toutes ses démarches préalables pour s'assurer que son dossier était complet et ses interventions répétées pour s'enquérir sur l'état de son dossier, la réclamante ait dû constater que son dossier était d'abord introuvable, puis incomplet.

Abrogation problématique de l'allocation d'éducation

La médiatrice apprécie la bonne collaboration avec la Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF). Les dossiers sont traités rapidement.

Les demandes en allocation d'éducation ont fait l'objet d'un grand nombre de réclamations surtout de la part de travailleurs frontaliers.

L'article 2, 9^o de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir - première partie (2015), a abrogé l'allocation d'éducation avec effet au 1^{er} juin 2015.

Aux termes de l'article 40 de la loi susvisée, les demandes d'octroi d'une allocation d'éducation doivent parvenir avant le 1^{er} juin 2015. Cette disposition est extrêmement stricte. En contrepartie, il incombe à l'administration d'assurer une information efficace et complète du public dans lequel il y a lieu de comprendre aussi les frontaliers travaillant en grand nombre au Luxembourg. Étant donné que cette information est difficile à mettre en œuvre de manière efficace, la date butoir inscrite à l'article 40 susvisé pose un grave problème au regard des principes de bonne administration.

Ladite disposition, qui désavantage les mères dont l'accouchement a eu lieu fin mai 2015, est d'ailleurs fortement contestable du point de vue du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination.

Ces mêmes dispositions ont donné lieu à une réclamation:

Le père d'un enfant déclare avoir remis les pièces relatives à la demande en obtention de l'allocation d'éducation en temps utile. Il ne s'est rendu compte que fin juin 2015 qu'il ne touchait aucune allocation et a introduit une nouvelle demande le 29 juin 2015 à laquelle la CNPF a refusé de donner suite pour raison de tardivité.

Il s'agit du 7^e enfant du couple et des allocations d'éducation avaient déjà été versées pour leurs autres enfants. La dernière allocation d'éducation pour leur 6^e enfant avait été versée en mai 2015 et les parents s'attendaient en juin 2015 au versement de l'allocation d'éducation pour leur 7^e enfant.

La médiatrice s'est renseignée auprès de la CNPF pour savoir si cette dernière faisait parvenir aux parents concernés un courrier les informant notamment que leur dossier relatif à l'allocation d'éducation est complet ce qui aurait permis aux parents d'être sûrs que leur dossier avait été reçu à temps. À l'heure actuelle, la CNPF n'informe pas systématiquement les parents concernés si leur dossier est arrivé ou complet, mais elle le fera certainement dès qu'elle disposera de l'application informatique nécessaire pour envoyer des accusés de réception. La médiatrice salue cette communication supplémentaire à l'attention des parents concernés.

Emploi

Les relations entre l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) sont bonnes et l'administration traite rapidement les dossiers lui soumis par la médiatrice.

Informations orales insuffisantes sur la prise en charge par le Fonds pour l'Emploi des frais de formation des demandeurs d'emploi

La prise en charge des frais de formation par le Fonds pour l'Emploi a fait l'objet de plusieurs réclamations.

Le règlement grand-ducal du 10 mai 2007 déterminant les conditions et modalités d'attribution d'une aide à la formation professionnelle prévoit une prise en charge intégrale de celle-ci, à condition qu'elle soit suivie sur décision du directeur de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). En revanche, dans le cas où le demandeur d'emploi prend l'initiative de suivre une formation professionnelle, l'article 4 du règlement susvisé prescrit qu'avant le début de la formation, le dossier de la formation doit



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook et Twitter





être transmis par l'ADEM au Ministre du Travail et de l'Emploi pour approbation.

Dans un cas, le réclamant s'est plaint de ne pas avoir obtenu le remboursement de ses frais de formation alors pourtant que l'agent de l'ADEM lui avait promis une prise en charge intégrale. Il s'est avéré que le dossier n'avait pas été transmis pour approbation au Ministre du Travail et de l'Emploi en raison du fait que la formation débutait trois jours après l'introduction de la demande du réclamant. Il n'aurait plus été possible à l'ADEM de transmettre le dossier en vue d'obtenir l'approbation ministérielle avant le début de la formation.

L'ADEM s'est défendue d'avoir commis une négligence dans ce dossier. La question se pose cependant de savoir si l'ADEM a correctement informé l'intéressé de la procédure à suivre pour obtenir un remboursement des frais de formation.

Dans un autre cas, un réclamant affirme que l'ADEM lui aurait confirmé une prise en charge intégrale des frais d'un cours de langue. Or, en vertu de l'article 7 du règlement grand-ducal du 10 mai 2007, le remboursement est plafonné au montant mensuel du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés à moins qu'il s'agisse d'une formation suivie sur décision du directeur de l'ADEM.

Le réclamant affirme qu'il n'aurait jamais suivi le cours de langue, s'il avait su que la plus grande partie des frais resterait à sa charge. Il incombe aux services de l'ADEM d'informer clairement les demandeurs d'emploi au sujet des modalités de prise en charge des frais de formation professionnelle. Afin d'éviter tout malentendu, il serait utile qu'avant le début de la formation, le demandeur d'emploi signe un document, précisant si la formation a été décidée par l'ADEM ou suivie sur l'initiative du demandeur d'emploi et renseignant sur les modalités de remboursement respectives.

Retrait des indemnités de chômage suite à un malentendu

C'est encore un problème de communication qui a été à l'origine d'une autre réclamation soumise à la médiatrice. Un demandeur d'emploi a téléphoné au «contact center» de l'ADEM pour demander à son placeur des informations sur le régime des séjours à l'étranger des chômeurs indemnisés. Le centre d'appels a pris contact avec le placeur de la réclamante qui a demandé au téléphoniste d'ordonner à la réclamante de se présenter incessamment auprès de lui le même jour avant la fermeture des bureaux. La réclamante a signalé qu'elle se trouvait au nord du pays et qu'elle ne pouvait pas se déplacer à Dudelange en si peu de temps. L'agent n'a rien voulu savoir et a maintenu l'ordre. Par la suite, l'ADEM Dudelange lui notifia une décision retirant l'indemnité de chômage pour 7 jours de calendrier au motif qu'elle ne se serait pas présentée au bureau de placement.

L'instruction du dossier a révélé que l'ADEM avait compris que la réclamante voulait partir en vacances à partir de lundi de la semaine suivante. Étant donné qu'une dispense est à signer auprès de l'ADEM avant le départ en vacances d'un bénéficiaire d'indemnités de chômage, son placeur a exigé d'elle de passer immédiatement à l'agence. Comme c'était un vendredi, elle aurait dû se présenter impérativement encore le même jour. Or, l'intéressée déclara ne pas avoir eu du tout l'intention de partir en vacances et qu'il s'agissait d'une simple demande d'information.

Si le placeur avait parlé directement avec la réclamante, le malentendu, ainsi que la décision de retrait auraient pu être évités.

Une communication directe insatisfaisante d'un agent de l'ADEM

Une personne a perdu son emploi pour la deuxième fois le 31 août 2015 après avoir travaillé huit mois auparavant. En raison de sa période de chômage indemnisé d'une durée de quatorze mois et demi à partir de novembre 2013, il a fallu déterminer la durée du nouveau droit aux indemnités de chômage. Le gestionnaire du dossier aurait indiqué oralement au réclamant qu'il n'aurait plus aucun droit à des indemnités de chômage, sans toutefois lui adresser une décision écrite. La médiatrice intervint auprès de la directrice de l'ADEM qui confirma qu'aucune décision n'avait été adressée au réclamant et qu'elle a donné instruction à l'agent en charge du dossier d'accorder des indemnités de chômage.

À l'origine de cette réclamation semble se trouver un manque de communication. L'agent de l'ADEM s'est exprimé négativement au sujet

des droits du réclamant à des indemnités de chômage sans avoir, semble-t-il, approfondi le dossier et indiqué au réclamant qu'une décision définitive resterait à prendre dont il devrait attendre la notification.

Les conséquences d'un renvoi sans formalités d'une occupation temporaire pour chômeurs indemnisés (OTI)

Un réclamant a bénéficié d'un traitement stationnaire de plusieurs mois à l'étranger en raison d'un problème psychosomatique. Par la suite, il a bénéficié d'indemnités de chômage et a été affecté à une tâche d'utilité publique auprès du Ministère des Affaires étrangères dans le cadre d'une occupation temporaire pour chômeurs indemnisés (OTI).

Durant une période de trois mois, le réclamant a dû prendre à sept reprises un congé de maladie d'un à trois jours et d'une durée totale de 15 jours. Tous les congés de maladie étaient justifiés par des certificats de maladie. En réponse à un courriel par lequel le réclamant a averti son employeur d'une nouvelle absence, son OTI fut résilié le même jour au moyen d'un e-mail, motif pris de ses multiples absences et du fait que dans son dernier message avertissant l'employeur de son absence, la raison n'en fut pas indiquée. Cette dernière absence a néanmoins été justifiée par un rendez-vous auprès d'un psychologue du Centre de santé mentale et au moyen d'un certificat de ce dernier.

Le ministère en question n'a pas donné au réclamant l'occasion de s'expliquer. Une meilleure communication de la part du ministère aurait permis d'éviter ce dysfonctionnement qui a mis le réclamant dans une situation précaire.

En se fondant sur le libellé du courriel résiliant l'OTI, l'ADEM lui a reproché une attitude négative au travail et lui a retiré les indemnités de chômage. La Commission spéciale de réexamen a confirmé cette décision bien qu'elle fût en possession de tous les certificats de maladie et du certificat du Centre de santé mentale.

Les congés de maladie de courte durée pris par le réclamant ne dénotaient aucune attitude négative au travail et ne justifiaient nullement ni le renvoi immédiat, ni le retrait des indemnités de chômage.

Explications incomplètes et perte de deux mois d'aide au réemploi

Deux mois avant la fin de son préavis, une réclamante trouve un nouvel emploi et veut compenser la perte de salaire avec une aide au réemploi.

Elle s'adresse à l'ADEM et reçoit la confirmation écrite qu'elle avait droit à l'aide dès le début de son nouveau travail.

Or, cette information n'est pas complète.

En effet compte tenu du plan social, l'ADEM considère que jusqu'à la fin de son préavis, la réclamante n'avait pas subi de perte de salaire et que par conséquent aucune aide au réemploi n'était due pour cette période.

Comme l'aide au réemploi constitue «une prise en charge par le biais de la mesure de l'aide au réemploi pendant la période de 48 mois commençant à courir à partir du reclassement» (Trib. Admin. 17 avril 2013), la réclamante a perdu deux mois de son aide au réemploi puisque le droit à l'aide au réemploi commence à courir dès le début du nouvel emploi bien que pendant les deux premiers mois aucune aide n'ait été versée.

Suite à l'intervention de la médiatrice qui a soulevé que l'administration n'avait pas informé correctement la réclamante, l'ADEM a promis de veiller à avertir préalablement les personnes des modalités d'attribution de l'aide au réemploi dans l'hypothèse d'un plan social.

Fonds national de solidarité

Communication imprécise des demandes de remboursement

Un réclamant touchant le revenu minimum garanti (RMG) est parti avec sa famille pendant une durée de 46 jours à l'étranger. Un certificat a été délivré au réclamant au guichet du Fonds national de solidarité (FNS) sur lequel figurait l'indication que le réclamant avait demandé l'autorisation de quitter temporairement son domicile légal pour la période de 46 jours. Le réclamant en déduisait que ce séjour n'avait aucune incidence sur l'attribution du RMG.

À son retour de ce séjour, le FNS a informé le réclamant qu'il allait procéder à un recalcul rétroactif de ses prestations en invoquant un certain nombre d'articles de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création du droit à un revenu minimum garanti et du règlement grand-ducal du 16 janvier 2001 fixant les modalités pratiques de cette loi.

Aucune justification exacte concernant le recalcul n'y figurait.

Par ailleurs, sur l'attestation établie par le FNS figurait aucun avertissement que le séjour à l'étranger est limité à une période définie.

Suite à l'intervention de la médiatrice sur le manque d'informations communiquées au réclamant, la Présidente du Fonds a confirmé que le motif précis du retrait temporaire de la prestation n'était pas indiqué. Elle estimait toutefois qu'en se référant au calcul annexé à la décision, on pouvait constater que la prestation n'était pas due pour un mois «du fait d'un non-accomplissement de la résidence».

La loi modifiée du 29 avril 1999 portant création du droit à un revenu minimum garanti prévoit notamment que le bénéficiaire doit résider effectivement sur le territoire du Grand-Duché et ne prévoit pas d'exception. Toujours est-il que le comité directeur du FNS a permis une dérogation à la condition de résidence effective «par analogie à la réglementation en faveur des personnes sous contrat de travail ordinaire», avec une période limitée de six semaines par an.

Si le FNS admet que sa décision aurait pu être plus précise, il considérait toutefois que le réclamant était suffisamment informé puisqu'il avait reçu une notice explicative sur la dérogation de la condition de résidence effective et qu'il avait été averti oralement qu'en cas de dépassement de la limite autorisée des 42 jours, il serait sanctionné par le retrait de la prestation.

Sans vouloir remettre en cause le principe d'une limitation d'un séjour à l'étranger, la médiatrice estime qu'il n'en reste pas moins que l'attestation de la demande d'autorisation de quitter le domicile et la justification de la demande de restitution doivent être plus explicites. Cette façon de procéder devrait conduire à une meilleure compréhension des décisions du FNS.

Fiscalité

L'étendue de l'obligation d'information du bureau d'imposition

En début de l'année 2011, un contribuable ayant vendu des terrains à construire a introduit une demande de transfert de la plus-value sur six appartements d'un immeuble résidentiel à huit appartements dont il était propriétaire.

Lors d'une entrevue ayant eu lieu en 2013, le préposé du bureau d'imposition lui indiqua les pièces à communiquer dans le cadre de cette demande. Au printemps 2015, lors d'une entrevue avec l'agent chargé du traitement de son dossier, celui-ci confirma disposer de toutes les pièces nécessaires.

Or, en juin 2015, le bureau d'imposition informa le réclamant, sans autres explications, que la condition de l'article 7, alinéa 1, point d) du règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 L.I.R. n'était pas remplie. Aux termes de cette disposition, la plus-value ne peut être transférée que sur des immeubles destinés exclusivement au logement locatif.

Le réclamant répondit par écrit expliquant en détail la situation selon laquelle 6 appartements de ladite résidence seraient destinés à la location tandis que 2 seraient occupés par lui et sa famille, tous les appartements ayant fait l'objet d'une désignation cadastrale au moyen d'un cadastre vertical.

Lors d'un appel téléphonique qui a eu lieu fin juin 2015, le préposé lui expliqua que le cadastre vertical de la résidence ne suffisait pas, mais qu'il fallait encore un acte notarié de base pour l'officialiser. En effet, selon l'article 3 de la loi du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété, la nouvelle désignation cadastrale doit être constatée par notaire dans un acte dont il assure l'enregistrement et la transcription. Comme le bulletin d'impôt était déjà établi à la date de cet entretien téléphonique, le bureau d'imposition refusa cependant d'accorder un délai pour l'établissement de cet acte notarié.

Le réclamant reprocha à l'administration de ne pas l'avoir informé en temps utile de la nécessité d'un acte notarié de base constatant la désignation cadastrale des appartements de l'immeuble.

Dans ce dossier se posait la question de l'étendue de l'obligation d'information incombant à l'Administration des Contributions directes.

Le bureau d'imposition s'est basé sur le dossier du service des évaluations immobilières qui qualifiait l'immeuble résidentiel dans son ensemble de maison de rapport. Le réclamant en avait connaissance par le bulletin de la valeur unitaire et de base d'assiette de l'impôt foncier du 1^{er} janvier 2015.

En tant que maison de rapport, l'immeuble était dès lors à considérer comme une seule unité économique au sens de la loi concernant l'évaluation des biens et valeurs (BewG). Vu

qu'une partie de l'immeuble était occupée personnellement par le contribuable, la condition que l'immeuble de remplacement doit être exclusivement destiné au logement locatif n'était pas remplie. Ce n'est qu'à partir de la publication de l'acte de base notarié susvisé que les différents appartements peuvent être qualifiés individuellement d'unités économiques.

Certes, le bureau d'imposition aurait pu fournir des explications plus claires au contribuable au lieu de se limiter à indiquer une référence à un article de loi. Il aurait dû aussi prendre position par rapport au courrier du contribuable. D'un autre côté, il faut convenir qu'il est difficile d'exiger du bureau d'imposition de donner aux contribuables des informations précises sur le régime de la publicité foncière qui est une matière de droit civil.

Lors d'une médiation en présence du directeur des contributions directes, du préposé du bureau d'imposition et de la médiatrice, les circonstances particulières du dossier ont été discutées et le réclamant est sorti apaisé de cette réunion.

Information efficace du public au sujet de la modification de la TVA logement

Il incombe à l'administration d'informer le public des dispositions légales et réglementaires. Il s'agit là de l'obligation d'information active de l'administration.

À partir du 1^{er} janvier 2015, les travaux de création de logements ne servant pas d'habitation principale dans le chef du propriétaire sont exclus du bénéfice du taux super-réduit de 3%. L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a pris soin que l'information relative à cette modification de la TVA logement touche le plus grand nombre de citoyens avant la mise en vigueur du nouveau texte.

Cette modification a été accompagnée de dispositions transitoires, selon lesquelles ces travaux resteront soumis au taux de 3% à condition qu'une demande d'autorisation soit introduite avant le 1^{er} janvier 2015 et que les travaux de création soient exécutés jusqu'au 31 décembre 2016. Ces dispositions transitoires ont été appliquées judicieusement par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

La médiatrice a été saisie par un réclamant qui a introduit avant le 1^{er} janvier 2015 une demande d'application directe du taux super-réduit de 3% pour des travaux de transformation d'une maison d'habitation en vue de l'aménagement de quatre logements.

Or, la société de construction, après avoir entamé les travaux, a été déclarée en faillite par un jugement du 8 mai 2015 de sorte que le réclamant a perdu l'acompte versé d'un montant de 20.000 euros.

Comme les travaux en question ont effectivement fait l'objet de demandes d'application directe du taux super-réduit de 3% avant le 1^{er} janvier 2015, la question se posait de savoir si le réclamant n'était pas en droit de continuer à bénéficier du taux super-réduit même si pour des raisons indépendantes de sa volonté, il a dû substituer une autre entreprise à celle qui s'est vu accorder initialement l'autorisation de facturer au taux super-réduit. La médiatrice a entrepris dans ce sens des démarches auprès du directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Compte tenu des spécificités du dossier, le directeur a accordé à titre tout à fait exceptionnel une suite favorable à cette demande.

Immigration

La médiatrice tient à remercier le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le Directeur de l'Immigration, ainsi que leurs collaborateurs pour une communication efficace. En effet, le Ministre en question répond habituellement dans un délai raisonnable à toutes les questions posées par la médiatrice. Les réponses sont en règle générale motivées et complètes.

Une communication efficace du Ministère de l'Immigration et de l'Asile

Tel était notamment le cas dans le dossier d'une dame qui avait saisi la médiatrice au cours du mois d'août 2015.

La médiatrice est intervenue auprès du Ministre, parce que l'avocate de la réclamante n'avait pas encore reçu de réponse à son courrier envoyé au début du mois de juin 2015, suivi d'un rappel en juillet 2015.

La réponse du Ministère a dépassé les attentes de la médiatrice, alors que ce dernier a pris l'initiative de lui expliquer en détail l'historique du dossier en question. Comme ce dossier et les premières demandes en matière d'immigration de la réclamante avaient été introduites plus de 15 ans auparavant, la médiatrice a apprécié le fait d'avoir une vue plus détaillée de ce dossier.



Le Ministre a également rendu la médiatrice attentive à un lien existant entre le dossier de cette dame et celui de son ex-mari, dont la médiatrice avait été saisie précédemment.

La prise de position détaillée du Ministre a permis à la médiatrice de connaître la partie du dossier que la réclamante ne lui avait pas communiquée. Ce résumé lui a également permis de conclure que la réclamation n'était pas fondée et que son intervention n'irait pas au-delà de la lenteur dans le traitement de la demande.

Reclamations ayant trait aux avis médicaux requis en matière d'immigration

Silence de l'administration relatif à un avis requis pour le renouvellement d'une autorisation de séjour

La médiatrice a été saisie d'un dossier par une ressortissante d'un pays tiers à qui la Direction de l'Immigration a accordé une autorisation de séjour de type vie privée.

La réclamante a été invitée à se soumettre à un test médical auprès de la Ligue médico-sociale, ce qu'elle a fait. Ce test a été continué au Service médical de l'Immigration (service repris par la suite par la Division de l'Inspection sanitaire), service auquel le certificat de contrôle médical des étrangers rempli par le médecin traitant a également été remis.

Il appartient ensuite au Service médical de l'Immigration d'informer la Direction de l'Immigration si les conditions médicales requises pour le séjour de la personne concernée sont remplies.

Au moment de la saisine de la médiatrice, soit environ cinq mois plus tard, la réclamante n'avait pas encore reçu de la part de la Division de l'Inspection sanitaire, l'avis pourtant nécessaire à la délivrance du titre de séjour.

Malgré plusieurs rappels par la mandataire du réclamant, la Division de l'Inspection sanitaire n'a pas répondu aux demandes d'information.

Il semble qu'une recherche parmi les dossiers en possession de la Division de l'Inspection sanitaire n'ait pas permis de retrouver la moindre trace du dossier, ni d'autres pièces ayant un rapport quelconque avec la réclamante.

La Ministre de la Santé en conclut que ses services n'étaient pas en possession des éléments nécessaires pour faire avancer le dossier en question.

La médiatrice a continué ces informations au mandataire et lui a suggéré de faire le nécessaire pour que ces documents soient retransmis audit service.

La médiatrice a tout de même informé la Ministre que différents courriers avaient été adressés à ses services et qu'il aurait fallu y répondre.

Finalement l'autorisation de séjour a été délivrée rapidement.

Croissance alarmante de réclamations ayant trait aux avis défavorables du médecin-délégué de la Division de l'Inspection sanitaire

Il est inquiétant de constater qu'à partir du premier trimestre de l'année 2015, la médiatrice a reçu un nombre croissant de réclamations similaires de la part de personnes qui contestent un refus d'octroi ou de renouvellement d'un sursis à l'éloignement ou bien un refus de l'octroi ou de renouvellement d'une autorisation de séjour pour raisons médicales fondés sur des avis défavorables du médecin-délégué de la Division de l'Inspection sanitaire.

Les décisions en matière de sursis à l'éloignement et d'autorisations de séjour pour raisons médicales sont prises par le Ministre de l'Immigration et de l'Asile sur avis motivé du médecin-délégué de la Division de l'Inspection sanitaire de la Direction de la Santé. Cet avis porte sur la nécessité d'une prise en charge médicale, les conséquences d'une exceptionnelle gravité et la possibilité de bénéficier d'un traitement approprié dans le pays vers lequel l'étranger est susceptible d'être éloigné.

Tous les réclamants ayant précédemment bénéficié d'une telle mesure, ont pu établir par des certificats médicaux que leur état de santé déficient persistait, voire même qu'il s'était aggravé depuis le dernier avis médical favorable établi par un médecin délégué. Souvent, les certificats médicaux provenaient des mêmes médecins et étaient identiques ou similaires à ceux fournis précédemment par les réclamants et ayant justifié un droit à des sursis à l'éloignement, voire à des autorisations de séjour pour raisons médicales.

La médiatrice ne comprenait pas pourquoi des personnes qui ont précédemment pu bénéficier d'une telle mesure en raison de leur état de santé déficient, sont maintenant renvoyées sur base du même dossier médical.

Ces revirements peuvent-ils s'expliquer par le fait que la Division de l'Inspection sanitaire de la Direction de la Santé a repris cette tâche initialement confiée au Service médical de l'Immigration?

La médiatrice pourrait admettre de telles décisions, si elles étaient dûment justifiées. Mais, en l'occurrence, des explications circonstanciées font malheureusement défaut dans les avis contestés, et ce même après demande expresse des intéressés ou de leurs mandataires.

L'intervention de la médiatrice auprès du Ministère de la Santé s'avère difficile, alors qu'elle a dû demander, à plusieurs reprises, l'accès aux informations requises pour pouvoir analyser le bien-fondé des réclamations en question.

La médiatrice constate qu'une grande partie des avis défavorables se réfèrent à des informations publiées dans la base de données MedCOI (Medical Country of Origin Information). Le fait que les administrés et leurs mandataires ne peuvent pas avoir accès à ces informations revient à priver les personnes de leur droit de défense.

La Direction de l'Immigration a signalé que le Tribunal administratif a dernièrement critiqué le fait que les résultats de recherche MedCOI ne soient pas systématiquement versés avec les avis du médecin délégué et partage cette critique.

Lorsque l'accès aux dossiers en question a été accordé à la médiatrice, elle a constaté avec étonnement que la base des données ne renseigne que sur la disponibilité et non pas sur l'accessibilité des traitements à la population, c'est-à-dire que la possibilité concrète d'y accéder n'est pas garantie. En refusant systématiquement l'accès au dossier, personne n'a pu faire valoir cet argument.

Comme l'analyse des dossiers médicaux a soulevé encore d'autres questions alarmantes, la médiatrice a réitéré sa demande d'une entrevue avec la Ministre de la Santé en janvier 2016, ce rendez-vous promis n'a pas encore été fixé mais, entre-temps, la médiatrice a eu l'occasion de rencontrer le nouveau Directeur de la Santé dans le cadre d'un dialogue constructif. Le Directeur a fait des propositions d'amélioration concrètes. Affaire à suivre.

Affaires communales

Dans certains cas, la communication avec les communes a été fructueuse. La médiatrice tient à remercier les communes en question et leurs collaborateurs.

Exemple de bonne communication avec la médiatrice au sujet d'une «taxe poubelle» unique par taille

La médiatrice a été saisie par un réclamant qui remettait en question le système de taxation de la gestion des déchets ménagers dans sa commune. Étant rarement présent dans sa maison et ne générant dès lors que très peu de déchets, le réclamant estimait ne pas avoir besoin d'un bac à ordures et ne pas devoir payer pour la mise à disposition de ce bac. Il était d'avis que le principe de pollueur-payeur n'était pas respecté dans la commune.

La loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets dispose dans son article 17 (3) relatif aux coûts que: «Les taxes communales relatives à la gestion des déchets doivent [...] tenir compte des quantités de déchets réellement produites. A ces fins, les taxes doivent comporter au moins une composante variable calculée en fonction du poids et/ou du volume des déchets ménagers [...]»

En l'espèce, seule une partie fixe est payable en fonction de la taille du bac demandé, sans que le volume des déchets effectivement produits ne soit pris en compte dans une partie variable.

La médiatrice accepte qu'une exemption totale de la taxe est impossible et ignore si en l'espèce, une réglementation comprenant les deux composantes visées par la loi serait plus favorable pour le réclamant. Elle a demandé à la commune sa prise de position relative à l'article 17 de la loi citée ci-avant.

Le bourgmestre a répondu en présentant succinctement le système de l'enlèvement des ordures dans sa commune, ainsi que les composantes constitutives des taxes et redevances relatives. Il indique que le paiement d'une taxe unique par taille de poubelles, à choisir par le citoyen fait bénéficier ce dernier d'une multitude de services d'enlèvement et de collecte des déchets.

Il explique que l'Administration de l'Environnement accepte les taxes calculées en fonction de la taille de la poubelle en attendant des précisions d'application des dispositions de l'article 17 point 3) de la loi précitée. Il indique que selon le Syvicol: «Le système basé sur des taxes forfaitaires calculées sur base de la taille de la poubelle, n'est en soi pas incompatible avec le principe du pollueur-payeur, puisqu'il oblige les ménages qui produisent beaucoup de déchets à opter pour une poubelle de taille plus grande.» Par

ailleurs, il souligne que le Gouvernement actuel adopte une position flexible dans ce domaine et continuera à tolérer la taxation en fonction du volume de la poubelle.

Compte tenu de ces points et en l'absence du règlement grand-ducal tendant à fixer les modalités d'application concrètes du principe du pollueur-payeur, l'administration communale était dès lors d'avis qu'elle était dans son droit.

La médiatrice a apprécié la réponse motivée de la commune.

Exigence bien motivée d'une domiciliation bancaire

Un réclamant s'est adressé à la médiatrice pour critiquer l'obligation faite aux parents d'enfants fréquentant un foyer scolaire de consentir à une domiciliation bancaire pour le paiement des frais de garde de leurs enfants.

La commune explique que le foyer scolaire est géré par un organisme indépendant et invite le réclamant à prendre contact avec ce dernier. Un responsable de la commune a cependant pris la peine d'expliquer au réclamant que l'organisme en charge de la garde d'enfants est confronté à de nombreux impayés et qu'il doit chaque mois adresser de nombreux rappels aux payeurs récalcitrants, ce qui entraîne une perte de temps pour des tâches administratives aux dépens des enfants.

Malgré l'insistance du réclamant, la médiatrice n'est pas intervenue dans ce dossier, d'une part, parce qu'elle n'est pas habilitée à intervenir auprès d'organismes de droit privé (même s'ils exécutent une mission de service public) et, d'autre part, parce qu'elle estime que l'explication donnée est raisonnable et compréhensible.

De façon générale, la médiatrice constate que certaines communes sont réticentes à la communication avec elle. Elle déduit cette conclusion du fait de délais de réponse longs, d'absence de réponses, voire d'absence de motivations que ce soit en fait ou en droit.

L'intervention de la médiatrice est dans l'intérêt d'une bonne administration et du maintien, voire d'une amélioration de leurs relations avec leurs habitants. Si les communes en étaient conscientes, la collaboration serait plus constructive.

Sommation de quitter les lieux sans fondement légal par une commune

Un citoyen s'est adressé à la médiatrice en mars 2015 pour lui faire part des difficultés avec sa commune.

Cette dernière estimait qu'au vu de la naissance d'un quatrième enfant, la famille ne saurait plus loger dans le même appartement alors que celui-ci, présentant une surface de 79 m², ne correspondrait pas aux prescriptions d'espace prévues par le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 (déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène pour les logements destinés à la location).

La famille a été sommée de trouver un autre logement dans les trois mois, à défaut de quoi, la commune saisirait le juge des tutelles en signalant que les enfants de la famille seraient logés dans des conditions inacceptables.

La médiatrice a demandé au bourgmestre de l'informer à quel article exact du règlement grand-ducal en question il se réfère, alors que la taille de l'appartement loué dépasse la taille exigée par les dispositions applicables.

Au lieu de répondre à cette question, le bourgmestre a jugé important de signaler: «Si le bourgmestre a le devoir de procéder à la déclaration de ses habitants, il ne peut être empêché par qui que ce soit de signaler au juge tout cas où des enfants vivent dans des conditions inacceptables, ceci après expiration du délai accordé à la famille de trouver un autre logement.»

La médiatrice a demandé à la commune de donner une explication en fait et en droit.

Le bourgmestre a répondu sans indiquer de base légale.

Confrontée à ce type de réactions de la part de certaines communes, la médiatrice ne peut pas instruire le dossier et remplir sa mission.

À la recherche d'un moyen pour améliorer cette communication, la médiatrice s'est adressée au Ministre de l'Intérieur, ainsi qu'au Président du Syvicol (le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises) pour leur signaler cette situation problématique.

Le Ministre de l'Intérieur s'est ensuite adressé au Président du Syvicol pour lui proposer d'organiser une conférence nationale au sujet des prescriptions d'espace prévues par le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location; ceci dans le but de remédier à des problèmes comme celui de l'espèce. Affaire à suivre.

Refus partiel d'une demande d'autorisation de construire basé sur des soupçons

La médiatrice a été saisie en mars 2015 par un citoyen en raison d'un refus partiel d'une autorisation de construire par la commune, alors que l'affaire était pendante au tribunal.

Il ressort du dossier que le refus partiel en question était basé sur le soupçon que le réclamant aurait prévu de ne pas respecter les conditions de l'autorisation demandée.

La médiatrice a prié le bourgmestre de prouver les motifs de son refus partiel.

À défaut de preuves, la médiatrice est d'avis que la commune ne devrait prendre en considération que la demande telle qu'elle lui a été soumise par le réclamant.

Au moment de l'intervention par la médiatrice, il restait cinq mois jusqu'à la date des plaidoiries. La médiatrice a prié le bourgmestre de revoir la décision litigieuse à la lumière de son analyse.

Dans sa réponse, le bourgmestre a remis en question le bien-fondé de l'intervention de la médiatrice et a également reproché au réclamant d'avoir saisi la médiatrice de ce dossier, alors que les plaidoiries étaient fixées. Elle affirmait que la décision contestée était basée sur des éléments de droit. Cette allégation n'était pas accompagnée d'explications convaincantes.

Estimant que le litige pourrait être lié à un problème de communication, la médiatrice a proposé une entrevue. Le bourgmestre n'a réservé aucune suite au deuxième courrier de la médiatrice.

La recherche d'une solution à l'amiable ayant échoué en raison du refus de la commune de participer à la médiation, le réclamant a dû poursuivre la voie contentieuse et il a obtenu gain de cause. L'intéressé ayant été obligé de se pourvoir en justice, la commune a été condamnée aux frais de justice, ainsi qu'à une indemnité de procédure.

Si la commune avait été plus ouverte à la communication avec la médiatrice, ces frais auraient éventuellement pu être évités.

La recherche d'une solution à l'amiable n'est donc pas seulement dans l'intérêt des administrés, mais aussi dans celui des administrations. Elle est avantageuse, c'est-à-dire gratuite et normalement plus rapide que la voie judiciaire. Elle permet surtout d'apaiser les relations, ce qui n'est pas le cas d'une décision judiciaire.

Tolérance de l'usage d'une surface d'habitation en tant que bureaux

En août 2015, la médiatrice a été saisie d'une réclamation par une dame concernant la décision de la commune de tolérer provisoirement les bureaux d'une société aménagés au troisième étage de l'immeuble qu'elle habite. La réclamante se sent dérangée par la présence des collaborateurs de la société qui se traduit par un va-et-vient permanent et l'impossibilité pour elle de garer sa voiture.

Il ressort du dossier que la réclamante a rendu le Service de l'Urbanisme attentif au fait que les bureaux de cette société se trouvent au troisième étage de l'immeuble, et ce malgré sa situation en zone d'habitation où l'installation de bureaux n'est pas admise. En décembre 2014, la commune a sommé la société en question de réaffecter les lieux en surface d'habitation, conformément à l'autorisation de bâtir en-dehors les trois mois.

En juin 2015, la réclamante a averti la commune que la société a toujours ses bureaux au troisième étage de la résidence et que celle-ci a prévu d'ouvrir son troisième bureau au deuxième étage en octobre ou novembre 2015. Elle a également exprimé son incompréhension face au refus de principe de sa propre demande informelle de changement d'affectation de son appartement au deuxième étage en bureau en août 2014.

En juillet 2015, la commune a informé la dame qu'elle a décidé de tolérer provisoirement les bureaux de la société aménagés au troisième étage et que la société a été avisée qu'en cas de cessation d'activité ou dans le cadre d'une transformation de ces appartements, les bureaux devront être restitués à leur fonction initiale.

La médiatrice a prié la commune de l'informer pourquoi elle a décidé de ne pas veiller au respect de son plan d'aménagement général dans ce cas précis et de réexaminer le dossier.

La réponse de la commune, par laquelle le bourgmestre s'est contentée de rappeler sa dé-



cision initiale sans la motiver, s'est fait attendre pendant quatre mois. Elle a également informé la médiatrice que la société aurait récemment déménagé.

En évitant de répondre vraiment à la question posée, la commune a empêché un traitement efficace d'une réclamation dans un délai raisonnable.

La réclamante se sent traitée comme une citoyenne de deuxième classe, ce qui signifie aussi une perte de crédibilité de l'administration.

Il s'est avéré plus tard, lors d'une entrevue entre la bourgmestre et la médiatrice, que cette impression de la réclamante d'avoir subi une inégalité de traitement aurait éventuellement pu être évitée par une meilleure communication. La médiatrice attend actuellement la confirmation écrite des explications reçues lors de cette entrevue. Affaire à suivre.

Silence pendant sept ans avant l'invocation injustifiée d'un délai de prescription pour refuser un remboursement

En 2009, une dame a saisi le prédécesseur de la médiatrice au sujet d'une erreur de facturation liée à un problème de compteurs dans l'immeuble de sa tante décédée en 2008.

En 2008, la réclamante a demandé un complément d'information au sujet dudit problème après avoir reçu une prise de position. Elle a reçu un accusé de réception en juillet 2008, d'après lequel la demande aurait été transmise pour examen et avis aux services compétents. L'intéressée a envoyé des rappels en octobre 2008, ainsi qu'en avril et octobre 2009. La commune a accusé réception de ces rappels, indiquant à chaque reprise que le dossier était en cours de traitement auprès des services compétents.

Le médiateur est d'abord intervenu en janvier 2010 pour qu'une réponse soit réservée aux courriers de la réclamante. La commune a accusé réception de ce courrier une semaine plus tard. Le médiateur a, sans succès, envoyé des rappels en mars et en juin 2010.

L'administrée a réactivé son dossier en septembre 2014.

La médiatrice est de nouveau intervenue à partir de décembre 2014 et a envoyé des rappels en janvier, février, mars et avril 2015 avant de recevoir une réponse le 22 juin 2015 à des questions posées depuis sept ans par la réclamante.

Non seulement, un tel délai de réponse est inacceptable, mais la réponse en soi l'était aussi.

En effet, la bourgmestre a affirmé qu'un remboursement des sommes indûment facturées à la tante de la réclamante pour la période de 1993 à 2003 ne serait plus possible compte tenu du délai de prescription.

La médiatrice est de nouveau intervenue, alors qu'en matière de répétition de l'indu, (tel qu'en l'espèce) le délai de prescription est de 30 ans. Elle a demandé à la bourgmestre de prendre en considération le remboursement des sommes indûment perçues entre 1993 et 2003.

La médiatrice a rencontré la bourgmestre qui lui a fait part de son accord d'estimer le montant à rembourser sur base d'un montant forfaitaire.

Carte d'identité déchirée par un agent communal devant une jeune fille consternée

La médiatrice a été saisie par une jeune fille de 16 ans qui s'est présentée en compagnie de sa grand-mère au guichet unique d'une administration communale afin de renouveler sa carte d'identité établie en 2010.

Après avoir consulté son ordinateur, l'agent communal aurait promptement fait savoir à la jeune fille, qui porte un nom à consonance portugaise, qu'elle n'a pas la nationalité luxembourgeoise et découpa en une douzaine de morceaux la carte d'identité. L'agent aurait aussi refusé de lui remettre les morceaux de la carte d'identité.

La jeune fille détenait depuis très longtemps une carte d'identité luxembourgeoise et sa nationalité figurait sur d'autres documents établis par l'administration communale. Elle a toujours pensé être luxembourgeoise et n'a jamais été inscrite auprès du Consulat général du Portugal au Luxembourg. Profondément perturbée par le comportement brutal de l'agent, elle se mit tout de suite à pleurer.

Il est évident que l'agent communal aurait dû faire preuve de plus de tact. On ne pouvait pas reprocher à la jeune fille d'avoir induit en er-

reur l'administration communale qui doit assumer sa responsabilité en matière d'émission de cartes d'identité.

Dans sa prise de position, l'administration communale a cependant expliqué que l'agent communal avait détruit la carte d'identité pour la seule raison qu'elle était périmée.

Suite à la demande de la médiatrice, l'administration communale s'est excusée du comportement de l'agent communal, tout en exigeant cependant un certificat de nationalité avant d'émettre une nouvelle carte d'identité luxembourgeoise.

L'administration communale a compris la situation et s'est excusée. La médiatrice a apprécié cette attitude.

Importance de l'attribution d'une attestation d'enregistrement au citoyen de l'Union au chômage à la recherche d'un emploi au Luxembourg

Une ressortissante de l'Union européenne au chômage arrivée au Grand-Duché pour chercher du travail s'est présentée à la commune pour accomplir les démarches nécessaires à son inscription au registre de la population et à sa déclaration d'enregistrement. Elle a expliqué son cas et a, entre autres, présenté un document intitulé «*retention of unemployment benefit entitlement*» qui indiquait qu'elle avait droit à des indemnités de chômage de son pays d'origine.

La commune lui a délivré un certificat de résidence, mais sans attestation d'enregistrement alors qu'elle avait signé une déclaration d'enregistrement d'un citoyen de l'Union. La personne qui dispose du document U2 doit se faire délivrer une attestation d'enregistrement en qualité de travailleur salarié, alors qu'en tant que ressortissant d'un État membre elle doit en disposer pour pouvoir se maintenir sur le territoire au-delà de trois mois.

Étant donné que cette attestation d'enregistrement ne lui avait pas été délivrée, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) a rayé la réclamante de ses listes au bout de trois mois au motif qu'elle n'était pas autorisée à séjourner au Grand-Duché.

Du fait de cette radiation, la réclamante n'a plus bénéficié des services de l'ADEM. Or, selon la réclamante, l'ADEM aurait dû attester de ses démarches de recherches d'emplois aux autorités de son pays de provenance qui auraient pu, selon le cas, décider de poursuivre le paiement des indemnités de chômage au-delà de la période fixée initialement.

La commune a finalement voulu délivrer l'attestation d'enregistrement. Cependant, la réclamante, à qui on avait reproché de se maintenir illégalement sur le territoire, était entre-temps retournée dans son pays. Elle ne pouvait pas prouver sa recherche d'emploi pendant un certain temps et n'a, de ce fait, pas pu toucher une partie des indemnités de chômage.

À la demande de la réclamante, la médiatrice a fait part des problèmes rencontrés pour servir d'exemple pour la commune concernée.

La médiatrice entend continuer l'information au Syvicol dans le but d'informer les communes de ce cas de figure qui pourrait se présenter à nouveau à l'avenir.

Éducation nationale, Enseignement supérieur et Université du Luxembourg

Communication incomplète sur les conditions d'homologation ou de reconnaissance de diplômes étrangers

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Ministère de l'Éducation nationale

La médiatrice a été saisie par une réclamante qui éprouvait des problèmes pour la reconnaissance de ses diplômes d'orthophoniste serbes. Elle a reçu des informations incomplètes et la communication avec les ministères impliqués s'est avérée confuse et lente.

La réclamante s'était adressée au Ministère de l'Éducation nationale (MEN) en avril 2013 pour demander l'inscription au registre des titres et la reconnaissance de ses diplômes serbes. En vertu de l'article 2 (1) (a) de la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, la demande était en effet à adresser au MEN dont la compétence lui avait été confirmée par un fonctionnaire dudit ministère.

En septembre 2013, la réclamante a été informée par écrit qu'elle devait fournir des documents supplémentaires certifiant qu'elle possède un niveau B2 dans l'expression orale et écrite pour la langue française ou allemande, ainsi qu'un niveau B2 dans l'expression orale pour la langue luxembourgeoise.

Déduisant de ce courrier que seules les connaissances de langues faisaient obstacle à la reconnaissance de ses diplômes, elle s'est appliquée à l'apprentissage des connaissances linguistiques demandées et a obtenu le certificat B2 en allemand en mars 2014.

En même temps, la réclamante a appris qu'au cours de l'automne 2013 le MEN devait transférer son dossier au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) pour compétence. Suite à l'obtention de son certificat B2 en allemand, elle a donc contacté le MESR qui lui a alors demandé de réintroduire son dossier une nouvelle fois auprès du MESR pour accélérer le processus.

Ainsi, non seulement il n'était pas clair quel ministère était compétent, mais il semble également que la transmission du dossier d'un ministère à l'autre n'ait pas fonctionné correctement.

En juin 2014, soit 14 mois après l'introduction de la demande, la reconnaissance d'équivalence d'un des diplômes au diplôme d'État luxembourgeois d'orthophoniste et l'inscription au registre des titres a été refusée aux motifs que (i) les études de la requérante ne donneraient pas accès dans l'État de formation à l'autorisation d'exercer la profession de santé d'orthophoniste et que (ii) les matières des études mentionnées ne correspondraient pas à celles prévues par la réglementation luxembourgeoise en ce qui concerne la profession d'orthophoniste, ni quant au programme théorique et pratique, ni quant à la spécificité. Il n'a pas été précisé en quoi le diplôme ne correspond pas au diplôme luxembourgeois et le premier motif de refus était faux, parce que la dame a travaillé dans son État d'origine pendant 14 ans dans sa profession et disposait du diplôme d'État.

Outre le problème de compétence des ministères, la réclamante s'est sentie trompée alors que l'un des motifs de refus invoqués était faux et les autres incompréhensibles. La lettre du MEN de septembre 2013 avait fait croire à la dame que seules les connaissances linguistiques pourraient faire obstacle à la reconnaissance de ses diplômes. Une demande d'entrevue avec le MESR est restée sans réponse.

Après plusieurs démarches (recours par l'intermédiaire d'un avocat et intervention de la médiatrice), la réclamante a obtenu la reconnaissance de ses diplômes serbes et l'inscription au registre des titres.

Il est regrettable que les informations communiquées par les ministères impliqués n'aient pas été plus claires et précises dès le départ. La procédure aurait été moins longue et des frustrations et incompréhensions auraient pu être évitées sans parler du manque à gagner pendant la durée de traitement du dossier.

Ministère de l'Éducation nationale

La médiatrice se félicite de la bonne collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale dont les prises de positions lui sont transmises dans les délais impartis.

Une réclamante, titulaire d'un diplôme hongrois d'éducateur, a demandé la reconnaissance de ce diplôme ainsi que la reconnaissance de son diplôme de fin d'études secondaires. Elle avait travaillé en tant que puéricultrice en Hongrie pendant un an. Ensuite elle a travaillé au Luxembourg en tant qu'assistante parentale pour garder des enfants de nationalité hongroise.

Suite à sa demande de reconnaissance de ses diplômes en 2010, le MEN lui a transmis une décision selon laquelle son diplôme hongrois d'éducateur serait reconnu équivalent au diplôme luxembourgeois d'auxiliaire de vie à condition qu'elle accomplisse un stage d'adaptation de six mois dans le domaine de la prise en charge de personnes âgées et un stage d'adaptation de six mois dans le domaine de la prise en charge de personnes à besoins spécifiques ou qu'elle se soumette avec succès à une épreuve d'aptitude portant sur les connaissances professionnelles de l'auxiliaire de vie.

Or, la dame ne comprenait pas cette réponse dans la mesure où elle n'avait pas demandé la reconnaissance d'équivalence de son diplôme au diplôme luxembourgeois d'auxiliaire de vie et elle n'avait pas l'intention de travailler en tant qu'auxiliaire de vie. Elle souhaitait une reconnaissance de son diplôme d'éducateur pour pouvoir travailler dans une crèche accueillant des enfants hongrois. La réponse du MEN ne précisait pas pourquoi le diplôme d'éducateur ne pouvait être reconnu et n'indiquait aucune possibilité pour pouvoir travailler en tant qu'éducatrice.

Lors d'une nouvelle demande en 2014, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a informé la réclamante que la réponse de 2010 reste valable et l'invite à faire

parvenir au MEN le choix de la mesure compensatoire.

La médiatrice a demandé au MEN d'expliquer si une reconnaissance d'équivalence du diplôme hongrois au diplôme d'éducateur diplômé était possible et, le cas échéant, sous quelles conditions. Si une telle reconnaissance n'était pas possible, la médiatrice priait le MEN d'indiquer les raisons précises d'une telle impossibilité.

Suite à cette demande, le MEN a expliqué à la réclamante que son diplôme ne correspondait pas au diplôme luxembourgeois, d'une part, en raison de la durée et du niveau des études et, d'autre part, en raison des matières enseignées. L'éducateur au Grand-Duché du Luxembourg est formé pour s'occuper des petits enfants, des adolescents, des jeunes gens avec problèmes sociaux, des personnes à besoins spécifiques et des personnes âgées ou dépendantes, tandis que le diplôme de la réclamante est orienté uniquement vers les enfants.

Dans le cas de ce dossier, une explication plus détaillée lors du refus de reconnaissance du diplôme aurait pu éviter l'incompréhension de la décision et le sentiment d'avoir été traitée injustement.

Une réclamante a introduit une demande d'homologation de son diplôme d'aide familiale obtenu en Belgique.

Le Ministère de l'Éducation a alors exigé en vue de cette homologation soit un stage d'adaptation de 12 mois, soit une épreuve d'aptitude.

La réclamante a accompli de sa propre initiative un stage d'une durée d'un an. Lorsqu'elle s'est alors adressée au Ministère pour finaliser la demande d'homologation de son diplôme, elle a été informée que le stage pour être valable, aurait dû être approuvé au préalable par le Ministère. En effet, le stage doit également être supervisé par un patron de stage. Or cette indication concernant les modalités pratiques du stage ne figurait pas dans le courrier adressé à la réclamante.

Suite à une entrevue lors de laquelle la médiatrice a fait valoir que la réclamante s'est tenue aux informations lui communiquées par le Ministère, le Ministère s'est déclaré d'accord pour recueillir tous les renseignements pratiques dudit stage en vue d'une approbation du stage ex post.

Critères de sélection non transparents pour l'inscription des étudiants en médecine à l'Université du Luxembourg

En raison de ses résultats trop faibles à l'examen de fin d'études secondaires, une étudiante s'est vu refuser par l'Université du Luxembourg sa demande d'inscription pour des études de médecine. Étant donné que la réclamante avait obtenu une moyenne générale très élevée de 85,31 sur 100, la médiatrice est intervenue auprès des autorités de l'Université. Celles-ci ont fait valoir que le refus était réellement motivé par une interruption d'études trop longue après la fin de ses études secondaires - la réclamante ayant pris une année sabbatique - et par les défauts de son exposé dactylographié dans lequel tout candidat devait présenter le cheminement l'ayant conduit à se décider pour des études de médecine et son idée d'un bon médecin au 21^e siècle. Il lui a été reproché de ne pas avoir insisté dans son exposé sur l'évolution des techniques médicales et d'avoir omis de s'étendre sur le travail de recherche médicale, deux points que l'université a considérés comme importants.

Les critères d'admission publiés par l'Université du Luxembourg avaient uniquement trait au bilinguisme, à la note moyenne et aux notes dans les matières scientifiques des trois dernières années du secondaire.

La question s'est posée de savoir si l'Université peut faire application de critères non publiés et non mentionnés dans la motivation de la décision de refus initiale. La réclamante aurait poursuivi ses études sans interruption, si elle avait su qu'il s'agissait là d'un critère déterminant, ce qui aurait amélioré ses chances d'admission.

Il est donc important que l'intégralité des critères d'admission soit publiée. Si les candidats n'en ont pas connaissance, les principes d'égalité et de transparence ne sont que de vains mots.

Administration judiciaire

Une double déficience de communication

En janvier 2015, la médiatrice a été saisie d'une réclamation introduite par une personne placée sous tutelle qui n'a pas reçu de réponse à son courrier envoyé en mars 2014 au juge des tutelles.

Le réclamant et son assistante sociale ont envoyé ce même courrier à trois reprises et auraient également essayé sans succès de recevoir des informations y relatives par téléphone.



Suite à l'intervention de la médiatrice, le juge des tutelles a signalé que l'intéressé aurait appelé la greffière du juge peu après l'envoi de son premier courrier. Celle-ci lui aurait fourni les explications demandées par téléphone.

Au lieu de suivre les démarches précisées par la greffière, le réclamant aurait renvoyé ce courrier à deux reprises.

Le juge des tutelles, dans sa réponse à la médiatrice, a signalé: «Il va sans dire que je ne compte pas y donner suite, comme il a reçu des instructions par téléphone et qu'à ce jour j'attends toujours le certificat en question.»

Une communication déficiente semble être à l'origine de la réclamation. La réponse fournie à la médiatrice revient elle aussi à un refus de collaboration.

La médiatrice est d'avis que chaque administré a droit à une réponse écrite à ses courriers. Une personne placée sous tutelle peut avoir besoin d'une information écrite pour en discuter avec son assistant social et/ou son tuteur.

Si le réclamant avait été informé par écrit que le juge des tutelles attend toujours un document de sa part, la réclamation aurait probablement pu être évitée.

Partie 3

Suggestions d'ordre pratique aux administrations

1. Formation au langage clair et aux bonnes pratiques administratives

Les usagers ont un droit à l'information. C'est l'utilisation du langage clair qui rend l'information accessible aux usagers. A cet effet, l'administration doit se mettre à la place de l'utilisateur et adapter sa façon de s'exprimer à ce dernier.

Il ne suffit pas de sensibiliser l'administration à utiliser un langage clair. L'utilisation du langage clair dans la communication exige un véritable

apprentissage qui débute par des cours de formation et qui se poursuit par une pratique assidue.

Le langage clair fait partie des bonnes pratiques administratives.

Le guide des bonnes pratiques administratives, qui a fait l'objet de la Recommandation n°49 de la médiatrice, a suscité des réticences de la part des autorités publiques qui estiment qu'il impose trop de contraintes à l'administration. Or ces principes ne s'appliquent pas de manière rigide et automatique. Ils supposent toujours une appréciation au cas par cas des différentes situations concrètes. L'application du guide aura pour effet d'éviter des malentendus avec les usagers et de réduire le temps passé à régler des problèmes. Étant donné qu'il s'agit surtout d'une pratique, il est indispensable que les agents publics puissent bénéficier d'une formation sur ce sujet qui pourra aussi être offerte par l'INAP.

2. Délais de forclusion et simplification administrative

Aux termes de l'article 40 de la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir, les demandes d'octroi d'une allocation d'éducation doivent parvenir à la Caisse nationale des Prestations familiales avant le 1^{er} juin 2015. Cette date butoir désavantage les mères qui ont accouché peu de jours de cette date. Il s'agit en fait d'une entorse au principe d'égalité des droits, car le délai pour introduire la demande varie en fonction de la date de l'accouchement et tend vers zéro à l'approche de la date limite.

La législation luxembourgeoise prévoit parfois des délais de forclusion très courts qui ont été fixés dans le but de faciliter le travail de l'administration ce procédé se fait aux dépens des administrés. Il s'agit d'une forme d'inégalité des droits au détriment des personnes défavorisées et mal informées. Or, le but des prestations sociales est d'aider prioritairement cette partie de la population. La simplification administrative doit être entreprise dans l'intérêt des usagers et non de l'administration.

3. Dangers des nouvelles technologies de l'information

L'informatisation facilite le travail de l'administration et a amélioré l'accès des usagers à l'information. Mais elle est à double tranchant: l'automatisation des processus administratifs se fait aux dépens de la communication personnelle et directe entre les agents publics et les usagers.

La relation personnelle doit être sauvegardée. À cet effet, il incombe aux administrations de garder à l'esprit qu'elles doivent rester accessibles aux usagers sous peine d'enfreindre les principes du service public.

4. Amélioration des informations sur la prise en charge par le Fonds pour l'Emploi des frais de formation des demandeurs d'emploi

Il incombe aux services de l'ADEM d'informer clairement les demandeurs d'emploi au sujet de la procédure et des modalités de prise en charge des frais de formation professionnelle. Plusieurs réclamations ont porté sur une information inadéquate à ce sujet. Afin d'éviter tout malentendu, il serait utile qu'avant le début de la formation, le demandeur d'emploi reçoive un document qui précise clairement les modalités de prise en charge des frais de formation suivie et la procédure applicable.

La procédure prévue par le règlement grand-ducal du 10 mai 2007 déterminant les conditions et modalités d'attribution d'une aide à la formation professionnelle pourra être simplifiée. La transmission des dossiers au Ministère du Travail et de l'Emploi en vue de l'approbation ministérielle est une lourdeur réglementaire excessive dont l'utilité est réduite et qu'il y a lieu d'éliminer.

5. Communication entre les administrations

Quelques réclamations ont révélé des dysfonctionnements au niveau de la communication entre les administrations.

Ainsi dans un dossier, le Fonds national de solidarité opère un retrait de prestations sociales

contrairement à la position du centre social intercommunal compétent. Le Fonds national de solidarité refuse un certificat de revenu émis par l'Administration des Contributions directes et met en compte un revenu 3,5 fois supérieur. La CNAP affirme avoir procédé à l'affiliation d'un pensionné alors que la CNS affirme le contraire.

Il faut sensibiliser les différentes administrations à mieux collaborer et à s'efforcer de résoudre entre elles des problèmes au lieu de se cantonner dans une logique d'autarcie au détriment des usagers.

6. Formalités minimales à prévoir pour le renvoi d'un OTI

La loi ne prévoit actuellement aucune formalité concernant la résiliation d'une occupation temporaire pour chômeurs indemnisés (OTI).

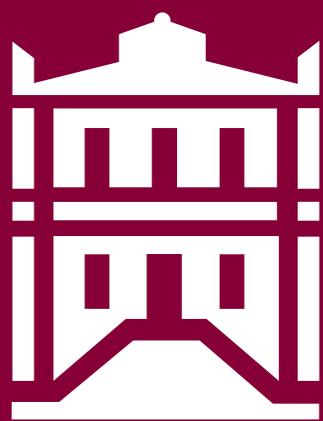
Cette lacune de la loi préjudiciable aux OTI devrait être comblée par un texte prévoyant au moins un entretien préalable au licenciement.

7. Importance de l'attribution d'une attestation d'enregistrement au citoyen de l'Union au chômage à la recherche d'un emploi au Luxembourg

Un ressortissant de l'Union qui bénéficie d'indemnités de chômage dans son pays de provenance et qui s'installe temporairement au Grand-Duché pour rechercher un emploi, doit obtenir de la commune de résidence, une attestation d'enregistrement en qualité de travailleur salarié sur présentation d'un document (U2) certifiant son droit aux indemnités de chômage dans son pays de provenance.

Le fait pour une commune de ne pas délivrer cette attestation d'enregistrement peut engendrer d'importants ennuis pour le citoyen de l'Union qui se retrouve, au-delà de trois mois, sans preuve de sa présence légale sur le territoire.

La médiatrice entend continuer l'information au Syvicol dans le but d'informer les communes de ce cas de figure qui pourrait se présenter à nouveau.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

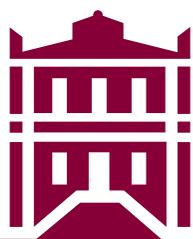
och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 8 • SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
1695	Fernand Kartheiser	Aide au développement	1779	Diane Adehm, Gilles Roth	Radars fixes
1720	Claude Adam	Tests de dépistage des troubles cognitifs et d'apprentissage	1781	Joëlle Elvinger, Max Hahn	«First Responders»
1728	Franz Fayot	Anciennes installations d'appoint du Laboratoire national de santé situées à Luxembourg-Verlorenkost	1782	Claude Lamberty	Gaspillage alimentaire
1730	Fernand Kartheiser	Déclaration d'impôts	1783	Marc Spautz	Éventuelle violation de la loi sur la protection de la vie privée
1731	Fernand Kartheiser	Enquête américaine sur des partis politiques européens	1784	Claude Adam	Formations à l'IFEN
1732	Yves Cruchten	Garantie de l'État	1785	Jean-Marie Halsdorf	Reconversion des friches industrielles au Luxembourg
1733	André Bauler	Projet de recherche sur la migration	1786	Marc Spautz	Commission des pensions
1734	Lex Delles, Gusty Graas	Mesures compensatoires pour la construction de l'autoroute A13	1789	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert	Trafic d'armes au Grand-Duché de Luxembourg
1736	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Communication de la Police grand-ducale	1790	Max Hahn	Gestion du personnel absent au sein de la Police grand-ducale
1737	David Wagner	Informations sur des sociétés transfrontalières	1791	André Bauler, Claude Lamberty	Politique d'achat de Restopolis en ce qui concerne les produits du terroir issus de l'agriculture domestique et en particulier de l'agriculture biologique
1738	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch	Art-thérapie	1792	Jean-Marie Halsdorf, Marc Spautz	Prime de risque octroyée par l'État
1739	Marc Angel	Accès à tous les documents concernant TTIP	1793	Max Hahn, Joëlle Elvinger	Retrait de la circulation des pièces de 1 et 2 euro centimes
1740	Emile Eicher, Marco Schank	Certificat de résidence des personnes ayant acquis le statut de réfugié	1794	Gusty Graas	Renforcement de la présence d'agents de l'Administration des Douanes et Accises sur des lieux publics
1741	Roger Negri	Connexion ferroviaire entre Luxembourg et Strasbourg	1795	Franz Fayot	Billets de banque de 500 euros
1742	André Bauler, Edy Mertens	Nouveau giratoire à Marnach	1796	David Wagner	Chargés d'éducation et/ou d'enseignement - avenants antidatés
1743	Marc Spautz	Équivalences	1797	Fernand Kartheiser	Aide au développement dans les régions palestiniennes
1744	Cécile Hemmen	Protection des mineurs	1798	Fernand Kartheiser	Migrants n'introduisant pas de demande d'asile
1746	Franz Fayot	Travail de mémoire de la Shoah	1799	Laurent Mosar	Application de la TVA sur les indemnités des administrateurs indépendants
1747	Claude Wiseler, Marc Spautz, Laurent Mosar	Stratégie migratoire du Gouvernement	1800	Claude Adam	Accès aux écoles privées pour les enfants à besoins éducatifs spécifiques
1751	Fernand Kartheiser	Classes d'accueil	1801	André Bauler	Élargissement de la B7
1752	Fernand Kartheiser	Interventions à l'école de personnalités du monde politique	1802	Léon Gloden, Laurent Mosar	Recrudescence des cambriolages
1755	Fernand Kartheiser	Instruction religieuse et morale	1803	Max Hahn	Réseau national intégré de radiocommunication
1756	Martine Mergen	Vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg	1804	Nancy Arendt	Problèmes de sécurité rencontrés par les utilisateurs d'Internet
1757	Laurent Mosar	Lacunes de la réglementation dans le domaine de l'armement	1805	Claude Adam, Josée Lorsché	Publication de certaines annonces privées ou publicitaires dans des journaux d'annonces luxembourgeois
1759	Alexander Krieps, Edy Mertens	Service d'aide médicale urgente (SAMU)	1806	Alexander Krieps, Edy Mertens	Programme d'aide au sevrage tabagique
1760	Fernand Kartheiser	Envoi d'avions AWACS pour des opérations contre l'État islamique	1807	Josée Lorsché	Projet d'extension de la gare de Luxembourg
1761	Fernand Kartheiser	Instructions dans le cas d'actes criminels commis par des réfugiés	1808	Nancy Arendt	Agents de police
1762	Gast Gibéryen	Paiement des factures RGTR par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures	1809	Octavie Modert, Claude Wiseler	Financement d'associations culturelles
1763	Gast Gibéryen	Incinération de déchets de verdure	1812	Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen, Sylvie Andrich-Duval	Cours «Vie et Société»
1764	Claudia Dall'Agnol	Service de Recherche et d'Enquête Criminelle (SREC)	1813	Roy Reding	Banque et Caisse d'Épargne de l'État
1765	Cécile Hemmen	Semaine européenne du sport	1814	Laurent Mosar	Loi de financement de la sécurité sociale française
1766	Max Hahn	Radars fixes	1815	Franz Fayot	Collaboration entre les communes et la Police grand-ducale
1767	Alexander Krieps, Edy Mertens	Délai d'attente pour un rendez-vous chez un médecin spécialiste	1816	Gast Gibéryen	Service «Western Union»
1768	Alexander Krieps	Formations proposées par l'ADEM	1817	Franz Fayot	Fort Olisy
1769	Laurent Mosar, Gilles Roth	Changements de la législation fiscale belge	1818	Josée Lorsché	Pistes cyclables
1770	Franz Fayot	Fiscalité des entreprises	1819	Diane Adehm, Gilles Roth	Personnel auxiliaire dans le cadre de la Présidence du Conseil de l'Union européenne
1772	Nancy Arendt	Virus Zika	1820	Josée Lorsché	«Carsharing»
1774	Claude Lamberty	Contournement de Alzingen et Hesperange	1821	Diane Adehm, Gilles Roth	Accises prélevées sur les produits pétroliers
1775	Jean-Marie Halsdorf	Rapport sur le cancer	1981	Fernand Kartheiser	Découverte des fondations de la chapelle du Glacis
1777	Marc Spautz	Fermeture définitive du site d'ArcelorMittal à Schifflange			
1778	Claudia Dall'Agnol	Trouble d'apprentissage «dys»			

Question 1695 (14.01.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'aide au développement:

An der parlamentarescher Fro Nummer 1577 vum 18. November 2015 (cf. *compte rendu n°4/session ordinaire 2015-2016*) wollt ech gewuer ginn, wéi vill Sue Lëtzebuerg tatsächlech kéint a sengem Budget fir Entwécklungshëllef no den „Directives convergées pour l'établissement des rapports statistiques du système de notification des pays créanciers et du questionnaire annuel du CAD“ geltend maachen. Meng Fro war net op de politesche Wëlle vun der Regierung geméint, fir esou vill Geld wéi méiglech an d'Entwécklungslänner ze ginn an d'weinst verschidden Dépendenzen net op d'Entwécklungshëllef unzerechnen, dat ass jo bekannt a vum Här Minister fir Kooperatioun schonn e puermol annonciert ginn, mä op déi statistesch Tatsaachen: Wéi vill Sue gëtt Lëtzebuerg wierklech Joer fir Joer fir d'Entwécklungshëllef aus - no de Regele vum CAD - a wéi vill Prozent vun eisem Bruttonationalakommes (BNA, Revenu national brut) mécht dat aus?

Dofir wollt ech déi Deeler vun der Fro Nummer 1577 nach eng Käier stellen, déi nach net beantwortet gi sinn. Ech sinn iwwerzeugt, datt mat deene kompetente Beamten an der Hëllef vum Finanzministère eng objektiv, komplett a korrekt Äntwert op déi Fro méiglech ass.

D'Froen un den Här Minister vun der Kooperatioun an un den Här Finanzminister sinn:

1. Wéi héich ass d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef an absoluten Zuelen a relativ zum Bruttonationalakommes, wann all d'Dépendenzen, déi den DAC erlaabt, genau no de Virgäbe vun den „Directives convergées pour l'établissement des rapports statistiques du système de notification des pays créanciers et du questionnaire annuel du CAD“ géife vun der Lëtzebuurger Regierung ugerechent ginn an net aus politeschen Ursachen op aner Budgetsposten verdeelt ginn? Zu deenen „politischen Ursachen“ zielt ausdrécklech och déi Additivitéit bei de Klimadépendenzen, déi d'Regierung sech zum Prinzip gemaach huet.

2. Wéi héich war z. B. och de Montant vun den „Coûts indirects d'éducation“, déi op eiser „Politique délibérée de coopération pour le développement“ baséieren, wa se esou an eisem Budget libelléiert wäeren an also kéinten ugerechent ginn?

3. Wéi héich wär z. B. de maximale Montant fir den Accueil vun de Réfugiéen, dee bei d'Entwécklungshëllef kéint bäigerechent ginn, regelkonform zum DAC?

4. Wäer d'DAC net och a berodender Funktioun e kompetenten Uspriechpartner am Virfeld vun engem Budgetsentwurf, wann eng Regierung wëilt den Undeel vun der Entwécklungshëllef op Basis vun international vergleichbare Standards determinéieren an, jee nodeem, maximéieren?

5. Wéi héich wär de maximale Montant fir Ausgabe fir de Klimawandel, z. B. (mä net exklusiv) am „Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour la stabilité et s'adressant aux causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique“ an och ausserhalb, dee kéint bei der Entwécklungshëllef ugerechent ginn (wann d'Regierung dat da wëilt, quod non)?

6. Wäer et bei esou moderat komplexe Rechnungen net wünschenswäert, fir op d'mannst mat deene puer Länner, deenen hir Entwécklungshëllef daitlech iwwer dem Wonsch vun de Millennium-Ziler vun der UNO, dem G-7, der EU an der OCDE läit (also 0,7 Prozent vum Bruttonationalakommes), en Accord ze fannen, datt si hir Zuele fir Entwécklungshëllef méiglechst eenheetlech berechnen, fir datt et méi einfach an objektiv méiglech ass, des Ausgaben international ze vergläichen?

Réponse commune (15.03.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Ad 1.

	2014	2015
Deklaréiert Entwécklungshëllef	318.347.927 €	323.198.430 €
% BNA (Februar 2015)	1,06%	1,06%
Additionnalité Klimadépendenzen (net ugerechent als Entwécklungshëllef)	5.000.000 €	11.269.000 €
Accueil vun de Réfugiéen (net ugerechent als Entwécklungshëllef)	24.270.239 €	28.935.636 €
Theoretisch Entwécklungshëllef	347.618.166 €	363.403.065 €
% BNA (Februar 2015)	1,16%	1,20%
% BNA Estimatioun vum Februar 2016	1,06%	1,03%

Vu datt de Budget 2015 nach net ofgeschloss ass, baséieren d'Chiffre vun der Entwécklungshëllef an de BNA fir 2015 op de provisionnellen Ofrechnungen.

D'Klimadépendenzen zu Lëtzebuerg kommen aus zwou verschiddene Quellen, nämlech aus dem Fonds de la Coopération au développement (FCD) an aus dem Fonds Climat et Energie (FCE). Déi éischt Dépendenz stame vun den Aktivitéiten, déi am Kader vun de Programmer vun der Lëtzebuurger Entwécklungszusammenaarbecht ëmgesat ginn a ginn als Entwécklungshëllef am Rapport fir de Comité d'Aide au Développement (DAC) ugerechent. Zu der zweeter Zort vun Dépendenz gehéieren d'Kontributione fir den internationale Klimafinanzement a ginn net als Entwécklungshëllef ugerechent, an zwar weinst dem Prinzip vun der Additionnalité. D'Ausgaben, déi sech op den „Klima an Energie“-Fong bezéien, sollen a priori d'Valeur 2 droen um Marqueur DAC fir de Klimawissel.

Dépenses am Zusammenhang mam Klimawandel	2014	2015
FCD (ugerechent als Entwécklungshëllef)	32.767.364 €	35.000.000 €
FCE (Additionnalité)	5.000.000 €	11.269.000 €

Vu datt de Budget 2015 nach net ofgeschloss ass, baséieren d'Chiffre fir 2015 op de provisionnellen Ofrechnungen.

Ad 2. Zu Lëtzebuerg falen déi indirekt Éducatiounskäschten net ënnert d'Definitioune vun der Entwécklungshëllef, esou wéi se an den „Directives convergées pour l'établissement des rapports statistiques du système de notification des pays créanciers“ an am järeleche Questionnaire vum DAC zréckbehale gëtt. Et geet net duer, datt Studenten aus Entwécklungslänner an eisem nationale Schoulsystem ageschriwwen sinn, fir datt hir Käschten als APD ugerechent ginn. Fir datt dat méiglech ass, muss hir Präsenz zu Lëtzebuerg un eng proaktiv Wëllkommenspolitik an eng Formatioun fir Studenten aus Entwécklungslänner gekoppelt sinn.

D'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef praktizéiert keng esou eng Wëllkommenspolitik, mat der Ausnam vun engem spezielle Formatiounsprogramm fir Traineren an der Hôtellerie, deen an Zesummenaarbecht mat der École hôtelière de Diekirch an der „School for International Hospitality and Tourism Business“ (BBI) ëmgesat gëtt. Fir dës spezielle Fall ginn d'Käschten vum Programm vun der Entwécklungshëllef iwwerholl a ginn och als APD ugerechent, well et sech ëm eng Extensioin handelt vun eisem Hotel-Schoul-Projeten an de Partnerlänner vun der Lëtzebuurger Kooperatioun.

Ad 3. D'Dépendenzen, déi gekoppelt sinn un d'Demandeure fir international Protektioun am Geberland ginn am Moment vill am Comité d'Aide au Développement diskutéiert, ënner anerem iwwer d'Pertinenz, fir des Dépendenzen als Entwécklungshëllef zréckzebehalen an awer och iwwer de Berechnungsmodus vun desen Dépendenzen, deen net deesewechechen an all Memberstat vum DAC ass.

D'Berechnung vun den Dépendenzen, déi gekoppelt sinn un d'Demandeure fir international Protektioun zu Lëtzebuerg, baséiert op folgende Recommendationen vum DAC:

- Nëmmen d'Käschten vun de Réfugiéen, déi sech an der Prozedur befannen, ginn ugerechent. D'Refugiéen, fir déi schonn eng Entscheedung (positiv oder negativ) getraff gouf, si bei deser Berechnung ausgeschloss.

- D'Käschten fir de Rapatriement vun ofgewiesenen Demandere ginn och net mat aberechent.

- D'Käschten vun deene verschiddenen Hëllef fir d'Reinstallatioun am Heemechtsland, zougedelt via een OIM-Projet duerch ausgefouert, ginn ugerechent an des Hëllef ginn och als Entwécklungshëllef am Rapport fir den DAC comptabiliséiert.

Zu Lëtzebuerg ginn d'Dépendenzen, déi gekoppelt sinn un d'Demandeure fir international Protektioun, engersäits iwwerholl vun der Direction de l'immigration vum Ministère des Affaires étrangères et européennes, an anerersäits vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI).

Dépensé gekoppelt un d'Demandeure fir international Protektioun am Geberland	2014	2015
Direction de l'immigration	2.595.537 €	2.727.572 €
comptabiliséiert als Entwécklungshëllef	217.080	94.071
Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration	21.891.782 €	26.302.134 €

Vu datt de Budget 2015 nach net ofgeschloss ass, baséieren d'Chiffre fir 2015 op de provisionnellen Ofrechnungen.

Ad 4. Wann déi politesch Entscheedung vun der Regierung an Zukunft virgesäit, datt verschidde Käschten als Entwécklungshëllef sollte comptabiliséiert ginn, déi et am Moment nach net sinn, da kéint den DAC effektiv e kompetenten Uspriechpartner si fir d'Comptabilitéit vun deene verschiddene Käschten mat der Definition vun der Entwécklungshëllef.

Dépenses am Zusammenhang mam Klimawandel	2014	2015
FCD (ugerechent als Entwécklungshëllef)	32.767.364 €	35.000.000 €
FCE (Additionnalité)	5.000.000 €	11.269.000 €

Vu datt de Budget 2015 nach net ofgeschloss ass, baséieren d'Chiffre fir 2015 op de provisionnellen Ofrechnungen.

Ad 5. D'Kontributione vun de Memberstate vun der EU fir den „Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour la stabilité et s'adressant aux causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique“ ginn integral als Entwécklungshëllef ugerechent. D'Lëtzebuurger Kontribution fir dese Fond an Héicht vun 3,1 Milliounen Euro gëtt och als Entwécklungshëllef comptabiliséiert.

Ad 6. D'Décisioun, fir Dépendenzen, déi APD-éligibel sinn, matanzerechnen oder net fir d'Berechnung vun der Entwécklungshëllef, ass eng politesch Entscheedung, déi all Land un sengen eegenen Iwwerzeegungen, Opportunitéiten a Verpflichtungen trëfft. Eng Harmonisatioun ass hei kaum méiglech.

Question 1720 (22.01.2016) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les tests de dépistage des troubles cognitifs et d'apprentissage:

Afin de briser le tabou sociétal entourant les troubles cognitifs et d'apprentissage (par exemple la dyslexie, la dysorthographe, la dyscalculie, la dyspraxie et la dysphasie), la Fondation du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse a organisé un «Forum international sur les troubles d'apprentissage» qui se déroulera le 30 janvier 2016.

Dans ce contexte, nous avons pu lire dans la presse écrite que le diagnostic de ces troubles était souvent rendu difficile par le régime linguistique de notre enseignement fondamental. Il s'ajoute que, jusqu'à présent, aucun test de dépistage n'a été conçu qui tienne compte de la situation multilingue de notre système scolaire et de l'hétérogénéité de notre population scolaire. Ainsi, les professionnel-le-s du secteur doivent s'appuyer sur des tests de dépistage développés à l'étranger, qui ne permettent souvent pas de diagnostic fiable pour les élèves scolarisés au Luxembourg.

En outre, nous avons pu lire que l'Université du Luxembourg aurait exprimé sa volonté de développer des tests de dépistage spécifiques qui prennent en compte la situation du Luxembourg, mais qu'ils n'avaient pas accès aux fonds nécessaires pour financer ces recherches.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il la vue que la situation linguistique particulière dans notre pays peut rendre difficile le diagnostic des différents troubles cognitifs? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il proposer des mesures qui permettraient de faciliter ce diagnostic?

2. Monsieur le Ministre a-t-il été informé de la volonté de l'Université du Luxembourg de développer les tests de dépistage adaptés aux conditions spécifiques du Luxembourg? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'y allouer des fonds dans le futur?

Réponse (15.03.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Ad 1. Suite aux mouvements de migration, nombre de pays européens sont confrontés au défi d'une population scolaire très hétérogène et par là aux mêmes difficultés en matière de diagnostic que le Luxembourg.

Les tests développés à l'étranger et utilisés couramment au Luxembourg font preuve des trois critères de qualité requis en psychométrie, à savoir la sensibilité, la validité et la fidélité.

Il est vrai que les résultats obtenus aux tests en question peuvent manquer de précision dans le cas où ces derniers sont administrés auprès d'une population pour laquelle ils n'ont pas été étalonnés initialement.

Néanmoins l'utilisation d'outils diagnostiques différents et complémentaires, voire la mise en relation et la comparaison des résultats que l'élève y a obtenus, permet de confirmer ou d'infirmer l'hypothèse de la présence de troubles de l'apprentissage tels que la dyslexie.

En ce qui concerne les tests cognitifs, le recours à des outils spécifiquement conçus pour l'évaluation de personnes émanant de pays différents et à racines culturelles variées est préconisé pour limiter l'impact du langage sur les résultats (culture-free, culture-fair tests). Les épreuves de ces instruments sont facilement compréhensibles sans explications verbales de l'évaluateur et ne requièrent pas de compétences langagières particulières de la part de la personne évaluée.

Dans des contextes multiculturels et multilingues, l'emploi de certains outils d'évaluation est donc à favoriser par rapport à d'autres.

Voilà pourquoi une équipe d'experts a été chargée d'établir un référentiel d'instruments diagnostiques qui sont à recommander aux professionnels œuvrant en matière de détection de troubles de l'apprentissage, voire de dyslexie.

Ad 2. Je suis informé de la volonté de l'Université du Luxembourg de développer des tests de dépistage adaptés aux conditions spécifiques du Luxembourg.

En cas de besoin, il est envisageable que des pédagogues spécialisés et des psychologues diplômés, travaillant sous la responsabilité du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, participent d'une façon ou d'une autre au développement ou à l'étalonnage des outils en question. Une telle collaboration eut d'ailleurs lieu pendant les années 2013 et 2014 dans le cadre du projet universitaire EpCog, visant l'élaboration d'un test cognitif non verbal.

Dans le cadre de la révision à mi-terme du contrat d'établissement 2014-2017 de l'Université du Luxembourg, il est prévu d'allouer des moyens supplémentaires pour le domaine des sciences de l'éducation (800.000 euros pour l'année 2016 et 900.000 pour l'année 2017). Une partie de ces moyens financiers additionnels pourrait être affectée au développement des tests de dépistage adaptés aux conditions spécifiques du Luxembourg.

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse n'entend non seulement remédier aux troubles de l'apprentissage et à la dyslexie en particulier, mais aux difficultés d'apprentissage en général. Actuellement nos efforts sont concentrés sur la réussite scolaire de tous les élèves et de nombreux projets et mesures sont entamés à cet effet.

Il ne suffit donc pas de veiller à l'élaboration de tests adaptés, mais la qualité des prises en charge spécifiques qui s'imposent au vu des résultats que l'élève y a obtenus est également à garantir.

Finalement il y a lieu de rappeler que les compétences didactiques d'enseignants bien formés et engagés soutiennent la prévention et la détection précoce des difficultés scolaires ou des troubles de l'apprentissage.

Question 1728 (25.01.2016) de **M. Franz Fayot** (*LSAP*) concernant les anciennes installations d'appoint du Laboratoire national de santé situées à Luxembourg-Verlorenkost:

Dans les années 1990, l'ancien hangar de l'Administration des Ponts et Chaussées situé rue Auguste Lumière à Luxembourg-Verlorenkost (derrière l'actuel siège de la Chambre des Salariés) fut complété par trois conteneurs destinés à abriter des bureaux et laboratoires de recherche sans qu'il n'y ait jamais eu, d'après mes informations, ni procédure de commodo/incommodo, ni reclassement du terrain au PAG de la Ville de Luxembourg - le terrain est, et fut toujours, classé au PAG de la Ville de Luxembourg comme «réservé aux installations sportives et de récréation».

Cette situation perdura jusqu'à l'automne 2014, lorsque le LNS déménagea à Dudelange, laissant le hangar et les conteneurs inoccupés dans un état délabré. L'état de délabrement devait s'empirer, au point où, aux dires des riverains de la rue Auguste Lumière, le lieu devint un point de rencontre régulier de squatteurs et trafiquants. Le vendredi 8 janvier 2016, un des conteneurs situé derrière le hangar était en proie à un incendie.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre compte faire enlever prochainement les conteneurs vides et délabrés?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les plans de réaffectation de ce site?

- Est-ce que des pourparlers sont en cours avec la Ville de Luxembourg quant à une éventuelle réaffectation du site à des fins sportives et récréatives?

Réponse (24.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant les anciennes installations d'appoint du Laboratoire national de santé (LNS) situées à Luxembourg-Verlorenkost.

En ce qui concerne votre première question quant à l'enlèvement prochain des conteneurs vides, je peux vous confirmer que les travaux de démolition des conteneurs en question sont en cours, de sorte que le site sera libéré pour fin février 2016.

Concernant une future réaffectation du site, il échet de noter qu'à ce jour aucune décision n'a été prise en la matière et qu'à ce stade aucune discussion n'est menée avec la Ville de Luxembourg quant à une réaffectation du site à des fins sportives et récréatives.

Question 1730 (25.01.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **déclaration d'impôts**:

Wann déi physescher oder moralescher Persounen hir Steiererklärung net zur Zäit eraginn, gi se relativ kuerzfristeg sanktionéiert. Op där anerer Säit mussen d'Leit an d'Entreprises dacks jorelaang op den Décompte oder e Steierbescheed vun hire Steiererklärungen waarden.

Dowéinst wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Wéi laang ass den duerchschnëttlechen Délai de réponse vun der Steierverwaltung?

2. Gëtt et regional Ënnerscheeder jee no Büroen?

3. Wa jo, wat mécht d'Steierverwaltung, fir esou Retarden opzeschaffen?

4. Huet d'Steierverwaltung genuch Personal?

Réponse (23.02.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Déi aktuell Steiergesetzgebung gesäit vir, dass déi physescher Persounen hir Steiererklärung bis den 31. März vum Joer duerno erareche mussen. D'Steierbüroen hunn Instruktiounen krut, déi Steierzueler, déi sech un dësen Délai halen, prioritär ofzerechnen. Den Délai de réponse läit an deene Fäll bei e puer Wochen. Am Moment si ronn 210.000 Dossieren opgeholl, soudass d'Steierverwaltung regelméisseg mindestens sechs bis aacht Méint brauch, fir eng Erklärung ze veraarbechten, nodeems se erakomm komm ass. Op den 1. Februar 2016 läit de Besteuerungsniveau fir d'Joer 2014 awer schonns bei iwwer 80 Prozent.

Déi moralescher Persounen mussen hir Steiererklärung bis den 31. Mee ofginn. D'Gesellschaftsbüroen hunn e gewisse Retard accumuliert. Dat huet och domat ze dinn, dass déi meescht Gesellschaften hir Erklärung eréischt um Enn vum Joer duerno ofginn. Zënter dem Oktober 2015 hunn d'Kapitalgesellschaften awer d'Méiglechkeet, hir Erklärung elektronesch ze iwwermittelen. Do läit den Délai de réponse bei enger bis zwou Wochen, an déi Retarde misste kuerzfristeg kënnen esou opgeschafft ginn.

Déi regional Ënnerscheeder tëschent de Büroen, souwuel bei de physescher wéi bei de moralescher Persounen, sinn net grous. Déi zoustänneg Persounen aus der Direktioun vun der Steierverwaltung kréien all Mount eng Statistik iwwert d'Progressioun vun de Besteuerungen, an d'Personal gëtt dann deementspreechend op déi Büroer verdeelt, wou e Retard entstanen ass.

D'Regierung huet decidéiert, d'Personal vun der Verwaltung ze erhéijen.

Question 1731 (25.01.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**enquête américaine sur des partis politiques européens**:

Eng hollännesch Zeitung („De Telegraaf“ vum 16. Januar 2016) huet behaupt, dass d'USA iwwer hir Geheimdénchscher géifen ënnersichen, ob NATO-kritescher europäesch Partei vu Moskau „ënnerwandert“ wäeren a géife finanziéiert ginn. Dës Zeitung no wäeren d'USA der Meenung, dass esou eng „Ënnerwanderung“ sech an enger NATO-kritescher a prussischer Politik géif äusseren, och wat d'Sanktiounen géint iwwer Russland wéinst dem Ukrain-Konflikt ugeet.

An dem genannten Zeitungsartikel steet, dass deene betraffene Partei kéinte Sanktiounen bléien (Areesverbuet, Probleme bei Bankiwerweisungen, Beschlagnamung vum Verméigen...). Rieds geet awer och dervun, dass britescher Partei vun esou Ënnersichungen ausgeholl sinn, well d'USA a Groussbritannien en Accord hätten, fir sech net an hir Bannepolitik anzeméschen.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Statsminister an deenen aneren Här Ministeren dës Froe stellen:

1. Weess d'Lëtzebuurger Regierung vun amerikanescher Pläng, fir europäesch Parteien ze ënnersichen, an deem Kontext an an där Absicht, wéi den uewe genannten Artikel et beschreift? Huet Lëtzebuerg probéiert erauszefannen, awéiwäit deen Zeitungsartikel der Wourecht entsprécht? Huet si déi amerikanesch Ambassade zu Lëtzebuerg em Erklärungen gebieden?

2. Weess de SREL respektiv wëssen déi lëtzebuergesch diplomatesch Verrieder zu Washington oder bei der NATO vun esou Bestriewungen? War oder ass d'Attitud vun lëtzebuergesche politesche Parteien en Thema an eise bilaterale Beziéunge mat den USA oder an de Gremie vun der NATO?

3. Géif de SREL den amerikanesche Geheimdénchscher an iergendenger Manier hëllefen, fir Informatiounen iwwer lëtzebuergesch politesche Parteien ze sammelen respektiv ze bewäerten?

4. Weess déi lëtzebuergesch Regierung, wat fir e bilaterale Accord den Amerikaner et géif eventuell verbidden, fir sech an déi britescher Bannepolitik anzeméschen an emgekéiert? Sollt et esou en Accord wierklech ginn, wär déi lëtzebuergesch Regierung wëllens, och esou e bilaterale Accord auszuhandelen?

5. Onofhängeg dovun, wéi wäit de Presseartikel confirméiert ass oder net, wéi géif déi lëtzebuergesch Regierung amerikanesch Pläng, fir europäesch Parteien duerch Geheimdénchscher ënnersichen ze loosseren a Sanktiounen géint demokratescher Parteien ze verhänken, bewäerten? Géif si dat als Amëschung an déi bannescht Ugeleeëenheete vun deene betraffene Länner ugesinn? Oder als en Agréff an d'Meenungsfreiheet an enger fräier an demokratescher Gesellschaft?

6. Wéi géif déi lëtzebuergesch Regierung reagieren, wann d'USA géife Sanktiounen géint europäesch Partei verhänken, well si, an den Ae vun den USA, NATO-kritesch wäeren oder d'Sanktiounen géint Russland net géife guttheeschen?

7. Géif déi lëtzebuergesch Regierung sech an iergendenger Form u Sanktiounen géint europäesch politesche Partei bedeelegen?

8. Ass d'Regierung der Meenung, dass esou eng amerikanesch Enquête, sollt den hollänneschen Artikel da stëmmen, misst an de Gremie vun der EU zur Sprooch kommen? Wär déi lëtzebuergesch Regierung gewéilt, esou eng Initiativ ze huelen a fir d'Meenungsfreiheet an Europa anzuetrieden? Wär si bereet, am Fall wou dës Behauptungen aus dem hollänneschen Artikel géife stëmmen, fir d'USA an hir eege Constitutioun an hir eege Prinzipien ze erënneren: „Congress shall make no law respecting an establishment of religion, or prohibiting the free exercise thereof; or abridging the freedom of speech, or of the press; or the right of the people peaceably to assemble, and to petition the government for a redress of grievances.“?

Réponse commune (05.02.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre*, *Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Ad 1. D'Regierung baséiert hir Zesummenaarbecht mat internationaler Partner net op Informatiounen aus der auslännescher Press. Et gouf keen Échange tëschent de Lëtzebuurger an den

amerikaneschen Autoritéiten iwwer Informatiounen aus engem Artikel aus der hollännescher Press.

Ad 2. Et si keng Informatiounen bekannt iwwer Bestriewungen, wéi den honorabelen Deputéierte se beschreift.

Ad 3. Neen, dat gehéiert net zu de Missiounen vum Lëtzebuurger Geheimdénchscht.

Ad 4. Et ass der Regierung net méiglech, Froen zu Eventualitéiten ze beäntweren, an et ass net envisagéiert, esou en Accord auszuhandelen.

Ad 5. Neen, et gehéiert net zu de Missiounen vum Lëtzebuurger Geheimdénchscht, fir politesche Parteien ze iwwerwaachen.

Ad 6. D'Fro vun eventuellen amerikanesche Sanktiounen géint europäesch politesche Partei stellt sech den Ament net.

Ad 7. Et ass der Regierung net bekannt, dass esou Sanktiounen virgesi wieren, an d'Regierung bedeelegt sech och net u Sanktiounen géint politesche Parteien.

Ad 8. D'Regierung gesäit keng Ursaach, fir an dës Fro diplomatesch Démarchen ze huelen.

Question 1732 (25.01.2016) de **M. Yves Cруchten** (LSAP) concernant la **garantie de l'État**:

Par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011, l'État peut se porter garant pour une partie du prêt au logement au cas où l'emprunteur ne pourrait pas fournir des garanties suffisantes.

Cette garantie de l'État est destinée à aider les foyers à obtenir le crédit nécessaire à la construction, l'acquisition ou l'amélioration d'un logement.

Pour pouvoir bénéficier d'une garantie de l'État, il faut remplir certaines conditions, à savoir:

- avoir contracté un prêt hypothécaire pour financer le logement auprès d'un établissement financier agréé dans l'Union européenne ou dans l'Espace économique européen à un taux d'intérêt débiteur qui ne peut être supérieur de 3% au taux-plafond pour prêts hypothécaires sociaux fixé par l'article 39 du règlement grand-ducal modifié du 5 mai 2011;

- être ni propriétaire, ni usufruitier d'un autre logement;

- avoir effectué une épargne régulière d'au moins 290 euros par an pendant trois ans au minimum (augmentation annuelle en solde) avec un capital de départ de 240 euros qui peut aussi être atteint en plusieurs versements;

- avoir une mensualité sur le prêt qui ne dépasse pas 40% du revenu net du ménage.

Vu les prix exorbitants sur le marché immobilier luxembourgeois, il est probable que de nombreux ménages sont des bénéficiaires potentiels de cette garantie de l'État.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données concernant le nombre de bénéficiaires de la garantie étatique au courant des dix dernières années?

- Quelle est l'évolution du montant, au courant des dix dernières années, des engagements de l'État comme garant auprès des banques commerciales?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des données concernant le nombre de cas où l'État a dû effectivement assumer un engagement financier suite à un non-paiement du bénéficiaire de cette garantie, cela aussi au courant des dix dernières années?

- Sachant que la limite de la garantie de l'État ne peut actuellement pas dépasser la somme de 141.618 euros, et vu la croissance importante des prix sur le marché immobilier luxembourgeois, est-ce que le Gouvernement envisage d'augmenter la limite de cette garantie?

Réponse (22.02.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Au cours des dernières années, le nombre des bénéficiaires de la garantie étatique ainsi que le montant total des engagements de l'État comme garant lors de prêts hypothécaires en cas d'acquisition ou de construction d'un logement ont considérablement augmenté.

Les montants (en euros) des engagements de l'État et le nombre des bénéficiaires de la garantie de l'État durant les 15 dernières années ont évolué comme suit:

Année	Montant	Nbre
2000	789.327,70	27
2001	584.408,97	24
2002	649.692,38	24
2003	860.235,00	22
2004	815.800,00	22
2005	1.774.175,00	38
2006	2.395.750,00	45
2007	1.612.300,00	31
2008	1.191.400,00	28
2009	4.343.900,00	77
2010	8.914.500,00	131
2011	9.010.256,80	133
2012	10.568.500,00	148
2013	14.122.550,00	187
2014	18.331.726,22	222
2015	27.585.800,00	321

Jusqu'à ce jour, il n'y a eu aucun cas dans lequel l'État a dû assumer un engagement financier vis-à-vis d'un établissement financier suite à un non-paiement du bénéficiaire d'une garantie de l'État accordée dans le cadre des aides individuelles au logement.

Question 1733 (26.01.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **projet de recherche sur la migration**:

Force est de constater que le Luxembourg, dans une perspective historique, a généralement bénéficié de l'immigration pour assurer son développement économique et social. Toutefois, les mouvements migratoires récents en Europe constituent un défi majeur pour les sociétés occidentales. Depuis l'an 2015, l'afflux massif de réfugiés, notamment vers l'Allemagne, soulève bon nombre de questions tournant autour de sujets tels l'intégration, la scolarisation, la formation ou encore l'insertion sur le marché du travail des personnes concernées. Ce phénomène implique par conséquent que des réflexions soient systématisées quant aux conséquences politiques, sociales et infrastructurelles découlant de l'arrivée de nouveaux immigrants. Une approche interdisciplinaire est donc indispensable.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il informer si l'Université du Luxembourg traite en détail les questions migratoires, notamment dans le cadre de projets de recherche interdisciplinaires?

- Dans l'affirmative, qui est chargé de cette recherche et quelles sont les ressources financières et humaines mobilisées à cette fin? Dans ce contexte, l'Université du Luxembourg fait-elle appel à des professeurs et chercheurs spécialisés en la matière venant de l'étranger?

- Monsieur le Ministre peut-il informer dans quelle mesure le Fonds national de la recherche intervient dans ces projets de recherche? Quels sont les projets ou sujets pour lesquels il a octroyé une aide financière?

Réponse (18.02.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Les questions migratoires constituent une thématique majeure de recherche à l'Université du Luxembourg. En effet, selon les informations de l'Université du Luxembourg, les chercheurs de l'Université ont pu acquérir depuis 2012 quelque 12 millions d'euros en financement tiers pour des projets de recherche traitant de flux migratoires, dont 3,6 millions d'euros de la part de l'Union européenne.

Les principaux sujets étudiés sont:

- les aspects mondiaux des migrations;

- les conséquences juridiques, politiques et économiques de la gestion des migrants et des réfugiés par l'UE dans les pays d'accueil et dans les pays d'origine;

- les aspects de l'intégration et de l'identité des migrants et des réfugiés au Luxembourg (e. a. compétences linguistiques, plurilinguisme, intégration des jeunes et des personnes plus âgées issues de l'immigration, inclusion sociale);

- les aspects géographiques, historiques et sociaux des mouvements migratoires transfrontaliers.

liers au sein de l'Europe, notamment aux frontières luxembourgeoises.

De nombreux projets et conférences ont été et sont menés de manière transversale par des chercheurs de la FDEF (Faculté de Droit, d'Économie et de Finance), de la FLSHASE (Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation) et de l'«Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust» (SnT), dans une optique qui se veut orientée vers la pratique et pertinente pour la société. Les résultats de ces recherches ont pu impacter des décisions politiques et juridiques, notamment au niveau de l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) et de la Direction de l'immigration. Des modèles d'intégration et de traitement juridique et administratif des migrations et de l'asile au Luxembourg ont été élaborés à partir d'exemples de bonnes pratiques dans d'autres États membres.

Les chercheurs de l'Université du Luxembourg ont également apporté leur soutien à la Commission européenne et ont contribué à la rédaction d'une directive européenne sur le trafic des êtres humains.

Il convient de noter que l'Université du Luxembourg assume également le rôle de point de contact national du Réseau européen des migrations.

Selon les informations de l'Université du Luxembourg, deux tiers des membres du corps professoral de l'Université du Luxembourg viennent de l'étranger. Cette proportion est sensiblement la même pour les personnes qui prennent part aux recherches sur les migrations. La recherche sur les migrations est menée de manière transversale et interdisciplinaire au sein de toute l'Université et illustre au plus haut point la force de la recherche interdisciplinaire à l'Université du Luxembourg. 30 professeurs et quelque 30 à 40 post-doctorants, doctorants et collaborateurs de recherche s'occupent tout particulièrement des questions liées aux migrations.

Ces scientifiques ont obtenu des aides financières aussi bien pour leurs recherches que pour la tenue de conférences consacrées aux migrations. Ces dernières années ont été obtenus les crédits suivants: plus de 3,4 millions d'euros du Fonds national de la recherche (FNR), 3,6 millions d'euros de la Commission européenne, 1,45 million d'euros de l'État luxembourgeois (notamment de l'OLAI) et plus de 3,7 millions d'euros d'autres aides (dont l'OCDE, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'agence francophone et des projets internes de l'Université). Par ailleurs, un grand nombre de projets de recherche émergent actuellement dans un contexte de migration forte et de crise des réfugiés.

Dès les tout premiers programmes du Fonds national de la recherche, les problématiques liées aux flux migratoires constituaient une des priorités thématiques dans le cadre du programme VIVRE et des mesures d'accompagnement du FNR.

En 2008, le FNR a défini de nouvelles priorités thématiques pour son programme pluriannuel CORE suite à une large étude nationale dite «Foresight», en concertation avec les principaux acteurs de la recherche publique au Luxembourg. Dans le cadre du programme actuel CORE (qui reprend les priorités thématiques de la recherche publique telles que retenues par le Gouvernement en 2007), un axe est dédié spécifiquement aux «défis sociétaux», où le sujet de la migration constitue une priorité transversale.

Le FNR finance un total de 14 projets CORE entre 2008 et 2017. À cela s'ajoutent onze projets de doctorat et onze projets de post-doctorat dans le cadre de son instrument AFR depuis 2009. Pour ces projets, le FNR a alloué un budget total d'environ 9,5 millions d'euros.

Par ailleurs, la thématique de la migration et ses interactions avec la scolarisation, la formation et le marché du travail est analysée dans une multitude d'autres projets financés par les instruments du FNR.

Question 1734 (26.01.2016) de **MM. Lex Delles** et **Gusty Graas** (DP) concernant les **mesures compensatoires pour la construction de l'autoroute A13**:

La loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles interdit la destruction ou détérioration de la na-

ture, sauf dérogation exceptionnelle du ministre compétent qui pourra dans ce cas imposer des mesures compensatoires quantitativement et qualitativement au moins équivalentes aux biotopes et habitats supprimés ou endommagés.

Ainsi, pour la construction du tronçon de l'A13, appelée autoroute de la Sarre, reliant la Croix de Bettembourg à l'Allemagne, des mesures compensatoires ont été nécessaires.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1 Est-ce que toutes ces mesures compensatoires projetées ont été achevées?

2. Dans la négative, quelles en sont les raisons et quelles mesures compensatoires restent encore à réaliser?

3. Madame la Ministre peut-elle chiffrer le coût total des mesures de compensation liées à la réalisation de l'autoroute de la Sarre?

Réponse (16.03.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. Dans le cadre de la construction de l'autoroute A13 - Liaison avec la Sarre, le législateur a imposé par la loi du 16 novembre 2001, ainsi que par le règlement grand-ducal du 7 décembre 2001 portant exécution de l'article 4 de la loi du 16 novembre 2016 et intitulé «Prescriptions en matière de protection de la nature et des ressources naturelles», une multitude de mesures compensatoires.

Au moment de la réalisation de la section courante Hellange - frontière allemande, toutes les mesures faisables ont été réalisées, sur le territoire de la commune de Frisange, par l'Administration des Ponts et Chaussées et l'Administration de la Nature et des Forêts, et sur le territoire des communes de Mondorf et de Burmerange, par les deux administrations en collaboration avec l'Office national du remembrement.

La totalité des mesures compensatoires imposées par le législateur n'a pas été achevée à ce jour, car une partie s'est avérée irréalisable en cours de route. Ceci est entre autres dû au fait que les terrains/emprises nécessaires n'étaient jusqu'à présent pas disponibles. Par conséquent, le législateur a laissé l'option d'élaborer des mesures compensatoires alternatives et/ou de rechange. Dans cet ordre d'idées les administrations compétentes ont mis en place et sont encore en train de réaliser une série de mesures compensatoires complémentaires.

Le projet réalisé au lieu-dit «Belgrad» en est un exemple phare. La valorisation écologique et paysagère de ce site résulte de la mise en œuvre d'un projet de protection de la nature au moyen d'une exploitation agricole extensive. Par ailleurs il contribue à la protection contre les risques d'inondations de la localité de Frisange en mettant en œuvre la capacité de rétention naturelle du ruisseau s'écoulant à travers le lieu. Ce projet a été rendu possible suite notamment par la mise à disposition de pas moins de 27,5 hectares de terrains, faisant dorénavant partie du patrimoine du Fonds des routes. À cette propriété, il convient d'ajouter en amont du projet «Belgrad» 4,5 hectares également acquis par l'Administration des Ponts et Chaussées dans le passé, et aujourd'hui donc en propriété de l'État. Cette surface peut être intégrée dans le projet «Belgrad» ou bien être réaménagée en bassin de rétention en cas de réalisation de la décharge préconisée par l'Administration de l'Environnement le long du contournement de Hellange, recueillant ainsi les eaux superficielles à évacuer de cette décharge.

Ad 2. Parmi les mesures compensatoires prévues par la loi, mais actuellement non encore achevées, deux renaturations, l'une située dans la commune de Burmerange au lieu-dit «Uelesbaach» et l'autre dans la commune d'Altwies au lieu-dit «Bréim», sont en cours de concrétisation. Il en est de même des projets relatifs à l'extensification de l'exploitation agricole des terrains devenus plus humides par la renaturation.

À cela s'ajoute le projet de la renaturation du ruisseau «Gréimelterbach», le long de la route de Ellange-Gare à Mondorf, qui est lui aussi prévu par la loi du 16 novembre 2001, mais qui n'a pas encore pu être exécuté. Il vient d'être relancé. Il aboutira non seulement à une valorisation écologique et paysagère, ainsi qu'à une protection contre les inondations à Mondorf, mais il pourrait également conduire à une augmentation de la qualité de vie de ses résidents.

Enfin les deux administrations ont entamé des négociations avec des exploitants agricoles de la région en vue de la recherche de surfaces supplémentaires susceptibles de servir à la valorisation environnementale à travers l'extensification de l'exploitation agricole.

Ad 3. À l'heure actuelle, il n'est pas possible de chiffrer exactement les coûts de l'ensemble des mesures compensatoires dans le cadre du projet de la liaison avec la Sarre, car les deux administrations en charge du projet, l'Administration des Ponts et Chaussées et celle de la Nature et des Forêts, sont en train de finaliser un relevé détaillé des mesures prévues par la loi. Ce relevé fait état des mesures déjà exécutées, de celles en voie de réalisation et de celles prévues, ainsi que de l'ensemble des coûts des différentes mesures. Il sera accompagné d'une évaluation selon le système de l'écobonus, tant des dommages que des mesures compensatoires. Le projet de la route de liaison avec la Sarre pourrait ainsi être considéré comme un important projet pilote mettant en relief les possibilités de la mise en œuvre concrète de mesures compensatoires pour un ouvrage important. L'ensemble de ces données sera disponible en fin d'année.

Question 1736 (26.01.2016) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant la **communication de la Police grand-ducale**:

Dans le passé et jusqu'à une date récente, le Service Communication et Presse de la Police grand-ducale a géré seul la communication de la Police grand-ducale. Or, il nous revient que ce mode de communication a été modifié dans le sens que le Service Communication et Presse de la Police n'agit plus seul mais conjointement avec le Ministère de la Sécurité intérieure.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il y a eu un changement au niveau de la communication de la Police grand-ducale?

- Comment fonctionne la communication de la police dans la pratique?

- Le cas échéant, comment la coopération entre le Ministère de la Sécurité intérieure et la Police grand-ducale est-elle organisée concrètement au niveau de la communication?

- Comment le Gouvernement entend-il assurer que les informations ayant un intérêt certain pour la sécurité publique soient relayées fidèlement via les médias auprès de la population?

Réponse (25.02.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

La politique et la stratégie de la communication de la Police grand-ducale n'ont subi aucun changement d'orientation par rapport aux législatures précédentes, sinon un renforcement structurel au niveau des ressources humaines avec l'engagement d'un porte-parole en chef adjoint au 1^{er} janvier 2016.

L'effort de réforme actuel accorde une attention particulière à l'information publique, de même qu'à la communication interne. Dans ce contexte, le Service Communication et Presse a été chargé de l'élaboration d'une nouvelle stratégie globale de la communication.

En ce qui concerne la communication externe quotidienne sur les activités de la police au sens large, la répartition des responsabilités est la suivante:

- la communication opérationnelle est du ressort de la police, de même que la communication liée aux missions de police administrative;

- la communication judiciaire est gérée en étroite collaboration avec le service presse des autorités judiciaires;

- la communication de crise s'oriente aux plans de crise particuliers, selon la situation à traiter. L'implication communicative de la police est définie au cas par cas.

Au quotidien, c'est le Service Communication et Presse de la Police (SCP) qui exécute la tâche de communication selon une politique média et des lignes directrices spécifiques couvrant l'utilisation des médias sociaux. Les deux catalogues de directives sont publiés au niveau des prescriptions de service et enseignés à l'École de Police par les soins du personnel du SCP dans le cadre de la formation de base des policiers.

La police adopte une approche transparente dans le traitement de l'information, dans ses contacts avec les acteurs de la communication publique et par rapport au citoyen en général. Toutes les informations pertinentes pour le grand public sont transmises à la presse, et cela plusieurs fois par jour et sept jours sur sept. À cet effet le SCP assure une permanence à la disposition des représentants des médias 24/7.

Le grand public est également informé de manière directe via le site Internet de la police et la présence de la police sur les réseaux sociaux,

c'est-à-dire Facebook, Twitter et YouTube, ainsi qu'à l'occasion d'un nombre important d'événements publics au contact direct avec la population.

Le souci d'informer est soumis à certaines restrictions imposées par le Code d'instruction criminelle.

La communication politique relève exclusivement du ressort du Ministère de la Sécurité intérieure.

Question 1737 (26.01.2016) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant les **informations sur des sociétés transfrontalières**:

Lors de son échange de vues au sein de la Commission spéciale TAXE du Parlement européen du 18 mai 2015, Monsieur le Ministre a affirmé que le Grand-Duché de Luxembourg avait informé à plusieurs reprises les autorités fiscales de la République fédérale d'Allemagne à propos de sociétés transfrontalières réalisant des marges bénéficiaires particulièrement élevées.

Dans sa réponse du 10 juin 2015 à une question parlementaire de la membre du Bundestag Sahra Wagenknecht, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a nié avoir été mis au courant de telles informations. Dans sa réponse à une question parlementaire du 19 janvier 2016 du membre de la «Bürgerschaft Norbert Hackbusch», le Sénat de la Ville hanséatique de Hambourg a répondu que toute communication d'informations fiscales à caractère international ne s'effectuait qu'au travers de l'Administration fédérale.

- Dans ce contexte, je voudrais savoir de Monsieur le Ministre s'il maintient ses déclarations telles qu'elles figurent dans le protocole de la Commission spéciale TAXE. Dans l'affirmative, je voudrais savoir, dans le respect de la légalité touchant au secret fiscal, sur quelle période et sur combien de sociétés portaient les communications transmises par le Ministère des Finances ainsi que le destinataire de celles-ci.

Réponse (23.02.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Dans le cadre de la visite au Luxembourg de la Commission spéciale TAXE du Parlement européen, le directeur de l'Administration des Contributions directes (ACD) a fait savoir aux membres présents que les autorités fiscales luxembourgeoises ont transmis dans le passé des informations à diverses administrations fiscales étrangères de façon spontanée portant sur les sociétés transfrontalières. Tout en respectant les dispositions relatives au secret fiscal, je me limite à informer l'honorable Député que le «Bundeszentralamt für Steuern» a demandé des précisions en la matière en date du 11 février 2016 au directeur de l'ACD qui ont été fournies par ce dernier le 13 février 2016.

Question 1738 (26.01.2016) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant l'**art-thérapie**:

Une cinquantaine de personnes au Luxembourg sont en possession du Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées en art-thérapie (DESS). Le diplôme DESS est un diplôme de l'enseignement universitaire, de niveau Bac +5, délivré par l'Université du Luxembourg et inscrit au registre des titres. Or, les activités d'art-thérapie ne sont pas encore officiellement reconnues au Luxembourg. Elles ne sont pas non plus définies dans un règlement grand-ducal portant exécution de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (dite ASFT).

Par ailleurs, il est aussi à signaler que parmi une «aide sociale aux enfants et aux jeunes adultes en détresse et à leurs familles» figure aussi le «soutien psychosocial d'enfants ou de jeunes adultes par l'expression corporelle, artistique et artisanale», définie par l'article 11, point m.) du Chapitre 3 de la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille. Une reconnaissance officielle au Luxembourg de l'art-thérapie permettrait aux personnes détentrices de ce diplôme de travailler dans le secteur de l'aide à l'enfance et à la famille et ce dans l'intérêt des enfants et des parents concernés.

Comme ces thérapies peuvent avoir des effets bénéfiques pour la santé des concernés, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de la Santé:



- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre, pour quelles raisons les activités d'art-thérapie ne sont-elles pas officiellement reconnues au Luxembourg, alors que le diplôme, délivré par l'Université du Luxembourg, est bien reconnu?

- En considérant les effets bénéfiques de ces thérapies, le Gouvernement entend-il reconnaître l'art-thérapie de manière générale, voire réglementer cette forme de thérapie dans le cadre de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique de manière particulière?

- Dans le même ordre d'idées, existe-t-il une volonté de reconnaître l'art-thérapie comme «service d'aide sociale à l'enfance» pour permettre aux personnes concernées de travailler dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la famille?

Réponse commune (07.03.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

L'art-thérapie est l'accompagnement thérapeutique de personnes, généralement en difficulté psychique, à travers la production d'œuvres artistiques personnelles.

Il existe plusieurs approches de la thérapie par l'art avec différentes références théoriques et pratiques, parfois assez éloignées. Les différentes écoles et formations en témoignent, et le terme en soi d'art-thérapie même est controversé. D'autres dénominations sont également utilisées comme p. ex. expression créatrice analytique ou médiation expressive ou thérapie à média.

L'art-thérapeute n'est pas officiellement reconnu au Luxembourg et dès lors l'art-thérapeute ne fait pas partie des professions de santé réglementées et reconnues comme d'autres professions de santé se trouvant énumérées par la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation sur l'exercice de certaines professions de santé et des règlements fixent les conditions de formation et les attributions de ces professions.

Cette position s'explique par le fait qu'il n'y a pas de consensus européen sur cette forme de thérapie et que le Ministère de la Santé ne peut en conséquence prendre les devants dans un tel domaine.

En l'absence d'un consensus européen sur cette forme de thérapie, il n'est pas possible actuellement de réglementer cette forme de thérapie au Luxembourg ni en général ni dans le cadre de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations de l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique de manière particulière.

Une reconnaissance individuelle d'un prestataire comme «service d'aide sociale à l'enfance» en matière d'art-thérapie n'est donc possible, qu'à condition que ce prestataire ait été agréé au préalable suivant «Règlement grand-ducal modifié du 10 novembre 2006 pour ce qui concerne l'agrément à accorder aux personnes exerçant une activité de consultation».

C'est ainsi que certains professionnels du domaine de la psychologie ou de la psychothérapie actuellement actifs dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la famille, et agréés suivant règlement grand-ducal cité, ont des formations complémentaires en matière d'art-thérapie. Comme ces professionnels sont libres d'utiliser les supports et méthodes de travail de leur choix, les techniques de l'art-thérapie trouvent d'ores et déjà application dans certaines situations.

Dans le secteur de l'Office national de l'enfance, on parle par conséquent tout simplement de professionnels du domaine de la psychologie ou de la psychothérapie qui utilisent comme «méthode» la musicothérapie ou l'art-thérapie, si cette méthode est indiquée.

Question 1739 (27.01.2016) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant l'accès à tous les documents concernant TTIP:

En septembre 2015 le Président du Bundestag allemand a pris l'initiative de demander à la Commission européenne l'accès complet aux documents relatifs aux négociations du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Cette initiative du Président Lammert a été saluée par le groupe parlementaire CSV dans un courrier du 15 septembre 2015.

Dans une lettre adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes en date du 28 septembre 2015, Monsieur le Président de la Chambre des Députés a marqué son sou-

tien aux propositions de son homologue allemand et a demandé à Monsieur le Ministre de soutenir la Chambre des Députés luxembourgeoise dans sa démarche de se voir accorder un accès à tous les documents concernant TTIP. À cette même fin, Monsieur le Président de la Chambre des Députés avait d'ailleurs adressé une lettre à Monsieur le Président de la Commission européenne.

Le 26 janvier 2016, «Spiegel Online» a communiqué qu'un accord sur les modalités a été trouvé entre la Commission européenne et le Président du Bundestag pour donner accès aux documents aux membres du Bundestag.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Quelles suites Monsieur le Ministre a-t-il données à la missive de Monsieur le Président de la Chambre des Députés?

- Est-ce que Monsieur le Ministre était en contact avec la Commission européenne pour trouver un accord similaire à celui avec le Bundestag allemand?

- Quand est-ce que les Députés de la Chambre des Députés auront la possibilité de consulter les documents sur les négociations? Quelles seront les modalités pour les consulter?

Réponse (29.01.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

S'agissant de l'accès des Parlementaires nationaux aux textes de négociation sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), je partage entièrement le point de vue défendu par la Chambre des Députés, exposé notamment dans la lettre, en date du 28 septembre 2015, de Monsieur le Président de la Chambre des Députés: il est indispensable que les Députés soient dûment informés des négociations en cours et comme cela a déjà été le cas, y compris par des présentations des experts à la Commission des Affaires étrangères et européennes, par un échange approfondi avec les Parlementaires à cet égard ainsi que par un accès aux documents et textes de négociation. Cela importe d'autant plus que le Gouvernement estime que le TTIP devrait contenir des dispositions relevant de la compétence de l'Union européenne mais également des dispositions qui relèvent de la compétence des États membres. L'accord final serait donc un accord mixte et, par conséquent, la Chambre des Députés devra se prononcer à cet égard.

En tant que Président du Conseil Affaires étrangères - Commerce, j'étais en contact régulier avec la Commission européenne en insistant sur la nécessité de poursuivre et d'accroître les efforts en matière de communication et de transparence. Des réunions dédiées à ce sujet ont été organisées par la Présidence luxembourgeoise afin de faire avancer, au niveau du Conseil de l'UE, le dossier de l'accès des Parlementaires nationaux aux documents sur le TTIP qui n'ont pas encore été publiés sur le site Internet de la Commission européenne, où, entre autres, un résumé sur chaque session de négociations peut être consulté. J'ai constaté avec satisfaction qu'un accord de principe a pu être trouvé, fin novembre, entre la Commission européenne et les autorités américaines permettant de donner accès aux textes de négociation consolidés (repreuant donc les positions européennes et américaines) aux Parlementaires nationaux. Fin décembre dernier, les modalités de mise en œuvre de cet accord ont pu être finalisées de manière à ce que les Députés aient désormais accès aux documents de négociation dits «restreints UE» s'ils font la demande et en respectant les règles générales applicables aux informations classifiées. À cette fin, une salle de lecture sera aménagée au Ministère des Affaires étrangères et européennes (Bâtiment Ancien Athénée). Cette salle sera opérationnelle à partir du 15 février prochain et accueillera ainsi les Députés souhaitant consulter lesdits documents.

Question 1740 (27.01.2016) de **MM. Emile Eicher** et **Marco Schank** (CSV) concernant le **certificat de résidence des personnes ayant acquis le statut de réfugié**:

Après avoir acquis le statut de réfugié au Luxembourg suite à une demande de protection internationale, les réfugiés jouissent des mêmes droits et devoirs que tout résident légal au Luxembourg. Ils demandent alors un certificat de résidence auprès de leur commune de résidence. En ce qui concerne la durée de résidence y prise en compte, il nous revient que certaines communes la comptent depuis la demande de protection internationale alors que d'autres ne la considèrent que depuis l'obtention du statut de réfugié.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Quel est le point de départ à prendre en compte par les communes pour le calcul de la durée de résidence lors de la demande du certificat de résidence par une personne ayant acquis le statut de réfugié respectivement le statut conféré par la protection subsidiaire?

2. Messieurs les Ministres comptent-ils clarifier la question par le biais d'un texte ayant valeur obligatoire?

Réponse commune (22.02.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Ad 1. Le certificat de résidence est actuellement établi selon les règlements communaux sur les registres de la population en vigueur, et ce jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux registres communaux prévues par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques au 1^{er} avril 2016.

En principe, un demandeur de protection internationale, qui se voit accorder une protection internationale (donc soit le statut de réfugié, soit le statut conféré par la protection subsidiaire), est réputé être en séjour régulier sur le territoire luxembourgeois depuis le dépôt/introduction de sa demande de protection internationale.

Il convient d'ailleurs de préciser que pour certaines démarches pour lesquelles la durée du séjour légal est déterminante, dont par exemple l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes établit une attestation indiquant la durée du séjour légal d'une personne, ceci sur base de la situation administrative de celle-ci. Pour les bénéficiaires de protection internationale, il est tenu compte du principe précité d'un calcul du séjour régulier à partir du dépôt de la demande de protection internationale.

Ad 2. Les dispositions relatives aux registres communaux prévues par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques prévoient que les demandeurs de protection internationale sont inscrits dans le registre d'attente. En même temps, le projet de loi 6807, actuellement en discussion au sein de la commission parlementaire des Affaires intérieures, prévoit de modifier la loi modifiée du 19 juin 2013 précitée par l'ajout d'un nouvel article 8bis qui précise que seules les personnes inscrites dans le registre principal ont droit à la délivrance d'un certificat de résidence. Ce même projet de loi prévoit une modification de l'article 31 paragraphe 3 de la loi précitée afin de préciser que les bénéficiaires d'une protection internationale sont inscrits sur le registre principal, avec effet à la date d'inscription au registre d'attente au titre de demandeur de protection internationale.

Ces dispositions, une fois adoptées par la Chambre des Députés et entrées en vigueur au 1^{er} avril 2016, présentent donc un cadre légal précis quant au calcul de la période d'inscription des bénéficiaires de protection internationale au registre principal. Par ailleurs, il est prévu que la forme et le contenu des certificats établis sur base des données figurant au registre national des personnes physiques, dont le certificat de résidence, seront fixés par un règlement grand-ducal. Ainsi, une application uniforme, à caractère obligatoire, des dispositions en relation avec les certificats de résidence sera assurée.

Question 1741 (27.01.2016) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **connexion ferroviaire entre Luxembourg et Strasbourg**:

Il y a à peu près un an, Monsieur le Ministre avait annoncé qu'à partir de mai 2016, des TGV relieront Luxembourg à Strasbourg et au sud de la France au rythme de deux trains par jour.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si ce projet pourra être réalisé dans les délais prévus initialement?

- Est-ce qu'une connexion directe entre Luxembourg respectivement Bruxelles et la Suisse sera maintenue?

Réponse (21.03.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1741 du 27 janvier 2016 l'honorable Député Monsieur Roger Negri souhaite s'informer sur la relation à grande vitesse entre le Luxembourg et Stras-

bourg ainsi que sur la connexion directe entre le Luxembourg et la Suisse.

Suite à l'accident survenu le 14 novembre 2015 à Eckwersheim, le délai pour la mise en service complète de la ligne à grande vitesse entre Baudrecourt et Strasbourg, initialement prévue pour le 3 avril 2016, doit être reportée à décembre 2016.

Durant une période transitoire à compter du 3 avril 2016, liée aux réparations à effectuer sur l'infrastructure, et suivant les informations actuellement disponibles de la part de la SNCF, la circulation se fera via la ligne classique entre Baudrecourt et Strasbourg ce qui représentera une prolongation du temps de parcours d'environ 35 minutes par rapport à l'horaire TGV cible. Afin de résoudre des conflits de sillons, les horaires vers Paris connaîtront de légères adaptations par rapport à l'horaire cible.

La circulation vers Strasbourg-Montpellier et vers Paris se fera en rame réseau. Le TGV vers Marseille aura son origine à Metz. Une connexion en TER sera assurée dans les deux sens. À cette fin, le dernier TER du soir en direction de Luxembourg sera décalé d'environ 30 minutes.

À partir du 3 juillet 2016, la circulation sur la ligne à grande vitesse Est, phase II, se fera à 300 km/h au lieu des 320 km/h prévus en phase finale.

Dans les environs de l'accident susmentionné, la circulation se fera à voie unique sur une distance de 27 kilomètres. En direction de Strasbourg, ces contraintes causeront une prolongation de parcours de maximum cinq minutes. En direction de Paris (et de Luxembourg), la prolongation de parcours se situera entre cinq et 20 minutes, en fonction des conflits d'horaires avec d'autres trains.

Aussi bien les trains vers Strasbourg que vers Paris se feront en rames réseau.

Les trains en direction de Marseille et de Montpellier circuleront à partir de Luxembourg.

À noter que la voie où l'accident a eu lieu est toujours sous scellés. Ceci veut dire que les experts de SNCF Réseau n'ont pas encore pu analyser l'importance des dégâts aux infrastructures. Au pire des cas, la SNCF compte sur un temps de réparation de sept mois à partir du moment où ils auront accès aux infrastructures. Lorsque la voie accidentée ne sera plus sous scellés et que les travaux de remise en état auront été réalisés, la situation cible devrait être atteinte en décembre 2016 avec circulation à deux voies à Eckwersheim et à 320 km/h.

En ce qui concerne la relation directe Bruxelles - Luxembourg - Bâle, tous les trains en provenance de Bruxelles marqueront leur terminus de train à Luxembourg. À partir du 3 avril 2016, les TGV remplaceront les trains classiques actuels entre Luxembourg et Mulhouse. Les voyageurs à destination de la Suisse disposeront d'une connexion de train à Mulhouse.

Question 1742 (27.01.2016) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** (DP) concernant le **nouveau giratoire à Marnach**:

L'Administration des Ponts et Chaussées est en train de procéder à l'aménagement d'un couloir pour bus à Marnach («Bombatsch») et à la prolongation de la N10 au giratoire reliant la N7 et la transversale de Clervaux. Dès que ce projet sera réalisé, il est assez probable qu'il drainera notamment le trafic en provenance de Weiswampach le long des maisons et de la ferme situées à côté de la N10 au lieu-dit «Bombatsch» si bien que des problèmes de sécurité se poseront inévitablement. En effet, le nouveau giratoire sera directement connecté à la N10 laquelle est destinée à évacuer les autobus, les machines agricoles et les poids lourds les plus divers qui arrivent des localités situées au nord de Marnach pour accéder à la zone d'activités sans devoir tourner à gauche. Il va sans dire que la création d'un nouveau supermarché dans cette zone attirera encore davantage de trafic. À notre avis, la construction d'un giratoire près du nouveau centre commercial pourrait empêcher les problèmes évoqués ci-dessus et éviter que la qualité de vie des riverains de la N10 ne se dégrade de manière tangible.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le coût estimatif des travaux commencés et envisagés?

2. Vu l'envergure des travaux proposés et le risque accru d'accidents résultant de cette planification, ne serait-il pas recommandable d'aménager un giratoire au croisement de la N7 et de la N10?

3. Pourquoi le nouveau giratoire - qui donne accès à la transversale de Clervaux et qui est plus élevé que la chaussée normale - se distingue-t-il par une pente assez prononcée (du côté «est» au côté «ouest»)?

4. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que cette pente peut favoriser des chutes de véhicules lourds d'une certaine hauteur?

Réponse (26.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans leur question parlementaire les honorables Députés voudraient avoir des informations concernant le nouveau giratoire à Marnach.

Ad 1. Le coût des travaux d'aménagement d'un couloir bus et de prolongation de la N10 au giratoire reliant la N7 et la transversale de Clervaux à Marnach («Bombatsch»), est estimé à 1.145.000 euros.

Ad 2. Il faut tout d'abord noter que les travaux de sécurisation du carrefour formé par les routes nationales N7 et N18, à proximité de l'endroit où un nouveau centre commercial est projeté, sont réalisés en deux lots:

- élimination du mouvement de tourne à gauche donnant sur la route N7 avec l'aménagement en contrepartie d'un nouvel embranchement partant de la N18 en amont du passage supérieur vers la bretelle existante de la N7 en direction de Hosingen;

- prolongation de la route N10 au nouveau giratoire reliant la transversale de Clervaux à la N7 au lieu-dit «Bombatsch».

Ces aménagements permettent de sécuriser les lieux, de façon que la projection d'un giratoire à l'endroit du croisement des routes nationales N7 et N18 à Marnach n'est pas prévu.

Ad 3. et 4. Le nouveau giratoire, qui donne accès à la transversale de Clervaux, est conçu avec une légère pente en direction de Clervaux pour y permettre l'intégration ultérieure d'un nouveau passage supérieur visant à rétablir le chemin vicinal existant et emprunté par les machines agricoles. À noter que le nouveau giratoire répond aux prescriptions techniques usuelles des carrefours plans en rase campagne (Setra, RAL 2012, Instructions techniques de l'administration) et qu'il ne favorise donc en aucun cas la chute de poids lourds. La chaussée annulaire présente d'ailleurs un diamètre extérieur de 90 mètres, qui est analogue à celui du giratoire Fridhaff. Les deux branches relatives à la N7 sont aménagées sur la plate-forme existante de la route nationale. La branche intégrée du côté est rétablit le rattachement existant de la «rue Bombatsch» située en contrebas de la N7.

Enfin, en ce qui concerne l'évocation de plus de trafic sur le chemin du nom de «rue Bombatsch» (ancienne N7), longeant la N7 actuelle et où il y a quelques maisons et une ferme, il faut rappeler que dans le cadre de la fusion des communes de Clervaux, Heinerscheid et Munschausen en 2011, il avait été demandé que ce chemin soit repris par l'État. Effectivement, son reclassement dans la voirie de l'État devrait avoir lieu avec le vote de la prochaine loi afférente.

Question 1743 (28.01.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **équivalences**:

Les élèves de l'enseignement secondaire qui veulent ou doivent, pour des raisons diverses, poursuivre leur scolarité à l'étranger, sont obligés d'obtenir une équivalence du niveau d'étude luxembourgeois pour l'établissement scolaire étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre, existe-t-il un service vers lequel les élèves concernés peuvent se tourner pour obtenir une équivalence de leur niveau d'étude? Comment se déroule cette démarche?

2. Dans la négative, pour quelles raisons le Luxembourg ne dispose-t-il pas d'un tel service?

3. Le Ministre envisage-t-il de mettre en place un service équivalent?

Réponse (03.03.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le principe de la reconnaissance des diplômes prévoit que les équivalences de diplômes soient établies par le pays d'accueil et non pas par le pays d'origine. Ceci découle directement du principe de subsidiarité c'est-à-dire que l'organisation du système scolaire, et partant de l'enseignement en général, tombe sous les compétences nationales et n'est pas régie par des directives et réglementations de l'Union européenne.

Ad 1. Les attributions du Service de la reconnaissance des diplômes au sein de mon Ministère sont l'établissement de certificats d'équivalence de diplômes étrangers par rapport aux diplômes nationaux.

Ad 2. + 3. L'établissement d'équivalences de diplômes nationaux par rapport à ceux de pays étrangers va à l'encontre des conventions internationales en vigueur, à savoir les conventions du Conseil de l'Europe N 015, dite de Paris du 11.12.1953, et N 165, dite de Lisbonne du 11.04.1997.

Question 1744 (28.01.2016) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant la **protection des mineurs**:

L'article 19, alinéa 1^{er}, de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose que les États parties doivent prendre toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié.

L'article 9 de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne, transposant la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie et remplaçant la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil, prévoit la possibilité de voir délivrer un bulletin spécial «protection des mineurs» qui contient un relevé de toutes les condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur, pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il en aggrave la peine par le service du casier judiciaire.

Le cas de l'entraîneur de football engagé à nouveau par un club luxembourgeois alors qu'il était déjà placé sous contrôle judiciaire pour suspicion d'attouchements sexuels sur mineur, révélé récemment par la presse, montre la limite de cette dernière disposition dans la mesure où, même si le club avait demandé l'extrait du bulletin spécial du casier judiciaire, ce dernier aurait été vierge alors que la personne n'a pas été condamnée définitivement.

Ainsi, en l'absence d'un fichier judiciaire d'auteurs d'infractions sexuelles tel qu'il existe en France (qui comprend aussi l'inscription des inculpations par le juge d'instruction), en Angleterre et au Pays de Galles, seul le suivi méticuleux du contrôle judiciaire, voire la surveillance de la personne aurait pu révéler que l'inculpé n'a pas respecté la mesure lui interdisant d'entrer en contact avec des mineurs.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Le Gouvernement envisage-t-il de créer un «registre national des auteurs d'infractions sexuelles» au Luxembourg?

2. Par quel moyen un club sportif, une crèche ou une structure d'accueil pour enfants, ou tout autre employeur ou association dont l'activité relève de l'éducation, l'aide à la jeunesse, la protection infantile, l'animation ou l'encadrement de mineurs, peuvent-ils, lorsqu'ils envisagent d'engager une personne pour encadrer des mineurs, s'assurer que le candidat ne fait pas l'objet d'une mesure d'interdiction, même provisoire?

3. Les autorités luxembourgeoises peuvent-elles avoir accès aux données des fichiers tenus à l'étranger, notamment le registre français, à la demande d'une institution ou d'un établisse-

ment agréé pour l'encadrement de mineurs au Grand-Duché?

Réponse commune (29.02.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

L'honorable Députée soulève un problème très important en matière de protection des enfants contre l'abus sexuel.

Dans la plupart des cas, l'enfant est abusé par une personne en laquelle il devrait en principe pouvoir avoir confiance, à savoir une personne membre de sa famille, proche de sa famille (amis, voisins) ou une personne de son encadrement professionnel (enseignant, éducateur) ou bénévole (encadrement scout, entraîneur sport, enseignant de musique, personne de culte). Les gestionnaires d'activités qui comprennent l'encadrement d'enfants ont la responsabilité de prendre toute mesure nécessaire pour protéger l'enfant qui leur est confié contre l'abus sexuel. Outre la mise en place de directives et de procédures claires en matière de signalement de toute suspicion d'abus au Parquet, le gestionnaire doit s'assurer que les personnes qui encadrent l'enfant disposent d'un passé irréprochable.

Le Luxembourg a transposé par loi du 21 février 2013 la directive 2011/92/EU du Parlement et du Conseil du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie, et l'article 9 de la loi du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne prévoit la délivrance d'un bulletin spécial du casier judiciaire, qui renseigne toutes les condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur et coulées en force de chose jugée.

Il faut souligner que ce bulletin dit «mineurs» a spécialement été créé afin de permettre à des employeurs ou associations qui désirent engager une personne sur une base salariale ou bénévole, à durée limitée ou illimitée, de vérifier l'honorabilité de la personne concernée.

Ainsi, en vertu de l'article 9 précité: «Toute personne physique ou morale se proposant de recruter une personne pour des activités professionnelles ou bénévoles impliquant des contacts réguliers avec des mineurs reçoit, sous condition de l'accord de la personne concernée, le relevé de toutes condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur, et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il en aggrave la peine.»

Cette disposition est claire et il appartient aux employeurs potentiels de l'utiliser et d'assumer également leur part de responsabilité en ce domaine.

Ad 1. En ce qui concerne l'opportunité de créer un «registre national des auteurs d'infractions sexuelles», il y a lieu de considérer les éléments suivants:

L'article 6 § 2 de la Convention européenne des droits de l'Homme dispose: «Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.» Or, cette culpabilité est «légalement établie», à l'issue d'une procédure pénale, par une condamnation, qui n'est plus susceptible de recours. Jusque-là, l'accusé est présumé innocent. Il n'est donc pas possible de qualifier une personne d'«auteur d'infraction sexuelle» indépendamment de toute procédure pénale, voire avant la fin de celle-ci.

La France a créé par l'article 48 de la loi Perben II du 9 mars 2004 un fichier informatisé, nommé FIJAISV (fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes), depuis une loi du 13 décembre 2005 sur la récidive des infractions pénales. Dans ce fichier sont inscrites les personnes mineures ou majeures condamnées de façon définitive ou non, ou ayant fait l'objet de sanctions éducatives, ou d'une composition pénale ou ayant fait l'objet d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement dans le cadre d'une déclaration d'irresponsabilité pénale pour trouble mental. Le FIJAISV vise à prévenir la récidive des auteurs d'infractions sexuelles déjà condamnés. Figurent partant dans ce fichier des personnes condamnées par une décision judiciaire, mais dont la condamnation n'est pas encore définitive (et ne figure pas encore au casier judiciaire), mais n'y figurent pas les suspects contre lesquels une enquête est en cours, les personnes inculpées par le juge d'instruction,.... La personne inscrite au fichier doit en être informée, et il découle de cette inscription des obligations à charge de la personne concernée. À noter que seules les autorités de poursuite et les autorités étatiques ont accès aux informations contenues dans ce fichier.

Le Royaume-Uni a créé un fichier nommé VI-SOR (Violent and Sex Offender Register) par une loi appelée «Sexual Offences Act 2003». Ce fichier est tenu par les autorités policières, et il contient non seulement les données de personnes condamnées, mais même les coordonnées de personnes «considérées comme susceptibles de commettre une infraction». L'inscription audit fichier entraîne une série d'obligations pour la personne concernée, qui dispose d'un recours pour contester son inscription au registre.

Plusieurs États membres de l'Union européenne, et notamment l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne, ont déclaré que le fichier mis en place au Royaume-Uni constitue une violation de la Convention européenne des droits de l'Homme. La Cour de Strasbourg n'a toutefois pas encore eu à statuer sur un cas concret concernant le fichier mis en place au Royaume-Uni. Par contre, elle a été saisie par un requérant français, qui fut inscrit automatiquement sur le fichier FIJAISV compte tenu d'un crime pour lequel il avait été définitivement condamné. Cette inscription lui avait été notifiée en bonne et due forme et il avait eu connaissance des obligations à sa charge. Dans son arrêt Gardel/France du 17 décembre 2009, la Cour a considéré que l'inscription au fichier constituait une ingérence dans la protection des données à caractère personnel garantie par l'article 8 de la convention, mais que celle-ci répondait à des objectifs de prévention et était proportionnée aux buts légitimes poursuivis.¹ Étant donné que la Cour européenne des droits de l'Homme ne statue que sur le cas concret dont elle est saisie, l'arrêt Gardel ne permet pas de conclure quelle serait la position de la Cour si elle était saisie par un requérant inscrit sur un fichier avant qu'il ne soit définitivement condamné, et qui bénéficie donc encore de la présomption d'innocence (article 6 § 2 de la convention).

La présomption d'innocence interdit de considérer comme «auteur d'infraction sexuelle» une personne non encore définitivement condamnée. En cas de condamnation définitive, celle-ci est inscrite au casier judiciaire et figure sur le bulletin spécial prévu à l'article 9 de la loi du 29 mars 2013. La création d'un registre spécifique, supplémentaire au casier judiciaire, n'apporterait donc pas de plus-value.

Ad 2. En ce qui concerne les moyens dont dispose le gestionnaire d'une activité d'encadrement pour vérifier l'honorabilité de son personnel, il faut distinguer deux cas, à savoir la vérification des condamnations antérieures éventuelles des candidats lors de la procédure de recrutement et celui de la personne en procédure de recrutement ou en activité de service qui fait l'objet d'une enquête judiciaire.

Pour vérifier si une personne a fait l'objet d'une condamnation, il suffit de demander la présentation du bulletin «mineurs» et des casiers judiciaires des autres pays dont le candidat a la nationalité.

En cas de condamnation définitive, la condamnation est inscrite au casier, et, sur base de l'article 9 de la loi du 29 mars 2013, «toute personne physique ou morale se proposant de recruter une personne pour des activités professionnelles ou bénévoles impliquant des contacts réguliers avec des mineurs reçoit, sous condition de l'accord de la personne concernée, le relevé de toutes condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur ou impliquant un mineur, et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il en aggrave la peine.»

Ce contrôle est réalisé par le service des ressources humaines du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour tout le personnel titulaire et remplaçant des institutions éducatives publiques. Dans le cas des institutions privées de type crèche, maison relais ou autres, ce contrôle doit être réalisé par l'employeur, en application des dispositions de la loi du 8 septembre 1998 et de ses règlements d'application. Le respect de cette condition peut être vérifié par les fonctionnaires désignés à cet effet par le Ministre compétent en application de l'article 9 de ladite loi.

Pour savoir si une personne fait actuellement l'objet d'une enquête judiciaire, les moyens de l'employeur sont limités, au vu des droits légitimes et juridiquement protégés de la personne concernée.

S'il est question de «candidat faisant l'objet d'une mesure d'interdiction, même provisoire», il faut rappeler non seulement la présomption

¹ La Cour a notamment pris en considération le fait que la durée de conservation des informations varie selon la gravité de la condamnation subie; qu'un contrôle indépendant de la justification de la conservation des informations est assuré sur base de critères précis; que l'accès à ce fichier est réservé à des autorités astreintes à une obligation de confidentialité et dans des circonstances déterminées.

d'innocence dont doit bénéficier chaque inculpé et chaque prévenu, mais également l'article 8 du Code d'instruction criminelle:

«(1) Sauf dans les cas où la loi en dispose autrement et sans préjudice des droits de la défense, la procédure au cours de l'enquête et de l'instruction est secrète.

(2) Sous réserve des dérogations découlant en droit interne notamment des engagements internationaux en matière de coopération internationale, toute personne qui concourt à cette procédure est tenue au secret professionnel dans les conditions et sous les peines de l'article 458 du Code pénal.

(3) Le procureur général d'État ou le procureur d'État peut rendre publiques des informations sur le déroulement d'une procédure, en respectant la présomption d'innocence, les droits de la défense, le droit à la protection de la vie privée et de la dignité des personnes ainsi que les nécessités de l'instruction.

(4) (...)

Dès lors il est difficilement concevable, lorsqu'un juge d'instruction ou une chambre du conseil décide de ne pas maintenir un inculpé en détention préventive mais de le libérer sous contrôle judiciaire, que cette information soit rendue publique, même si cette décision est assortie de conditions, telles que p.ex. de ne pas rentrer en contact avec des mineurs.

Il faut également noter qu'une personne qui ne respecte pas les obligations lui imposées en vertu du contrôle judiciaire risque de voir lever le contrôle judiciaire et d'être placée en détention préventive.

Ad 3. En ce qui concerne l'accès des autorités luxembourgeoises aux données contenues dans des fichiers tenus à l'étranger, tels que le FIJAVIS, il y a lieu de noter qu'en règle générale cet accès n'est pas accordé.

Ainsi, comme beaucoup d'autres pays européens, la France ne donne aucun accès à ce fichier à des autorités étrangères qui ne figurent pas sur la liste des autorités énumérées dans la loi nationale, qui organise le fichier et qui en réglemente l'accès.

L'échange d'informations entre casiers judiciaires (ECRIS) est organisé sur le plan européen. Bien évidemment cet échange concerne des condamnations prononcées par des juridictions.

À noter qu'il n'est absolument pas certain qu'un échange d'informations sur des inculpés ou des «suspects» soit compatible avec la présomption d'innocence et ne risque pas d'être sanctionné par la Cour européenne des droits de l'Homme pour violation des articles 6 § 2 et 8 de la convention.

Question 1746 (28.01.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le **travail de mémoire de la Shoah**:

Les efforts du Gouvernement pour conserver, approfondir et faire vivre cette mémoire sont largement approuvés et méritent d'être soutenus.

Parmi les institutions à mettre en place pour ce travail de mémoire, il est question d'une Fondation pour la mémoire de la Shoah, retenue en tout premier lieu parmi les recommandations de la Commission d'étude sur les spoliations des biens juifs au Luxembourg et souhaitée vivement par la communauté juive du pays. En relation avec les moyens financiers à prévoir pour cette Fondation, il a été question de reprendre les recherches sur les comptes en déshérence et d'apurer le cas échéant ces comptes pour en utiliser les fonds pour pourvoir la Fondation d'un capital lui permettant de travailler dans la continuité et en toute indépendance. À cette fin il a même été question un moment de faire revivre la Commission d'étude des spoliations des biens juifs.

Il importe que le travail de mémoire sur la Shoah, plus de 70 ans après le génocide, soit enfin une fois pour toutes et sans plus de retard organisé dans la pérennité.

Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, ce qui suit:

- Où en sont les préparatifs pour instituer la Fondation pour la mémoire de la Shoah et quels délais sont prévus pour la mettre en œuvre?

- Les recherches sur les comptes en déshérence ont-elles abouti? Est-il prévu de convoquer la Commission d'étude sur les spoliations de biens juifs pour conclure ces travaux de recherche?

Réponse (24.02.2016) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Monsieur le Député pose deux questions en relation avec la Shoah.

En ce qui concerne l'institution d'une Fondation pour la mémoire de la Shoah, j'ai l'honneur d'informer Monsieur le Député que plusieurs échanges ont eu lieu à ce sujet avec les représentants de la communauté juive. Ces entrevues ont permis d'approfondir la structure, l'objet, les missions et les modalités de fonctionnement de la future Fondation. Sur cette base un premier projet de statuts a pu être élaboré.

En ce qui concerne les recherches sur les comptes en déshérence, je dois informer Monsieur le Député que ces recherches n'ont pas encore abouti en vue d'établir une liste complète qui pourrait servir de base pour les prochaines étapes. Actuellement, les recherches continuent dans les trois banques concernées, à savoir la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, la BGL BNP Paribas et la Dexia BIL.

Pendant l'été 2015 plusieurs comptes inactifs ont pu être soldés suite à la découverte des propriétaires ou de leurs héritiers.

Actuellement les trois banques en question se livrent encore à des contrôles internes afin de pouvoir garantir que les listes présentées soient bien complètes.

Messieurs Paul Dostert et Denis Scuto ont été chargés de présenter un rapport final sur les comptes en déshérence. La rédaction de ce rapport dépend des données qui seront livrées par les banques concernées.

La Commission d'étude sur les spoliations de biens juifs telle qu'elle existait en juin 2008 lorsque le rapport a été remis au Gouvernement n'existe plus suite à des décès et des mises à la retraite.

Une proposition de constituer une «nouvelle» commission dans le but de rédiger un rapport complémentaire n'a pas encore abouti.

Question 1747 (28.01.2016) de **MM. Claude Wiseler, Marc Spautz et Laurent Mosar** (CSV) concernant la **stratégie migratoire du Gouvernement**:

La crise migratoire est en effet un des grands défis de notre temps. Car il en va de l'avenir du projet européen et du soutien populaire à ce projet. Selon les récents sondages d'Eurobaromètre, la crise migratoire est un des sujets qui préoccupent le plus les citoyens de l'Union européenne. Avec un focus tout particulier sur la question des demandeurs d'asile en provenance d'un pays d'origine sûr ainsi que sur la «route des Balkans». D'autant plus que, selon les estimations récentes du Vice-Président de la Commission européenne, Monsieur Frans Timmermans, «environ 60%» des demandeurs d'asile ne sont que des réfugiés économiques et ne remplissent dès lors pas les conditions nécessaires à l'obtention du droit d'asile. Au Luxembourg, nous avons pris acte des déclarations dans certains médias de Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Sécurité intérieure en marge du Conseil informel de la Justice et des Affaires intérieures de l'Union européenne du lundi 25 janvier 2016 à Amsterdam refusant toute pression politique à l'encontre de la Grèce. Nous avons également pris acte des déclarations dans certains médias de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes relatives aux «solutions européennes» dans le cadre de Schengen.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il préciser la politique et la pratique actuelles du Gouvernement relatives aux demandeurs d'asile en provenance d'un pays d'origine sûr? Qu'en est-il, à ce sujet, des accords de réadmission de l'Union européenne avec les pays du Maghreb?

2. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le règlement UE n°604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, dit «Règlement Dublin III», est toujours appliqué à Luxembourg? Est-ce que «Dublin III» répond toujours aux défis de notre temps ou faut-il plutôt réviser le règlement?

3. Monsieur le Ministre peut-il détailler la position du Gouvernement relative à une prolongation éventuelle de deux ans des contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen?

4. Monsieur le Ministre peut-il clarifier la stratégie de l'Union européenne afin d'inciter les gouvernements grec et italien d'améliorer le contrôle des frontières extérieures de l'UE en vue de limiter les flux de migrants sur la «route des Balkans»?

5. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur l'avancement du fonds européen de trois milliards d'euros pour aider la République de Turquie à accueillir des réfugiés syriens?

6. Devant l'entrée massive de migrants économiques en provenance de pays africains en général et du Maghreb en particulier, Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de nombreux observateurs qu'il faudrait fondamentalement repenser la politique de coopération avec les pays en voie de développement afin d'offrir de réelles perspectives d'avenir aux jeunes de ces pays?

7. Dans un même ordre d'idées, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait également instaurer une véritable politique d'immigration de l'UE avec des quotas d'immigrants légaux pour chaque État membre de l'Union?

Réponse (29.02.2016) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Ad 1. La provenance d'un pays d'origine sûr est prise en compte dans le cadre du traitement des demandes de protection internationale.

Au sens de l'article 27, paragraphe 1 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection nationale et à la protection temporaire, le Ministre peut statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée si le demandeur provient d'un pays d'origine sûr au sens de l'article 30 de la loi.

Si le Ministre estime que les conditions sont remplies pour traiter la demande dans le cadre d'une procédure accélérée, il prend sa décision au plus tard dans un délai de deux mois à partir du jour où il apparaît que le demandeur tombe sous un des cas prévus à l'article 27 de la loi.

Cependant, les demandes de protection internationale de ressortissants d'un pays considéré comme pays d'origine sûr ne sont pas traitées automatiquement dans le cadre d'une procédure accélérée. En effet, la désignation d'un pays sur la liste des pays d'origine sûrs n'exclut pas l'examen individuel de chaque demande de protection internationale. Il s'agit d'une présomption simple de désignation d'un pays d'origine comme sûr et donc d'une présomption réfragable lors de l'examen individuel de la demande de protection internationale. Afin qu'une demande puisse être traitée dans le cadre d'une procédure accélérée, il faut que le demandeur n'ait soumis aucune raison valable permettant de penser qu'il ne s'agit pas d'un pays d'origine sûr en raison de sa situation personnelle pour que la procédure dite accélérée puisse s'appliquer à sa demande. Cette condition est évaluée dans le contexte d'une analyse individuelle par le Service Réfugiés en fonction de la situation individuelle du demandeur. Elle est d'ailleurs également évaluée par les juridictions administratives en cas de recours contre une décision prise dans le cadre d'une procédure accélérée.

Le traitement plus rapide des demandes dans le contexte d'une procédure accélérée entraîne que le retour des demandeurs de protection internationale déboutés peut être initié plus rapidement. À noter pourtant que la notion de pays d'origine sûr, telle que prévue dans la loi du 18 décembre 2015 précitée, n'existe pas sous la même forme dans le domaine des retours. Dans le contexte des retours, une évaluation de la situation dans le pays d'origine a lieu, ceci notamment dans le contexte de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Si un pays remplit les critères pour être considéré comme pays d'origine sûr pour les besoins de la procédure d'asile, il y a évidemment de fortes chances qu'un retour soit possible en raison de la situation dans le pays. Pourtant, d'autres obstacles à l'exécution d'un retour pourraient exister, tels que des problèmes d'identification ou des problèmes de coopération avec les autorités du pays.

En ce qui concerne les pays du Maghreb, il n'existe pas d'accord de réadmission entre l'Union européenne et ces pays. La Commission européenne dispose de mandats pour négocier avec le Maroc (depuis septembre 2000), avec l'Algérie (depuis novembre 2002) et avec la Tunisie (depuis décembre 2014) sans qu'un accord n'ait pu être conclu à cette date.

Ad 2. Oui, ledit règlement est toujours en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg. Dans ce contexte, il est important de rappeler que le règlement est un acte juridique européen. De portée générale, il est obligatoire dans toutes ses dispositions: les États membres sont tenus de les appliquer telles qu'elles sont définies par le règlement. Le règlement est donc directement applicable dans l'ordre juridique des États membres.

Selon le règlement «Dublin III», l'État membre par lequel un demandeur de protection internationale est entré dans l'Union est en principe responsable d'examiner la demande de protection internationale. Ce mécanisme entraîne que les pays situés aux frontières extérieures de l'Union sont particulièrement exposés et con-

naît de ce fait des limites, notamment en cas d'afflux massif de migrants, tel que c'est le cas actuellement alors que les pays en question sont confrontés à une charge exceptionnelle.

Face à ce défi et face au risque de mettre en danger la viabilité des systèmes de protection internationale dans certains États membres, un partage plus juste de cette charge entre les États membres constitue la seule solution. La Commission européenne a annoncé vouloir faire une proposition de refonte du règlement «Dublin III», qui devrait également inclure un mécanisme de solidarité efficace pour pallier aux défis constatés actuellement.

Ad 3. Il convient de souligner d'emblée que les mesures de réintroduction temporaire de contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen prises par certains États membres de manière unilatérale dans le contexte de la crise migratoire se basent sur des exceptions prévues par le Code Frontières Schengen (article 23 et suivants du Code Frontières Schengen). Ces contrôles doivent être limités dans le temps.

De sus, les articles 19 et 29 du Code Frontières Schengen prévoient une procédure spécifique en cas de circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de l'espace Schengen du fait de manquements graves persistants liés au contrôle aux frontières extérieures. Il peut en résulter, en tant que mesure de dernier ressort, une réintroduction des contrôles à des frontières intérieures pour une durée initiale n'excédant pas six mois. La mesure peut être prolongée pour une période supplémentaire de six mois avec une durée maximale de deux ans.

Les articles 19 et 26 du Code Frontières Schengen représentent un mécanisme d'appui graduel et sont utilisés, à ce stade, en soutien de la Grèce. D'un point de vue juridique, ils ne permettent pas d'exclure quiconque de l'espace Schengen. Selon le Gouvernement luxembourgeois, l'application de l'article 26 présente l'avantage de placer les contrôles aux frontières intérieures dans un cadre européen et de mettre fin à la pratique de décisions unilatérales nationales. Sur proposition de la Commission européenne, il serait possible de mieux coordonner, de limiter les contrôles aux seuls tronçons où c'est nécessaire et proportionné, d'adapter le dispositif avec flexibilité et d'appliquer des mesures de soutien notamment par le biais d'un déploiement de l'agence Frontex.

Ad 4. De janvier à décembre 2015, Frontex a recensé le chiffre record de plus de 1,5 million de franchissements illégaux aux frontières extérieures. Au stade actuel, les flux demeurent encore importants vers la Grèce, alors qu'en Italie une baisse continue des arrivées se confirme depuis l'essor de la route des Balkans.

Afin de soutenir l'Italie et la Grèce, l'Union européenne a accordé dès le début de la crise des soutiens financiers importants à ces deux États membres. De plus, l'Union européenne soutient les États par le biais d'opérations menées par l'Agence Frontex (opérations Triton et Poséidon ainsi que le déploiement de «Rapid Border Intervention Teams (RABIT)» en Grèce).

Par ailleurs, en soutien à la Grèce, la procédure prévue aux articles 19 et 26 du Code Frontières Schengen a été déclenchée. Dans le cadre de l'article 19 du Code Frontières Schengen, le Conseil a adopté en date du 12 février 2016 une décision d'exécution arrêtant une recommandation pour remédier aux graves manquements constatés dans l'évaluation pour 2015 de l'application, par la Grèce, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la gestion des frontières extérieures. Cette décision souligne un besoin de mesures pour les frontières maritimes et pour les frontières terrestres (procédure d'enregistrement, surveillance des frontières, analyse de risques, coopération internationale, ressources humaines et formations, procédures de vérification aux frontières, infrastructures et équipements).

Pour mieux se préparer à des afflux futurs aux frontières extérieures, la Commission a présenté en date du 15 décembre 2015 un paquet «frontières», qui avance des propositions permettant sur le moyen et long terme une reprise du contrôle des frontières extérieures. Le paquet comprend une proposition de modification ciblée du Code Frontières Schengen sur le caractère systématique des contrôles à l'entrée ainsi qu'une proposition relative au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes. La Présidence néerlandaise compte respecter le mandat des Chefs d'État ou de Gouvernement et finaliser rapidement la position du Conseil sur le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes.

Il convient de noter pourtant que les mesures en vue d'une meilleure gestion du flux de migrants ne se limitent pas au seul volet de la gestion des frontières extérieures mais incluent également d'autres domaines, tels que les relations avec les pays tiers, pays d'origine ou de transit, les retours et la réadmission ou les voies de migration légale.

Ad 5. Lors du sommet UE-Turquie du 29 novembre 2015, un engagement européen de 3 milliards d'euros avait été pris afin de venir en aide aux réfugiés se trouvant en Turquie. Les modalités de mise en œuvre de cette aide prendront la forme d'une facilité (Refugee Facility for Turkey), mécanisme de coordination doté d'ici fin 2017 de 3 milliards d'euros et placé sous la gestion de la Commission européenne. Les fonds proviendront pour 1/3 du budget de l'UE (1 milliard d'euros), et pour 2/3 (2 milliards d'euros) de contributions nationales des États membres, suivant la clé de répartition RNB du budget général de l'UE. La quote-part du Luxembourg s'élèvera à 4,315 millions d'euros. Les contributions des États membres seront traitées sous forme de recettes externes affectées, donc versées au budget général de l'UE, conformément à l'article 21 (2) b du règlement financier de l'UE.

Les éléments constitutifs de conditionnalité et de gouvernance de cette facilité ont fait l'objet d'un accord entre les États membres et la Commission européenne le 3 février 2016. Un comité de pilotage (Steering Committee), composé des États membres, de la Commission et de la Turquie, sera chargé du suivi des orientations stratégiques et de l'exécution des actions. Le volume et la vitesse des décaissements se feront à la lumière de la mise en œuvre sur le terrain du plan d'action migration UE-Turquie. La première rencontre du comité de pilotage a eu lieu le 17 février 2016.

Ad 6. Parmi les mesures adoptées dans le contexte de la crise migratoire actuelle, les relations avec les pays d'origine et de transit des migrants occupent une place importante.

Ainsi, le Sommet de la Valette a mis en place un nouveau cadre de coopération avec l'Afrique en termes de migration. Une coopération positive a permis de trouver un bon équilibre entre les politiques de développement, la migration légale, ainsi qu'une politique de retour et de réadmission effective. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre les actions qui en découlent au niveau pratique, ce qui appelle à des mesures de coordination accrues entre les différents domaines politiques. Le Luxembourg contribue avec des fonds à hauteur de 3,1 mio € de l'aide publique au développement au fonds fiduciaire mis en place à La Valette et suit de près la mise en œuvre rapide de projets efficaces.

Dans sa politique de coopération au développement le Luxembourg contribue activement et ce depuis des années à offrir des perspectives d'avenir aux jeunes, notamment dans les pays partenaires en Afrique de l'Ouest et plus particulièrement en milieu rural. C'est une des raisons d'être de notre politique de coopération au développement. Lutter contre la pauvreté ne se limite pas aux premiers soutiens de survie avec l'aide humanitaire, mais cela consiste justement à créer des opportunités pour les jeunes - filles et garçons - dans leur pays ou dans leur région.

L'éducation et la formation professionnelle sont dans nos programmes indicatifs de coopération une priorité. Ce volet est couplé à des programmes supplémentaires d'accès à l'emploi et d'accès à différentes formes de protection sociale. Ces programmes doivent être renforcés grâce à l'arrivée d'autres acteurs publics et privés et de fonds supplémentaires, y compris du fonds fiduciaire mis en place.

Il ne s'agit donc pas de repenser la politique de coopération au développement, mais de la renforcer et de la rendre encore plus efficace face aux poussées démographiques importantes en Afrique.

Ad 7. Les efforts pour faciliter les voies de migration légale font partie du paquet de mesures proposées par la Commission européenne dans le contexte de l'Agenda pour la migration. Pendant sa Présidence, le Luxembourg a fortement promu l'approche de procéder par un paquet de mesures, visant tous les différents domaines touchés par la migration. C'est pourquoi la Présidence luxembourgeoise a tout mis en œuvre pour avancer sur les différents aspects, que ce soit la solidarité européenne, la gestion des frontières, les relations avec les pays tiers, les retours et également les voies de migration légale. Dans ce domaine, la Prési-

dence a pu arriver à un accord politique sur la refonte de la directive «chercheurs et étudiants».

Le Luxembourg continue à soutenir cette démarche transversale. L'ampleur et la complexité de la crise migratoire montrent que la réponse doit porter sur différents domaines, dont celui des voies de migration légale. Il est vrai que la politique d'immigration est encore largement dominée par des règles nationales, à l'exception de quelques directives sectorielles. Une approche plus coordonnée serait certainement souhaitable pour arriver à des règles communes, applicables dans tous les États membres. De sus, cette approche coordonnée devrait aller de pair avec une facilitation des voies de migration légale, qui reste un moyen pour mieux gérer l'immigration dans l'Union européenne et éviter que les migrants cherchent à entrer illégalement dans l'Union européenne, avec tous les risques et périls que ceci entraîne. De sus, une telle facilitation éviterait un détournement de la procédure d'asile par des personnes souhaitant immigrer dans l'Union européenne sans être en besoin d'une protection.

Question 1751 (29.01.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les classes d'accueil:

De Lëtzebuurger Schoulsystem muss vu Joer zu Joer en ëmmer méi groussen Zouwuess vu Kanner meeschteren, déi aus dem Ausland kommen. Dës Kanner schwätzen déi Sproochen, déi an onsem Schoulsystem gebraucht ginn, net oder nëmmen zum Deel. Dëst stellt de Schoulsystem an awer och den Integrationsprozess viru grouss Erausforderungen.

Eng Méiglechkeet, fir dës Erausforderungen ze meeschteren, wär, dës Kanner fir eng bestëmmten Zäit spezifesch op d'Lëtzebuurger Sproochesituatioun virzereeden, och a spezifesche Klassen (classes d'accueil), ier se an den allgemenge Schoulsystem integréiert ginn.

An der parlamentarescher Kommissioun vum 27. Januar 2016 vum der Éducation huet den Här Éducationminister gesot, international Texter géifen dëst net zouloossen.

Dowéinst wéilt dech dem Här Éducationminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill „classes d'accueil étatiques“ fonctionnéieren Enn Januar zu Lëtzebuerg? Um Territoire vu wéi enge Gemengen, a mat wéi vill Kanner pro Klass? Wéi vill vun deene Klasse fonctionnéieren innerhalb vu Schoulgebaier, wou Kanner aus dem reguläre Schoulsystem ënnerbruecht sinn, a wéi vill Klasse fonctionnéieren an anere Gebaier?
2. Wéi vill Kanner vu Migranten, déi aktuell an den „classes d'accueil étatiques“ ënnerriicht ginn, sollen am Schouljoer 2016-2017 an de reguläre Schoulsystem opgeholl ginn, dëst engersäits fir d'Cyklen 2-4 vun der Grondschoul an anersäits fir de Secondaire?
3. Wéi vill Kanner, déi keng vun de Sproochen aus dem Lëtzebuurger Schoulsystem kennen, kënnen an eng regulär Klass opgeholl ginn (och mat Zousazhëlfe, wéi se am Kader vun den „cours d'accueil“ virgesi sinn), déi dobäi an de gemeinsame Stonne matkommen an den normalen Unterrecht vum Rescht vun de Klassen net méi lues maachen?
4. Op wéi eng konkret international Texter (Conventiounen, Traitéen, Direktiven,...), déi d'Chamber ratifizéiert huet, bezitt den Här Minister sech, wann e seet, esou Texter géifen de Prinzip vun den „classes d'accueil“ net zouloossen? Wéi eng Artikelen a Paragraphen aus deesen Texter kommen do prezis a Fro?

Réponse (07.03.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

D'Fro vum honorabelen Deputéierte betreffen d'Beschoulung vun de Kanner an den „classes d'accueil étatiques“.

Ad 1. Enn Januar huet de Ministère 20 „classes spécialisées d'accueil de l'État“ fir Kanner, déi nei am Land ukomm sinn, gezielt. An deem Tableau sinn d'Territoiren, d'Gemengen an d'Zuel vun de Kanner pro Klass opgelëscht:

Région	Commune	Lieu	Nombre de classes	Effectif/ classe
Centre	Ville de Luxembourg	Weimerskirch	3	9
				8
	Strassen	Strassen	4	10
				11
				21
				13
Nord	Bourscheid	Michelau	2	5
				5
	Ettelbruck	Ettelbruck	3	14
Est	Berdorf	Weilerbach	6	63
				16
Sud	Mondercange	Pontpierre	1	10
				11
Total			20	227

Just d'Klass zu Steebrécken ass um Site vun der Schoul organiséiert, all déi aner Klasse sinn a Gebaier ausserhalb vu Schoulen.

Ad 2. Den Artikel 19 am „règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays“ gesäit vir, datt d'Schüler am Prinzip net méi wéi ee Joer an enger „classe d'accueil“ bleiwen. Ennert de Kanner, déi am Kader vun der Réfugiéskris opgeholl goufen, si Kanner, déi am Laf vum éischten Trimester ukomm sinn, grad wéi och Kanner, déi eréischt fir d'zweet Trimester an d'Land komm sinn. Fir vill vun dese Kanner wäert dat éischt Joer nach mam Schouljoer 2016-2017 coïncidéieren. Aner Kanner sinn allerdéngs scho vill éischter an eng Regelklass komm, entweder opgrond vu Relogement, déi den OLAI ausféiert, oder well se gutt virukommen. Wann noutwendeg, gétt fir déi Kanner en „cours d'accueil“ oder och en „appui“ organiséiert. An der Theorie kéinten 150 Kanner am September 2016 an eng Regelklass goen, ma wéi fir all Kand ass et nach ëmmer de Bilan vun de Fortschrétt a Kenntnissen, deen d'Orientatioun determinéiert. Et ass zu deem Zäitpunkt net méiglech ze soen, wéi vill Kanner am September an eng Regelklass wäerte goen.

Ad 3. De Lëtzebuurger Schoulsystem ass équipéiert fir Kanner, déi am Laf vun hirer schoulescher Carrière am Fondamentale bäikommen an d'Schoulsproochen net beherrschen, opzuehelen a méttels „cours d'accueil“ op de Regelunterrecht ze preparéieren, grad ewéi si bei hirer Aschoulung ze begleeden. Och sinn d'Enseignant déi lescht Jore verstärkt op den differenzierten Unterrecht virbereet ginn. Teamteaching, adaptéiert Material a Léiergruppen erméiglechen, op dem Schüler säi Léierrythmus anzegoen an dem Schüler senge Bedürfnissen Rechnung ze droen, egal ob et sech ëm sproochlech Bedürfnissen handelt oder Léierschwierigkeiten.

Ad 4. D'Direktiv „2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale (refonte)“, définéiert d'Konditiounen vu Beschoulung an hirem Artikel 14 (Scolarisation et éducation des mineurs) folgendermoossen: «Les États membres accordent aux enfants mineurs des demandeurs et aux demandeurs mineurs l'accès au système éducatif dans des conditions analogues à celles qui sont prévues pour leurs propres ressortissants aussi longtemps qu'une mesure d'éloignement n'est pas exécutée contre eux ou contre leurs parents. L'enseignement peut être dispensé dans les centres d'hébergement.» Et ass och esou, datt Etüden an international Recherchen d'Grundlag si fir pädagogesch Optiounen wéi d'Inklusion an der Schoul.

Question 1752 (29.01.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les interventions à l'école de personnalités du monde politique:

Et gehéiert och zu den Aufgabe vun de Schoulen am Secondaire, d'Schüler fir d'Démokratie an d'Politik fit ze maachen, a sief et nëmmen als aktive Wieler. Dës Formatioun kann och iwwert de Wee vun Begéinungen tëschent de Schüler a Politiker an de Lycéëen erreecht ginn, z. B. am Kader vu Ronndeschgesprécher.

Dës Aufgabe mussen d'Prinzipien vun den Instruktiounen vum Minister (instructions ministérielles du 2 juin 2014) iwwert d'Neutralitéit vum öffentliche Enseignement respektéieren.

Dowéinst wéilt ech dem Här Éducationminister dës Froe stellen:

1. Wéi eng a wéi vill Politiker oder Expolitiker (Deputéiert, Ministeren, Europadeputéiert, Buergermeeschteren) goufen zanter der Rentrée 2014 a Schoulen a Lycéëen invitéiert, déi Deel vum lëtzebuergeschen öffentliche Schoulsystem sinn?
2. Zu wéi enge Parteien gehéieren déi betreffend Orateuren?
3. Wéi vill Ronndeschgesprécher goufen an deem Zäitraum an esou Schoulen organiséiert, zu wéi engem Sujet a wien huet dorun deelgeholl?
4. Ass den Här Minister der Meinung, datt d'Neutralitéit, esou wéi se an den Instruktiounen vum 2. Juni 2014 virgesinn ass, respektéiert gouf?
5. Sinn dem Här Minister Situatiounen bekannt, wou eenzel Membere vum Schoulpersonal déi strikt Neutralitéit, wéi se an dem leschte Paragraph vun den Instruktiounen beschriwwen ass, net respektéiert hunn?

Réponse (15.03.2016) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Op dem honorabelen Deputéierte seng Froe kann ech just fir den Enseignement secondaire an den Enseignement secondaire technique folgend Informatiounen ginn.

Ad 1. an 2. No Récksprouch mat de Lycéëen huet sech erginn, datt zanter der Rentrée 2014 eng 80 Politiker oder Expolitiker a Schoulen a Lycéëen, déi Deel vum lëtzebuergeschen öffentliche Schoulsystem sinn, invitéiert goufen.

Am heefegsten invitéiert goufen déi Lëtzebuerg Europadeputéiert vun alle Parteien, dëst am Kader vun europäesche Projeten, déi an de Schoule lafen, oder fir europäesch Institutiounen an hire Fonctionnement ze erklären.

E puer Schoulen hunn eng Table ronde zum Referendum vum 7. Juni 2015 organiséiert mat Verrieder vun alle Parteien, déi an der Chamber représentéiert sinn.

Am Kader vun engem Schoulprojet goufen och jeeweils ee Verrieder vu Greenpeace, dem Mouvement écologique, der Piratepartei an den amerikaneschen Democrats Abroad Luxembourg (den amerikaneschen Demokraten zu Lëtzebuerg) invitéiert.

D'Politiker ware gréisstendeels bei Erëffnungszereemonien a Präis- oder Diplomiwwerreechungen präsent. Fir d'Diplomiwwerreechungen an deene verschiddene Lycéëen ginn traditionell Regierungsmembere invitéiert.

Ad 3. Zanter der Rentrée 2014 goufen déi heite Ronndeschgesprécher an de Schoulen organiséiert:

Athénée de Luxembourg (AL)

- Simulatioun vum Europaparlament a vum Ministerrät, mam Charles Goerens an deene Responsabele vum Informationsbüro vum Europäesche Parlament zu Lëtzebuerg;
- Europäesch Projeten am Athénée, mam Jacques Santer an deene Responsabele vun der Fondation du mérite européen;
- Nohalteg Entwécklung, mam Europadeputéierte Claude Turmes;

- Europäesch Joer fir Entwécklung, mam Romain Schneider a mam Ben Fayot;

- Débat an der Cour des Comptes iwwert d'Roll vum Europäesche Rechnungshaff a mat Membere vum Europäesche Rechnungshaff;

- Situatioun vun de Flüchtlingen zu Lëtzebuerg, mam Corinne Cahen.

Atert-Lycée, Réiden (ALR)

- Eng Table ronde am Kader vum Referendum vum 7. Juni, mat engem Deputéierten aus all Partei, déi an der Chamber vertrueden ass.

Lycée Ermesinde (LEM)

- Ronndeschgesprécher iwwert den Aarbechtsmaart, un deenen haaptsächlech Patronen deelgeholl hunn.

Lycée de Garçons Luxembourg (LGL)

- Eng Table ronde am Kader vum Referendum vum 7. Juni mat Vetrieder vun de Jugendorganisatiounen vun de Parteien, déi an der Chamber vertruede sinn.

Lycée technique Agricole (LTA)

- Den LTA huet zesumme mat der École Privée Sainte-Anne (EPSA) a mam Lycée technique vun Ettelbréck (LÉTT) en „Après-midi zum Thema Referendum“ organiséiert an d'Parteien ugeschriwwen, ee Vetrieder ze schécken. Dem Opruff nokomm woren déi heite Parteien: DP, LSAP, déi gréng, CSV, Piraten.

Lycée technique de Bonnevoie (LTB)

- De 24. Februar 2016 gouf am LTB op Initiative vum engem Grupp Schüler vun 13^e technicien am Kader vun hirem Cours „Gestion de projets“ eng Table ronde organiséiert iwwert d'Thematik vun de Flüchtlingen. Participantë waren e. a. d'Corinne Cahen (Familljeminister, DP), d'Laura Zuccoli (Presidentin vun der ASTI), d'Nathalie Krier (Presidentin vun der Associatioun „Eng Hand fir all Kand“).

Lycée technique École de Commerce et de Gestion (LTECG)

- Den 29.09.2015 war am ECG eng Table ronde zum Thema „Femmes pionnières: encourager l'esprit d'entrepreneuriat chez les étudiants de BTS“, un där d'Françoise Folmer (déi gréng) an ech selwer deelgeholl hunn. D'Zil vun der Table ronde war et, d'Schüler fir den Entrepreneuriat an déi domat verbonne Beruffsperspektiven ze sensibiliséieren.

Sportlycée (SLL)

- Den SLL huet Ronndeschgesprécher zu den Themen Ausbildung, Weiterbildung an Aarbechtswelt vu muer organiséiert. Et goufe just Représentantë vu verschiddenen Instanzen invitéiert an et goufe keng politesch Aussoe getraff.

Ad 4. Ech sinn der Meenung, datt d'Neutralitéit, esou wéi se an den Instruktiounen vum 2. Juni 2014 virgesinn ass, respektéiert gouf. Op Nofro si mir och vun den Direktiounen keng Tëschenfall gemellt ginn, déi den Neutralitéitsprinzip géife verletzen.

Ad 5. Et si mir och keng Situatiounen bekannt, wou eenzel Membere vum Schoulpersonal déi strikt Neutralitéit, wéi se am leschte Paragraph vun den Instruktiounen beschriwwen ass, net respektéiert hunn.

Question 1755 (29.01.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'instruction religieuse et morale:

D'Sträiche vum Reliouns- a vum Moralunterrecht an de Schoulen, déi duerch e Wäerteunterrecht sollen ersat ginn, deen an de leschte Woche vu ville Säite kritiséiert gouf, werft eng Rëtsch Froen op, déi ech dem Här Schoulminister heimat wollt stellen:

1. Kann den Här Schoulminister oplëschen, wéi vill Kanner a Jonker sech an deene leschte fënnf Schouljoer fir wéi eng vun den aktuellen Optiounen (Reliouns- oder Moralunterrecht) entscheet hunn? Wéi war d'Situatioun an de Primärschoulen a wéi war se am Secondaire?

2. A wéi ville Schoule vum lëtzebuergeschen éffentleche Schoulsystem an a wéi engen Unterrechtstypen gëtt et am Abléck weder e Reliouns- nach e Moralunterrecht? Wéi vill Prozent vun de Schüler sinn dovun betrafft?

3. Waren iwwerall genuch qualifizéiert Enseignant, fir de Reliounsunterrecht respektiv de Moralunterrecht ze garantéieren, do, wou e virgesinn ass?

4. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Ofschafe vum Reliounsunterrecht an der éffentlecher Schoul konform zu de Mänscherechter ass, besonnesch och zum Artikel 9 vun der Europäescher Mänscherechterskonventioun

an zum Artikel 2 vum «Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales»?

5. Ass den Artikel 9 vun där Regieroung net eng explizitt Opfuerderung un e Stat an un all Schoulminister, sech neutral an onparteiessch ze verhalten?

6. Wéi eng offiziell oder formaliséiert Reaktiounen oder Aweise krut d'Regierung vu Säite vun nationalen oder internationale Mänscherechtsorganisatiounen oder kierchlechen Autoritéiten am Hibleck op hir Intentioun, de Reliounsunterrecht an de Schoulen ofzeschaffen?

7. Wëllt d'Regierung och d'FAPEL, d'Federatioun vun den Elterevereenegungen, an d'Aus-schaffe vum Wäerteunterrecht mat abannen? Firwat ass dat bis elo net geschitt?

Réponse (24.03.2016) de M. Claude Meisch, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ech reagéieren op dem honorablen Deputéierten seng Fro mat folgende Prezisiounen.

Zu Punkt 1:

An de leschte fënnf Joer hu Kanner a Jonker folgendermoosse fir de Reliouns- oder Moralunterrecht optéiert:

Am Fondamental war d'Verdeelung déi folgend:

	EMS ¹	IRM ²	Remarque:
2011-2012			D'Saisie am Scholaria war net obligatoresch.
2012-2013	9.111	22.804	Fir 60 Schüler ass de Choix net uginn.
2013-2014	9.490	22.327	Fir 77 Schüler ass de Choix net uginn.
2014-2015	9.823	22.244	Fir 85 Schüler ass de Choix net uginn.

Fir 2015-2016 hu mir nach keng Zuele fir d'Enn vum Joer, mä bei der Rentrée waren et:

	EMS	IRM	Remarque:
2015-2016 (Rentrée)	10.125	21.607	Fir 361 Schüler ass kee Choix uginn, mä de Fichier bei der Rentrée ass manner komplett wéi deen am Enn vum Joer.

Wat de Secondaire ugeet, war d'Verdeelung déi folgend:

	FOMOS ³	MORCH ⁴
2011-2012	9.271	13.832
2012-2013	9.586	13.445
2013-2014	10.234	12.467
2014-2015	10.312	11.864

Fir 2015-2016 hu mir nach keng Zuele fir d'Enn vum Joer, mä bei der Rentrée waren et:

2015-2016 (Rentrée)	10.421	11.380
---------------------	--------	--------

Zu Punkt 2:

An all Grondschoul gëtt souwuel den EMS- wéi och den IRM-Cours ugebueden, souguer wann nëmmen ee Schüler an dem betreffenden Zyklus an déi jeeweileg Optioun ageschriwwen ass.

Am Secondaire offréiert de Lycée Ermesinde weder MORCH nach FOMOS, mä «Éducation aux Valeurs», a Konformitéit mat dem Art. 4 vun der Loi modifiée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote.

Zudeem offréieren den LTHAH, den LTPS, den LTPES an d'E2C och weder FOMOS nach MORCH, well dat net virgesinn ass op de Klassen, déi des spezialiséiert Gebaier ubidden.

Den LBV an den LTC haten hirsäits keng Instruction religieuse et morale.

Zu Punkt 3:

An der Grondschoul gi fir den EMS-Cours souwuel brevetéiert Schoulmeeschteren a Léierinnen agesat, wéi och Chargés de cours, déi nom aktuelle gesetzlechen Dispositif autoriséiert sinn, an der Grondschoul ze intervenéieren. Den IRM-Cours gëtt vu Leit dispenséiert, déi vum Bistum bestëmmt sinn.

Am Secondaire sinn all d'Enseignantë qualifizéiert. Just am LRSL gouf et virun e puer Joer en Enkpass, deen awer an der Tëschenzäit behuewe gouf.

Zu de Punkte 4 a 5:

Den Artikel 9 vun der Europäescher Mänscherechterskonventioun verlaangt, dass jiddweree

seng Relioun privat an éffentlech ausféieren dierf, ouni doru gehënnert ze ginn. Deen Artikel, an den Artikel 2 vum Protocole additionnel verbidden, engem d'Recht op Éducatioun ze verbidden, a beseet, dass de Stat Elteren net drun hënneren daerf, hir Kanner no hire Wäertvirstellungen ënnerriichten ze looschen. Dat verbitt d'Gesetz och net: Jiddweree huet d'Recht, niewent der Schoul, a Reliounscoursen ze goen.

Allerdéngs, géif de Reliounscours an der Schoul ugebueden, da géif dat, am Respekt vun de besoten Artikelen, bedeiten, dass de Reliounsunterrecht fir all Reliounen an lwwerzeegungen, gradesou wéi fir all Konfessiounen innerhalb vun deene Reliounen, misst ugebuede ginn.

Protocole additionnel: «Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction. L'État, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques.

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restric-

tions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.»

Den uewegenannten Artikel 9 ass eng kloer Opfuerderung an déi Richtung. De Minister verhält sech neutral - a méi neutral, wéi dat bis elo de Fall war, mat engem Choix tëschent chréchtlesch-kathoulescher a Laiemoral, wou vill Konfessiounen nëmmen en negative Choix treffen konnten.

Ech sinn iwwerzeegt, mat der Aféierung vun deem neie Fach «Vie et société», grad deem Geescht vun der Europäescher Mänscherechterskonventioun ze entsprechen. D'staatlech Schoul muss neutral an onparteiessch virgoen, wat d'Informatioun an d'Duerstellung vun de verschiddene Reliounen a Weltanschauungen ugeet. Net neutral dierf d'Schoul sinn, wat wëssenschaftlech Erkenntnisser a virun allem, wat Wäerter betrëft, déi eis alleguer verbannen an d'Grundlag vun enger demokratescher Gesellschaft duerstellen, wéi zum Beispill de géigesäitege Respekt. Déi wichteg Roll vun der Schoul besteet dann awer och dran, dem zukünftege mündege Bierger d'Kompetenzen ze vermëttelen, selwer e Choix ze treffen. Zu deene Kompetenzen gehéieren d'Vergläichen, d'Diskutéieren, d'Argumentéieren oder och d'Bewäerten.

Zu Punkt 6:

Wat dës Deelfro ugeet, verweisen ech op den Exposé des motifs vum Projet de loi portant introduction du cours commun «Vie et société» dans l'enseignement secondaire et secondaire technique, deen d'Regierung désert Deeg an der Chamber déposéiert. Als Informatioun ass en un dës Äntwert annexéiert.

Zu Punkt 7:

D'Federatioun vun den Elterevereenegungen ass an den nationalen Gremien «Conseil supérieur de l'Éducation» an «Commission scolaire nationale» vertrueden a ka sech do abréngen. Doriwwer eraus huet d'FAPEL hir Positioun zu dem Fonds an zwou Entrevuë mam Ministère kënnen duerleeën. D'FAPEL kann och zu all Moment eng Stellung anhuelen, déi ech wäert interesséiert considéieren. D'FAPEL ass awer, wéi an deenen anere Fachberäicher och, net Member vun enger Programmkommissioun oder engem Groupe de travail, wou Programmer a Methoden ausgeschafft ginn.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1756 (01.02.2016) de Mme Martine Mergen (CSV) concernant les vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg:

Dans sa réponse du 9 mars 2015 à ma question n°860 du 28 janvier 2015 (cf. compte rendu n°8/session ordinaire 2014-2015) concernant les vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg, Monsieur le Ministre affirme avoir prié ses services de «revoir l'organisation des vols de nuit afin d'arriver à une diminution de leur nombre de 5% par rapport à la moyenne des trois dernières années».

Rappelons que le nombre de vols de nuit s'est élevé en 2012 à 1.256, en 2013 à 1.493 et en 2014 à 1.554. Le nombre de vols de nuit sur ces trois dernières années s'est donc établi à 1.434 en moyenne.

Au vu de la réponse à ma question parlementaire précitée, le nombre de vols de nuit aurait donc dû diminuer en 2015 de 70 mouvements. Je suis donc étonnée de constater que, d'après les statistiques publiées sur le site de l'ANA, le nombre de mouvements de nuit s'est élevé en 2015 à 1.806 vols, ce qui constitue une augmentation de 16,2% par rapport à l'année 2014, et une progression de 550 mouvements de nuit, soit 43,8%, depuis que Monsieur le Ministre assume la responsabilité de l'aéroport.

Alors que le principe de l'interdiction des vols de nuit entre 23.00 heures et 06.00 heures demeure en l'état, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette progression substantielle des vols de nuit entre 2012 et 2015?

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer les raisons de cette évolution, compte tenu des objectifs qu'il s'est lui-même fixés?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la politique qu'il mène actuellement soit difficilement conciliable avec la motion qu'il a lui-même déposée le 15 novembre 2012 à la Chambre des Députés, demandant «aux autorités compétentes que la fermeture systématique de l'Aéroport de Luxembourg entre 23.00 et 06.00 heures soit confirmée et qu'en conséquence les vols de nuit soient limités au strict minimum, que les dérogations ne devraient pas être permanentes, mais devraient être l'exception dans le cadre des dispositions de la réglementation fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg?»

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il que des autorisations courantes sont données aux transporteurs de fret sous le prétexte qu'ils transportent des médicaments, en application des dispositions de l'article 13 § 1(a) du règlement grand-ducal du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg, alors que le commerce des médicaments n'a rien à voir avec les «vols effectués à des fins humanitaires et sanitaires»?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'augmentation des vols de nuit est due au remplacement de la taxe d'atterrissage par la «redevance terminale» depuis début 2015, ce qui a permis à lux-Airport de déclarer que leur taxation est la plus basse d'Europe? Les vols de nuit ayant augmenté en 2015 de 16,2% par rapport à l'année précédente, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de réintroduire la taxe d'atterrissage et de faire appliquer d'une manière plus restrictive le concept de dérogation permanente?

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de m'informer du nombre total des vols de charters opérés en 2015 entre 23.00 et 06.00 heures? Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer sur base de quelles motivations ces vols ont été autorisés?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à prendre l'engagement de baisser de manière significative le nombre de vols de nuit en 2016 afin de le maintenir à un niveau supportable pour la santé et le sommeil de quelque 160.000 habitants de notre pays?

- Dans un souci d'apporter plus de transparence dans la gestion de l'aéroport, Monsieur le Ministre serait-il enclin à envisager de faire compléter les capteurs de mesure actuels des mouvements de l'aviation par une installation permettant d'informer le public en temps réel des bruits émis, de leur auteur et de leur trajectoire?



toire, à l'instar de ce qui se pratique dans la plupart des aéroports, et n'estime-t-il pas utile et nécessaire de soumettre au moins aux députés, sinon au public le relevé récapitulatif des dérogations effectivement utilisées par les bénéficiaires avec indication des raisons justificatives (Article 13 § 3 du règlement grand-ducal précité)?

Réponse (08.03.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Mergen, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

- Les statistiques avancées par Madame la Députée et correspondant aux données publiées sur le site internet de l'Administration de la navigation aérienne (ANA) montrent une croissance dans le domaine des passagers et du fret transporté. En effet, depuis 2012 il y a eu une certaine reprise des activités dans le secteur du transport aérien tout en restant encore en dessous du volume de fret transporté en 2008.

La réglementation actuelle en vigueur, en l'occurrence le règlement grand-ducal modifié du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg, prévoit certaines dérogations permanentes. En effet, cet article dispose que «1. Bénéficiaire d'une dérogation permanente aux dispositions de l'article 11 ci-dessus:

a) les vols particuliers suivants:

- vols gouvernementaux,
- vols de recherche et de sauvetage,
- vols effectués à des fins humanitaires et sanitaires,
- vols en détresse,

- vols effectués dans le cadre des obligations internationales du Grand-Duché de Luxembourg;

b) les vols commerciaux réguliers de passagers et de fret retardés par rapport à l'horaire programmé;

c) les vols de fret réguliers programmés entre 23.00 et 24.00 heures ou retardés par rapport à cet horaire;

d) les vols non réguliers effectués par les compagnies aériennes ayant leur port d'attache à l'aéroport. Tout décollage d'un vol non régulier après 24.00 heures, dûment justifié, doit faire l'objet d'une autorisation particulière et préalable du Ministre.»

- Ainsi, l'on peut atterrir et décoller après minuit pour tous les vols commerciaux réguliers de passagers et de fret retardés par rapport à l'horaire programmé (article 13.1b). Cependant et afin de limiter les décollages nocturnes, le Ministre a décidé que tout décollage après minuit doit faire l'objet d'une demande motivée.

À noter qu'il y a eu une nette diminution de quelque 23% des autorisations données (238 en 2014 par rapport à 183 en 2015).

- En ce qui concerne les taxes, il est précisé d'une part que la société de l'aéroport «lux-Airport S.A.» perçoit les redevances aéroportuaires suivantes:

- redevance de stationnement;
- redevance pour services passagers;
- redevance pour personnes à mobilité réduite.

Cependant, il convient de préciser que lux-Airport n'a à aucun moment touché ni de redevance pour services terminaux, ni par ailleurs de taxe d'atterrissage.

Par contre, d'autre part, l'Administration de la navigation aérienne perçoit les redevances pour services terminaux nommées TNC (Terminal Navigation Charges). La TNC a été introduite au 1^{er} janvier 2015 en application du règlement d'exécution (UE) n°391/2013 de la Commission du 3 mai 2013 établissant un système commun de tarification des services de navigation aérienne, règlement qui est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Un système de modulation de la taxe a permis d'appliquer le principe du pollueur-payeur en taxant les vols nocturnes et les avions les plus bruyants. Les compagnies aériennes ont très rapidement modifié la planification des vols pour privilégier les aéronefs avec la meilleure performance acoustique à l'exemple du 747-8 diminuant sensiblement le niveau sonore.

La réintroduction d'une taxe d'atterrissage devra être revue dans le cadre de la réglementation internationale relative aux aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes.

- Le nombre total des vols de charters opérés en 2015 entre 23.00 et 06.00 heures s'élève à 10 vols. Il s'agissait de:

- 1 vol pour l'équipe de football turque;
- 3 vols retour de la «Päischtkroisière»;
- 1 vol pour l'équipe de football luxembourgeoise;
- 1 vol commandé par le Ministère des Affaires étrangères (rapatriement de demandeurs d'asile déboutés);
- 4 vols pour l'équipe de football portugaise.

- L'ANA a déjà entamé des études de faisabilité sur des synergies potentielles avec des prestataires de services de la navigation aérienne voisins susceptibles de réduire l'impact environnemental de l'évolution des avions par la mise en place de profils optimisés et de systèmes de mesure performants.

En outre, l'ANA publie sur son site internet une statistique sur la distribution journalière et horaire du bruit des avions depuis novembre 2012.

- En guise de conclusion, permettez-moi de rappeler toutefois l'importance de l'aéroport pour l'emploi et le PIB du pays avec un emploi direct et indirect avoisinant 10.000 salariés et une quote-part de 1,6% du PIB.

Question 1757 (01.02.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **lacunes de la réglementation dans le domaine de l'armement**:

Amnesty International a présenté la semaine dernière à la presse le rapport intitulé «Banks, arms and human rights» pointant du doigt le fait qu'il n'existe à l'heure actuelle au Luxembourg, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres pays, pas de réglementation bancaire suffisante pour enrayer le commerce irresponsable des armes.

Sur base de ses constatations, «Amnesty International exhorte le Luxembourg à interdire strictement les activités financières liées aux armes dont la fabrication, le stockage, le transfert et l'utilisation porteraient atteinte au droit international. Il doit par ailleurs prendre toutes les mesures qui s'imposent afin que cette interdiction soit véritablement appliquée et respectée, et en particulier définir les obligations professionnelles applicables aux banques, ainsi que des sanctions en cas de non-respect de ces obligations.»

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres partagent-ils les constatations d'Amnesty International?

- Comment le Gouvernement entend-il donner suite aux recommandations d'Amnesty International? Le Gouvernement envisage-t-il éventuellement d'ériger en infraction le financement par toute personne physique ou morale de tout type d'armes, à l'instar de l'article 3 de la loi du 4 juin 2009 portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo le 3 décembre 2009: «Il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives.»?

Réponse commune (03.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Le rapport «Banks, Arms and Human Rights Violations», publié par la section luxembourgeoise d'Amnesty International en date du 29 janvier 2016, suscite un certain nombre d'interrogations d'ordre méthodologique. Il ne constitue pas une étude comparative mais se limite à examiner la situation au Luxembourg. Dans le communiqué de presse correspondant, Amnesty International Luxembourg note: «Si les projecteurs sont braqués sur les banques luxembourgeoises, les conclusions et recommandations figurant dans le rapport sont applicables à d'autres pays, au sein de l'Union européenne et au-delà.» Il précise en outre que seulement sept banques (sur 143 établies au Luxembourg) ont été contactées dans le cadre des recherches et que la portée du rapport «a été limitée par le nombre d'informations mises à disposition et les stratégies de communication des banques figurant dans cet échantillon.»

Par ailleurs, il semble opérer un certain nombre de raccourcis. Ainsi, le titre «Banks, Arms and

Human Rights Violations» pourrait laisser entendre l'existence de cas concrets de violations des droits de l'Homme dans le contexte du financement d'armes, alors que le rapport lui-même n'en documente aucun. Dans le même sens, si le rapport vient rappeler les obligations des États en vertu du droit international, il ne fait état d'aucune violation concrète par une banque luxembourgeoise, ni d'ailleurs par l'État luxembourgeois.

Il convient de noter qu'en vertu de l'article 506-1 du Code pénal, l'infraction de blanchiment est applicable aux avoirs provenant d'une infraction à la législation sur les armes et munitions. En outre, en vertu de l'article 135-5, paragraphe (3) du Code pénal, «constitue également un acte de financement du terrorisme, le fait de fournir ou de réunir par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, illicitement et délibérément, des fonds, des valeurs ou des biens de toute nature, dans l'intention de les voir utilisés ou en sachant qu'ils seront utilisés, en tout ou en partie, par un terroriste ou par un groupe terroriste, y compris en l'absence de lien avec un ou plusieurs actes terroristes spécifiques, même s'ils n'ont pas été effectivement utilisés par le terroriste ou le groupe terroriste». Ce paragraphe incrimine le financement du terroriste individuel et du groupe terroriste quel que soit le but du financement (but terroriste ou tout autre but) ou l'utilisation du financement par le terroriste ou le groupe terroriste. Le but et l'utilisation couvrent tant le but terroriste que le simple soutien matériel en dehors de la commission d'un acte terroriste, y compris lorsque le financement sert à l'acquisition d'armes par le terroriste ou le groupe terroriste.

Dans le cadre de l'exécution de leurs obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les professionnels assujettis, dont font partie les banques, doivent notamment déclarer tout soupçon de blanchiment ou de financement du terrorisme à la Cellule de Renseignement Financier.

Par ailleurs, il est aussi utile de citer le règlement grand-ducal du 31 octobre 1995 relatif à l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 5 août 2015 relatif au courtage de produits liés à la défense. Ce règlement, actuellement en vigueur, vise directement les produits liés à la défense au sens de la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne. L'article 8 de ce règlement grand-ducal, dans sa forme résultant de l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 5 août 2015, soumet à autorisation l'exercice sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg de l'activité de courtage en relation avec des produits liés à la défense.

Sont considérées comme courtage au sens de ce règlement, les activités de personnes et d'entités qui négocient ou organisent des transactions pouvant comporter le transfert, d'un pays tiers vers tout autre pays tiers, des produits, ou qui procèdent à l'achat, à la vente ou au transfert des produits qui sont en leur possession, depuis un pays tiers et à destination de tout autre pays tiers, ou l'exportation des produits à partir de leur territoire ou de celui d'un autre État membre et également les services auxiliaires tels que la provision d'assistance technique, l'activité liée à la conclusion d'un contrat de location, de don, de prêt ou de dépôt relatif au transfert des biens visés, les services de transport, les services financiers, d'assurance et de réassurance, la publicité générale et la promotion.

Les activités des établissements de crédit, des entreprises d'assurances et de réassurances et des autres professionnels du secteur financier, en ce qu'elles ont trait à des services financiers, sont dès lors soumises à une autorisation du ministre ayant le Commerce extérieur dans ses attributions. Les modalités de délivrance et de contrôle de cet agrément sont prévues par les articles 8bis et 8ter du même règlement grand-ducal.

Les auteurs du règlement grand-ducal du 5 août 2015 ont estimé nécessaire de prévoir plutôt une définition large de l'activité de courtage, afin d'y inclure notamment les services financiers et de transport, qui constituent des chaînons majeurs des trafics d'armes. Cette définition large procède du souhait du groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies sur le courtage illicite d'armes légères (Document ONU A/62/163, du 27 juillet 2007).

À noter enfin que le Gouvernement a déposé en date du 30 juillet 2014 le projet de loi n°6708 relative au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage,

venant renforcer le cadre légal applicable en la matière. Les dispositions relatives au courtage des produits liés à la défense sont également reprises aux articles 19 et suivants dudit projet de loi, pour lequel, à la suite de l'entrée en vigueur de cette loi, le règlement grand-ducal du 31 octobre 1995 sera abrogé.

Le Gouvernement partage le souci exprimé au travers du rapport d'une meilleure réglementation internationale du commerce des armes et des aspects connexes, et tient à réitérer son engagement inconditionnel à cette cause. C'est pourquoi, dans le cadre de ses engagements et obligations internationaux, le Gouvernement a déposé le projet susmentionné de loi relative au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage. Il est ouvert au dialogue avec Amnesty International, tout comme avec les autres organisations non gouvernementales intéressées.

Le Gouvernement estime que, pour pouvoir être efficace, toute réglementation en la matière doit être adoptée et transposée au niveau international et européen, plutôt qu'au niveau national seulement. Dans cet esprit, le Gouvernement organisera le 24 mars 2016 au Luxembourg un séminaire international portant sur la question du financement des activités de prolifération des armes de destruction massive.

D'une manière générale, il ne semble guère opportun d'ériger en infraction le financement par toute personne physique ou morale de tout type d'armes, comme le suggère l'honorable Député dans sa question. Il convient de souligner qu'à l'exception notable des différentes catégories d'armes prohibées, le commerce d'armes entre États (et le financement de celui-ci) ne constitue pas une violation du droit international. La Charte des Nations Unies reconnaît par ailleurs explicitement - tout en l'encadrant - le droit des États à la légitime défense par des moyens militaires. L'exportation d'armes dans des régions de crise et vers des pays ne respectant pas les droits de l'Homme est régie par les dispositions du Traité sur le Commerce des Armes, lequel s'applique à 78 États parties, dont le Luxembourg. Ces exportations ne contrevenent pas ipso facto dans tous les cas à des normes de droit international ou national. Il s'impose donc de procéder à une analyse au cas par cas, comme le font actuellement les autorités luxembourgeoises.

La même observation s'applique au financement de telles exportations. La quasi-intégralité des armes civiles et militaires sont aujourd'hui soumises, par des instruments juridiques internationaux et nationaux, à des régimes d'autorisations à délivrer par des autorités publiques étatiques, quand bien même ces régimes présentent parfois de grandes divergences d'un État à l'autre. En l'absence d'une telle autorisation, la transaction commerciale en question porte, implicitement mais nécessairement, sur des armes illégales. Son financement est par conséquent également illégal et punissable, ne serait-ce que sur base des dispositions du droit pénal général relatives au coauteur d'une infraction pénale ou à la complicité, sans préjudice des peines et autres sanctions prévues, au cas par cas, par les différents instruments juridiques internationaux et/ou la réglementation les ayant rendus applicables en droit national.

Ceci étant dit, le Gouvernement étudie actuellement l'opportunité d'ériger en infraction le financement par toute personne physique ou morale des mines antipersonnel et, en conséquence, d'amender la législation nationale actuellement en vigueur en ce sens.

Question 1759 (01.02.2016) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** (DP) concernant le **service d'aide médicale urgente (SAMU)**:

Depuis le 1^{er} juillet 1989, le service d'aide médicale urgente (SAMU), institué par la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente, fait partie intégrante de nos services de secours. Il s'avère toutefois que la disponibilité et les délais de réponse de ce service sont des fois insuffisants, notamment dans les régions rurales de notre pays.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle nous dire si une révision de la loi du 27 février 1986 est prévue?

- Si oui, dans quels délais pourra-t-on s'attendre à cette réforme?

- Quelles mesures sont prévues afin d'améliorer le service SAMU dans les régions rurales?



Réponse (03.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Comme Messieurs les Députés le font remarquer à juste titre, le service d'aide médicale urgente (SAMU), institué par la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente, fait partie intégrante du dispositif de secours sur le lieu d'une urgence médicale et de transport médicalisé vers l'hôpital de garde.

Une révision de la loi susdite est prévue dans le cadre du projet de loi n°6861 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS).

Le dispositif actuel du SAMU n'est pas remis en cause, mais en étant aujourd'hui un élément indispensable de la chaîne de secours, il devra trouver sa place dans le cadre du futur CGDIS. Le service d'aide médicale urgente sera une unité du CGDIS et pourrait être rattaché à un établissement hospitalier. Des conventions de fonctionnement devront, le cas échéant, préciser les modalités organisationnelles.

Il assurera la couverture médicale d'une population définie par le futur Plan national d'organisation des secours (PNOS). Il sera engagé en intervention à la demande du Central des secours d'urgences (CSU 112) par une procédure de déclenchement opérationnelle. Le SAMU devra faire preuve d'une organisation médicale et logistique rigoureuse, bénéficier de la mise en œuvre des technologies les plus modernes et évaluer leurs pratiques.

Il importe de signaler qu'un nouveau système de traitement et de régulation des appels et alertes «EinsatzLeitSystem ELS» est en cours d'implémentation au sein du CSU 112.

L'introduction d'une chaîne d'alerte structurée de manière hiérarchique (Alarm- und Ausrückordnung (AAO)) permettra de sécuriser les mises en alerte de différents acteurs, dont notamment le SAMU, en fonction de la nature et de l'envergure de l'incident et des capacités des différentes entités de services de secours. Les différentes parties de l'AAO ont fait leur entrée dans le catalogue des normes DIN (Din 13050 pour la gestion de services de secours) en Allemagne.

En outre le CSU 112 disposera d'un outil qui proposera selon des critères objectifs le vecteur le plus approprié, soit terrestre ou aérien, à l'équipe du SAMU pour intervenir le plus vite possible sur le lieu de l'incident.

Question 1760 (01.02.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'envoi d'avions AWACS pour des opérations contre l'État islamique:

En Donneschdeg, den 28. Januar, hunn d'Veereengt State vun Amerika offiziell bei der NATO ugefrot, datt d'AWACS-Fligere zur Verfügung gestallt solle ginn, am Kampf géint de sougenannten „Islamesche Stat“ (IS). Déi Demande gétt am Ament vun der NATO gepréift.

D'AWACS-E3 Sentry Fligere vun der NATO fléien ënner Lëtzebuurger Fändel, respektiv sinn zu Lëtzebuerg registriert, a wäeren och zu Lëtzebuerg versécheret.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Wéi eng Stellung wäert Lëtzebuerg anhuelen, innerhalb vum Conseil vun der NATO, vis-à-vis vun der Demande vun de Vereenegte State vun Amerika, fir AWACS-Fligere am Kampf géint den IS anzesetzen?

2. Op wéi engem UNO-Mandat baséiert de Kampf géint den IS? Am Fall wou keen esou e Mandat besteet, réckelt Lëtzebuerg da vu senger Philosophie of, sech net an de Konflikt ze engagieren, ouni datt dofir en UNO-Mandat besteet?

3. Mat wéi enge Konsequenze misst Lëtzebuerg rechnen, wann z. B. esou e Fliger géif ugegraff ginn, oder wann am schlëmmste Fall esou e Fliger géif eroffalen oder ofgeschoss géif ginn?

4. Muss Lëtzebuerg, oder eng aner Instanz, d'Rechter fir den Iwwerfluch froe fir de Loft-raum, an deem d'Lëtzebuurger Fligere operieren?

5. Mussen och esou Rechter fir de Loft-raum iwwer Syrien ugefrot ginn? Wa jo, bei wéi enger Autoritéit?

Réponse (07.03.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Ad 1. D'Veereengt State vun Amerika hunn d'NATO net gefrot, fir AWACS-Fligere am Kampf géint de sougenannten „Islamesche Stat (IS)“ zur Verfügung gestallt ze kréien. D'Veereengt State hu villméi gefrot, datt d'NATO-AWACS-Fligere, déi zu Lëtzebuerg registriert sinn, sollen national AWACS-Capacitéit vu verschiddenen Alliiéierten, déi selwer esou Fligere hunn, ofléisen, fir datt dës Alliiéiert hir eegen, national AWACS-Fligere dann der Koalitioun géint den IS kënnen zur Verfügung stellen. Et wäerten also keng NATO-AWACS-Fligere iwwer Syrien oder den Irak fléien.

Op déi amerikanesch Demande hunn d'NATO-Verdeegungsministeren an hirer Reunioin den 10. an 11. Februar zu Bréssel prinzipiell positiv geäntwert, och wann nach verschidden Detailer misste gekläert ginn, ier d'Émsetzung kéint ufänken.

Ad 2. De Kampf géint den IS baséiert op der Resolutioun 2249 (2015), déi de Sécherheetsrot vun de Vereenten Natiounen den 20. November 2015 unanime ugeholl huet. Déi Resolutioun seet an hirem Paragraph 5:

«Demande aux États membres qui ont la capacité de le faire de prendre toutes les mesures nécessaires, conformément au droit international, en particulier à la Charte des Nations Unies, au droit international des droits de l'Homme, au droit international des réfugiés et au droit international humanitaire, sur le territoire se trouvant sous le contrôle de l'EIL, également connu sous le nom de Daech, en Syrie et en Iraq, de redoubler d'efforts et de coordonner leur action en vue de prévenir et de faire cesser les actes de terrorisme commis tout particulièrement par l'EIL, également connu sous le nom de Daech, par le Front el-Nosra et tous les autres individus, groupes, entreprises et entités associés à Al-Qaïda, ainsi que les autres groupes terroristes qui ont été désignés comme tels par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ou qui pourraient par la suite être considérés comme tels par le Groupe international d'appui pour la Syrie avec l'approbation du Conseil de sécurité, conformément à la Déclaration du Groupe en date du 14 novembre, et d'éradiquer le sanctuaire qu'ils ont créé sur une partie significative des territoires de l'Iraq et de la Syrie;»

Ad 3. Déi Fro stellt sech net, cf. d'Äntwert op d'Fro 1.

Ad 4. Jo, Lëtzebuerg ass zoustänneg, fir d'Iwwerfluchrechter fir der NATO hir AWACS-Fligere ze froe bei deene Staten, an deenen hirem Loft-raum d'NATO-AWACS-Fligere operieren.

Ad 5. Déi Fro stellt sech net, cf. d'Äntwert op d'Fro 1.

Question 1761 (01.02.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les instructions dans le cas d'actes criminels commis par des réfugiés:

Zënter Méint liest een am Internet an a seriése Presseorganer vu geneeën Instruktiounen u Police-Verwaltungen am Ausland a besonnesch an Däitschland, fir Delikter oder Verbrische vu Migranten ze minimieren, doudzeschweigen oder net un d'Effentlechkeet an un d'Press ze ginn. Als Beispill wéll ech nëmmen e rezente Artikel vum 12. Januar aus der Frankfurter Allgemeinen Zeitung iwwert den hessesche Banneminister an den Informationschaos no der Silvesternuecht zu Köln nennen.

Hei meng Froen dozou:

1. Gëtt et hei zu Lëtzebuerg méndlech oder schréftlech Instruktiounen un d'Police, d'Douane oder Beamte vum OLAI, fir Strofdote vu Migranten oder Netréidenten net ze verfolgen, ze ignorieren oder an iergendenger Form anescht ze behandele wéi Strofdote vu Réidenten?

2. Gëtt et méndlech oder schréftlech Instruktiounen, fir datt esou Strofdoten net verëffentlicht oder un d'Press virugi ginn, wéi dat an Däitschland de Fall ze si schéngt?

3. Sinn der Regierung iergendwellech méndlech oder schréftlech verwaltungsintern Schreien oder Prozedure bekannt, déi bei Beamte kéinte bewirken, d'Origine vu bestëmmte Stroftäter ze verheemlechen, oder eng eventuell Retizienz, fir esou Sachverhalter un d'Press viruzeginn, kéinte provozieren?

4. Kann d'Origine vu Stroftäter oder Verdächtegen net bei der Preventioun vu Verbrischen, der Fahndung, der Verhaftung an der Ennerbréngung, mä och bei Integrationsbeméiungen a Reinsertionsmoosnamen e wichtige Facteur sinn?

5. Wäer et an deem Kontext net sënnavoll, bei all Kriminalitéitsstatistik an Zukunft nees d'Origine vu Verbrischer bekannt ze ginn, nodeems dës wichteg Donnéeën an der leschter Statistik ausgelooss gi waren?

Réponse commune (26.02.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre*, *Ministre d'État*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Den Députéiert stellt eng Rei Froen iwwert den Émgang mat Strofdote vu Migranten.

Ad 1. bis 3. Et si keng Instruktiounen ginn, weder vum Parquet, nach vu soss enger Instanz, fir Infraktiounen ze ignorieren oder aneschters ze behandelen a Bezuch op d'Hierkunft vun den Täter.

Och d'Beamte vum OLAI hu weder méndlech nach schréftlech Instruktiounen kritt, fir Strofdote vun Immigranten ze ignorieren.

Mir wëllen och op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°1676 vum Députéiert verweisen, a méi spezifesch op d'Äntwert op d'Fro 10. (cf. *compte rendu n°5/session ordinaire 2015-2016*)

Ad 4. Bei enger Fahndung oder Verhaftung ass all Informatioun wichteg, déi dozou déngt, d'Persoun ze identifizieren, wéi den Numm, de Virnumm, d'Geschlecht, d'Nationalitéit, de Gebuertsdatum, de Gebuertsuert, de Beruff an d'Adress.

Ad 5. D'Parqueten an d'Police sinn der Meenung, datt eng Kategorisatioun mat Hëllef vu Statistiken, déi d'Origine vun den Täter opweist, keng Plus-value bréngt bei der Verfolgung vu Strofdoten a bei der Uwendung vun de Gesetzer.

Question 1762 (01.02.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le paiement des factures RGTR par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures:

Mir liesen an enger Circulaire vun der FLEAA (Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars), datt de Ministère vun Infrastruktur an Transport keng Sue méi huet, fir seng Rechnunge vun 2015 un d'Busbedreier am Kader vum effentlechen Transport RGTR a voller Héicht ze bezuelen. Déi Leit si méndlech per Telefon op März-Abrell verträischt ginn, well d'Prozedur fir en Dépassement amgaang wär.

Dofir dës Froen un den Här Minister fir Infrastruktur an Transport:

1. Ass et richtig, datt Äre Ministère net a même war, fir Rechnunge vun Dezember 2015 u Busbedreier a voller Héicht ze bezuelen?

2. Ass déi Zomm vu 5,4 Milliounen aus der FLEAA-Circulaire richtig oder sinn nach méi Rechnunge vun 2015 opstoe bliwwen?

3. Ass et richtig, datt Der eng Prozedur fir en Dépassement engagéiert hutt, a wéini ass dat geschitt?

4. Ass déi Prozedur direkt engagéiert ginn, wéi kloer war, datt Är Fongen net grous genuch wäeren, fir déi Rechnunge ganz ze bezuelen, oder ass domat eventuell ze laang gewaart ginn?

5. An der Circulaire ass vun enger Käschenexplosioun am Kader vum Aldringen a Belval Rieds. Kann de Minister Detailler dozou ginn?

Réponse (25.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Den honorablen Deputéierten huet e puer Froen iwwert de Budgetsartikel 20.2.31.040 vum effentleche Service duerch de Bus, och RGTR genannt.

Ad 1. De Kredit vum Budgetsartikel am Joer 2015, deen derfir virgesinn ass, fir d'Käschte vum effentlechen Transport am Kader vum RGTR ze bezuelen, goung effektiv um Enn vum Joer net méi d'uer, fir d'Prestatioun vum Dezember 2015 kënnen ze bezuelen.

Ad 2. Ech weess näischt vun enger interner FLEAA-Circulaire, mä déi genannten Zomm ass bal richtig; fir ganz genee ze sinn, hunn 5.378.745 € gefeelt, ausgaangen op een initiale Budgetskredit vum 143.640.000 €.

Ad 3. De 25. Januar 2016 ass meng Demande de dépassement un de Finanzminister adressiert ginn, mat engem Vermierk zur besonnescher Drénglechkeet.

Ad 4. Mat der Prozedur ass kengesfalls laang gewaart ginn. Ech kann awer prinzipiell eréischt den Décompte maachen, wann d'Factur vun all de Busbetreiber erakomm sinn. Ausserdeem kann een eréischt en Dépassement ufroen, wann net méi genuch Fongen um concernéierte Kredit sinn, an net schonns am Voraus.

Ad 5. Am Kader vum Chantier Hamilius an der Reorganisatioun vu verschiddenen RGTR-Linne

goufen ab Juni 2015 25 zousätzlech Busëmleef agesat. Zéng weider Émleef goufe weinst staarker Besetzung bäigesat, well mer op verschiddene Linnen d'Clienten net méi gepackt hunn. Doriwwer eraus hunn ech am Hierscht aus der Region Diddenuewe Richtung Kierchbierg eng nei Verstärkerlinn vun der Linn 300 agefouert, a finalement si weinst der Ouverture vun der Uni Belval am September véier nei grenziwwerscheidend Linne geschafft ginn, déi aus eisen dräi Nopeschlänner kommen.

Ech wéll zur Vollstännegkeet drop hiweisen, dass de Finanzminister den Dépassement entre-temps schonn accordéiert huet an ech den Ordre de paiement dozou de 17. Februar ënnerschriwwen hunn; dësen Délai ass also extrem kuerz gewiescht. Doriwwer eraus weisen ech drop hin, dass dës déi übblech Prozedure sinn, esou wéi se am Comptabilitéitsgesetz vum 8. Juni 1999 virgesi sinn.

Question 1763 (01.02.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'incinération de déchets de verdure:

Et schéngt ewéi wann d'Police mat Nodrock géif agräifen, wa Schnatt vun Hecken a Beem oder Gréngs verbrannt gëtt. An engem groussherzogleche Reglement vum 18. Dezember 2015 ass heifer eng Strof vum 145 € festgehale. Am Naturschutzgesetz vum 29. Januar 2004 ass awer en Zäitraum fir Feieren ausgeholl, ouni ze präzisieren, datt dat och fir Schnatt ass, an zwar tëscht dem 1. Oktober an dem leschte Februar. Fir d'Urgence vu menger Fro ze rechtfertigen, wéll ech de quokelechten Deal vun der Fro direkt virzéien, ier ech op weider Detailler ginn:

1. D'Buergbrenne gehéiert zu de léifsten Traditionen hei zu Lëtzebuerg. Ass dru geduecht, fir dat traditionell Fest vun der Reglementatioun auszuhuelen, déi Feier mat Gréngs („déchets de verdure“) verbitt? Kënnen d'Organisateure mat de Virbereedunge fir d'Buergbrenne virufieren, ouni sech Suerge iwwer en eventuell Verbuet vun hirer Manifestatioun ze maachen?

2. Lait d'Police soss richtig an hirer Interpretatioun, datt d'Verbrenne vun Äscht, Bam- an Heckschnatt iwwert d'ganz Joer verbueden ass a mat 145 Euro ka bestrooft ginn?

3. Am Fall vu Jo, géllt dës Verbuet gläichermoosse fir Privatleit, Btriber a Stats- oder Gemengeverwaltungen?

4. Kënnen d'Ministere präzisieren, a wéi engem Ausmooss e Feier mat Gréng-, Bam- an Heckschnatt e Risiko, eng Belästegung oder en Agréff duerstellt am Sënn vum Art. 10 vum Offallgesetz?

5. Wäer am Kader vum Art. 11 vum Offallgesetz net méi eng däitlech Informatioun vun de Leit ubruecht gewiescht, an zwar net iwwert de Wee vun enger Interventioun duerch d'Uerdnungskräfte?

6. Erschéngt et de Ministeren net kontraproduktiv, Leit ze forcieren, en natierlecht Material, wat a kuerzer Zäit kéint verbrannt ginn a wat jo keng groussaarteg Émwelbelaaschtung ka sinn, ze entsuerge an domat dacks iwwer Kilometeren ze transportieren?

Réponse (07.03.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. D'Buergbrenne fällt net an den Uwenungsberäich vum modifizéierten Offallgesetz vum 21. März 2012, vu dass et sech heibäi net ëm ee gezielte Entsuerge vun Offall, mä ëm eng definiert Notzung vu Gréngschnéit an Holz am Kader vun engem kulturelle Brauch handelt. D'Organisateure vun dem Buergbrennen an deenen ezelne Gemenge vum Land kënnen also mat der Organisatioun vun der kultureller Manifestatioun weiderfieren. E Verbuet opgrond vum Offallgesetz gétt et deem net.

Ad 2. Laut Annex A vum groussherzogleche Reglement vum 18. Dezember 2015 betreffend d'Avertissements taxés ass dat onkontrolléiert, wéilt Verbrenne vun organeschen Offall verbueden (Code de l'infraction AEV-0019). De Betrag vum Avertissement taxé ass op 145 Euro festgeluecht. Déi legal Basis fir de Katalog vun den Avertissements taxés ass den Artikel 48 vum modifizéierten Offallgesetz vum 21. März 2012. Dës Verbuet géllt dat ganz Joer iwwer. Déi Verbrennung, déi am Artikel 17, Punkt b) vum modifizéierten Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 gemengt ass an déi laut deem Gesetz an der Zäit vum 1. Oktober bis zum

leschte Februar erlaabt ass, betrëfft eppes anescht. Do handelt et sech ëm en Défrichement duerch e Laffeier an d'Senge vu Wisen, Frichen oder dem Bord vu Felder, Wisen, Bëscher, Weeër a Stroossen. Am Fall, deen eis hei interesséiert, geet et awer ëm d'Entsuergung vu Gréngs, Ascht a Bam- an Heckeschneitt, déi bei enger Aktivitéit ugefall sinn, fir hinne lassze ginn.

Ad 3. De Verbuet géllt gläichermoosse fir Privatleit, Betriber a Stats- a Gemengeverwaltungen. De Verbuet géllt net fir natierlech a net geféierlech Materialien, déi aus der Land- a Forstwirtschaft stamen an déi erëm am Kader vun der Land- a Forstwirtschaft agesat, respektiv zur Energieproduktioun agesat ginn. Dës Materialie sinn opgrond vum Artikel 2, Punkt 1 e) vum Uwendungsberäich vum Offallgesetz ausgeschloss.

Ad 4. D'Verbrenne vun Offall stellt an deem Sënn eng Belästegung duer, datt ganz oft Leit sech duerch den Damp an de Geroch belästegt fillen: Dëst ass ëmsou méi problematesch, wann déi organesch Materialien en héije Fiichtegkeetsgehalt hunn. All onkomplett Verbrennung ass d'Ursaach fir diffus Loftbelaastunge gekoppelt mat dem Fräisetze vu Kuelemonoxid, Stéckoxiden, Feinpartikelen an awer och problematesche Stoffe ewéi polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoff (PAK) an Dioxinen.

Ad 5. Vu datt dat groussherzoglecht Reglement am Dezember 2015 am Mémorial publizéiert ginn ass, wäert den Nohaltegkeetsministère nach an noer Zukunft verstärkt Effentlechteksaarbecht betreffend den Dispositiounen vum groussherzogleche Reglement vum 18. Dezember 2015 maachen, dëst och am Sënn, datt net nëmmen d'Verbrenne vun Offall sanktionéiert ka ginn, mä och nach aner Verstéiss géint Dispositiounen vum Offallgesetz. De Moment ass d'Ëmweltverwaltung mam Ausschaffe vun enger Circulaire zum Verbrenne vun Holz a Grengschneitt amgaangen, déi un déi verschidden Institutiounen wéi Gemengen a Verwaltungen verschéckt wäert ginn.

Ad 6. Als Éischt sief emol nach eng Kéier drun erënnert, datt déi onkontrolléiert Verbrennung vun Ascht, Bam- an Heckeschneitt an anerem organesche Material, och wann et sech ëm en natierlecht Material handelt, engersäits eng Ëmweltbelaastung duerch Loftemissiounen duerstellt, op der anerer Säit awer och duerch Damp- a Gerochsentwécklung eng Gêne fir d'Leit duerstelle kann.

Am Kader vun enger verstärkter Ressourcëschonung an och an der Hënsicht op de verstärkten Opbau vun enger Zirkulareconomie, ass et awer och wichteg, d'Matièren ze notzen a se esou laang wéi méiglech am Kreeslaf ze halen, amplat ze direkt ze zerstéieren.

Laut Artikel 25 vum modifizéierten Offallgesetz ass eng separat Sammlung vu biologeschen Offäll gesetzlech virgeschriwwen, fir se da prioritär enger Kompostéierung oder enger Vergärung zouzeféieren. Eng aner Méiglechkeet wier, aus dem Material Hackschnëtzler hierze stellen, déi da sënnvoll zwecks Energieproduktioun an enger Hackschnëtzlerheizung agesat kënnen ginn.

Laut Artikel 20 vum modifizéierten Offallgesetz fält d'Gestioun vun de biologeschen Offäll, souwäit et sech ëm Haus- oder Hausoffall äänlech Offäll handelt, an den Zoustännegkeetsberäich vun de Gemengen. An deem Sënn bidden all d'Gemengen am Land op mannst ee System un, fir Gaardenoffäll a Bam- an Heckeschneitt separat anzésammelen. Och bidde verschidde Gemengen an Offallsyndikater d'Locatioun vu Gaardenhackseler un oder souguer e komplette Service, fir den Heckeschneitt doheim bei de Leit ze hückselen. Als Alternativ gétt et nach ëmmer d'Méiglechkeet, fir seng Gaardenoffäll am Gaart selwer ze kompostéieren.

Question 1764 (02.02.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **Service de Recherche et d'Enquête Criminelle (SREC)**:

La situation actuelle dans le quartier de la gare et les actions récentes pour lutter contre les trafiquants de drogues impliquent évidemment fortement le Service de Recherche et d'Enquête Criminelle (SREC) Luxembourg.

Dans le cadre de la réforme de la Police grand-ducale, il est prévu d'attacher les SREC au service de la police judiciaire et d'implanter trois

antennes de la police judiciaire, prévues à Diekirch, Esch/Alzette et Grevenmacher. Le SREC Luxembourg par contre est prévu d'être intégré complètement dans le Service de la police judiciaire de la capitale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Quelles sont les sections du SREC Luxembourg, combien de personnes y travaillent actuellement et quelles sont les tâches exactes de ces personnes?

- Est-ce que les agents du SREC Luxembourg sont en mesure d'opérer d'une façon préventive et d'apporter un «appui judiciaire» direct aux policiers en uniforme? Est-ce que ces agents étaient en mesure d'acquiescer des compétences et des connaissances spécifiques sur la situation de leur circonscription et en profitent-ils dans leur travail quotidien?

- Dans ce contexte, est-ce que l'intégration du SREC Luxembourg dans la police judiciaire rendra possible un même, voire meilleur niveau de présence sur le terrain?

- Détaillé par SREC et par types d'infractions, combien de personnes ont été arrêtées dans les années 2014 et 2015? Plus particulièrement, quel est le nombre d'arrestations dans le domaine de la délinquance des drogues?

- Combien d'heures supplémentaires ont été accumulées dans les années 2014 et 2015 dans les SREC? Comment les SREC sont-ils organisés dans les différentes régions?

- Quelles sont les statistiques correspondantes pour le SPJ?

Réponse (09.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

L'article 14 de la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police dispose des missions de Services de Recherche et d'Enquête Criminelle (SREC) remplissant des missions de police judiciaire telles qu'elles sont définies par le livre 1^{er} du Code d'instruction criminelle. Rentrent plus spécialement dans les missions des membres des Services de Recherche et d'Enquête Criminelle les missions de police répressive et préventive dépassant le cadre purement local ou en complément des affaires traitées par les autres services locaux ou régionaux.

Accessoirement, le concept de police judiciaire règle la répartition des tâches. D'une façon générale, les SREC ont une compétence régionale, tandis que le Service de police judiciaire (SPJ) a compétence nationale et internationale. En matière de stupéfiants, le concept de police judiciaire déroge cependant à cette règle générale dans la mesure où il prévoit explicitement que le domaine de compétence des SREC s'étend au trafic national et international.

Le SREC Luxembourg se constitue actuellement de 47 fonctionnaires répartis comme suit:

section	effectif (inspecteurs)
protection de la jeunesse	9
mœurs	6
police technique	9
stupéfiants	10
vol organisé	13

Les autorités judiciaires chargent les fonctionnaires affectés aux SREC tout comme les membres du Service de police judiciaire de devoirs judiciaires. Les personnels des SREC de par leur proximité peuvent avoir des connaissances spécifiques de leur circonscription, cet état de fait dépend cependant tant des affaires que des circonscriptions.

À l'heure actuelle, aucune décision politique quant à la réorganisation des unités de police judiciaire n'a encore été prise.

	nombre d'arrestations pour 2014				
	protection de la jeunesse	mœurs	stupéfiants	vols organisés	criminalité générale
SREC Capellen	1	0	0	6	2
SREC Diekirch	0	2	13	14	0
SREC Esch/Alzette	2	0	24	30	7
SREC Grevenmacher	0	0	10	4	6
SREC Luxembourg	4	7	64	32	0
SREC Mersch	0	0	3	1	0
SPJ	12	0	3	25	16
Total	19	9	117	112	31

	nombre d'arrestations pour 2015				
	protection de la jeunesse	mœurs	stupéfiants	vols organisés	criminalité générale
SREC Capellen	0	0	0	9	1
SREC Diekirch	0	0	8	14	1
SREC Esch/Alzette	1	0	6	19	5
SREC Grevenmacher	0	0	22	6	5
SREC Luxembourg	4	4	51	28	0
SREC Mersch	2	0	5	6	0
SPJ	15	0	30	14	22
Total	22	4	122	96	34

	nombre d'heures supplémentaires accumulées en 2014				
	protection de la jeunesse	mœurs	stupéfiants	vols organisés	criminalité générale
SREC Capellen	12	13	55	212	168 (+445*)
SREC Diekirch	155	32	178	185	84 (+305*)
SREC Esch/Alzette	625	0	946	1.409	360 (+894*)
SREC Grevenmacher	89	0	351	161	86 (+525*)
SREC Luxembourg	820	217	707	758	
SREC Mersch**	203 (+418*)				
SPJ	498	0	168	14	16

* entre parenthèses: les heures supplémentaires prestées en matière de police technique

** Le SREC Mersch ne comptabilise pas les heures prestées en fonction des domaines d'activités.

	nombre d'heures supplémentaires accumulées en 2015				
	protection de la jeunesse	mœurs	stupéfiants	vols organisés	criminalité générale
SREC Capellen	40	41	43	113	112 (+335*)
SREC Diekirch	207	20	279	169	123 (+405*)
SREC Esch/Alzette	456	0	728	562	378 (+604*)
SREC Grevenmacher	154	0	408	215	305 (+460*)
SREC Luxembourg	les données de 2015 ne sont pas encore disponibles				
SREC Mersch**	348 (+324*)				
SPJ	613	0	647	417	22

* entre parenthèses: les heures supplémentaires prestées en matière de police technique

** Le SREC Mersch ne comptabilise pas les heures prestées en fonction des domaines d'activités.

Question 1765 (02.02.2016) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant la **semaine européenne du sport**:

Dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Ministre des Sports a participé le 7 septembre 2015 à Bruxelles au lancement officiel de la première édition de la semaine européenne du sport.

Programmée par la Commission européenne du 7 au 12 septembre 2015, la semaine européenne du sport a eu lieu au Luxembourg du 12 au 20 septembre 2015 en raison des vacances scolaires.

L'année dernière, le programme comportait une foire du sport (Salon Top Sport au Centre National Sportif et Culturel «d'Coque»), l'organisation de courses à pied dans le tunnel Grouff et deux conférences.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1. Est-il prévu que le Grand-Duché de Luxembourg participe à nouveau cette année à la semaine européenne du sport? Dans l'affirmative,

à quelles dates est prévue la semaine du sport au niveau européen respectivement au Luxembourg?

2. Le programme officiel pour le Luxembourg est-il déjà arrêté? Quelles activités sont prévues? Y aura-t-il une campagne pour un appel à participation?

3. Le Salon Top Sport sera-t-il reconduit? Si oui, à quel endroit? L'organisation sera-t-elle toujours confiée à une agence de communication (société commerciale) ou y a-t-il une volonté de remettre à terme l'organisation aux organisations sportives concernées elles-mêmes? Est-ce que l'accès du public à ce salon sera toujours gratuit?

4. Quel était le coût de la semaine du sport en 2015? À quelle proportion l'organisation de la semaine a-t-elle été financée dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE? Quel budget est prévu pour l'édition 2016?

Réponse (16.02.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Ad 1. Le Luxembourg participera de nouveau à la 2^e semaine européenne du sport dont la date officielle est fixée par la Commission européenne du 10 au 30 septembre 2016. Le lancement officiel aura lieu le 10 septembre en Slovaquie. Au Luxembourg, la deuxième édition est fixée du 24 septembre au 2 octobre, évitant ainsi la rentrée scolaire.

Ad 2. Le programme officiel a été arrêté par le Ministère des Sports, organe de coordination national reconnu par la Commission européenne. Il comprend des activités d'information et de participation et laisse une certaine liberté à des initiatives locales. Le programme officiel consiste en:

- un événement phare: Salon Top Sport;
- des actions au niveau du sport à l'école;
- une initiative reliant des activités d'endurance sur deux week-ends;
- des initiatives au niveau du sport en entreprise;
- des initiatives de promotion du sport au niveau local.

À part les manifestations retenues par le programme officiel, des organisations existantes ou à créer peuvent postuler pour obtenir le la-



bel «Participant à la Semaine européenne 2016».

Ad 3. Le Salon Top Sport sera reconduit et de nouveau organisé au Centre National Sportif et Culturel «d'Coque». Cet événement est une manifestation privée organisée par une agence de communication auprès de laquelle le Ministère des Sports se portera client pour compte des fédérations sportives qui y participent. Pour des raisons pratiques et de manque de ressources humaines, le Ministère des Sports ne peut pas organiser lui-même un tel événement. L'accès à cette manifestation restera gratuit.

Ad 4. Le budget de la 1^{re} semaine européenne du sport était de 106.057,81 €. Il n'y a pas eu de financement dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Le financement a été réalisé à travers le programme européen «Erasmus+ Sport - European Week of Sport» (EWoS) à hauteur de 80%, soit 83.500 €. Les 20% restants ont été assurés par le budget du Ministère des Sports. Le budget global prévu pour 2016 est de 126.215 €.

Question 1766 (02.02.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **radars fixes**:

Actuellement des radars fixes sont en train d'être installés à certains endroits dangereux du réseau routier du Grand-Duché. Ils seront opérationnels dès le 16 mars 2016. Hier, un radar nouvellement installé à Beckerich a fait l'objet d'un acte de vandalisme.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il en mesure de m'informer sur la nature des dommages causés? Combien la réparation pourra-t-elle coûter?

- Quelles pistes Monsieur le Ministre estime-t-il explorer afin de mieux sécuriser les radars fixes contre de tels actes?

Réponse (26.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Monsieur le Député Max Hahn voudrait avoir des informations concernant les équipements de radar fixe.

Les frais pour la réparation du dommage causé à l'écran vitré de l'équipement installé à Beckerich se situent à 964,24 euros HTVA.

- Kit de montage: 356,62 euros HTVA

- Remplacement de la vitre: 607,62 euros HTVA

Pour ce qui est de la deuxième question, il n'est pour l'instant pas prévu de sécuriser davantage les radars fixes. Actuellement, les peines pour la destruction ou dégradation d'objets destinés à l'utilité publique sont réglées par l'article 526 du Code pénal. Cet article prévoit des peines d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros.

Au cas où de tels faits devraient se reproduire à l'avenir, des peines plus sévères peuvent être prévues dans le cadre d'une modification de la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés.

Question 1767 (02.02.2016) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** (DP) concernant le **délai d'attente pour un rendez-vous chez un médecin spécialiste**:

L'Allemagne vient d'introduire un système dans lequel les caisses de santé garantissent un rendez-vous chez un médecin spécialiste dans un délai de quatre semaines si le patient dispose d'une ordonnance afférente d'un médecin généraliste.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations quant aux délais d'attente pour un rendez-vous chez un médecin spécialiste?

- Monsieur le Ministre serait-il, le cas échéant, prêt à introduire un système comparable à celui introduit récemment en Allemagne?

Réponse (09.03.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Le Ministère de la Sécurité sociale ne dispose pas de statistiques relatives aux délais d'attente des affiliés pour obtenir un rendez-vous auprès d'un médecin spécialiste et ne peut pas en avoir. En effet, il n'existe au Luxembourg pas

de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles qui contraignent l'affilié de passer par le médecin généraliste pour obtenir un rendez-vous auprès d'un médecin spécialiste.

Lors de la réforme du système de soins de santé, la création de filières de soins avait été une des idées rattachées au dispositif du médecin référent, mais qui n'a pas été poursuivie en raison de l'opposition qui s'était manifestée rapidement par rapport à une telle planification, tant d'un point de vue de l'exercice d'une médecine libérale que du point de vue du libre choix du prestataire de soins.

Le système de médecine libérale du Luxembourg rend difficile voire impossible l'introduction d'un système comparable à celui introduit récemment en Allemagne, alors qu'il n'y a pas d'autorité étatique qui puisse intervenir actuellement auprès des médecins en vue de la fixation obligatoire de rendez-vous des patients endéans certains délais. À noter qu'en Allemagne les rendez-vous sont fixés par les services compétents sans choix d'horaire pour les affiliés et qu'ils doivent accepter comme médecin traitant le médecin spécialiste auprès duquel le service leur fixe un rendez-vous. C'est donc la fin du libre choix du médecin traitant.

Avant un tel aménagement de notre système de soins de santé qui hypothéquerait bon nombre d'avantages de notre système de soins de santé, il faudrait en tout cas procéder à une analyse approfondie engendrant certainement des modifications législatives et conventionnelles substantielles.

Question 1768 (02.02.2016) de **M. Alexander Krieps** (DP) concernant les **formations proposées par l'ADEM**:

L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) offre un grand nombre de formations qui sont organisées ou bien par l'ADEM ou bien par le biais de partenariats avec quelques chambres professionnelles et l'Institut national d'administration publique (INAP).

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Monsieur le Ministre peut-il me fournir les statistiques pour l'année 2015 concernant le nombre de demandeurs d'emploi qui ont participé à une des formations mentionnées ci-dessus et le pourcentage des participants qui ont trouvé un emploi permanent après avoir accompli une desdites formations? Quel est le taux de décrochage pendant le déroulement des formations?

2. Monsieur le Ministre dispose-t-il des chiffres concernant les coûts desdites formations qui sont à charge de l'ADEM?

Réponse (10.03.2016) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Ad 1. Plus de 2.700 demandeurs d'emploi ont participé à des actions de formation organisées par ou à la demande de l'ADEM en 2015.

Les taux de décrochage et de retour à l'emploi divergent fortement selon le type et l'objectif de la formation.

En ce qui concerne les formations visant directement un accès à l'emploi, les taux sont les suivants pour l'année 2015. Il est à noter qu'il s'agit ici de moyennes par type de formation.

Moyennes pour les formations «pool» (agent de fabrication, agent de nettoyage, aide senior, Qualilog, Air Cargo Professional, aide polyvalent, chauffeur professionnel):

- pourcentage de candidats ayant commencé la formation et ayant un emploi 3 mois après la fin de la formation: 46%;

- taux de décrochage: 27%.

Moyennes pour les formations sur mesure (poissonnerie, agent de production DuPont, employé station-service Gulf, Post tri Bettembourg, BATI C, téléopérateur):

- pourcentage de candidats ayant commencé la formation et ayant un emploi 3 mois après la fin de la formation: 71%;

- taux de décrochage: 31%.

Moyennes pour les formations spécifiques (Naxi, Zarabina, Initiativ Rëm Schaffen, Schläifmillen):

- pourcentage de candidats ayant commencé la formation et ayant un emploi 3 mois après la fin de la formation: 37%;

- taux de décrochage: 24%.

Moyennes pour les formations «Fit4Job» et «Carrière et projet professionnel»:

- pourcentage de candidats ayant commencé la formation et ayant un emploi 3 mois après la fin de la formation: 46%;

- taux de décrochage: 28%.

De manière générale, il est à noter qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi arrêtaient la formation parce qu'ils ont trouvé un emploi pendant la formation.

Ad 2. Les coûts pour les formations ci-dessus à charge du Fonds pour l'Emploi 2015 s'élèvent à 4.853.526,00 € dont 690.500 € correspondent à des mesures à cofinancement communautaire.

Il est à noter que ces montants peuvent encore varier étant donné que le budget 2015 sera définitivement clôturé à la fin du mois de mars 2016.

Question 1769 (03.02.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les **changements de la législation fiscale belge**:

D'après un article paru hier dans le «Luxemburger Wort», le législateur belge aurait élargi le périmètre de la taxe Caïman à toute une panoplie d'instruments financiers luxembourgeois. Il y est question des fonds dédiés, des compartiments des fonds d'investissement spécialisés constitués sous forme de sociétés d'investissement à capital variable, de même que de la fondation patrimoniale non encore votée à la Chambre des Députés luxembourgeoise.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès de son homologue belge pour solliciter des explications à ce sujet?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que d'autres pays suivront cet exemple?

- Monsieur le Ministre s'attend-il à une baisse du recours aux instruments financiers précités? Quel en serait le déchet fiscal?

Réponse (03.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les honorables Députés s'interrogent sur le périmètre de la taxe Caïman introduite par le législateur belge par la loi-programme du 10 août 2015 et précisée par l'arrêté royal du 18 décembre 2015 en ce qui concerne les entités établies dans l'Espace économique européen (EEE) à être considérées comme constructions juridiques.

La taxe Caïman s'inscrit dans le prolongement de l'obligation déclarative des constructions juridiques à laquelle sont soumis les contribuables belges qui doivent mentionner depuis 2014 dans leur déclaration à l'impôt des personnes physiques, leur qualité de fondateur ou de bénéficiaire d'une construction juridique étrangère. Le dispositif prévoit en substance que les personnes physiques résidentes belges (fondateurs ou bénéficiaires d'une construction juridique) seront taxées par transparence sur les revenus recueillis par la construction juridique, à partir de l'exercice d'imposition 2016 (revenus de l'année 2015). Ces revenus seront taxés à l'impôt des Personnes Physiques belge au niveau de la personne physique, comme si elles les avaient directement perçus. L'existence de l'entité étrangère qui a perçu ces revenus n'est donc pas considérée. En vertu du dispositif en question, celle-ci est donc fiscalement transparente.

Ensuite, il y a lieu de relever qu'en règle générale, les constructions juridiques établies au sein de l'EEE ne sont pas visées à moins de n'être reprises sur une liste. En vertu de l'arrêté royal du 18 décembre 2015, tombent sous la définition de «constructions juridiques» au sens de la taxe Caïman, certaines formes juridiques existant dans les pays de l'EEE.

Pour ce qui est du Luxembourg, sont visées explicitement les sociétés de gestion de patrimoine familial (SPF) et la fondation patrimoniale. Les sociétés considérées comme fiscalement transparentes en vertu du droit fiscal luxembourgeois sont visées seulement dans la mesure où ces entités reçoivent des revenus d'origine belge qui ne sont pas imposables en Belgique et qui, en vertu du traitement fiscal au Luxembourg, ne seraient pas non plus imposables au Luxembourg.

Pour ce qui est de la deuxième question, il y a lieu de relever que je suis bien évidemment intervenu et j'ai exprimé ma perplexité premièrement quant au principe de ladite liste et, deuxièmement, quant au fait de viser un type d'entité qui n'existe pas à l'heure actuelle en

droit luxembourgeois lors d'une des entrevues que j'ai régulièrement avec le Ministre des Finances belge, Monsieur van Overveld. Nos services respectifs sont en contact.

Quant à la troisième et quatrième question, il convient de signaler que je considère qu'à l'heure actuelle le risque que d'autres États membres de l'UE suivent l'exemple belge ou que le recours aux SPF soit impacté n'est pas imminent vu, d'une part, les efforts considérables déployés par le Gouvernement les derniers mois en vue d'augmenter la transparence du pays et l'échange d'information et, d'autre part, l'engagement du Luxembourg de mettre en œuvre les recommandations BEPS.

Question 1770 (03.02.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **fiscalité des entreprises**:

En juin 2015, la Commission européenne a adopté un plan d'action pour une fiscalité des entreprises plus juste et plus efficace. Parmi les actions prévues figurait le paquet de mesures contre l'évasion fiscale adopté par la Commission le 28 janvier 2016.

Le paquet de mesures comprend deux communications au Parlement européen et au Conseil qui présentent les étapes suivantes prévues par la Commission pour arriver à la transparence fiscale et la stratégie envers les pays tiers pour lutter contre l'évasion fiscale, deux propositions de directives (COM(2016)25 concernant l'échange automatique et obligatoire d'informations et COM(2016)26 établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale qui ont une incidence directe sur le fonctionnement du marché intérieur) ainsi qu'un document de travail des services de la Commission.

Le paquet est présenté comme un premier pas vers une solution plus ambitieuse en la matière, à savoir l'introduction d'une imposition des sociétés sur base d'une Assiette commune consolidée (ACCIS), projet fortement controversé depuis des années.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Sur base d'une première analyse sommaire du plan d'action et du paquet de mesures proposés par la Commission européenne, quels sont les impacts positifs ou négatifs potentiels qui peuvent être attendus pour le Grand-Duché de Luxembourg?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du plan d'action et du paquet de mesures proposés par la Commission européenne?

- Quelle est l'attitude du Gouvernement face au projet ACCIS?

Réponse (03.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'honorable Député s'interroge sur l'impact potentiel sur le Luxembourg et sur la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du Paquet anti-évasion fiscale que la Commission européenne a publié en date du 28 janvier 2016.

La Commission européenne propose, dans l'objectif de combattre l'évasion fiscale et d'assurer des conditions de concurrence égales en matière fiscale dans l'UE, des solutions basées sur des moyens législatifs et non législatifs afin de renforcer la transparence fiscale, garantir l'imposition effective sur la base du principe selon lequel les entreprises doivent payer l'impôt là où elles génèrent des bénéfices.

Pour ce qui est des mesures non législatives, la Commission recommande aux États membres de mettre à jour leurs conventions fiscales par les recommandations OCDE-BEPS (Action 6, «Empêcher l'octroi des avantages des conventions fiscales», et Action 7, «Empêcher les mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable») pour éviter des abus et le chalandage fiscal. Dans les relations extérieures de l'UE, la Commission vise à lutter contre les menaces d'érosion de la base imposable par, notamment, une mise à jour des critères de bonne gouvernance. La promotion par la Commission de la bonne gouvernance fiscale à l'échelle mondiale est un objectif susceptible de renforcer la cohésion des États membres ainsi que le «level playing field» et ne peut qu'être saluée.

Les mesures législatives sont, d'une part, la proposition de révision de la Directive Coopé-

ration Administrative (DAC4) pour y intégrer les déclarations pays-par-pays et, d'autre part, la proposition de directive établissant des règles pour lutter contre les pratiques d'évasion fiscale. Une mise en œuvre rapide, cohérente et coordonnée dans l'UE en vue de garantir des conditions de concurrence fiscales égales entre les États membres et la sécurité juridique aux contribuables est envisagée pour disposer au niveau de l'UE des outils essentiels dans la lutte contre l'évasion fiscale permettant d'éviter des potentiels dangers du fractionnement du marché intérieur par des initiatives unilatérales des États membres.

Le Luxembourg a été un participant actif lors des négociations BEPS de l'OCDE et en soutient pleinement les conclusions, qui retiennent des actions efficaces pour lutter contre l'évasion fiscale et la planification fiscale agressive. Dans l'esprit du «level playing field» et dans un souci de compétitivité de l'Union européenne et de ses États membres, le Gouvernement estime que la poursuite de ces objectifs au niveau européen devrait se faire au moyen de dispositions proportionnées et alignées sur les actions BEPS, tant sur le principe qu'au niveau des modalités d'implémentation.

Pour ce qui est du sujet de l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCS), le Conseil de l'Union européenne attend que la Commission présente une proposition de directive révisée. Partant, il serait prématuré de s'exprimer au sujet d'une directive prospective dont les contours restent à ce jour encore incertains.

Question 1772 (03.02.2016) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le virus Zika:

Le virus Zika est un arbovirus, responsable de la fièvre Zika chez l'homme. Son nom provient de la forêt de Zika en Ouganda où il a été identifié pour la première fois en 1947. La transmission du virus est réalisée par des moustiques appartenant à la famille des Culicidae et au genre Aedes.

Les symptômes se caractérisent par une éruption cutanée avec ou sans fièvre même modérée. Les autres signes décrits au cours de cette infection sont: fatigue, douleurs musculaires et articulaires, conjonctivite, maux de tête et douleurs rétro-orbitaires. Il est difficile, sur ces seuls symptômes, de faire un diagnostic. Le virus est cependant soupçonné de provoquer une grave malformation du système nerveux central de l'embryon (microcéphalie) s'il affecte une femme enceinte, raison pour laquelle le Ministère de la Santé vient d'émettre un avis, invitant tout voyageur à prendre des mesures de prévention individuelles en se protégeant contre les piqûres de moustiques dans les pays concernés. Il n'existe pas de traitement antiviral ni de vaccin contre le virus Zika.

Depuis quelques semaines l'épidémie de Zika se propage de manière explosive et vient d'atteindre aussi le Cap-Vert, pays cible de notre politique de coopération. L'OMS vient de déclarer le virus comme urgence de santé publique.

Au vu de ce qui précède j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

- Sachant que la circulation des biens et des personnes entre le Luxembourg et le Cap-Vert est très intense, le Gouvernement entend-il prendre des mesures afin d'éviter une introduction du virus au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures?

- Dans la négative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que l'on devrait réagir dans les meilleurs délais?

- Un cas de transmission par contacts sexuels du virus Zika a été détecté au Texas, selon des autorités sanitaires de cet état du sud des États-Unis. La Ministre prévoit-elle une campagne de sensibilisation au virus Zika?

- Quelles mesures de santé publique le Gouvernement envisage-t-il de prendre pour protéger les femmes enceintes?

Réponse (10.02.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:

L'OMS vient de déclarer l'épidémie à virus Zika comme une urgence de santé publique mon-

diale. En effet, l'épidémie se propage rapidement, essentiellement par piqûres des moustiques du genre Aedes en Amérique du Sud. Il y a également des foyers d'infection Zika décrits en Asie et en Afrique, avec quelques cas décrits au Cap-Vert. L'infection Zika semble provoquer des malformations neurologiques (microcéphalie) pendant la grossesse, et pourrait aussi être la cause de troubles neurologiques rares chez l'adulte (syndrome de Guillain-Barré).

Il est vrai que le Luxembourg comporte une population d'origine cap-verdienne importante et qu'il y a une circulation de biens et personnes entre ce pays et le Luxembourg. Par ailleurs, beaucoup de résidents luxembourgeois visitent les pays d'Amérique du Sud, ou voyagent dans des pays d'Asie ou d'Afrique. Il est possible, voire probable qu'un visiteur s'infecte avec le virus Zika et rentre avec cette infection au Luxembourg. Pourtant il n'y a pas de risque de transmission secondaire dans notre pays, car les moustiques du genre Aedes - vecteur obligatoire de ce virus - n'existent pas chez nous. Or, le virus ne se transmet pas directement d'homme à homme, sauf dans le cas de la femme enceinte (transmission de la mère vers le fœtus) et dans des cas exceptionnels par voie sexuelle.

Les «Centers for Disease Control and Prevention» (CDC) à Atlanta, USA, ont confirmé les trois cas suspectés de transmission sexuelle récemment décrits. Cette voie de transmission reste cependant exceptionnelle au vu du nombre total des cas.

Le Ministère de la Santé a fait trois communiqués destinés au grand public (largement diffusés par la presse) en relation avec l'épidémie Zika, le premier en décembre 2015, le deuxième en janvier 2016 et le dernier le 5 février 2016. En résumé, le Ministère de la Santé déconseille des voyages en zone à risque pour les femmes enceintes. Il recommande soit l'abstinence, soit la protection par préservatif lors des rapports sexuels avec des partenaires enceintes pour les hommes ayant voyagé dans les zones à risque. Il recommande aussi que toute femme enceinte qui aurait voyagé récemment en zone à risque en parle à son gynécologue afin de bénéficier des procédures de diagnostic et de prise en charge adéquates. Ces recommandations seront mises à jour régulièrement en fonction de l'évolution de l'épidémie et de nos connaissances de l'infection. Les informations sont également disponibles sur le site www.sante.lu.

À noter enfin qu'au Luxembourg au moins trois laboratoires de biologie clinique, dont le Laboratoire national de santé, sont équipés pour faire le diagnostic de l'infection. Par ailleurs, notre système de don du sang prévoit d'emblée une suspension de six mois du don pour toute personne ayant voyagé en zone tropicale, écartant ainsi tout risque de transmission par cette voie.

Question 1774 (03.02.2016) de M. Claude Lamberty (DP) concernant le contournement de Alzingen et Hesperange:

Dans son discours à l'occasion de la «Fête des Entrepreneurs» Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a énuméré une série de projets d'infrastructures importants qui seront traités de manière prioritaire par le Gouvernement, dont le contournement d'Alzingen/Hesperange. Or, ce projet fait partie du Plan directeur sectoriel «Transports» en phase 2 seulement.

Sachant que la situation du trafic au centre de Hesperange s'avère de plus en plus problématique, notamment pendant les heures de pointe, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Dans quels délais Monsieur le Ministre prévoit-il la réalisation du contournement de Alzingen et Hesperange? Est-il prévu de changer la priorité du projet en question?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant les travaux préparatoires et notamment l'étude d'incidence sur les zones Natura 2000 qui a été lancée en 2012? Quels sont les résultats de ces études?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il existe déjà un plan de tracé définitif?

Réponse (09.03.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires au sujet du contournement d'Alzingen et de Hesperange.

La priorité du contournement d'Alzingen et de Hesperange est pleinement reconnue et les études sont en plein cours. Ainsi, je suis disposé à déclarer le contournement d'Alzingen/Hesperange comme infrastructure prioritaire dans le projet de règlement grand-ducal en élaboration dans le cadre du Plan directeur sectoriel «Transports» (PST). Cette section de route est en fait le prolongement vers le sud de la nouvelle N3, de la gare centrale à Luxembourgville jusqu'à la rue des Scillas, réalisée dans le cadre du tram et du pôle d'échange de Howald. Le contournement desservira alors les nouveaux quartiers à Gasperich/Howald à partir de la route N3 sans passer par le centre de Hesperange. Au sujet de cette nouvelle infrastructure routière, je rencontrerai prochainement l'Administration communale de Hesperange.

Vu les objectifs de conservation du site Natura 2000 et vu les impératifs à respecter dans le cadre des incidences sur l'environnement au niveau communautaire, des études d'impact environnementales doivent être réalisées. Dans le cadre de l'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE), plusieurs variantes sont comparées et évaluées du point de vue de leur impact environnemental, des incidences sur le couloir écologique et des mesures compensatoires qui deviennent ensuite nécessaires.

Les études d'impact sur l'environnement sont sur le point d'être achevées et l'objectif est de présenter le dossier de résultats au cours du 1^{er} semestre 2016. Conformément à la loi du 29 mai 2009 portant transposition de la directive 97/11 CE, le dossier d'évaluation des incidences sur l'environnement ainsi que l'avant-projet sommaire seront soumis, ensemble avec les avis des autorités compétentes en matière d'aménagement du territoire, d'environnement ainsi que de la gestion de l'eau, à la consultation du public. Ensuite, le dossier est soumis ensemble avec le résultat de la consultation du public pour autorisation au Gouvernement en Conseil qui prend une décision quant à la variante à réaliser et quant à l'envergure des mesures compensatoires. Ce n'est que sur base de la décision du Gouvernement en Conseil que le tracé définitif pourra être étudié en détail.

Question 1775 (03.02.2016) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant le rapport sur le cancer:

Selon un rapport publié récemment en France, la durée de vie à moyen terme des patients adultes atteints des trois cancers les plus fréquents en France - prostate, sein, côlon-rectum - a sensiblement augmenté ces dernières années.

Selon le rapport, la survie à cinq ans est passée de 72% pour les cancers de la prostate diagnostiqués au cours de la période 1989-1993 à 94% pour ceux diagnostiqués entre 2005 et 2010, soit une hausse de 22 points. La survie à cinq ans du cancer du colon-rectum a pour sa part augmenté de 9 points, passant de 54% à 63% au cours de la même période.

D'après l'étude, l'augmentation de la survie du cancer du sein, qui passe de 80% à 87% (+7 points), est attribuée aux progrès thérapeutiques majeurs réalisés au début des années 2000 et à une plus grande proportion des cancers découverts à un stade précoce en lien avec le développement des pratiques de dépistage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Existe-t-il des statistiques similaires pour le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

- Dans la négative, endéans quel délai un tel rapport pourrait-il être établi pour le Luxembourg, afin de pouvoir mieux évaluer la situation au Luxembourg?

Réponse (07.03.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

L'honorable Député vise sans doute dans sa question parlementaire le communiqué de presse de l'Institut de veille sanitaire (InVS) français du 02.02.2016 «Les nouvelles données sur la survie des personnes atteintes de cancers en France métropolitaine», ainsi que les deux publications auxquelles se réfère le communiqué «Survie des personnes atteintes de cancer en France métropolitaine 1989-2013 - Étude à partir des registres des cancers du réseau Francim», ISBN 979-10-289-0207-0 pour les tumeurs solides et 979-10-289-0206-3 pour les hémopathies malignes, disponibles sur le site web de l'InVS.

Quant à la question de l'honorable Député concernant des statistiques similaires pour les patients atteints de cancer au Grand-Duché de Luxembourg, le Registre Morphologique des Tumeurs établi au Luxembourg (RMT) fournit des données pour répondre à cette question. Je me réfère à cet effet à deux tableaux en annexe:

Le premier contient les taux de survie absolue à 1, 5 et 10 ans par sexe et période d'incidence. Tout comme en France, la survie des patients traités au Grand-Duché de Luxembourg s'est nettement améliorée entre 1990-1999, 2000-2009 et 2010-2014 pour les cancers concernés.

Le second tableau compare la survie absolue à 5 ans selon le stade du cancer au moment du diagnostic (de précoce à avancé). Le but d'un programme de dépistage est de détecter un cancer en stade plus précoce, voire même (pour le côlon) précancéreux. Les grandes différences de survie par stade montrent l'importance d'un diagnostic précoce et de programmes de dépistage. La distribution du stade de détection ne s'est que très légèrement améliorée entre 1990-1999 et 2000-2009 pour les cancers du sein et de la prostate. Pour le cancer du côlon, le programme de dépistage débutant en juin 2016 dans le cadre du Plan Cancer devrait apporter une amélioration.

Les mêmes grandes tendances d'une amélioration de la survie sont observées tant au Luxembourg que dans nos pays voisins. Pour les cancers les plus fréquents, les chiffres cités pourraient être relus dans la publication du RMT «Le cancer au Grand-Duché de Luxembourg, année 2013» devant paraître sous peu.

Une note méthodologique: Les chiffres de nouveaux cas de cancer et de cas de décès par cancer (et autres causes) au Grand-Duché de Luxembourg sont numériquement faibles, si bien qu'ils sont affectés par une plus grande variabilité que dans les pays voisins. Ceci implique que certaines méthodes, notamment celles nécessitant un lissage de taux, ne peuvent pas être appliquées de la même façon qu'à l'étranger. Le RMT calcule donc des taux de survie absolue et relative qui ne sont pas directement comparables avec les taux de «survie nette» du rapport français cité, ces derniers étant par nature plus élevés. («La survie nette est la survie que l'on observerait dans la situation hypothétique où la seule cause de décès possible serait le cancer que l'on étudie.»)

Taux de survie absolue à 1, 5 et 10 ans par sexe et période d'incidence

	Période d'incidence	Femmes			Hommes				
		Cas	Survie absolue (%)		Cas	Survie absolue (%)			
Cancer (CIM-10)			à 1 an	à 5 ans	à 10 ans		à 1 an	à 5 ans	à 10 ans
Côlon et rectum (C18-C21)	1990-1999	1.457	69,9	41,9	29,5	1.465	73,2	41,2	27,3
	2000-2009	1.449	78,1	57,0		1.719	79,9	53,4	
	2010-2014	401	86,8			409	88,7		
Sein (C50)	1990-1999	5.444	95,2	75,4	60,0				
	2000-2009	5.405	95,9	84,4					
	2010-2014	1.365	97,7						
Prostate (C61)	1990-1999					3.841	90,7	64,0	41,6
	2000-2009					5.133	95,6	82,2	
	2010-2014					1.101	97,8		



Répartition des nouveaux cas et taux de survie absolue à 5 ans par stade tumoral et période d'incidence

Cancer (CIM-10)	Période d'incidence	Cas (% du total)				Survie absolue à 5 ans (%)			
		Stade T				Stade T			
		1	2	3	4	1	2	3	4
Côlon et rectum (C18-C21)	1990-1999	13,7	19,0	56,5	10,9	73,3	68,6	44,0	21,7
	2000-2009	12,8	21,8	52,8	12,6	80,5	80,4	57,5	33,0
Sein (C50)	1990-1999	58,8	32,5	2,6	6,1	88,1	70,9	59,5	44,7
	2000-2009	62,8	30,8	2,5	3,9	93,4	81,6	65,2	47,5
Prostate (C61)	1990-1999	4,4	54,8	36,5	4,4	68,7	93,0	84,3	94,2
	2000-2009	4,0	65,7	29,2	1,1	97,0	95,7	94,0	75,4

toire. Il avait ensuite fait l'objet d'une analyse économique qui confirmait sa faisabilité économique sans recours à des subsides publics.

Question 1777 (04.02.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **fermeture définitive du site d'ArcelorMittal à Schifflange**:

Le groupe ArcelorMittal vient d'annoncer que le site de production d'acier de Schifflange, désaffecté depuis 2011, va définitivement fermer ses portes. Les responsables du groupe ont précisé dans un communiqué qu'ils ont commandé une étude de faisabilité sur la reconversion du site de Schifflange afin de déterminer si cela était techniquement et économiquement réalisable. Le démarrage de l'étude est prévu pour 2016 et s'étendra sur 24 à 36 mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est le coût de cette étude et comment est-elle financée?

- Comment le Gouvernement envisage-t-il d'impliquer les communes de Schifflange et d'Esch-sur-Alzette dans l'élaboration de cette étude et la future destination du site?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur une éventuelle contamination des sols du site de Schifflange?

- Qu'en est-il de la responsabilité des propriétaires de la friche industrielle en cas de sols contaminés?

- Quels projets de revalorisation pourraient être envisagés sur ce site?

- Est-ce que des investisseurs ont déjà manifesté leur intérêt à venir s'établir sur les anciennes friches?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur l'état d'avancement du projet de reconversion des friches industrielles du laminoir «Nei Schmelz» de Dudelange?

Réponse (08.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La société de développement Agora a pour mission de valoriser les friches industrielles dans l'intérêt général - économique, social, écologique, aménagement du territoire et culturel - en respectant les principes de gestion et de valorisation de l'économie privée. Il reviendra à Agora de réaliser une étude de faisabilité visant la reconversion de terrains situés à Esch-sur-Alzette et à Schifflange.

Le coût de cette étude n'est pas encore connu à ce stade. Les frais de la phase d'étude seront supportés par Agora et imputés sur les frais d'assainissement et de viabilisation. Ils seront par ailleurs comptabilisés séparément pour chacun des propriétaires (ArcelorMittal d'une part et l'État d'autre part). Ainsi, si in fine une viabilisation du site n'est pas possible, les propriétaires supportent les coûts, chacun en fonction de ses parts.

L'étude et la démarche pour la reconversion se feront en étroite concertation avec les communes concernées et les modalités de cette concertation feront entre autres l'objet d'une réunion que des représentants du Gouvernement auront avec les représentants des communes le 22 mars 2016.

En ce qui concerne une contamination éventuelle, il faudra attendre les résultats des analyses du sol qui seront à conduire conformément à la loi du 10 juin 1999. La prise en charge des frais d'assainissement se fera conformément à la loi et ne manquera pas d'influencer la valeur de ces terrains.

En ce qui concerne les projets de revitalisation, il est encore trop tôt de parler d'un projet tant que l'étude de faisabilité n'a pas été menée. Pour mémoire, le projet de Belval a été évalué au regard de quatre critères majeurs, à savoir: environnement, étude des besoins, contexte économique et social, aménagement du terri-

C'est également sur cette ligne et avec les mêmes critères que l'étude de faisabilité du site dit d'Esch-Schifflange sera menée.

À ce stade, la recherche d'investisseurs sur le site est prématurée. La faisabilité d'un projet doit d'abord être démontrée. C'est la mission confiée à Agora. Le montage économique et la rentabilité de l'opération seront évalués dans une deuxième phase en tenant compte des conditions du marché et des acteurs potentiels.

En ce qui concerne le projet de reconversion des friches industrielles du laminoir «Nei Schmelz» de Dudelange, des discussions sont en cours pour permettre au Fonds du Logement de développer un quartier urbain de qualité en concertation avec la Ville de Dudelange.

Question 1778 (04.02.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **trouble d'apprentissage «dys»**:

On estime qu'entre cinq et dix pour cent de la population scolaire au Luxembourg est atteinte d'un trouble d'apprentissage «dys», c'est-à-dire d'une dyslexie, d'une dyscalculie, d'une dysphasie, d'une dyspraxie, etc.

À côté de l'importance de développer pour le Luxembourg un outil de diagnostic propre d'enfants atteints de troubles d'apprentissage, S.A.R. la Grande-Duchesse a lors d'un récent forum exprimé la recommandation suivante: «Il faut trouver des nouvelles manières d'enseigner. Nous ne devons pas exclure ces enfants du système éducatif normal, mais trouver d'autres façons d'aborder l'éducation. Ils ont leur propre façon d'apprendre.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Comment se fait la détection de troubles d'apprentissage dits «dys» au sein du système scolaire luxembourgeois?

- Quelle est la proportion de redoublants «dys» par rapport aux redoublants ne présentant pas de troubles d'apprentissage?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le redoublement a des effets particulièrement négatifs pour les enfants «dys»? Dans l'affirmative, quelle est l'approche adoptée au sein de l'école pour remédier à ce problème?

Réponse (07.03.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

La détection des difficultés d'apprentissage constitue une des missions les plus importantes de l'enseignant en tant que spécialiste des apprentissages. C'est en observant quotidiennement l'élève et en s'échangeant avec d'autres experts qu'il évalue la situation de l'apprenant et qu'il conçoit les mesures appropriées à la gravité des difficultés.

Dans une logique d'inclusion scolaire, la réforme de l'enseignement fondamental a introduit le concept de cycles d'apprentissage afin de mieux pouvoir répondre aux besoins éducatifs spécifiques de tous les enfants. En effet, une organisation traditionnelle de l'école selon un modèle qui tend à former des groupes homogènes censés avancer selon le même rythme, faire le même programme au même moment et être soumis aux mêmes procédures d'évaluation tend à écarter les enfants qui, soit par leur développement, soit par leur arrière-fond socio-culturel, soit par un trouble spécifique lié aux apprentissages scolaires, ne sont pas à même de suivre le rythme qui leur est imposé. Traditionnellement, l'exclusion de ces enfants du groupe classe correspondant à leur âge se fait par le mécanisme du redoublement. Or, ce mécanisme d'ailleurs fortement déconseillé dans la littérature scientifique récente, notamment par

Hattie (2009), qui le classe parmi les procédés les moins efficaces afin de promouvoir la qualité scolaire (cf. Visible Learning, 2009, p. 97), a tendance à disparaître des systèmes scolaires au niveau européen, au moins en ce qui concerne les classes de l'enseignement primaire. Dans cet ordre d'idées, le Luxembourg a déjà aboli en 2009 le redoublement à l'école primaire en le remplaçant par une organisation scolaire qui permet e. a. la différenciation pédagogique des apprentissages (cf. Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle du 14 janvier 2009).

La nouvelle école fondamentale donne aux équipes pédagogiques, œuvrant dans l'intérêt de tous les enfants, dans une démarche qui favorise la réussite scolaire de chacun, la possibilité de flexibiliser l'organisation des apprentissages grâce aux mesures suivantes:

1. l'organisation de l'école en cycles pour conduire les élèves vers l'objectif défini, par l'adaptation de l'enseignement au rythme et au style d'apprentissage de l'enfant;

2. la possibilité, accordée par l'équipe pédagogique, de prolonger le temps de séjour au sein d'un cycle afin que l'enfant puisse atteindre les objectifs de fin de cycle en suivant un programme adapté et sans que cette mesure puisse être assimilée à un simple redoublement;

3. l'introduction d'une approche par compétences, qui, notamment dans le domaine des langues, différencie les exigences traditionnellement axées sur l'écrit en les répartissant sur les quatre domaines de l'expression orale, de la compréhension orale, de l'expression écrite et de la compréhension de l'écrit;

4. l'obligation de différencier les apprentissages par des mesures définies par la loi;

5. la définition d'objectifs de fin de cycle, en l'occurrence les socles de compétences, qui permettent aux équipes de flexibiliser davantage les parcours d'apprentissage en définissant des parcours individualisés adaptés aux besoins et aux capacités des enfants;

6. une évaluation au service des apprentissages qui met en évidence les progrès effectués par l'enfant et qui lui accorde le temps et l'appui nécessaires afin d'évoluer selon ses besoins individuels.

Au cas où les mesures de différenciation ne suffisent pas à ce que l'enfant puisse effectuer les apprentissages prévus, il a droit à des mesures spécifiques d'aide, d'appui et d'assistance prévues à la section 4 de loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental. Sous la responsabilité de l'inspecteur, des spécialistes intervenant autour de l'enfant, comme par exemple des professeurs de logopédie, des pédagogues, des psychomotriciens, des psychologues, des éducateurs ou des ergothérapeutes, rassemblés en équipes multiprofessionnelles, soit au niveau régional, soit au niveau des écoles, apportent une contribution précieuse au développement harmonieux de l'enfant.

Des aménagements particuliers en faveur de l'enfant peuvent être décidés par la commission d'inclusion scolaire concernée et fixés dans un plan de prise en charge individualisé suite à un diagnostic de ses besoins éducatifs spécifiques. En particulier pour les enfants souffrant de troubles de l'apprentissage de l'écriture, ce plan peut consister en une adaptation des objectifs d'apprentissage en relation avec le domaine de l'expression écrite, en fixant p. ex. des critères d'évaluation ajustés qui misent davantage sur le contenu que sur la forme, ou en permettant à l'enfant de contourner ses problèmes p. ex. en ayant recours au langage oral ou à des outils du domaine des technologies de l'information et de la communication pour s'exprimer et manifester sa compréhension des contenus et des concepts enseignés.

Question 1779 (04.02.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **radars fixes**:

La loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés précise en son article 3 (1) que les appareils en question peuvent se présenter sous forme fixe ou mobile. Le public a été largement informé au sujet de la mise en place des radars fixes. Peu d'informations ont cependant filtré pour ce qui est des nouveaux radars mobiles.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'a pas cessé de répéter que le système mis en place ne viserait pas à remplir les caisses de l'État et que, par consé-

quent, des panneaux signalant les radars fixes seraient installés. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des panneaux mobiles signaleront également les radars mobiles?

- Quand ces nouveaux radars mobiles seront-ils opérationnels? Ces dispositifs seront-ils au préalable soumis à une phase de test?

Réponse (26.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés s'enquerraient des radars mobiles.

Les radars mobiles peuvent être utilisés en divers points du réseau routier et ne sont pas signalés en amont. Ils sont soit intégrés dans des véhicules banalisés ou posés sur un trépied au bord de chaussée et utilisent un flash rouge, visible pour les usagers flashés.

Des études et expériences d'autres pays plaident en faveur de panneaux avertisseur des radars fixes pour augmenter la sécurité routière. Ces panneaux sont une alerte aux automobilistes de regarder leur compteur de vitesse et d'adapter leur vitesse le cas échéant. En plus, les automobilistes qui ne connaissent pas les lieux disposent alors des mêmes informations que ceux qui connaissent bien la région. Par contre, les radars mobiles ne sont pas signalés; aucun conducteur en infraction pour excès de vitesse ne pourra ainsi se sentir à l'abri d'un avertissement taxé et/ou d'un procès-verbal.

Les radars mobiles seront opérationnels le 16 mars 2016, c'est-à-dire à la même date que les radars fixes. La phase de test des radars mobiles a été lancée avec celle des radars fixes et se situe entre le 2 et 29 février 2016, une première date pour un tel test était le 4 février 2016 sur la route N5 au lieu-dit «Gréiwelser Barrière».

Question 1781 (04.02.2016) de **Mme Joëlle Elvinger** et **M. Max Hahn** (DP) concernant les **«First Responders»**:

Le système du «First Responder» a été introduit dans plusieurs communes pour garantir que les premiers soins, voire la réanimation puissent être effectués sur le lieu de l'incident le plus rapidement possible en attendant l'arrivée d'une ambulance et/ou du SAMU. Or, il nous revient que lors de plusieurs interventions du SAMU le «First Responder» de la commune n'a pas été alarmé.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas nécessaire d'alerter les «First Responders» chaque fois qu'une intervention nécessite la présence du Service d'aide médicale urgente (SAMU)?

- Les agents du central des secours d'urgence du 112 disposent-ils de lignes directrices pour savoir quand est-ce que le «First Responder» doit être alerté?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il nous informer de ces lignes directrices?

- La deuxième phase du projet pilote du «First Responder» touchant à sa fin, Monsieur le Ministre peut-il déjà tirer des conclusions concernant l'efficacité et la pérennisation de ce système?

Réponse (16.02.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La question parlementaire des honorables Députés a pour objet le fonctionnement du système «First Responder» en matière de secours à personne qui fonctionne depuis octobre 2010 sous forme de projet pilote. Ayant débuté avec trois corps de la région Est du pays, la deuxième phase de test du projet pilote compte aujourd'hui 46 unités «First Responder» au sein des services d'incendie et de sauvetage communaux.

Actuellement, les unités «First Responder» sont alertées par le central des secours d'urgence CSU 112 sur base d'une note de service qui répertorie les cas de figure suivants:

- toute intervention primaire avec indication SAMU (pour les institutions de soins et les cabinets médicaux, le CSU 112 propose l'intervention de l'équipe «First Responder» avec un défibrillateur automatique externe);

- tout accident de circulation avec blessés (hors autoroute);



- accidents de travail, à domicile, de sport et dans les établissements scolaires, lors d'un traumatisme aigu ou grave où l'intervention du «First Responder» représente une plus-value en termes de prise en charge du patient;

- situations d'urgence médicale ou traumatique floues ou vagues lors de l'appel d'urgence;

- ambulance du secteur indisponible (intervalle sans traitement long) et appréciation de l'opérateur que l'intervention de «First Responder» est une plus-value en termes de prise en charge du patient;

- à la demande de l'équipe d'ambulance sur place (aide à l'évacuation...).

Dans l'attente de la mise en œuvre du nouveau système de traitement et de régulation des appels et alertes (ELS: Einsatzleitsystem) au CSU 112, la régulation des unités «First Responder» doit se faire de façon manuelle en plus de l'ambulance et du SAMU. Une régulation automatisée en fonction de mots-clés d'alerte (Alarmstichwörter) ne sera possible techniquement qu'après la mise en œuvre du nouveau système ELS programmée au cours de l'année 2016.

Depuis la création de ce nouvel acteur dans la chaîne de secours, de nombreux retours d'expérience et des statistiques des interventions effectuées par des corps de sapeurs-pompiers témoignent d'une réelle valeur ajoutée de ce service complémentaire à la chaîne de secours traditionnelle. Il est prévu de faire un bilan complet de la deuxième phase du projet pilote dans les semaines à venir afin de tirer les conclusions concernant la pérennisation et la généralisation du système «First Responder» tout en tenant compte des travaux parlementaires actuellement en cours concernant la création du Corps grand-ducal d'incendie et de secours.

Question 1782 (05.02.2016) de M. Claude Lamberty (DP) concernant le gaspillage alimentaire:

En France le Parlement a adopté le 3 février une série de mesures contre le gaspillage alimentaire. Cette loi interdit entre autres aux grandes surfaces de jeter de la nourriture et de rendre leurs invendus impropres à la consommation. Elle hiérarchise les actions à mettre en place pour récupérer et valoriser les denrées alimentaires et pour éviter leur gaspillage: cela passe de la prévention à l'utilisation à des fins énergétiques, à la récupération à des fins de consommation ou pour l'alimentation animale. Elle modifie également le régime juridique de la responsabilité des producteurs concernant les produits défectueux. Finalement elle intègre aussi la lutte contre le gaspillage alimentaire au parcours scolaire ainsi que dans le champ de la responsabilité des entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Est-ce que le Luxembourg compte également réagir face au phénomène du gaspillage alimentaire?

- Dans l'affirmative, quelles mesures sont prévues pour sensibiliser la population et les professionnels contre le gaspillage alimentaire?

Réponse (10.03.2016) de M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

La Commission européenne avait présenté le 4 juillet 2014 au Conseil des Ministres de l'Agriculture la Communication COM(2014) 398 final «Vers une économie circulaire: programme zéro déchet pour l'Europe». La proposition de directive modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets vise la mise en œuvre de celle-ci¹.

Après avoir approuvé en 2014 le «Cadre général de la sécurité alimentaire et de la nutrition», les Ministres de l'Agriculture du G20 ont adopté à Istanbul en mai 2015 le projet «Sécurité alimentaire et nutrition» comme une priorité absolue. Les Ministres soussignés se sont engagés à relever le défi de la sécurité alimentaire mondiale et de la nutrition pour une population mondiale qui devrait être de neuf milliards d'ici 2050. Ils ont souligné que les pressions intensives sur les ressources naturelles et la biodiversité et que les impacts du changement climatique signifient que nous devrions augmenter la productivité.

Dans ce contexte, il ne faudra surtout pas oublier les aspects de santé publique: des nouvelles ressources alimentaires peuvent faire apparaître de nouveaux problèmes comme par exemple les allergies alimentaires ou les intolérances. L'exemple des protéines d'insectes en est un très bon exemple. Les autorités du Luxembourg ont ainsi toujours adopté une attitude très prudente par rapport à de tels développements.

L'expérience montre aussi que la population indigène est parfois particulièrement vulnérable aux agents pathogènes venant d'autres régions du monde: L'épidémie aux Escherichia coli entéropathogènes de l'année 2014 en a donné la preuve.

Le plus simple et le plus efficace pour améliorer la productivité est évidemment de réduire les déchets, en minimisant la perte et le gaspillage alimentaire. Ainsi, nous notons avec grande préoccupation l'importante quantité de perte de nourriture et de déchets tout au long de la chaîne alimentaire. En tant que président du Conseil des Ministres de l'Agriculture lors de la Présidence luxembourgeoise de l'UE, le Ministre de l'Agriculture a encouragé tous les membres du G20 à renforcer leurs efforts pour y faire face.

Les Ministres de l'Agriculture du G20 se sont engagés à soutenir l'investissement à tous les stades de la chaîne alimentaire pour accroître la productivité, la création d'emplois et de revenus et de réduire les pertes et le gaspillage alimentaires, ceci tout en respectant les exigences en matière de salubrité des denrées alimentaires. Une bonne coordination entre les autorités gouvernementales responsables est essentielle pour l'identification et la mise en œuvre de politiques visant à promouvoir les investissements publics et privés responsables.

Il faut être conscient qu'il s'agit d'un sujet très complexe d'optimiser l'approvisionnement de denrées alimentaires tout au long de la fourche à la fourchette, de la ferme jusqu'au consommateur final, en maintenant un haut niveau de protection de la santé des consommateurs tant au niveau de leur nutrition que de la salubrité des aliments, de même que de la protection de leurs intérêts économiques, en promouvant des systèmes de qualité des denrées alimentaires et une durabilité des systèmes alimentaires.

Nombreux sont les facteurs qui contribuent au gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne alimentaire:

- Surproduction de certains produits à certaines périodes de l'année

- Stockage/Transport inadéquat

- Manque d'uniformité des standards de qualité

- Problèmes de gestion des stocks pour les détaillants

- Dates d'expiration² trop sévères, conduisant à des déchets alimentaires encore comestibles

- Statistiques de prévisions trop imprécises: des ventes des hypermarchés, du nombre de clients dans les services de restauration (y compris des cuisines collectives), de la taille des portions.

Une production non contrôlée des produits alimentaires se décline également en une consommation exagérée de:

- Produits phytopharmaceutiques et phytosanitaires

- Carburant nécessaire au transport

- Excédent de nourriture pourrie

- Dilapidation exagérée de ressources rares, y compris l'eau, l'énergie et les ressources humaines

- Emballages et d'autres matériels de contact.

La résolution de ces différentes problématiques doit se faire en proche collaboration entre secteur public et secteur privé, entre les producteurs (des agriculteurs aux transformateurs) et les consommateurs (des détaillants à la restauration jusqu'aux consommateurs finaux). Nous ne réduirons pas la tendance sans une sensibilisation et une éducation accrues des jeunes et des adultes.

Voici quelques chiffres sur le gaspillage alimentaire tels que précisés par la FAO:

- Environ 100 millions de tonnes de denrées alimentaires sont jetées annuellement dans

² On parle de la DLC (date limite de consommation) et de la DDM (date de durabilité minimale). Seuls les produits à DDM dépassée peuvent encore rentrer dans la consommation. Une DLC dépassée rend un produit dangereux au sens du règlement (CE) 178/2002. Sa mise sur le marché est interdite. Pour des raisons de protection des intérêts du consommateur, les DDM dépassées devraient entraîner une baisse du prix de vente et une information adéquate du consommateur.

l'Union européenne. Si on n'agit pas, le gaspillage alimentaire pourrait augmenter jusqu'à 120 millions de tonnes par an.

- Environ 1/3 de toutes les denrées alimentaires produites au monde pour la consommation humaine est perdu ou jeté - environ 1,3 milliard de tonnes par an.

- Dans un rapport de 2010, la Commission européenne a estimé que le gaspillage alimentaire par personne dans l'UE des 27 États membres s'élevait à 180 kg par an.

Grâce à la proposition de la Commission européenne de l'année 2014, des études ont été adoptées par le «Groupe de travail des États membres sur les pertes et le gaspillage alimentaires». Le groupe identifie les moyens pour prévenir et pour réduire les déchets alimentaires sans compromettre la sécurité alimentaire, la sécurité des aliments et la santé animale. L'intention est de renforcer et de compléter les travaux d'autres collaborations engagées entre la Commission et les parties prenantes européennes.

Au niveau national et européen, les Ministres se sont engagés à supporter:

- La recherche et l'innovation pour renforcer les données statistiques

- L'optimisation de l'étiquetage de dates pour une meilleure compréhension de la part des consommateurs et une meilleure utilisation par l'industrie³

- Une meilleure information du grand public par des campagnes de sensibilisation

- Faciliter la redistribution de la nourriture avec des lignes directrices sur le don alimentaire

- Élaborer des orientations pour assurer l'optimisation de l'utilisation de produits en fin de durabilité - comestibles (date limite de consommation) ou pas (utilisation hiérarchique des produits alimentaires)

- Une utilisation sûre des anciennes denrées alimentaires pour l'alimentation animale

- L'innovation technologique et sociale du comportement de la consommation.

Les États membres doivent unir leurs efforts avec la Commission européenne et tous les acteurs concernés pour une collaboration efficace et le partage des meilleures pratiques entre les États membres.

La Commission européenne a adopté le 2 décembre 2015 un nouveau train de mesures ambitieuses sur l'économie circulaire, afin de faciliter la transition de l'Europe vers une économie circulaire qui renforcera sa compétitivité au niveau mondial, favorisera une croissance économique durable et créera de nouveaux emplois.

Le sujet est également à l'ordre du jour de la Présidence néerlandaise du Conseil des Ministres de l'Agriculture au premier semestre de 2016.

Au niveau national

Nous devons évoluer vers des systèmes de production et de consommation plus durables et trouver des pistes vers une économie circulaire dans le secteur de l'alimentation. Il est donc nécessaire d'investir dans la R&DI. Étant donné que le gaspillage alimentaire est une perte de ressources naturelles importante, il y a lieu d'analyser cette perte de ressources à plusieurs niveaux.

Fin 2014, l'Administration de l'Environnement a commandité une étude dans ce domaine dont l'objectif est de quantifier le gaspillage alimentaire au niveau national, de repérer les secteurs les plus touchés et d'analyser certaines pistes d'action possibles. L'étude sera présentée dans les prochains mois.

D'ici la fin de l'année, le nouveau plan national de gestion des déchets sera élaboré. La lutte contre le gaspillage alimentaire y sera indiquée comme un axe d'action spécifique et sera suivie comme telle par des mesures concrètes. De plus, la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil COM(2015) 595 final du 2 décembre 2015 prévoit que les États membres doivent prendre des mesures pour réduire la production de déchets alimentaires. Ces mesures doivent être surveillées et évaluées de façon régulière par les États membres.

Au Luxembourg, certaines mesures sont déjà appliquées pour réduire le gaspillage alimentaire. Plus particulièrement au niveau de la distribution, des initiatives telle que la réduction des prix pour des produits dont la date de durabilité minimale vient à échéance, la redistribution de denrées alimentaires excédentaires à des associations caritatives ou l'utilisation des

invendus pour l'alimentation d'animaux dans des zoos ou des parcs. De plus, plusieurs actions de sensibilisation et d'information seront prévues dans les mois à venir. Il s'agit plus précisément d'adapter et de mettre en œuvre au niveau national des pratiques s'inspirant d'expériences réussies à l'étranger. À cet égard, des enquêtes de terrain et des recherches documentaires sont entamées par le MDDI.

Tout un réseau de services du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs accompagne le secteur agricole pour minimiser le gaspillage au niveau de la production primaire auprès des exploitations agricoles.

Dans la production de céréales pour consommation humaine ainsi que dans toute la production fourragère destinée à l'alimentation des animaux de ferme, la chaîne de production est caractérisée par un encadrement de conseillers spécialisés (Convis, Ibla, Chambre d'Agriculture, etc.) dans la conduite de ces différentes étapes.

De la semence jusqu'au stockage des céréales, les moyens de production sont utilisés d'après les avis de conseillers (Convis, Chambre d'Agriculture, entreprises privées telles que Versis par exemple) et documentés par les producteurs (Düngungsplan, Ackerschlagkartei). Chaque mesure telle que le travail du sol, la fertilisation ou la pulvérisation, est mise en relation avec le degré de nécessité d'une éventuelle intervention (Schadswellenprinzip). Les valeurs clés, reprises dans cette documentation, sont vérifiées par les organismes de conseil (Convis, Chambre d'Agriculture) afin de pouvoir guider le plus efficacement possible les cultures en question. L'efficacité se définissant par le rapport entre le rendement et l'apport des intrants nécessaires.

Dans la production animale, la gérance des troupeaux, et par cette voie des performances de ces animaux, est accompagnée par des aides au management journalier (calcul de ration, contrôle laitier, pesage des animaux, accompagnement par des vétérinaires). Les organismes intervenants sont ASTA, Convis, Ibla ainsi que des entreprises telles que Luxlait, Versis, Raiffeisen, et les abattoirs.

L'encadrement des exploitations agricoles à ces deux niveaux résulte d'une bonne utilisation des ressources naturelles dans le secteur primaire.

Plusieurs opérateurs du secteur alimentaire ont réagi de leur propre gré au gaspillage de denrées alimentaires pour des raisons éthiques, mais aussi économiques.

Ainsi, au cas où une denrée alimentaire est considérée comme inapte à la consommation humaine⁴, cette dernière doit être éliminée en tant que déchet voire sous-produit animal pour les denrées alimentaires d'origine animale. Ainsi, pour ces dernières, plusieurs destinations sont possibles: destruction par incinération, compostage, biométhanisation.

Tandis que le premier procédé ne permet aucune valorisation des anciennes denrées alimentaires si ce n'est qu'une faible récupération d'énergie en cas de co-incinération, les deux autres aboutissent à une revalorisation suite à l'utilisation du compost voire la récupération du biogaz ainsi que l'utilisation des résidus de la biométhanisation en tant qu'engrais au niveau de l'agriculture. Ainsi, il est constaté qu'une partie des déchets alimentaires, en provenance du commerce et des cuisines collectives, ne sont plus incinérés ou mis en décharge mais valorisés par biométhanisation.

Dans certains cas spécifiques, les sous-produits animaux peuvent être utilisés dans l'alimentation animale pour des animaux non destinés à la production de denrées alimentaires. Ainsi, l'Administration des Services vétérinaires a donné l'autorisation à une chaîne de supermarchés de fournir une certaine catégorie de sous-produits animaux et des fruits et légumes à un parc zoologique en vue d'alimenter les animaux de ce parc.

La meilleure valorisation des denrées alimentaires à la limite de la DLC (date limite de consommation) ou de la DDM (date de durabilité minimale) est de les mettre en promotion afin d'accélérer leur vente ou de les donner à des associations caritatives qui peuvent soit les vendre directement à leurs clients, soit les utiliser dans leurs unités de restauration en vue de la préparation des plats culinaires mis à disposition de leurs clients.

⁴ Définition technique selon l'article 14 du règlement (CE) n° 178/2002 est «denrée alimentaire dangereuse»:

1. Aucune denrée alimentaire n'est mise sur le marché si elle est dangereuse.

2. Une denrée alimentaire est dite dangereuse si elle est considérée comme:

a) préjudiciable à la santé;

b) impropre à la consommation humaine.

¹ COM(2015) 595



Récemment les Autorités du contrôle alimentaire ont reçu de la part d'une chaîne de supermarchés une demande d'autorisation de congélation de produits alimentaires frais en fin de DLC en vue de les fournir à des clients d'une association caritative afin de garantir la qualité et la sécurité alimentaire des denrées alimentaires ayant atteint la DLC à l'état frais.

D'autres supermarchés ont depuis longtemps adopté des stratégies de cession de denrées avant atteinte des dates limites de consommation. Ces produits sont cédés à des associations caritatives en vue d'une préparation et consommation rapides. Un accent particulier a été mis sur le maintien de la chaîne du froid lors de ces opérations, ceci afin d'assurer la sécurité des produits.

Il revient aux Ministres compétents¹ d'organiser des campagnes d'information au sujet du gaspillage alimentaire et d'inciter ainsi les professionnels à participer à des actions comme décrites ci-dessus afin d'éviter le gaspillage.

Des campagnes à l'adresse des consommateurs peuvent également informer quant aux habitudes d'achat et de consommation à adapter afin de réduire à ce niveau le gaspillage alimentaire.

Ainsi, le Département de la Protection des consommateurs est en train d'organiser une conférence sur le gaspillage alimentaire, en collaboration avec les ministères compétents, pour sensibiliser non seulement les professionnels de la chaîne alimentaire, mais aussi les consommateurs aux meilleures pratiques applicables à l'étranger. Les conclusions y retenues et surtout la mise en application de ces conclusions pourront servir à court terme à établir une réglementation sur la réduction du gaspillage alimentaire.

Une piste proposée est déjà initiée par la Commission, à savoir un allègement des obligations d'étiquetage en matière de date de durabilité minimale. Il est donc primordial de continuer de manière ambitieuse dans cette voie et d'étendre la liste de produits exemptés en se basant sur des critères objectifs tout en respectant les exigences pour s'assurer de la sécurité des produits alimentaires.

Une révision ou clarification de la législation sur la sécurité sanitaire des aliments pourrait être envisagée afin de faciliter la donation de certaines denrées alimentaires non périssables à des banques alimentaires. Par ailleurs, la mise en place de circuits de distribution courts devrait également contribuer à réduire le gaspillage alimentaire.

Finalement, une information récurrente des consommateurs de même que des actions de communication conjointes au niveau européen seront très utiles.

Question 1783 (05.02.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'éventuelle violation de la loi sur la protection de la vie privée:

Le «Lëtzebuurger Land» rapporte aujourd'hui que mardi dernier, le Ministre de l'Économie aurait fait enregistrer un entretien avec une journaliste de cet hebdomadaire, à l'insu de celle-ci.

D'après cet hebdomadaire, le Ministre de l'Économie aurait ce faisant aussi bien violé les dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, que les dispositions de la loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée. À noter que ces deux textes de loi prévoient des sanctions pénales, notamment si des paroles prononcées en privé par une personne sont enregistrées, sans le consentement de celle-ci.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement peut-il confirmer les informations rapportées par le «Lëtzebuurger Land»?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'enregistrement a été effectué conformément à la loi modifiée du 2 août 2002 sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la loi du 11 août 1982 sur la protection de la vie privée?

- Monsieur le Ministre entend-il charger le ministère public d'une enquête en la matière conformément à l'article 19 du Code d'instruction criminelle?

Réponse (15.02.2016) de **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice:

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à un article de presse paru au «Lëtzebuurger Land» concernant une interview accordée par Monsieur le Ministre de l'Économie. Le Ministre de l'Économie a, sur les ondes de RTL radio, déjà réagi aux informations rapportées.

L'honorable Député me demande, dans le cas précis de cet entretien, si cet enregistrement aurait été effectué conformément à la loi modifiée du 2 août 2002 sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la loi du 11 août 1982 sur la protection de la vie privée. En d'autres termes, l'honorable Député me demande si dans ce cas précis une infraction aux lois serait susceptible d'avoir été commise. Or, il ne relève pas des compétences du Ministre de la Justice, en raison du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, de qualifier, sinon de se prononcer dans un cas précis sur une qualification éventuelle de faits en tant qu'infraction pénale.

Quant à la dernière question et dans la mesure où la question parlementaire vise directement un membre du Gouvernement dans l'exercice de ses fonctions, je me permets de rappeler dans ce contexte d'abord les dispositions de l'article 30 de la Constitution qui dispose: «Nulle autorisation préalable n'est requise pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des membres du Gouvernement.» Je rappelle aussi l'article 82 de la Constitution qui stipule notamment: «La Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement.»

Question 1784 (05.02.2016) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant les formations à l'IFEN:

Dans le cadre d'une réaffectation proposée à chaque titulaire du cours d'instruction religieuse, on peut lire sur le site Internet du MEN que «(l)es titulaires d'un certificat de réussite d'une classe de 3^e/11^e se verront proposer une formation à l'IFEN en vue d'un poste dans la carrière correspondante à l'Éducation différenciée, dans un lycée ou dans une structure de l'Enfance et la Jeunesse (Service National de la Jeunesse, maisons d'enfants de l'État, etc.).»²

Pour cette raison, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. De quelles carrières s'agit-il, notamment dans l'Éducation différenciée et dans les lycées? Combien de personnes sont actuellement engagées auprès du MEN dans ces carrières?

2. Existe-t-il des carrières comparables dans l'enseignement fondamental et, le cas échéant, lesquelles?

Réponse (24.03.2016) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

La Convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg du 26 janvier 2015, dans le contexte de l'introduction du nouveau cours commun remplaçant l'instruction religieuse et morale ainsi que l'éducation morale et sociale à l'école fondamentale, prévoit la reprise par l'État des enseignants ayant enseigné l'instruction religieuse et morale. Parmi le personnel en question, il y a lieu de distinguer les détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires ou équivalent des personnes ayant réussi une classe de 3^e ES voire de 11^e EST.

À l'attention des premiers, l'État saura réorganiser la formation permettant l'accès à la réserve des suppléants. Après avoir réussi avec succès ladite formation, ces enseignants remplissent les conditions pour être affectés à la réserve des suppléants telle que prévue au chapitre V de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

En ce qui concerne la reprise par l'État des autres enseignants d'instruction religieuse et morale, je proposerai sous peu une disposition légale prévoyant la création d'une réserve d'«assistants pédagogiques» susceptibles d'être affectés en tant que deuxièmes intervenants aux équipes multi-professionnelles, aux bureaux régionaux de l'inspection de l'enseigne-

ment fondamental, aux lycées ou à des structures socio-éducatives dépendant de l'État.

Question 1785 (05.02.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant la reconversion des friches industrielles au Luxembourg:

Le récent communiqué de presse du Gouvernement, d'Agora et d'ArcelorMittal au sujet de l'éventuelle reconversion d'anciennes friches industrielles situées sur des terrains sis à Esch-sur-Alzette et Schifflange a relancé les débats autour dudit sujet.

L'avenir d'autres sites sidérurgiques n'a été que très peu débattu dans ce contexte. Or, déjà en décembre 1997, une étude AGIPLAN retenait comme sites prioritaires Belval-Ouest, Ehlerange, Lentille Terres Rouges et Rodange.

C'est d'ailleurs à la suite de cette étude qu'en 2000 la société de développement Agora a vu le jour. Notamment dans son rapport d'activité pour 2003, la société Agora indique qu'elle aura à traiter et développer près de 650 ha de friches répartis sur 10 sites spécifiques, dont 7 classés comme prioritaires: Rodange, Crassier Differdange, Belval, Crassier Ehlerange, Crassier Mondercange, Crassier Terres Rouges, Lentille Terres Rouges. Depuis son rapport d'activité pour 2012, la société Agora ne mentionne plus que 4 sites prioritaires, i. e. ceux retenus initialement par l'étude AGIPLAN.

Tandis que Belval a connu le développement formidable que nous savons, le même soin ne semble pas avoir été apporté aux autres sites également qualifiés de «prioritaires».

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les projets menés à ce jour sur les 4 respectivement 7 sites déclarés prioritaires (à part le site de Belval)?

- Comment lesdits sites seront-ils revalorisés à l'avenir et suivant quel échéancier?

Réponse (08.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie:

Dans un pays à la superficie réduite et où la disponibilité de terrains est limitée, la revalorisation d'anciennes friches industrielles est un des moyens dont dispose l'État pour mobiliser des surfaces à bâtir. En effet, la revalorisation de friches permet de limiter la consommation foncière, réduisant ainsi l'impact sur l'environnement. L'assainissement des terrains permet de les récupérer pour y installer de nouvelles activités en fonction des usages possibles, que ce soit des projets de construction de logements dans des zones urbaines ou des zones d'activités économiques.

Dans le cadre des discussions engagées par la Tripartite Sidérurgique (24 avril 1996) relative à l'annonce de l'arrêt des hauts-fourneaux de Belval (septembre 1996) et préalablement à la création d'Agora (octobre 2000), l'État et ARBED ont constitué un groupement d'intérêt économique - GIE-ERSID - chargé d'étudier les possibilités de réutilisation d'un ensemble de terrains propriétés du groupe ARBED (Arcelor-Mittal).

Le périmètre de l'étude confié à la société AGIPLAN a porté sur un total de 648,4 hectares répartis sur 10 sites, dont 518,7 ha sur le territoire luxembourgeois et 130 ha en zone française.

- Belval:	122,7 ha
- Rodange (fonderie):	11,5 ha
- Terres Rouges (lentille):	11,3 ha
- Differdange (crassier):	150,0 ha
- Ehlerange (crassier):	80,8 ha
- Terres Rouges (crassier):	69,0 ha (Lux/Fr)
- Mondercange (crassier):	54,0 ha
- Audun (crassier):	16,0 ha (Fr)
- Surfaces agricoles:	82,0 ha (Fr)
- Belval-frontière (agriculture):	40,6 ha
- Schifflange (voies ferrées):	7,0 ha
- Differdange (voies ferrées):	3,5 ha

Les éléments retenus par le cahier des charges de l'étude reposaient sur 4 volets: environnement, étude des besoins, contexte économique et social, aménagement du territoire.

Conformément aux préconisations de l'étude et «Après discussion avec les communes concernées (niveaux techniques et politiques) il a été décidé d'un commun accord de retenir quatre sites prioritaires, à savoir Belval-Ouest, Ehlerange, Lentille Terres Rouges et Rodange.» (Extrait Fiches Industrielles - État d'avance-

ment et perspectives - Rapport de Monsieur le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des Députés - 31.05.2000 - page 9).

Parmi les quatre sites prioritaires, il a été décidé de «faire avancer prioritairement le projet de Belval-Ouest» (sub p 11).

La référence à 7 sites porte uniquement sur le potentiel non agricole exploitable en territoire luxembourgeois et doit être comprise comme orientation de la politique d'aménagement du territoire à court, moyen et long terme (sub p 11 § 1.3).

Veillez trouver ci-dessous les éléments factuels concernant les différents sites:

1- Rodange (fonderie - 11,5 ha; territoire - Commune de Pétange):

- Nature de l'intervention: Étude de faisabilité urbanistique en vue de la réutilisation du site en zone d'activité mixte - réalisation Agora/bureau Planergemeinschaft Dubach Kohlbrenner en 2003.

- Statut actuel: Projet en programmation offrant des perspectives à moyen terme sous réserve de la maîtrise foncière globale du site par Agora (1/3 du site sur lequel la procédure de cessation d'activité n'est pas engagée appartient ce jour à un propriétaire privé et condamne son accès principal).

- Perspectives: Moyen-long terme en fonction des contraintes de maîtrise foncière, de l'emprise de la zone verte et de la mise en cohérence du site avec l'ouverture de la zone du Grand-Bis (Statut de zones d'activité économique nationale).

2- Differdange (crassier - 150,0 ha; territoire - Communes de Differdange et de Sanem):

- Nature de l'intervention: Étude de faisabilité urbanistique en vue de la réutilisation du site en zone d'activité mixte - réalisation Agora/bureau Planergemeinschaft Dubach Kohlbrenner en 2003.

- Statut actuel: Site industriel et crassier appartenant à différents propriétaires et occupants et partiellement en cours d'exploitation par deux entreprises.

3- Ehlerange (crassier - 88,8 ha; territoire - Commune de Sanem):

- Nature de l'intervention: Étude de faisabilité urbanistique en vue de la réutilisation du site en zone d'activité mixte - réalisation Agora/bureau AGIPLAN en 2003.

- Statut actuel: Terrain cédé à l'État par Arcelor-Mittal pour la réalisation d'une zone d'activité nationale.

4- Mondercange (crassier - 54,0 ha; territoire - Commune de Mondercange):

- Nature de l'intervention: Portage d'étude par Agora à la demande d'ARBED (ArcelorMittal) dans la perspective de création d'une décharge nationale pour déchets inertes.

- Statut actuel: Décharge fermée suite aux problèmes de stabilité.

- Perspectives: Intégration du site dans un concept paysager.

5- / 6- Terres Rouges (lentille - 11,3 ha - Commune de Esch-sur-Alzette / crassier - 69,0 ha - Communes de Esch-sur-Alzette (30%) et Rus-sange (70%)):

- Nature de l'intervention: Étude de faisabilité urbanistique globale des deux sites (lentille et crassier) en vue de leur transformation en zone urbaine mixte - réalisation Agora/bureau association momentanée Paradoxe Casanelles/Clemes/Saunier.

- Statut actuel: Projet mis en stand-by en raison de l'exploitation du crassier par la société Cloos et de la présence de la centrale électrique (dé-molition en cours).

- Perspectives: Moyen-long terme sous réserve d'une mutualisation des coûts d'aménagement avec le secteur français.

- (PM) Historique des projets alternatifs:

2007 - Projet de la relocalisation du Lycée Hubert Clément sur la Lentille Terres Rouges étudié par le Ministère des Travaux publics - Abandon en raison des surcoûts liés aux contraintes techniques du site - Choix de rénover le Lycée Hubert Clément existant.

2009 - Projet d'implantation d'un stade dans le cadre de discussions menées entre ArcelorMittal, un promoteur privé et la commune d'Esch-sur-Alzette.

² Communiqué de la conférence de presse du 4 février 2016, http://www.men.public.lu/fr/actualites/communiqués-conference-presse/2016/02/160204-vie-societe/index.html

¹ Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, MDDI, Ministre de la Santé

Question 1786 (05.02.2016) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **commission des pensions**:

La loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois institue en son article 46 une commission des pensions. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2015.

Aux termes de cette même disposition, la commission des pensions comprend quatre membres effectifs et quatre membres suppléants nommés pour une durée de trois ans. Sur les quatre membres, il y a un magistrat, un médecin du travail et un représentant du personnel, tandis que le quatrième membre est désigné en fonction de la compétence de l'organisme de pension en question.

Par arrêté grand-ducal du 2 octobre 2015, Monsieur le Ministre a nommé deux magistrats, membre effectif et membre suppléant pour un mandat venu à expiration au 31 janvier 2016.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons pour lesquelles les magistrats n'ont été nommés que pour un terme de 4 mois? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la nomination des deux magistrats pour une durée de moins de trois ans n'est pas entachée d'illegalité, alors que la loi du 25 mars 2015 prescrit un mandat de trois ans? Si illegalité il y a, qu'advient-il des décisions prises par la commission des pensions dans l'intervalle?

2. Alors que le mandat des deux magistrats s'est achevé au 31 janvier 2016, Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que la commission des pensions peut encore valablement déléguer et prendre des décisions? A défaut, le mandat des deux magistrats aurait-il, le cas échéant, été renouvelé?

3. À supposer que la loi du 25 mars 2015 susmentionnée ne soit pas encore d'application en vertu de l'article 92 de cette même loi, Monsieur le Ministre peut-il nous détailler les mesures indispensables à l'exécution des dispositions des Titres I. et II. de la loi du 25 mars 2015 précitée que les organismes de pension, i. e. la Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés communaux et la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, Division du personnel retraité doit adopter pour que cette loi puisse enfin entrer en vigueur?

4. À supposer que la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois soit toujours d'application, Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer la durée des mandats des membres de la commission des pensions prévue par cette loi? N'aurait-il dans ce cas été indiqué pour satisfaire les exigences légales de quatre magistrats, dont deux comme membres effectifs et deux comme membres suppléants?

Réponse (26.02.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Dans sa question parlementaire mentionnée sous rubrique, l'honorable Député Marc Spautz a posé plusieurs questions relatives au fonctionnement et à la désignation des membres et des magistrats représentés au sein de la commission des pensions instituée par l'article 46 de la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois.

En réponse aux questions de l'honorable Député, j'ai l'honneur de l'informer de ce qui suit:

Ad 1. et 2. Les nouvelles dispositions relatives à la commission des pensions sont définies dans la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2015.

Durant l'été 2015, le Parquet général a informé le MFPPA de l'indisponibilité des magistrats ayant présidé les commissions des pensions

sous l'ancien régime. En outre, le Parquet général a donné à considérer qu'au vu de la surcharge de travail à laquelle de nombreux magistrats se voyaient actuellement confrontés, un recrutement parmi les seuls magistrats s'avérerait difficile, voire impossible à l'avenir. En effet, le nombre cumulé des affaires à traiter au futur par l'effet de la fusion des trois commissions sectorielles en une seule commission jointe, atteindra un volume tel que la charge de travail excédera les limites d'une tâche simplement accessoire et exigera de la part des membres une disponibilité qui n'est guère compatible avec l'exercice normal de fonctions judiciaires.

Il était donc indispensable d'élargir rapidement le cercle des candidats potentiels pouvant être nommés à cette charge, de sorte que le MFPPA a déposé en date du 19 novembre 2015 le projet de loi 6910, lequel prévoit entre autres de ne plus se limiter aux seuls magistrats, mais d'élargir le cercle des candidats aux fonctionnaires, titulaires du certificat de fin de stage judiciaire.

En attendant que le projet de loi soit voté à la Chambre des Députés et pour assurer la continuité des travaux de la commission des pensions, les deux magistrats ayant présidé les commissions des pensions sous l'ancien régime ont bien voulu contribuer à débloquer la situation et se sont déclarés d'accord pour assurer un mandat limité jusqu'au 31 janvier 2016.

Alors que de manière générale les problèmes susmentionnés seront résolus dès que le projet de loi n°6910 aura été voté, il convient néanmoins de souligner que le défaut de président suppléant, tout comme les mandats limités des magistrats, n'affectent en rien la légalité des décisions prises ou à prendre par la commission des pensions.

À toutes fins utiles, je tiens à informer l'honorable Député que le projet de loi n°6910 est fixé à l'ordre du jour de la séance publique de la Chambre des Députés du jeudi 25 février 2016.

Ad 3. Je me permets de rappeler à l'honorable Député que la loi précitée du 25 mars 2015 est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2015 et que tous les membres de la nouvelle commission des pensions, y compris ceux qui relèvent des communes et des CFL, ont été nommés au 2 octobre 2015. Le nouveau texte est donc applicable, y compris aux communes ainsi qu'aux CFL, depuis la date précitée.

Ad 4. De manière générale, je tiens à souligner que la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pensions spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois a été adaptée dans le cadre de la réforme de la Fonction publique et qu'elle continue à rester en vigueur.

Comme les modalités de nomination de la commission des pensions, prévues à l'article 68 de la loi susmentionnée de 1998, sont identiques à ceux de l'article 46 de la loi du 25 mars 2015 instituant un régime de pension spécial transitoire pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, la commission des pensions, telle qu'elle fut nommée le 2 octobre 2015, traite aussi bien les dossiers qui relèvent du régime de la loi modifiée du 3 août 1998 que ceux qui relèvent de la loi du 25 mars 2015.

Au vu de ce qui précède, une nomination de quatre magistrats n'est donc pas nécessaire.

Question 1789 (08.02.2016) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Octavie Modert** (CSV) concernant le **trafic d'armes au Grand-Duché de Luxembourg**:

Dans un reportage diffusé sur la chaîne de télévision allemande «ZDF» le soir du 3 février 2016, une équipe de journalistes a tenté de retracer la filière du trafic d'armes de guerre depuis les Balkans, en particulier de la «kalachnikov», une arme souvent utilisée dans le cadre d'attentats terroristes. La voix-off du reportage a cité à plusieurs reprises le Luxembourg comme destination finale de la vente illégale d'armes de guerre.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Messieurs les Ministres sont-ils au courant du contenu du reportage diffusé sur la chaîne ZDF?

2. Comment Messieurs les Ministres réagissent-ils par rapport aux allégations faites dans ce reportage?

3. Le Gouvernement dispose-t-il de renseignements qui peuvent le cas échéant confirmer ces faits?

4. Dans l'affirmative, comment le Gouvernement compte-t-il combattre le phénomène du trafic d'armes de guerre illicite au Luxembourg?

Réponse commune (07.03.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Ad 1. Nous avons pris connaissance du reportage en cause.

Ad 2. D'après nos informations, ces allégations ne correspondent pas à la réalité des choses. D'ailleurs, le reportage n'a pas fourni de preuve concrète que les armes soient véritablement acheminées au ou à travers le Luxembourg et se limite à spéculer sur d'éventuelles routes du trafic illicite d'armes qui passeraient par le Luxembourg.

Ad 3. Le Gouvernement ne dispose pas d'informations qui pourraient confirmer ces faits. Les autorités compétentes sont en contact étroit avec les autorités compétentes des États voisins et entretiennent des échanges d'informations réguliers sur le trafic d'armes.

Le Service de police judiciaire participe depuis le 1^{er} janvier 2015 au Réseau d'experts européens dans le domaine des armes à feu (EFE). Ce réseau ne dispose pas d'informations concrètes sur l'existence de routes de trafic illicite d'armes à travers le Luxembourg.

Le Service de police judiciaire a par ailleurs des échanges réguliers et constants avec ses homologues étrangers concernant notamment les saisies en matière d'armes, les groupements criminels ou le mode opératoire.

Ad 4. Le trafic illicite d'armes est combattu par les autorités luxembourgeoises depuis des années. Le reportage en question n'est pas de nature à remettre en cause les moyens mis en œuvre à cette fin.

Question 1790 (08.02.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **gestion du personnel absent au sein de la Police grand-ducale**:

L'audit concernant l'organisation et le fonctionnement de la Police grand-ducale aborde la problématique de la gestion du personnel absent. L'observation se lit comme suit: «Le remplacement des agents absents n'est pas perçu comme efficace. D'abord, de nombreux services souffrent de détachements fréquents de leurs agents vers d'autres unités. La durée peut varier de quelques jours à plusieurs mois, voire années. Plusieurs enjeux émergent: les agents détachés restent affectés à leur unité d'origine, ils ne sont pas remplacés et les détachements sont souvent annoncés dans un délai très restreint, parfois même la veille. De la même façon, les congés de longue durée (maladie et parentaux) sont réguliers et les agents absents ne sont pas remplacés dans les unités.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer dans quelle mesure ce constat est valide pour les commissariats de proximité et les centres d'intervention et, le cas échéant, fournir le nombre d'effectifs réel du personnel en activité?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que cette problématique puisse avoir un impact sur la future organisation en communautés de commissariats telles que prévues dans la future réforme?

Réponse (09.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Le cadre policier comprend actuellement un effectif de 1.790 fonctionnaires, dont 66 fonctionnaires du cadre supérieur, 1.466 fonctionnaires de la carrière des inspecteurs et 258 fonctionnaires de la carrière des brigadiers.

111 fonctionnaires de la carrière des inspecteurs auront droit à la retraite jusqu'à la fin de l'année 2017. L'analyse statistique des départs effectifs opérés récemment démontre qu'en général la moitié du personnel profite de ce droit dès qu'ils ont atteint l'âge de départ.

En moyenne 57 fonctionnaires de police sont quotidiennement absents pour raisons médicales, ce qui représente un taux d'absence de 3% pour le personnel policier.

Actuellement 20 congés sans traitement sont accordés aux fonctionnaires de la carrière des inspecteurs et des brigadiers.

En outre la Police grand-ducale compte les absences suivantes:

- 9 fonctionnaires en congé parental à plein temps;

- 28 fonctionnaires en congé parental à mi-temps;

- 6 fonctionnaires en congé de maternité;

- 40 fonctionnaires en congé de travail à mi-temps et temps partiel de 50%;

- 24 fonctionnaires en congé de travail à temps partiel de 75%;

- 3 fonctionnaires suspendus.

Les remplacements à ces absences proviennent de l'Unité de Garde et de Réserve Mobile (UGRM). Cette unité dispose de 110 fonctionnaires, dont 60 sont prévus pour les tâches quotidiennes de l'unité, telles que notamment le transport de détenus ou le service huissier dans les cours et tribunaux, et 44 fonctionnaires sont actuellement détachés auprès d'unités à effectif réduit.

Les congés parentaux, de maternité et de maladie ne sont pas remplacés. 14 congés sans traitement sont remplacés à leur unité d'affectation. Les remplacements des fonctionnaires détachés vers d'autres unités sont appréciés au cas par cas.

Depuis le 1^{er} février 2016, toutes les vacances de poste ont été comblées soit par une affectation, soit par des détachements de l'UGRM, sous réserve des principes de non-remplacement cités ci-dessus. Ainsi la Police grand-ducale est actuellement en mesure de satisfaire aux effectifs visés des commissariats de proximité et centres d'intervention.

Ces chiffres font état de la situation pour la Police grand-ducale, tous services confondus.

La réorganisation territoriale et notamment celle des centres d'intervention et des commissariats de proximité a pour objectif principal d'accroître l'efficacité du travail et d'améliorer le service au public. Le Gouvernement continuera ses efforts de recrutement, ce qui permettra de mieux faire face aux droits des fonctionnaires.

Question 1791 (09.02.2016) de **MM. André Bauler** et **Claude Lamberty** (DP) concernant la **politique d'achat de Restopolis en ce qui concerne les produits du terroir issus de l'agriculture domestique et en particulier de l'agriculture biologique**:

Restopolis est un service de restauration assuré par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse afin d'organiser le catering dans presque tous les lycées de notre pays. Récemment, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a annoncé que ses services continueront à améliorer la promotion des produits agricoles dans les lieux de restauration collectifs qui fonctionnent sous tutelle étatique et/ou communale. Il a également précisé que des réformes seraient actuellement en discussion auprès de la Commission européenne, qui mèneraient vers une amélioration de la promotion des produits agricoles dans les systèmes scolaires.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant la politique d'achat par Restopolis en ce qui concerne les produits du terroir issus de notre agriculture domestique et en particulier de l'agriculture biologique?

- Quels sont les différents produits régionaux achetés régulièrement par Restopolis au Luxembourg afin d'être transformés dans les restaurants scolaires?

- Le service Restopolis du MENJE est-il disposé à accroître la part des produits issus de nos terroirs dans sa production en vue de soutenir nos agriculteurs tout en pratiquant une politique d'achat inspirée des principes du développement soutenable?

- Le MENJE se concerta-t-il régulièrement avec les instances responsables du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs pour améliorer la promotion des produits agricoles dans les lieux de restauration collectifs, notamment dans les maisons relais?

- Comment les échanges d'idées, voire la coopération avec la Chambre d'Agriculture sont-ils organisés?



Réponse (15.03.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Restopolis applique la législation relative aux marchés publics.

Les responsables de Restopolis font un choix critique de toutes les matières premières et le service est un précurseur en ce qui concerne l'introduction de produits locaux et de produits bio dans la restauration collective. Les critères d'attribution appliqués lors des soumissions permettent d'optimiser les procédures de passation des marchés.

La restauration collective est particulièrement concernée par la question du développement durable.

Les engagements forts et durables de Restopolis sont:

- achat et transformation de produits issus de l'agriculture luxembourgeoise,
- achat et transformation de produits issus de l'agriculture biologique,
- développement durable et conservation de la diversité biologique,
- alimentation saine et équilibrée,
- achat de produits non transformés,
- achat et transformation de produits issus du commerce équitable,
- achat de produits étiquetés sans OGM,
- non aux produits analogues.

L'intégration systématique des critères du développement durable dans les restaurants scolaires a conduit à une harmonisation des pratiques d'achat; l'introduction des produits domestiques et du bio a engendré une réflexion sur la manière d'assurer les approvisionnements, de préparer et de structurer les repas et de gérer les ressources disponibles d'une manière prudente et responsable. Les conditions générales de livraison sont comparées afin de favoriser les achats de proximité suivant le principe du «trajet le plus court»: bilan carbone plus favorable, atouts socioéconomiques, comme par exemple l'ancrage territorial de l'activité agricole.

La faisabilité est évaluée au cas par cas. La mise en œuvre d'une démarche d'achat responsable et de proximité à long terme exige un appui soutenu de tous les acteurs clés impliqués.

Suite à de nombreux efforts entrepris dans sa politique d'achat, 30% des produits transformés dans les restaurants Restopolis parviennent de l'agriculture domestique. En majorité, l'origine de ces produits est considérée comme un gage de haute qualité, d'authenticité et de savoir-faire luxembourgeois. L'augmentation du pourcentage de produits domestiques et/ou bio se heurte des fois aux gammes de produits limitées, aux manques de disponibilités, aux moyens de distribution des «petits» fournisseurs et finalement aussi aux ratios économiques.

Même si depuis plusieurs années la production domestique de produits bio progresse, elle demeure toujours inférieure aux besoins de Restopolis. Afin de pouvoir répondre aux engagements de développement durable et de soutien de produits domestiques, Restopolis préfère ne pas recourir systématiquement à des produits bio de provenance lointaine. Actuellement 2% des achats proviennent de la production bio. Restopolis souhaite augmenter ce pourcentage à au moins 5% à l'avenir.

Un des objectifs de Restopolis pour l'année 2016 est de promouvoir encore plus les produits domestiques. À ce propos, Restopolis a régulièrement des rencontres avec les acteurs du terrain.

Dans les appels d'offre publics pour l'achat de matières premières et produits, un maximum de points est donné au candidat qui:

- dispose actuellement d'un système d'approvisionnement durable, de proximité donc de producteurs locaux;
- indique la provenance des fournitures et s'approvisionne en circuits courts;
- satisfait aux normes d'émission Euro 5 qui fixent les limites maximales de rejets polluants pour les véhicules roulants;
- considère les signes de qualité référencés et crédibles lors du choix des produits, tels que les marques nationales, les labels nationaux, les appellations d'origine;
- assure le meilleur suivi de traçabilité en étiquetant conformément aux règlements grand-ducaux existants;
- s'engage à ne pas fournir, respectivement incorporer dans la production, des produits analogues, produits recomposés et des produits étiquetés comme contenant des organismes génétiquement modifiés;

- s'engage à fournir des certificats reconnus officiellement pour tous les produits bio livrés;

- respecte la nature et le bien-être animal;
- dispose des procédures les plus efficaces pour réagir aux réclamations concernant la provenance des produits;
- dispose d'emballages composés de matières recyclées et recyclables;
- applique des procédures de recyclage;
- encourage la meilleure stratégie afin de minimiser les emballages;
- cherche constamment à optimiser ses stratégies dans la matière.

Les mêmes critères d'attribution s'appliquent lors des soumissions de prestataires de services.

Le contractant s'engage à:

- utiliser au moins 20% de produits luxembourgeois (hors boissons) dans la composition des repas,
- utiliser progressivement 5% de produits issus de la production biologique si possible locale,
- promouvoir l'utilisation de produits saisonniers,
- utiliser les bananes, les ananas, le café et le thé du commerce équitable,
- exclure des produits contenant des organismes génétiquement modifiés et des produits analogues,
- utiliser exclusivement des matières premières respectant les critères de qualité mis en place par Restopolis,
- respecter les engagements officiels de Restopolis.

Il s'avère que 40% des critères d'attribution du marché sont en relation directe avec la politique d'achat, le développement durable, les normes et l'assurance de qualité.

En tant que service public, Restopolis se propose d'assurer un maximum de transparence envers ses convives. Les plats à base de produits domestiques et les plats contenant des produits de l'agriculture biologique sont ainsi clairement signalés et mis en avant.

En outre, Restopolis s'engage sur le volet pédagogique puisqu'un repas est aussi un acte culturel et social. C'est une occasion de pouvoir former les élèves au goût, à la qualité, à la santé, au respect des critères environnementaux, mais aussi au renforcement des liens sociaux en proposant des menus thématiques consacrés aux produits et aux spécialités du Luxembourg, aux produits bio, aux produits du commerce équitable et aux produits sans OGM. Restopolis s'engage aussi à s'approvisionner avec des ingrédients issus du commerce équitable.

Par le biais de son site internet www.restopolis.lu, sa page facebook, de même que de ses applications iPhone et Android, Restopolis communique avec ses clients dans le cadre de journées, respectivement de semaines thématiques, qui sont organisées régulièrement entre autres autour des sujets des produits domestiques, bio et de la cuisine traditionnelle luxembourgeoise.

Lors de ces occasions, Restopolis organise des stands d'information, invite des représentants locaux, organise des concours et offre des repas spéciaux pour mettre en avant les sujets évoqués.

De plus, Restopolis se concerta régulièrement avec les instances responsables du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs pour optimiser la promotion des produits agricoles locaux et de trouver ensemble les canaux optimaux de commercialisation de ces produits. Les nombreux échanges d'idées, voire la coopération que Restopolis a eue avec la Chambre d'Agriculture ont déclenché et amplifié la sensibilisation de Restopolis à l'égard des produits domestiques.

Question 1792 (09.02.2016) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Marc Spautz** (CSV) concernant la **prime de risque octroyée par l'État**:

Certaines fonctions de l'État telles que les agents du Service de Renseignement, les officiers, infirmiers gradués et diplômés de l'Armée luxembourgeoise, des agents de la Police grand-ducale, des agents des Douanes et Accises, tout comme le personnel affecté au service d'un établissement pénitentiaire, les facteurs distributeurs ou encore les facteurs en charge d'un transport de fonds bénéficient d'une prime de risque ou prime de régime militaire.

Le Gouvernement précédent avait commandité une étude approfondie ayant pour but d'analyser l'ensemble des accessoires de traitement dans le secteur public, dont les primes évoquées ci-dessus.

Notre société est confrontée de nos jours à une hausse notable de criminalité et doit récemment faire face à un épisode de menaces terroristes généralisées. Il s'ensuit notamment que les forces de l'ordre sont exposées à davantage de risques.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Intérieur, et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Défense:

- Le Gouvernement peut-il dresser une liste comportant les bénéficiaires de primes de risque ainsi que le montant de ces dernières?
- Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative peut-il nous renseigner sur l'état de l'étude approfondie évoquée plus haut? L'étude a-t-elle été poursuivie par l'actuel Gouvernement et si oui, quelles en sont les conclusions?
- Considérant l'évolution de la criminalité et plus particulièrement les menaces terroristes actuelles, le Gouvernement est-il d'avis que les primes de risque actuelles sont encore adaptées aux réalités quotidiennes?
- Le Gouvernement serait-il disposé à évaluer les primes de risque et à les adapter le cas échéant?

Réponse commune (09.03.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure, Ministre de la Défense*:

Dans leur question parlementaire n°1792 du 9 février 2016 les honorables Députés Messieurs Marc Spautz et Jean-Marie Halsdorf ont relevé que de nos jours, notre société serait confrontée à une hausse notable de la criminalité et qu'elle devrait faire face à un épisode de menaces terroristes généralisées. Il s'ensuirait que notamment les forces de l'ordre seraient exposées à davantage de risques. Dans ce contexte, les honorables Députés ont posé les questions suivantes aux Ministres cités sous rubrique:

- Le Gouvernement peut-il dresser une liste comportant les bénéficiaires de primes de risque ainsi que le montant de ces dernières?
- Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative peut-il nous renseigner sur l'état de l'étude approfondie évoquée plus haut? L'étude a-t-elle été poursuivie par l'actuel Gouvernement et si oui, quelles en sont les conclusions?
- Considérant l'évolution de la criminalité et plus particulièrement les menaces terroristes actuelles, le Gouvernement est-il d'avis que les primes de risque actuelles sont encore adaptées aux réalités quotidiennes?
- Le Gouvernement serait-il disposé à évaluer les primes de risque et à les adapter le cas échéant?

En réponse aux questions précitées, nous nous permettons de préciser d'abord que l'étude sur les primes et accessoires de traitement, que le Gouvernement précédent s'était engagé à effectuer, n'avait pas encore été entamée au moment de la reprise des travaux par le Gouvernement actuel. Cette étude n'avait pas non plus été commanditée, c'est-à-dire concrètement confiée pour exécution à un consultant ou groupe de travail déterminé, tel que semble l'admettre les honorables Députés. Dans la mesure où le Gouvernement actuel ne disposait même pas d'un relevé exhaustif documentant le champ d'application de l'étude envisagée par le Gouvernement précédent, nous nous sommes dès lors attachés dans une première phase non pas à poursuivre des travaux qui auraient été engagés, mais à en concevoir le lancement et la planification. Ces travaux, fort complexes en raison du caractère hétérogène et de l'historique des différents cumuls, sont actuellement en cours.

Concernant une éventuelle adaptation de la prime de risque en raison de la situation sécuritaire actuelle, nous tenons à informer les honorables Députés que ladite prime est actuellement allouée à diverses catégories d'agents, dont seule une partie exerce des missions en relation directe avec le combat contre la criminalité ou la prévention de menaces d'actes terroristes. C'est ainsi qu'une prime de risque au sens large, à raison de 10 et 20 points indiciaires, est accordée par exemple aux agents de la force publique, de l'Administration des Douanes et Accises et à ceux des établisse-

ments pénitentiaires. En dehors de la prime de risque, nous voudrions toutefois relever que bien d'autres agents publics que ceux touchant une prime de risque sont actuellement exposés à la menace terroriste, à l'instar d'ailleurs de tous nos citoyens, car la menace terroriste est générale et peut, comme nous avons pu le constater tout au long des derniers mois et années, se réaliser partout et toucher aveuglément aussi bien des civils que des agents de la force publique. Pour finir, il y a lieu de relever que le quantum de la prime de risque actuelle n'évolue pas en relation avec la graduation de la menace, mais dépend du risque lié à la fonction exercée par l'agent bénéficiaire.

Question 1793 (09.02.2016) de **M. Max Hahn** et **Mme Joëlle Elvinger** (DP) concernant le **retrait de la circulation des pièces de 1 et 2 euro centimes**:

En octobre 2015, la banque centrale d'Irlande a décidé de retirer de la circulation les pièces de 1 et 2 euro centimes. La Belgique, les Pays-Bas et la Finlande avaient déjà opté pour cet abandon dans une phase ultérieure. En effet, le coût de fabrication de ces pièces en cuivre peut être supérieur à leur valeur faciale. La banque centrale irlandaise estime ainsi les frais de production d'une pièce de 1 centime à 1,65 centime. De plus, la Commission européenne avait déjà envisagé en 2013 de supprimer ces deux types de pièce.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le coût de production de ces pièces est supérieur à leur valeur faciale?
- Monsieur le Ministre envisage-t-il l'abandon de ces pièces au Luxembourg?

Réponse (09.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Le coût de fabrication des pièces d'1 cent et de 2 cents luxembourgeois a oscillé étroitement autour de 0,01 € au cours des 6 dernières années, la différence dans les frais de production entre les deux dénominations étant marginale.

Le 22 mars 2010, la Commission européenne a émis une recommandation concernant l'éten due et les effets du cours légal des billets de banque et pièces en euros (2010/191/UE). Le point 9 de celle-ci évoque le cours légal des pièces de 1 et 2 centimes et les règles d'arrondi en ces termes:

«Dans les États membres qui ont adopté des systèmes d'arrondi et où les prix sont donc arrondis aux cinq centimes les plus proches, les pièces de 1 et 2 centimes devraient continuer d'avoir cours légal et d'être acceptées comme moyen de paiement. Toutefois, les États membres devraient éviter d'adopter de nouvelles règles d'arrondi car elles affectent négativement le pouvoir libérateur des pièces de 1 et 2 centimes et peuvent entraîner, dans certaines circonstances, des frais supplémentaires pour les paiements en espèces.»

Dans un document de travail établi en 2013, la Commission européenne a étudié deux scénarios d'émission continue et deux scénarios de retrait des pièces d'1 cent et de 2 cents avec leurs avantages et inconvénients, sans pour autant recommander l'une de ces pistes en particulier.

À ce jour, le Ministère des Finances n'envisage nullement l'abandon des pièces d'1 cent et de 2 cents au Luxembourg.

D'ailleurs, pour ceux qui préfèrent ne pas en faire usage, il existe une multitude de solutions de paiement électronique, qui permettent d'éviter le cas échéant tout recours au paiement en espèces.

Question 1794 (09.02.2016) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **renforcement de la présence d'agents de l'Administration des Douanes et Accises sur des lieux publics**:

Depuis les récentes attaques terroristes de Paris, la présence d'agents de l'Administration des Douanes et Accises sur des lieux publics, dont les gares de Luxembourg, de Bettembourg et d'Esch-sur-Alzette, s'est vue renforcée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer quant à la relation entre cette présence et le plan gouvernemental national face aux menaces d'actions terroristes, le «Plan VIGILNAT»?

- Quelle est la mission de ces agents et quels sont les moyens d'intervention dont ils disposent?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur le nombre d'interventions déjà effectuées?

Réponse commune (14.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

En réponse aux questions de l'honorable Député Gusty Graas, il y a lieu de mettre en exergue, parmi les attributions légales ordinaires de l'Administration des Douanes et Accises, celles prévues dans la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics.

Le plan gouvernemental de vigilance nationale face aux menaces d'actions terroristes «Plan VIGILNAT», approuvé et rendu exécutoire par le Conseil de Gouvernement le 27 mars 2015, prévoit des mesures de vigilance, de prévention et de protection pour les quatre niveaux d'alerte correspondant aux niveaux de menace respectifs.

Il y a lieu de souligner que pour le Luxembourg, le niveau 2 a été maintenu depuis la survenance des attentats de Paris le 13 novembre 2015 jusqu'à maintenant.

Nonobstant ce constat, le Conseil de Gouvernement, dans sa réunion extraordinaire du 14 novembre 2015, a décidé une protection renforcée de certains points sensibles dans le cadre du niveau d'alerte 2. En exécution de cette décision et après concertation avec le Haut-commissariat à la Protection nationale, l'Administration des Douanes et Accises a organisé, en application de la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics, une présence renforcée quotidienne précisément dans les gares énumérées par l'honorable Député afin d'y exécuter les missions que la loi susmentionnée attribue à ces agents.

Question 1795 (09.02.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant les **billets de banque de 500 euros**:

Dans un article du 7 février de cette année, publié sur le site internet du «Financial Times», il est affirmé que le Luxembourg est un des plus grands producteurs de billets de banque de 500 euros. D'après une étude, à laquelle se réfère l'article susmentionné, ces billets de banque ne contribueraient que très peu au bon fonctionnement de l'économie, mais joueraient par contre un rôle crucial dans le financement du crime organisé et du terrorisme. La Commission européenne a d'ailleurs dans ce contexte annoncé son intention de lancer une enquête.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information véhiculée par l'article du site «Financial Times» d'après lequel: «Luxembourg is one of the not's biggest producers, with a net issuance across all denominations of € 93.5 bn - about twice its gross domestic product - in 2014.»?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons d'un volume d'émission aussi important de billets de 500 euros par la Banque centrale du Luxembourg?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois entend intervenir au niveau européen pour entamer une discussion sur une éventuelle limitation, voire suppression de billets à haute valeur comme mesure dans la lutte contre le crime organisé et la fraude fiscale?

Réponse (09.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Aux termes du rapport annuel de la BCL 2014, les émissions nettes de billets au Luxembourg ont augmenté en 2014 de € 6 milliards, soit une augmentation de 6,8% par rapport à l'année précédente, pour atteindre € 93,5 milliards fin décembre 2014. Le Luxembourg se situe ainsi dans la moyenne européenne. En effet,

selon le rapport annuel de la Banque centrale européenne, en 2014, le nombre et la valeur des billets en euros en circulation ont enregistré une hausse d'environ 6%.

Le critère du ratio entre le volume émis d'une part, et le PIB d'autre part, mis en avant par l'article cité par l'honorable Député, n'est guère pertinent. Pour mettre les chiffres avancés ci-devant dans leur contexte, il convient de prendre en compte notamment la situation particulière du Luxembourg comme une des plus importantes places financières en Europe, ainsi que le degré d'ouverture de son économie, pour ne citer que ces éléments.

Le Luxembourg est fermement engagé dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que la fraude fiscale. Dans la mesure où la suppression des billets de 500 EUR pourrait contribuer concrètement à ces objectifs, le Luxembourg participera à la discussion sur une solution européenne à ce sujet.

Question 1796 (10.02.2016) de **M. David Wagner** (déli Lénk) concernant les **chargés d'éducation et/ou d'enseignement - avenants antidatés**:

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, me référant à votre réponse du 18 décembre 2015 à ma question parlementaire du 27 novembre de la même année (cf. *question parlementaire n°1604, compte rendu n°4/session ordinaire 2015-2016*), je désire obtenir de votre part quelques éclaircissements supplémentaires.

À ma première question («Monsieur le Ministre peut-il confirmer que des directions d'établissements de l'enseignement secondaire ou des responsables du Ministère de l'Éducation nationale auraient proposé ou proposeraient à des chargés d'éducation de signer des avenants antidatés, tels que l'article du „Wort“ le décrit?»), vous répondez ainsi: «Quant à la date de signature des avenants, je ne suis pas en mesure de vous fournir des chiffres concrets. Par contre, je peux vous confirmer que les directeurs et directrices de lycées font de leur mieux pour que les avenants soient signés en temps utile et, en tout cas, avant la date de début de la prestation de services. Malheureusement, je me dois de constater que, pour différentes raisons, ceci n'a pas pu être le cas à 100%, quand bien même, des rappels et des séances d'information ont eu lieu les dernières années.»

Partant, je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Pour quelles raisons n'êtes-vous pas en mesure de fournir les chiffres concrets? N'ont-ils pas été enregistrés par le Ministère? Si vous êtes en mesure d'affirmer que cela ne fut pas le cas pour cent pour cent des avenants, pouvez-vous toutefois indiquer un nombre ou un ordre de grandeur d'avenants ayant été signés après le début de la prestation de service? Néanmoins, n'est-il pas possible d'en demander le relevé exhaustif auprès des directions des établissements de l'enseignement secondaire et secondaire technique?

2. Est-il vrai que des directions d'établissements secondaires et secondaires techniques et/ou des fonctionnaires du Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et de la Jeunesse auraient contraint certains chargés d'éducation et/ou d'enseignement de signer des avenants antidatés, comme cela a été avancé par la presse? Vous êtes-vous enquis auprès des directions, ou par quel qu'autre moyen, s'il y a eu contrainte?

3. Ne pensez-vous pas que si contrainte il y a eu, les responsables en question des établissements de l'ES et/ou de l'EST et/ou du Ministère auraient ainsi commis un impair légal d'une gravité certaine? N'estimez-vous pas qu'étant donné que l'éventualité de la signature sous contrainte d'avenants antidatés constitue, en dehors de son caractère illégal, une pratique préjudiciable envers les chargés d'enseignement et/ou d'éducation, de simples rappels et séances d'informations ne suffisent pas? En l'absence de chiffres concrets, comme vous l'affirmez dans votre réponse, mais en présence de témoignages, n'estimez-vous pas qu'il soit nécessaire de diligenter une enquête afin de mieux pouvoir situer le problème et d'y remédier?

4. Étant donné la situation précaire des chargés d'enseignement et/ou d'éducation qui ont dû se résoudre à signer un avenant antidaté sous la contrainte, n'estimez-vous pas qu'il soit nécessaire de mettre sur pied un centre d'écoute permettant de recueillir ce genre de situation litigieuse?

Réponse (24.03.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1. En réponse aux questions de l'honorable Député, j'ai l'honneur d'informer qu'un avenant à un contrat de louage de services doit être signé de commun accord entre le salarié (le chargé de cours, d'éducation ou d'enseignement), le chef d'administration (le directeur ou la directrice de l'établissement) et l'employeur (le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse).

Vu le nombre considérable de chargés dans l'enseignement secondaire et secondaire technique, les avenants aux contrats de louage de services sont préparés par les secrétariats des lycées et lycées techniques, signés de commun accord entre le chargé et le directeur ou la directrice et renvoyés pour contresignature au Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Cette cascade d'actes administratifs entraîne qu'il n'est pas toujours possible d'assurer que les dates apposées sur les avenants correspondent aux dates de signature. Des relevés reflétant les dates posées sur les avenants n'existent pas, ce qui fait que je ne suis pas en mesure de vous fournir des chiffres concrets, ni un ordre de grandeur d'avenants ayant été signés après le début de prestation de service. Je peux également confirmer qu'un avenant portant sur une réduction ou une augmentation de tâche est toujours signé d'un commun accord et qu'il s'agit d'un ajustement de la situation réelle.

Le service compétent de mon ministère s'attèle actuellement à la tâche de trouver une procédure qui permettra d'améliorer les procédures en cours.

Par ailleurs, je me permets de rappeler à l'honorable Député que mon souci premier est d'éviter de devoir recourir à des chargés d'enseignement. C'est la raison pour laquelle je viens de procéder à une adaptation des conditions de recrutement des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Ad 2. et 3. S'il y a eu contrainte de la part d'un membre de la direction ou d'un fonctionnaire de l'État, cela devrait engendrer des mesures administratives. Les allégations faites dans la presse ne permettent pas en ce moment à mon département de réagir. Afin de pouvoir déclencher une procédure à l'encontre d'un fonctionnaire de l'État, il importe que le préjudice potentiel puisse être formellement constaté.

Puisque mon département n'est pas en possession de documents authentiques attestant de tels agissements, j'ai ordonné à ce stade, un rappel à tous les intervenants impliqués, de la législation/réglementation en vigueur et des procédures strictes à suivre en la matière.

Ad 4. Afin d'éviter une situation précaire aux chargés de l'enseignement secondaire et secondaire technique, une mesure a été lancée début 2015. J'ai, en effet, invité les directrices et directeurs des lycées et lycées techniques à ne plus procéder à l'avenir à une réduction des tâches des chargés, sauf bien entendu sur demande explicite, motivée et écrite du chargé concerné. Le respect de cette instruction est strictement surveillé, notamment par le service du personnel de mon ministère. La mise en place d'un centre d'écoute, comme vous le proposez, ne me semble pas nécessaire, vu que ce rôle est tenu par le service précité et dont la mission est précisément d'être au service donc aussi à l'écoute du personnel des écoles.

Question 1797 (10.02.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'aide au développement dans les régions palestiniennes**:

Émmer nees geréit d'Entwécklungshëllef fir déi palästinensesch Gebidder an d'Kritik. Rezent ass den dréngende Verdacht opkomm, datt Hëllefsgelder entweder direkt oder indirekt, iwwer e Fong, dozou benotzt ginn, fir Terroris-

sinn. Aktuell géifeng keng Zuelen iwwer auslännesch Entwécklungshëllef an hir Verwendungswecker méi vun der Palästinensescher Autoritéit publizéiert ginn.

Et ass och interessant feststellen, datt déi palästinensesch Gebidder weltwäit déi Regioun sinn, déi pro Kapp vun der Populatioun am meeschten Entwécklungshëllef kritt.

Dowéinst wollt ech dem Här Ausseminister an dem Här Minister fir Kooperatioun dës Froe stellen:

1. Wéi héich war iwwert déi lescht 10 Joer a bis 2015 mat, wou bis elo nach keng offiziell Zuele virleien, d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef fir déi palästinensesch Gebidder, z. B. iwwert d'UNRWA, a wéi eng Plaz huet Lëtzebuerg domat op der „Donors“-Lëscht ageholt? Wéi héich wor d'Entwécklungshëllef fir déi palästinensesch Gebidder, déi eventuell nach iwwer aner UNO-Agencen, international Organisations respektiv europäesch Institutioenen an déi palästinensesch Gebidder gefloss ass? Wéi wichteg ass Lëtzebuerg domat an absolutten an a relativen Zuelen als Donateur fir déi palästinensesch Gebidder?

2. Sinn och nach op anere Weeër iwwert deen nämlechten Zäitraum Sue fir d'Entwécklung vun de palästinensesche Gebidder gefloss, z. B. direkt u déi Palästinensesch Autoritéit oder direkt u palästinensesch Organisatiouenen, och vu privater Natur? A wéi enger Form a wéi héich woren déi Hëllef (z. B. bilateral Hëllef, staatlech Prëten oder Garantien oder Hëllef fir ONGen, déi an deene palästinensesche Gebidder aktiv sinn)?

3. Sinn och nach Projeten, déi net als Entwécklungshëllef gezielt gi sinn, iwwert deen nämlechten Zäitraum mat der Palästinensescher Autoritéit oder op palästinensesche Gebidder gemaach ginn?

4. Kënnen déi Häre Ministeren d'Héicht an d'Evolution vun deesen Zuele kommentéieren? Wéi en Undeel hunn déi palästinensesch Gebidder un Gesamtbudget vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef?

5. Gesinn déi Häre Ministeren an der internationaler Hëllef eng Diskrepanz tëscht de palästinensesche Gebidder an aneren Empfänger, deenen hire Bruttosozialprodukt nach méi niddreg ass an déi pro Awunner vill manner Hëllef kréie wéi déi palästinensesch Gebidder?

6. Wéi kontrolléiert Lëtzebuerg, datt déi Suen, déi an d'Entwécklungshëllef ginn, och wierklech fir sénnvoll Projeten agesat ginn an net am terroristeschen Ëmfeld landen?

7. Wéi geet d'Lëtzebuurger Regierung mat der Tatsaach ëm, datt an der palästinensescher Eenheitsregierung mat der Hamas eng international als terroristesch aklasséiert Organisatioun sëtzt, déi mat iwwert de Gebrauch vun der Entwécklungshëllef decidéiert?

8. Wéi kontrolléieren d'Lëtzebuurger Regierung oder d'UNRWA oder anere concernéiert Partnerorganisatiouenen, datt keng Suen aus Lëtzebuerg an terroristesch Infrastrukturen, wéi z. B. Waffentunnellen, oder direkt a Waffen investéiert ginn? Wat fir Garantien, datt déi Entwécklungsgelder all fir friddlech Zwecker agesat ginn, hu Lëtzebuerg oder déi international Hëllefsgeldent gefuendert a wat fir Garantien hu si effektiv kritt?

Réponse commune (11.03.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*:

Obwuel d'besate palästinensesch Gebidder (TPO) kee Partnerland vun der Lëtzebuurger Kooperatioun sinn, gi se awer deementsprechend behandelt. Dës speziell Partnerschaft dréck sech souwuel an der Coopération multilatérale wéi an der Coopération bilatérale mat lokalen a Lëtzebuurger ONGen aus.

Ad 1. An der Coopération multilatérale subventionéiert de Ministère haaptsächlech d'UNRWA an de CICR mat Contributions volontaires souwéi spezifesch Projeten à long terme.

Kontributione fir d'international Institutioenen (Budget général a Projeten)

International Institutioen	Projet	2005-2015
UNRWA	Budget général a Projet „long and healthy life“	32.930.000
CICR	Budget général fir d'Regioun TPO	10.750.000
EU	Mécanisme PEGASE	4.400.000
	Projet „Children for Peace“	500.000
Total		48.580.000

ten an hire Familjen Suen ausbezeuelen. Och am Zesammenhang vum Tunnelbau an der Gazasträif goufen et daitlech Hiweiser, datt wahrscheinlech Suen aus der Entwécklungshëllef fir terroristesch Zwecker mässbraucht gi

Lëtzebuerg klasséiert sech domat op Plaz 18 vun 32 Memberen, déi bei der UNRWA Contributions volontaires abezuelen, an absolutten Zuelen. A relativen Zuelen gëtt et keng Statistik. Beim CICR steet Lëtzebuerg um 9. Rang

vun 13 fir d'Kontributiounen an d'Regioun TPO.

An absoluten Zuelen, mä nach méi a relativen Zuelen, ass Lëtzebuerg ee ganz wichtege Partner fir d'UNRWA. D'UNRWA weess déi Lëtzebuerger Hëllef an hir Previsibilitéit ze schätzen. Zanter 2007, op der Paräiser Konferenz, huet Lëtzebuerg sech engagéiert, pro Joer 7 Milliounen € fir d'TPO auszeginn, an eis Kontributiounen sinn zanterhier stabel. Zanter 2009 ass Lëtzebuerg och duerch seng Kontributiounen am Comité consultatif vun der UNRWA vertrueden, deen zweemol am Joer zu Amman zesummekënnt.

Ad 2. Nieft der Contribution multilatérale ënnerstëtzt Lëtzebuerg och nach eng Rei ONGen am bilaterale Secteur, souwuel lokal ONGe wéi och Lëtzebuerger ONGen, déi an de besatene Gebidder aktiv sinn. D'Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt momentan dräi lokal ONGen: AMAN (Secteur bonne gouvernance, lutte contre la corruption), PMRS (Palestinian Medical Relief Society am Secteur santé) a PARC (Palestinian Agriculture Relief Committee am Secteur agriculture).

ONG	Secteur	Zäitspan	Montant (€)
AMAN	Lutte contre la corruption	2011-2015	925.920
PARC	Agriculture	2007-2015	4.581.047
PMRS	Santé	2006-2015	1.535.979
Peres Center	Bonne gouvernance	2009-2014	230.000
Total			7.272.946

Nieft de lokalen ONGen ënnerstëtzt d'Kooperatioun och eng Rei ONGe vu Lëtzebuerg aus.

ONG	Secteur	Zäitspan	Montant (€)
Comité pour une Paix Juste au Proche Orient	Santé	2013-2015	262.893,69
ASTM	Formation	2012-2015	113.394,00
Caritas	Santé	2006-2015	414.998,00
Handicap International Lëtzebuerg	Santé	2007-2015	798.082,68
Bridderlech Deelen - Caritas	Protection sociale	2007-2012	236.137,00
Fondation Planet Finance	Microfinance	2007-2009	967.786,00
Total			2.793.291,37

Lëtzebuerg huet also an der Zäitspan vun 2005 bis 2015 iwwer 58,6 Milliounen € ausgi fir d'TPO.

Ad 3. Nieft deene Projeten, déi uewen opgezitt goufen, ënnerstëtzt d'Lëtzebuerger Kooperatioun keng aner Initiativen.

Ad 4. Den Undeel fir d'TPO am Gesamtbudget vun der Kooperatioun louch 2014 bei 2,85%, wat dee klengsten Undeel ass vun de Partnerlänner. Eng Evolutioun vun dësen Zuele léisst sech domat erklären, dass de politesche Kontext vun den TPO aussergewéinlech ass, well dës Gebidder ëmmer nach ënner israelischer Okkupatioun stinn. D'militäresch Konflikter zu Gaza vun 2009, 2012 an 2014 sinn an dësem Kontext ee symptomescht Beispill vun der Hausse vun de Kontributiounen.

Ad 5. Am Rapport du Développement humain 2014 vum PNUD leien déi palästinensesch Gebidder op der 107. Plaz a sinn domat an der Kategorie „medium human development“ agestuift. De Budget pro Joer fir d'TPO läit bei liicht iwwer 7.000.000 €, wat manner ausmécht wei bei den anere Partnerlänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun. Et kann een also net vun enger Diskrepanz schwätzen.

Ad 6. D'Projeten, déi vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerstëtzt ginn, sinn an Accords-cadres oder Memorandum of Understanding festgeluecht. Dës Kontrakter gesinn ënner anere, vir, dass all Institutioun oder ONG een detailléierte Rapport muss virleeën iwwer hir Aktivitéiten an zousätzlech en externen Audit vun hire Konte maache muss, an dat all Joer. All déi Kontrakter gi mat den Agences exécutantes oder ONGen direkt ënnerschriwwen.

Ad 7. D'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef entscheet onofhängeg vun der palästinensescher Regierung, wat fir Projete si ënnerstëtzt (ausser fir de Mécanisme PEGASE, wou déi Suen iwwer d'Europäesch Kommissioun un d'Palästinensesch Autoritéit fléissen). Et setzt iwwregens keen Hamas-Member an der jëtzege palästinensescher Regierung, déi eng Regierung vun Technokraten ass. D'national Réconciliation, déi och géif bedeiten, dass d'Palästinensesch Autoritéit erëm de Contrôle zu Gaza iwwerhëlt, ass leider ëmmer nach net ofgeschloss.

Ad 8. De Risiko null gëtt et bekanntlech net. Och wa Lëtzebuerg net vertrueden ass an den TPO, esou si Mataarbechter vun der Lëtzebuerger Kooperatioun regelméisseg an den TPO, fir

déi Projeten ze kucken. Zum Beispill ass Lëtzebuerg ee- bis zweemol am Joer bei der Commission Consultative vun der UNRWA vertrueden a kann op der Plaz nofroer respektiv kontrolléieren, ob alles richteg ëmgesat gëtt. Ausserdeem gi vun der UNRWA all Joer zwou Visites de terrain organiséiert, wéi dat de Fall war de 17. an den 18. Juni an de palästinensesche Flüchtlingslager am Libanon an den 18. an 19. November 2015 zu Gaza. Bei deene Visite kann festgestallt ginn, wou déi Sue vun der Kooperatioun investéiert goufen, a virun allem, wéi néideg se waren. Am Mäerz 2015 ass och d'ONG AMAN vun der internationaler Consultingfirma COWI op hir Aktivitéite geprüeft gi mat engem ganz positive Resultat. AMAN gëtt ausserdeem vun Norwegen an Holland, déi op der Plaz eng Vertriebung hunn, matfinanzéiert, zesummen an engem Konsortium mat Lëtzebuerg. AMAN ass och Member vun Transparency International.

7. Ginn dës gesetzlech Dispositiounen ëmmer applizéiert an, wa jo, wéi genee? Wann nee, firwat net?

8. Bei wéi vill Leit ass zënter Ufank 2014 am Kader vun enger polizeilecher oder enger anerer Kontroll festgestallt ginn, dass si illegal um Territoire sinn? Wat ass mat deene Leit geschitt? Goufen d'Gesetzter an all Fall applizéiert?

9. Denkt d'Regierung eventuell drun, déi gesetzlech Dispositiounen iwwer den illegale Séjour zu Lëtzebuerg an iergendenger Form ze modifizéieren, an, wa jo, op wéi eng Manéier?

Réponse commune (10.03.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Ad 1. Den OLAI mécht en Ënnerscheid zwëschen dem Term „Migrant“, deen all Netlëtzebuerger bezeechent, an dem Term „demandeur de protection internationale (DPI)“, deen d'Leit bezeechent, déi an dëser Fro viséiert sinn.

Eng Persoun war bis elo esou laang am sougenannte Centre de primo-accueil ënnerbruecht, bis eng Demande op internationale Schutz enregistreert war. Dëst konnt bis eng Woch daueren, obwuel de Centre de primo-accueil, deen an der Hal 6 vun der Luxexpo ass, fir nëmmen 48 Stonne geplangt war.

Fir dës Situatioun ze verbessern a fir ze evitéieren, dass Leit, déi méiglecherweis keng Demande op internationale Schutz wëlle maachen, an de Strukturen bleiwen, ass eng nei Prozedur mam Ausseministère a mam OLAI ausgeschafft ginn.

Seit dem 15. Februar 2016 muss all Persoun am Primo-accueil sech bannent dem éischte Schaffdag (jour ouvrable) no senger Arrivée bei der Direction de l'Immigration mellen an do eng Demande op internationale Schutz presentéieren.

An Zesummenaarbecht mat der Croix-Rouge luxembourgeoise gëtt e Bustransfer vum OLAI organiséiert, dee vum Centre de primo-accueil bei d'Direction de l'Immigration fiert.

E Sécherheetsagent begleet dësen Transfer an assureert de gudden Oflaf (Sécherheet, Präsenz vun de concernéierte Persoune beim Aller/Retour).

Am Centre de primo-accueil huet all Persoun Urecht op medezinesch Betreieung, lessen an en Ennerdaach, mä en huet keen Urecht op eng „aide sociale“ vum OLAI, soulaang seng Demande op internationale Schutz net enregistreert ass.

Presentéiert d'Persoun keng Demande op internationale Schutz am Laf vun éischte Schaffdag beim Ausseministère, kritt se vum OLAI kee Logement an och keng Verfleegung weiderhi gestallt.

Ad 2. Fir ze assureieren, dass d'Leit, déi zu Lëtzebuerg ukommen, méiglechst schnell hir offiziell Demande fir Asyl kënnen ererechen, hunn den OLAI an d'Direction de l'Immigration zesummen ee System vu Busnavetten tëscht der Primo-accueil-Struktur um Kierchbierg an de Bureaue vun der Immigrationdirektioun ageriicht. All d'Leit, déi nei ukommen, ginn deen éischte Schaffdag no hirer Arrivée bei d'Direction de l'Immigration bruecht, wou hir Demande opgeholl gëtt. Wann ee keng Demande maache wëllt, dann ass en als illegal am Land considéiert an huet keen Urecht méi op eng Prise en charge am Primo-accueil.

Ad 3. Et ass virgesinn, dass déi Leit, déi am Primo-accueil virstelleg gi sinn an awer keng Demande op internationale Schutz wëlle maachen, vum OLAI erfaasst an der Direction de l'Immigration an der Police signaléiert ginn. De Moment lafen d'Arbechten, fir een Dispositif op d'Been ze stellen, fir dës Fall am Kader vun de Méiglechkeete vum Immigrationsgesetz an anere pertinente gesetzleche Regelunge wéi dem Dublin III-Reglement schnellstméiglech ze traitéieren.

Ad 4. Bei Leit, déi sech zu Lëtzebuerg ophalen, ouni eng Demande op Asyl ze maachen, gëtt kontrolléiert, ob hire Séjour legal ass oder net. Dëst hänkt zum Beispill dovun of, ob si ee gültege Visa oder ee gültegen Ophenthalstitel aus engem anere Land virweise kënnen.

Leit, déi keng Demande op Asyl gestallt hunn, awer bei enger Kontroll hire Wonsch äusseren, eng Asyldemande anzerechen, gi bei d'Direction de l'Immigration bruecht, fir do kënnen hir Demande ze stellen.

Ad 5. Am Asylgesetz ass virgesinn, dass Leit, deenen hir Demande op international Protektioun vum Ministère refuséiert gëtt, d'Méiglechkeet hunn, ee Recours virum Verwaltungsgeriicht ze maachen. Dëse Recours ass suspensif, dat heescht, soulaang dee Recours leeft, ass hir Prozedur nach net ofgeschloss a si kënnen

weider zu Lëtzebuerg bleiwen. Wann d'Gericht d'Décisioun vum Ministère confirméiert, da sinn d'Demandeuren definitiv déboutéiert. D'Leit ginn opgefuerdert, d'Land ze verloossen, an d'Dispositiounen aus dem Immigrationsgesetz vun 2008 spillen an deem Fall. D'Leit hunn normalerweis een Délai vun 30 Deeg, fir fräiwëlleg ze goen. Dësen Délai kann, ënner verschiddenen Ëmstänn, verlängert ginn. Soulaang deen Délai leeft, halen d'Leit sech net illegal am Land op. Wa si sech während deem Délai net fir ee fräiwëllege Retour engagéieren, da gëtt hiren Ophenthalt nom Oflaf vum Délai illegal a si kënnen forcéiert an hiert Heemechtsland zrëckgeschéckt ginn.

Ad 6. D'gesetzlech Dispositiounen aus dem Immigrationsgesetz vum 29. August 2008 sinn applikabel. Dës Dispositiounen berouen zu engem groussen Deel op de Virgabe vun der sougenannter Direktiv „retour“.

Ad 7. D'gesetzlech Dispositiounen ginn esou applizéiert, wéi se am Gesetz virgesi sinn.

Ad 8. Am Joer 2014 goufe 440 Persoune gezielt, déi bei enger Kontroll an engem illegale Séjour waren. Dës Zuele goufen opgestallt vun der Direction de l'Immigration op Basis vu Rapporten, déi d'Direktioun vun der Police iwwer d'Appréhensioune kritt. D'Chiffre fir 2015 sinn nach net finaliséiert.

Wa bei enger Kontroll sollt festgestallt ginn, dass eng Persoun sech illegal am Land ophält, gëtt d'Direction de l'Immigration informéiert, déi dann iwwer déi weider Schrëtt décidéiert, konform zu de gesetzlechen Dispositiounen.

Ad 9. Et ass zu dësem Zäitpunkt keng Ännerung vun de gesetzlechen Dispositiounen an deem Beräich virgesinn.

Question 1799 (10.02.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) **concernant l'application de la TVA sur les indemnités des administrateurs indépendants:**

D'après un article paru le 10 février 2016 dans le «Paperjam», la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 17% s'applique dès le 1^{er} janvier 2015 sur les indemnités des administrateurs indépendants. Le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) explique dans l'article en question qu'il s'agit d'un parallélisme avec les professions libérales et se base sur l'article 4 de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après loi TVA), considérant comme assujetti à la TVA «quiconque accomplit d'une façon indépendante et à titre habituel des opérations relevant d'une activité économique généralement quelconque, quels que soient les buts ou les résultats de cette activité et quel qu'en soit le lieu». En outre, le directeur de l'AED confirme qu'«il ne s'agit pas d'un revirement de position de la part de l'Administration».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-ce que la base légale explicitement citée par le directeur de l'AED a été modifiée pour l'exercice fiscal 2015?
2. Dans la négative, pourquoi est-ce que la TVA est néanmoins appliquée sur les indemnités des administrateurs indépendants à partir du 1^{er} janvier 2015?
3. Monsieur le Ministre des Finances n'estime-t-il pas qu'il s'agisse d'un revirement de position?
4. Selon Monsieur le Ministre, les tantièmes ne sont-ils pas assimilés à des dividendes d'un point de vue juridique et donc non soumis à la TVA?
5. Le cas échéant, quelles sont les raisons et la base légale d'une application de la TVA sur les tantièmes?
6. Quel est le traitement fiscal des jetons de présence des administrateurs?
7. D'après l'article, le directeur de l'AED dit que l'application de la TVA sur les indemnités des administrateurs indépendants n'est pas une nouveauté et que l'AED a déjà pris position dans des correspondances isolées avant 2015. Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations quant au nombre et à l'étendue de tels cas pour l'année 2014?
8. Monsieur le Ministre pourrait-il me fournir de plus amples informations sur les recettes prévisionnelles générées par l'application de la TVA sur les indemnités des administrateurs indépendants?



9. Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de clarifier la situation par un texte légal?

Réponse (14.03.2016) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances*:

La loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée prévoit en son article 2 que «[s]ont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée: a) les livraisons de biens et les prestations de services, effectuées à titre onéreux à l'intérieur du pays par un assujéti dans le cadre de son entreprise». Son article 4 indique: «Est considéré comme assujéti au sens de l'article 2 quiconque accomplit d'une façon indépendante et à titre habituel des opérations relevant d'une activité économique généralement quelconque, quels que soient les buts ou les résultats de cette activité et quel qu'en soit le lieu.»

Il importe de relever qu'en matière de TVA, il appartient aux personnes qui réalisent une activité pour laquelle elles sont redevables de la taxe de s'immatriculer spontanément, dans les délais réglementaires, et de déclarer également elles-mêmes leur chiffre d'affaires soumis à la taxe ainsi que le montant de la taxe réduite à ce titre et de s'en acquitter au même moment, l'administration procédant à une vérification a posteriori de la taxe exigible. Toute contrepartie de prestations de services soumises à la taxe déclenche l'exigibilité de la taxe.

Sans préjudice de la position de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, le Ministère des Finances mettra en place dans les meilleurs délais un groupe de travail chargé de clarifier le sujet et de faire des recommandations.

Il est à noter que des projections de recettes en la matière sont à ce stade difficiles à opérer. En effet, dans une bonne partie des cas, les services en question, prestés à partir du Luxembourg, sont rendus au profit de sociétés étrangères. Elles sont alors imposables dans l'Etat membre de l'établissement de cette société, ou, dans les cas où il y a exigibilité de la taxe au Luxembourg, celle-ci est susceptible de déduction intégrale ou partielle dans le chef du preneur, en fonction de la nature de l'activité de ce dernier.

Question 1800 (10.02.2016) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant **l'accès aux écoles privées pour les enfants à besoins éducatifs spécifiques**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1589 du 25 juillet 2011 (*cf. compte rendu n°17/session ordinaire 2010-2011*), le prédécesseur de Monsieur le Ministre entendait que des actions de coopération et d'aide entre les professionnels du service de l'Éducation différenciée et les écoles privées sont possibles, notamment dans des situations où une haute spécificité de profils professionnels est nécessaire et fait défaut dans un établissement privé, en sus des contributions allouées aux établissements privés appliquant les programmes de l'enseignement public.

Pour ces raisons, je voudrais avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il l'idée que sa prédécesseur a exprimé dans la réponse à la question parlementaire n°1589?

2. Ce type de coopération a-t-il effectivement lieu? Si oui, à quelle fréquence et dans quelles écoles?

3. Le nombre d'élèves qui fréquentent des établissements ne suivant pas les programmes officiels a doublé ces 15 dernières années au Luxembourg. Ceci étant, pour quelles raisons des écoles privées à enseignement différencié n'ont-elles pas encore été autorisées?

Réponse (07.03.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1. Je partage l'idée que dans des situations où une haute spécificité de profils professionnels est nécessaire, les établissements privés peuvent recourir à des actions d'aide et de coopération de la part du service de l'Éducation différenciée.

Dans le cadre des réformes relatives à l'enseignement privé et à l'Éducation différenciée, le partage des missions respectives concernant l'enseignement d'élèves à besoins éducatifs spécifiques sera réévalué.

Ad 2. Le type de coopération susmentionné a effectivement lieu dans le cas où des demandes afférentes sont formulées de la part des établissements privés ou internationaux.

Il s'avère que l'Institut pour Déficients visuels (IDV) est sollicité plus fréquemment.

À l'heure actuelle, des experts de l'IDV interviennent au sein de l'École privée Fieldgen, de l'International School, du Lycée Vauban et de l'École Européenne.

Ils conseillent les enseignants en ce qui concerne l'enseignement et l'accompagnement d'élèves hautement malvoyants ou aveugles et font des recommandations pour la mise en place des équipements spéciaux dont ces derniers ont besoin. Ils assurent également la transcription en braille des manuels scolaires.

Plusieurs élèves fréquentent les cours que l'IDV offre en dehors des plages scolaires et qui sont destinés à l'apprentissage de techniques auxiliaires telles que le braille.

Ad 3. La loi du 13 juin 2013 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé exclut l'enseignement différencié en son article 1^{er}, point 4: Les dispositions de la présente loi ne concernent ni l'enseignement différencié ni la formation dispensée à l'intérieur des entreprises.

À part les démarches entamées récemment par l'asbl Schrëtt fir Schrëtt, aucune demande en vue de l'instauration d'une école privée pour élèves à besoins éducatifs spécifiques ne nous a été adressée jusqu'à ce jour.

Le sujet en question sera examiné dans le cadre des réformes relatives à l'Éducation différenciée et à l'enseignement privé.

Question 1801 (10.02.2016) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant **l'élargissement de la B7**:

Le Gouvernement a eu l'heureuse initiative d'annoncer, il y a quelques jours, l'élargissement de la B7 entre Colmar-Berg et Ettelbruck sur deux fois deux voies en vue de la sécuriser.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Dans le contexte de la création de la nouvelle zone d'activités économiques de la Nordstad, Monsieur le Ministre est-il déjà en mesure de présenter le réaménagement projeté de la B7 entre Erpeldange-sur-Sûre et le giratoire Fridhaff? Est-il prévu d'y procéder également à un élargissement sur quatre voies tel qu'il avait été prévu il y a quelques années?

- Dans quel laps de temps ce réaménagement pourrait-il être mis en œuvre?

- L'Administration des Ponts et Chaussées a-t-elle déjà tiré des conclusions au sujet du réaménagement du giratoire Fridhaff à proprement parler (création d'une voie de type by-pass)?

Réponse (26.02.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député voudrait avoir des informations supplémentaires concernant l'élargissement de la B7, voire N27A entre l'échangeur n°10 Erpeldange et le giratoire Fridhaff.

Tout d'abord je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n°1665 du 6 janvier 2016 des honorables Députés Martine Hansen, Marco Schank, Aly Kaes et Emile Eicher (*cf. compte rendu n°6/session ordinaire 2015-2016*) traitant le même sujet. Ainsi, à l'heure actuelle tous les efforts se concentrent sur une mise à deux fois deux voies du tronçon entre Colmar-Berg et Ettelbruck. Ceci pour y éliminer le goulot d'étranglement que constitue la fin de l'autoroute avant le demi-échangeur n°7 de Schieren (projet 4.7 du Plan directeur sectoriel «transports» PST).

Entre l'échangeur Erpeldange et le giratoire Fridhaff, il y a à l'immédiat le projet pour l'aménagement de l'échangeur et l'adaptation de la route B7/N27A en vue du raccordement de la nouvelle zone d'activités économiques régionale ZANO sur le plateau de Fridhaff (projet 4.6 du PST). Les adaptations routières prévues à cet effet, constitueront une amélioration notable sur le tronçon entre Erpeldange-sur-Sûre et le giratoire Fridhaff. Les études sont terminées et les autorisations sont demandées de sorte que les travaux pourront débuter en 2016.

Quant au giratoire Fridhaff et plus précisément la création d'un by-pass en venant de l'Oesling pour se rendre en direction de la capitale, un projet initial s'est avéré irréalisable, parce qu'il n'a pas été possible d'acquiescer les terrains nécessaires à cet endroit. Actuellement, la Division de la voirie de Diekirch est en train de fina-

liser une autre variante de by-pass, qui ne nécessite pas d'emprises. Toutefois cette variante pour un by-pass long de 330 mètres, rend nécessaire un léger réaménagement du rond-point «Fridhaff» moyennant entre autres de nouveaux marquages et signalisations, qui doivent être étudiés à fond avant le début des travaux prévus en principe encore cette année.

Question 1802 (11.02.2016) de **MM. Léon Gloden et Laurent Mosar** (*CSV*) concernant **la recrudescence des cambriolages**:

D'après nos sources, plusieurs commerces dans le centre-ville ainsi que de nombreux ménages à travers le pays ont été victimes de cambriolages le weekend passé.

Dans leur réponse commune à une précédente question parlementaire (n°1514 de Laurent Mosar et Léon Gloden) datée du 21 octobre 2015 (*cf. compte rendu n°2/session ordinaire 2015-2016*), le Ministre de la Justice et le Ministre de la Sécurité intérieure nous ont fait savoir qu'ils ont «engagé des concertations au sujet de nouveaux moyens légaux permettant de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité».

Parmi les nouveaux moyens modernes, il en existe un, à savoir le logiciel de prédiction des délits, appelé «Precobs». D'après les médias, de nombreuses villes et régions notamment en Suisse, en Allemagne ou en Autriche testeraient ce nouvel outil.

Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a déjà pris position quant à une éventuelle mise en place de ce logiciel au Luxembourg.

En effet, dans sa réponse à une question parlementaire datée du 5 mai 2015 (n°1107 de Léon Gloden) (*cf. compte rendu n°13/session ordinaire 2014-2015*), le ministre s'était dit sceptique quant à l'application du logiciel «Precobs» et ce en raison de la taille réduite du Grand-Duché.

Or, d'après un article paru le 2 février 2016 sur le site «L'essentiel.lu», le Ministère de la Sécurité intérieure aurait procédé à l'analyse dudit logiciel et serait arrivé à la conclusion qu'en raison de coûts trop élevés un tel logiciel ne saurait être mis en œuvre.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il y a eu de nombreux cambriolages ce weekend? Combien de cambriolages ont été enregistrés sur le territoire national depuis le 1^{er} janvier 2016? Peut-on parler d'une hausse générale des cambriolages depuis la nette régression en 2015?

2. Dans la mesure où il y a déjà eu des condamnations, Monsieur le Ministre peut-il renseigner sur l'origine des cambrioleurs?

3. Monsieur le Ministre peut-il à ce stade nous faire part des éventuelles conclusions sur les concertations engagées conjointement avec le Ministre de la Justice?

4. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que son ministère a analysé l'utilisation du logiciel «Precobs» et finalement rejeté le projet pour des raisons financières?

- Dans l'affirmative, pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il procédé à une analyse dudit logiciel, alors même qu'il était sceptique quant à son application sur le territoire luxembourgeois?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre serait-il néanmoins disposé à lancer un projet pilote à l'instar d'autres villes et régions dans d'autres pays européens?

5. Dans l'optique de la prochaine réforme de la Police grand-ducale, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de renforcer les mesures de précaution et d'intervention en matière de cambriolages?

Réponse (24.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Ad 1. Pour le weekend du 5 au 7 février 2016, un total de 27 affaires de cambriolage est à noter, valeur qui se situe dans la norme des infractions relevées pour cette partie de la semaine.

Concernant le niveau général des cambriolages relevés entre le 1^{er} janvier et le 23 février 2016, les relevés policiers renseignent 300 affaires de cambriolage. Or, les modalités techniques des bases de données ne permettent pas à l'heure actuelle de se prononcer sur une tendance à la baisse ou à la hausse des cambriolages.

Ad 2. Le Ministre de la Sécurité intérieure ne dispose pas d'informations relatives aux condamnations judiciaires.

Ad 3. Du fait que les concertations sont encore en cours, il n'est actuellement pas possible de présenter d'éventuelles conclusions.

Ad 4. Le logiciel «Precobs» n'est pas adapté pour le Luxembourg, considérant l'espace géographique restreint du pays. Ce logiciel est essentiellement utilisé dans les grandes villes à forte densité de population.

Toutefois, la Police grand-ducale continuera à développer ses outils informatiques internes au service de l'analyse stratégique de la criminalité au Grand-Duché.

Ad 5. La réforme de la police vise notamment à optimiser la lutte contre la criminalité.

La réorganisation territoriale a pour but d'augmenter la présence policière sur le terrain. Le fonctionnement des futurs commissariats de police à 2 respectivement 3 roulements permet un renforcement du nombre de patrouilles sur le terrain. Ainsi à titre d'exemple, le créneau horaire entre 17.00 et 21.00, particulièrement propice aux cambriolages, rencontrera une meilleure couverture policière.

Évidemment, les efforts en matière de prévention actuels et réalisés par la Police grand-ducale seront continués, comme ceux du service de prévention technique en matière de cambriolages. Ce dernier informe les citoyens sur les mesures de protection afférentes contre telles infractions.

Question 1803 (11.02.2016) de **M. Max Hahn** (*DP*) concernant **le réseau national intégré de radiocommunication**:

La Police grand-ducale et l'Administration des Douanes et Accises sont passées au nouveau «Réseau national intégré de radiocommunication» (RENITA) en 2015. Or, les services des sapeurs-pompiers ne sont pas encore passés de l'ancien réseau au nouveau réseau numérique RENITA. Il m'a été rapporté que la transition serait cependant prévue être finalisée avant septembre 2016.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il faire un bilan du passage de l'ancien réseau au réseau numérique RENITA?

2. Y a-t-il eu des complications lors de la transition?

3. Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il m'informer si la nouvelle technologie numérique TETRA a contribué à améliorer le transfert de données entre les terminaux de communications?

4. Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il me confirmer que la transition vers le nouveau réseau pour les sapeurs-pompiers sera effectivement finalisée jusqu'à septembre 2016?

5. Une formation sur l'utilisation du nouveau réseau pour les utilisateurs des services de secours est-elle prévue d'ici septembre 2016?

Réponse commune (22.02.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Ad 1. Comme prévu dans le plan général du déploiement du réseau RENITA et de la migration des futurs utilisateurs, deux organisations utilisatrices de RENITA ont migré vers le nouveau réseau de radiocommunication RENITA en 2015. Les unités de la Police grand-ducale ont été équipées successivement avant le début de la Présidence du Conseil de l'Union européenne avec 3.000 terminaux numériques et leurs centres d'intervention ont été aménagés de façon à pouvoir profiter pleinement de la nouvelle infrastructure. Par la suite, l'Administration des Douanes et Accises a migré vers le réseau RENITA au cours de l'été 2015.

Ces deux organisations ont abandonné l'utilisation des anciens réseaux analogiques en 2015. RENITA constitue dès lors leur moyen de communication principal.

La migration des services de secours, y compris les services d'incendie, a été programmée pour commencer au début de l'année 2016 et pour se terminer en septembre 2016. À présent, environ 1.000 terminaux ont déjà été distribués à différents services de secours qui les utilisent au quotidien lors des interventions.

Les autres organisations utilisatrices, à savoir le Service de Renseignement, l'Administration des Ponts et Chaussées, l'Armée et le Centre de Communication du Gouvernement, seront également intégrées au réseau RENITA au cours de l'année 2016. La migration des équipements de l'Administration pénitentiaire est prévue en 2017.

À ce stade, le réseau de radiocommunication terrestre est entièrement déployé et disponible sur tout le territoire national. Dès la mise en service de RENITA, le réseau de radiocommunication s'est montré extrêmement fiable. RENITA a fait ses preuves durant toute la période de la Présidence du Conseil de l'Union européenne ainsi que pendant la démonstration des agriculteurs en septembre 2015, durant les matchs de football internationaux et autres événements d'envergure. Jusqu'à présent, la disponibilité de RENITA n'a pas été impactée ni par des problèmes techniques comme la panne de courant du 20 septembre 2015, ni par des phénomènes naturels comme les intempéries de la semaine de Carnaval. Le bilan du passage de l'ancien réseau au réseau numérique RENITA est donc tout à fait positif.

Ad 2. Aucune complication particulière n'a été signalée par les organisations utilisatrices.

Ad 3. L'expérience dont témoignent les utilisateurs de RENITA confirme que la qualité des communications vocales s'est nettement améliorée par rapport aux anciens réseaux analogiques. D'autre côté, le partage intelligent des ressources de communication disponibles a augmenté considérablement le nombre de groupes (canaux) disponibles aux utilisateurs des différentes organisations utilisatrices de RENITA qui ne disposaient jusqu'à présent que de quelques canaux organisés de façon régionale.

Le réseau RENITA permet en outre d'envoyer des données numériques entre utilisateurs et salles de contrôle (Centres d'intervention de la Police, centrale d'urgence du 112) tels que des messages courts (SMS) ou des statuts opérationnels renseignant sur la disponibilité de l'unité concernée. Ces nouvelles possibilités contribuent essentiellement à améliorer la coordination opérationnelle des interventions des agents de la Police grand-ducale et des services de secours.

Toutefois, le réseau RENITA n'est pas conçu pour la transmission de données à large bande, mais sa vocation principale est la mise à disposition de services vocaux.

Ad 4. La distribution des terminaux RENITA, l'intégration des terminaux mobiles dans les véhicules d'intervention et la formation des utilisateurs ont été planifiées de façon à conclure la transition des services de secours en septembre 2016. À ce stade, le Gouvernement ne dispose pas d'indications tendant à mettre en doute cette planification.

Ad 5. Comme le Grand-Duché est un des derniers pays européens à se doter d'un réseau de radiocommunication numérique pour ses services de sécurité et de secours, il a pu éviter des problèmes survenus dans d'autres pays lors du passage vers de nouvelles technologies de radiocommunication. Voilà pourquoi la formation des utilisateurs est un des piliers importants du succès de mise en service de RENITA. En effet, une formation spécifique à chaque organisation utilisatrice a été prévue dès le début du projet. Cette formation est élaborée ensemble avec les responsables des organisations utilisatrices et organisée selon leurs besoins individuels.

La formation des services de secours a débuté en novembre 2015 avec des séances d'information régionales présentant le nouveau réseau de radiocommunication, ses spécificités techniques, mais aussi son rôle dans la mise en œuvre de la nouvelle structure de commandement des services de secours. Ces séances furent suivies avec grand intérêt par quelque 1.600 personnes.

En sus des séances d'information, des formations plus spécifiques sont offertes aux utilisateurs du service de secours dans chaque commune. Ces séances couvrent essentiellement la manipulation des terminaux RENITA et leur utilisation correcte. La planification des formations locales s'oriente au planning de la mise à disposition des terminaux et à l'intégration de ceux-ci dans les véhicules d'intervention. À noter que, conformément à la loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois, les frais de la première formation des premiers utilisateurs sont assumés par l'État.

Question 1804 (11.02.2016) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant les **problèmes de sécurité rencontrés par les utilisateurs d'Internet**:

Selon une étude réalisée par Eurostat concernant les problèmes de sécurité des utilisateurs d'Internet en 2015, parue le 8 février 2016, le Luxembourg occuperait la 6^e dernière place sur un classement de 27 États membres de l'Union européenne. Selon ce tableau, 31% des internautes luxembourgeois ont rencontré des pro-

blèmes de sécurité sur Internet, alors que la moyenne européenne affiche 25%.

Si les virus circulant sur Internet sont de mieux en mieux endigués, le vol de données personnelles, quant à lui, représente toujours un souci considérable notamment pour l'achat en ligne.

En décembre 2015, les eurodéputés et les États membres ont trouvé un accord sur des nouvelles règles en matière de «cybersécurité». Chaque État devra ensuite mettre en place une stratégie nationale.

Par ailleurs, le Ministre des Communications et des Médias avait affirmé l'an passé que le Gouvernement renforcerait progressivement les effectifs de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre est-il à même d'expliquer le classement médiocre du Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de la stratégie nationale en matière de cybersécurité?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'évolution des effectifs au sein de la CNPD?

Réponse (10.03.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Les résultats de l'étude réalisée par Eurostat et à laquelle se réfère l'honorable Députée doivent être mis en relation avec le taux de pénétration du haut débit internet au Luxembourg. En effet, l'accès à Internet et l'utilisation journalière sont très développés au Luxembourg (78% des ménages de l'UE contre 96% pour le Luxembourg, source Eurostat).

Ce taux de pénétration et d'utilisation élevé est principalement le fruit de la politique conséquente de développement des réseaux à très haut débit poursuivie par le Gouvernement depuis quelques années. À l'heure actuelle, l'un des objectifs fixés par la Commission européenne, à savoir améliorer significativement le taux de pénétration, la connectivité et le haut débit, est largement atteint par notre pays et on peut en déduire une augmentation corrélative potentielle de la probabilité des incidents. Il est donc indiqué de relativiser les résultats de l'étude au vu de ces éléments.

Cela étant dit, l'accroissement des risques liés à une utilisation massive des réseaux à large bande par une vaste partie de la population et des entreprises va de pair avec l'adoption d'un nouveau plan de cybersécurité renforcé. La nouvelle stratégie nationale dans le domaine de la cybersécurité, élaborée par un groupe de travail composé d'acteurs du secteur public concernés par la cybersécurité, a été approuvée et rendue exécutoire par le Gouvernement en mars 2015. Elle définit sept objectifs déclinés en 41 points d'action distincts. Le suivi de la mise en œuvre de ces plans d'action spécifiques est effectué par le Haut-commissariat à la Protection nationale. Jusqu'à présent, le calendrier qui a été retenu pour la mise en œuvre des plans d'action est respecté.

Le Gouvernement, conscient de l'importance croissante du rôle que la CNPD sera amenée à jouer dans un monde qui à l'avenir évoluera sur le fondement de l'exploitation des données à caractère personnel, a consenti à renforcer les ressources humaines mises à disposition de cette autorité. Ainsi, sur les années à venir, elle verra son cadre de personnel augmenter sensiblement.

Question 1805 (11.02.2016) de **M. Claude Adam** et **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **publication de certaines annonces privées ou publicitaires dans des journaux d'annonces luxembourgeois**:

Considérant les valeurs qui sont véhiculées par le biais de publications, la directive 2004/113/CE du Conseil de l'UE a mis en œuvre le principe d'égalité de traitement entre femmes et hommes au niveau de l'accès et de la fourniture de biens et de services. Ladite directive a été transposée en droit luxembourgeois par la loi du 19 juin 2012 portant modification de la loi du 21 décembre 2007. Dès lors, le principe de non-discrimination s'applique entre autres au domaine des médias et de la publicité.

Par ailleurs, les codes de déontologie du Conseil de Presse dans son article 5 et du Conseil de la Publicité dans son article 4 mettent en exergue le respect des êtres humains et s'opposent par conséquent à toute discrimination pour des raisons de genre. Dans cette optique, le code de déontologie du Conseil de la Publicité affirme même explicitement que la représentation du corps humain dans la publicité

«doit être décente et sans connotation voyeuriste ni avilissante»¹.

Néanmoins, il faut constater que certaines annonces commerciales ou privées publiées dans des journaux d'annonces vendus au Luxembourg ne s'accordent ni avec les dispositions de la directive, ni avec celles des codes de déontologie susmentionnés. En effet, bon nombre de services payants sont présentés dans certaines publications luxembourgeoises et vont carrément à l'encontre du respect de la personne humaine en incluant des messages suggestifs, voire des photos qui dénigrent tout particulièrement le corps des femmes. Par ailleurs, il faut constater qu'une partie non négligeable d'annonces privées affichent le prix à payer pour différents «services sexuels» qui sont décrits dans un vocabulaire plus qu'avilissant et qui sont offerts soit au Luxembourg, soit à l'étranger.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

1. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne sont-ils pas d'avis que les annonces en question sont contraires aux dispositions de la directive 2004/113/CE du Conseil de l'Union européenne et par conséquent à celles de la loi de transposition du 19 juin 2012?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les mesures que Madame la Ministre et Monsieur le Ministre envisagent d'entamer afin de mettre fin à la publication d'annonces allant à l'encontre du respect de la personne humaine?

3. Est-ce que de façon générale, la promotion de la prostitution ayant lieu au Luxembourg, voire à l'étranger, peut-elle être librement diffusée par le biais de publications luxembourgeoises?

Réponse (11.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*:

Dans leur question parlementaire n°1805 du 11 février 2016, l'honorable Députée Madame Josée Lorsché et l'honorable Député Monsieur Claude Adam ont constaté que certaines annonces commerciales ou privées publiées dans des journaux d'annonces vendus au Luxembourg ne s'accordent ni avec les dispositions de la directive 2004/113/CE du Conseil de l'UE, ni avec celles des codes de déontologie du Conseil de la Presse et du Conseil de la Publicité.

Tout d'abord, il y a lieu de remarquer qu'en l'absence d'informations concrètes sur la ou les annonce(s) remise(s) en question, il s'avère difficile de donner une réponse précise aux questions posées.

Néanmoins, de façon générale, il convient de mentionner qu'il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur le respect de dispositions légales. Ce pouvoir d'interpréter et/ou d'appliquer la législation et la réglementation en vigueur appartient au seul pouvoir judiciaire.

Toute personne qui se sent lésée par des annonces privées ou publicitaires portant atteinte au principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes est libre d'entamer une action en justice si elle fait preuve d'un intérêt à agir.

Au cas où le Ministère de l'Égalité des chances aurait connaissance d'annonces publicitaires dans des journaux d'annonces luxembourgeois qui contreviendraient au Code de déontologie et notamment au respect du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes, il saisit la Commission Luxembourgeoise pour l'Éthique en Publicité.

De par leur influence indéniable sur l'opinion publique, les médias jouent un rôle important en matière d'égalité entre hommes et femmes et plus particulièrement sur la présentation des femmes et des hommes, qui reste souvent guidée par des stéréotypes sexistes.

C'est pourquoi le Ministère de l'Égalité des chances a recherché activement, et continue à le faire, un partenariat avec les médias. Cette collaboration va de la réalisation de projets

ponctuels à la réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation en passant par la rédaction d'un guide de la communication publique.

D'une manière générale, la lutte contre les stéréotypes liés au genre fait partie intégrante de l'ensemble des travaux du Ministère de l'Égalité des chances tendant à un meilleur partage des responsabilités entre hommes et femmes.

Question 1806 (11.02.2016) de **MM. Alexander Krieps** et **Edy Mertens** (DP) concernant le **programme d'aide au sevrage tabagique**:

Tous les fumeurs assurés auprès de la Caisse nationale de santé ou d'une caisse du secteur public compétente au Luxembourg peuvent participer au «programme d'aide au sevrage tabagique» du Ministère de la Santé et de la Caisse nationale de santé.

Ce programme prévoit des consultations régulières chez un médecin pendant une durée de huit mois. Si nécessaire, des médicaments de sevrage sont prescrits pendant la durée de la cure.

Les différentes consultations médicales sont prises en charge aux taux de remboursement normaux. Concernant les médicaments de sevrage, le participant a droit à un remboursement de 50% à la fin du programme avec un maximum remboursé de 100 €.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle dresser le bilan du programme d'aide au sevrage tabagique?

- Combien de personnes ont eu recours à ce programme?

- Combien de ces personnes ont arrêté de fumer suite au suivi du programme?

- Quels sont les coûts engendrés par le programme en question?

Réponse commune (10.03.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Donnant suite à la loi relative à la lutte antitabac du 11 août 2006, une convention a été conclue et signée le 8 janvier 2008 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et la CNS qui porte institution d'un programme pilote d'aide au sevrage tabagique auprès des personnes protégées par les caisses de maladie luxembourgeoises.

Ce programme a pour but de fournir une prise en charge adaptée aux fumeurs désirant s'arrêter de fumer.

En 2012, 2013 et 2014*, le taux de sevrage était de 23% après 8 mois de cure. Ce taux est probablement sous-estimé, car les personnes abstinentes ne se présentent pas toutes à la consultation à 8 mois.

Traitements médicamenteux

Durant cette même période, le traitement de sevrage médicamenteux a été le Champix® pour 42% des patients, les substitutifs nicotiques pour 46%, autres méthodes ou pas de médicaments pour 12%.

Coût du programme pour la CNS

Pour les années 2012 à 2014*, le coût du programme de sevrage tabagique s'élève à 41.635 € (consultations et forfait de médicaments remboursés par la CNS), soit au total 478 € par fumeur abstinent. Durant cette période, 87 fumeurs ont arrêté de fumer sur 384 personnes.

Les résultats de ce programme sont comparables à ceux de la littérature concernant les caractéristiques de la population de fumeurs, le taux de succès après huit mois de participation au programme, et le coût par fumeur sevré.

* données préliminaires

	Consultation 1 mois	Consultation 8 mois, faite	Abstinent à 8 mois	Taux de sevrage
2012	135	44 (33%)	37 (84%)	27%
2013	142	29 (20%)	25 (86%)	18%
2014*	107	32 (30%)	25 (78%)	23%
Total	384	105 (28%)	87 (83%)	23%

¹ Commission Luxembourgeoise pour l'Éthique en Publicité (2015) Code de déontologie. Accessible en ligne sous: <http://www.clep.lu/code-de-deontologie/>

	Forfait médicament	Coût total (forfait et consultations)
2012	2.445 €	14.163 €
2013	2.407 €	14.797 €
2014*	2.211 €	12.675 €
Total	7.063 €	41.635 €

Il reste toutefois indispensable de remotiver en permanence les médecins pour qu'ils proposent le programme d'aide au sevrage tabagique à leur clientèle.

Question 1807 (11.02.2016) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant le **projet d'extension de la gare de Luxembourg**:

Lors du débat d'orientation sur les grands projets d'infrastructure de l'État, qui a eu lieu en date du 15 octobre 2015, le projet d'extension de la gare de Luxembourg par l'ajout de deux quais supplémentaires a été brièvement évoqué. Considérant l'afflux croissant de passagers ainsi que le problème de saturation du réseau ferroviaire aux alentours de la gare, qui mène régulièrement à des arrêts et retards de trains, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications quant à l'emplacement des deux quais supplémentaires et des voies afférentes qu'il envisage de faire construire à la gare de Luxembourg?

2. Quelles sont les améliorations et augmentations de capacité auxquelles Monsieur le Ministre s'attend?

3. Dans quel délai cette extension pourrait-elle être réalisée?

Réponse (21.03.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1807 du 11 février 2016, l'honorable Députée Madame Josée Lorsché souhaite s'informer sur le projet d'extension de la gare de Luxembourg.

En vue d'augmenter la capacité de la gare centrale, un des éléments-clés est la construction de deux quais supplémentaires, côté Bonnevoie. Ces quais seront réalisés après la démolition de l'actuel atelier nord des CFL. Les deux voies le long du quai V seront raccordées vers le Sud et le Nord, alors que les deux voies le long du quai VI seront des voies en cul-de-sac en provenance du Sud. L'accès des voyageurs aux deux nouveaux quais se fera par les deux souterrains existants qui seront prolongés en temps utile, ainsi que par la passerelle existante qui sera adaptée en conséquence.

Cette augmentation de la capacité de la gare centrale est une mesure indispensable pour permettre une desserte transversale au niveau de la gare centrale afin de pouvoir desservir de manière adéquate le nouvel arrêt «Pfaffenthal-Kirchberg» et de réceptionner des trains à grande capacité en gare de Luxembourg. La construction des deux nouveaux quais V et VI augmentera la flexibilité du plan d'occupation des voies en gare de Luxembourg, ce qui permettra d'intégrer de façon optimale la nouvelle ligne entre Bettembourg et Luxembourg et la ligne entre Luxembourg et Wasserbillig après mise en service du nouveau viaduc Pulvermuehle.

Le phasage des travaux de construction des nouvelles installations et de l'intégration dans le tissu ferroviaire existant se trouve actuellement à l'étude. Une attention particulière sera portée à la possibilité d'une mise en service partielle anticipée.

Question 1808 (11.02.2016) de **Mme Nancy Arendt** (*CSV*) concernant les **agents de police**:

Début février, le Ministre de la Sécurité intérieure ainsi que la direction de la Police grand-ducale se sont réunis avec les responsables communaux afin d'avoir un échange de vues sur la fermeture de certains commissariats de proximité. Contrairement à ce qui a été reporté par les médias à l'issue de cette réunion, un

grand nombre de bourgmestres se montreraient toujours en défaveur de la proposition de fermeture de 14 commissariats de proximité. Il semblerait par ailleurs qu'un grand nombre de policiers se montreraient particulièrement critiques par rapport au projet de réforme de la police.

Interviewé sur RTL radio le 5 février 2016 à ce sujet, le bourgmestre de la commune de Steinfort s'est dit offensé par une déclaration du Ministre de la Sécurité intérieure: «Do sinn ech zimlech schockéiert, datt e Minister esou eppes seet, datt d'Poliziste méi frou wieren, wa se géife mat der Schlapp kéinten op de Büro schaffe kommen, an datt se natierlech frou sinn, wa se op engem Büro schaffen, wou manner Aarbecht, also net vill Aarbecht ass.»

Les paroles prononcées par le bourgmestre de la commune de Steinfort auraient par ailleurs été confirmées par d'autres bourgmestres participant à ladite réunion.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Est-il vrai que Monsieur le Ministre a tenu de tels propos au sujet des agents de police?

- Dans l'affirmative, peut-il expliciter le sens exact de ses allégations?

- Considérant la nécessité d'une plus grande présence de policiers sur le terrain, Monsieur le Ministre croit-il vraiment motiver ses agents de police avec de pareilles déclarations?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que de nombreux agents de police sont particulièrement critiques par rapport au projet de réforme?

Réponse (23.02.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

L'objectif de la réorganisation territoriale proposée par la police n'est pas de fermer des commissariats de proximité, mais d'utiliser les ressources disponibles de manière à offrir plus de sécurité, de service et une plus grande disponibilité et accessibilité au citoyen. La proposition de réorganisation est le fruit de discussions menées au sein du groupe de travail «réorganisation territoriale» dans lequel sont représentés les syndicats et associations professionnelles de la police.

Il est apparu lors de la réunion du 1^{er} février 2016 que les doutes de certains bourgmestres par rapport à la fusion de commissariats étaient basés sur des déclarations faites par des responsables d'un commissariat de proximité opposés à la réorganisation.

Ainsi, après avoir expliqué la valeur ajoutée de la nouvelle organisation en termes de sécurité et de service au citoyen, j'ai donné à considérer que les arguments avancés par certains fonctionnaires pouvaient être motivés par l'intérêt personnel, ce qui est parfaitement humain.

Question 1809 (12.02.2016) de **Mme Octavie Modert** et **M. Claude Wiseler** (*CSV*) concernant le **financement d'associations culturelles**:

L'année passée, le Ministre de la Culture de l'époque a présenté ce qu'elle appelait la «nouvelle génération de conventions» de l'État avec les associations du secteur de la culture. À cet effet, toutes les conventions, 71 au total, avaient préalablement été résiliées au 1^{er} septembre 2014; 60 d'entre elles ont été renouvelées par la suite. Certaines associations ont été informées qu'elles ne pourraient à l'avenir plus bénéficier d'une convention, mais d'un subside sur projet à partir de 2016.

Or, il paraît que certains acteurs du secteur culturel, dont la convention n'a pas été reconduite respectivement dont le montant du subventionnement de l'État fut revu à la baisse, n'ont pas encore reçu de réponse quant à leur demande de subvention sur projet qu'ils ont introduit suivant les vœux des responsables du ministère.

Ces acteurs doivent dès lors connaître des difficultés financières qui ne leur permettront plus de payer des salaires de collaborateurs, ou encore des frais et charges locatifs, voire de continuer à terme leur activité culturelle. Parmi ces acteurs en difficulté, se trouvent également des fédérations du secteur culturel, pour partie actives depuis plusieurs décennies.

Au vu de ce qui précède, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant des difficultés d'ordre financier dont question?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les problèmes sont dus

notamment à la nouvelle génération de conventions avec l'État?

3. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que des fédérations représentant un domaine culturel et regroupant un certain nombre d'acteurs d'une discipline culturelle, devraient pouvoir bénéficier d'une convention plutôt que d'une subvention sur projet?

4. S'il est toujours plus agréable de pouvoir cofinancer un projet culturel ou artistique plutôt que des frais administratifs et de gestion, Monsieur le Ministre n'opine-t-il pas que des structures culturelles, qu'elles aient à gérer une infrastructure ou qu'elles soient une organisation faitière, doivent aussi pouvoir affecter les fonds alloués par le Ministère de la Culture aux frais de fonctionnement et non pas seulement à des projets culturels isolés, sauf à mettre en question jusqu'à la nécessité même de leur existence?

5. Un système de suivi n'aurait-il pas dû être mis en place lors de la conclusion des conventions «de nouvelle génération», respectivement de la promesse de subvention comme alternative?

6. Combien de conventions existant en 2015 n'ont pas encore été honorées par le Ministère de la Culture, mise à part la dernière tranche?

7. Pourquoi les demandes en vue d'un subside en 2016, introduites par les associations et organisations dont la convention préexistante n'a pas été reconduite, n'ont-elles pas encore reçu de réponse, alors qu'il est pour ces bénéficiaires vital au moins de connaître la réponse, pour pouvoir assurer l'avenir de leurs collaborateurs?

8. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la mise en place des «conventions nouvelle génération» a été mal préparée, rien qu'en faisant l'impasse sur le suivi des décisions prises en 2015?

Réponse (24.03.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*:

Ad 1. Lors de la procédure de renouvellement des conventions du Ministère de la Culture, et les conventions existantes et les nouvelles demandes de conventions de diverses associations du secteur culturel ont été analysées. Les analyses spécifiques de toutes ces associations et les analyses transversales des différents secteurs culturels ont montré que des adaptations ponctuelles étaient devenues indispensables. Ceci nous a finalement amené à renouveler 58 conventions sur les 67 conventions résiliées. Toutes les associations, dont la convention n'a pas été renouvelée et qui ont connu des problèmes avec la nouvelle situation, ont été invitées pour déterminer ensemble avec le ministère une période transitoire pour la résiliation de la convention.

Dans le même contexte, les associations concernées ont été invitées à remettre des demandes de subsides pour des projets culturels innovateurs et intéressants lesquels le ministre pourra soutenir sous forme d'un subside ponctuel. Le ministère continuera à rester à l'écoute de toutes les associations actives dans le secteur culturel au Luxembourg.

Ad 2. Il est évident que ces changements (renouvellement, résiliation, augmentation/diminution...) ont demandé une certaine réadaptation de la part des associations concernées aussi bien au niveau de leurs activités qu'au niveau de leurs budgets respectifs. Suivant le changement, cette réadaptation était plus ou moins facile pour l'association concernée.

Ad 3. Le Ministère de la Culture recommande généralement aux associations de se fédérer, voire de trouver des synergies afin de pouvoir discuter les problèmes, non pas avec toutes les associations d'un secteur culturel donné, mais plutôt avec l'organe fédérateur. Au vu de la situation organisationnelle, culturelle et financière, le ministère pourra décider de conclure une convention avec la fédération. Dans certains cas, le ministère peut recommander de rechercher des synergies entre organes fédérateurs afin de simplifier l'organisation et la gestion interne de ces dernières.

Ad 4. Lors du cofinancement d'un projet culturel ou artistique, le ministère analyse aussi bien le contenu que le budget prévisionnel du même projet. Selon les ressources disponibles pour le projet (financement tiers, mécénat/sponsoring, fonds propres de l'association), le ministère déterminera le montant de sa participation. Il appartient évidemment à l'association de gérer par la suite son propre budget.

Ad 5. Il existe depuis plusieurs années un système de contrôle et de suivi dans la gestion des conventions, aussi bien au niveau des responsables des secteurs culturels qui sont en fait les gestionnaires de conventions qu'au niveau du service financier du ministère qui assure la procédure d'engagement et de paiement des dotations retenues dans les conventions. En parallèle, les gestionnaires de conventions se font

assister, lors de l'établissement des conventions et avenants par le service juridique du ministère. Afin de garantir un certain droit de regard et de suivi au grand public, l'ensemble des conventions et subsides sont publiés depuis deux ans dans le rapport d'activité du ministère.

Ad 6. L'ensemble des associations ont touché leur première tranche (90% de la convention) relative à l'exercice 2015. Le solde de la dotation sera payé en 2016 dès présentation des documents prévus dans la convention (rapport d'activité 2015, budget prévisionnel 2016 approuvé par leur conseil d'administration...).

Ad 7. Sur les 17 associations dont la convention a été résiliée en 2014 voire 2015:

- 6 n'ont pas encore introduit une demande de subside pour 2016;

- 9 ont reçu un subside après avoir introduit une demande de subside en 2016;

- 2 ont introduit une demande de subside qui est en train d'être analysée par le service culturel respectif.

Ad 8. Le processus de renouvellement des conventions du ministère a de manière générale été apprécié par le secteur culturel au Luxembourg, étant donné qu'il a permis à chaque association ainsi qu'à leurs responsables respectifs de remettre en question leurs organisations internes ainsi que leurs activités culturelles. En collaboration avec les associations, le ministère a réussi à élaborer des conventions adaptées aux besoins actuels de la culture au Luxembourg. Il va de soi que le suivi des décisions prises dans le cadre des nouvelles conventions a été assuré de manière rigoureuse au sein de mon ministère.

Question 1812 (12.02.2016) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen et Sylvie Andrich-Duval** (*CSV*) concernant le **cours «Vie et Société»**:

Le 4 février 2016, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a fait le point sur l'avancement des travaux d'élaboration du cours «Vie et Société». Il sera introduit à la rentrée 2016-2017 au niveau de l'enseignement secondaire et secondaire technique et au niveau de l'enseignement fondamental pour la rentrée 2017-2018.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Le Ministre a assuré qu'«aucun des 200 enseignants du cours d'instruction religieuse ne serait oublié». Le Ministre peut-il nous expliquer en détail quelles sont les perspectives professionnelles des enseignants du cours d'instruction religieuse de l'enseignement fondamental?

- Selon nos informations, la commission nationale des programmes de l'instruction religieuse du fondamental a été exclue de l'élaboration des fiches pédagogiques. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information? Pour quelles raisons a-t-elle été exclue?

- La commission des programmes avait comme mission d'analyser des concepts et des programmes en place en la matière dans d'autres pays (notamment au Québec, en Suisse et en Allemagne).

Pour quelles raisons cette analyse n'a jamais été publiée? Le Ministre envisage-t-il encore de la publier?

Dans quelle mesure les programmes scolaires étrangers ont-ils inspiré le cadre de référence?

- Le professeur Daniel Bogner, de l'Université de Freiburg, et le docteur Joachim Kalcher, du séminaire des enseignants de Cologne, devraient analyser le document-cadre élaboré par le Ministère de l'Éducation. Le Ministre peut-il nous renseigner sur l'analyse faite par les deux experts? Quelles en sont leurs conclusions?

- Comment le Ministre s'explique-t-il le fait que le cadre de référence élaboré n'a pas, jusqu'à maintenant, obtenu le consensus des différents groupes concernés?

- Selon le Conseil des cultes conventionnés, le nouveau cours exclut largement le fait religieux et les religions au niveau des domaines thématiques du programme et que sur 166 thèmes nommés, il n'y en a que 23 qui font une référence explicite aux religions.

Le Ministre envisage-t-il encore de compléter les «lacunes» mentionnées en intégrant une présentation systématique des grands courants religieux, tel qu'annoncé dans le programme gouvernemental?

- Le Gouvernement a l'intention de remplacer l'instruction religieuse et la formation morale et



sociale par le cours «Vie et société» dans toutes les classes des écoles publiques. À noter que la grille horaire publiée sur le site de l'École Internationale de Differdange (EIDD) contient un tel cours.

Sachant que, selon le programme scolaire des écoles européennes agréées, élaboré par les membres des Conseils d'inspection et approuvé par le Comité pédagogique mixte des Écoles européennes, ces dernières laissent le choix aux élèves entre religion et morale laïque tant pour le cycle primaire que secondaire.

Pour quelles raisons ce choix n'est pas maintenu à l'EIDD? Le Ministre peut-il nous fournir des détails sur le contenu du cours «Vie et Société» offert à l'École Internationale à Differdange?

- Dans la mesure où l'EIDD fonctionnera selon les principes d'une École européenne agréée et comme elle est liée au système des Écoles européennes agréées par une convention d'accord, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que l'offre d'un cours «Vie et Société» contrevenne aux programmes des Écoles européennes agréées que l'EIDD offrira dans le futur?

Réponse (07.03.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

Reprise des enseignants du cours d'instruction religieuse de l'enseignement fondamental:

Conformément à la convention signée par l'État luxembourgeois et l'Église catholique le 26 janvier 2016, l'introduction du cours «Vie et Société» s'accompagnera d'un dispositif de reprise du personnel assurant actuellement les cours d'instruction religieuse dans les écoles fondamentales (employés de l'Archevêché). Dans le respect du principe pacta sunt servanda, le Gouvernement s'est engagé à proposer à tous les titulaires de ce cours une réaffectation dans le domaine de l'Éducation nationale.

Ces derniers mois, le Ministère a examiné les dossiers de 180 personnes concernées. Le Service du personnel du Ministère a commencé les entretiens individuels au cours du mois de février 2016 afin d'étudier les pistes professionnelles potentielles pour chacune d'elles.

Deux types principaux se dégagent:

- les détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires ou équivalents. Ils auront la possibilité de poursuivre une formation en cours d'emploi de 120 heures à l'IFEN afin d'accéder à la réserve de suppléants telle que prévue au chapitre V de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Ils pourront par après s'inscrire à une formation en cours d'emploi à l'Université du Luxembourg pour obtenir un bachelier en sciences de l'éducation et accéder à la fonction d'instituteur, moyennant les conditions usuelles (cours et stage).

L'accès à cette formation sera ouvert à tous les membres de la réserve de suppléants.

- les personnes ayant réussi une classe de 3^e ES ou de 11^e EST. Une disposition légale est en préparation prévoyant la création d'une réserve d'«assistants pédagogiques» susceptibles d'être affectés en tant que deuxièmes intervenants aux équipes multiprofessionnelles, aux bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement fondamental, aux lycées ou à des structures socio-éducatives dépendant de l'État.

Aux enseignants désireux de continuer leur engagement au sein de l'Église catholique, l'Archevêché offrira la possibilité de maintenir leur statut contractuel au service du culte, pour assurer un enseignement religieux en dehors des horaires scolaires. L'État financera 40 unités ETP (Équivalent temps plein). Ce cadre non renouvelable viendra à terme avec le départ à la retraite des enseignants en question.

Exclusion prétendue de la commission des programmes:

L'exclusion de la commission des programmes de l'instruction religieuse des travaux d'élaboration des fiches pédagogiques ne tient que de la rumeur et ne ferait pas de sens dans la mesure où - je n'ai cessé de le répéter - tous les intervenants ont, dès le départ, systématiquement fait partie de l'élaboration de tout le processus de développement du nouveau cours. Ainsi, deux enseignantes sont mandatées par la commission pour faire partie du groupe de rédaction des fiches pédagogiques.

Élaboration du programme scolaire:

Le groupe de travail a effectivement analysé les différents concepts auxquels vous faites référence. Cependant, ses membres ont unanimement rejeté les modèles sous examen, estimant qu'ils ne se prêtaient pas à une transposition à l'enseignement public luxembourgeois. Je me

suis rallié à cette analyse et n'ai, par conséquent, retenu aucun concept étranger qui puisse servir tel quel de fondement à l'élaboration du cours «Vie et Société». J'ai donc chargé ce groupe de travail et les experts externes d'élaborer un modèle adapté aux besoins du Luxembourg.

Il s'agit là d'une des étapes de la procédure interne du Ministère mise en place pour l'élaboration des programmes scolaires en général. Au vu de la technicité des travaux, cette étape ne peut raisonnablement se dérouler sur la place publique.

En outre, le groupe de travail s'est évidemment inspiré d'éléments de la recherche pédagogique au niveau international pour élaborer le programme-cadre. Puisque des branches, comme par exemple «praktische Philosophie» du Land Rhénanie-du-Nord-Westphalie, sont basées sur les mêmes principes didactiques que «Vie et Société», des parallèles se retrouvent forcément dans le programme-cadre de ce cours.

De manière générale, les contenus découlent des programmes luxembourgeois actuels de FOMOS et MORCH ainsi que d'éléments d'autres branches comme l'éducation à la citoyenneté, histoire, etc.

Le rôle du professeur Bogner et du docteur Kalcher:

Les expertises des experts Bogner et Kalcher ont servi de document de travail pour le groupe de travail et ont été intégrées selon les besoins. En résumé, Monsieur Bogner était généralement favorable aux idées exposées dans le programme-cadre, tandis que Monsieur Kalcher était plutôt d'avis qu'il fallait davantage y intégrer des éléments de philosophie pratique.

Manque de consensus:

Le programme-cadre a, dans ses grandes lignes, obtenu le consensus des personnes impliquées, c'est-à-dire des enseignants qui ont participé à son élaboration.

Les réactions des autres «groupes concernés» paraissent être idéologiquement motivées et reflètent le clivage entre eux. Vouloir obtenir un consensus général sur de telles questions relève à mes yeux de l'utopie et il ne saurait être la mission d'un Ministère de l'Éducation nationale de rallier ces mouvements hétéroclites pour une même cause.

Le fait religieux:

Tout d'abord, il faut souligner que le principe fondamental du nouveau cours commun est de répondre à l'obligation de neutralité confessionnelle et philosophique de l'école publique. Il visera notamment à développer des connaissances sur les traditions et rites, religieux comme non religieux, qui marquent notre société moderne. Le fait religieux et les religions y trouveront donc l'espace nécessaire.

En outre, il faut encore préciser qu'il n'incombe pas au programme-directeur de détailler la teneur des différents cours. Celui-ci se limite à la description des objectifs et à la définition des six grands domaines thématiques autour desquels s'articulera le nouveau cours.

La présentation des grands courants religieux devra, elle, se retrouver à l'étape suivante, c'est-à-dire au niveau de l'élaboration de supports didactiques (Lehrerhandreichungen) qui guideront l'enseignant dans la préparation de son cours. Ils expliciteront pour chaque domaine thématique les compétences visées, les approches référentielles, les méthodes didactiques, les sources de documentation, etc.

On ne peut donc pas parler de «lacunes», comme vous l'affirmez, il s'agit plutôt d'une question purement technique de procédure inhérente à l'élaboration de tout nouveau cours qui, il faut l'admettre, est difficilement saisissable pour un public non averti.

L'École Internationale de Differdange (EIDD):

L'EIDD étant une école publique luxembourgeoise, il a été décidé, dans le cadre de l'autonomie laissée à chaque École européenne agréée, d'y remplacer le cours de religion et de formation morale et sociale par le cours unique, tel qu'il est prévu dans les Écoles européennes de type 1. Celui-ci sera identique à «Vie et Société», tel qu'il sera élaboré pour les autres écoles luxembourgeoises. La seule différence réside dans le fait qu'à l'EIDD le cours est enseigné dans toutes les classes du primaire au secondaire, dans la voie préparatoire et dans les classes d'accueil en langue française ou en langue anglaise.

Conformément à la procédure, le remplacement des cours d'instruction religieuse et de formation morale et sociale par le cours «Vie et Société» a été intégré dans le dossier de conformité soumis au Conseil supérieur des Écoles européennes pour l'accréditation de l'EIDD.

D'autres Écoles européennes agréées (notamment à Strasbourg, à Copenhague et à La Haye) ont fait la même démarche et offrent le cours unique tel qu'il est enseigné dans les autres écoles publiques de ces pays respectifs. Il n'y a donc aucune crainte à avoir que cette décision «contrevenne aux programmes des Écoles européennes agréées».

Question 1813 (15.02.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant la **Banque et Caisse d'Épargne de l'État:**

Ech wollt dem Här Finanzminister folgend Froen zum Dossier Spuerkeess stellen:

1. Den Här Jean-Claude Finck (ass genannt bis de 15. Februar 2016), huet d'„démission de ses fonctions“ accordéiert kritt op den 1. März 2016.
2. Säit wann weess de Minister Bescheid, datt e Successeur fir den Här Finck gebraucht gëtt?
3. Wien iwwehëlt dat Amt?
4. Per 1. Mee 2016 ass d'„démission de ses fonctions“ dem Här Gilbert Ernst accordéiert ginn. Ginn et do Gesprécher mat Kandidaten?
5. No dësen zwou Demissionne muss den „Comité de direction“ mat dräi Leit funktionéieren: Dat geet menges Wëssens de Statuten no, mä ass dat wëschenswäert bei engem Betrib, wou 1.800 Leit schaffen?

Réponse (15.03.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

Esou wéi d'Spuerkeess dat an hirem Communiqué de presse vum 26. November 2015 scho preziséiert hat, huet den Här Finck dem Finanzminister am September 2014 matgedeelt, dass hie kee weidert Mandat als Generaldirekter vun der Spuerkeess ustriewe géif.

Fir d'Nofolleg souwuel vum Här Finck wéi och vum Här Ernst, huet de Finanzministère den 28. November 2015 een Appel à candidatures publizéiert.

Ënner allen Dossieren, déi eragereecht goufen, konnten eng Rei Kandidaturen zréckbehale ginn, an de Minister huet déi Leit och fir ee Gespréich gesinn.

D'Nominatioun vum Generaldirekter a vun de Membere vum Direktiounscomitée vun der Spuerkeess ginn iwwert de Wee vun engem Arrêté grand-ducal gemaach, no Avis vum Conseil vun der Bank, esou wéi dat am Artikel 19 vum Gesetz vum 24. März 1989 virgesinn ass. Well d'Spuerkeess eng systemesch Bank ass, mussen déi Leit och vun der Europäescher Zentralbank (EZB) agréiert ginn. Soubal d'EZB hir Décisioun geholl huet am Bezuch op déi Kandidaten, déi de Finanzminister zréckbehale huet, kënnen déi entspreichend Kandidaturen dem Regierungsrat virgeluecht ginn.

An der Zwëschenzäit fonctionnéiert d'Spuerkeess mat engem Direktiounscomitée vun 3 Leit, wat keng besonnesch Problemer mat sech bréngt.

Question 1814 (16.02.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **loi de financement de la sécurité sociale française:**

Alors que dans un arrêt C-623/13 la CJUE a indiqué au début de l'année 2015 qu'un ressortissant néerlandais, travailleur migrant aux Pays-Bas et soumis à la sécurité sociale dans ce pays, ne saurait être soumis en France (État de résidence) sur ses revenus à des prélèvements qui présentent un lien direct et suffisamment pertinent avec les branches de la sécurité sociale, le législateur français n'a pas été inactif. Comme l'a rapporté l'hebdomadaire «Le Jeudi» la semaine dernière, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 aurait «procédé à un tour de passe-passe», les prélèvements ne seraient plus affectés au financement des systèmes de sécurité sociale, mais au Fonds de solidarité vieillesse (FSV) servant à payer le minimum vieillesse. Il paraît également que les prélèvements seraient appliqués de manière rétroactive à l'année d'imposition 2015.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations contenues dans l'article susmentionné?
2. Quelles sont les conséquences de cette nouvelle loi sur les salariés du Luxembourg domiciliés en France? Monsieur le Ministre est-il d'avis que la nouvelle loi française est conforme au droit européen? Monsieur le Ministre entend-il soutenir la cause des frontaliers si un recours contre la loi précitée sera intenté par ces derniers?

3. Monsieur le Ministre entend-il intervenir auprès de son homologue français pour que le nouveau système, à considérer qu'il soit maintenu, ne soit applicable que pour les revenus perçus à partir du 1^{er} janvier 2016?

Réponse (14.03.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1. Par arrêt du 26 février 2015 rendu dans l'affaire C-623/13, la Cour de justice de l'Union européenne a considéré qu'en vertu du principe de l'unicité de législation de sécurité sociale applicable, un prélèvement fiscal qui contribue au financement d'une branche de la sécurité sociale relevant du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale ne saurait être à charge d'une personne qui est soumise à un système de sécurité sociale d'un État membre autre que celui de sa résidence. En vertu de ce principe, elle a donc considéré que la France n'est pas en droit de prélever la contribution sociale généralisée (CSG), ni la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) à la charge de personnes résidant en France mais travaillant dans un autre État membre et relevant par conséquent du système de sécurité sociale de cet autre État membre. Les remboursements des sommes indûment perçues seraient en cours par les services compétents français.

Suite à l'arrêt de la Cour de justice, la loi française de financement de la sécurité sociale 2016 opère une modification de l'affectation des prélèvements en cause acquittés sur le critère de résidence. Ces prélèvements seront dorénavant spécifiquement affectés au financement de prestations sociales non contributives, principalement les dépenses du Fonds de solidarité vieillesse.

Ad 2. Le Gouvernement français considère que dès lors que ces prélèvements sont affectés au financement de prestations sociales non contributives, ils ne sont plus visés par la jurisprudence de la Cour susmentionnée. Il n'appartient pas au Ministère de la Sécurité sociale de se prononcer sur la conformité de la législation française à l'égard du droit communautaire, une telle prérogative revient à la Cour de justice de l'Union européenne. Il ne revient pas non plus à l'État luxembourgeois de soutenir la cause d'une catégorie déterminée de travailleurs à l'encontre d'un autre État membre de l'UE.

Ad 3. Il ne nous a pas été confirmé que la loi de financement de la sécurité sociale 2016 serait appliquée rétroactivement à l'année d'imposition 2015.

Question 1815 (16.02.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **collaboration entre les communes et la Police grand-ducale:**

Les communes luxembourgeoises sont confrontées à des criminalités et des transgressions de règlements multiples et diverses sur leur territoire. Ainsi, un trafic de drogues s'était établi au vu et au su de tous dans le quartier de la gare de la ville de Luxembourg. Devant le ras-le-bol général de la population, il a fallu alors organiser une «task force» spécifique entre la commune et la police pour s'attaquer à cette sorte de criminalité.

Par ailleurs, les communes édictent des règlements de la circulation. Quant au stationnement elles engagent elles-mêmes des agents pour faire respecter leur réglementation. Face au volume sans cesse croissant de la circulation, elles fixent aussi et de plus en plus des limitations de vitesse de 30 km/h à l'intérieur des agglomérations pour assurer la sécurité et une certaine tranquillité à leurs habitants, limitations qui sont d'ailleurs rarement respectées à défaut d'être contrôlées et sanctionnées systématiquement.

Face à cet état de choses, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Étant donné qu'une «task force» comme celle mise sur pied au quartier de la gare est une solution exceptionnelle face à l'ampleur du phénomène, elle ne peut pas constituer une solution durable pour la lutte contre la criminalité spécifique dans les communes. Comment est organisée normalement et concrètement la collaboration entre la Police grand-ducale et les communes?

- En matière de circulation sur les voies publiques, si les communes peuvent engager



elles-mêmes des agents pour faire respecter leur règlement de stationnement sur leur territoire, le respect de la limitation de vitesse de 30 km/h devrait être contrôlé et sanctionné systématiquement par la police. Combien de contrôles de la limitation de vitesse de 30 km/h ont eu lieu en 2015?

Réponse (17.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Les articles 63 à 65 de la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'Inspection générale de la Police précisent les relations de la police avec les autorités administratives responsables de l'ordre public. Ces articles traitent:

- de la communication entre la police et les autorités administratives au sujet de l'ordre public;

- des comités de prévention communaux ou intercommunaux dont les modalités de l'organisation et du fonctionnement sont régies par le règlement grand-ducal modifié du 17 juillet 2000 portant création et fonctionnement d'un comité de prévention communal ou intercommunal;

- des comptes rendus à transmettre par la police aux autorités administratives au sujet des événements extraordinaires concernant l'ordre ou la sécurité publics.

Les comités de prévention communaux ou intercommunaux sont un lieu privilégié de concertation et ont comme finalité de promouvoir une meilleure coordination des fonctions de police. Les actions y décidées sont présentées sous forme de plans locaux ou régionaux de sécurité.

De plus la police a élaboré un concept de proximité basé sur un contact permanent avec la population et un partenariat actif avec les élus locaux.

Ce concept de proximité ne s'applique pas seulement aux commissariats de proximité, mais à toutes les unités de la police. A cet effet les chefs d'unité respectifs des commissariats d'intervention et/ou de proximité entretiennent des contacts réguliers périodiques avec les responsables communaux.

L'Inspection générale de la Police, sur ma demande, effectue une étude consacrée aux comités de prévention et de concertation communaux/intercommunaux et aux plans locaux et régionaux de sécurité.

En 2015, la Police grand-ducale a procédé à 421 contrôles de vitesse dans des zones où la limitation de vitesse est de 30 km/h et a constaté 1.491 infractions relatives à des excès de vitesse.

Question 1816 (16.02.2016) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **service «Western Union»**:

D'POST mécht net nëmme Büroen iwwer Land zou, se reduzéiert och nach d'Palette vun de Servicer an deene Büroen, déi nach opbleiwen.

Laut engem Schreiwes vun der POST ginn zanter dem 31. Januar vun dësem Joer keng Geldtransferte méi fir de Service „Western Union“ ugebueden. Dëse Service, dee praktesch op der ganzer Welt existéiert, erlaabt et, Geld iwwert d'Grenzen eraus ze iwwerweisen, ouni datt dee wou d'Geld schéckt an dee wou et kritt e Kont muss hunn.

D'POST gëtt un, dëse Service géif ofgeschaaft „en vue de la nouvelle stratégie“.

De Service „Western Union“ gëtt weider zu Lëtzebuerg ugebueden, dëst awer a Lokaler wéi Internet-Caféen oder Librairien.

Dowéinst wëllt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Aus wéi enger Ursach bitt d'POST d'Servicer vun „Western Union“ net méi un?
2. Ginn et weider Servicer, déi d'POST wëinst der „neier Strategie“ wëllt ofschafen?
3. Deelt de Minister d'Meenung, datt d'Strategie vun der POST déi misst sinn, esou vill wéi méiglech Servicer unzëbbiden an esou eng kritesch Mass vu Clienten ze behalen, fir keng weider Postbüroen zouzemaachen?

Réponse (10.03.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Ad 1. Et ass allgemeng bekannt, dass d'POST am Kader vun enger ambitiöser Strategie derbäi ass, sech nei opstellen, dëst och um Ni-

veau vun der Gamme vu Servicer, déi ugebued ginn.

An deem Kontext sinn nottamm strategiesch Partneriaten mat Cactus a Raiffeisen am Opbau, fir ëmmer besser op d'Ufuerderunge vun der Clientèle ze äntweren. Donieft sinn iwwert déi lescht Méint eng Rei nei innovativ Produiten agefouert ginn. Gläichzäitg ginn divers existent Offere massiv ausgebaut a gréisser Zommen investéiert.

An deem Kontext gëllt et awer och ze analysieren, ob, an ënner wéi enger Form, divers aner Servicer nach dem Besoin vun Clienten entsprechen oder ob et eventuell besser Alternative gëtt.

Wat de Service vun „Western Union“ betrëfft, ass dee scho säit 2015 just nach vun eng klenger Zuel vu Verkaufspunkten ugebued ginn. Zesumme mat de Responsabele vun „Western Union“ ass d'POST esou zur Konkursion komm, den entsprechende Kooperatiounskontakt op den 31. Januar 2016 komplett auslafen ze looschen. D'POST leet domat de Schwéierpunkt op hir eege Servicer: Mam CCP huet si eng besonnesch attraktiv hausintern Alternativ fir de Client parat. Dës Approche bitt sech ëmsou méi un, well d'CCP-Konte gratis an domat fir jiddereen accessibel sinn, genesou wéi och d'Transaktionskäschten däitlech méi virdeelhaft fir de Client sinn.

Ad 2. D'POST wäert och an Zukunft hir existent Gamme vun de Servicer kontinuierlech upassen, sief et duerch innovativ Neiegkeeten, d'Adaptatioun vu bestehende Servicer, mä noutgedrongen och emol duerch d'Ästelle vun deem enger oder anere Service, deem net méi den Ufuerderunge vun Clienten oder dem Zäitgeescht entsprécht.

Ad 3. D'POST muss an éischer Linn déi Servicer ubidden, déi de Wësch vun der Clientèle entsprechen, an dëst op eng Aart a Weis, déi eng beschtméiglech Experiéenz a Satisfaktioun vun Clienten erlaabt. Dëst moost sech net iwwert d'reng Unzuel vun de Servicer, mä um Succès an der Attraktivitéit vun de jeeeweilege Produiten, un den Éffnungszäiten, der Disponibilitéit an der Qualitéit vum Accueil an de Verkaufspunkten an der Berodung.

Question 1817 (17.02.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant le **Fort Olisy**:

Une partie des casemates du Fort Olisy au Kirchberg a été détruite pour construire sur ce site la gare funiculaire. Or, le Fort Olisy, datant du 18^e siècle, fait partie de l'héritage culturel luxembourgeois et du patrimoine mondial de l'UNESCO. D'après «L'essentiel online», les éléments archéologiques du site auraient été pris en considération par les CFL lors de la planification de la construction de la gare. Les CFL auraient ainsi travaillé en étroite collaboration avec le Centre national de la recherche archéologique.

Dës lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pourquoi n'était-il pas possible de construire la gare funiculaire tout en conservant les casemates du Fort Olisy, pourtant inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO?

- Le Gouvernement a-t-il fait part de sa décision de détruire une partie du Fort Olisy aux instances de l'UNESCO?

- En cas de réponse négative, quelle en est la raison?

Réponse commune (29.03.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1817 du 17 février 2016, l'honorable Député Monsieur Franz Fayot souhaite s'informer sur la prise en considération des casemates du Fort Olisy lors de la planification du projet «arrêt Pfaffenthal-Kirchberg».

À préciser tout d'abord que le bien du patrimoine mondial UNESCO a été pris en considération lors de la planification de la construction de la gare. Les vestiges du Fort Olisy se situent pour environ un tiers en dessous de l'avenue Kennedy, pour environ un tiers en dessous du tracé du tram à venir et pour environ un tiers dans la zone de la gare du funiculaire à ériger. Avec la mise en place de la liaison Pfaffenthal-Kirchberg par funiculaire, c'est donc ce dernier tiers des vestiges qui risquait de disparaître.

Or, afin de limiter au strict minimum l'impact aux galeries historiques de la forteresse, il a été décidé en date du 16 septembre 2011 de déplacer l'arrêt «Plateau Kirchberg» (APK) de ma-

nière à ce que le futur bâtiment n'ait pas d'influence sur les vestiges historiques, notamment le Fort Olisy.

Dès le début du projet, les travaux ont été réalisés en étroite collaboration avec le Centre national de la recherche archéologique (CNRA). Lors des travaux de terrassement exécutés par l'entreprise de gros-œuvre, le représentant du CNRA était à plusieurs reprises présent sur chantier pour accompagner les travaux. Avant le début des travaux de terrassement, le CNRA a indiqué de manière très précise les procédures à suivre.

En ce qui concerne le lieu de construction, il échet de préciser que le projet se situe en dehors de la limite du bien du patrimoine mondial de l'UNESCO et même en dehors de la zone «Tampon». Un seul «rameau» des galeries de la forteresse se rapproche de la limite de construction prévue. Lors des travaux de terrassement ce rameau a été trouvé, nettoyé par le soufflage et documenté, tout en respectant les instructions du CNRA. Le géomètre du bureau d'études a réalisé un premier levé 3D le 8 octobre 2015. La voûte supérieure de la galerie a été enlevée et un second levé 3D a été réalisé en date du 10 octobre 2015. Il a été convenu avec le CNRA qu'après documentation de la casemate, celle-ci pourra être détruite. Le Fort Olisy lui-même n'est pas affecté directement par l'implantation du bâtiment APK. Étant donné que le Fort Olisy démantelé se trouve en dessous de la future plateforme devant l'arrêt, il a été convenu, en concertation avec le CNRA, d'intégrer en partie les anciens murs du Fort Olisy dans la plateforme. À cette fin, les murs du fort ont été dégagés et temporairement protégés avec une bâche contre une infiltration des eaux de pluie.

Au vu de ce qui précède, il n'y avait pas de nécessité d'en informer les instances de l'UNESCO.

Question 1818 (16.02.2016) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng) concernant les **pistes cyclables**:

La nouvelle législation sur les pistes cyclables prévoit la création de 800 kilomètres supplémentaires au réseau national actuel avec une augmentation du budget pluriannuel, passant de 2 à 8 millions par année.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Considérant que l'utilisation des itinéraires cyclables nationaux est largement tributaire non seulement d'une bonne sécurisation, mais également d'une signalisation claire et explicite, dans quels délais Monsieur le Ministre envisage-t-il d'améliorer le système actuel de signalisation qui est souvent défaillant?

2. Quels sont les éléments qui distinguent la nouvelle signalisation de celle qui se trouve actuellement en place et quel est le budget qui y est réservé pour les années à venir?

Réponse (24.03.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des informations concernant la signalisation directionnelle des pistes cyclables.

Ayant constaté que la signalisation directionnelle en place sur le réseau cyclable national était défaillante à de nombreux endroits, et considérant la multitude de pistes cyclables nationales en cours de planification, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) a mis en place, en mars 2015, un groupe de travail dont l'objectif fut l'élaboration d'un nouveau concept de signalisation directionnelle. Ce groupe de travail, auquel furent associés le MDDI, la Direction générale du tourisme, l'Administration des Ponts et Chaussées, le Syvicol, la Ville de Luxembourg, la Ville d'Esch et la Lëtzebuurger Vëlos-Initiativ, a présenté sa proposition à la Commission de Circulation de l'État, qui a d'ores et déjà réservé un préjugé favorable.

Le nouveau concept de signalisation sera compatible avec les panneaux déjà en place. Il s'appliquera à tous les itinéraires cyclables, qu'ils soient de compétence nationale ou communale. Parmi les améliorations proposées figurent des indications de pente, de qualité du revêtement, du partage ou non de la chaussée avec le trafic motorisé, des plaquettes identifiant des itinéraires touristiques, des panneaux indiquant les points d'intérêt locaux, et à terme - sur le réseau cyclable national uniquement - un système de points-nœuds qui permettra aux cyclotouristes de composer eux-mêmes un itinéraire en alignant simplement les numéros d'intersections.

Le règlement grand-ducal relatif au nouveau concept de signalisation directionnelle sera présenté au Conseil de Gouvernement au printemps 2016. La première piste cyclable à être équipée sera la PC2 qui rallie la Ville de Luxembourg à Echternach. Afin d'encourager une signalisation cohérente sur tout le territoire, un guide d'application à destination des communes sera publié.

L'Administration des Ponts et Chaussées est entre autres responsable pour la réalisation respectivement l'entretien du réseau cyclable national et donc aussi pour la pose de la signalisation directionnelle afférente.

En 2015, l'Administration des Ponts et Chaussées a posé 322 panneaux directionnels dans le cadre de la mise en service de nouveaux itinéraires cyclables nationaux ou dans le cadre de l'entretien des itinéraires existants.

En vue d'être à la hauteur de sa tâche, l'Administration des Ponts et Chaussées sera dotée des moyens nécessaires à un balisage complet du réseau cyclable national dans les meilleurs délais.

Question 1819 (17.02.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **personnel auxiliaire dans le cadre de la Présidence du Conseil de l'Union européenne**:

Le Grand-Duché de Luxembourg vient de clôturer sa première Présidence du Conseil de l'Union européenne depuis l'élargissement de l'Union européenne en 2007, à savoir du 1^{er} juillet au 31 décembre 2015. À cette occasion et comme c'était déjà le cas lors des Présidences antérieures, le Gouvernement a dû procéder à un renforcement en personnel en recourant à des auxiliaires.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1. Dans le cadre de la dernière Présidence du Conseil de l'Union européenne, combien de chargés de mission ont été recrutés au sein des ministères et des administrations publiques?

2. Parmi les chargés de mission, combien de personnes ont été engagées de manière définitive par la suite et sous quel régime?

Réponse (10.03.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

En réponse aux questions précitées, j'ai l'honneur d'informer les honorables Députés qu'un total de 202 chargés de mission a été engagé sur base d'un contrat à durée déterminée dans le cadre de la Présidence de l'Union européenne. Les contrats à durée déterminée sont venus à échéance au plus tard le 29 février 2016.

En ce qui concerne le nombre de chargés de mission qui a été engagé de manière définitive, je suis au regret de devoir informer les honorables Députés qu'il n'existe à l'heure actuelle pas encore de réponse définitive et ce étant donné qu'une bonne partie des chargés de mission a participé à la partie générale de l'examen-concours du groupe de traitement A1 qui ne s'est tenue qu'en date du 27 janvier 2016. Les résultats de cette première partie de l'examen-concours ne seront connus qu'à partir du mois d'avril et les admissions au stage des concernés ne se feront pas avant le mois de juin, étant donné que les administrations doivent encore procéder à l'épreuve spéciale avant de prendre une décision définitive quant à l'engagement d'un candidat.

Question 1820 (17.02.2016) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng) concernant le **«car-sharing»**:

Les villes et pays les plus attractifs au niveau de la mobilité sont incontestablement ceux qui misent sur une approche intégrative des différents moyens de transports. S'il est d'une part indispensable d'investir dans les transports en commun, il ne faut d'autre part pas négliger les avantages de la voiture quand il s'agit de parcourir des trajets qui ne sont pas desservis par les transports publics.

Dans ce contexte et dans le contexte général de la promotion d'une mobilité durable, flexible et économe, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le système nommé «carsharing» ou «autopar-



tage», qui fonctionne actuellement moyennant neuf voitures sur cinq stations dans la ville de Luxembourg, devrait être étendu au-delà du territoire de la capitale et être offert également dans d'autres milieux urbains, voire aux abords des gares CFL?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des renseignements quant aux sites et au nombre d'emplacements qui pourraient être envisagés pour la mise en place d'une offre nationale d'auto-partage?

3. Du fait que la combinaison intelligente de voitures électriques avec le transport public permettrait de créer un jalon supplémentaire dans une chaîne de mobilité durable, Monsieur le Ministre envisage-t-il, le cas échéant, de faire valoir les avantages de l'électromobilité lors de l'introduction du système d'auto-partage?

Réponse (18.03.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire n°1820 du 17 février 2016, l'honorable Députée demande des renseignements sur la possibilité d'étendre le système d'auto-partage («car sharing» en anglais) actuellement opérationnel à Luxembourg-ville sur d'autres régions du pays.

Dans une mobilité urbaine multimodale, il y a certains types de déplacements occasionnels qui, pour diverses raisons, ne peuvent être effectués ni par les transports en commun, ni à pied ou à vélo, ni raisonnablement en taxi. Pour ces types de déplacements, l'auto-partage offre à l'utilisateur les avantages de l'automobile (flexibilité, capacité de transport) tout en le libérant des désavantages (frais d'acquisition, d'entretien et de stationnement longue durée). L'expérience montre que chaque véhicule «car-sharing» remplace une dizaine de voitures privées. Ceci est peu surprenant si l'on considère qu'en moyenne une voiture privée est immobilisée en principe au-delà de 90% du temps. Ainsi, l'auto-partage est bénéfique aussi bien pour les ménages qui peuvent ainsi réduire le nombre de leurs voitures, et donc de façon significative leur dépenses de mobilité, que pour les villes et les quartiers, qui peuvent offrir un stationnement public plus efficace.

Le service d'auto-partage récemment lancé à Luxembourg-ville en collaboration avec l'ACL et le plus grand opérateur d'auto-partage en Allemagne et en Belgique était conçu de manière à permettre à d'autres communes de s'y associer. Dans ce modèle, afin de garantir la proximité aux résidents, les stations sont placées dans les quartiers résidentiels et chaque voiture est restituée à sa station de départ. Ce principe de déplacements d'A vers A, qui offre à première vue moins de flexibilité aux utilisateurs, est cependant - d'après l'expérience internationale - clairement le plus adapté aux agglomérations de la taille qu'on trouve au Grand-Duché. Les avantages des systèmes A vers A sont premièrement leur parfaite complémentarité avec les autres moyens de transport, deuxièmement la garantie de retrouver la place de stationnement, et enfin les frais opérationnels raisonnables, puisque c'est l'utilisateur lui-même qui ramène le véhicule. Les systèmes de A vers B (comme à Paris) ou même de «free-float» (centre de Munich) ne sont adaptés qu'aux très grandes villes avec une flotte plus importante.

Complémentaire à ce système d'auto-partage visant les quartiers résidentiels dans les communes, les CFL sont en train d'étudier la mise en place d'un système d'auto-partage lié aux transports publics. Il est évident que du

point de vue de l'utilisateur, l'abonnement aux différents services d'auto-partage devra être aussi simple et cohérent que possible.

Question 1821 (17.02.2016) de Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les accises prélevées sur les produits pétroliers:

Selon les chiffres des Douanes et Accises, les ventes d'essence ont baissé en 2015 de 5,16% et celles du diesel de 4,89%. Il en est de même pour le montant des accises prélevées sur l'ensemble des produits pétroliers qui a baissé de 4,93% entre 2014 et 2015.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quel a été l'impact du rétablissement des contrôles aux frontières françaises suite aux attaques du 13 novembre dernier à Paris sur les recettes liées à la vente de carburants, de cigarettes ou encore d'alcool aux stations-service?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer sur une baisse éventuelle des ventes de carburants, de cigarettes et d'alcool aux stations-service situées le long des frontières et sur les autoroutes liées à ces contrôles?

- Étant donné que les prix du pétrole ne cessent de chuter depuis juillet 2014, Monsieur le Ministre estime-t-il que les accises prélevées sur les produits pétroliers et les recettes liées à la vente de cigarettes et d'alcool vont encore baisser et, le cas échéant, de quel montant?

Réponse (18.03.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Si l'Administration des Douanes et Accises dispose bien de statistiques agrégées sur la vente de carburants, de cigarettes et d'alcool, celles-ci ne distinguent pas les points de vente en fonction de leur localisation géographique ou de leur proximité à certains axes routiers.

La baisse des recettes sur les produits pétroliers, dont la tendance est constante depuis plusieurs années, a bien été prise en compte dans les projections du ministère pour l'établissement du projet de budget pluriannuel, sachant que le montant des accises prélevées sur les carburants est indépendant de l'évolution des prix.

Alors qu'une partie des ventes de tabac et d'alcool est certainement liée avec la vente de carburants, l'évolution des recettes provenant des ventes de tabac et d'alcool n'y est pas directement corrélée. Alors que les ventes de tabac sont en déclin depuis plusieurs années (du fait notamment de l'effet des politiques publiques de santé), les ventes de boissons alcooliques connaissent une évolution positive. Là encore, ces tendances ont été prises en compte au niveau des projections budgétaires.

Les chiffres correspondants se présentent ainsi:

Part du Grand-Duché dans les recettes communes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en matière de droits de douane et d'accise:

2016:	945.139.020 €
2017:	906.992.950 €
2018:	887.626.420 €
2019:	908.557.490 €

Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur les cigarettes:

2016:	107.297.990 €
2017:	115.723.560 €
2018:	127.525.180 €
2019:	140.048.400 €

Droits d'accise autonomes luxembourgeois sur certaines huiles minérales:

2016:	175.412.510 €
2017:	173.400.380 €
2018:	171.388.250 €
2019:	169.376.120 €

(Source: <http://www.budget.public.lu/>)

À ce stade, il n'apparaît pas que ces chiffres doivent être adaptés du fait des contrôles frontaliers effectués pendant un temps limité par les autorités françaises.

Question urgente 1981 (05.04.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la découverte des fondations de la chapelle du Glacis:

E sensibilisé par un opérateur de chantier huet bémérikt an drop higewisen, datt de Chantier fir den Tram amgaange war, d'Fondatioune vun der historescher Glaciskapell ze zerstéieren.

Nëmmen duerch dës Interventioun ass de Chantier gestoppt ginn an déi zoustänneg archeologesch Servicer konnten e Bléck op déi historesch Gemaier werfen. De Chantier soll awer nëmme ganz kuerz, et gëtt vu bis zu enger Woch geschwat, ënnerbrach ginn.

Déi historesch Kapell um Glacis ass eng Gedenkplaz an der Geschicht vun der Lëtzeburger Kierch an dem Lëtzeburger Vollek, a steet am Ursprung vun der Oktav an der Verëierung vun der Tréischterin am Leed.

Duerzou wëllt ech dës Froen un den Här Kulturminister an den Här Minister fir Infrastruktur stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt op esou enger sensibeler Plaz Baggeren einfach dierfen iwwer historesch Fondatioune ploegen, ouni Accompannement oder op d'mannst eng Sensibilisatioun vum CNRA (Centre National de Recherche Archéologique)?

2. Ass et, wéinst der Wichtigkeet vun der Glaciskapell fir d'Geschicht vu Lëtzebuerg, méiglech, de Chantier vum Tram esou laang ze stoppen, fir datt de CNRA eng grëndlech Aarbecht kann um Site maachen, esou vill wéi méiglech Artefakte ka sammelen an detailléiert Relevé vum Site ka maachen? Wat kann erhale bleiwen?

3. Wéi eng dréngend Moossname wëllt de Kulturminister huelen, fir datt esou e Virfall net méi beim Chantier vum Tram virkënnt?

4. Wéi eng allgemeng Regele ginn et zu Lëtzebuerg, fir wichteg archeologesch Sitte bei Chantieren ze schützen? Ginn dës Regeln duer, oder wéi kann ee se verbesseren?

5. Riskéieren déi Verantwortlech vum Chantier Sanktioune wéinst dësem schroe Virfall um Glacis?

Réponse commune (12.04.2016) de M. Xavier Bettel, Ministre de la Culture, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Scho laang éier mam Chantier ugefaange gouf, waren d'Servicer vum CNRA um Tramsprojet bedeelegt, an zwar am Kader vun der «procédure d'évaluation des incidences environnementales». An deem Zusammenhang huet de CNRA den 9. Dezember 2011 en Avis formuliert, deen op eng Kapell am Secteur Faïence-riestrooss, Allée Scheffer an Allée des Résistants et des Déportés opmierksam gemaach huet. Allerdéngs konnt déi genee Plaz vun den lwwereschter net bestëmmt ginn. Bei der Organisatioun vum Tramschantier ass deemno d'Hypothese, datt am genannte Secteur kéinten lwwereschter fonnt ginn, mat berücksichtigte ginn.

D'Aarbechten um Eck «Rue de la Faïence-rie / Allée des Résistants et des Déportés» sinn den 1. Abrëll 2016 ugelaft, nodeems dat Néidegt gemaach gi war, fir de Verkéier op der betraffener Kräizung ëmzeleeden an de Chantier ze sécheren. Esoual den 3. Abrëll gemellt gi war, datt lwwereschter fonnt gi wieren, huet LuxTram den Dag drop (de 4. Abrëll moies, wéi d'Büroen op waren) de CNRA gefrot, fir anzegräifen an d'Entdeckung ze evaluéieren. Déi Prozedur entsprécht deem, wat tèschent LuxTram an dem CNRA uitgemaach war. De CNRA war direkt de 4. Abrëll um 10 Auer op der Plaz. Zu deem Zäitpunkt waren d'Aarbechten um Chantier scho gestoppt.

Dat huet dem CNRA et erméiglecht, e Relevé vun den lwwereschter ze maachen. Nodeems d'lwwereschter propper fräigeluecht waren, gouf eng 3D-Digitaliséierung gemaach, an där sämtlech Informatiounen zu dësem Deel vun der fräigeluechter Kapell erfaasst sinn. Bei LuxTram gëtt elo gekuckt, ob et méiglech ass, déi nei Kanalisatioune esou ze verleeën, datt d'lwwereschter kënnen op der Plaz bleiwen. Dës Analys geschitt an enker Zesummenaarbecht mam CNRA a mat der Stad Lëtzebuerg, mam Zil, déi entdeckt Fëllementer a Sockele maximal ze erhalen. Déi verschidde Prozeduren dierfte keen Afloss hunn op den allgemenge Fortgang vun den Aarbechten ëm den Tram, an och keng Retarde mat sech bréngen: Déi aner Chantieren, notamment um Kierchberg an am Secteur vum Neien Theater gi virun, an zwar an den Délaien, déi am Ufank festgeluecht goufen.

Wat de Rescht vum Chantier vum Tramsprojet ugeet, behandelt den Avis vum CNRA aus dem Joer 2011 de kompletten Tracé tèschent dem Circuit de la Foire internationale an der Garer Plaz. Et ass deemno gewosst, wéi wahrscheintlech et ass, datt nach Entdeckunge gemaach ginn, an alleguer d'Akteure goufen driwwer informéiert, datt all nei Entdeckung direkt muss gemellt ginn. Ausserdeem ass déi enk Zesummenaarbecht tèschent dem CNRA an dem Bauhär LuxTram esou ausgeluecht, datt am Fall vun eventuellen Entdeckungen direkt Experten ageschalt ginn, fir d'Valeur an d'Bedeutung festzeleeën. Wat déi zukünfteg Tramsstrecken a Richtung Findel a Cloche d'Or betrëfft, sinn déiselwecht Prozeduren geplangt, wat dem CNRA et erlaabt, Avisen ofzeginn a Recommandatioune ze maachen, éier mat den Aarbechten ugefaange gëtt.

Fir dëst alles ze illustréieren, kann drun erënnert ginn, datt déi Kollaboratioun schonn zu konkreten Aktiounen geféiert huet. Zum Beispill huet de CNRA Miët 2015 an am Januar 2016 Relevé um Réimerwee laansch den neien Tramsschapp beim Plateau Gréngewald gemaach. Dee Relevé huet et erlaabt, fir eng Mass vun Informatiounen iwwert d'Baueengeschaften vun deem Réimerwee ze erfaassen an ze späicheren.

Wat allgemeng d'Regelen ugeet bei Bauaarbechten, gëtt et zwee Gesetze, déi bestëmmen, wéi op eng archeologesch Entdeckung ze reagéieren ass:

- Loi du 21 mars 1966 concernant a) les fouilles d'intérêt historique, préhistorique, paléontologique ou autrement scientifique; b) la sauvegarde du patrimoine culturel mobilier;

- Loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Den Artikel 30 aus dem drëtte Kapitel vum Gesetz gesäit Folgendes vir: «Lorsque, par suite de fouilles, de travaux ou d'un fait quelconque, on a découvert des monuments, des vestiges, des inscriptions ou des objets pouvant intéresser l'archéologie, l'histoire ou l'art, sur des terrains appartenant à l'État, à une commune, à un établissement public ou d'utilité publique, le bourgmestre de la commune doit assurer la conservation provisoire des objets découverts et aviser immédiatement le directeur du Musée de l'État qui en informe le Ministre, celui-ci statue sur les mesures définitives à prendre. Si la découverte a lieu sur le terrain d'un particulier, le propriétaire de l'immeuble et l'entrepreneur sont tenus d'en donner immédiatement avis au bourgmestre de la commune qui en informe d'urgence le directeur du Musée de l'État. Sur l'avis de ce dernier, le Gouvernement peut poursuivre l'expropriation dudit terrain, en tout ou en partie, pour cause d'utilité publique, suivant les formes de la loi du 15 mars 1979. Le bourgmestre qui apprendrait autrement une découverte amenée par des fouilles ou un projet de fouille, est tenu d'en informer la même autorité aussitôt qu'il en a connaissance.»

An dësem Fall ass d'Gesetz deemno esou applizéiert ginn, wéi dat soll de Fall sinn. D'Découverte gouf gemellt, de Chantier ass gestoppt ginn an de CNRA gouf informéiert. Deen huet op der Plaz de wëssenschaftlechen Aspekt vun der Découverte analyséiert a sech mat deene Responsable concertéiert.

Vun engem schroe Virfall, deen den honorabelen Deputéierten a senger Fro ernimmt, kann an dësem Fall keng Ried sinn, ganz am Géigendeel. De Maître d'ouvrage an de CNRA hu vun Ufank un exemplaresch zesummegegheft an d'Entdeckung vun de Fëllementer vun der Chapelle Notre-Dame op en Neits d'Wichtigkeet vun enger archeologescher Begleedung, déi duerzou bäidréit, d'historescht Wëssen ze erweideren.

